VILLE DE

nogent sur marne

COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 1 JUIN 2015

CONSEIL MUNICIPAL

Délibérations 15/73 à 15/101

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

VILLE DE

Nogent-sur-Marne

CONSEIL MUNICIPAL
DU 1 JUIN 2015
ORDRE DU JOUR

DIVERS

- 15/73 – Vœu s'opposant à l'opération d'Opération d'Intérêt National (O.I.N) multi-sites en Ile-de-France imposée par l'Etat de manière arbitraire et autoritaire 1
- 15/74 – Projet de loi Notre : Vœu en faveur d'une intercommunalité de projet librement choisie pour renforcer l'efficacité des communes 5

FINANCIER

- 15/75 – Approbation du Compte Administratif – Exercice 2014 – Budget Principal 9
- 15/76 – Approbation du Compte Administratif – Exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings 223
- 15/77 – Affectation des résultats Compte Administratif – Exercice 2014 – Budget Principal – Budget Annexe des Parkings 275
- 15/78 – Approbation du Compte de Gestion – Exercice 2014 – Budget Général 285
- 15/79 – Approbation du Compte de Gestion – Exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings 369
- 15/80 – Garantie communale à hauteur de 100 % en faveur de Valophis Habitat OPH 94 pour la réalisation d'un emprunt d'un montant total de 982 000 € pour la réhabilitation de 39 logements du groupe « Maréchal Foch » à Nogent sur Marne 419

SERVICES TECHNIQUES

- 15/81 – Proposition de Subvention parlementaire faite par Mme Catherine PROCACCIA, Sénateur du Val de Marne pour des travaux de réfection de l'éclairage public des rues Baüyn de Perreuse et Muette 425
- 15/82 – Demande de subvention auprès du Conseil Départemental, du Conseil Régional, de l'Ademe et toute autre personne publique pour la construction d'un Stadium rue Jean Monnet 429
- 15/83 – Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la SPL « Marne au Bois Aménagement » pour la construction du Stadium Christian MAUDRY 433
- 15/84 – Approbation de Conventions financières et de Co-maîtrise d'ouvrage à conclure avec le SIPPEREC relatives aux travaux d'enfouissement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE existants sur diverses voies 513
- 15/85 – Approbation de l'intégration du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis dans le contrat de Bassin Marne Confluence 2010-2015 533

URBANISME

- 15/86 – Acquisition d'un bien sis 5, rue Paul Doumer 583
- 15/87 – Avis du Conseil Municipal sur le projet du Programme Local de l'Habitat 2015-2020 élaboré par la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne 617
- 15/88 – Convention d'occupation avec la RATP relative à la gare routiere provisoire avenue des marronniers 739

JURIDIQUE

- 15/89 – Opération "Coeur de Ville" – Résiliation et passation d'une convention d'un groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne 755

- 15/90 – Acte de vente du parking "Paul Bert" situe 19, rue Paul Bert (lot de volume n°3000) 777
- 15/91 – Modification de la règlementation du stationnement payant 939

JEUNESSE

- 15/92 – Signature d'une convention de partenariat entre la Commune et les établissements scolaires du second degré, relative à l'organisation de la mesure de responsabilisation 949
- 15/93 – Mise en place du dispositif municipal « Aide aux Projets Jeunes », en direction des jeunes nogentais âgés de 16 à 25 ans 961

CULTUREL

- 15/94 – Reconduction du partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne et l'école de cirque Italo Medini 971
- 15/95 – Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour la restauration de documents d'archives 979
- 15/96 – Modification de la grille tarifaire du Conservatoire de Musique et d'Art Dramatique Francis Poulenc 983
- 15/97 – Partenariat entre la Commune de Nogent sur Marne, les Lycéens et la CPE de Branly 989

DIVERS

- 15/98 – Appellation de Nogent sur Marne "Commune touristique" 997
- 15/99 – Approbation d'un partenariat lors de "la fête des jardins" avec l'association « La retraite sportive nogentaise » 1021
- 15/100 – Approbation de la convention de partenariat entre la ville de Nogent-sur-Marne, la Fondation des Arts Graphiques et Plastiques et la société HALLUCINE dans le cadre du Cinéma en plein air du 27 juin 2015 1027
- 15/101 – Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales 1035

15/73

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : VŒU S'OPPOSANT A L'OPERATION D'OPERATION D'INTERET NATIONAL (O.I.N) MULTI-SITES EN ILE-DE-FRANCE IMPOSEE PAR L'ETAT DE MANIERE ARBITRAIRE ET AUTORITAIRE

Réunis pour débattre des orientations et des dispositions contenues dans le projet de loi Notre à la veille d'une seconde lecture au Sénat, les Maires et les Présidents d'intercommunalité de France ont alerté sur les dérives répétées du texte et appelé à une libre organisation du bloc communal dans le respect des Communes et tenant compte de la réalité des territoires et de la situation économique, sociale et financière du pays.

Pour conforter cette démarche, les élus de la Commune de Nogent-sur-Marne émettent le vœu que soient prises en compte les mesures suivantes :

1 - Respecter les Communes et les Maires, premier échelon de proximité de notre démocratie, indispensables à la cohésion sociale en milieu urbain et périurbain, dans les banlieues ainsi que dans les zones rurales. Ils sont fermement opposés au principe d'une élection supra communale des élus intercommunaux à l'échéance 2020 qui marginaliserait les communes et leur maire.
Le pays n'a pas besoin d'un niveau de collectivité supplémentaire mais de confirmation de la proximité et plus de considération vis-à-vis des élus qui se dévouent au quotidien au service de tous nos concitoyens.

2 - Faire confiance aux élus pour déterminer les périmètres les plus cohérents des intercommunalités. Les élus refusent catégoriquement le seuil minimal imposé de 20 000 habitants, inadapté à la diversité des territoires et aux réalités locales.
Ils s'opposent à toute définition normée de l'intercommunalité et attendent de la loi qu'elle conforte la libre appréciation locale des futurs périmètres intercommunaux, dans le cadre d’une véritable concertation et selon un calendrier adapté à la nécessaire continuité de l’action publique.

3 - Conforter le principe de subsidiarité et les transferts volontaires de compétences. Opposés à de nouveaux transferts obligatoires de compétences (notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) et au retrait de la notion d'intérêt communautaire, les élus rappellent leur attachement à la libre détermination de leurs projets de développement et d'aménagement tenant compte de la maîtrise des dépenses publiques. Ils indiquent que l’'extension des périmètres et l’intégration automatique concomitante des compétences sont irréalistes et entraîneront la paralysie de l'action locale et la fragilisation de nombreux services publics.

Ils dénoncent la doctrine selon laquelle l’enfermement dans un seul périmètre intercommunal pourrait répondre à l'exercice de toutes les politiques publiques avec efficacité, parce qu’il y a plusieurs bassins de vie en fonction des enjeux en cause (école, zones d’activités, hôpital…).

Ils rappellent que l'intercommunalité est l'émanation des communes et s'opposent donc à toutes mesures d'unification de la Dotation Globale de Fonctionnement ou des impôts « ménages » à l'échelon intercommunal qui seraient imposées aux communes contre leur volonté et qui les priveraient de leur autonomie financière.

4 - Mutualiser efficacement.
Favorables au renforcement des mutualisations au sein du bloc communal ainsi qu'entre communes ou entre intercommunalités, les élus demandent des outils simples, efficaces et souples de partage de services car c’est une vraie réponse à la nécessaire maitrise des dépenses publiques

5 - Stabiliser les règles pour avancer.
Les élus dénoncent le changement perpétuel des règles qui déstabilise les projets en cours. Ils refusent la remise en cause, moins d'une année après son adoption, des dispositions sur le transfert du PLUi ou encore sur la définition de l'intérêt communautaire.

Enfin, les Maires et les Présidents d'intercommunalité de France alertent les parlementaires sur les dérives du projet de loi qui vise à effacer la commune et la proximité sans en mesurer les incidences sur la cohésion sociale du pays et la qualité des services aux habitants. Ils dénoncent également l’affirmation visant à faire croire qu'il y aurait des gains financiers avec cette vision très technocratique des territoires et demandent plus de liberté, de lucidité et de pragmatisme dans les dispositions votées.

En revanche, il faut faire confiance au sens de la responsabilité des élus locaux, qui sont pleinement résolus à prendre toutes les initiatives utiles pour améliorer l’efficacité de la gestion publique locale et lutter contre les fractures de notre société dans un cadre financier contraint.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/73
Vœu s'opposant à l'opération d'Opération d'Intérêt National (O.I.N) multi-sites en Ile-de-France imposée par l'Etat de manière arbitraire et autoritaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'en juillet 2014, le Gouvernement a lancé un Plan de mobilisation pour le logement en Ile-de-France qui a pour objectif de relancer massivement la construction de logements dans cette Région,

Considérant que les grandes lignes de ce plan de mobilisation annoncées par le Premier Ministre en octobre 2014 sont les suivantes :

- l'identification d'une vingtaine de sites prioritaires pour la construction de logements situés notamment autour des futures gares du Grand Paris Express,
- la fusion des Etablissements Publics Fonciers intervenant en Ile-de-France,
- la transformation de l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (A.F.T.R.P) en Grand Paris Aménagement, outil de mise en œuvre de ce plan de mobilisation,

Considérant, toutefois, que sans attendre le terme des débats sur la réforme institutionnelle et la mise en place de la Métropole du Grand Paris, le Gouvernement a choisi d'annoncer la création d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) multi-sites et de transformer l'A.F.T.R.P pour coordonner et piloter sa mise en œuvre,

Considérant que, sur le territoire de l'A.C.T.E.P (Association des Communes du Territoire de l'Est Parisien), plusieurs sites (Neuilly-sur-Seine, Fontenay-sous-Bois, Rosny-sur-Bois, Villiers-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Charenton-Bercy etc.) semblent déjà identifiés depuis plusieurs mois et ceci sans aucune concertation préalable avec les Communes concernées,

Considérant, de plus, que toutes les villes impactées par cette future O.I.N multi-sites sont déjà dans une marche de contractualisation avec l'Etat dans le cadre des Contrats de Développement Territorial (C.D.T) « Paris Est entre Marne et Bois » et « Boucles de la Marne »,

Considérant que si les Elus du Syndicat Mixte ouvert de l'A.C.T.E.P ne remettent pas en cause la nécessité de la construction de logements pour faire face à la crise actuelle, ils ne peuvent accepter que le travail effectué depuis plusieurs années en concertation avec leurs populations et avec l'Etat soit remis en cause de façon si autoritaire et technocratique,

Considérant, en outre, qu'ils considèrent que la construction de logements ne peut être dissociée de la question du développement économique de l'Est Parisien,

Considérant que l'arrivée de nouveaux moyens de transports que seront les lignes 15 Sud, 15 Est et la ligne 11, ne peut se solder par l'augmentation des déplacements pendulaires contraints entre l'Est et l'Ouest de la Région Ile-de-France, parce qu'on aura continué à construire des logements à l'Est et créer des emplois à l'Ouest,

Considérant que, par une telle mesure, l'Etat condamne aujourd'hui les villes de l'Est parisien à ne plus pouvoir développer d'emplois sur leurs territoires,

Considérant, enfin, que les C.D.T du territoire de l'A.C.T.E.P prévoient un développement urbain harmonieux tout en respectant les objectifs fixés par la T.O.L (territorialisation de l'Offre de Logements), ils doivent, par conséquent, être pris en compte par l'Etat et leurs projets respectés,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve le vœu s'opposant à l'opération d'Opération d'Intérêt National (O.I.N) multi-sites en Ile-de-France imposée par l'Etat de manière arbitraire et autoritaire.

Article 2 : Demande au Gouvernement de retirer cette décision unilatérale et non concertée avec les élus locaux.

Article 3 : Demande que soient respectés les engagements pris, par ailleurs, par l'Etat dans les C.D.T « Paris est entre Marne et Bois » et « Boucles de la Marne ».

Article 4 : Demande que les opérations d'aménagement participent au rééquilibrage de l'emploi à l'Est.

Article 5 : Demande à être reçu par le Préfet de Région et à entendre le directeur de l'A.F.T.P.R.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : PROJET DE LOI NOTRE : VŒU EN FAVEUR D'UNE INTERCOMMUNALITE DE PROJET LIBREMENT CHOISIE POUR RENFORCER L'EFFICACITE DES COMMUNES

Réunis pour débattre des orientations et des dispositions contenues dans le projet de loi Notre à la veille d'une seconde lecture au Sénat, les Maires et les Présidents d'intercommunalité de France ont alerté sur les dérives répétées du texte et appelé à une libre organisation du bloc communal dans le respect des Communes et tenant compte de la réalité des territoires et de la situation économique, sociale et financière du pays.

Pour conforter cette démarche, les élus de la Commune de Nogent-sur-Marne émettent le vœu que soient prises en compte les mesures suivantes :

1 - Respecter les Communes et les Maires, premier échelon de proximité de notre démocratie, indispensables à la cohésion sociale en milieu urbain et périurbain, dans les banlieues ainsi que dans les zones rurales. Ils sont fermement opposés au principe d'une élection supra communale des élus intercommunaux à l'échéance 2020 qui marginaliserait les communes et leur maire.
Le pays n'a pas besoin d'un niveau de collectivité supplémentaire mais de confirmation de la proximité et plus de considération vis-à-vis des élus qui se dévouent au quotidien au service de tous nos concitoyens.

2 - Faire confiance aux élus pour déterminer les périmètres les plus cohérents des intercommunalités. Les élus refusent catégoriquement le seuil minimal imposé de 20 000 habitants, inadapté à la diversité des territoires et aux réalités locales.
Ils s'opposent à toute définition normée de l'intercommunalité et attendent de la loi qu'elle conforte la libre appréciation locale des futurs périmètres intercommunaux, dans le cadre d’une véritable concertation et selon un calendrier adapté à la nécessaire continuité de l’action publique.

3 - Conforter le principe de subsidiarité et les transferts volontaires de compétences. Opposés à de nouveaux transferts obligatoires de compétences (notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) et au retrait de la notion d'intérêt communautaire, les élus rappellent leur attachement à la libre détermination de leurs projets de développement et d'aménagement tenant compte de la maîtrise des dépenses publiques. Ils indiquent que l’'extension des périmètres et l’intégration automatique concomitante des compétences sont irréalistes et entraîneront la paralysie de l'action locale et la fragilisation de nombreux services publics.

Ils dénoncent la doctrine selon laquelle l’enfermement dans un seul périmètre intercommunal pourrait répondre à l'exercice de toutes les politiques publiques avec efficacité, parce qu’il y a plusieurs bassins de vie en fonction des enjeux en cause (école, zones d’activités, hôpital…).

Ils rappellent que l'intercommunalité est l'émanation des communes et s'opposent donc à toutes mesures d'unification de la Dotation Globale de Fonctionnement ou des impôts « ménages » à l'échelon intercommunal qui seraient imposées aux communes contre leur volonté et qui les priveraient de leur autonomie financière.

4 - Mutualiser efficacement.
Favorables au renforcement des mutualisations au sein du bloc communal ainsi qu'entre communes ou entre intercommunalités, les élus demandent des outils simples, efficaces et souples de partage de services car c’est une vraie réponse à la nécessaire maitrise des dépenses publiques

5 - Stabiliser les règles pour avancer.
Les élus dénoncent le changement perpétuel des règles qui déstabilise les projets en cours. Ils refusent la remise en cause, moins d'une année après son adoption, des dispositions sur le transfert du PLUi ou encore sur la définition de l'intérêt communautaire.

Enfin, les Maires et les Présidents d'intercommunalité de France alertent les parlementaires sur les dérives du projet de loi qui vise à effacer la commune et la proximité sans en mesurer les incidences sur la cohésion sociale du pays et la qualité des services aux habitants. Ils dénoncent également l’affirmation visant à faire croire qu'il y aurait des gains financiers avec cette vision très technocratique des territoires et demandent plus de liberté, de lucidité et de pragmatisme dans les dispositions votées.

En revanche, il faut faire confiance au sens de la responsabilité des élus locaux, qui sont pleinement résolus à prendre toutes les initiatives utiles pour améliorer l’efficacité de la gestion publique locale et lutter contre les fractures de notre société dans un cadre financier contraint.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/74
Projet de loi Notre : Vœu en faveur d'une intercommunalité de projet librement choisie pour renforcer l'efficacité des communes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que, réunis pour débattre des orientations et des dispositions contenues dans le projet de loi Notre à la veille d'une seconde lecture au Sénat, les Maires et les Présidents d'intercommunalité de France ont alerté sur les dérives répétées du texte et appelé à une libre organisation du bloc communal dans le respect des Communes et tenant compte de la réalité des territoires et de la situation économique, sociale et financière du pays,

Considérant que pour conforter cette démarche, les élus de la Commune de Nogent-sur-Marne émettent le vœu que soient prises en compte les mesures suivantes :

1 - Respecter les Communes et les Maires, premier échelon de proximité de notre démocratie, indispensables à la cohésion sociale en milieu urbain et périurbain, dans les banlieues ainsi que dans les zones rurales. Ils sont fermement opposés au principe d'une élection supra communale des élus intercommunaux à l'échéance 2020 qui marginaliserait les Communes et leur Maire.
Le pays n'a pas besoin d'un niveau de collectivité supplémentaire mais de confirmation de la proximité et de plus de considération vis-à-vis des élus qui se dévouent au quotidien au service de tous nos concitoyens,

2 - Faire confiance aux élus pour déterminer les périmètres les plus cohérents des intercommunalités. Les élus refusent catégoriquement le seuil minimal imposé de 20 000 habitants, inadapté à la diversité des territoires et aux réalités locales.
Ils s'opposent à toute définition normée de l'intercommunalité et attendent de la loi qu'elle conforte la libre appréciation locale des futurs périmètres intercommunaux, dans le cadre d'une véritable concertation et selon un calendrier adapté à la nécessaire continuité de l'action publique,

3 - Conforter le principe de subsidiarité et les transferts volontaires de compétences. Opposés à de nouveaux transferts obligatoires de compétences (notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement) et au retrait de la notion d'intérêt communautaire, les élus rappellent leur attachement à la libre détermination de leurs projets de développement et d'aménagement tenant compte de la maîtrise des dépenses publiques. Ils indiquent que l'extension des périmètres et l'intégration automatique concomitante des compétences sont irréalistes et entraîneront la paralysie de l'action locale et la fragilisation de nombreux services publics,

4 - Mutualiser efficacement. Favorables au renforcement des mutualisations au sein du bloc communal ainsi qu'entre communes ou entre intercommunalités, les élus demandent des outils simples, efficaces et souples de partage de services car c'est une vraie réponse à la nécessaire maitrise des dépenses publiques,

5 - Stabiliser les règles pour avancer. Les élus dénoncent le changement perpétuel des règles qui déstabilise les projets en cours. Ils refusent la remise en cause, moins d'une année après son adoption, des dispositions sur le transfert du PLUi ou encore sur la définition de l'intérêt communautaire,

Considérant, enfin, que les Maires et les Présidents d'intercommunalité de France alertent les parlementaires sur les dérives du projet de loi qui vise à effacer la Commune et la proximité sans en mesurer les incidences sur la cohésion sociale du pays et la qualité des services aux habitants,

Considérant qu'ils dénoncent également l'affirmation visant à faire croire qu'il y aurait des gains financiers avec cette vision très technocratique des territoires et demandent plus de liberté, de lucidité et de pragmatisme dans les dispositions votées,

Considérant, en revanche, qu'il faut faire confiance au sens de la responsabilité des élus locaux, qui sont pleinement résolus à prendre toutes les initiatives utiles pour améliorer l'efficacité de la gestion publique locale et lutter contre les fractures de notre société dans un cadre financier contraint,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve le vœu en faveur d'une intercommunalité de projet librement choisie pour renforcer l'efficacité des communes.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF – EXERCICE 2014 – BUDGET PRINCIPAL

En présentant le compte administratif, M. le Maire, ordonnateur, et l'équipe municipale rendent compte auprès de la population du résultat de l'exécution budgétaire au terme de l'exercice écoulé et des opérations budgétaires exécutées. Le compte administratif est établi après la clôture de l'exercice qui intervient au 31 décembre. Parallèlement le Comptable Public établit le compte de gestion qui valide l'exécution budgétaire de la collectivité au cours de l'exercice considéré.

Le compte administratif :

- rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif), des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres),

- présente les résultats comptables de l'exercice,

- est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le compte administratif qui vous est présenté arrête :

- le résultat 2014 de la section de fonctionnement constitué par le résultat comptable de l'exercice (recettes réelles et d'ordre y compris les rattachements - dépenses réelles et d'ordre), augmenté du résultat 2013 reporté de la section de fonctionnement (compte 002),

- le solde d'exécution 2014 de la section d'investissement

- les restes à réaliser en investissement

Le compte administratif de l'exercice 2014 regroupe donc toutes les opérations de l'exercice prévues par le Budget Primitif et les décisions modificatives qui on été autorisées préalablement par le Conseil Municipal.

Ce document permet d'analyser le taux de réalisation des postes budgétaires de dépenses et l'encaissement des recettes prévues au budget de la ville comparé aux prévisions.

Véritable bilan de l'exercice écoulé, il fait ressortir en dépenses, comme en recettes, d'une part le montant des opérations réellement effectuées et d'autre part, celles restant à réaliser, pour ce qui concerne l'investissement.

A - Examen du compte administratif 2014

I – En recettes (opérations réelles et d'ordre) :

- Investissement : taux de réalisation 27,47 % (pour mémoire en 2013 : 42,37%)
- Fonctionnement : taux de réalisation 89,74 % (pour mémoire en 2013 : 87,27%)

II - En dépenses (opérations réelles et d'ordre) :

- Investissement : taux de réalisation 46,61 % (pour mémoire en 2013 : 41,30%)
- Fonctionnement : taux de réalisation 85,34 % (pour mémoire en 2013 : 83,17%)

Pour les seules opérations réelles, le taux de réalisation en :

1 – Recettes de fonctionnement : 105,05 % (pour mémoire en 2013: 102,35%)
2 – Recettes d'investissement : 27,93 % (pour mémoire en 2013: 49,53%)
3 – Dépenses de fonctionnement : 95.07 % (pour mémoire en 2013 : 94,84%)
4 – Dépenses d'investissement : 47,09 % (pour mémoire en 2013 : 40,96%)

L'exécution de l'année 2014 affiche un résultat d'investissement négatif de 5 180 163,10 € et un excédent de fonctionnement de 2 091 721,03 € soit un résultat net de l'exercice de -3 088 442,07 €.

Afin d'apprécier l'exécution des dépenses et des recettes de l'année justifiant les résultats d'investissement et de fonctionnement pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2014 et des reports de dépenses et de recettes engagées aux cours de l'exercice, il est vous est proposé ce tableau synthétique.

RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Prévisions budgétaires	**Investissement**	**Fonctionnement**	**Total**
RECETTES	Prévisions budgétaires totales	27 064 434,28	47 539 569,76	74 604 004,04
	Titres de recettes émis	7 435 055,11	42 189 856,67	49 624 911,78
	Rattachements à l'exercice		*473 853,37*	*473 853,37*
	Réduction de titres	0,00		0,00
	Recettes nettes	7 435 055,11	42 663 710,04	50 098 765,15
	Restes à réaliser	*927 320,00*		*927 320,00*
DEPENSES	Autorisations budgétaires totales	27 064 434,28	47 539 569,76	74 604 004,04
	Engagements			0,00
	Mandats émis	12 615 218,21	39 284 124,98	51 899 343,19
	Rattachements à l'exercice (engagé)		*1 287 864,03*	*1 287 864,03*
	Annulation de mandats		0,00	0,00
	Dépenses nettes	12 615 218,21	40 571 989,01	53 187 207,22
	Reports de l'exercice (engagé)	*1 564 346,79*	*0,00*	*1 564 346,79*
RESULTAT	EXCEDENT		2 091 721,03	
	DEFICIT	-5 180 163,10		-3 088 442,07
	RESTES A REALISER			
	EXCEDENT			
	DEFICIT	-637 026,79	0,00	-637 026,79
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE				***-3 725 468,86***

L'exécution de l'année 2014 permet de dégager les résultats suivants :

	Résultats cumulés 2013	Affectation du résultat	Résultats Exercice 2014	Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2014
Investissement	- 379 189,72	0,00	-5 180 163,10	-5 559 352,82
Fonctionnement	8 932 389,08	2 006 723,14	2 091 721,03	9 017 386,97
TOTAL	**8 553 199,37**	**2 271 212,12**	**-3 088 442,07**	**3 458 034,15**

auxquels il convient d'ajouter les restes à réaliser :

- dépenses d'investissement : 1 564 346,79 €
- recettes d'investissement : 927 320,00 €

Considérant que les principes budgétaires de la M14 prévoient que le résultat cumulé de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice doit en priorité couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, obtenu par la différence entre les dépenses et les recettes d'investissement de l'exercice, il convient d'affecter 6 196 379,61 € au compte 1068.

Le résultat d'investissement qui peut être majoré du déficit de l'année N-1 reporté ou diminué grâce à l'excédent de l'année N-1, est également corrigé des restes à réaliser de la section d'investissement en dépenses et en recettes.

Les résultats de l'exercice 2014, après avoir été attestés par le Comptable ont été repris par anticipation, tant en fonctionnement qu'en investissement, au budget primitif 2015 pour les valeurs suivantes :

Déficit d'investissement	-5 559 352,82
Excédent de fonctionnement	2 821 007,37

Les résultats définitifs de l'exercice 2014, sont identiques à ceux repris par anticipation au Budget Primitif 2015.

*****

LE FONCTIONNEMENT :

<u>Les principaux postes de recettes réelles :</u>

Le montant des crédits ouverts en 2014 pour la section de fonctionnement, en opérations réelles, était de 47 349 670,62 € pour un taux d'exécution de 105,05%. Il était de 102,35% en 2013.

	RECETTES	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% des recettes réalisées
013	Atténuation de charges	339 001,14	431 369,95	127,25
70	Produits des services	2 839 771,00	3 086 129,11	108,68
73	Impôts et taxes	28 236 378,00	29 029 309,91	102,81
7311	*Dont contributions directes*	*21 466 539,00*	*21 482 301,00*	*100,07*
74	Dotations et participations	8 043 137,00	8 274 169,03	102,87
75	Autres produits de gestion	944 616,67	964 703,99	102,13
76	Produits financiers	20 000,00	20 009,61	100,05
77	Produits exceptionnels	91 000,00	754 178,68	-

- <u>Les produits des services</u> sont principalement constitués:

- Des droits périscolaires et des Centres de Loisirs et de Découvertes,
- Des refacturations des fluides notamment au délégataire NISSIROS,
- Des redevances pour occupation du domaine public (terrasses – chantiers – déménagements…)
- Des stages sportifs proposés par le CNIS
- Des inscriptions aux ateliers organisés par la Bibliothèque et le Musée,
- Des activités culturelles,

- Des droits de publicité du magazine d'informations …
- Des inscriptions annuelles au Conservatoire de Musique et d'Art Dramatique Francis Poulenc
- De la participation des seniors au repas annuel et aux séjours proposés par la ville.

- Les impôts et taxes recouvrent:

- Les contributions directes de l'exercice majorées des rôles supplémentaires +72 034,00 € et minorées par la perte de bases liées à la LF rectificative -56 272,00 €
- la dotation de solidarité communautaire augmentée du réajustement issu des résultats constatés en N-1 + 200 000,00 €
- Les droits de mutation : les transactions immobilières enregistrées sur l'exercice 2014 ont générées 445 723,89 € de recettes supplémentaires par rapport aux prévisions
- La taxe sur l'électricité + 41 482,86 €
- La taxe sur les emplacements publicitaires fixes + 1 204,61 €
- Les droits de voirie +78 041,53 €

- Les dotations et participations proviennent :

- De la Dotation Globale de Fonctionnement
- Du remboursement par la STIF de la prise en charge des transports d'enfants handicapés
- Des compensations fiscales versées par l'Etat pour les exonérations de longues durées qu'il accorde notamment en matière de logements sociaux
- Des subventions de la CAF issues des contrats Enfance et Petite Enfance
- De la dotation pour titres sécurisés et de recensement

- Les produits de gestion : Loyers et autres charges locatives + 24 782,49 €

- Les recettes financières : Dividendes versés par la Financière de la Voûte, de la SAIEM, produits issus des dons et legs notamment du legs Biard
-
- Les produits exceptionnels : Remboursements sinistres, annulation des charges rattachées de l'exercice 2013 et pour lesquelles les exécutions n'ont pas été réalisées 276 189,52 € – Produit des cessions immobilières 442 010,40 € - Remboursements dégradations urbaines 35 112,27

CONSOMMATIONS PAR CHAPITRE BUDGETAIRE ENTRE 2013 ET 2014

	RECETTES	Réalisé 2013	Réalisé 2014	% d'évolution
013	Atténuation de charges	389 166,27	431 369,95	10,84
70	Produits des services	3 073 248,63	3 086 129,11	0,42
73	Impôts et taxes	28 511 823,60	29 029 309,91	1,81
7311	*Dont contributions directes*	*21 272 324,00*	*21 482 301,00*	*0,99*
74	Dotations et participations	8 378 026,87	8 274 169,03	-1,24
75	Autres produits de gestion	969 815,03	964 703,99	-0,53
76	Produits financiers	79 673,16	20 009,61	-74,89
77	Produits exceptionnels	127 591,07	754 178,68	-
	TOTAL	41 529 344,63	42 559 870,28	2,48

Les principaux postes de dépenses réelles :

Le montant des crédits ouverts en 2014 pour la section de fonctionnement, hors opérations d'ordre, est de 40 843 274,76 € soit +0,64% par rapport à 2013.

	DEPENSES	Crédits ouverts en 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés
011	Charges à caractère général	10 850 538,00	9 418 274,79	86,80
012	Charges de personnel	23 287 743,00	23 036 555,44	98,92
014	Atténuation de produits	18 200,00	18 200,00	-
65	Autres charges de gestion courante	5 572 680,00	5 428 763,18	97,42
66	Charges financières	849 122,05	837 589,52	98,64
67	Charges exceptionnelles	128 716,14	89 489,74	69,52
022	Dépenses imprévues	136 275,57	-	-

- Les charges à caractère général garantissent le règlement :

- Des fluides
- Des contrats de maintenance
- Du contrat de restauration scolaire
- Des assurances
- Des locations immobilières (CTM – Archives – Crèches parentales …)
- Des locations mobilières (reprographie – classes numériques …)
- Des frais d'avocats
- Des frais d'affranchissement et de télécommunications …

- Les charges de personnel qui regroupent :

- Le traitement indiciaire des agents titulaires, non titulaires
- Le traitement horaire des vacataires
- Le versement du régime indemnitaire
- Le remboursement des frais de transport
- Le versement des cotisations patronales
- La médecine du travail…

- Les autres charges de gestion courante relatives :

- Au paiement des indemnités réglementaires des élus
- Aux subventions de fonctionnement des associations

- Aux contributions obligatoires des organismes de regroupements tels qu'INFOCOM 94 – SIFFUREP –
- Aux admissions en non-valeurs relatives aux recettes irrécouvrables par le comptable

- Les frais financiers versés au profit des organismes bancaires pour le règlement annuel des intérêts d'emprunts

- Les charges exceptionnelles qui regroupent :

- Les rectifications sur erreurs de titres sur exercices antérieurs, le reversement d'une partie des droits de voirie au profit du budget annexe des parkings …

38 828 872,07 € de dépenses ont été réalisées soit une consommation du budget au titre de l'exercice 2014 de 95,07%. En 2013, le taux de réalisation était de 94,84%.

- CONSOMMATIONS PAR CHAPITRE BUDGETAIRE ENTRE 2013 ET 2014

	DEPENSES	Réalisé 2013	Réalisé 2014	% évolution
011	Charges à caractère général	9 496 968,46	9 418 274,19	-0,83
012	Charges de personnel	22 547 013,61	23 036 555,44	2,17
014	Atténuation de produits – Loi SRU	248 032,18	18 200,00	-92,66
65	Autres charges de gestion courante	5 265 588,09	5 428 763,18	3,10
66	Charges financières	869 703,89	837 589,52	-3,69
67	Charges exceptionnelles	61 879,92	89 489,74	44,62
	TOTAL	*38 489 186,15*	*38 828 872,07*	*0,88*

Les charges de personnel en 2014 ont été impactées par la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires qui a nécessité la réorganisation du service des Clubs de loisirs et de Découvertes et le recrutement de nouveaux animateurs.

Concernant les charges exceptionnelles hormis les annulations de recettes des exercices antérieurs, la ville a procédé au rattachement de la participation au titre du déficit de clôture de la ZAC de la Poste à hauteur de 48 830,00 €. Cette somme a par ailleurs été compensée par le versement de dividendes effectués en 2013.

Enfin, la ville ayant contribué au financement de logements sociaux par un apport financier lié aux surcharges foncières, en 2012/2013, en faveur des logements crées par la SAIEM pour jeunes travailleurs, n'a pas été pénalisée au titre de la loi SRU pour non réalisation de logements sociaux en 2014.

******

L'INVESTISSEMENT :

- **<u>Les principales recettes</u>**

Au titre des recettes réelles d'investissement, la ville a réalisé 5 672 074,83 €.

	RECETTES D'EQUIPEMENT	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
13	Subventions	2 179 916,00	1 008 458,29	46,26	927 320,00	42,54
16	Emprunts	4 000 000,00	1 500 000,00	37,50	-	

	RECETTES FINANCIERES	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de recettes réalisées	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
10	Dotations et fonds divers	1 637 602,00	1 147 573,39	70,08	-	
1068	Excédent capitalisé	2 006 723,14	2 006 723,14	100,00	-	-
16	Dépôts et cautions	3 100,00	5 964,81	192,41	-	-
23	Immobilisation en cours	-	2 631,20	-		
27	Autres immobilisations financières	13 500,00	724,00	5,36	-	-
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 460 000,00	-	-	-	-
	Dont Nogent/Baltard	*9 300 000,00*	-	-	-	-
45	Tvx pour cpt de tiers	10 000,00	-	-	-	-

Sur 20 310 841,14 € de recettes réelles d'investissement:

- 5 672 074,83 €, des crédits ouverts ont été réalisés soit 27,93%,

- 927 320,00 € de recettes engagées sont reportées, soit 4,57% des crédits ouverts,

- Et 13 711 446,31 € (67,51%) de crédits sont annulés et correspondent principalement à l'opération « Centre d'Affaires Nogent/Baltard » à hauteur de 9 300 000,00 € (45,79%).

En fin d'année 2013, la ville a contracté un emprunt de 1,5 M€ destiné à financer une partie des investissements réalisés au cours de l'exercice et porté celui-ci en report de crédits sur l'exercice 2014. Les fonds ont été versés dans le courant du mois de janvier 2014 expliquant ainsi l'exécution constatée au compte administratif 2014. Au titre des emprunts prévisionnels inscrits à l'exercice 2014, aucun nouvel emprunt n'a été réalisé.

Concernant les immobilisations en cours, il s'agit d'une réduction de mandat effectué en 2013 et correspondant à la part d'un sous-traitant payé au titulaire du marché de travaux.

Les principales dépenses

Au titre des dépenses réelles d'équipement, la ville a réalisé 12 491 515,11 €.

	DEPENSES D'EQUIPEMENT	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
20	Études - licences.	235 156,38	78 466,82	33,37%	4 057,20	1,73%
204	Subvention d'équipement	84 000,00	-	-	-	
21	Matériels - terrains	12 445 761,81	1 579 118,22	12,69%	912 112,50	7,33%
	Dont opération Nogent/Baltard	*9 500 000,00*				
23	Travaux	12 036 897,23	9 136 001,29	75,90%	648 177,09	5,38%
	Dont opération Nogent/Baltard	*463 648,00*	*3 972,60*	*0,86%*		

	DEPENSES FINANCIERES	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
16	Emprunts et dettes	1 643 100,00	1 639 628,78	99,79%	-	-
26	Participations, créances rattachées	58 300,00	58 300,00	100,00%	-	-
27	Autres immobilisations financières	13 500,00	-	-	-	-
45	Travaux pour cpt de tiers	10 000,00	-	-	-	-
020	Dépenses imprévues	1 231,00	-	-		

Sur 26 527 946,42 € de dépenses réelles d'équipement et financières :

- 12 491 515,11 € soit 47,09 % des crédits ouverts ont été réalisés,

- 1 564 346,79 € de dépenses engagées sont reportées, soit 5,90% des crédits ouverts,

- 12 472 084,52 € sont annulées, soit 47,01% de crédits ouverts en 2014, dont 9 959 675,62 € (37,54%) consacrés à l'opération « Centre d'Affaires Nogent/Baltard ».

Les principales opérations qui ont marquées l'exercice 2014 sont :

- L'opération de construction de la crèche Moulin de Beauté
- L'opération de construction de la Maison des Associations Rue Jean Monnet
- L'aménagement du Relais d'Assistantes Maternelles Rue de Fontenay
- L'aménagement de l'annexe de la Police Municipale – Rue du Port
- Les aménagements de voirie et d'éclairage public
- Autres travaux de réhabilitation du patrimoine communal

LES INDICATEURS DE GESTION

- **Épargne brute** :

Appelée aussi « autofinancement brut » permet d'apprécier la capacité de la commune à financer, d'une part, le capital de la dette et, d'autre part, à autofinancer une partie de ses investissements. Celle-ci est le résultat des recettes réelles de fonctionnement diminuées des dépenses réelles de fonctionnement (Après retraitement des produits exceptionnels et des travaux en régie).

Au 31 décembre 2014, l'épargne brute dégagée est égale à : 3 388 016,00 €.

- **Épargne de gestion** :

-

Mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financier. C'est l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette.

Au 31 décembre 2014, l'épargne de gestion est égale à : 4 225 606,00 €

- **Épargne nette** :

Épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette, ou épargne brute après déduction du remboursement de dette en capital. Elle mesure l'épargne disponible pour le financement des équipements bruts (comptes 20 – 21 – 23 et 45 – opérations réelles).

Au 31 décembre 2014, l'épargne nette dégagée est égale à : 1 748 631,00 €.

- Taux d'épargne : (Épargne brute/RRF)

Cet indicateur permet de mesurer la part des recettes réelles de fonctionnement affectée à la couverture des dépenses d'investissement. Celle-ci est égale à la fin de l'exercice à **8,04%.**

- **LA DETTE**

Les ratios d'endettement sont des indicateurs qui participent à définition des marges de manœuvres de la collectivité. L'endettement s'estime au travers de divers ratios :

☑ - L'encours de la dette par habitant : 625,44 €

☑ - L'annuité de la dette par habitant : 77,63 €

☑ - L'encours de la dette / RRF : 0,47 (*Ce ratio ne doit pas être supérieur à 1 des recettes réelles).*

☑ - L'encours de la dette / épargne brute : Cet indicateur permet de déterminer le nombre d'années nécessaires au remboursement de l'encours de la dette. Il constitue un indicateur de solvabilité important. L'encours de la dette arrêtée au 31 décembre 2014 est de 20 080 902,26 €. Celui-ci rapporté à l'épargne brute constatée situe la commune à 5,9 ans.

☑ - Les intérêts de la dette / l'encours de la dette : 4,11%. Cet indicateur permet de connaître le taux d'intérêt moyen de la dette.

Les ratios légaux –

		2014	Moyenne *
1-	Dépense Réelles de Fonctionnement/Population	1 209	1 263
2-	Produit impôts directs/Population	669	603
3-	Recettes réelles de fonctionnement/Population	1 326	1 500
4-	Dépenses d'équipement brut/Population	336	360
5-	Encours de la dette/Population	625	1 082
6-	Dotation Globale de Fonctionnement/Population	176	286
7-	Dépenses de personnel/DRF	59,33	57,70
9-	DRF+Remboursement dette en capital/RRF	95.09	91,3
10-	Dépenses d'équipement brut/RRF	25,36	24,1
11-	Encours de la dette/RRF	47,18	72,3

* *Source DGCL – Observatoire des Finances des collectivités locales en 2014 – comptes de gestion 2012*

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'approuver l'exécution du budget de l'exercice 2014 – Budget Général

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/75
Approbation du Compte Administratif – Exercice 2014 – Budget Principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2122-21 et L.2121-31,

Vu la délibération n°14/48 en date du 17 avril 2014 portant reprise anticipée des résultats de l'exercice 2013,

Vu la délibération n°14/50 en date du 17 avril 2014 approuvant le Budget Primitif de l'exercice 2014,

Vu la délibération n°14/158 en date du 7 octobre 2 014 portant décision modificative n°1 du budget principal de l'exercice 2014,

Vu la délibération n°14/215 en date du 16 décembre 2014 portant décision modificative n°2 du budget principal de l'exercice 2014,

Après examen de la Commission permanente en date du 21 mai 2015,

Le Maire ayant quitté la séance et le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de M. , conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Adopte le Compte Administratif du Budget Principal de l'exercice 2014 arrêté comme suit :

	Résultats cumulés 2013	Affectation du résultat	Résultats Exercice 2014	Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2014
Investissement	- 379 189,72	0,00	-5 180 163,10	-5 559 352,82
Fonctionnement	8 932 389,08	2 006 723,14	2 091 721,03	9 017 386,97
TOTAL	**8 553 199,37**	**2 271 212,12**	**-3 088 442,07**	**3 458 034,15**

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE NOGENT SUR MARNE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940052000017

POSTE COMPTABLE : NOGENT SUR MARNE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE (3)

ANNEE 2014

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 34
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 79
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 118
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 119
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 123
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 125
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 126
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 128
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 129
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 130
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes 131
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 132
A4 - Etat des provisions 133
A5 - Etalement des provisions 134
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 135
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 136
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 138
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 139
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 140
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 160
A10.3 - Opérations liées aux cessions 162
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 163
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 164
A11 - Etat des travaux en régie 165
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 167
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 172
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 173
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 174
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 175
B1.6 - Etat des engagements reçus 176
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 177
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 180
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 181

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 182

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 183
C1.2 - Actions de formation des élus 188
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 189
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 190
C3.2 - Liste des établissements publics créés 191
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 192
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 193
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 194
C3.6 - Identification des flux croisés 196

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 197
D2 - Arrêté et signatures 198

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE NOGENT SUR MARNE	CA
094052	BUDGET PRINCIPAL VILLE	2014

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	32107
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	208
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté d'Agglomération Vallée de la Marne	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
31120313.00	39229624.00	1218.95	1203.95

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1209.36	1263.00
2	Produit des impositions directes/population	669.08	603.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1325.56	1500.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	336.18	360.00
5	Encours de dette/population	625.44	1082.00
6	DGF/population	176.36	286.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	59.33	57.70
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (2)	0.00	
8 bis	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi (2) (4)		
9	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.95	0.91
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	25.36	24.10
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	47.18	72.30

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 11 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

(4) Le CMPF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - avec (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires Délibérations n° 06/30 du 20 mars 2006 .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 40 571 989,01	G 42 663 710,04
	Section d'investissement	B 12 615 218,21	H 7 435 055,11
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 6 925 665,95 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 379 189,72 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)
		=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D 53 566 396,94	= G+H+I+J 57 024 431,10
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 1 564 346,79	L 927 320,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 1 564 346,79	= K+L 927 320,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 40 571 989,01	= G+I+K 49 589 375,99
	Section d'investissement	= B+D+F 14 558 754,72	= H+J+L 8 362 375,11
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 55 130 743,73	= G+H+I+J+K+L 57 951 751,10

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 1 564 346,79	L 927 320,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	927 320,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	4 057,20	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	912 112,50	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	648 177,09	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 850 538,00	8 669 949,08	748 325,11	0,00	1 432 263,81
012	Charges de personnel, frais assimilés	23 287 743,00	23 036 555,44	0,00	0,00	251 187,56
014	Atténuations de produits	18 200,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 572 680,00	5 359 376,14	69 387,04	0,00	143 916,82
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**39 729 161,00**	**37 084 080,66**	**817 712,15**	**0,00**	**1 827 368,19**
66	Charges financières	849 122,05	416 267,64	421 321,88	0,00	11 532,53
67	Charges exceptionnelles	128 716,14	40 659,74	48 830,00	0,00	39 226,40
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	136 275,57				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**40 843 274,76**	**37 541 008,04**	**1 287 864,03**	**0,00**	**2 014 402,69**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*5 400 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 296 295,00*	*1 743 116,94*			*-446 821,94*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***6 696 295,00***	***1 743 116,94***			***4 953 178,06***
TOTAL		**47 539 569,76**	**39 284 124,98**	**1 287 864,03**	**0,00**	**6 967 580,75**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	339 001,14	431 369,95	0,00	0,00	-92 368,81
70	Produits services, domaine et ventes div	2 839 771,00	2 617 902,86	468 226,25	0,00	-246 358,11
73	Impôts et taxes	28 236 378,00	29 029 309,91	0,00	0,00	-792 931,91
74	Dotations et participations	8 043 137,00	8 268 541,91	5 627,12	0,00	-231 032,03
75	Autres produits de gestion courante	944 616,67	964 703,99	0,00	0,00	-20 087,32
Total des recettes de gestion courante		**40 402 903,81**	**41 311 828,62**	**473 853,37**	**0,00**	**-1 382 778,18**
76	Produits financiers	20 000,00	20 009,61	0,00	0,00	-9,61
77	Produits exceptionnels	91 000,00	754 178,68	0,00	0,00	-663 178,68
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**40 513 903,81**	**42 086 016,91**	**473 853,37**	**0,00**	**-2 045 966,47**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*100 000,00*	103 839,76			-3 839,76
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***100 000,00***	***103 839,76***			***-3 839,76***
TOTAL		**40 613 903,81**	**42 189 856,67**	**473 853,37**	**0,00**	**-2 049 806,23**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **6 925 665,95**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	235 156,38	78 466,82	4 057,20	152 632,36
204	Subventions d'équipement versées	84 000,00	0,00	0,00	84 000,00
21	Immobilisations corporelles	12 445 761,81	1 579 118,22	912 112,50	9 954 531,09
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	12 036 897,23	9 136 001,29	648 177,09	2 252 718,85
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**24 801 815,42**	**10 793 586,33**	**1 564 346,79**	**12 443 882,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 643 100,00	1 639 628,78	0,00	3 471,22
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	58 300,00	58 300,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 500,00	0,00	0,00	13 500,00
020	Dépenses imprévues	1 231,00			
Total des dépenses financières		**1 716 131,00**	**1 697 928,78**	**0,00**	**18 202,22**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**26 527 946,42**	**12 491 515,11**	**1 564 346,79**	**12 472 084,52**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*100 000,00*	*103 839,76*		*-3 839,76*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*57 298,14*	*19 863,34*		*37 434,80*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***157 298,14***	***123 703,10***		***33 595,04***
TOTAL		**26 685 244,56**	**12 615 218,21**	**1 564 346,79**	**12 505 679,56**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **379 189,72**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 179 916,00	1 008 458,29	927 320,00	244 137,71
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 000 000,00	1 500 000,00	0,00	2 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 631,20	0,00	-2 631,20
Total des recettes d'équipement		**6 179 916,00**	**2 511 089,49**	**927 320,00**	**2 741 506,51**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 637 602,00	1 147 573,39	0,00	490 028,61
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	2 006 723,14	2 006 723,14	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 100,00	5 964,81	0,00	-2 864,81
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 500,00	724,00	0,00	12 776,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 460 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**14 120 925,14**	**3 160 985,34**	**0,00**	**10 959 939,80**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**20 310 841,14**	**5 672 074,83**	**927 320,00**	**13 711 446,31**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*5 400 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*1 296 295,00*	*1 743 116,94*		*-446 821,94*

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*57 298,14*	*19 863,34*		*37 434,80*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 753 593,14***	***1 762 980,28***		***4 990 612,86***
TOTAL		**27 064 434,28**	**7 435 055,11**	**927 320,00**	**18 702 059,17**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	9 418 274,19		9 418 274,19
012	Charges de personnel, frais assimilés	23 036 555,44		23 036 555,44
014	Atténuations de produits	18 200,00		18 200,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 428 763,18		5 428 763,18
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	837 589,52	*0,00*	837 589,52
67	Charges exceptionnelles	89 489,74	*446 821,94*	536 311,68
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*1 296 295,00*	1 296 295,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**38 828 872,07**	***1 743 116,94***	**40 571 989,01**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 639 628,78	*0,00*	1 639 628,78
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Différences sur réalisation d'immo. (5)*		*4 811,54*	4 811,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	78 466,82	*0,00*	78 466,82
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 579 118,22	*99 028,22*	1 678 146,44
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	9 136 001,29	*19 863,34*	9 155 864,63
26	Participations et créances rattachées	58 300,00	*0,00*	58 300,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**12 491 515,11**	***123 703,10***	**12 615 218,21**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**379 189,72**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	431 369,95		431 369,95
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	3 086 129,11		3 086 129,11
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Travaux en régie*		*99 028,22*	99 028,22
73	Impôts et taxes	29 029 309,91		29 029 309,91
74	Dotations et participations	8 274 169,03		8 274 169,03
75	Autres produits de gestion courante	964 703,99	*0,00*	964 703,99
76	Produits financiers	20 009,61	*0,00*	20 009,61
77	Produits exceptionnels	754 178,68	*4 811,54*	758 990,22
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**42 559 870,28**	***103 839,76***	**42 663 710,04**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**6 925 665,95**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 147 573,39	0,00	1 147 573,39
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 006 723,14		2 006 723,14
13	Subventions d'investissement	1 008 458,29	0,00	1 008 458,29
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*38 112,25*	38 112,25
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 505 964,81	0,00	1 505 964,81
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Différences sur réalisation d'immo.*		*316 000,00*	316 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*130 821,94*	130 821,94
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	2 631,20	*19 863,34*	22 494,54
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	724,00	*0,00*	724,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 219 201,91*	*1 219 201,91*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*8 980,84*	*8 980,84*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*30 000,00*	*30 000,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**5 672 074,83**	**1 762 980,28**	**7 435 055,11**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**10 850 538,00**	**8 669 949,08**	**748 325,11**	**0,00**	**1 432 263,81**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	886 061,38	655 895,54	39 723,40	0,00	190 442,44
60611	Eau et assainissement	374 700,00	263 772,97	53 978,37	0,00	56 948,66
60612	Energie - Electricité	843 130,00	725 790,46	59 782,39	0,00	57 557,15
60621	Combustibles	966 940,00	517 136,75	200 634,56	0,00	249 168,69
60622	Carburants	135 087,83	105 739,25	10 021,75	0,00	19 326,83
60623	Alimentation	133 455,00	105 301,41	7 171,39	0,00	20 982,20
60624	Produits de traitement	500,00	489,33	0,00	0,00	10,67
60628	Autres fournitures non stockées	226 994,68	190 799,71	0,00	0,00	36 194,97
60631	Fournitures d'entretien	52 425,00	50 358,90	0,00	0,00	2 066,10
60632	Fournitures de petit équipement	220 381,04	182 238,76	750,00	0,00	37 392,28
60633	Fournitures de voirie	104 000,00	98 525,59	0,00	0,00	5 474,41
60636	Vêtements de travail	57 930,19	49 057,50	3 535,21	0,00	5 337,48
6064	Fournitures administratives	27 494,00	23 619,36	0,00	0,00	3 874,64
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	154 542,00	140 819,49	0,00	0,00	13 722,51
6067	Fournitures scolaires	102 450,00	92 204,54	0,00	0,00	10 245,46
6068	Autres matières et fournitures	104 347,00	91 635,43	0,00	0,00	12 711,57
611	Contrats de prestations de services	3 016 007,93	2 681 516,06	253 962,86	0,00	80 529,01
6132	Locations immobilières	587 593,57	528 382,77	15 722,46	0,00	43 488,34
6135	Locations mobilières	146 953,00	109 727,66	13 089,06	0,00	24 136,28
614	Charges locatives et de copropriété	174 627,43	135 815,26	2 885,54	0,00	35 926,63
61522	Entretien bâtiments	11 155,00	972,40	0,00	0,00	10 182,60
61523	Entretien voies et réseaux	35 581,36	35 534,16	0,00	0,00	47,20
61551	Entretien matériel roulant	40 246,00	35 529,79	0,00	0,00	4 716,21
61558	Entretien autres biens mobiliers	35 200,00	18 477,49	0,00	0,00	16 722,51
6156	Maintenance	310 206,00	247 955,65	5 206,67	0,00	57 043,68
616	Primes d'assurances	143 100,00	139 586,89	0,00	0,00	3 513,11
617	Etudes et recherches	37 600,00	26 621,97	0,00	0,00	10 978,03
6182	Documentation générale et technique	66 358,93	60 036,71	0,00	0,00	6 322,22
6184	Versements à des organismes de formation	120 000,00	64 436,25	19 909,10	0,00	35 654,65
6188	Autres frais divers	13 397,00	12 759,43	0,00	0,00	637,57
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	21 195,00	18 354,70	0,00	0,00	2 840,30
6226	Honoraires	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	321 346,75	198 118,75	5 080,00	0,00	118 148,00
6228	Divers	2 853,14	1 738,85	0,00	0,00	1 114,29
6231	Annonces et insertions	67 010,00	38 300,62	0,00	0,00	28 709,38
6232	Fêtes et cérémonies	250 664,31	220 074,80	8 707,39	0,00	21 882,12
6238	Divers	67 234,00	59 884,99	0,00	0,00	7 349,01
6244	Transports administratifs	5 000,00	2 692,42	0,00	0,00	2 307,58
6247	Transports collectifs	276 420,00	202 676,40	23 291,98	0,00	50 451,62
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	1 646,28	0,00	0,00	2 353,72
6256	Missions	3 000,00	811,90	0,00	0,00	2 188,10
6257	Réceptions	23 900,00	23 768,52	0,00	0,00	131,48
6261	Frais d'affranchissement	120 000,00	109 437,05	9 963,64	0,00	599,31
6262	Frais de télécommunications	197 000,00	150 847,08	13 063,97	0,00	33 088,95
627	Services bancaires et assimilés	6 400,00	4 598,47	0,00	0,00	1 801,53
6281	Concours divers (cotisations)	62 823,25	58 630,59	0,00	0,00	4 192,66
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	9 400,00	6 476,34	0,00	0,00	2 923,66
62873	Remb. frais au CCAS	2 400,00	1 699,22	0,00	0,00	700,78
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	480,00	210,98	0,00	0,00	269,02
6288	Autres services extérieurs	14 097,21	11 692,40	0,00	0,00	2 404,81
63512	Taxes foncières	191 000,00	134 765,78	0,00	0,00	56 234,22
63513	Autres impôts locaux	20 000,00	17 811,00	0,00	0,00	2 189,00
6353	Impôts indirects	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 500,00	306,50	0,00	0,00	2 193,50
6358	Autres droits	20,00	20,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	26 030,00	14 647,96	1 845,37	0,00	9 536,67
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**23 287 743,00**	**23 036 555,44**	**0,00**	**0,00**	**251 187,56**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	15 100,00	14 473,45	0,00	0,00	626,55
6218	Autre personnel extérieur	223 681,00	218 514,81	0,00	0,00	5 166,19
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	207 036,00	201 404,01	0,00	0,00	5 631,99
64111	Rémunération principale titulaires	8 300 878,00	8 272 227,16	0,00	0,00	28 650,84
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	427 435,00	411 655,04	0,00	0,00	15 779,96
64118	Autres indemnités titulaires	2 820 521,00	2 779 403,40	0,00	0,00	41 117,60
64131	Rémunérations non tit.	3 623 143,00	3 601 250,34	0,00	0,00	21 892,66
64138	Autres indemnités non tit.	808 496,00	761 155,23	0,00	0,00	47 340,77
64162	Emplois d'avenir	86 200,00	85 828,99	0,00	0,00	371,01
64168	Autres emplois d'insertion	420,00	413,49	0,00	0,00	6,51
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 066 657,00	3 037 431,23	0,00	0,00	29 225,77
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 906 491,00	2 868 963,66	0,00	0,00	37 527,34
6455	Cotisations pour assurance du personnel	290 108,00	290 107,75	0,00	0,00	0,25
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	36 470,00	36 465,00	0,00	0,00	5,00
6472	Prestations familiales directes	15 060,00	11 464,22	0,00	0,00	3 595,78
6475	Médecine du travail, pharmacie	71 800,00	71 311,09	0,00	0,00	488,91
6478	Autres charges sociales diverses	20 840,00	19 356,77	0,00	0,00	1 483,23
6488	Autres charges	367 407,00	355 129,80	0,00	0,00	12 277,20
014	**Atténuations de produits**	**18 200,00**	**18 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	18 200,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 572 680,00**	**5 359 376,14**	**69 387,04**	**0,00**	**143 916,82**
6531	Indemnités	311 580,00	311 579,69	0,00	0,00	0,31
6532	Frais de mission	2 160,00	1 449,45	0,00	0,00	710,55
6533	Cotisations de retraite	19 452,00	19 451,46	0,00	0,00	0,54
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	10 900,00	10 881,00	0,00	0,00	19,00
6535	Formation	5 200,00	5 091,00	0,00	0,00	109,00
6536	Frais de représentation du maire	7 000,00	2 998,36	0,00	0,00	4 001,64
6541	Créances admises en non-valeur	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
6554	Contribut° organismes de regroupement	238 860,00	234 964,26	0,00	0,00	3 895,74
6558	Autres contributions obligatoires	623 176,00	618 426,99	0,00	0,00	4 749,01
657362	Subv. fonct. CCAS	800 000,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	642 000,00	642 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 882 352,00	2 712 533,93	69 387,04	0,00	100 431,03
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**39 729 161,00**	**37 084 080,66**	**817 712,15**	**0,00**	**1 827 368,19**
66	**Charges financières (b)**	**849 122,05**	**416 267,64**	**421 321,88**	**0,00**	**11 532,53**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	861 500,00	852 970,77	0,00	0,00	8 529,23
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-30 377,95	-451 699,83	421 321,88	0,00	0,00
661138	Remb. Int. emprunt transf. Autres tiers	18 000,00	14 996,70	0,00	0,00	3 003,30
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**128 716,14**	**40 659,74**	**48 830,00**	**0,00**	**39 226,40**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	2 000,00	47,88	0,00	0,00	1 952,12
6714	Bourses et prix	19 000,00	15 513,00	0,00	0,00	3 487,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	6 736,34	6 734,68	0,00	0,00	1,66
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	29 968,54	9 255,67	0,00	0,00	20 712,87
6748	Autres subventions exceptionnelles	48 830,00	0,00	48 830,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	22 181,26	9 108,51	0,00	0,00	13 072,75
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**136 275,57**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**40 843 274,76**	**37 541 008,04**	**1 287 864,03**	**0,00**	**2 014 402,69**
023	***Virement à la section d'investissement***	***5 400 000,00***	***0,00***			***5 400 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***1 296 295,00***	***1 743 116,94***			***-446 821,94***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*130 821,94*			*-130 821,94*
676	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*316 000,00*			*-316 000,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 219 201,91*	*1 219 201,91*			*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*30 000,00*	*30 000,00*			*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*8 980,84*	*8 980,84*			*0,00*
6865	*Dot. prov. risques et charges financiers*	*38 112,25*	*38 112,25*			*0,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*6 696 295,00*	*1 743 116,94*			*4 953 178,06*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*6 696 295,00*	*1 743 116,94*			*4 953 178,06*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**47 539 569,76**	**39 284 124,98**	**1 287 864,03**	**0,00**	**6 967 580,75**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	451 234,86
Montant des ICNE de l'exercice N-1	481 367,44
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-30 377,95

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**339 001,14**	**431 369,95**	**0,00**	**0,00**	**-92 368,81**
619	RRR obtenus sur services extérieurs	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	280 471,14	399 518,36	0,00	0,00	-119 047,22
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	34 530,00	31 851,59	0,00	0,00	2 678,41
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***2 839 771,00***	***2 617 902,86***	***468 226,25***	***0,00***	***-246 358,11***
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*105 000,00*	*142 247,88*	*0,00*	*0,00*	*-37 247,88*
7062	Redevances services à caractère culturel	*182 700,00*	*185 433,42*	*0,00*	*0,00*	*-2 733,42*
70631	Redevances services à caractère sportif	*35 000,00*	*52 576,48*	*0,00*	*0,00*	*-17 576,48*
70632	Redevances services à caractère loisir	*7 550,00*	*14 346,85*	*0,00*	*0,00*	*-6 796,85*
7066	Redevances services à caractère social	*478 360,00*	*486 239,02*	*16 402,03*	*0,00*	*-24 281,05*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*1 046 860,00*	*1 150 376,75*	*60 169,13*	*0,00*	*-163 685,88*
70688	Autres prestations de services	*133 950,00*	*151 898,46*	*6 774,56*	*0,00*	*-24 723,02*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*87 161,00*	*87 832,00*	*0,00*	*0,00*	*-671,00*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*763 190,00*	*346 952,00*	*384 880,53*	*0,00*	*31 357,47*
73	**Impôts et taxes**	**28 236 378,00**	**29 029 309,91**	**0,00**	**0,00**	**-792 931,91**
73111	Taxes foncières et d'habitation	21 466 539,00	21 482 301,00	0,00	0,00	-15 762,00
7321	Attribution de compensation	3 796 839,00	3 796 839,02	0,00	0,00	-0,02
7322	Dotation de solidarité communautaire	200 000,00	400 000,00	0,00	0,00	-200 000,00
7338	Autres taxes	110 000,00	188 041,53	0,00	0,00	-78 041,53
7351	Taxe sur l'électricité	560 000,00	601 482,86	0,00	0,00	-41 482,86
7363	Impôt sur les spectacles	0,00	10 717,00	0,00	0,00	-10 717,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	3 000,00	4 204,61	0,00	0,00	-1 204,61
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	2 100 000,00	2 545 723,89	0,00	0,00	-445 723,89
74	**Dotations et participations**	**8 043 137,00**	**8 268 541,91**	**5 627,12**	**0,00**	**-231 032,03**
7411	Dotation forfaitaire	5 659 694,00	5 662 502,00	0,00	0,00	-2 808,00
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	0,00	2 808,00	0,00	-2 808,00
746	Dotation générale de décentralisation	200,00	159,00	0,00	0,00	41,00
74718	Autres participations Etat	120 953,00	135 678,38	0,00	0,00	-14 725,38
7473	Participat° Départements	20 248,00	5 535,00	0,00	0,00	14 713,00
74748	Participat° Autres communes	51 450,00	65 728,95	0,00	0,00	-14 278,95
7478	Participat° Autres organismes	1 843 462,00	2 051 544,58	2 819,12	0,00	-210 901,70
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	49 493,00	49 493,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	40 217,00	40 217,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	222 220,00	222 220,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	7 000,00	7 204,00	0,00	0,00	-204,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	10 000,00	10 060,00	0,00	0,00	-60,00
7488	Autres attributions et participations	18 200,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**944 616,67**	**964 703,99**	**0,00**	**0,00**	**-20 087,32**
752	Revenus des immeubles	796 574,67	821 357,16	0,00	0,00	-24 782,49
758	Produits divers de gestion courante	148 042,00	143 346,83	0,00	0,00	4 695,17
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**40 402 903,81**	**41 311 828,62**	**473 853,37**	**0,00**	**-1 382 778,18**
76	**Produits financiers (b)**	**20 000,00**	**20 009,61**	**0,00**	**0,00**	**-9,61**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	20 000,00	20 009,61	0,00	0,00	-9,61
77	**Produits exceptionnels (c)**	**91 000,00**	**754 178,68**	**0,00**	**0,00**	**-663 178,68**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	90 000,00	276 189,52	0,00	0,00	-186 189,52
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 000,00	866,49	0,00	0,00	133,51
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	442 010,40	0,00	0,00	-442 010,40
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	35 112,27	0,00	0,00	-35 112,27
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**40 513 903,81**	**42 086 016,91**	**473 853,37**	**0,00**	**-2 045 966,47**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***100 000,00***	***103 839,76***			***-3 839,76***
722	*Immobilisations corporelles*	*100 000,00*	*99 028,22*			*971,78*
776	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*4 811,54*			*-4 811,54*

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*100 000,00*	*103 839,76*			*-3 839,76*
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**40 613 903,81**	**42 189 856,67**	**473 853,37**	**0,00**	**-2 049 806,23**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**6 925 665,95**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**235 156,38**	**78 466,82**	**4 057,20**	**152 632,36**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	29 123,26	21 161,79	0,00	7 961,47
2031	Frais d'études	69 781,12	30 907,73	2 623,20	36 250,19
2051	Concessions, droits similaires	136 252,00	26 397,30	1 434,00	108 420,70
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**84 000,00**	**0,00**	**0,00**	**84 000,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	84 000,00	0,00	0,00	84 000,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**12 445 761,81**	**1 579 118,22**	**912 112,50**	**9 954 531,09**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	41 098,75	33 760,14	0,00	7 338,61
2138	Autres constructions	11 450 000,00	870 801,74	867 814,58	9 711 383,68
21534	Réseaux d'électrification	15 664,00	0,00	0,00	15 664,00
2161	Oeuvres et objets d'art	34 500,00	12 504,00	0,00	21 996,00
2182	Matériel de transport	64 500,00	25 647,15	38 564,63	288,22
2183	Matériel de bureau et informatique	146 537,49	110 625,74	0,00	35 911,75
2184	Mobilier	144 249,58	118 625,56	414,97	25 209,05
2188	Autres immobilisations corporelles	549 211,99	407 153,89	5 318,32	136 739,78
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**12 036 897,23**	**9 136 001,29**	**648 177,09**	**2 252 718,85**
2313	Constructions	10 266 299,77	8 042 203,06	432 030,89	1 792 065,82
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 429 750,13	836 610,75	151 976,56	441 162,82
2318	Autres immo. corporelles en cours	328 347,33	257 187,48	64 169,64	6 990,21
237	Avances versées commandes immo. corpo.	12 500,00	0,00	0,00	12 500,00
	Total des dépenses d'équipement	**24 801 815,42**	**10 793 586,33**	**1 564 346,79**	**12 443 882,30**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 643 100,00**	**1 639 628,78**	**0,00**	**3 471,22**
1641	Emprunts en euros	1 640 000,00	1 639 384,86	0,00	615,14
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 100,00	243,92	0,00	2 856,08
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**58 300,00**	**58 300,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	58 300,00	58 300,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**13 500,00**	**0,00**	**0,00**	**13 500,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	13 500,00	0,00	0,00	13 500,00
020	**Dépenses imprévues**	**1 231,00**			
	Total des dépenses financières	**1 716 131,00**	**1 697 928,78**	**0,00**	**18 202,22**
45410	DEPENSES (3)	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**26 527 946,42**	**12 491 515,11**	**1 564 346,79**	**12 472 084,52**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***100 000,00***	***103 839,76***		***-3 839,76***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***0,00***	***4 811,54***		***-4 811,54***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*4 811,54*		*-4 811,54*
	Charges transférées (6)	***100 000,00***	***99 028,22***		***971,78***
2138	*Autres constructions*	*100 000,00*	*99 028,22*		*971,78*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***57 298,14***	***19 863,34***		***37 434,80***
2313	*Constructions*	*37 434,80*	*0,00*		*37 434,80*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*19 863,34*	*19 863,34*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***157 298,14***	***123 703,10***		***33 595,04***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**26 685 244,56**	**12 615 218,21**	**1 564 346,79**	**12 505 679,56**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**379 189,72**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**2 179 916,00**	**1 008 458,29**	**927 320,00**	**244 137,71**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	60 000,00	15 568,80	0,00	44 431,20
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	71 264,09	0,00	-71 264,09
1323	Subv. non transf. Départements	180 000,00	90 000,00	90 000,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 739 916,00	597 918,40	837 320,00	304 677,60
1342	Amendes de police non transférable	200 000,00	233 707,00	0,00	-33 707,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**4 000 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**
1641	Emprunts en euros	4 000 000,00	1 500 000,00	0,00	2 500 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**2 631,20**	**0,00**	**-2 631,20**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	2 631,20	0,00	-2 631,20
	Total des recettes d'équipement	**6 179 916,00**	**2 511 089,49**	**927 320,00**	**2 741 506,51**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 644 325,14**	**3 154 296,53**	**0,00**	**490 028,61**
10222	FCTVA	1 038 115,00	998 513,00	0,00	39 602,00
10223	TLE	0,00	11 319,00	0,00	-11 319,00
10224	Versements pour dépassement PLD	366 132,00	13 900,00	0,00	352 232,00
10226	Taxe d'aménagement	173 355,00	60 603,39	0,00	112 751,61
10228	Autres fonds	60 000,00	63 238,00	0,00	-3 238,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 006 723,14	2 006 723,14	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**3 100,00**	**5 964,81**	**0,00**	**-2 864,81**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**13 500,00**	**724,00**	**0,00**	**12 776,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	13 500,00	724,00	0,00	12 776,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**10 460 000,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**14 120 925,14**	**3 160 985,34**	**0,00**	**10 959 939,80**
45420	RECETTES (2)	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**20 310 841,14**	**5 672 074,83**	**927 320,00**	**13 711 446,31**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***5 400 000,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***1 296 295,00***	***1 743 116,94***		***-446 821,94***
15172	*Provisions pour garanties d'emprunt*	*38 112,25*	*38 112,25*		*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*316 000,00*		*-316 000,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*114 000,00*		*-114 000,00*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*16 821,94*		*-16 821,94*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*21 447,15*	*21 447,15*		*0,00*
28031	*Frais d'études*	*49 599,64*	*49 599,64*		*0,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*35 256,01*	*35 256,01*		*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*30 005,07*	*30 005,07*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*65 896,12*	*65 896,12*		*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*79 666,32*	*79 666,32*		*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 187,95*	*2 187,95*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*131 992,59*	*131 992,59*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*127 269,54*	*127 269,54*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*107 957,81*	*107 957,81*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*567 923,71*	*567 923,71*		*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*8 980,84*	*8 980,84*		*0,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
4962	*Prov. dépréc. comptes débiteurs divers*	*30 000,00*	*30 000,00*		*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***6 696 295,00***	***1 743 116,94***		***4 953 178,06***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***57 298,14***	***19 863,34***		***37 434,80***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*57 298,14*	*19 863,34*		*37 434,80*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***6 753 593,14***	***1 762 980,28***		***4 990 612,86***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**27 064 434,28**	**7 435 055,11**	**927 320,00**	**18 702 059,17**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	1 697 929	2 563 270	147 472	509 906	327 944	440 597	31 477	2 933 876	0	3 839 045	0	12 491 515
- Equipements municipaux (2)		2 563 270	147 472	509 906	327 944	440 597	31 477	2 933 876	0	3 839 045	0	10 793 586
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	1 697 929											1 697 929
Dépenses d'ordre	103 840											123 703
Solde d'exécution reporté de N-1	379 190											379 190
Total dépenses	**2 180 958**	**2 563 270**	**147 472**	**509 906**	**327 944**	**460 460**	**31 477**	**2 933 876**	**0**	**3 839 045**	**0**	**12 994 408**
Total recettes	**6 166 902**	**2 631**	**19 319**	**0**	**40 907**	**111 127**	**0**	**366 680**	**0**	**727 488**	**0**	**7 435 055**
Solde d'investissement	**3 985 944**	**-2 560 639**	**-128 153**	**-509 906**	**-287 037**	**-349 333**	**-31 477**	**-2 567 196**	**0**	**-3 111 556**	**0**	**-5 559 353**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**61 492**	**3 265**	**18 663**	**31 458**	**65 023**	**0**	**17 775**	**0**	**1 366 670**	**0**	**1 564 347**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**927 320**	**0**	**0**	**0**	**927 320**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-61 492**	**-3 265**	**-18 663**	**-31 458**	**-65 023**	**0**	**909 545**	**0**	**-1 366 670**	**0**	**-637 027**

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**2 259 942**	**10 800 426**	**2 110 289**	**5 740 565**	**3 197 821**	**7 028 531**	**925 644**	**3 381 670**	**108 545**	**5 018 556**	**0**	**40 571 989**
Total recettes	**42 173 999**	**1 372 330**	**22 101**	**526 977**	**271 174**	**2 019 812**	**65 571**	**2 396 836**	**0**	**740 576**	**0**	**49 589 376**
Solde de fonctionnement	**39 914 057**	**-9 428 096**	**-2 088 188**	**-5 213 589**	**-2 926 648**	**-5 008 720**	**-860 073**	**-984 833**	**-108 545**	**-4 277 980**	**0**	**9 017 387**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**2 180 958**	**2 624 763**	**150 737**	**528 569**	**359 402**	**525 483**	**31 477**	**2 951 651**	**0**	**5 205 714**	**0**	**14 558 755**
Dépenses réelles		1 697 929	2 624 763	150 737	528 569	359 402	505 620	31 477	2 951 651	0	5 205 714	0	14 055 862
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	1 639 629	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 639 629
1641	Emprunts en euros	1 639 385	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 639 385
165	Dépôts et cautionnements reçus	244	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	244
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	31 833	0	0	0	0	0	0	0	50 691	0	82 524
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 162	0	21 162
2031	Frais d'études	0	4 002	0	0	0	0	0	0	0	29 529	0	33 531
2051	Concessions, droits similaires	0	27 831	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 831
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	312 230	26 333	39 275	48 759	66 084	0	109 509	0	1 889 042	0	2 491 231
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	0	0	0	0	1 760	0	0	0	32 000	0	33 760
2138	Autres constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 738 616	0	1 738 616
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	12 504	0	0	0	0	0	0	12 504
2182	Matériel de transport	0	64 212	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 212
2183	Matériel de bureau et informatique	0	97 215	13 411	0	0	0	0	0	0	0	0	110 626
2184	Mobilier	0	38 842	0	25 948	18 812	1 617	0	33 822	0	0	0	119 041
2188	Autres immobilisations corporelles	0	111 962	12 922	13 327	17 443	62 707	0	75 686	0	118 426	0	412 472
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	2 280 699	124 404	489 294	310 643	439 536	31 477	2 842 143	0	3 265 981	0	9 784 178
2313	Constructions	0	2 215 000	119 501	413 111	282 394	166 531	31 477	2 824 673	0	2 421 546	0	8 474 234
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	65 699	4 903	76 183	28 249	273 005	0	17 470	0	523 079	0	988 587
2318	Autres immo. corporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 357	0	321 357

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
26	Participat° et créances rattachées	**58 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**58 300**
261	Titres de participation	58 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 300
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*103 840*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*123 703*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*103 840*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*103 840*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*4 812*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 812*
2138	*Autres constructions*	*99 028*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*99 028*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*
001Solde d'exécution reporté de N-1		379 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	379 190

47

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**6 166 902**	**2 631**	**19 319**	**0**	**40 907**	**111 127**	**0**	**1 294 000**	**0**	**727 488**	**0**	**8 362 375**
Recettes réelles		4 894 692	2 631	19 319	0	0	91 264	0	1 294 000	0	297 488	0	6 599 395
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 154 297	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 154 297
10222	FCTVA	998 513	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	998 513
10223	TLE	11 319	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 319
10224	Versements pour dépassement PLD	13 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 900
10226	Taxe d'aménagement	60 603	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 603
10228	Autres fonds	63 238	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63 238
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 006 723	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 006 723
13	Subventions d'investissement	233 707	0	19 319	0	0	91 264	0	1 294 000	0	297 488	0	1 935 778
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	15 569	0	0	0	0	0	0	0	0	15 569
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	0	71 264	0	0	0	0	0	71 264
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	0	0	0	180 000	0	0	0	180 000
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	3 750	0	0	20 000	0	1 114 000	0	297 488	0	1 435 238
1342	Amendes de police non transférable	233 707	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	233 707

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	**1 505 965**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 505 965**
1641	Emprunts en euros	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 965
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	2 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 631
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	2 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 631
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724
275	Dépôts et cautionnements versés	724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 272 210*	*0*	*0*	*0*	*40 907*	*19 863*	*0*	*0*	*0*	*430 000*	*0*	*1 762 980*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 272 210*	*0*	*0*	*0*	*40 907*	*0*	*0*	*0*	*0*	*430 000*	*0*	*1 743 117*
15172	*Provisions pour garanties d'emprunt*	*38 112*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 112*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*316 000*	*0*	*316 000*
2138	*Autres constructions*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*114 000*	*0*	*114 000*
2182	*Matériel de transport*	*16 822*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 822*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*21 447*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*21 447*
28031	*Frais d'études*	*49 600*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*49 600*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 256*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*30 005*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*30 005*
28051	*Concessions et droits similaires*	*65 896*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*65 896*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*79 666*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*79 666*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 188*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 188*
28182	*Matériel de transport*	*131 993*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*131 993*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*127 270*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*127 270*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
28184	*Mobilier*	***107 958***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***107 958***
28188	*Autres immo. corporelles*	*562 273*	*0*	*0*	*0*	*5 651*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*567 924*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*8 981*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 981*
4962	*Prov. dépréc. comptes débiteurs divers*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 863*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**2 259 942**	**10 800 426**	**2 110 289**	**5 740 565**	**3 197 821**	**7 028 531**	**925 644**	**3 381 670**	**108 545**	**5 018 556**	**0**	**40 571 989**
Dépenses réelles		987 732	10 800 426	2 110 289	5 740 565	3 156 915	7 028 531	925 644	3 381 670	108 545	4 588 556	0	38 828 872
011	Charges à caractère général	155 264	2 986 913	71 713	1 851 007	703 059	1 528 315	55 046	269 682	211	1 797 065	0	9 418 274
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	286 893	46 487	144 200	126 481	55 682	3 633	11 000	0	21 243	0	695 619
60611	Eau et assainissement	0	43 007	0	43 965	2 881	178 267	872	14 073	0	34 687	0	317 751
60612	Energie - Electricité	0	171 700	0	97 339	22 992	212 617	554	37 089	0	243 282	0	785 573
60621	Combustibles	0	71 234	0	166 555	26 931	432 113	0	20 939	0	0	0	717 771
60622	Carburants	0	115 761	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115 761
60623	Alimentation	0	26 099	0	9 813	15 621	4 486	157	56 297	0	0	0	112 473
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	489	0	0	0	0	0	489
60628	Autres fournitures non stockées	0	118 358	48	950	10 935	13 409	0	13 823	0	33 276	0	190 800
60631	Fournitures d'entretien	0	16 493	0	20 662	0	4 795	0	5 378	0	3 030	0	50 359
60632	Fournitures de petit équipement	0	138 005	2 319	15 725	3 349	13 183	0	4 441	0	5 968	0	182 989
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	98 526	0	98 526
60636	Vêtements de travail	0	30 391	15 224	3 773	0	2 357	0	848	0	0	0	52 593
6064	Fournitures administratives	0	22 316	1 304	0	0	0	0	0	0	0	0	23 619
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	35 161	103 903	926	0	831	0	0	0	140 819
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	92 205	0	0	0	0	0	0	0	92 205
6068	Autres matières et fournitures	0	15 525	0	0	779	3 184	0	1 587	0	70 562	0	91 635
611	Contrats de prestations de services	0	453 117	0	938 319	36 229	311 281	4 888	9 791	0	1 181 854	0	2 935 479
6132	Locations immobilières	0	212 142	277	22 454	74 652	159 294	0	30 089	0	45 197	0	544 105

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6135	**Locations mobilières**	**0**	**81 539**	**0**	**32 049**	**7 525**	**1 704**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**122 817**
614	Charges locatives et de copropriété	0	68 017	0	689	1 301	51 370	0	5 003	0	12 321	0	138 701
61522	Entretien bâtiments	0	155	0	0	818	0	0	0	0	0	0	972
61523	Entretien voies et réseaux	0	0	0	0	0	6 953	0	0	0	28 581	0	35 534
61551	Entretien matériel roulant	0	35 530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 530
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	7 386	4 924	1 397	0	1 280	0	707	0	2 783	0	18 477
6156	Maintenance	0	140 453	1 124	54 536	14 384	35 723	0	6 941	0	0	0	253 162
616	Primes d'assurances	0	139 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	139 587
617	Etudes et recherches	0	24 355	0	0	0	2 267	0	0	0	0	0	26 622
6182	Documentation générale et technique	0	349	0	0	59 688	0	0	0	0	0	0	60 037
6184	Versements à des organismes de formation	0	84 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84 345
6188	Autres frais divers	0	0	6	0	11 991	762	0	0	0	0	0	12 759
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	15 224	0	1 054	650	939	0	378	0	110	0	18 355
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	197 999	0	0	0	0	0	0	0	5 200	0	203 199
6228	Divers	0	1 739	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 739
6231	Annonces et insertions	0	37 605	0	0	0	0	0	0	0	696	0	38 301
6232	Fêtes et cérémonies	0	20 907	0	9 832	150 493	1 850	0	45 700	0	0	0	228 782
6238	Divers	0	49 546	0	0	7 895	2 355	88	0	0	0	0	59 885
6244	Transports administratifs	0	2 692	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 692
6247	Transports collectifs	0	2 052	0	147 514	0	28 648	44 853	2 901	0	0	0	225 968
6251	Voyages et déplacements	0	1 646	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 646
6256	Missions	0	812	0	0	0	0	0	0	0	0	0	812
6257	Réceptions	0	23 769	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 769
6261	Frais d'affranchissement	0	119 401	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119 401
6262	Frais de télécommunications	0	163 911	0	0	0	0	0	0	0	0	0	163 911
627	Services bancaires et assimilés	1 504	0	0	112	0	2 051	0	932	0	0	0	4 598
6281	Concours divers (cotisations)	0	36 375	0	12 000	506	0	0	0	0	9 750	0	58 631
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	3 971	0	704	866	0	0	935	0	0	0	6 476
62873	Remb. frais au CCAS	0	1 699	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 699
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	211	0	0	211
6288	Autres services extérieurs	0	3 654	0	0	8 038	0	0	0	0	0	0	11 692
63512	Taxes foncières	134 766	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134 766

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
63513	Autres impôts locaux	**17 811**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**17 811**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	307	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	307
6358	Autres droits	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	856	1 155	0	0	14 150	332	0	0	0	0	0	16 493
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	7 149 282	2 038 576	3 215 163	1 730 051	4 011 661	0	2 055 825	93 337	2 742 661	0	23 036 555
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0	0	0	0	0	0	0	0	14 473	0	0	14 473
6218	Autre personnel extérieur	0	2 540	0	143 263	9 403	63 309	0	0	0	0	0	218 515
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	57 463	15 572	29 060	16 009	38 506	0	19 636	691	24 467	0	201 404
64111	Rémunération principale titulaires	0	2 860 590	800 003	1 195 871	637 756	980 441	0	627 473	41 649	1 128 445	0	8 272 227
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	137 863	35 646	63 322	25 821	55 527	0	36 918	2 564	53 994	0	411 655
64118	Autres indemnités titulaires	0	1 119 740	492 834	227 176	176 441	290 993	0	138 257	8 638	325 326	0	2 779 403
64131	Rémunérations non tit.	0	540 419	129 202	542 281	318 241	1 208 007	0	555 260	3 104	304 736	0	3 601 250
64138	Autres indemnités non tit.	0	197 279	37 511	70 197	49 844	231 606	0	81 644	75	93 000	0	761 155
64162	Emplois d'avenir	0	0	33 679	0	0	0	0	10 729	0	41 421	0	85 829
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	0	0	0	0	65	0	348	0	413
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	797 708	211 430	440 969	246 178	665 526	0	319 071	8 389	348 160	0	3 037 431
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	941 455	262 666	451 473	215 244	377 166	0	222 999	13 618	384 343	0	2 868 964
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	290 108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	290 108
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	36 465	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 465
6472	Prestations familiales directes	0	5 383	482	1 254	631	738	0	960	120	1 896	0	11 464
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	71 311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 311
6478	Autres charges sociales diverses	0	5 839	2 100	3 799	2 320	1 620	0	760	0	2 920	0	19 357
6488	Autres charges	0	85 119	17 452	46 500	32 163	98 223	0	42 052	17	33 604	0	355 130
014	Atténuations de produits	0	0	0	18 200	0	0	0	0	0	0	0	18 200
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0	0	0	18 200	0	0	0	0	0	0	0	18 200
65	Autres charges de gestion courante	0	656 815	0	640 682	715 950	1 488 555	870 598	1 056 163	0	0	0	5 428 763
6531	Indemnités	0	311 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0	311 580
6532	Frais de mission	0	1 449	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 449
6533	Cotisations de retraite	0	19 451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 451
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	10 881	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 881
6535	Formation	0	5 091	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 091

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6536	Frais de représentation du maire	0	2 998	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 998
6554	Contribut° organismes de regroupement	0	234 964	0	0	0	0	0	0	0	0	0	234 964
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	494 589	0	123 838	0	0	0	0	0	618 427
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	800 000	0	0	0	0	800 000
65737	Autres établissements publics locaux	0	0	0	0	642 000	0	0	0	0	0	0	642 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	70 400	0	146 093	73 950	1 364 717	70 598	1 056 163	0	0	0	2 781 921
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	822 593	0	0	0	0	0	0	0	14 997	0	0	837 590
66111	Intérêts réglés à l'échéance	852 971	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852 971
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-30 378	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-30 378
661138	Remb. Int. emprunt transf. Autres tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	14 997	0	0	14 997
67	Charges exceptionnelles	9 876	7 416	0	15 513	7 855	0	0	0	0	48 830	0	89 490
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48
6714	Bourses et prix	0	0	0	15 513	0	0	0	0	0	0	0	15 513
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	253	6 481	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 735
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	9 256	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 256
6748	Autres subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 830	0	48 830
678	Autres charges exceptionnelles	319	935	0	0	7 855	0	0	0	0	0	0	9 109
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*1 272 210*	*0*	*0*	*0*	*40 907*	*0*	*0*	*0*	*0*	*430 000*	*0*	*1 743 117*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 272 210*	*0*	*0*	*0*	*40 907*	*0*	*0*	*0*	*0*	*430 000*	*0*	*1 743 117*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*16 822*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*114 000*	*0*	*130 822*
676	*Différences sur réalisations (positives)*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*316 000*	*0*	*316 000*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 178 295*	*0*	*0*	*0*	*40 907*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 219 202*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*30 000*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	***8 981***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***8 981***
6865	*Dot. prov. risques et charges financiers*	*38 112*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 112*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**42 173 999**	**1 372 330**	**22 101**	**526 977**	**271 174**	**2 019 812**	**65 571**	**2 396 836**	**0**	**740 576**	**0**	**49 589 376**
Recettes réelles		35 144 494	1 372 330	22 101	526 977	271 174	2 019 812	65 571	2 396 836	0	740 576	0	42 559 870
013	**Atténuations de charges**	**0**	**336 349**	**21 274**	**0**	**0**	**0**	**0**	**11 333**	**0**	**62 413**	**0**	**431 370**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	304 498	21 274	0	0	0	0	11 333	0	62 413	0	399 518
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	31 852	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 852
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**315 375**	**0**	**417 152**	**190 887**	**1 557 095**	**0**	**545 499**	**0**	**60 121**	**0**	**3 086 129**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	142 248	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142 248
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	185 433	0	0	0	0	0	0	185 433
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	52 576	0	0	0	0	0	52 576
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	5 265	9 082	0	0	0	0	0	14 347
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	31 510	0	471 131	0	0	0	502 641
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	297 311	0	913 235	0	0	0	0	0	1 210 546
70688	Autres prestations de services	0	158 364	0	0	188	0	0	0	0	121	0	158 673
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	13 464	0	0	0	0	0	74 368	0	0	0	87 832
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	1 300	0	119 841	0	550 691	0	0	0	60 000	0	731 833
73	**Impôts et taxes**	**28 841 268**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**188 042**	**0**	**29 029 310**
73111	Taxes foncières et d'habitation	21 482 301	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 482 301
7321	Attribution de compensation	3 796 839	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 796 839
7322	Dotation de solidarité communautaire	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400 000

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7338	Autres taxes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**188 042**	**0**	**188 042**
7351	Taxe sur l'électricité	601 483	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	601 483
7363	Impôt sur les spectacles	10 717	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 717
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	4 205	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 205
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	2 545 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 545 724
74	**Dotations et participations**	**5 974 591**	**40 791**	**0**	**95 694**	**31 500**	**399 081**	**65 571**	**1 666 941**	**0**	**0**	**0**	**8 274 169**
7411	Dotation forfaitaire	5 662 502	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 662 502
745	Dotation spéciale instituteurs	0	0	0	2 808	0	0	0	0	0	0	0	2 808
746	Dotation générale de décentralisation	159	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	159
74718	Autres participations Etat	0	23 527	0	46 580	0	0	65 571	0	0	0	0	135 678
7473	Participat° Départements	0	0	0	535	5 000	0	0	0	0	0	0	5 535
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	17 700	0	0	0	48 029	0	0	0	65 729
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	9 871	26 500	399 081	0	1 618 912	0	0	0	2 054 364
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	49 493	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 493
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	40 217	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 217
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	222 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222 220
7484	Dotation de recensement	0	7 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 204
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	10 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 060
7488	Autres attributions et participations	0	0	0	18 200	0	0	0	0	0	0	0	18 200
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**679 441**	**0**	**0**	**48 787**	**63 413**	**0**	**173 063**	**0**	**0**	**0**	**964 704**
752	Revenus des immeubles	0	582 015	0	0	48 787	63 413	0	127 143	0	0	0	821 357
758	Produits divers de gestion courante	0	97 426	0	0	0	0	0	45 920	0	0	0	143 347
76	**Produits financiers**	**20 010**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**20 010**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	20 010	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 010
77	**Produits exceptionnels**	**308 625**	**373**	**827**	**14 130**	**0**	**224**	**0**	**0**	**0**	**430 000**	**0**	**754 179**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	274 766	373	827	0	0	224	0	0	0	0	0	276 190
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	866	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	866

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
775	Produits des cessions d'immobilisations	12 010	0	0	0	0	0	0	0	0	430 000	0	442 010
7788	Produits exceptionnels divers	20 982	0	0	14 130	0	0	0	0	0	0	0	35 112
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*103 840*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*103 840*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***103 840***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***103 840***
722	*Immobilisations corporelles*	*99 028*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*99 028*
776	*Différences sur réalisations (négatives)*	*4 812*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 812*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		6 925 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 925 666

55

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		**2 259 942,03**	**10 779 675,82**	**0,00**	**20 750,00**	**13 060 367,85**
Réalisations		**2 259 942,03**	**10 779 675,82**	**0,00**	**20 750,00**	**13 060 367,85**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**155 263,54**	**2 986 912,75**	**0,00**	**0,00**	**3 142 176,29**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	286 892,72	0,00	0,00	286 892,72
60611	Eau et assainissement	0,00	43 006,95	0,00	0,00	43 006,95
60612	Energie - Electricité	0,00	171 699,91	0,00	0,00	171 699,91
60621	Combustibles	0,00	71 233,61	0,00	0,00	71 233,61
60622	Carburants	0,00	115 761,00	0,00	0,00	115 761,00
60623	Alimentation	0,00	26 098,53	0,00	0,00	26 098,53
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	118 358,26	0,00	0,00	118 358,26
60631	Fournitures d'entretien	0,00	16 493,41	0,00	0,00	16 493,41
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	138 004,74	0,00	0,00	138 004,74
60636	Vêtements de travail	0,00	30 390,51	0,00	0,00	30 390,51
6064	Fournitures administratives	0,00	22 315,60	0,00	0,00	22 315,60
6068	Autres matières et fournitures	0,00	15 524,55	0,00	0,00	15 524,55
611	Contrats de prestations de services	0,00	453 117,19	0,00	0,00	453 117,19
6132	Locations immobilières	0,00	212 142,26	0,00	0,00	212 142,26
6135	Locations mobilières	0,00	81 539,00	0,00	0,00	81 539,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	68 017,28	0,00	0,00	68 017,28
61522	Entretien bâtiments	0,00	154,51	0,00	0,00	154,51
61551	Entretien matériel roulant	0,00	35 529,79	0,00	0,00	35 529,79
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	7 386,33	0,00	0,00	7 386,33
6156	Maintenance	0,00	140 453,12	0,00	0,00	140 453,12
616	Primes d'assurances	0,00	139 586,89	0,00	0,00	139 586,89
617	Etudes et recherches	0,00	24 355,17	0,00	0,00	24 355,17
6182	Documentation générale et technique	0,00	349,20	0,00	0,00	349,20
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	84 345,35	0,00	0,00	84 345,35
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	15 224,04	0,00	0,00	15 224,04
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	197 998,75	0,00	0,00	197 998,75
6228	Divers	0,00	1 738,85	0,00	0,00	1 738,85
6231	Annonces et insertions	0,00	37 604,70	0,00	0,00	37 604,70
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	20 907,19	0,00	0,00	20 907,19

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6238	Divers	0,00	49 546,42	0,00	0,00	49 546,42
6244	Transports administratifs	0,00	2 692,42	0,00	0,00	2 692,42
6247	Transports collectifs	0,00	2 052,45	0,00	0,00	2 052,45
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 646,28	0,00	0,00	1 646,28
6256	Missions	0,00	811,90	0,00	0,00	811,90
6257	Réceptions	0,00	23 768,52	0,00	0,00	23 768,52
6261	Frais d'affranchissement	0,00	119 400,69	0,00	0,00	119 400,69
6262	Frais de télécommunications	0,00	163 911,05	0,00	0,00	163 911,05
627	Services bancaires et assimilés	1 504,00	0,00	0,00	0,00	1 504,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	36 374,59	0,00	0,00	36 374,59
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	3 970,66	0,00	0,00	3 970,66
62873	Remb. frais au CCAS	0,00	1 699,22	0,00	0,00	1 699,22
6288	Autres services extérieurs	0,00	3 654,00	0,00	0,00	3 654,00
63512	Taxes foncières	134 765,78	0,00	0,00	0,00	134 765,78
63513	Autres impôts locaux	17 811,00	0,00	0,00	0,00	17 811,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	306,50	0,00	0,00	0,00	306,50
6358	Autres droits	20,00	0,00	0,00	0,00	20,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	856,26	1 155,14	0,00	0,00	2 011,40
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**7 149 281,82**	**0,00**	**0,00**	**7 149 281,82**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	2 540,28	0,00	0,00	2 540,28
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	57 462,75	0,00	0,00	57 462,75
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	2 860 589,96	0,00	0,00	2 860 589,96
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	137 863,12	0,00	0,00	137 863,12
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 119 739,98	0,00	0,00	1 119 739,98
64131	Rémunérations non tit.	0,00	540 418,77	0,00	0,00	540 418,77
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	197 279,17	0,00	0,00	197 279,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	797 707,70	0,00	0,00	797 707,70
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	941 454,61	0,00	0,00	941 454,61
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	290 107,75	0,00	0,00	290 107,75
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	36 465,00	0,00	0,00	36 465,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	5 383,47	0,00	0,00	5 383,47
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	71 311,09	0,00	0,00	71 311,09
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	5 838,76	0,00	0,00	5 838,76
6488	Autres charges	0,00	85 119,41	0,00	0,00	85 119,41
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 272 210,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 272 210,03**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	16 821,94	0,00	0,00	0,00	16 821,94
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 178 295,00	0,00	0,00	0,00	1 178 295,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	8 980,84	0,00	0,00	0,00	8 980,84
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	38 112,25	0,00	0,00	0,00	38 112,25

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**636 065,22**	**0,00**	**20 750,00**	**656 815,22**
6531	Indemnités	0,00	311 579,69	0,00	0,00	311 579,69
6532	Frais de mission	0,00	1 449,45	0,00	0,00	1 449,45
6533	Cotisations de retraite	0,00	19 451,46	0,00	0,00	19 451,46
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	10 881,00	0,00	0,00	10 881,00
6535	Formation	0,00	5 091,00	0,00	0,00	5 091,00
6536	Frais de représentation du maire	0,00	2 998,36	0,00	0,00	2 998,36
6554	Contribut° organismes de regroupement	0,00	234 964,26	0,00	0,00	234 964,26
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	49 650,00	0,00	20 750,00	70 400,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**822 592,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**822 592,82**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	852 970,77	0,00	0,00	0,00	852 970,77
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-30 377,95	0,00	0,00	0,00	-30 377,95
67	**Charges exceptionnelles**	**9 875,64**	**7 416,03**	**0,00**	**0,00**	**17 291,67**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	47,88	0,00	0,00	0,00	47,88
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	253,34	6 481,34	0,00	0,00	6 734,68
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	9 255,67	0,00	0,00	0,00	9 255,67
678	Autres charges exceptionnelles	318,75	934,69	0,00	0,00	1 253,44
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**42 173 999,46**	**1 372 330,13**	**0,00**	**0,00**	**43 546 329,59**
Réalisations		**42 173 999,46**	**1 372 330,13**	**0,00**	**0,00**	**43 546 329,59**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**6 925 665,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 925 665,95**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**336 349,49**	**0,00**	**0,00**	**336 349,49**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	304 497,90	0,00	0,00	304 497,90
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	31 851,59	0,00	0,00	31 851,59
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**103 839,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 839,76**
722	Immobilisations corporelles	99 028,22	0,00	0,00	0,00	99 028,22
776	Différences sur réalisations (négatives)	4 811,54	0,00	0,00	0,00	4 811,54
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**315 375,45**	**0,00**	**0,00**	**315 375,45**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	142 247,88	0,00	0,00	142 247,88
70688	Autres prestations de services	0,00	158 363,57	0,00	0,00	158 363,57
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	13 464,00	0,00	0,00	13 464,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	1 300,00	0,00	0,00	1 300,00
73	**Impôts et taxes**	**28 841 268,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 841 268,38**
73111	Taxes foncières et d'habitation	21 482 301,00	0,00	0,00	0,00	21 482 301,00
7321	Attribution de compensation	3 796 839,02	0,00	0,00	0,00	3 796 839,02
7322	Dotation de solidarité communautaire	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
7351	Taxe sur l'électricité	601 482,86	0,00	0,00	0,00	601 482,86
7363	Impôt sur les spectacles	10 717,00	0,00	0,00	0,00	10 717,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	4 204,61	0,00	0,00	0,00	4 204,61
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	2 545 723,89	0,00	0,00	0,00	2 545 723,89
74	**Dotations et participations**	**5 974 591,00**	**40 791,08**	**0,00**	**0,00**	**6 015 382,08**
7411	Dotation forfaitaire	5 662 502,00	0,00	0,00	0,00	5 662 502,00
746	Dotation générale de décentralisation	159,00	0,00	0,00	0,00	159,00
74718	Autres participations Etat	0,00	23 527,08	0,00	0,00	23 527,08
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	49 493,00	0,00	0,00	0,00	49 493,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	40 217,00	0,00	0,00	0,00	40 217,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	222 220,00	0,00	0,00	0,00	222 220,00
7484	Dotation de recensement	0,00	7 204,00	0,00	0,00	7 204,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	10 060,00	0,00	0,00	10 060,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**679 441,43**	**0,00**	**0,00**	**679 441,43**
752	Revenus des immeubles	0,00	582 014,97	0,00	0,00	582 014,97
758	Produits divers de gestion courante	0,00	97 426,46	0,00	0,00	97 426,46
76	**Produits financiers**	**20 009,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 009,61**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	20 009,61	0,00	0,00	0,00	20 009,61
77	**Produits exceptionnels**	**308 624,76**	**372,68**	**0,00**	**0,00**	**308 997,44**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	274 765,82	372,68	0,00	0,00	275 138,50
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	866,49	0,00	0,00	0,00	866,49
775	Produits des cessions d'immobilisations	12 010,40	0,00	0,00	0,00	12 010,40
7788	Produits exceptionnels divers	20 982,05	0,00	0,00	0,00	20 982,05
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**39 914 057,43**	**-9 407 345,69**	**0,00**	**-20 750,00**	**30 485 961,74**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		**8 837 775,01**	**371 864,99**	**13 130,04**	**1 037 062,83**	**235 964,36**	**275 415,08**	**8 463,51**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**8 837 775,01**	**371 864,99**	**13 130,04**	**1 037 062,83**	**235 964,36**	**275 415,08**	**8 463,51**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**2 451 858,17**	**20 414,03**	**13 130,04**	**391 665,48**	**60 507,07**	**45 979,45**	**3 358,51**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	218 492,79	0,00	0,00	60 235,48	680,00	7 484,45	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	43 006,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	171 699,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
60621	Combustibles	71 233,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	115 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 922,46	0,00	9 836,87	0,00	12 339,20	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	113 509,77	0,00	0,00	0,00	1 218,44	3 630,05	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	16 493,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	131 605,58	0,00	0,00	0,00	4 243,26	2 155,90	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	30 390,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	22 315,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	15 204,63	0,00	319,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	161 335,89	0,00	0,00	291 781,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	209 250,65	0,00	0,00	0,00	2 891,61	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	58 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 358,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	68 017,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61522	Entretien bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154,51	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	35 529,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 386,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	136 264,15	0,00	2 028,97	2 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	139 586,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	24 355,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	200,00	0,00	0,00	149,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	84 345,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	14 794,04	0,00	0,00	320,00	0,00	110,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	197 998,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 738,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	35 804,70	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	11 311,00	0,00	0,00	0,00	1 983,40	7 612,79	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	944,28	35 219,50	13 382,64	0,00	0,00	0,00	0,00
6244	Transports administratifs	2 692,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	424,19	0,00	0,00	0,00	0,00	1 628,26	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	1 646,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	811,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	23 768,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	119 400,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6262	Frais de télécommunications	163 911,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	16 410,56	19 964,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	3 970,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	1 699,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 204,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 155,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 103 041,55**	**0,00**	**0,00**	**645 397,35**	**175 457,29**	**225 385,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	2 540,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	48 330,70	0,00	0,00	5 715,67	1 597,73	1 818,65	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 517 696,59	0,00	0,00	157 465,47	86 305,85	99 122,05	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	118 045,92	0,00	0,00	6 624,14	4 324,92	8 868,14	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	949 438,74	0,00	0,00	104 757,49	20 130,33	45 413,42	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	388 108,94	0,00	0,00	134 225,19	10 549,35	7 535,29	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	121 251,44	0,00	0,00	67 610,21	2 120,42	6 297,10	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	654 328,36	0,00	0,00	96 808,80	21 085,75	25 484,79	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	826 126,68	0,00	0,00	57 949,54	28 089,53	29 288,86	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	290 107,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	36 465,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	4 977,37	0,00	0,00	281,14	0,00	124,96	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	71 311,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	5 058,90	0,00	0,00	239,96	439,90	100,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	69 253,79	0,00	0,00	13 719,74	813,51	1 332,37	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**275 459,26**	**351 450,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 050,00**	**5 105,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	311 579,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	1 449,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	19 451,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	10 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	5 091,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6536	Frais de représentation du maire	0,00	2 998,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6554	Contribut° organismes de regroupement	229 859,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 105,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	45 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 050,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**7 416,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	6 481,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	934,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**1 243 733,98**	**0,00**	**23 527,08**	**105 069,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**1 243 733,98**	**0,00**	**23 527,08**	**105 069,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**336 349,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	304 497,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	31 851,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
776	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**210 306,38**	**0,00**	**0,00**	**105 069,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	142 247,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	53 294,50	0,00	0,00	105 069,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	13 464,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7321	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7322	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe sur l'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7363	Impôt sur les spectacles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**17 264,00**	**0,00**	**23 527,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	23 527,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	7 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	10 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**679 441,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	582 014,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	97 426,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**372,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	372,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-7 594 041,03**	**-371 864,99**	**10 397,04**	**-931 993,76**	**-235 964,36**	**-275 415,08**	**-8 463,51**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		**1 911 972,54**	**198 316,51**	**2 110 289,05**
Réalisations		**1 911 972,54**	**198 316,51**	**2 110 289,05**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**23 724,77**	**47 988,27**	**71 713,04**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	46 487,44	46 487,44
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	48,46	48,46
60632	Fournitures de petit équipement	866,14	1 452,37	2 318,51
60636	Vêtements de travail	15 223,92	0,00	15 223,92
6064	Fournitures administratives	1 303,76	0,00	1 303,76
6132	Locations immobilières	276,75	0,00	276,75
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 924,04	0,00	4 924,04
6156	Maintenance	1 124,16	0,00	1 124,16
6188	Autres frais divers	6,00	0,00	6,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 888 247,77**	**150 328,24**	**2 038 576,01**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	14 326,37	1 245,27	15 571,64
64111	Rémunération principale titulaires	749 069,97	50 932,96	800 002,93
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	34 090,96	1 555,51	35 646,47
64118	Autres indemnités titulaires	461 579,46	31 254,21	492 833,67
64131	Rémunérations non tit.	110 602,03	18 599,70	129 201,73
64138	Autres indemnités non tit.	29 338,90	8 172,28	37 511,18
64162	Emplois d'avenir	33 678,56	0,00	33 678,56
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	192 638,09	18 791,89	211 429,98
6453	Cotisations aux caisses de retraites	245 456,70	17 209,47	262 666,17
6472	Prestations familiales directes	482,21	0,00	482,21
6478	Autres charges sociales diverses	1 619,72	479,89	2 099,61
6488	Autres charges	15 364,80	2 087,06	17 451,86
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**22 101,24**	**0,00**	**22 101,24**
Réalisations		**22 101,24**	**0,00**	**22 101,24**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**21 273,84**	**0,00**	**21 273,84**
6419	Remboursements rémunérations personnel	21 273,84	0,00	21 273,84
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**827,40**	**0,00**	**827,40**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	827,40	0,00	827,40
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 889 871,30**	**-198 316,51**	**-2 088 187,81**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 911 972,54**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**1 911 972,54**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**23 724,77**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	866,14	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	15 223,92	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 303,76	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	276,75	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	4 924,04	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	1 124,16	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	6,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**1 888 247,77**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	14 326,37	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	749 069,97	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	34 090,96	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	461 579,46	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	110 602,03	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	29 338,90	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	33 678,56	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	192 638,09	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	245 456,70	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	482,21	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	1 619,72	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	15 364,80	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**22 101,24**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**22 101,24**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**21 273,84**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	21 273,84	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**827,40**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	827,40	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	-1 889 871,30	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		**1 008 114,63**	**3 610 619,92**	**107 433,05**	**0,00**	**0,00**	**1 014 397,75**	**5 740 565,35**
Réalisations		**1 008 114,63**	**3 610 619,92**	**107 433,05**	**0,00**	**0,00**	**1 014 397,75**	**5 740 565,35**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**26 023,85**	**840 344,92**	**80 763,63**	**0,00**	**0,00**	**903 875,03**	**1 851 007,43**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	117 355,27	0,00	0,00	0,00	26 844,35	144 199,62
60611	Eau et assainissement	0,00	43 964,76	0,00	0,00	0,00	0,00	43 964,76
60612	Energie - Electricité	0,00	97 338,62	0,00	0,00	0,00	0,00	97 338,62
60621	Combustibles	0,00	166 555,23	0,00	0,00	0,00	0,00	166 555,23
60623	Alimentation	0,00	5 499,83	0,00	0,00	0,00	4 313,64	9 813,47
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	949,76	0,00	0,00	0,00	0,00	949,76
60631	Fournitures d'entretien	0,00	20 662,20	0,00	0,00	0,00	0,00	20 662,20
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	15 725,49	0,00	0,00	0,00	0,00	15 725,49
60636	Vêtements de travail	0,00	3 772,74	0,00	0,00	0,00	0,00	3 772,74
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	35 160,58	0,00	0,00	0,00	0,00	35 160,58
6067	Fournitures scolaires	0,00	92 204,54	0,00	0,00	0,00	0,00	92 204,54
611	Contrats de prestations de services	0,00	44 180,76	66 703,43	0,00	0,00	827 434,54	938 318,73
6132	Locations immobilières	22 454,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 454,33
6135	Locations mobilières	0,00	32 048,88	0,00	0,00	0,00	0,00	32 048,88
614	Charges locatives et de copropriété	689,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	689,12
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 396,84	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,84
6156	Maintenance	0,00	54 536,48	0,00	0,00	0,00	0,00	54 536,48
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	980,40	73,32	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053,72
6232	Fêtes et cérémonies	1 900,00	5 872,08	2 060,20	0,00	0,00	0,00	9 832,28
6247	Transports collectifs	0,00	102 234,62	0,00	0,00	0,00	45 279,44	147 514,06
627	Services bancaires et assimilés	0,00	108,84	0,00	0,00	0,00	3,06	111,90
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	704,08	0,00	0,00	0,00	0,00	704,08
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**496 366,78**	**2 717 510,01**	**1 286,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 215 163,21**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	142 737,94	525,00	0,00	0,00	0,00	143 262,94
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 078,40	24 973,19	8,40	0,00	0,00	0,00	29 059,99
64111	Rémunération principale titulaires	256 530,70	939 339,89	0,00	0,00	0,00	0,00	1 195 870,59

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	22 387,75	40 933,77	0,00	0,00	0,00	0,00	63 321,52
64118	Autres indemnités titulaires	54 348,62	172 826,94	0,00	0,00	0,00	0,00	227 175,56
64131	Rémunérations non tit.	0,00	542 280,63	0,00	0,00	0,00	0,00	542 280,63
64138	Autres indemnités non tit.	330,32	69 341,91	525,00	0,00	0,00	0,00	70 197,23
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	53 499,88	387 294,47	174,47	0,00	0,00	0,00	440 968,82
6453	Cotisations aux caisses de retraites	103 670,15	347 782,81	19,95	0,00	0,00	0,00	451 472,91
6472	Prestations familiales directes	334,83	919,13	0,00	0,00	0,00	0,00	1 253,96
6478	Autres charges sociales diverses	719,81	3 079,36	0,00	0,00	0,00	0,00	3 799,17
6488	Autres charges	466,32	45 999,97	33,60	0,00	0,00	0,00	46 499,89
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**18 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 200,00**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 200,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**485 724,00**	**34 564,99**	**9 870,00**	**0,00**	**0,00**	**110 522,72**	**640 681,71**
6558	Autres contributions obligatoires	475 524,00	19 064,99	0,00	0,00	0,00	0,00	494 588,99
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	10 200,00	15 500,00	9 870,00	0,00	0,00	110 522,72	146 092,72
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**15 513,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 513,00**
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	15 513,00	0,00	0,00	0,00	15 513,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**2 808,00**	**288 455,22**	**119 841,19**	**0,00**	**0,00**	**115 872,38**	**526 976,79**
	Réalisations	**2 808,00**	**288 455,22**	**119 841,19**	**0,00**	**0,00**	**115 872,38**	**526 976,79**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**181 973,87**	**119 841,19**	**0,00**	**0,00**	**115 337,38**	**417 152,44**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	181 973,87	0,00	0,00	0,00	115 337,38	297 311,25
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	119 841,19	0,00	0,00	0,00	119 841,19
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**2 808,00**	**92 351,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**535,00**	**95 694,13**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
745	Dotation spéciale instituteurs	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00
74718	Autres participations Etat	0,00	46 580,39	0,00	0,00	0,00	0,00	46 580,39
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535,00	535,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	17 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 700,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	9 870,74	0,00	0,00	0,00	0,00	9 870,74
7488	Autres attributions et participations	0,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 200,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**14 130,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 130,22**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	14 130,22	0,00	0,00	0,00	0,00	14 130,22
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 005 306,63**	**-3 322 164,70**	**12 408,14**	**0,00**	**0,00**	**-898 525,37**	**-5 213 588,56**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	**1 940 549,13**	**1 623 210,90**	**46 859,89**	**939 573,96**	**0,00**	**45 427,44**	**0,00**	**29 396,35**
	Réalisations	**1 940 549,13**	**1 623 210,90**	**46 859,89**	**939 573,96**	**0,00**	**45 427,44**	**0,00**	**29 396,35**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**310 634,59**	**503 315,43**	**26 394,90**	**831 751,24**	**0,00**	**42 727,44**	**0,00**	**29 396,35**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	15 452,76	101 902,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 844,35
60611	Eau et assainissement	19 442,42	24 522,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	49 117,96	48 220,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	68 358,02	98 197,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	5 499,83	4 313,64	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	949,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	11 469,91	9 192,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	15 725,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	3 772,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	10 486,56	24 674,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	35 081,19	57 123,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	17 556,36	26 624,40	0,00	827 434,54	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	32 048,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	1 396,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	22 719,56	31 816,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	73,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	5 872,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	53 673,05	48 561,57	0,00	0,00	0,00	42 727,44	0,00	2 552,00
627	Services bancaires et assimilés	2,06	106,78	0,00	3,06	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	452,90	251,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 616 114,54**	**1 101 395,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	17 084,99	125 652,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	15 204,71	9 768,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	717 558,51	221 781,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	32 242,54	8 691,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	118 242,28	54 584,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	205 258,85	337 021,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	25 511,21	43 830,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	215 992,39	171 302,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	247 450,21	100 332,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	788,55	130,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 039,87	2 039,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	19 740,43	26 259,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**4 200,00**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	4 200,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**9 600,00**	**4 500,00**	**20 464,99**	**107 822,72**	**0,00**	**2 700,00**	**0,00**	**0,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	19 064,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	9 600,00	4 500,00	1 400,00	107 822,72	0,00	2 700,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**6 135,50**	**238 221,70**	**44 098,02**	**115 337,38**	**0,00**	**535,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**6 135,50**	**238 221,70**	**44 098,02**	**115 337,38**	**0,00**	**535,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**1 935,50**	**180 038,37**	**0,00**	**115 337,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 935,50	180 038,37	0,00	115 337,38	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**4 200,00**	**58 183,33**	**29 967,80**	**0,00**	**0,00**	**535,00**	**0,00**	**0,00**
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	44 183,33	2 397,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	17 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	9 870,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	4 200,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**14 130,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	14 130,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 934 413,63**	**-1 384 989,20**	**-2 761,87**	**-824 236,58**	**0,00**	**-44 892,44**	**0,00**	**-29 396,35**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		**418 750,32**	**1 383 944,67**	**1 342 480,44**	**52 646,07**	**3 197 821,50**
Réalisations		**418 750,32**	**1 383 944,67**	**1 342 480,44**	**52 646,07**	**3 197 821,50**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**292 269,04**	**17 244,11**	**340 899,39**	**52 646,07**	**703 058,61**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	120 211,08	2 079,60	0,00	4 190,40	126 481,08
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 784,57	1 096,26	2 880,83
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	19 456,66	3 535,70	22 992,36
60621	Combustibles	0,00	0,00	17 501,48	9 429,29	26 930,77
60623	Alimentation	15 620,76	0,00	0,00	0,00	15 620,76
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	10 935,33	0,00	10 935,33
60632	Fournitures de petit équipement	690,44	0,00	1 879,64	778,55	3 348,63
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	103 902,52	0,00	103 902,52
6068	Autres matières et fournitures	0,00	778,88	0,00	0,00	778,88
611	Contrats de prestations de services	3 276,00	0,00	11 414,62	21 538,00	36 228,62
6132	Locations immobilières	8 026,34	3 858,84	62 766,99	0,00	74 652,17
6135	Locations mobilières	3 027,24	1 737,60	0,00	2 760,00	7 524,84
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 301,44	0,00	1 301,44
61522	Entretien bâtiments	0,00	0,00	817,89	0,00	817,89
6156	Maintenance	0,00	5 550,10	3 295,72	5 538,67	14 384,49
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	59 687,51	0,00	59 687,51
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	11 991,00	0,00	11 991,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	320,07	330,00	0,00	650,07
6232	Fêtes et cérémonies	130 226,16	0,00	18 696,86	1 570,00	150 493,02
6238	Divers	0,00	0,00	6 552,65	1 342,80	7 895,45
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	300,00	206,00	0,00	506,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	866,40	866,40
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	8 038,40	0,00	8 038,40
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	11 191,02	2 619,02	340,11	0,00	14 150,15
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**124 981,28**	**653 055,44**	**952 014,19**	**0,00**	**1 730 050,91**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	9 402,50	0,00	0,00	9 402,50
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 067,30	6 600,53	8 341,49	0,00	16 009,32
64111	Rémunération principale titulaires	35 405,06	125 439,27	476 911,46	0,00	637 755,79

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 039,24	4 559,37	19 222,73	0,00	25 821,34
64118	Autres indemnités titulaires	25 989,59	28 705,22	121 745,77	0,00	176 440,58
64131	Rémunérations non tit.	17 096,39	251 543,22	49 601,75	0,00	318 241,36
64138	Autres indemnités non tit.	10 926,41	35 598,28	3 318,99	0,00	49 843,68
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 790,17	121 169,18	108 218,69	0,00	246 178,04
6453	Cotisations aux caisses de retraites	13 435,78	47 518,13	154 290,45	0,00	215 244,36
6472	Prestations familiales directes	86,95	0,00	543,94	0,00	630,89
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	2 319,59	0,00	2 319,59
6488	Autres charges	2 144,39	22 519,74	7 499,33	0,00	32 163,46
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**40 906,91**	**0,00**	**40 906,91**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	40 906,91	0,00	40 906,91
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 500,00**	**713 550,00**	**900,00**	**0,00**	**715 950,00**
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	642 000,00	0,00	0,00	642 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 500,00	71 550,00	900,00	0,00	73 950,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**95,12**	**7 759,95**	**0,00**	**7 855,07**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	95,12	7 759,95	0,00	7 855,07
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**56 584,25**	**137 319,17**	**48 815,08**	**28 455,00**	**271 173,50**
Réalisations		**56 584,25**	**137 319,17**	**48 815,08**	**28 455,00**	**271 173,50**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**30 084,25**	**137 319,17**	**18 533,40**	**4 950,00**	**190 886,82**
7062	Redevances services à caractère culturel	30 084,25	137 319,17	13 080,00	4 950,00	185 433,42
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	5 265,00	0,00	5 265,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	188,40	0,00	188,40
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**26 500,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**31 500,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
7478	Participat° Autres organismes	26 500,00	0,00	0,00	0,00	26 500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**25 281,68**	**23 505,00**	**48 786,68**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	25 281,68	23 505,00	48 786,68

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-362 166,07	-1 246 625,50	-1 293 665,36	-24 191,07	-2 926 648,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		710 653,33	950,00	27 400,00	644 941,34	707 838,84	280 332,69	295 215,56	59 093,35
Réalisations		710 653,33	950,00	27 400,00	644 941,34	707 838,84	280 332,69	295 215,56	59 093,35
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	17 244,11	0,00	0,00	0,00	154 924,98	30 775,96	137 012,01	18 186,44
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	2 079,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	816,49	408,27	0,00	559,81
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	9 815,28	4 991,06	0,00	4 650,32
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 507,00	3 693,50	0,00	6 300,98
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	6 788,43	2 881,83	1 265,07	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 879,64	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	103 902,52	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	778,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 852,90	0,00	2 561,72
6132	Locations immobilières	3 858,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 766,99	0,00
6135	Locations mobilières	1 737,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 301,44	0,00
61522	Entretien bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	817,89
6156	Maintenance	5 550,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 295,72
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 687,51	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 991,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	320,07	0,00	0,00	0,00	220,00	110,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	16 896,86	1 800,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	6 552,65	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	300,00	0,00	0,00	0,00	206,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 038,40	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	2 619,02	0,00	0,00	0,00	340,11	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	650 114,10	0,00	0,00	2 941,34	552 913,86	240 896,78	158 203,55	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6218	Autre personnel extérieur	9 402,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 573,66	0,00	0,00	26,87	5 086,73	2 021,94	1 232,82	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	125 439,27	0,00	0,00	0,00	286 532,13	113 325,44	77 053,89	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 559,37	0,00	0,00	0,00	12 254,18	4 657,01	2 311,54	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	28 202,99	0,00	0,00	502,23	54 262,33	29 722,59	37 760,85	0,00
64131	Rémunérations non tit.	250 064,36	0,00	0,00	1 478,86	25 825,80	23 775,95	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	35 397,79	0,00	0,00	200,49	3 031,08	287,91	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	120 611,11	0,00	0,00	558,07	65 524,43	27 784,21	14 910,05	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	47 450,79	0,00	0,00	67,34	92 817,73	36 988,66	24 484,06	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	543,94	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	1 839,68	479,91	0,00	0,00
6488	Autres charges	22 412,26	0,00	0,00	107,48	5 195,83	1 853,16	450,34	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 906,91**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 906,91
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**43 200,00**	**950,00**	**27 400,00**	**642 000,00**	**0,00**	**900,00**	**0,00**	**0,00**
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	642 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	43 200,00	950,00	27 400,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**95,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 759,95**	**0,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	95,12	0,00	0,00	0,00	0,00	7 759,95	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**137 319,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 268,40**	**10 265,00**	**0,00**	**25 281,68**
Réalisations		**137 319,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 268,40**	**10 265,00**	**0,00**	**25 281,68**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**137 319,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 268,40**	**5 265,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	137 319,17	0,00	0,00	0,00	13 080,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 265,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	188,40	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 281,68**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 281,68
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-573 334,16**	**-950,00**	**-27 400,00**	**-644 941,34**	**-694 570,44**	**-270 067,69**	**-295 215,56**	**-33 811,67**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

78

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		**1 189 568,80**	**2 616 990,34**	**3 221 972,10**	**7 028 531,24**
Réalisations		**1 189 568,80**	**2 616 990,34**	**3 221 972,10**	**7 028 531,24**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**376 968,59**	**785 554,78**	**365 791,39**	**1 528 314,76**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	14 966,00	0,00	40 716,04	55 682,04
60611	Eau et assainissement	7 858,98	169 461,47	946,75	178 267,20
60612	Energie - Electricité	200 472,55	6 052,30	6 091,67	212 616,52
60621	Combustibles	84 854,47	340 941,78	6 316,78	432 113,03
60623	Alimentation	59,64	0,00	4 425,96	4 485,60
60624	Produits de traitement	0,00	489,33	0,00	489,33
60628	Autres fournitures non stockées	636,05	487,98	12 285,05	13 409,08
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 794,78	0,00	4 794,78
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	5 367,68	7 814,90	13 182,58
60636	Vêtements de travail	1 973,31	0,00	384,00	2 357,31
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	925,54	925,54
6068	Autres matières et fournitures	3 118,98	0,00	64,76	3 183,74
611	Contrats de prestations de services	38 345,21	27 716,98	245 218,67	311 280,86
6132	Locations immobilières	3 290,60	155 066,38	937,13	159 294,11
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	1 704,00	1 704,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	51 369,88	0,00	51 369,88
61523	Entretien voies et réseaux	0,00	6 952,80	0,00	6 952,80
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 280,23	0,00	1 280,23
6156	Maintenance	19 322,80	12 898,83	3 501,18	35 722,81
617	Etudes et recherches	0,00	2 266,80	0,00	2 266,80
6188	Autres frais divers	0,00	407,56	354,87	762,43
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	220,00	0,00	718,64	938,64
6232	Fêtes et cérémonies	1 850,00	0,00	0,00	1 850,00
6238	Divers	0,00	0,00	2 355,00	2 355,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	28 647,78	28 647,78
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	2 050,89	2 050,89
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	331,78	331,78
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**481 500,21**	**922 518,33**	**2 607 642,71**	**4 011 661,25**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	63 309,09	63 309,09

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 305,53	8 626,16	25 574,39	38 506,08
64111	Rémunération principale titulaires	168 095,60	372 170,57	440 174,73	980 440,90
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	9 221,36	19 992,66	26 313,22	55 527,24
64118	Autres indemnités titulaires	70 045,95	68 470,06	152 477,04	290 993,05
64131	Rémunérations non tit.	75 211,80	154 253,79	978 541,00	1 208 006,59
64138	Autres indemnités non tit.	23 655,06	20 663,45	187 287,14	231 605,65
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	65 816,33	128 417,39	471 292,66	665 526,38
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 851,05	134 950,07	184 365,09	377 166,21
6472	Prestations familiales directes	161,68	297,71	278,31	737,70
6478	Autres charges sociales diverses	839,84	139,98	639,91	1 619,73
6488	Autres charges	6 296,01	14 536,49	77 390,13	98 222,63
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**331 100,00**	**908 917,23**	**248 538,00**	**1 488 555,23**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	123 838,00	123 838,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	331 100,00	908 917,23	124 700,00	1 364 717,23
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**115 988,98**	**515 139,71**	**1 388 682,88**	**2 019 811,57**
Réalisations		**115 988,98**	**515 139,71**	**1 388 682,88**	**2 019 811,57**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**52 576,48**	**515 139,71**	**989 378,38**	**1 557 094,57**
70631	Redevances services à caractère sportif	52 576,48	0,00	0,00	52 576,48
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	9 081,85	9 081,85
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	31 510,27	31 510,27
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	913 234,63	913 234,63
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	515 139,71	35 551,63	550 691,34
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**399 080,88**	**399 080,88**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	399 080,88	399 080,88
75	**Autres produits de gestion courante**	**63 412,50**	**0,00**	**0,00**	**63 412,50**
752	Revenus des immeubles	63 412,50	0,00	0,00	63 412,50

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**223,62**	**223,62**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	223,62	223,62
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 073 579,82**	**-2 101 850,63**	**-1 833 289,22**	**-5 008 719,67**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES		**822 064,89**	**328 182,46**	**1 465 988,59**	**754,40**	**0,00**	**2 589 999,34**	**570 329,49**	**61 643,27**
Réalisations		**822 064,89**	**328 182,46**	**1 465 988,59**	**754,40**	**0,00**	**2 589 999,34**	**570 329,49**	**61 643,27**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**60 846,30**	**166 882,72**	**557 071,36**	**754,40**	**0,00**	**254 563,87**	**49 584,25**	**61 643,27**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 071,79	18 644,25	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	169 461,47	0,00	0,00	0,00	946,75	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	6 052,30	0,00	0,00	0,00	6 091,67	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	340 941,78	0,00	0,00	0,00	6 316,78	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 798,47	1 627,49	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	489,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	487,98	0,00	0,00	0,00	12 114,58	170,47	0,00
60631	Fournitures d'entretien	4 794,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 825,25	542,43	0,00	0,00	0,00	5 909,80	1 905,10	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	925,54	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,76	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	27 716,98	0,00	0,00	180 926,30	2 925,37	61 367,00
6132	Locations immobilières	0,00	154 311,98	0,00	754,40	0,00	0,00	937,13	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 704,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	48 634,88	2 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61523	Entretien voies et réseaux	0,00	6 952,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	680,23	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	12 898,83	0,00	0,00	0,00	3 501,18	0,00
617	Etudes et recherches	1 766,40	500,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	144,76	262,80	0,00	0,00	0,00	0,00	78,60	276,27
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	476,64	242,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 355,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 289,86	1 357,92	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050,89	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331,78	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**761 218,59**	**161 299,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 335 435,47**	**272 207,24**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 309,09	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 027,79	1 598,37	0,00	0,00	0,00	22 926,18	2 648,21	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	322 752,93	49 417,64	0,00	0,00	0,00	391 024,49	49 150,24	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	18 510,13	1 482,53	0,00	0,00	0,00	21 832,97	4 480,25	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	58 276,85	10 193,21	0,00	0,00	0,00	129 149,60	23 327,44	0,00
64131	Rémunérations non tit.	110 235,64	44 018,15	0,00	0,00	0,00	898 631,99	79 909,01	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	14 221,65	6 441,80	0,00	0,00	0,00	150 798,45	36 488,69	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	102 080,51	26 336,88	0,00	0,00	0,00	423 227,49	48 065,17	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	117 321,62	17 628,45	0,00	0,00	0,00	164 132,95	20 232,14	0,00
6472	Prestations familiales directes	297,71	0,00	0,00	0,00	0,00	278,31	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	139,98	0,00	0,00	0,00	159,96	479,95	0,00
6488	Autres charges	10 493,76	4 042,73	0,00	0,00	0,00	69 963,99	7 426,14	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**908 917,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 538,00**	**0,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 838,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	908 917,23	0,00	0,00	0,00	124 700,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**515 139,71**	**0,00**	**0,00**	**1 275 606,29**	**81 566,32**	**31 510,27**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**515 139,71**	**0,00**	**0,00**	**1 275 606,29**	**81 566,32**	**31 510,27**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**515 139,71**	**0,00**	**0,00**	**913 234,63**	**44 633,48**	**31 510,27**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 081,85	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 510,27
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	913 234,63	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	515 139,71	0,00	0,00	0,00	35 551,63	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 371,66**	**36 709,22**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 371,66**	**36 709,22**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223,62**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223,62	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-822 064,89**	**-328 182,46**	**-950 848,88**	**-754,40**	**0,00**	**-1 314 393,05**	**-488 763,17**	**-30 133,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		**16 000,00**	**909 643,55**	**925 643,55**
Réalisations		**16 000,00**	**909 643,55**	**925 643,55**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**55 045,55**	**55 045,55**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	3 633,00	3 633,00
60611	Eau et assainissement	0,00	871,72	871,72
60612	Energie - Electricité	0,00	554,30	554,30
60623	Alimentation	0,00	157,47	157,47
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 887,86	4 887,86
6238	Divers	0,00	88,12	88,12
6247	Transports collectifs	0,00	44 853,08	44 853,08
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**16 000,00**	**854 598,00**	**870 598,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	800 000,00	800 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	16 000,00	54 598,00	70 598,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**65 570,91**	**65 570,91**
Réalisations		**0,00**	**65 570,91**	**65 570,91**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**65 570,91**	**65 570,91**
74718	Autres participations Etat	0,00	65 570,91	65 570,91
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-16 000,00**	**-844 072,64**	**-860 072,64**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**811 748,00**	**55 881,67**	**0,00**	**42 013,88**	**0,00**
Réalisations		**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**811 748,00**	**55 881,67**	**0,00**	**42 013,88**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 731,67**	**0,00**	**6 313,88**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 633,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	871,72	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	554,30	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	157,47	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 887,86	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	88,12	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	44 853,08	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**811 748,00**	**7 150,00**	**0,00**	**35 700,00**	**0,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	16 000,00	0,00	0,00	11 748,00	7 150,00	0,00	35 700,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 570,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 570,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 570,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	65 570,91	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-811 748,00**	**9 689,24**	**0,00**	**-42 013,88**	**0,00**

98

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		**2 310,00**	**361 525,45**	**0,00**	**0,00**	**3 017 834,14**	**3 381 669,59**
Réalisations		**2 310,00**	**361 525,45**	**0,00**	**0,00**	**3 017 834,14**	**3 381 669,59**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**110,00**	**72 157,45**	**0,00**	**0,00**	**197 414,61**	**269 682,06**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	14 072,85	14 072,85
60612	Energie - Electricité	0,00	836,18	0,00	0,00	36 252,61	37 088,79
60621	Combustibles	0,00	1 587,09	0,00	0,00	19 351,58	20 938,67
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	56 296,97	56 296,97
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	9 701,16	0,00	0,00	4 122,09	13 823,25
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	5 378,15	5 378,15
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	4 440,93	4 440,93
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	848,23	848,23
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	830,85	830,85
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	1 586,67	1 586,67
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	9 791,34	9 791,34
6132	Locations immobilières	0,00	11 155,38	0,00	0,00	18 933,54	30 088,92
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	2 869,58	0,00	0,00	2 132,93	5 002,51
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	707,18	707,18
6156	Maintenance	0,00	149,13	0,00	0,00	6 792,13	6 941,26
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	0,00	0,00	0,00	267,90	377,90
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	42 957,92	0,00	0,00	2 741,78	45 699,70
6247	Transports collectifs	0,00	2 901,01	0,00	0,00	0,00	2 901,01
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	931,68	931,68
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	935,20	935,20
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**74 368,00**	**0,00**	**0,00**	**1 981 456,51**	**2 055 824,51**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	688,89	0,00	0,00	18 947,39	19 636,28
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	43 052,35	0,00	0,00	584 420,78	627 473,13
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	2 167,93	0,00	0,00	34 749,71	36 917,64
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	6 460,81	0,00	0,00	131 795,94	138 256,75
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	555 260,33	555 260,33
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	81 644,15	81 644,15

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	10 728,97	10 728,97
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	65,48	65,48
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	8 330,53	0,00	0,00	310 740,80	319 071,33
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	13 667,49	0,00	0,00	209 331,43	222 998,92
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	959,82	959,82
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	759,64	759,64
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	42 052,07	42 052,07
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 200,00**	**215 000,00**	**0,00**	**0,00**	**838 963,02**	**1 056 163,02**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 200,00	215 000,00	0,00	0,00	838 963,02	1 056 163,02
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**82 188,00**	**0,00**	**0,00**	**2 314 648,32**	**2 396 836,32**
	Réalisations	**0,00**	**82 188,00**	**0,00**	**0,00**	**2 314 648,32**	**2 396 836,32**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 333,13**	**11 333,13**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	11 333,13	11 333,13
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**82 188,00**	**0,00**	**0,00**	**463 310,78**	**545 498,78**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	7 820,00	0,00	0,00	463 310,78	471 130,78
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	74 368,00	0,00	0,00	0,00	74 368,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 666 941,03**	**1 666 941,03**
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	48 028,95	48 028,95
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 618 912,08	1 618 912,08
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 063,38**	**173 063,38**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	127 143,01	127 143,01
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	45 920,37	45 920,37
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
SOLDE (3)		-2 310,00	-279 337,45	0,00	0,00	-703 185,82	-984 833,27

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		**93 548,15**	**0,00**	**14 996,70**	**0,00**	**108 544,85**
Réalisations		**93 548,15**	**0,00**	**14 996,70**	**0,00**	**108 544,85**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**210,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**210,98**
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	210,98	0,00	0,00	0,00	210,98
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**93 337,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 337,17**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	14 473,45	0,00	0,00	0,00	14 473,45
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	690,55	0,00	0,00	0,00	690,55
64111	Rémunération principale titulaires	41 649,25	0,00	0,00	0,00	41 649,25
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 563,81	0,00	0,00	0,00	2 563,81
64118	Autres indemnités titulaires	8 637,96	0,00	0,00	0,00	8 637,96
64131	Rémunérations non tit.	3 104,46	0,00	0,00	0,00	3 104,46
64138	Autres indemnités non tit.	74,58	0,00	0,00	0,00	74,58
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 388,61	0,00	0,00	0,00	8 388,61
6453	Cotisations aux caisses de retraites	13 617,79	0,00	0,00	0,00	13 617,79
6472	Prestations familiales directes	119,88	0,00	0,00	0,00	119,88
6488	Autres charges	16,83	0,00	0,00	0,00	16,83
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**14 996,70**	**0,00**	**14 996,70**
661138	Remb. Int. emprunt transf. Autres tiers	0,00	0,00	14 996,70	0,00	14 996,70
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-93 548,15	0,00	-14 996,70	0,00	-108 544,85

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		**713 488,53**	**4 285 952,78**	**19 114,72**	**5 018 556,03**
Réalisations		**713 488,53**	**4 285 952,78**	**19 114,72**	**5 018 556,03**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**713 488,53**	**1 064 462,22**	**19 114,72**	**1 797 065,47**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	2 128,32	19 114,72	21 243,04
60611	Eau et assainissement	0,00	34 687,03	0,00	34 687,03
60612	Energie - Electricité	234 188,53	9 093,82	0,00	243 282,35
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	33 275,57	0,00	33 275,57
60631	Fournitures d'entretien	0,00	3 030,36	0,00	3 030,36
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	5 967,88	0,00	5 967,88
60633	Fournitures de voirie	0,00	98 525,59	0,00	98 525,59
6068	Autres matières et fournitures	0,00	70 561,59	0,00	70 561,59
611	Contrats de prestations de services	479 300,00	702 554,32	0,00	1 181 854,32
6132	Locations immobilières	0,00	45 196,69	0,00	45 196,69
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	12 320,57	0,00	12 320,57
61523	Entretien voies et réseaux	0,00	28 581,36	0,00	28 581,36
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	2 782,87	0,00	2 782,87
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	110,33	0,00	110,33
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	5 200,00	0,00	5 200,00
6231	Annonces et insertions	0,00	695,92	0,00	695,92
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	9 750,00	0,00	9 750,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**2 742 660,56**	**0,00**	**2 742 660,56**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	24 467,40	0,00	24 467,40
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	1 128 444,61	0,00	1 128 444,61
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	53 993,90	0,00	53 993,90
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	325 325,85	0,00	325 325,85
64131	Rémunérations non tit.	0,00	304 736,47	0,00	304 736,47
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	92 999,59	0,00	92 999,59
64162	Emplois d'avenir	0,00	41 421,46	0,00	41 421,46
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	348,01	0,00	348,01
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	348 160,37	0,00	348 160,37
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	384 342,69	0,00	384 342,69
6472	Prestations familiales directes	0,00	1 896,29	0,00	1 896,29

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	2 920,27	0,00	2 920,27
6488	Autres charges	0,00	33 603,65	0,00	33 603,65
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**430 000,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	114 000,00	0,00	114 000,00
676	Différences sur réalisations (positives)	0,00	316 000,00	0,00	316 000,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**48 830,00**	**0,00**	**48 830,00**
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	48 830,00	0,00	48 830,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**740 576,07**	**0,00**	**740 576,07**
Réalisations		**0,00**	**740 576,07**	**0,00**	**740 576,07**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**62 413,49**	**0,00**	**62 413,49**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	62 413,49	0,00	62 413,49
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**60 121,05**	**0,00**	**60 121,05**
70688	Autres prestations de services	0,00	121,05	0,00	121,05
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**188 041,53**	**0,00**	**188 041,53**
7338	Autres taxes	0,00	188 041,53	0,00	188 041,53
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**430 000,00**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	430 000,00	0,00	430 000,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-713 488,53**	**-3 545 376,71**	**-19 114,72**	**-4 277 979,96**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**713 488,53**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**713 488,53**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**713 488,53**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	234 188,53	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	479 300,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61523	Entretien voies et réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
676	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-713 488,53**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**454 649,01**	**53 149,26**	**2 051 115,21**	**1 248 209,30**	**478 830,00**	**19 114,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**454 649,01**	**53 149,26**	**2 051 115,21**	**1 248 209,30**	**478 830,00**	**19 114,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**17 002,57**	**53 149,26**	**316 511,19**	**677 799,20**	**0,00**	**19 114,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	2 128,32	0,00	0,00	0,00	0,00	19 114,72	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	15 674,92	19 012,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	9 093,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	30 403,79	2 871,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	3 030,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	2 908,74	3 059,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	98 525,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	70 561,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	122 398,32	580 156,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	4 368,00	40 828,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	12 320,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61523	Entretien voies et réseaux	0,00	0,00	28 581,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	644,29	2 138,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	695,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 500,00	0,00	5 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**437 646,44**	**0,00**	**1 734 604,02**	**570 410,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 057,07	0,00	15 204,22	5 206,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	119 750,39	0,00	727 641,72	281 052,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 663,31	0,00	38 057,11	9 273,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	52 929,60	0,00	208 987,34	63 408,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	92 169,33	0,00	178 733,74	33 833,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	41 413,20	0,00	40 368,45	11 217,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	41 421,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	348,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	65 704,81	0,00	213 230,03	69 225,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	45 288,93	0,00	245 394,47	93 659,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	1 896,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	479,96	0,00	2 199,29	241,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	9 189,84	0,00	21 121,89	3 291,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
676	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	316 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 830,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	48 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**121,05**	**0,00**	**220 867,34**	**89 587,68**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**121,05**	**0,00**	**220 867,34**	**89 587,68**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**32 825,81**	**29 587,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	32 825,81	29 587,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**121,05**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	**121,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**188 041,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7338	Autres taxes	0,00	0,00	188 041,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-454 527,96**	**-53 149,26**	**-1 830 247,87**	**-1 158 621,62**	**-48 830,00**	**-19 114,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

98

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	Produits des services, du domaine, vente								
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**2 180 958,26**	**2 624 762,83**	**0,00**	**0,00**	**4 805 721,09**
Réalisations		**2 180 958,26**	**2 563 270,39**	**0,00**	**0,00**	**4 744 228,65**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**379 189,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**379 189,72**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**103 839,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 839,76**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	4 811,54	0,00	0,00	0,00	4 811,54
2138	Autres constructions	99 028,22	0,00	0,00	0,00	99 028,22
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 639 628,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 639 628,78**
1641	Emprunts en euros	1 639 384,86	0,00	0,00	0,00	1 639 384,86
165	Dépôts et cautionnements reçus	243,92	0,00	0,00	0,00	243,92
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**30 399,11**	**0,00**	**0,00**	**30 399,11**
2031	Frais d'études	0,00	4 001,81	0,00	0,00	4 001,81
2051	Concessions, droits similaires	0,00	26 397,30	0,00	0,00	26 397,30
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**270 081,61**	**0,00**	**0,00**	**270 081,61**
2182	Matériel de transport	0,00	25 647,15	0,00	0,00	25 647,15
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	97 214,54	0,00	0,00	97 214,54
2184	Mobilier	0,00	38 841,83	0,00	0,00	38 841,83
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	108 378,09	0,00	0,00	108 378,09
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**2 262 789,67**	**0,00**	**0,00**	**2 262 789,67**
2313	Constructions	0,00	2 203 703,09	0,00	0,00	2 203 703,09
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	59 086,58	0,00	0,00	59 086,58

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
26	**Participat° et créances rattachées**	**58 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 300,00**
261	Titres de participation	58 300,00	0,00	0,00	0,00	58 300,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**61 492,44**	**0,00**	**0,00**	**61 492,44**
RECETTES (2)		**6 166 902,37**	**2 631,20**	**0,00**	**0,00**	**6 169 533,57**
Réalisations		**6 166 902,37**	**2 631,20**	**0,00**	**0,00**	**6 169 533,57**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 272 210,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 272 210,03**
15172	Provisions pour garanties d'emprunt	38 112,25	0,00	0,00	0,00	38 112,25
2182	Matériel de transport	16 821,94	0,00	0,00	0,00	16 821,94
2802	Frais liés à la réalisation des document	21 447,15	0,00	0,00	0,00	21 447,15
28031	Frais d'études	49 599,64	0,00	0,00	0,00	49 599,64
280422	Privé : Bâtiments, installations	30 005,07	0,00	0,00	0,00	30 005,07
28051	Concessions et droits similaires	65 896,12	0,00	0,00	0,00	65 896,12
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	79 666,32	0,00	0,00	0,00	79 666,32
28135	Installations générales, agencements, ..	2 187,95	0,00	0,00	0,00	2 187,95
28182	Matériel de transport	131 992,59	0,00	0,00	0,00	131 992,59
28183	Matériel de bureau et informatique	127 269,54	0,00	0,00	0,00	127 269,54
28184	Mobilier	107 957,81	0,00	0,00	0,00	107 957,81
28188	Autres immo. corporelles	562 272,81	0,00	0,00	0,00	562 272,81
4817	Pénalités de renégociation de la dette	8 980,84	0,00	0,00	0,00	8 980,84
4962	Prov. dépréc. comptes débiteurs divers	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 154 296,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 154 296,53**
10222	FCTVA	998 513,00	0,00	0,00	0,00	998 513,00
10223	TLE	11 319,00	0,00	0,00	0,00	11 319,00
10224	Versements pour dépassement PLD	13 900,00	0,00	0,00	0,00	13 900,00
10226	Taxe d'aménagement	60 603,39	0,00	0,00	0,00	60 603,39
10228	Autres fonds	63 238,00	0,00	0,00	0,00	63 238,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 006 723,14	0,00	0,00	0,00	2 006 723,14
13	**Subventions d'investissement**	**233 707,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**233 707,00**
1342	Amendes de police non transférable	233 707,00	0,00	0,00	0,00	233 707,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 505 964,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 505 964,81**
1641	Emprunts en euros	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 964,81	0,00	0,00	0,00	5 964,81
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**2 631,20**	**0,00**	**0,00**	**2 631,20**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	2 631,20	0,00	0,00	2 631,20
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**724,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**724,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	724,00	0,00	0,00	0,00	724,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**3 985 944,11**	**-2 622 131,63**	**0,00**	**0,00**	**1 363 812,48**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**2 624 342,83**	**0,00**	**0,00**	**420,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**2 562 850,39**	**0,00**	**0,00**	**420,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**30 399,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 001,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	26 397,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**269 661,61**	**0,00**	**0,00**	**420,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2182	Matériel de transport	25 647,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	97 214,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	38 841,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	107 958,09	0,00	0,00	420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 262 789,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 203 703,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	59 086,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Restes à réaliser au 31/12		**61 492,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**2 631,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**2 631,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15172	Provisions pour garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4962	Prov. dépréc. comptes débiteurs divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10224	Versements pour dépassement PLD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 631,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	2 631,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
SOLDE (2)		-2 621 711,63	0,00	0,00	-420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		**147 133,78**	**3 603,46**	**150 737,24**
Réalisations		**143 868,70**	**3 603,46**	**147 472,16**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**22 729,33**	**3 603,46**	**26 332,79**
2183	Matériel de bureau et informatique	13 411,20	0,00	13 411,20
2188	Autres immobilisations corporelles	9 318,13	3 603,46	12 921,59
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**121 139,37**	**0,00**	**121 139,37**
2313	Constructions	119 501,37	0,00	119 501,37
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 638,00	0,00	1 638,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**3 265,08**	**0,00**	**3 265,08**
RECETTES (2)		**19 318,80**	**0,00**	**19 318,80**
Réalisations		**19 318,80**	**0,00**	**19 318,80**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	19 318,80	0,00	19 318,80
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	15 568,80	0,00	15 568,80
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	3 750,00	0,00	3 750,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-127 814,98	-3 603,46	-131 418,44

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	147 133,78	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	143 868,70	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**22 729,33**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	13 411,20	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	9 318,13	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**121 139,37**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	119 501,37	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	1 638,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**3 265,08**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**19 318,80**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**19 318,80**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**19 318,80**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	15 568,80	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	3 750,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-127 814,98	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**528 568,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**528 568,53**
Réalisations		**0,00**	**509 905,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**509 905,66**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**39 274,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 274,56**
2184	Mobilier	0,00	25 947,52	0,00	0,00	0,00	0,00	25 947,52
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	13 327,04	0,00	0,00	0,00	0,00	13 327,04
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**470 631,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 631,10**
2313	Constructions	0,00	399 603,02	0,00	0,00	0,00	0,00	399 603,02
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	71 028,08	0,00	0,00	0,00	0,00	71 028,08
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	18 662,87	0,00	0,00	0,00	0,00	18 662,87
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-528 568,53	0,00	0,00	0,00	0,00	-528 568,53

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		270 859,93	257 708,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		259 128,15	250 777,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**25 083,59**	**14 190,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	18 184,07	7 763,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	6 899,52	6 427,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**234 044,56**	**236 586,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	219 868,01	179 735,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	14 176,55	56 851,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**11 731,78**	**6 931,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-270 859,93	-257 708,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**4 488,00**	**9 290,36**	**344 623,23**	**1 000,00**	**359 401,59**
Réalisations		**4 488,00**	**9 290,36**	**313 165,30**	**1 000,00**	**327 943,66**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 488,00**	**9 290,36**	**33 980,32**	**1 000,00**	**48 758,68**
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	11 504,00	1 000,00	12 504,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	18 811,99	0,00	18 811,99
2188	Autres immobilisations corporelles	4 488,00	9 290,36	3 664,33	0,00	17 442,69
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**279 184,98**	**0,00**	**279 184,98**
2313	Constructions	0,00	0,00	252 227,48	0,00	252 227,48
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	26 957,50	0,00	26 957,50
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**31 457,93**	**0,00**	**31 457,93**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**40 906,91**	**0,00**	**40 906,91**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**40 906,91**	**0,00**	**40 906,91**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**40 906,91**	**0,00**	**40 906,91**
28041642	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	35 256,01	0,00	35 256,01
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	5 650,90	0,00	5 650,90
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-4 488,00**	**-9 290,36**	**-303 716,32**	**-1 000,00**	**-318 494,68**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		**9 290,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 638,10**	**45 813,14**	**0,00**	**263 171,99**
Réalisations		**9 290,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 199,51**	**35 865,69**	**0,00**	**242 100,10**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 290,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 009,79**	**13 970,53**	**0,00**	**0,00**
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 504,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	18 811,99	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	9 290,36	0,00	0,00	0,00	1 197,80	2 466,53	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 189,72**	**21 895,16**	**0,00**	**242 100,10**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 786,80	19 841,37	0,00	227 599,31
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	10 402,92	2 053,79	0,00	14 500,79
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**438,59**	**9 947,45**	**0,00**	**21 071,89**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 906,91**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 906,91**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 906,91**
28041642	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 256,01
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 650,90
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 290,36	0,00	0,00	0,00	-35 638,10	-45 813,14	0,00	-222 265,08

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**36 650,26**	**480 763,82**	**8 069,33**	**525 483,41**
Réalisations		**36 650,26**	**418 445,94**	**5 363,98**	**460 460,18**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**19 863,34**	**0,00**	**19 863,34**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	19 863,34	0,00	19 863,34
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**36 650,26**	**25 689,58**	**3 744,00**	**66 083,84**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	1 760,00	0,00	1 760,00
2184	Mobilier	896,80	720,00	0,00	1 616,80
2188	Autres immobilisations corporelles	35 753,46	23 209,58	3 744,00	62 707,04
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**372 893,02**	**1 619,98**	**374 513,00**
2313	Constructions	0,00	131 764,88	0,00	131 764,88
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	241 128,14	1 619,98	242 748,12
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**62 317,88**	**2 705,35**	**65 023,23**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
RECETTES (2)		**0,00**	**111 127,43**	**0,00**	**111 127,43**
Réalisations		**0,00**	**111 127,43**	**0,00**	**111 127,43**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**19 863,34**	**0,00**	**19 863,34**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	19 863,34	0,00	19 863,34
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**91 264,09**	**0,00**	**91 264,09**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	71 264,09	0,00	71 264,09
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-36 650,26**	**-369 636,39**	**-8 069,33**	**-414 355,98**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		**73 256,87**	**30 213,09**	**377 293,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 069,33**	**0,00**
Réalisations		**73 256,87**	**30 213,09**	**314 975,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 363,98**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**19 863,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	19 863,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 955,80**	**20 733,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 744,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	1 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 235,80	18 973,78	0,00	0,00	0,00	0,00	3 744,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**68 301,07**	**9 479,31**	**295 112,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 619,98**	**0,00**
2313	Constructions	52 973,69	7 299,63	71 491,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	15 327,38	2 179,68	223 621,08	0,00	0,00	0,00	1 619,98	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**62 317,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 705,35**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**91 264,09**	**19 863,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**91 264,09**	**19 863,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**19 863,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	19 863,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**91 264,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	71 264,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-73 256,87**	**61 051,00**	**-357 430,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-8 069,33**	**0,00**

123

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**31 477,35**	**31 477,35**
Réalisations		**0,00**	**31 477,35**	**31 477,35**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**31 477,35**	**31 477,35**
2313	Constructions	0,00	31 477,35	31 477,35
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-31 477,35	-31 477,35

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 477,35	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 477,35	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 477,35**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 477,35	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-31 477,35**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**3 436,52**	**0,00**	**0,00**	**2 948 214,67**	**2 951 651,19**
Réalisations		**0,00**	**3 436,52**	**0,00**	**0,00**	**2 930 439,23**	**2 933 875,75**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 359,33**	**107 359,33**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	33 407,42	33 407,42
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	73 951,91	73 951,91
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**3 436,52**	**0,00**	**0,00**	**2 823 079,90**	**2 826 516,42**
2313	Constructions	0,00	3 436,52	0,00	0,00	2 805 610,18	2 809 046,70
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	17 469,72	17 469,72
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 775,44**	**17 775,44**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 294 000,00**	**1 294 000,00**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**366 680,00**	**366 680,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**366 680,00**	**366 680,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	276 680,00	276 680,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**927 320,00**	**927 320,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-3 436,52**	**0,00**	**0,00**	**-1 654 214,67**	**-1 657 651,19**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

131

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**415 901,57**	**4 754 645,29**	**35 167,46**	**5 205 714,32**
Réalisations		**320 536,69**	**3 518 507,83**	**0,00**	**3 839 044,52**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**48 067,71**	**0,00**	**48 067,71**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	21 161,79	0,00	21 161,79
2031	Frais d'études	0,00	26 905,92	0,00	26 905,92
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**16 921,10**	**1 004 306,31**	**0,00**	**1 021 227,41**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	32 000,14	0,00	32 000,14
2138	Autres constructions	0,00	870 801,74	0,00	870 801,74
2188	Autres immobilisations corporelles	16 921,10	101 504,43	0,00	118 425,53
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**303 615,59**	**2 466 133,81**	**0,00**	**2 769 749,40**
2313	Constructions	0,00	2 094 879,17	0,00	2 094 879,17
2315	Installat°, matériel et outillage techni	303 615,59	114 067,16	0,00	417 682,75
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	257 187,48	0,00	257 187,48
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
Restes à réaliser au 31/12		95 364,88	1 236 137,46	35 167,46	1 366 669,80
RECETTES (2)		93 248,00	634 240,40	0,00	727 488,40
Réalisations		93 248,00	634 240,40	0,00	727 488,40
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	430 000,00	0,00	430 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	316 000,00	0,00	316 000,00
2138	Autres constructions	0,00	114 000,00	0,00	114 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	93 248,00	204 240,40	0,00	297 488,40
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	93 248,00	204 240,40	0,00	297 488,40
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-322 653,57	-4 120 404,89	-35 167,46	-4 478 225,92

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	25 539,79	0,00	0,00	390 361,78	0,00	0,00
Réalisations		0,00	15 895,31	0,00	0,00	304 641,38	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 921,10**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	16 921,10	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**15 895,31**	**0,00**	**0,00**	**287 720,28**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	15 895,31	0,00	0,00	287 720,28	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**9 644,48**	**0,00**	**0,00**	**85 720,40**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 248,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 248,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 248,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	93 248,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-25 539,79**	**0,00**	**0,00**	**-297 113,78**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**21 161,79**	**208 172,18**	**2 305 430,75**	**390 527,61**	**1 829 352,96**	**0,00**	**0,00**	**35 167,46**	**0,00**
Réalisations		**21 161,79**	**198 141,24**	**2 049 232,81**	**326 357,97**	**923 614,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**21 161,79**	**0,00**	**7 165,92**	**19 740,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	21 161,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	7 165,92	19 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**84 074,08**	**0,00**	**49 430,49**	**870 801,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	32 000,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	870 801,74	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	84 074,08	0,00	17 430,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**114 067,16**	**2 042 066,89**	**257 187,48**	**52 812,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	2 042 066,89	0,00	52 812,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	114 067,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	257 187,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**10 030,94**	**256 197,94**	**64 169,64**	**905 738,94**	**0,00**	**0,00**	**35 167,46**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**204 240,40**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**204 240,40**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	316 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**204 240,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	204 240,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-21 161,79**	**-208 172,18**	**-2 101 190,35**	**-390 527,61**	**-1 399 352,96**	**0,00**	**0,00**	**-35 167,46**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

140

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**33 190 742,85**									
1641 Emprunts en euros (total)					33 190 742,85									
246/MIN173005EUR	DEXIA - CREDIT LOCAL	16/12/1997	09/12/1998	01/04/1999	3 048 980,34	F		3,680	3,845	EUR	T	C	O	A-1
248/mis157038/5015525201	DEXIA - CREDIT LOCAL	23/07/2001	26/07/2001	01/08/2002	762 245,09	V	EURIBOR12M	5,060	4,337	EUR	A	P	O	A-1
249/MIN192121/0193134	DEXIA - CREDIT LOCAL	20/12/2001	27/12/2001	01/04/2002	3 048 980,34	V	EURIBOR03M	3,870	4,011	EUR	T	P	O	A-1
254/400325 01	CREDIT MUTUEL	20/11/2002	24/02/2003	31/01/2004	1 600 000,00	F		4,740	4,738	EUR	A	P	O	A-1
255/MON211603EUR	DEXIA - CREDIT LOCAL	20/06/2003	04/07/2003	01/08/2004	2 500 000,00	F		4,120	4,119	EUR	A	P	O	A-1
256/14866/003/MNT	SOCIETE GENERALE CRETEIL	28/07/2003	30/07/2003	30/07/2004	2 400 000,00	F		3,810	3,810	EUR	A	P	O	A-1
257/MON217390/22329	DEXIA - CREDIT LOCAL	26/12/2003	31/12/2003	01/05/2004	500 000,00	F		4,430	4,435	EUR	A	P	O	A-1
260/MON225285/0232587	DEXIA - CREDIT LOCAL	01/12/2004	07/01/2005	01/05/2005	1 500 000,00	F		3,900	4,024	EUR	T	X	O	A-1
261/MIN245511EUR257395	DEXIA - CREDIT LOCAL	28/02/2007	31/12/2008	01/04/2009	3 000 000,00	F		4,030	4,152	EUR	T	C	O	A-1
262/MPH261183EUR/0277552	DEXIA - CREDIT LOCAL	24/07/2008	01/08/2008	01/08/2009	4 410 246,59	F		4,350	4,412	EUR	A	P	O	E-1
90/SG18377 001	SOCIETE GENERALE FONTENAY	11/01/2011	31/01/2011	31/01/2012	3 500 000,00	F		4,131	4,131	EUR	A	P	O	A-1
91/MON271573EUR	DEXIA - CREDIT LOCAL	26/07/2010	01/08/2010	01/05/2011	2 420 290,49	F		3,330	3,381	EUR	A	P	O	A-1
92/1209533	CAISSE DEPOTS & CONSIGNATIONS	19/12/2011	21/12/2011	01/01/2013	750 000,00	F		4,510	4,512	EUR	A	P	O	A-1
93/MON276802EUR	DEXIA - CREDIT LOCAL	02/12/2011	23/12/2011	01/01/2013	1 250 000,00	F		4,510	4,523	EUR	A	P	O	A-1
94/1235812	CAISSE DEPOTS & CONSIGNATIONS	22/11/2012	27/12/2012	01/12/2013	1 000 000,00	F		3,950	3,955	EUR	A	P	O	A-1
95/CE9338414	CAISSE D EPARGNE	30/12/2013	02/01/2014	05/06/2014	1 500 000,00	F		2,690	2,741	EUR	T	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**33 190 742,85**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**20 080 902,26**					**1 639 384,86**	**852 970,77**	**0,00**	**419 491,70**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		20 080 902,26					1 639 384,86	852 970,77	0,00	419 491,70
246/MIN173005EUR	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,660	50 816,30	464,97	0,00	0,00
248/mis157038/5015525201	N	0,00	A-1	136 986,44	1,58	F		2,320	63 585,61	4 653,27	0,00	1 315,38
249/MIN192121/0193134	N	0,00	A-1	1 382 991,21	7,00	F		3,980	162 218,96	59 097,67	0,00	13 607,86
254/400325 01	N	0,00	A-1	540 295,45	3,08	F		4,740	120 145,61	31 304,91	0,00	23 475,83
255/MON211603EUR	N	0,00	A-1	1 374 807,05	8,58	F		4,120	124 157,04	61 757,32	0,00	23 443,52
256/14866/003/MNT	N	0,00	A-1	776 644,85	3,58	F		3,810	176 679,04	36 321,64	0,00	12 329,24
257/MON217390/22329	N	0,00	A-1	160 239,81	3,09	F		4,430	35 903,54	8 689,15	0,00	6 487,35
260/MON225285/0232587	N	0,00	A-1	525 000,00	5,08	F		3,900	100 000,00	23 226,67	0,00	3 430,19
261/MIN245511EUR257395	N	0,00	A-1	2 425 000,00	23,99	F		4,030	100 000,00	101 637,16	0,00	24 697,31
262/MPH261183EUR/0277552	N	0,00	E-1	3 823 353,89	19,57	F		4,350	110 122,02	173 482,68	0,00	69 792,36
90/SG18377 001	N	0,00	A-1	2 958 944,42	11,08	F		4,131	187 699,13	129 978,41	0,00	112 039,69
91/MON271573EUR	N	0,00	A-1	1 888 020,97	9,33	F		3,330	142 958,38	68 570,94	0,00	42 319,14
92/1209533	N	0,00	A-1	676 257,01	11,99	F		4,510	37 684,61	32 198,77	0,00	30 414,47
93/MON276802EUR	N	0,00	A-1	1 127 095,03	11,99	F		4,510	62 807,68	53 664,61	0,00	50 690,79
94/1235812	N	0,00	A-1	897 766,13	12,91	F		3,950	52 106,94	37 519,99	0,00	2 856,64
95/CE9338414	N	0,00	A-1	1 387 500,00	9,17	F		2,690	112 500,00	30 402,61	0,00	2 591,93
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**20 080 902,26**					**1 639 384,86**	**852 970,77**	**0,00**	**419 491,70**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
262/MPH261183EUR/0277552	DEXIA - CREDIT LOCAL	4 410 246,59	3 823 353,89	1	26,00		4,35	4,35	0,00		4,350	173 482,68	0,00	19,04
TOTAL (E)		**4 410 246,59**	**3 823 353,89**						**0,00**			**173 482,68**	**0,00**	**19,04**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**4 410 246,59**	**3 823 353,89**						**0,00**			**173 482,68**	**0,00**	**19,04**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	15	0	0	0	0	
	% de l'encours	80,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	16 257 548,37	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	19,04	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 823 353,89	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

149

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €			16/06/2014
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Logiciels	2	28/02/1996
L	Voitures	6	28/02/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	28/02/1996
L	Mobilier	15	28/02/1996
L	Matériel de bureau électrique et électronique	5	28/02/1996
L	Matériel informatique	3	28/02/1996
L	Matériels classiques	10	28/02/1996
L	coffre-fort	30	28/02/1996
L	Installations et appareils de chauffage	15	28/02/1996
L	Appareils de levage - ascenseurs	30	28/02/1996
L	Appareils de laboratoire	10	28/02/1996
L	Equipements de garage et ateliers	15	28/02/1996
L	Equipements de cuisine	15	28/02/1996
L	Equipements sportifs	10	28/02/1996
L	Installations de voirie	25	28/02/1996
L	Plantations	20	28/02/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	25	28/02/1996
L	Bâtiments légers, abris	12	28/02/1996
L	Agencements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15	28/02/1996

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**38 112,25**		**3 483 795,27**	**3 521 907,52**	**0,00**	**3 521 907,52**
Emprunts garantis	38 112,25	01/01/1998	306 810,52	344 922,77	0,00	344 922,77
Contentieux parking St Germain	0,00	01/01/1999	3 103 419,75	3 103 419,75	0,00	3 103 419,75
Contentieux Bowling	0,00	01/01/2004	34 965,00	34 965,00	0,00	34 965,00
Contentieux INGEREM	0,00	01/01/2006	38 600,00	38 600,00	0,00	38 600,00
Provisions pour dépréciation (2)	**30 000,00**		**832 725,00**	**862 725,00**	**0,00**	**862 725,00**
Contentieux NOGENTEL	0,00	01/01/2008	712 725,00	712 725,00	0,00	712 725,00
Débiteurs divers	30 000,00	01/01/2009	120 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**68 112,25**		**4 316 520,27**	**4 384 632,52**	**0,00**	**4 384 632,52**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 641 231,00**	**I 1 639 384,86**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 640 000,00**	**1 639 384,86**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 640 000,00	1 639 384,86
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 231,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	1 231,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 639 384,86**	**1 564 346,79**	**379 189,72**	**3 582 921,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**18 634 042,00**	**III** **2 383 989,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 477 747,00**	**1 087 694,00**
10222	FCTVA	1 038 115,00	998 513,00
10223	TLE	0,00	11 319,00
10224	Versements pour dépassement PLD	366 132,00	13 900,00
10225	Participation pour dépassement de COS	0,00	0,00
10228	Autres fonds	60 000,00	63 238,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	13 500,00	724,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**17 156 295,00**	**1 296 295,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15172	*Provisions pour garanties d'emprunt*	*38 112,25*	*38 112,25*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*21 447,15*	*21 447,15*
28031	*Frais d'études*	*49 599,64*	*49 599,64*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*35 256,01*	*35 256,01*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*30 005,07*	*30 005,07*
28051	*Concessions et droits similaires*	*65 896,12*	*65 896,12*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*79 666,32*	*79 666,32*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 187,95*	*2 187,95*
28182	*Matériel de transport*	*131 992,59*	*131 992,59*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*127 269,54*	*127 269,54*
28184	*Mobilier*	*107 957,81*	*107 957,81*
28188	*Autres immo. corporelles*	*567 923,71*	*567 923,71*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*8 980,84*	*8 980,84*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
4962	*Prov. dépréc. comptes débiteurs divers*	*30 000,00*	*30 000,00*
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 460 000,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*5 400 000,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**2 383 989,00**	**927 320,00**	**0,00**	**2 006 723,14**	**5 318 032,14**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**3 582 921,37**
Ressources propres disponibles	IV	**5 318 032,14**
Solde	V = IV – II (3)	**1 735 110,77**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				224 520,93	89 886,37	8 980,84	125 653,72
2004	Pénalités de réaménagement de la dette Emprunts 205 et 251	25	12/03/2004	224 520,93	89 886,37	8 980,84	125 653,72

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 0 **Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers Opérations pour compte de tiers** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**198 625,60**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**198 625,60**
45.1 (2)	198 625,60	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	198 625,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**198 625,60**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**198 625,60**
RECETTES (b)	**190 687,53**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**190 687,53**
45.2 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	190 687,53	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	190 687,53
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**190 687,53**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**190 687,53**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
24/01/2014	TVX F/ POSE DE REVETEMT SOL SERVICE INFO	1 958,27	0,00	0
24/01/2014	TVX SIGNALISAT° HORIZONTALE DANS LA VILLE	1 730,74	0,00	0
24/01/2014	TVX SIGNALISAT° HORIZONTALE DANS LA VILLE	1 790,50	0,00	0
24/01/2014	TVX F/ POSE PORTE 2 VANTAUX	7 549,15	0,00	0
24/01/2014	TVX PEINTURE 2EME ETAGE/ RDC	4 403,74	0,00	0
24/01/2014	ETUDE/ PROGRAMMAT° CONSTRUCTION ECOLE MAT VIC.HUGO	1 889,68	0,00	0
24/01/2014	TVX REHABILITAT° FAUTEUILS SCENE WATTEAU	15 060,64	0,00	50
27/01/2014	TVX DE PEINTURE	3 122,05	0,00	0
30/01/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE MOULIN DE BEAUTE	3 223,17	0,00	0
30/01/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE MOULIN DE BEAUTE	632,06	0,00	0
30/01/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE MOULIN DE BEAUTE	1 674,40	0,00	0
30/01/2014	VESTIAIRES	720,00	0,00	1
30/01/2014	TVX DIVERS	9 769,32	0,00	0
03/02/2014	FOURNI/POSE SOL SOUPLE SUR JEUX SQUARE OULCHES	2 806,29	0,00	0
03/02/2014	FOURNI/POSE PANNEAU INFO	764,14	0,00	0
03/02/2014	FOURNI/POSE PANNEAU	764,14	0,00	0
03/02/2014	TVX REHABILITATION BANC	1 054,61	0,00	0
05/02/2014	MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 070,40	0,00	0
05/02/2014	APPAREIL PHOTO CANON	69,90	0,00	1
05/02/2014	GUITARE ELECTRIQUE AVEC ENREGISTREUR	501,48	0,00	1
05/02/2014	MEUBLE CHARIOT	236,51	0,00	1
05/02/2014	TELECOPIEUR BROTHER 2940	202,18	0,00	1
07/02/2014	TVX AMENAGT/ RUES CHATEAUDUN/STALINGRAD	35 712,84	0,00	0
07/02/2014	TVX RACCORDMT BORNES R. FONTENAY/ ALLEE J.DREJAC	7 805,99	0,00	0
07/02/2014	TVX REFECT° TROTTOIR/ RUE PASTEUR	5 299,30	0,00	0
07/02/2014	TVX REFECT° TROTTOIR/ RUE VICTOR BASCH	29 377,95	0,00	0
07/02/2014	TVX CREAT° EPANDAGE SQUARE DAGOBERT	13 719,85	0,00	0
07/02/2014	TVX VOIRIE DIVERSES RUES	13 556,74	0,00	0
07/02/2014	TVX CREAT° ILOTS DIVERSES RUES	17 052,68	0,00	0
07/02/2014	TVX DEPOSE DE DALLES GRANIT/ PLACE ANCIEN MARCHE	137,68	0,00	0
07/02/2014	TVX DEPLACEMT ILOT/ RUE DES DEFENSEURS DE VERDUN	1 579,96	0,00	0
07/02/2014	TVX ENTRETIEN DIVERSES RUES	2 529,76	0,00	0
07/02/2014	TVX CREAT° PLATEAU/ BD GEORGE V	20 149,87	0,00	0
07/02/2014	TVX CREAT° PLATEAU BD GALLIENI	22 104,36	0,00	0
07/02/2014	TVX AMENAGEMT TROTTOIR BD GALLIENI	21 973,75	0,00	0
07/02/2014	TVX AMENAGEMT TROTTOIR BD GALLIENI	15 059,74	0,00	0
07/02/2014	TVX DE VOIRIE RUE JEAN MONNET	7 181,84	0,00	0
07/02/2014	TVX DEMOLITION RALENTISSEUR RUE FONTENAY	1 941,81	0,00	0
07/02/2014	FOURNI/POSE ILOTS BD STRASBOURG	2 459,63	0,00	0
10/02/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	8 372,00	0,00	0
10/02/2014	TVX CONTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	361 828,51	0,00	0
10/02/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	812,80	0,00	0
10/02/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	79 610,66	0,00	0
10/02/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	99 421,33	0,00	0
14/02/2014	TVX CONSTRUCTION MOULIN DE BEAUTE	133 846,87	0,00	0
14/02/2014	TVX CONSTRUCTION MOULIN DE BEAUTE	40 739,74	0,00	0
14/02/2014	TVX CONSTRUCTION MOULIN DE BEAUTE	22 558,13	0,00	0
18/02/2014	TVX REHABILITATION CHAUSSEE	71 638,27	0,00	0
18/02/2014	TVX REHABILITATION CHAUSSEE RUE FAIDHERBE	78 121,44	0,00	0
21/02/2014	TVX MISE EN CO?FORMITE SYSTEME INCENDIE	570,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/02/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	78,94	0,00	0
21/02/2014	FOURNI/POSE VELUX	2 428,77	0,00	0
21/02/2014	MISSION COORDINATION SPS	489,76	0,00	0
21/02/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE MOULIN DE BEAUTE	2 125,62	0,00	0
21/02/2014	TVX MISE AUX NORMES POSTE POMPAGES	1 960,90	0,00	0
21/02/2014	FOURNI/POSE PORTE ENTREE	6 243,84	0,00	0
21/02/2014	TELEPHONE(IPHONE X9/NOKIA X37/SAMSUNG X44)	3 623,28	0,00	1
21/02/2014	BUT DE BASKET BOSTON	1 698,87	0,00	10
21/02/2014	TVX TOPOGRAPHIQUES CHEMIN DE L'ILE DE BEAUTE	2 292,60	0,00	5
21/02/2014	TVX MISE EN CONFORMITE INCENDIE	570,00	0,00	0
21/02/2014	TVX CONSTRUCTION	261,20	0,00	0
24/02/2014	TVX REHABILITATION PLAGES EXTERIEURES	9 030,10	0,00	0
24/02/2014	TVX DIVERS	13 634,40	0,00	0
03/03/2014	TVX REHABILITATION ENDUITS	1 184,40	0,00	0
03/03/2014	MISSION COORDINATION SPS	355,80	0,00	0
03/03/2014	TVX REHABILITATION PLAGES EXTEIREURES	9 030,10	0,00	0
03/03/2014	FOURNI/POSE CANINETTE RUE VIADUC	14 165,70	0,00	0
04/03/2014	MATERIEL DE SPORT	255,50	0,00	1
06/03/2014	TVX REHABILITATION PANNEAUX	6 831,55	0,00	0
06/03/2014	TRONCONNEUSE THERMIQUE DOLMAR	589,76	0,00	1
06/03/2014	PDA	12 482,40	0,00	1
06/03/2014	CARTE A PUCE	928,80	0,00	1
06/03/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	11 321,54	0,00	50
07/03/2014	FOURNI/POSE STORE	7 309,54	0,00	0
10/03/2014	TVX BRANCHEMENT ASSAINISSEMENT	4 881,32	0,00	0
10/03/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 680,00	0,00	0
10/03/2014	MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 680,00	0,00	0
10/03/2014	VESTIAIRES	309,02	0,00	1
10/03/2014	GPS TOMTOM GO (NAVETTE)	179,00	0,00	1
10/03/2014	ENREGISTREUR USB	200,34	0,00	1
10/03/2014	VITRINES	606,98	0,00	1
10/03/2014	TABLEAU PIVOTANT	707,11	0,00	1
10/03/2014	TABLEAUX DE CONFERENCE	333,48	0,00	1
10/03/2014	AUTOLAVEUSE	3 000,00	0,00	10
10/03/2014	CORBEILLES	2 052,00	0,00	1
10/03/2014	SUPPORTS ET ETRIERS	544,80	0,00	1
12/03/2014	TVX DE DESAMIANTAGE	5 456,15	0,00	0
12/03/2014	TVX DE COUVERTURE	4 824,93	0,00	0
13/03/2014	MATERIEL SPORTIF	303,60	0,00	1
13/03/2014	MOBILIER	870,49	0,00	1
17/03/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	13 140,00	0,00	0
17/03/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	44 477,63	0,00	0
17/03/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	56 251,46	0,00	0
17/03/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	21 907,38	0,00	0
19/03/2014	TVX ELEC	3 510,38	0,00	0
19/03/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	25 206,98	0,00	0
19/03/2014	POTELETS FIXES	916,80	0,00	1
24/03/2014	MISSION COORDINATION SPS	163,80	0,00	0
25/03/2014	FOURNI/POSE GARDE CORPS JARDIN	3 497,11	0,00	0
26/03/2014	MATERIEL MUSCULATION	3 310,00	0,00	1
26/03/2014	LOT DE CARTES POSTALES	563,00	0,00	0
26/03/2014	ARMOIRE	297,94	0,00	1
26/03/2014	MALLES ELECTIONS	611,42	0,00	1
26/03/2014	BOITIER PROXY FIREWALL	6 650,24	0,00	3
26/03/2014	PHOTOCOPIEUR RICOH MP3350	1 920,00	0,00	10
26/03/2014	MATERIEL INFO (DISQUE DUR/ HP/ ECRAN)	1 821,73	0,00	3
26/03/2014	LOGICIEL (MICROSOFT OFFICE/ AUTODESK ARCHITECTURE	7 139,92	0,00	2
26/03/2014	FRITEUSE SILKO	1 272,00	0,00	10
26/03/2014	RAQUETTES BABOLAT NADAL JUNIOR	345,00	0,00	1
27/03/2014	FOURNI/POSE VENITIENS INTERIEURS	490,80	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/03/2014	SCULPTURE EN BRONZE	9 999,00	0,00	0
27/03/2014	PANNEAUX DOUBLES SENS CYCLABES	2 192,92	0,00	1
27/03/2014	BANC SUEDOIS	720,00	0,00	1
04/04/2014	TVX CHAUFFAGE	737,04	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	112 763,78	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE PLOMBERIE	34 614,64	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	17 366,97	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	21 887,69	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	19 019,76	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	69 247,52	0,00	0
07/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	21 889,57	0,00	0
09/04/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	3 694,43	0,00	0
09/04/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	428,85	0,00	0
09/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	123 319,78	0,00	0
09/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	4 377,90	0,00	0
10/04/2014	MISSION COORDINATION SPS	1 150,00	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	61 545,00	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	3 997,43	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	71 277,78	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	47 370,72	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	31 501,43	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	23 815,92	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	25 358,90	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	8 928,00	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	11 904,00	0,00	0
10/04/2014	TVX CONSTRUCT° CRECHE MOULIN DE BEAUTE	19 987,12	0,00	0
14/04/2014	FOURNI/POSE REVET SOL SOUPLE	4 187,88	0,00	0
14/04/2014	TVX PLANTATION VEGETAUX RUE ARDILLIERE	5 162,93	0,00	0
14/04/2014	TVX DIAGNOSTIC AMIANTE	468,60	0,00	0
14/04/2014	FOURNI/POSE STORES COFFRES	3 498,00	0,00	0
14/04/2014	TVX MACONNERIE	21 983,16	0,00	0
14/04/2014	FOURNI/POSE COUSSINS BERLINOIS	13 152,00	0,00	0
14/04/2014	DIVERS MOBILIERS	5 892,82	0,00	1
14/04/2014	VEGETAUX	4 005,54	0,00	1
14/04/2014	COUSSIN BERLINOIS	1 688,04	0,00	1
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	70 001,82	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	2 600,00	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	33 904,04	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	16 857,53	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	76 089,01	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	86 218,91	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	25 039,76	0,00	0
15/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	13 000,00	0,00	0
17/04/2014	FOUR DE REMISE/ MAINTIEN EN TEMPERATURE	63,54	0,00	10
17/04/2014	TVX INFILTROMETRIE ET RECHERCHE FUITES	780,00	0,00	0
17/04/2014	POTS EXTRA VASE DE COULEUR	4 212,00	0,00	1
17/04/2014	FAUTEUIL	241,88	0,00	1
17/04/2014	LICENCE ARCHITECTE	428,40	0,00	1
17/04/2014	TVX DEGAGEMENT DE TERRE/ ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE	1 320,00	0,00	0
18/04/2014	TVX MISSION EXTENS° VIDEO PROTECT° URBA NE	1 638,00	0,00	0
18/04/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 680,00	0,00	0
18/04/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 070,40	0,00	0
18/04/2014	TVX MISSION VERIFICAT° TECHNIQUES	324,00	0,00	0
18/04/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE MARS 2014	1 680,00	0,00	0
23/04/2014	TVX REHABILITAT° DETENDEURS CHLORE	2 862,72	0,00	0
23/04/2014	TVX REHABILITAT° COMPLET REGULATEUR SWAN FM 402	11 914,56	0,00	0
23/04/2014	TVX REHABILITAT° POMPE CHARGE CHAUDIERE 2	3 192,43	0,00	0
23/04/2014	TVX REHABILITAT° PIECES SUR REGULATEURS SW	15 845,76	0,00	0
23/04/2014	TVX REHABILITAT° POMPE CALPEDA	4 206,10	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
24/04/2014	VEGETAUX	935,00	0,00	1
24/04/2014	VEGETAUX P/ RUE J. MONNET	2 339,37	0,00	1
24/04/2014	VEGETAUX (GAZON)	1 434,51	0,00	1
24/04/2014	VEGETAUX P/ TALUS DU BALTARD	2 074,16	0,00	1
25/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	95 107,44	0,00	0
25/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	9 781,09	0,00	0
25/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	20 234,76	0,00	0
25/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	25 052,86	0,00	0
25/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	33 318,92	0,00	0
25/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	4 000,00	0,00	0
27/04/2014	FOURNI/POSE REVETEMENT SOL	234,42	0,00	0
29/04/2014	TVX PLANTAT° GAZON DE PLACAGE TERRAIN CHERON	332,58	0,00	0
29/04/2014	TVX MISS° MAITRISE DOEUVRE CONSTRUCT° MOULIN DE B.	3 694,44	0,00	0
29/04/2014	TVX MISS° MAITRISE DOEUVRE CONSTRUCT° MOULIN DE B.	420,25	0,00	0
30/04/2014	TVX PLOMBERIE RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES	9 001,24	0,00	0
30/04/2014	TVX PLANTAT° VEGETAUX TALUS DU BALTARD	7 065,32	0,00	0
30/04/2014	TVX PLANTAT° VEGETAUX SQUARE PLACE LECLERC	1 309,02	0,00	0
30/04/2014	TVX PLANTAT° VEGETAUX RUE J. MONNET COMPLEMENT	2 779,18	0,00	0
30/04/2014	TVX PLANTAT° RUE J. MONNET	6 947,96	0,00	0
30/04/2014	TVX CONSTRUCT° 2 CLASSES/ ABRI CONTAINERS + VELOS	18 009,97	0,00	0
30/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	156 391,42	0,00	0
30/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	800,00	0,00	0
30/04/2014	TVX CONSTRUCT° MAISON DES ASSOCIAT°	7 273,78	0,00	0
06/05/2014	CYLINDRE VERSO CLIQ.	2 987,59	0,00	1
06/05/2014	VEGETAUX P/ STADE SOUS LA LUNE	1 760,00	0,00	1
06/05/2014	VEGETAUX P/ REGIE ESPACES VERTS	833,25	0,00	1
06/05/2014	TVX MISS° CONTROLE TECHNIQUE ATTESTAT° HANDICAPES	576,00	0,00	0
06/05/2014	TVX CREAT° ARROSAGE AUTOMATIQUE BLVD 1ER	8 987,22	0,00	0
06/05/2014	TVX REHABILITAT° FONTAINE PARC WATTEAU	15 505,56	0,00	0
13/05/2014	TVX D'ENFOUISSEMENT RESEAUX FRANCE TEL. R. DU LAC	103 213,69	0,00	0
13/05/2014	TVX PEINTURE CANDELABRES R. DE BEAUTE	9 447,20	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	1 503,15	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	2 480,79	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	10 706,86	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	605,82	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	3 213,46	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	141,20	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	605,83	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	2 621,71	0,00	0
13/05/2014	TVX DE CHAUFFAGE / 1ER TRIMESTRE	2 374,27	0,00	0
15/05/2014	TVX INFILTROMETRIE ET RECHERCHE DE FUITES	480,00	0,00	0
15/05/2014	TVX DEMOLIT° ENSEMBLE DE BOX 7 R. STALINGRAD	42 990,96	0,00	0
15/05/2014	PETITS TVX AMENAGEMENT ECLAIRAGE PUBLIC	18 865,12	0,00	0
15/05/2014	TVX F/POSE 2 PROJECTEURS NEOS LEDS R. DE LA MAIRIE	3 732,72	0,00	0
15/05/2014	TVX F/ POSE CLIMATISEUR SALLE INFORMATIQUE	4 754,40	0,00	0
15/05/2014	COMPTEUSE DE BILLETS AVEC DETECT° FAUX	284,40	0,00	1
15/05/2014	DESSIN A LA MINE DE PLOMB	15,00	0,00	0
15/05/2014	DESSIN A LA MINE DE PLOMB	549,00	0,00	0
15/05/2014	TVX CREAT° ALIMENTAT° ELEC. PLACE DU MARCHE	17 766,00	0,00	0
15/05/2014	TVX S/ECLAIRAGE PUBLIC	10 879,06	0,00	0
15/05/2014	TVX MISSION DE MAITRISE D'OEUV. SECURITE INCENDIE	4 360,00	0,00	50

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
19/05/2014	TVX MENUISERIE ALUMINIUM AMENAGEMENT RAM FONTENAY	11 131,61	0,00	0
19/05/2014	TVX CONSTRUCT° MURET/DEMOLIT° TETE DE MUR/ ENDUIT	8 141,50	0,00	0
21/05/2014	ELABORATION PLU	21 161,79	0,00	5
21/05/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	576,00	0,00	0
21/05/2014	FOURNI/POSE SOL SOUPLE	3 757,36	0,00	0
21/05/2014	TVX AMENGT	1 660,00	0,00	0
21/05/2014	TVX PEINTURE	10 639,78	0,00	0
21/05/2014	TVX MACONNERIE	6 998,51	0,00	0
21/05/2014	TVX REHABILITATION COURONNEMENT S/MUR TERRASSE	4 538,98	0,00	0
21/05/2014	TVX REHABILITATION DOUBLAGES	1 639,79	0,00	0
21/05/2014	FOURNI/POSE PLOT EN BETON	1 631,98	0,00	0
21/05/2014	MOBILIER URBAIN	2 713,20	0,00	1
22/05/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	15 787,20	0,00	0
23/05/2014	TVX REHABILITATION CABLE	6 044,40	0,00	0
23/05/2014	FOURNI/POSE 2 CHASSIS	2 910,86	0,00	0
26/05/2014	FOURNI/POSE PORTE PARKING IMM	8 537,10	0,00	0
26/05/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	943,20	0,00	0
26/05/2014	FOURNI/POSE 5 STORES	2 638,50	0,00	0
26/05/2014	FOURNI/POSE FILM DECO	1 252,20	0,00	0
26/05/2014	FOURNI/POSE SYSTEMES FERMETURES	3 738,53	0,00	0
26/05/2014	FOURNI/POSE CLOTURE	4 195,90	0,00	0
26/05/2014	LINGES	275,44	0,00	1
27/05/2014	FOUR A MICRO ONDE BARTSCHER	333,60	0,00	1
27/05/2014	GERBEUR 1000KG AVEC PLATE FORME	2 401,74	0,00	10
27/05/2014	TVX F/POSE REVETEMENT SOL RDC ET 1ER ETAGE	7 337,46	0,00	0
27/05/2014	TVX ENFOUISSEMENTRESEAUX TELECOM	15 761,42	0,00	0
27/05/2014	JEUX LUDIQUES	171,77	0,00	1
27/05/2014	JEUX LUDIQUES	4 580,71	0,00	10
27/05/2014	TVX MISSION COORDINATION	462,00	0,00	1
28/05/2014	TVX F/POSE D'UNE BORNE FONTAINE	9 351,27	0,00	0
28/05/2014	TVX F/POSE D'UNE BORNE FONTAINE	12 473,16	0,00	0
02/06/2014	TVXF/ POSE FENETRE ALU SALLE DU PERSONNEL	3 436,52	0,00	0
02/06/2014	TVX REPRISE CARRELAGE MARCHES AU DROIT DES PLAGES	3 611,38	0,00	0
02/06/2014	DISTRIBUTEUR TOUTOUNET	336,00	0,00	1
02/06/2014	IPHONE 4S BLANC 8GO	347,88	0,00	1
02/06/2014	MOBILIER AMENAGEMENT	14 230,86	0,00	15
03/06/2014	VAISSELLE	261,51	0,00	1
03/06/2014	ACTIVITES MANUELLES	1 405,97	0,00	10
03/06/2014	COUSSINS OREILLER (x2)/ TRANSAT (x1)	123,38	0,00	1
03/06/2014	MOBILIERS (chaises/tables/fauteuils..)	5 965,41	0,00	1
03/06/2014	DIVERS (coussin/edredons..)	1 419,87	0,00	1
04/06/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE MOULIN DE BEAUTE	1 070,40	0,00	0
04/06/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE MAISON ASSOCIATION	576,00	0,00	0
04/06/2014	AUTOLAVEUSE RA 501E	3 000,00	0,00	10
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	103 470,49	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	4 843,73	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	24 427,70	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	40 868,75	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	38 578,78	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	48 958,37	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	7 440,00	0,00	0
05/06/2014	TVX FAUX PLAFOND	24 218,65	0,00	0
05/06/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	4 104,00	0,00	0
05/06/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	3 694,44	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	1 763,70	0,00	0
05/06/2014	TVX CONSTRUCTION	444,20	0,00	0
06/06/2014	TVX TRANCHEE ARROSAGE AUTO BD ALBERT 1ER	17 876,87	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/06/2014	TVX F/ POSE PORTE ALUMINIUM	3 280,01	0,00	0
06/06/2014	FOURNI/POSE PORTE ALU	3 178,14	0,00	0
06/06/2014	FOURNI/POSE HORLOGE	1 665,60	0,00	0
06/06/2014	FOURNI/POSE ILOT	2 858,02	0,00	0
06/06/2014	FOURNI/POSE GRILLES ARBRES	12 304,78	0,00	0
06/06/2014	TVX MISE EN OEUVRE STREET PRINT	5 510,38	0,00	0
06/06/2014	TVX MISE EN OEUVRE TERRASSEMENT	10 629,95	0,00	0
06/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	9 692,69	0,00	0
06/06/2014	TVX MISE AUX NORMES	9 831,34	0,00	0
06/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	15 648,36	0,00	0
06/06/2014	TVX AMGT TROTTOIR RTE STALINGRAD	766,36	0,00	0
06/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR BD STRASBOURG	19 082,44	0,00	0
06/06/2014	TVX REHABILITATION PASSAGE PIETON RUE FONTENAY	4 370,83	0,00	0
06/06/2014	TVX REHABILITATION DALLAGE GDE RUE	5 233,94	0,00	0
06/06/2014	TVX REAHBILITATION ILOT RUE ARDILLIERE	1 123,34	0,00	0
06/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR 46/50 GDE RUE	6 185,59	0,00	0
06/06/2014	FOURNI/POSE ILOT RUE FAIDHERBE	2 250,38	0,00	0
06/06/2014	FOURNI/POSE ILOT RUE AMIRAL COURBET	2 026,70	0,00	0
06/06/2014	TVX AMENGT ALLEES CIRCULAIRE LECLERC	13 693,12	0,00	0
11/06/2014	TVX MISSION DE CONTROLE CONFORMITE GAZ ERP4	540,00	0,00	0
11/06/2014	LICENCE OFFICE	3 289,80	0,00	1
11/06/2014	CAFETIERE WEST BAND	420,00	0,00	1
11/06/2014	CABANE DE JARDIN	459,00	0,00	1
12/06/2014	TVX F/ POSE DE 2 COUSSINS BERLINOIS	3 288,00	0,00	0
12/06/2014	TVX SIGNALISAT° HORIZONTALE	11 999,06	0,00	0
12/06/2014	TVX F/ POSE DE 3 MAINS COURANTE ESCALIER	776,70	0,00	0
12/06/2014	TVX F/ POSE DE LUMINAIRES DANS CLASSES	1 744,02	0,00	0
12/06/2014	TVX POSE BAIE ET RACCORDEMENT PRISES RJ45	825,64	0,00	0
12/06/2014	TVX TERASSEMENT DS LE CADRE AMENAGEMENT RAM	13 942,91	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	110 005,98	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	2 000,00	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	96 372,00	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	58 086,00	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	22 092,19	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	8 681,08	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	10 000,00	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	826,80	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	16 054,56	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	1 207,45	0,00	0
12/06/2014	TVX CONSTRUCTION	6 037,25	0,00	0
12/06/2014	ACCESSOIRES P/IPHONE 4S (ETUIS/FLAPS)	588,00	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO GLACIER	55,87	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLITO	144,50	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLIPOUD	66,47	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO GLACIER/ POLITO	128,12	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLIPOUD	66,47	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO GLACIER/ POLITO	128,12	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLITO	72,25	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLITO	216,76	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO GLAIER/ POLITO/POLIPOUD	583,78	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLIPOUD/ GLACIER	174,44	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLITO/ GLACIER	633,89	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLIPOUD	66,47	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO POLITO/ GLACIER	200,38	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO GLACIER	111,74	0,00	1
12/06/2014	EXTINCTEUR EURO GLACIER	55,87	0,00	1
12/06/2014	ELECTROMENAGER	8 646,05	0,00	5
12/06/2014	EXTINCTEUR	132,94	0,00	1
17/06/2014	PHOTOCOPIEUR CANON IR 2520I	2 760,00	0,00	10
20/06/2014	TVX ENTRETIEN TERRASSE	2 941,44	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/06/2014	TVX DE SONDAGE STRUCTURE	653,76	0,00	0
20/06/2014	TVX REHABILITATION BACS	8 760,40	0,00	0
20/06/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	864,00	0,00	0
20/06/2014	TVX AMENGT	672,96	0,00	0
20/06/2014	FOURNI/POSE CLOTURE	23 106,37	0,00	0
20/06/2014	FOURNI/POSE ALARME INCENDIE	3 643,80	0,00	0
20/06/2014	TVX MACONNERIE	924,00	0,00	0
20/06/2014	CHARIOT MULTISERVICE 2 NIVEAUX	212,36	0,00	1
20/06/2014	TVX DE MACONNERIE	2 565,78	0,00	0
23/06/2014	TVX PLANTATION	1 435,46	0,00	0
23/06/2014	FOURNI/POSE LUMINAIRES	825,68	0,00	0
23/06/2014	TVX REHABILITATION LOCAL	6 684,97	0,00	0
23/06/2014	FOURNI/POSE LIGNES INTERNET	1 967,15	0,00	0
23/06/2014	TVX REHABILITATION FAUX PLAFONDS	618,84	0,00	0
23/06/2014	FOURNI/POSE CLOISON	4 737,66	0,00	0
23/06/2014	TVX REHABILITATION BOUCHE INCENDIE 2 AV CLEMENCEAU	287,54	0,00	0
23/06/2014	TVX MISSION TECHNIQUE	1 140,00	0,00	0
23/06/2014	TVX MISSION COORDIANTION SPS	1 150,00	0,00	0
23/06/2014	TVX REHABILITATION BOUCHE INCENDIE 54 P.BERT	2 890,90	0,00	0
23/06/2014	TVX ELECTRICITE	1 689,57	0,00	0
23/06/2014	MATERIEL INFORMATIQUE	12 382,18	0,00	1
23/06/2014	SECHE LINGE MIELE	3 258,00	0,00	10
23/06/2014	BERCEAU POUR CHARGES LONGUES	4 243,20	0,00	1
23/06/2014	FAUTEUIL DE BUREAU	222,68	0,00	1
23/06/2014	ASPIRATEUR C20	252,00	0,00	1
23/06/2014	ASPIRATEUR C20	252,00	0,00	1
23/06/2014	ASPIRATEUR C20	252,00	0,00	1
23/06/2014	ASPIRATEUR C20	252,00	0,00	1
23/06/2014	ASPIRATEUR C20	252,00	0,00	1
23/06/2014	CHAISES EN BOIS	407,79	0,00	1
24/06/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	3 694,44	0,00	0
24/06/2014	TVX MISSION TECHNIQUE	300,00	0,00	0
24/06/2014	TVX MAITRISE OEUVRE	411,60	0,00	0
26/06/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	7 657,50	0,00	0
26/06/2014	FOURNI/POSE PORTILLON	7 139,17	0,00	0
26/06/2014	TVX MISSION COORDIANTION SPS	397,44	0,00	0
26/06/2014	FOURNI/POSE PLAQUE FABRICANT	110,40	0,00	0
26/06/2014	FOURNI/POSE PANNEAU INFORMATION	766,69	0,00	0
26/06/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 512,00	0,00	0
26/06/2014	TVX AMEGT PLACE LECLERC/BD STRASBOURG	2 968,86	0,00	0
26/06/2014	FOURNI/POSE CLOTURE PASSAGE ST ANNE	6 253,14	0,00	0
26/06/2014	FOURNI/POSE CLOTURE BOIS GDE RUE	2 820,65	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	86 325,41	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	8 936,51	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	22 071,77	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	59 546,81	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	36 229,80	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	13 986,25	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	20 844,07	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	39 814,80	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	39 385,18	0,00	0
26/06/2014	TVX CONSTRUCTION	4 867,75	0,00	0
26/06/2014	BALISETTES DE STATIONNEMENT	1 747,20	0,00	1
27/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	5 527,88	0,00	0
27/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	22 586,80	0,00	0
27/06/2014	TVX DEMOLITION TROTTOIR	7 624,68	0,00	0
27/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	21 166,72	0,00	0
27/06/2014	TVX REPRISE TROTTOIR	1 785,26	0,00	0
27/06/2014	TVX SUR TROTTOIR	5 048,84	0,00	0
27/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	9 303,10	0,00	0
27/06/2014	FOURNI/POSE ILOT	2 035,24	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	576,84	0,00	0
27/06/2014	TVX SUPPRESSION TROTTOIR	1 321,88	0,00	0
27/06/2014	TVX TROTTOIR	4 686,26	0,00	0
27/06/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	3 563,29	0,00	0
27/06/2014	FOURNI/POSE BARRIERES	993,29	0,00	0
27/06/2014	TVX REPOSE BARRIERES	2 092,33	0,00	0
27/06/2014	TVX REPOSE DALLES	4 527,77	0,00	0
27/06/2014	FOURNI/POSE ILOT	1 246,31	0,00	0
27/06/2014	TVX SUR ILOT	320,34	0,00	0
27/06/2014	FOURNI/POSE ILOT	3 554,63	0,00	0
27/06/2014	FOURNI/POSE ILOT	1 542,95	0,00	0
30/06/2014	TVX SIGNALISAT° HORIZONTALE	11 497,62	0,00	0
30/06/2014	TVX REALISATION FLOCAGE SS SOL	4 892,83	0,00	0
30/06/2014	TVX REALISATION FLOCAGE SS SOL	518,40	0,00	0
30/06/2014	TVX AJOUT DECLENCHEUR ALARME INCENDIE	1 026,77	0,00	0
30/06/2014	TVX REFECTION EVACUAT° SANITAIRES ET DOUCHES	6 494,10	0,00	0
30/06/2014	TVX AMENAGEMT RAM	18 960,48	0,00	0
30/06/2014	TVX F/ POSE DE FAIENCE REFECT° SANITAIRES	3 457,33	0,00	0
30/06/2014	TVX MISSION APD REFECT° PLAGES EXT CENTRE NAUTIQUE	5 016,72	0,00	0
03/07/2014	FOURGON GOUPIL ELEC IMAT CW 503 SL	653,65	0,00	6
03/07/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	348,00	0,00	0
03/07/2014	TVX DEPOSE CLOISON	2 657,40	0,00	0
03/07/2014	TVX CONSTRUCTION	4 704,00	0,00	0
03/07/2014	TVX REHABILATION INCENDIE	1 997,43	0,00	0
03/07/2014	PHOTOCOPIEUR OCCASION OLIVETTI 2500MF	1 440,00	0,00	10
03/07/2014	FAUTEUIL DE BUREAU	295,27	0,00	1
03/07/2014	MATERIELS INFOS (CUBIETRUCK CORTEX)	255,60	0,00	1
03/07/2014	ARMOIRE	320,50	0,00	1
03/07/2014	MUGS/CORBEILLES/POUBELLES...	135,48	0,00	1
03/07/2014	APPAREIL PHOTO SAMSUNG	149,90	0,00	1
03/07/2014	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	187,20	0,00	1
03/07/2014	POUBELLES/PATERES	437,11	0,00	1
03/07/2014	APPAREIL PHOTO CANON EOS 700D	901,50	0,00	1
10/07/2014	TABLES (x20)/ CHARIOT (X1)	1 454,51	0,00	1
10/07/2014	MARTEAU BRISE BETON	2 531,09	0,00	10
10/07/2014	TVX GARDE CORPS	296,71	0,00	0
10/07/2014	FOURNI/POSE FILM	1 850,53	0,00	0
10/07/2014	TVX PEINTURE	1 398,60	0,00	0
10/07/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	5 016,72	0,00	0
10/07/2014	TVX DE TEL	1 927,74	0,00	0
10/07/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	1 362,50	0,00	50
15/07/2014	FOURNI/POSE CANDELABRE RUE CHATEAUDUN	2 638,99	0,00	0
15/07/2014	FOURNI/POSE PORTE EXTERIEURE SANITAIRES	2 897,62	0,00	0
15/07/2014	MISSION MAITRISE OEUVRE	5 771,02	0,00	0
15/07/2014	TVX MISSION CONSTRUCTION	37 442,48	0,00	0
15/07/2014	TVX REHABILITATION ECLAIRAGE BORNES	3 526,80	0,00	0
15/07/2014	TVX AMENAGEMENT ECLAIRAGE PUBLIC	12 440,28	0,00	0
15/07/2014	SCIE SAUTEUSE	137,27	0,00	1
15/07/2014	MEULEUSE	299,92	0,00	1
15/07/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	1 150,00	0,00	0
15/07/2014	BUREAUX	650,71	0,00	1
15/07/2014	PANNEAU AFFICHAGE	120,70	0,00	1
15/07/2014	LAMPE DE BUREAU	41,22	0,00	1
15/07/2014	JEUX JOUETS	880,71	0,00	1
15/07/2014	FAUTEUILS	668,05	0,00	1
15/07/2014	PASSERELLE ET PANIER BASKET	800,00	0,00	1
15/07/2014	DIABLES	1 027,20	0,00	1
15/07/2014	CHAISES EN BOIS	2 191,85	0,00	1
15/07/2014	FAUTEUIL	222,68	0,00	1
16/07/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	264 459,76	0,00	0
16/07/2014	TVX REHABILITATION TROTTOIR	259 297,80	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
18/07/2014	FOURNI/POSE BORNE FONTAINE	9 744,07	0,00	0
18/07/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 070,40	0,00	0
18/07/2014	TVX RACCORDEMENT NATUREL	426,10	0,00	0
18/07/2014	TVX RACCORDEMENT ELEC	2 215,09	0,00	0
18/07/2014	TVX RACCORDEMENT ELEC	1 869,31	0,00	0
18/07/2014	MODULES POUR SKATE	2 294,00	0,00	10
18/07/2014	MATELAS DE CHUTE	318,00	0,00	1
21/07/2014	TVX PLOMBERIE	6 919,52	0,00	0
21/07/2014	TVX PLANTATION ALBERT 1ER	36 024,26	0,00	0
21/07/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	5 160,00	0,00	0
21/07/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	43,20	0,00	0
21/07/2014	FOURNI/POSE PANNEAU	513,10	0,00	0
21/07/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	397,44	0,00	0
21/07/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	141,60	0,00	0
21/07/2014	FOURNI/POSE VEGETAUX	235,52	0,00	0
21/07/2014	FOURNI/POSE PLANTATION	1 333,81	0,00	0
21/07/2014	FOURNI/POSE PLANTATION	2 999,83	0,00	0
21/07/2014	TVX PEINTURE	2 885,18	0,00	0
21/07/2014	TVX DE MENUISERIE	3 311,46	0,00	0
21/07/2014	TVX DE COUVERTURE	3 226,90	0,00	0
21/07/2014	FOURNI/POSE CLOISON AMOVIBLE	7 917,49	0,00	0
21/07/2014	TVX REHABILITATION POMPE	2 577,78	0,00	0
21/07/2014	TVX REHABILITATION POMPE PUISARD	1 056,31	0,00	0
21/07/2014	TENTE DE RECEPTION PLEIN AIR 5X8M	3 157,92	0,00	10
21/07/2014	VEGETAUX ALBERT 1ER	1 813,68	0,00	1
21/07/2014	VEGETAUX RUE MONNET	1 253,49	0,00	1
21/07/2014	VEGETAUX MOULIN BEAUTE	1 035,05	0,00	1
21/07/2014	PANNEAU	105,67	0,00	1
21/07/2014	CHAISES (X252)/CHARIOTS (X4)	8 196,10	0,00	1
21/07/2014	PANNEAU VIDEO SURVEILLANCE	406,98	0,00	1
22/07/2014	TVX MENUISERIE	35 432,58	0,00	0
22/07/2014	TVX ELEC	2 503,25	0,00	0
22/07/2014	TVX DE PLOMBERIE	4 464,73	0,00	0
22/07/2014	TVX ELEC	8 079,06	0,00	0
22/07/2014	TVX MISSION ASSURANCE OUVRAGE	25 994,87	0,00	0
22/07/2014	FOURNI/POSE REVT SOL	840,00	0,00	0
22/07/2014	STAND PARAPLUIE TEXTILE	958,80	0,00	1
22/07/2014	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE CANON	79,00	0,00	1
22/07/2014	PRESENTOIR MOBILE	220,14	0,00	1
22/07/2014	PORTEURS POUSS POUSS	117,50	0,00	1
22/07/2014	BANQUETTES 2 PLACES (X2)/FAUTEUIL ANGLE (X1)	181,58	0,00	1
22/07/2014	DRONE QUADRICOPTERE	320,41	0,00	1
24/07/2014	TVX MISSION MAITRSIE OEUVRE	1 847,22	0,00	0
24/07/2014	TVX MISSION MAITRSIE OEUVRE	175,18	0,00	0
24/07/2014	TVX MISSION MAITRSIE OEUVRE	11 338,10	0,00	0
29/07/2014	CHAISES (X13)/ARMOIRES (X5)/TABLES (X2)	3 511,69	0,00	1
29/07/2014	ROLLERS	1 079,00	0,00	1
30/07/2014	TVX MISE EN CONFORMITE	331,08	0,00	0
30/07/2014	FOURNI/POSE GARDE SUR TERRASSE	12 612,71	0,00	0
30/07/2014	TVX REHABILITAITON RADIATEUR	1 238,54	0,00	0
30/07/2014	FOURNI/POSE CLOISONS AMOVIBLES	2 428,08	0,00	0
30/07/2014	FOURNI/POSE FENETRE ALU	1 909,82	0,00	0
30/07/2014	TVX PLANTATION	1 760,23	0,00	0
30/07/2014	TVX PEINTURE	2 923,01	0,00	0
30/07/2014	TVX ELECTRICITE	20 489,80	0,00	0
30/07/2014	FOURNI/POSE CLOTURE	307,06	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	63 111,20	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	6 070,20	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	24 136,70	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	85 308,08	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	21 172,42	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	64 591,14	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	15 422,54	0,00	0
31/07/2014	TVX CONSTRUCTION	30 351,00	0,00	0
01/08/2014	TVX BRANCHEMENT	8 956,31	0,00	0
01/08/2014	FOURNI/POSE ASSERVISSEMENT DESENFUMAGE	1 226,88	0,00	0
01/08/2014	FOURNI/POSE FILM SECURITE	1 981,40	0,00	0
01/08/2014	TVX REAMGT COUR	56 923,94	0,00	0
01/08/2014	TVX REHABILITATION POMPE	791,47	0,00	0
01/08/2014	FOURNI/POSE FOURREAUX	4 933,34	0,00	0
01/08/2014	TVX PLANTATION	1 851,96	0,00	0
01/08/2014	TVX PLANTATION	5 357,81	0,00	0
01/08/2014	TVX VOIRIE DIVERSES RUES	276 459,42	0,00	0
01/08/2014	FOURNI/POSE BAC	6 159,32	0,00	0
01/08/2014	CAMERA INSPECTION	4 096,92	0,00	10
01/08/2014	NETTOYEUR HAUTE PRESSION HD1050B PRO	2 585,36	0,00	10
01/08/2014	MEULEUSE SANS FIL GWS18-125	185,98	0,00	1
01/08/2014	PONCEUSE ROTO/ORBITALE GEX150TURBO 600W	569,46	0,00	1
01/08/2014	TROTINETTES AVEC PROTECTION	1 450,00	0,00	1
01/08/2014	CHARIOT DE MENAGE TRISTAR30 BASIC	78,00	0,00	1
01/08/2014	CHARIOT DE MENAGE TRISTAR30 BASIC	780,00	0,00	1
01/08/2014	CHARIOT DE MENAGE TRISTAR30 BASIC	702,00	0,00	1
01/08/2014	CHARIOT DE MENAGE TRISTAR30 BASIC	546,00	0,00	1
04/08/2014	TVX MAITRISE OEUVRE	1 440,00	0,00	0
05/08/2014	FOURNI/POSE ALARME INTRUSION	962,88	0,00	0
05/08/2014	FOURNI/POSE POMPES DE RELEVAGE	7 161,67	0,00	0
05/08/2014	FOURNI/POSE ALARME INTRUSION	1 602,89	0,00	0
05/08/2014	FOURNI/POSE INSTALL ELEC	15 215,69	0,00	0
05/08/2014	TVX AMENGT ECLAIRAGE PUBLIC	1 057,08	0,00	0
05/08/2014	TVX AMENGT ECLAIRAGE PUBLIC	2 291,04	0,00	0
05/08/2014	TVX AMENGT ECLAIRAGE PUBLIC	12 356,35	0,00	0
06/08/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	198,72	0,00	0
06/08/2014	FOURNI/POSE FAUX PLAFOND	5 141,52	0,00	0
06/08/2014	FOURNI/POSE FAUX PLAFOND	4 975,01	0,00	0
06/08/2014	FOURNI/POSE PLAQUE	110,40	0,00	0
06/08/2014	FOURNI/POSE PANNEAUX	6 402,38	0,00	0
06/08/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	9 209,20	0,00	0
06/08/2014	JEUX JOUETS	70,84	0,00	1
06/08/2014	PANNEAUX	79,42	0,00	1
06/08/2014	TVX MISE A NIVEAU	1 785,00	0,00	50
12/08/2014	TVX DE PEINTURE	7 002,58	0,00	0
12/08/2014	FOURNI/POSE COUSSIN	6 576,00	0,00	0
12/08/2014	FOURNITURES DE BUREAU	315,53	0,00	1
12/08/2014	MATERIEL DE SPORT (FLECHES)	117,60	0,00	1
18/08/2014	TVX ELEC	2 990,28	0,00	0
18/08/2014	TVX PEINTURE	3 467,00	0,00	0
18/08/2014	TVX REHABILITATION ECLAIRAGE	2 427,35	0,00	0
19/08/2014	TVX SUR ALARME INTRUSION	4 239,62	0,00	0
19/08/2014	TVX PEINTURE	4 992,67	0,00	0
19/08/2014	TVX PEINTURE	8 197,45	0,00	0
19/08/2014	FOURNI/POSE PANNEAU INFORMATION	693,43	0,00	0
19/08/2014	MOBILIER DIVERS (MATELAS/LIT/CHAISE/DIABLE...)	16 504,01	0,00	1
19/08/2014	PHOTOCOPIEUR RICOH AFICIO MP 3351 (2eme et)	1 920,00	0,00	10
19/08/2014	SERVEUR	441,60	0,00	1
19/08/2014	POTS EXTRA VASE	6 780,00	0,00	1
20/08/2014	FOURNI/POSE OSIER	13 249,44	0,00	0
20/08/2014	TVX MISSION CONTROLE TECH	960,00	0,00	0
20/08/2014	TVX MISSION COORDINATION	816,00	0,00	0
20/08/2014	FOURNI/POSE STELE	1 536,00	0,00	0
20/08/2014	MATS POUR DRAPEAUX	2 028,00	0,00	1
20/08/2014	PRESENTOIR MOBILE	301,27	0,00	1
20/08/2014	TABLES	235,95	0,00	1
20/08/2014	JOUETS DIVERS	167,20	0,00	1
20/08/2014	RADIOS PORTATIVES MOTOROLA NUMERIQUE	4 676,40	0,00	1
20/08/2014	COMPTOIR ACCEUIL	2 330,58	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/08/2014	REFRIGERATEUR BEKO	199,00	0,00	1
25/08/2014	ELECTROMENAGER	43 883,30	0,00	10
25/08/2014	THERMOMETRE SONDE ALIMENTAIRE	40,56	0,00	1
25/08/2014	GROUPE ELECTROGENE HONDA	2 880,00	0,00	10
26/08/2014	OUTILLAGE ELECTROPORTATIF (EPONDE POLISSAGE)	377,28	0,00	1
26/08/2014	TVX ENTRETIEN JUILLET	49 403,20	0,00	0
26/08/2014	ECLAIRGES SALLE EMILE ZOLA	9 177,60	0,00	1
26/08/2014	TVX MACONNERIE PR AMENAGEMT ANNEXE PM	23 826,20	0,00	0
26/08/2014	PERFORATEUR SDS	906,92	0,00	1
26/08/2014	PERFORATEUR BURINEUR SANS FIL GBH18V EC	564,24	0,00	1
26/08/2014	MATERIELS SPORTS (BANDES VINYL)	365,49	0,00	1
26/08/2014	MATERIEL ELECTROPORTATIF	515,20	0,00	1
28/08/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	3 577,99	0,00	0
28/08/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	330,41	0,00	0
28/08/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	207,92	0,00	0
01/09/2014	TVX SUR VMC	5 001,60	0,00	0
01/09/2014	TAILLES HAIES (x2)	288,00	0,00	1
01/09/2014	TVX SECURITE INCENDIE	16 129,40	0,00	50
04/09/2014	TVX MISSION CONTROLE	1 077,60	0,00	0
05/09/2014	TVX PEINTURE	17 606,05	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	130 931,03	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	88 623,16	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	4 841,10	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	40 807,15	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	45 164,25	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	16 110,68	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	8 824,09	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	15 177,06	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	29 209,42	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	5 621,34	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	8 580,50	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	15 175,50	0,00	0
05/09/2014	TVX CONSTRUCTION	13 200,00	0,00	0
05/09/2014	FOURNI/POSE SOL SOUPLE	9 030,00	0,00	0
05/09/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	1 907,50	0,00	50
09/09/2014	FOURNI/POSE DETENDEUR	4 560,48	0,00	0
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	4 981,92	0,00	1
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	1 781,63	0,00	1
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	3 576,89	0,00	1
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	4 821,28	0,00	1
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	1 513,36	0,00	1
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	229,02	0,00	1
09/09/2014	MOBILIER SCOLAIRE DIVERS	6 053,86	0,00	1
09/09/2014	POTELETS	3 427,20	0,00	1
09/09/2014	TVX MISSION COORDIANTION SPS	873,00	0,00	1
10/09/2014	FOURNI/POSE CABLE	238,80	0,00	0
11/09/2014	TVX REMPLT SOL SOUPLE	6 140,16	0,00	0
11/09/2014	TVX PEINTURE	12 324,72	0,00	0
11/09/2014	TVX PEINTURE	6 845,08	0,00	0
11/09/2014	TVX PEINTURE	5 583,67	0,00	0
12/09/2014	TVX CONTROLE BASSIN	1 166,40	0,00	0
16/09/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	220,82	0,00	0
16/09/2014	FOURNI/POSE FAUX PLAFOND	465,83	0,00	0
16/09/2014	TVX DE MACONNERIE	528,00	0,00	0
16/09/2014	TVX CARRELAGE	12 591,34	0,00	0
16/09/2014	TVX PEINTURE	5 143,58	0,00	0
16/09/2014	FOURNI/POSE DALLES	1 383,60	0,00	0
16/09/2014	TVX DE PEINTURE	2 211,66	0,00	0
16/09/2014	FOURNI/POSE CLOTURE	4 918,31	0,00	0
16/09/2014	TVX DE PEINTURE	1 237,09	0,00	0
16/09/2014	TVX DE PEINTURE	9 038,64	0,00	0
16/09/2014	FOURNI/POSE FAUX PLAFOND	8 188,80	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
17/09/2014	FOURNI/POSE BLOC PORTES	8 591,28	0,00	0
17/09/2014	FOURNI/POSE BLOC PORTES	8 752,68	0,00	0
17/09/2014	FOURNI/POSE REVETEMENT SOL	2 589,60	0,00	0
17/09/2014	FOURNI/POSE REVT SOL	6 615,00	0,00	0
17/09/2014	FOURNI/POSE REVT SOL	14 270,40	0,00	0
17/09/2014	TVX PEINTURE	6 086,11	0,00	0
17/09/2014	FOURNI/POSE DOUCHETTE	636,86	0,00	0
17/09/2014	FOURNI/POSE DALLES	1 672,68	0,00	0
17/09/2014	TVX DE PLOMBERIE	2 593,54	0,00	0
17/09/2014	TVX DE PLOMBERIE	12 675,91	0,00	0
17/09/2014	TVX DE PLOMBERIE	1 524,26	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	40 265,30	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	840,00	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	2 000,00	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	10 000,00	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	1 055,38	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	3 510,24	0,00	0
18/09/2014	TVX CONSTRUCTION	11 460,58	0,00	0
19/09/2014	TVX MISE EN PEINTURE	3 495,95	0,00	0
19/09/2014	TVX MISE EN PEINTURE	10 757,64	0,00	0
23/09/2014	FOURNI/POSE CABLE	2 899,44	0,00	0
23/09/2014	TVX DEPLACEMENT POSTE	588,00	0,00	0
23/09/2014	TVX RACCORDEMENT	434,04	0,00	0
23/09/2014	TVX RACCORDEMENT	962,64	0,00	0
23/09/2014	MATERIEL TELEPHONIQUE FIXE	3 477,58	0,00	5
23/09/2014	TVX DEPLACEMENT POSTES	1 564,20	0,00	0
23/09/2014	TVX MISE EN SECURITE INCENDIE	8 506,00	0,00	50
24/09/2014	FOURNI/POSE RADIATEUR	1 069,92	0,00	0
24/09/2014	TVX DE CHAUFFAGE	279,77	0,00	0
26/09/2014	FOURNI/POSE PLAQUES GRAVEES	5 304,72	0,00	0
26/09/2014	CENDRIERS	652,80	0,00	1
26/09/2014	PROTECTION BUTS DE BASKET	996,96	0,00	1
26/09/2014	RENAULT SCENIC IMMAT DJ183KC94	24 993,50	0,00	6
26/09/2014	PANIERS PLEINS	226,66	0,00	1
26/09/2014	CHARIOTS	938,40	0,00	1
26/09/2014	TELECOPIEUR LASER 2940 BROTHER	152,46	0,00	1
26/09/2014	PRESENTOIR MOBILE	325,44	0,00	1
26/09/2014	BANQUETTE/TABLE	990,14	0,00	1
26/09/2014	RECHAUD PROLINE	49,90	0,00	1
26/09/2014	LOGICIELS OFFIDE STANDAR/ADOBE PREMIERE/AFTER EFFE	14 762,18	0,00	1
26/09/2014	TAPIS EVOLUTION BEBE	221,18	0,00	1
26/09/2014	FOURNI/POSE MENUISERIE	2 199,66	0,00	0
26/09/2014	TVX MISSION COORDINATION	576,00	0,00	0
30/09/2014	TVX AMENGT	1 800,00	0,00	0
30/09/2014	CHAUFFEUSES	1 158,95	0,00	1
30/09/2014	ARMOIRETTE/CAISSON	321,62	0,00	1
30/09/2014	CLOTURE	996,89	0,00	1
30/09/2014	CHAISES	638,50	0,00	1
02/10/2014	TVX SECURITE INCENDIE	62 025,36	0,00	50
03/10/2014	FOUNI/POSE PLINTHES	90,00	0,00	0
03/10/2014	FOURNI/POSE PORTE TOLEE	5 206,56	0,00	0
03/10/2014	FOURNI/POSE PORTE ALU	9 822,44	0,00	0
03/10/2014	FOURNI/POSE PORTE ALU	7 508,54	0,00	0
03/10/2014	TVX ELEC POMPE	1 519,26	0,00	0
03/10/2014	FOURNI/POSE PORTE	9 693,86	0,00	0
03/10/2014	FOURNI/POSE REVET SOL	4 600,80	0,00	0
07/10/2014	BARRIERE LOSANGE	1 774,08	0,00	1
07/10/2014	BUT BASKET	2 016,22	0,00	10
08/10/2014	FOURNI/POSE LUMINAIRES	15 070,84	0,00	0
08/10/2014	TVX ELEC	1 519,81	0,00	0
08/10/2014	TVX ELEC	3 915,87	0,00	0
08/10/2014	FOURNI/POSE LUMINAIRES	3 149,80	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/10/2014	FOURNI/POSE LUMINAIRES	14 354,34	0,00	0
08/10/2014	FOURNI/POSE ECLAIRAGE EXTERIEUR	786,96	0,00	0
08/10/2014	TVX P/COFFRET DE SOL	7 855,09	0,00	0
08/10/2014	TVX DIVERS	1 579,16	0,00	0
08/10/2014	FOURNI/POSE CHASSIS	696,52	0,00	0
08/10/2014	PANNEAUX ARRET MINUTE	445,50	0,00	1
08/10/2014	FOURNI/POSE PORTANT S/PANNEAUX	840,00	0,00	0
08/10/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	792,00	0,00	0
08/10/2014	FOURNI/POSE DALLES	3 473,80	0,00	0
08/10/2014	FOURNI/POSE ALIMENTATION TEL	1 689,57	0,00	0
08/10/2014	TVX MISSION VERIFICATION TECH	300,00	0,00	0
08/10/2014	TVX ACOUSTIQUE	1 320,00	0,00	0
08/10/2014	VIDEOPROJECTEUR EPSON EB98 TRI LCD	700,80	0,00	1
08/10/2014	ZENKO (MATERIEL MUSIQUE)	359,00	0,00	1
08/10/2014	CRECHE DE NOEL COMPLETE	4 488,00	0,00	10
08/10/2014	REFRIGERATEUR PROLINE	149,00	0,00	1
08/10/2014	REFRIGERATEUR PROLINE	149,00	0,00	1
08/10/2014	VESTIAIRE X1/PORTE MANTEAU X3	289,07	0,00	1
08/10/2014	TABLE DE CUISSON ELECTROLUX	159,00	0,00	1
08/10/2014	REFRIGERATEUR PROLINE	179,00	0,00	1
08/10/2014	MINI CHAINE YAMAHA	872,08	0,00	1
08/10/2014	BUREAU/TABLE/TABLEAU	472,30	0,00	1
08/10/2014	LOCOPOUSS	78,60	0,00	1
08/10/2014	COUSSIN DE CHANGE	134,24	0,00	1
08/10/2014	PORTE PARAPLUIE	44,76	0,00	1
08/10/2014	ANCHES CLARINETTES	62,69	0,00	1
08/10/2014	FOURNI/POSE ECLAIRAGE PUBLIC	21 355,60	0,00	0
09/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	2 425,00	0,00	50
09/10/2014	TVX MAITRISE OEUVRE	4 768,75	0,00	50
09/10/2014	TVX MISE EN SECURITE	56 201,65	0,00	50
10/10/2014	FRAIS ETUDES ENFOUISSEMENT RESEAUX DE COM RUE CHAN	3 856,80	0,00	5
10/10/2014	CHARIOT X1/CHAISES X6	1 275,82	0,00	1
10/10/2014	ARMOIRES	4 474,32	0,00	15
10/10/2014	DOUILLE DE GUIDAGE	1 876,00	0,00	10
14/10/2014	TVX REHABILITATION TERRASSE	4 701,18	0,00	0
14/10/2014	TVX PLANTATION VEGETAUX	16 611,04	0,00	0
14/10/2014	TVX PLOMBERIE	5 172,08	0,00	0
14/10/2014	FOURNI/POSE EQUERRES	1 900,80	0,00	0
14/10/2014	TVX PLANTATION GAZON	1 536,48	0,00	0
14/10/2014	POSE GAZON	307,74	0,00	0
14/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	1 434,35	0,00	0
14/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	122,90	0,00	0
14/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	2 141,35	0,00	0
14/10/2014	FOURNI/POSE CLAVIER ALARME INTRUSION	381,30	0,00	0
14/10/2014	GAZON	1 001,88	0,00	1
14/10/2014	CHARIOTS	1 252,80	0,00	1
14/10/2014	TVX TOPO RUE GABRIEL PERI	1 016,52	0,00	5
14/10/2014	SUPPRESSION DE TOITURES	15 882,00	0,00	50
15/10/2014	FOURNI/POSE BAIE	1 778,95	0,00	0
15/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	6 613,99	0,00	0
15/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	618,29	0,00	0
15/10/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	389,10	0,00	0
15/10/2014	TVX MISSION COORDIANTION SPS	1 275,12	0,00	0
15/10/2014	FOURNI/POSE CROISILLONS	1 240,96	0,00	0
15/10/2014	TELEPHONE FIXE	3 687,36	0,00	5
15/10/2014	POTELETS	652,80	0,00	1
15/10/2014	TVX MISSION VERIF TECH	648,00	0,00	0
15/10/2014	POSTES DE CONSULTATION ASSISE	917,14	0,00	1
15/10/2014	TABLES X15/CHARIOT X1	1 011,59	0,00	1
15/10/2014	CHAISE	184,84	0,00	1
15/10/2014	FAUTEUIL	222,68	0,00	1
15/10/2014	CHAISES	924,18	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
15/10/2014	ARMOIRE	536,02	0,00	1
15/10/2014	CHAISE	184,84	0,00	1
15/10/2014	HACHOIR KENWOOD	34,90	0,00	1
15/10/2014	AUTOLAVEUSE RA 501E	3 000,00	0,00	10
15/10/2014	ASPIRATEUR POUSSIERE C20	252,00	0,00	1
20/10/2014	RAMEUR/SKIERG/GLISSIERE	9 933,96	0,00	10
20/10/2014	VELOS TRAINERS	5 300,64	0,00	10
20/10/2014	CLOCHE ANCIENNE DES HALLES	2 700,00	0,00	10
23/10/2014	IMPRIMANTES/MICRO TOUR	37 495,01	0,00	1
23/10/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	604,20	0,00	0
23/10/2014	FOURNI/POSE 12 ECLAIRAGES	11 963,68	0,00	0
23/10/2014	FOURNI/POSE COLONNES	1 363,86	0,00	0
23/10/2014	TVX DE CHAUFFAGE	1 485,71	0,00	0
23/10/2014	EXTINCTEURS	291,02	0,00	1
23/10/2014	BANC SUEDOIS	1 890,00	0,00	1
23/10/2014	BUTS MULTISPORT/BUTS HAND	4 951,56	0,00	10
23/10/2014	PROTECTION BUT	2 084,13	0,00	10
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	2 586,32	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	11 162,34	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	631,60	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	631,60	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	2 733,20	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	3 350,12	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	147,23	0,00	0
23/10/2014	TVX CHAUFFAGE	2 475,25	0,00	0
23/10/2014	TVX MISSION COORDINATION SPS	306,00	0,00	1
24/10/2014	FOURNI/POSE FAUX PLAFOND	406,02	0,00	0
24/10/2014	TVX PEINTURE	1 149,34	0,00	0
24/10/2014	FOURNI/POSE DOUBLE PORTE ALU	5 043,70	0,00	0
28/10/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	1 046,11	0,00	0
28/10/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	230,56	0,00	0
30/10/2014	REFRIGERATEUR PROLINE	99,00	0,00	1
30/10/2014	SCANNER MULTIFONCTION KYOCERA	1 668,00	0,00	10
30/10/2014	MEUBLE OPAC	1 149,61	0,00	15
30/10/2014	AUTOLAVEUSE RA 501E+ASPIRATEUR POUSSIERE C2	3 252,00	0,00	10
30/10/2014	HARPES CELTIQUES	3 501,00	0,00	10
30/10/2014	FAUTEUIL/VESTIAIRE	411,96	0,00	1
04/11/2014	PISTOLET PEINTURE ELEC BASSE PRESSION	432,05	0,00	1
04/11/2014	MEULEUSE ANGULAIRE	200,69	0,00	1
04/11/2014	TRANSPALETTE	298,80	0,00	1
04/11/2014	TVX REHABILITATION FACADE	24 351,16	0,00	0
04/11/2014	TVX REHABILITATION	950,40	0,00	0
04/11/2014	TVX PEINTURE	3 748,51	0,00	0
04/11/2014	TVX SIGNALISATION	24 491,53	0,00	0
04/11/2014	TVX S/FILTRATION BASSIN	130 716,00	0,00	0
04/11/2014	TVX ENFOUISSEMENT RESEAU	6 552,00	0,00	0
04/11/2014	TVX ENFOUISSEMENT RESEAU	3 217,10	0,00	0
04/11/2014	FOURNI/POSE FILM	2 146,85	0,00	0
12/11/2014	VEGETAUX	137,28	0,00	1
12/11/2014	TVX TRANCHEE	2 041,81	0,00	0
12/11/2014	TVX TRANCHEE	4 281,40	0,00	0
12/11/2014	TVX REAGT TROTTOIRS	205 074,60	0,00	0
12/11/2014	TVX DIVERS	54 656,90	0,00	0
12/11/2014	TVX PLANTATION	1 565,61	0,00	0
12/11/2014	TVX REHABILITATION TOURELLE	4 786,80	0,00	0
12/11/2014	FOURNI/POSE PORTE ENTREE	5 938,81	0,00	0
12/11/2014	TVX AMEGT AIRE JEUX	27 344,93	0,00	0
12/11/2014	TVX REHABILITATION ENROBES	55 504,08	0,00	0
12/11/2014	TVX REHABILITATION ENROBES	12 059,09	0,00	0
13/11/2014	AFFICHE	150,00	0,00	1
13/11/2014	CERTIFICAT SERVEUR CLIENT CERTINOMIS	540,00	0,00	1
13/11/2014	INSTRUMENT DE MUSIQUE ZENKO	359,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/11/2014	ECRAN DE PROJECTION S/PIEDS	216,00	0,00	1
13/11/2014	CHAISES COQUES	360,00	0,00	1
13/11/2014	FOURNI/POSE BARRIERE LEVANTE	8 472,00	0,00	0
13/11/2014	FOURNI/POSE BORNE INCENDIE	2 932,12	0,00	0
13/11/2014	ETUDE ACOUSTIQUE	3 000,00	0,00	0
13/11/2014	INSTRUMENTS MUSIQUE	1 748,21	0,00	1
13/11/2014	GUITARES CLASSIQUE ESPAGNOLE	624,60	0,00	1
13/11/2014	IMPRIMANTE JET ENCRE COULEUR HP OFFICE	263,78	0,00	1
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	4 536,12	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	28 029,73	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	4 071,67	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	3 089,25	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	14 239,93	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	17 362,85	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	1 488,00	0,00	0
14/11/2014	TVX CONSTRUCTION	22 368,84	0,00	0
17/11/2014	CROCHETS/PALETTE/PROFILER	1 793,93	0,00	1
17/11/2014	SOUFFLEUR ELECTRIQUE AIRION	2 688,00	0,00	10
17/11/2014	KAYAK MAMBO UNE PLACE	3 131,52	0,00	10
17/11/2014	MATERIEL ACTIVITE NAUTIQUE	3 949,36	0,00	1
17/11/2014	THERMOMETRE	168,80	0,00	1
17/11/2014	ALCOTEST AVEC EMBOUTS	2 311,15	0,00	1
18/11/2014	BALISETTES	2 328,00	0,00	1
18/11/2014	CORBEILLES	1 289,52	0,00	1
18/11/2014	VEGETAUX	928,74	0,00	1
19/11/2014	TVX CHAUFFAGE	40,53	0,00	0
19/11/2014	TVX CHAUFFAGE	40,53	0,00	0
21/11/2014	CORBEILLES TULIPE	3 900,00	0,00	1
21/11/2014	CRIC+VERIN DE FOSSE	963,96	0,00	1
21/11/2014	FOURNI/POSE PORTE EXTERIEURE	2 897,62	0,00	0
21/11/2014	TVX ESSOUCHEMENT DE 2 SOUCHES	462,22	0,00	0
24/11/2014	MIROIRS DE VISIBILITE	470,18	0,00	1
24/11/2014	CONVECTEURS ELECTRIQUES	595,78	0,00	1
24/11/2014	TVX SUR PORTE	1 584,00	0,00	0
24/11/2014	FOURNI/POSE PANNEAU	3 041,59	0,00	0
26/11/2014	EQUIPEMENT P/MOTO (VALISES/SERRURES.)IMMAT CQ494YW	1 092,25	0,00	1
26/11/2014	EQUIPEMENT P/MOTO (VALISES/SERRURES.)IMMAT CQ478YW	1 092,25	0,00	1
26/11/2014	STRUCTURE MOTRICITE (KEMBERG/MEZENC..)	6 236,21	0,00	10
26/11/2014	FOURNI/POSE DOUBLAGE MURS	2 055,71	0,00	0
26/11/2014	TVX ALIMENTATION	457,55	0,00	0
26/11/2014	TVX PEINTURE CANDELABRES	2 711,75	0,00	0
26/11/2014	FOURNI/POSE CABLE	176,40	0,00	0
26/11/2014	FOURNI/POSE CLOTURE	2 614,68	0,00	0
26/11/2014	TVX MISSION COORDINATION	153,00	0,00	1
27/11/2014	VEGETAUX	821,70	0,00	1
27/11/2014	COFFRET PERCEUSE VISSEUSE DEVISSEUSE	84,00	0,00	1
27/11/2014	COFFRET PERCEUSE VISSEUSE DEVISSEUSE	84,00	0,00	1
27/11/2014	VEGETAUX	1 525,15	0,00	1
27/11/2014	BURINEUR TE 1000	3 673,54	0,00	10
27/11/2014	VISSEUSE	503,00	0,00	1
27/11/2014	SCIE CIRCULAIRE	305,24	0,00	1
27/11/2014	PONCEUSE BANDE	296,25	0,00	1
27/11/2014	COFFRET FORETS	125,04	0,00	1
27/11/2014	PISTOLETS SQUELETTES	72,92	0,00	1
27/11/2014	ROBOT A SEMELLE	99,22	0,00	1
27/11/2014	TELEMETRE LASER BOSCH+TESTEUR HUMIDITE	147,36	0,00	1
27/11/2014	SCIE SAUTEUSE GST 160 CE	299,91	0,00	1
27/11/2014	RABOT MAKITA	316,57	0,00	1
27/11/2014	FRAISEUSE A LAMELLES	526,81	0,00	1
27/11/2014	AFFLEUREUSE 3710J	251,00	0,00	1
27/11/2014	SCIE SAUTEUSE	162,49	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/11/2014	RABOT GHO	167,00	0,00	1
27/11/2014	AFFUTEUSE	223,47	0,00	1
27/11/2014	DECAPEUR THERMIQUE	72,80	0,00	1
27/11/2014	FILTRE/TORCHE/CABLE/DETENDEUR	500,07	0,00	1
27/11/2014	VISSEUSE PERCEUSE	466,64	0,00	1
27/11/2014	PERFO BURINEUR SANS FIL	564,24	0,00	1
27/11/2014	TVX REHABILITATIOPN SIPHONS	1 776,29	0,00	0
27/11/2014	FOURNI/POSE MENUISES ALU	18 268,42	0,00	0
27/11/2014	FOURNI/POSE ENSEMBLE ALU	9 252,48	0,00	0
27/11/2014	TVX PEINTURE	656,16	0,00	0
27/11/2014	TVX PEINTURE	1 241,22	0,00	0
27/11/2014	TVX PEINTURE	4 776,72	0,00	0
27/11/2014	TVX PEINTURE	693,43	0,00	0
27/11/2014	TVX PEINTURE	1 243,44	0,00	0
27/11/2014	TVX DIVERS	160,46	0,00	0
27/11/2014	TVX DIVERS	212,78	0,00	0
27/11/2014	TVX DIVERS	43,49	0,00	0
27/11/2014	FOURNI/POSE PORTE	1 924,22	0,00	0
27/11/2014	FOURNI/POSE VERRE	1 292,52	0,00	0
27/11/2014	TVX MISSION COORDINATION	204,22	0,00	0
02/12/2014	SONDE P/THERMOMETRE	164,00	0,00	1
02/12/2014	FOUR MICRO ONDE WHIRLPOOL	349,00	0,00	1
02/12/2014	SCANNER CODE BARRE SANS FIL	369,40	0,00	1
02/12/2014	BARRIERES PIVOTANTES	4 551,60	0,00	10
02/12/2014	STAND UP PADDLE	3 191,64	0,00	1
02/12/2014	INSTRUMENT DE MUSIQUE	761,98	0,00	1
02/12/2014	LOGICIELS FINALE 2012	237,00	0,00	1
02/12/2014	PLATE FORME MOBILE	1 579,20	0,00	10
02/12/2014	CLOCHE DE LAVAGE	2 113,44	0,00	10
02/12/2014	SIEGES	395,75	0,00	1
02/12/2014	PHOTOS DE CINEMA BORD DE MARNE	378,00	0,00	0
02/12/2014	COMPACTEUR SOLAIRE BIG BELLY SOLAR	4 860,00	0,00	10
02/12/2014	COFFRES DE STOCKAGE	1 194,00	0,00	1
02/12/2014	VASQUE 580 VERT	1 314,00	0,00	1
02/12/2014	TVX REVT SOL	853,05	0,00	0
02/12/2014	TVX ETUDE ACOUSTIQUE	1 500,00	0,00	0
03/12/2014	ECLAIRAGE	3 808,80	0,00	10
03/12/2014	SCIE SAUTEUSE GST90BE	174,00	0,00	1
03/12/2014	PERFO BURINEUR SANS FIL	598,80	0,00	1
03/12/2014	PETITS OUTILLAGES DIVERS	1 322,94	0,00	1
03/12/2014	PETITS OUTILLAGES DIVERS	910,06	0,00	1
03/12/2014	TVX REMPLISSAGE DES POSTS	207,10	0,00	0
03/12/2014	TVX REMPLISSAGE DES POSTS	1 718,62	0,00	0
03/12/2014	TVX PLANTATION	10 070,60	0,00	0
03/12/2014	TVX PEINTURE	1 030,38	0,00	0
03/12/2014	FOURNI/POSE RIDEAUX PARE SOLEIL	2 422,31	0,00	0
04/12/2014	ESCABEAU/COFFET PERCEUSE/PROJECTEUR/ECHELLE	344,17	0,00	1
04/12/2014	ESCABEAU/COFFET PERCEUSE/PROJECTEUR/ECHELLE	251,05	0,00	1
04/12/2014	COFFRET PERCEUSE/VISSEUSE/PROJECTEUR	107,84	0,00	1
04/12/2014	COFFRET PERCEUSE/VISSEUSE/PROJECTEUR	251,05	0,00	1
04/12/2014	COFFRET PERCEUSE/VISSEUSE/PROJECTEUR	297,61	0,00	1
04/12/2014	COFFRET PERCEUSE/VISSEUSE/PROJECTEUR	154,40	0,00	1
04/12/2014	COFFRET PERCEUSE/VISSEUSE/PROJECTEUR	107,84	0,00	1
04/12/2014	POTELETS ET BARRIERES	6 168,00	0,00	1
04/12/2014	SIEGES	501,05	0,00	1
04/12/2014	TVX SUR MUR CLOTURE	6 738,86	0,00	0
04/12/2014	TVX REAHBILITATION CLOTURE	14 449,76	0,00	0
04/12/2014	TVX PLANTATION	557,82	0,00	0
04/12/2014	TVX PLANTATION	3 257,42	0,00	0
04/12/2014	TVX PLANTATION	1 301,58	0,00	0
04/12/2014	TVX PEINTURE	3 829,56	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
04/12/2014	FOURNI/POSE PIECES SUR BRULEUR	2 735,88	0,00	0
04/12/2014	TVX RECONDITIONNEMENT PLAQUE ECHANGEUR	4 342,03	0,00	0
04/12/2014	FOURNI/POSE MOTEUR CTA VESTIAIRE	1 896,91	0,00	0
04/12/2014	TVX RECONDITIONNEMENT JEU DE PLAQUES ECHANGEUR	1 095,19	0,00	0
04/12/2014	TVX REHABILITATION PLAQUE S/ECHANGEUR	2 771,76	0,00	0
04/12/2014	TVX REHABILITATION DES VANNES	1 667,52	0,00	0
04/12/2014	TVX REHABILITATION POMPE CHARGE	1 373,76	0,00	0
04/12/2014	TVX REHABILITATION POMPE	4 361,05	0,00	0
04/12/2014	TVX REHABILITATION BOUCHE INCENDIE	2 018,04	0,00	0
04/12/2014	FOURNI/POSE CLOISON AMOVIBLE	1 835,50	0,00	0
06/12/2014	MATERIEL DE SPORT (BARRE/POTEAU METALLIQUE)	1 421,80	0,00	1
08/12/2014	SONY WALKY	938,00	0,00	1
08/12/2014	TVX DIVERS	15 122,77	0,00	0
08/12/2014	TVX CHAUSSEES ET TROTTOIRS	60 261,97	0,00	0
08/12/2014	TVX CHAUSSEES ET TROTTOIRS	95 067,81	0,00	0
08/12/2014	TVX CHAUSSEES ET TROTTOIRS	97,02	0,00	0
08/12/2014	FOURNI/POSE EXTINCTEURS	1 237,62	0,00	0
08/12/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	14 400,00	0,00	0
08/12/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	758,74	0,00	0
08/12/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	5 311,14	0,00	0
08/12/2014	TVX REHABILITATION PLAGES EXTERIEURES	10 033,44	0,00	0
09/12/2014	POTELET/BARRIERE/POMMET	8 973,60	0,00	1
09/12/2014	DISTRIBUTEURS TOUTOUNET	4 032,00	0,00	1
09/12/2014	CENDRIER DE RUE	1 632,00	0,00	1
09/12/2014	TVX PEINTURE	1 265,28	0,00	0
09/12/2014	FOURNI/POSE POTEAUX	1 952,26	0,00	0
10/12/2014	FRAIS ETUDE DIAGNOSTIC PHYTOSANITAIRE	19 740,00	0,00	5
10/12/2014	TVX SUR MUR	6 551,76	0,00	0
10/12/2014	FOURNI/POSE DOUBLAGE	947,76	0,00	0
10/12/2014	TVX MACONNERIE	1 036,80	0,00	0
10/12/2014	TVX REHABILITATION MUR	2 424,60	0,00	0
10/12/2014	FOURNI/POSE TRAPPE	1 639,99	0,00	0
10/12/2014	TVX REHABILITATION ELEC	9 045,52	0,00	0
10/12/2014	TVX REHABILITATION PLAGES EXTERIEURES	10 033,44	0,00	0
10/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	2 486,89	0,00	50
11/12/2014	IMPRIMANTE A ETIQUETTE	5 184,00	0,00	10
11/12/2014	CONGELATEUR BEKO	499,00	0,00	1
11/12/2014	CHAISE DE BUREAU	135,97	0,00	1
11/12/2014	MOBILIER DIVERS	4 642,57	0,00	15
11/12/2014	SCANNER A CODE BARRE	359,40	0,00	1
11/12/2014	SECHE LINGE MIELE	969,00	0,00	1
11/12/2014	DOUCHETTES	964,80	0,00	1
11/12/2014	MEUBLE AVEC AUTOMATE	7 878,00	0,00	15
11/12/2014	TVX REHABILITATION BOUCHE INCENDIE	2 018,04	0,00	0
11/12/2014	TVX REHABILITATION BOUCHE INCENDIE	2 018,04	0,00	0
11/12/2014	TVX REHABILITATION BOUCHE INCENDIE	1 276,37	0,00	0
12/12/2014	TVX PLANTATION	99,17	0,00	0
15/12/2014	CHAINE MICRO SONY	239,00	0,00	1
15/12/2014	CONGELATEUR REFRIGERATEUR WHIRLPOOL	449,00	0,00	1
15/12/2014	MOBILIERS DIVERS	764,94	0,00	1
15/12/2014	AQUARELLE PAYSAGE DE NOGENT SUR MARNE	1 000,00	0,00	0
15/12/2014	COFFRE DE SECURITE	153,35	0,00	1
15/12/2014	DIABLE	233,40	0,00	1
15/12/2014	TVX EN REGIE	99 028,22	0,00	0
16/12/2014	TVX PEINTURE	2 155,28	0,00	0
16/12/2014	FOURNI/POSE CANDELABRES	28 611,62	0,00	0
16/12/2014	TVX DEPOSE 2 POTEAUX	2 531,98	0,00	0
16/12/2014	TVX DEPOSE POTEAUX VETUSTE	86 136,80	0,00	0
16/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	1 410,90	0,00	0
16/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	1 722,94	0,00	0
16/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	695,64	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
16/12/2014	MATERIEL ELECTRIQUE	4 140,00	0,00	1
16/12/2014	MATERIELS ILUMINATIONS	16 921,10	0,00	10
16/12/2014	TABLETTES	1 979,40	0,00	1
16/12/2014	POCHETTES TABLETTES	474,00	0,00	1
16/12/2014	TVX SUR CLOISON	3 488,74	0,00	0
16/12/2014	FOURNI/POSE VENTILATEUR	1 635,60	0,00	0
16/12/2014	TVX SUR JEU EXTERIEUR	5 228,95	0,00	0
16/12/2014	FOURNI/POSE GARDE CORPS	6 765,60	0,00	0
16/12/2014	FOURNI/POSE RIDEAUX PARE SOLEIL	1 865,15	0,00	0
16/12/2014	FOURNI/POSE RIDEAUX PARE SOLEIL	2 572,42	0,00	0
16/12/2014	FOURNI/POSE DALLES	1 904,50	0,00	0
16/12/2014	TVX MISSION COORDINATION	1 516,80	0,00	0
17/12/2014	TABLEAU MOBILE	222,20	0,00	1
18/12/2014	MOBILIERS DIVERS	1 016,44	0,00	1
18/12/2014	MATERIEL EXOPSITION	522,60	0,00	1
18/12/2014	MONOBROSSE	1 143,00	0,00	10
18/12/2014	COFFRET PERCEUSE/PROJECTEUR/ECHELLE	230,89	0,00	1
18/12/2014	DISTRIBUTEURS DE SACS A DEJECTIONS CANINES	3 360,00	0,00	1
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	1 519,10	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	2 507,17	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	10 820,74	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	816,37	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	408,18	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	2 649,58	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	3 247,66	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	142,72	0,00	0
18/12/2014	TVX CHAUFFAGE	2 399,51	0,00	0
18/12/2014	TVX SIGNALISATION	10 057,06	0,00	0
18/12/2014	FOURNI/POSE COUSSINS BERLINOIS	6 576,00	0,00	0
18/12/2014	TVX REHABILITATION FISSURES	1 300,80	0,00	0
18/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ASCENSEUR	696,49	0,00	0
18/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ASCENSEUR	6 995,49	0,00	0
18/12/2014	TVX MISE EN SECURITE INCENDIE	1 343,35	0,00	50
22/12/2014	VEGETAUX RUE LEPOUTRE	500,23	0,00	1
22/12/2014	VEGETAUX	923,39	0,00	1
22/12/2014	VEGETAUX	2 266,88	0,00	1
22/12/2014	VEGETAUX	1 375,56	0,00	1
22/12/2014	VEGETAUX	1 771,00	0,00	20
22/12/2014	VEGETAUX	1 782,00	0,00	20
22/12/2014	VEGETAUX	242,00	0,00	1
22/12/2014	VEGETAUX	116,38	0,00	1
22/12/2014	VEGETAUX	938,74	0,00	1
22/12/2014	NETTOYEUR HP STIHL REL28 PLUS	975,00	0,00	1
22/12/2014	NETTOYEUR HP STIHL RE118	315,93	0,00	1
22/12/2014	SOUFFLEUR STIHL BG66	285,99	0,00	1
22/12/2014	GENERATEUR COUPEUR PLASMA	2 762,52	0,00	10
22/12/2014	CAISSE OUTIL/SCIE/NIVEAU.....	102,82	0,00	1
22/12/2014	MATERIELS OUTILLAGES	7,90	0,00	1
22/12/2014	STRUCTURE DE MOTRICITE	2 878,00	0,00	10
22/12/2014	TVX PLANTATION	1 041,39	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	8 226,48	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	2 357,16	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	6 039,33	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	3 891,10	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	3 648,89	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	307,40	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	3 931,89	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	4 858,08	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	970,61	0,00	0
22/12/2014	TVX PLANTATION	3 106,23	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE LUMINAIRES	1 167,70	0,00	0
22/12/2014	TVX REHABILITATION FILTRES	8 472,24	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
22/12/2014	TVX REHABILITATION TUBE SUR COLONNE	1 453,68	0,00	0
22/12/2014	TVX REHABILITATION TUBE SUR COLONNE	1 451,52	0,00	0
22/12/2014	TVX S/CANALISATION	1 090,08	0,00	0
22/12/2014	TVX SUR MUR	9 072,00	0,00	0
22/12/2014	TVX MISSION CONTROLE TECHNIQUE	1 166,40	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE AUTOCOLLANT	144,40	0,00	0
22/12/2014	TVX S/COUVERTURE	2 504,88	0,00	0
22/12/2014	TVX TOPOGRAPHIQUES	3 972,60	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE ARROSAGE AUTOMATIQUE	9 080,46	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE ARROSAGE AUTOMATIQUE	285,60	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE ARROSAGE AUTOMATIQUE	2 880,00	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE CLOTURE	1 857,70	0,00	0
22/12/2014	TVX MISSION MAITRISE OEUVRE	2 191,20	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE BLOC PORTE COUPE FEU	1 919,10	0,00	0
22/12/2014	TVX ENFOUISSEMENT RESEAU	1 977,98	0,00	0
22/12/2014	FOURNI/POSE LIGNES ELEC	12 927,87	0,00	50
23/12/2014	CHAISES	772,57	0,00	1
23/12/2014	CANAPE/FAUTEUILS	1 297,91	0,00	1
23/12/2014	CHAISES	190,66	0,00	1
23/12/2014	TVX PLANTATION	6 314,88	0,00	0
23/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	3 078,84	0,00	0
23/12/2014	FOURNI/POSE 3 PROJECTEURS	3 846,72	0,00	0
23/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	2 999,28	0,00	0
23/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	5 809,82	0,00	0
23/12/2014	TVX REAHBILITATION RADIATEURS	2 588,52	0,00	0
23/12/2014	TVX REHABILITATION FUITE SOL	1 253,11	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	1 519,09	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	2 507,17	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	10 820,74	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	816,37	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	408,18	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	2 649,58	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	3 247,66	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	142,72	0,00	0
23/12/2014	TVX CHAUFFAGE	2 399,52	0,00	0
23/12/2014	TVX PEINTURE	417,36	0,00	0
23/12/2014	TVX PEINTURE	2 493,72	0,00	0
23/12/2014	TVX S/FERMETURE COUPE FEU	1 473,60	0,00	0
23/12/2014	TVX REHABILITATION BANDEAU INCENDIE	1 138,21	0,00	0
23/12/2014	TVX MISSION PROGRAMMATION	6 300,00	0,00	0
26/12/2014	GARAGE P/CHARIOT	4 934,95	0,00	10
26/12/2014	DEFIBRILATEUR	1 688,40	0,00	10
26/12/2014	DEFIBRILATEUR	1 688,40	0,00	10
26/12/2014	SIEGE	965,89	0,00	1
26/12/2014	TVX REHABILITATION APPAREIL INCENDIE	290,62	0,00	0
26/12/2014	FOURNI/POSE BOUCHON S/POTEAU INCENDIE	166,21	0,00	0
26/12/2014	TVX TOPOGRAPHIQUE	4 001,81	0,00	5
29/12/2014	TVX REHABILITATION MUR CLOTURE	8 218,61	0,00	0
29/12/2014	FOURNI/POSE FENETRE	4 832,56	0,00	0
29/12/2014	FOURNI/POSE FENETRE	4 832,56	0,00	0
30/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	794,88	0,00	0
30/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	3 213,42	0,00	0
30/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ELEC	1 949,12	0,00	0
30/12/2014	FOURNI/POSE AUTOCOMMUTATEUR	14 135,86	0,00	0
31/12/2014	FOURNI/POSE MATERIELS	466,80	0,00	0
31/12/2014	FOURNI/POSE PROTECTION THERMIQUE	7 043,76	0,00	0
31/12/2014	VEGETAUX	739,21	0,00	1
31/12/2014	VEGETAUX	2 134,69	0,00	1
31/12/2014	MATERIELS INFOS DIVERS	35 451,00	0,00	1
31/12/2014	TVX ENTOURAGES ARBRES	474,04	0,00	0
31/12/2014	TVX MISE NIVEAU SECURITE	1 296,60	0,00	50
Acquisitions à titre gratuit				

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**9 972 973,13**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
01/12/2014	RENAULT SCENIC IMMAT CP 984 QS 94	24 493,50	3	8 164,50	16 329,00	12 000,00	-4 329,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
01/01/2014	AUTO-LAVEUSE AVEC PLATEAU SUPPORT DISQUES	7 097,59	10	7 097,59	0,00	0,00	0,00
01/01/2014	NETTOYEUR KARCHER / FLEXIBLE /COUPLEUR	1 996,89	10	1 996,89	0,00	0,00	0,00
02/01/2014	PIAGGIO SERIE ZAPS8500003764 4884SE94	19 304,62	6	19 304,62	0,00	0,00	0,00
02/01/2014	PHOTOCOPIEUR 3525	8 379,18	5	8 379,18	0,00	0,00	0,00
03/01/2014	PHOTOCOPIEUR 3525	7 488,16	5	7 488,16	0,00	0,00	0,00
03/01/2014	FAX JET ENCRE SAMSUNG SF330	143,52	5	143,52	0,00	0,00	0,00
03/01/2014	PERCEUSE/VISSEUSE SANS FIL	331,29	10	331,29	0,00	0,00	0,00
03/01/2014	BALAYEUSE ASPIRATRICE CITYMASTER 90	38 389,93	10	30 711,92	7 678,01	0,00	-7 678,01
03/01/2014	TELECOPIEUR	190,34	5	190,34	0,00	0,00	0,00
03/01/2014	FOUR A POSER PROLINE	99,90	5	99,90	0,00	0,00	0,00
03/01/2014	PHOTOCOPIEUR STUDIO 167	1 758,54	10	703,40	1 055,14	0,00	-1 055,14
03/01/2014	TELECOPIEUR LASER BROTHER 2820	238,00	1	238,00	0,00	0,00	0,00
20/01/2014	NETTOYEUR HAUTE PRESSION	205,92	5	205,92	0,00	0,00	0,00
20/01/2014	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE NIKON COOLPIX3700	199,00	5	199,00	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR A EAU / POUS.KARCHER	532,81	5	532,81	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR ROWENTA	211,90	5	211,90	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR MIELE S512	606,72	5	606,72	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR TRAINEAUX S624+SACS	346,06	5	346,06	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR DAKOTA	232,47	5	232,47	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR MIELE S 648	1 367,45	5	1 367,45	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR POUSSIERES AVEC SACS	455,82	5	455,82	0,00	0,00	0,00
21/01/2014	ASPIRATEUR BORA AVEC ACCESSOIRES	272,05	5	272,05	0,00	0,00	0,00
23/01/2014	TELECOPIEUR SAMSUNG SF 560/EXTENSION GARANTIE	250,00	5	250,00	0,00	0,00	0,00
27/01/2014	ELAGUEUSE/TRONCONNEUSE	2 006,29	10	1 805,67	200,62	0,00	-200,62
22/07/2014	SECHE LINGE MIELE BLANC A EVACUATION	800,00	5	800,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2014	REFRIGERATEUR BRANDT BLANC	249,00	5	249,00	0,00	0,00	0,00
06/11/2014	REFRIGERATEUR ARTHUR MARTIN	599,98	5	599,98	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2014	AUTOLAVEUSE	6 626,15	10	5 300,96	1 325,19	0,00	-1 325,19
31/12/2014	AUTOLAVEUSE FAST AVEC PLATEAU	2 637,43	5	2 637,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2014	AUTOLAVEUSE	6 626,15	10	5 300,96	1 325,19	0,00	-1 325,19
31/12/2014	AUTOLAVEUSE	3 186,50	10	2 230,55	955,95	0,00	-955,95
31/12/2014	AUTOLAVEUSE TENNANT AVEC BATTERIE MONOBLOC	8 770,69	10	7 893,63	877,06	0,00	-877,06
31/12/2014	AUTOLAVEUSE 15L	2 750,80	10	2 750,80	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**148 844,65**					**-17 746,16**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	10 460 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	442 010,40
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	130 821,94

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
13/03/2014	LOCAL SIS 2 RUE VICTOR HUGO	123 080,66	0,00	0
25/03/2014	ACQUISITION 37 RUE DES HEROS NOGENTAIS	2 635,75	0,00	0
26/03/2014	ACQUI 2BIS/2TER RUE KABLE JARDIN OPALE	48 839,68	0,00	0
20/10/2014	40 RUE MARCEAU	1 244,27	0,00	0
11/12/2014	33/37/39 RUE MARCEAU	743 841,06	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**919 641,42**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
07/07/2014	immeuble	114 000,00	0	0,00	114 000,00	430 000,00	316 000,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**114 000,00**					**316 000,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**34 537,12**	
60628	Achats d'autres fournitures	34 537,12	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**64 491,10**	
64111	Rémunération principale	64 491,10	
72	***Travaux en régie***		***99 028,22***
722	*Travaux en régie*		*99 028,22*
TOTAL GENERAL		**99 028,22**	**I 99 028,22**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***99 028,22***
2138	*Autres constructions*	*99 028,22*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**99 028,22**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	99 028,22
Recettes réelles de fonctionnement	42 559 870,28
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,23 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**2 938 831,95**	**0,00**											**61 221,24**	**144 947,61**
01 - la Maison de la Culture Juive	2010	X	01 - la Maison de la Culture Juive	Crédit Mutuel	225 000,00	0,00	7,00	M	F		0,000	F		3,850	-		6 033,62	21 110,50
02 - S.A.I.E.M NOGENT	2004	P	02 - S.A.I.E.M NOGENT	SOLENDI	731 760,00	0,00	15,00	A	F		0,000	F		2,000	-		8 530,71	34 091,19
02 - S.A.I.E.M NOGENT	2004	P	02 - S.A.I.E.M NOGENT	SOLENDI	45 735,00	0,00	16,00	A	F		0,000	F		1,000	-		373,01	2 161,41
02 - SAIEM DE NOGENT	2013		02 - SAIEM DE NOGENT	Crédit coop	400 000,00	0,00	15,00	T	F		0,000	F		3,850	-		10 953,29	9 961,88
04 - congrégation sœurs du St esprit	2004	P	04 - congrégation sœurs du St esprit	CDC	500 000,00	0,00	6,00	A	R		0,000	R		2,950	-		6 810,07	36 232,89
05 - OGEC ECOLE PRIVEE ST ANDRE	2011	C	05 - OGEC ECOLE PRIVEE ST ANDRE	BRED	175 000,00	0,00	13,00	T	F		0,000	F		3,900	-		5 990,17	9 475,04
15 - ANPEIH	2000	P	15 - ANPEIH	C. Foncier	434 479,70	0,00	14,00	A	F		0,000	F		6,350	-		20 290,69	14 835,74
15 - ANPEIH	2000	X	15 - ANPEIH	GNOSSAL	228 673,53	0,00	13,00	T	F		0,000	F		1,000	-		1 157,43	9 191,85
15 - ANPEIH	2001	X	15 - ANPEIH	GNOSSAL	198 183,72	0,00	14,00	T	F		0,000	F		1,000	-		1 082,25	7 887,11
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**72 093 884,42**	**0,00**											**1 385 466,86**	**2 039 506,43**
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1976	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	76 285,49	0,00	2,00	A	F		0,000	F		2,950	-		192,92	3 222,24

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1991	X	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	231 856,33	0,00	3,00	T	R	LIVRET A	0,000	R		0,630	-		2 395,17	18 010,66
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1991	X	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	1 669 370,13	0,00	3,00	T	R	LIVRET A	0,000	R		0,630	-		17 245,31	129 677,06
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1990	X	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	939 113,02	0,00	8,00	T	R	LIVRET A	0,000	R		0,630	-		22 175,83	48 498,75
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1990	X	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	1 077 624,50	0,00	8,00	T	R	LIVRET A	0,000	R		0,630	-		25 446,60	55 651,91
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1989	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	1 228 129,28	0,00	11,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,270	-		29 325,46	42 977,45
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1989	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	4 351 962,10	0,00	13,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,550	-		140 017,22	139 205,95
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1993	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	4 482 095,83	0,00	17,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		3,050	-		92 603,88	150 940,82
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1996	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	2 310 930,31	0,00	16,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		3,050	-		46 323,57	80 981,78
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1996	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	220 170,03	0,00	16,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,550	-		3 756,93	7 761,99
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1976	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	4 832,63	0,00	2,00	A	R		0,000	R		3,050	-		16,82	272,59
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1977	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	54 363,32	0,00	3,00	A	F		0,000	F		2,950	-		201,79	2 214,18
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	2005	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	1 641 222,03	0,00	7,00	A	R		0,000	R		1,950	-		21 447,83	150 546,88
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	2007	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	569 424,00	0,00	20,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,200	-		10 431,28	22 378,32
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1994	X	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	ALLIADE	1 143 367,63	0,00	13,00	S	F		0,000	F		1,991	-		11 004,22	39 862,94
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1990	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	G.I.C	182 938,82	0,00	7,00	A	F		0,000	F		1,000	-		1 299,55	18 015,51
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1991	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	SOLENDI	439 053,17	0,00	8,00	A	F		0,000	F		1,000	-		3 547,02	42 809,12
01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	1997	P	01 - OPHLM / transfert VALOPHIS	OCIL 94	152 449,02	0,00	14,00	A	F		0,000	F		2,000	-		1 648,10	5 158,73
01 - VALOPHIS	2012	P	01 - VALOPHIS	CDC	4 104 000,00	0,00	19,00	A	R		0,000	R		2,350	-		92 611,15	166 932,94
01 - VALOPHIS	2013	P	01 - VALOPHIS	CDC	7 605 535,00	0,00	25,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		0,600	-		0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
01- OPHLM / transfert VALOPHIS	1977	P	01- OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	92 582,29	0,00	3,00	A	F		0,000	F		2,950	-		343,66	3 770,80
01- OPHLM / transfert VALOPHIS	1990	P	01- OPHLM / transfert VALOPHIS	CDC	138 510,22	0,00	8,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		3,050	-		3 499,04	7 153,10
02 - SAIEM DE NOGENT	2004	P	02 - SAIEM DE NOGENT	CDC	89 081,00	0,00	26,00	A	R		0,000	R		2,450	-		1 839,72	2 099,32
02 - SAIEM DE NOGENT	2004	P	02 - SAIEM DE NOGENT	CDC	2 521 315,00	0,00	22,00	A	R		0,000	R		2,820	-		59 843,21	83 097,90
02 - SAIEM DE NOGENT	2011	P	02 - SAIEM DE NOGENT	CDC	44 869,38	0,00	40,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		0,000	-		0,00	0,00
02 - SAIEM DE NOGENT	2009	F	02 - SAIEM DE NOGENT	C Epargne	720 000,00	0,00	0,00	A			0,000			2,860	-		0,00	0,00
03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	2011	P	03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	CDC	112 047,58	0,00	40,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,350	-		2 633,12	1 710,24
03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	2011	P	03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	CDC	509 029,22	0,00	50,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		1,550	-		7 889,95	6 791,24
03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	2011	P	03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	CDC	218 155,38	0,00	40,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		1,550	-		3 967,86	3 381,41
03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	2011	P	03 - SAHLM COOPERER POUR HABITER	CDC	129 030,94	0,00	50,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,350	-		3 032,23	1 371,82
05 - RUF RESIDENCES URBAINES DE France	1988	P	05 - RUF RESIDENCES URBAINES DE France	G.I.C	262 212,31	0,00	5,00	A	F		0,000	F		2,000	-		1 511,71	14 524,34
06 - SAHLM ICF LA SABLIERE	2012	P	06 - SAHLM ICF LA SABLIERE	CDC	500 779,00	0,00	34,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		1,050	-		5 153,98	12 087,80
06 - SAHLM ICF LA SABLIERE	2012	P	06 - SAHLM ICF LA SABLIERE	CDC	4 227 873,00	0,00	34,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		1,850	-		76 883,97	88 884,83
07 - logement francilien/Coopération et famille	2005	P	07 - logement francilien/Coopération et famille	CDC	1 447 426,00	0,00	42,00	A	R		0,000	R		2,950	-		41 300,59	17 138,24
07 - logement francilien/Coopération et famille	2005	P	07 - logement francilien/Coopération et famille	CDC	49 317,00	0,00	27,00	A	R		0,000	R		2,950	-		1 302,17	1 088,25
09 - TRAVAIL ET PROPRIETE/OSICA	1996	P	09 - TRAVAIL ET PROPRIETE/OSICA	CDC	3 714 560,36	0,00	16,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,550	-		62 186,87	141 047,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
09 - TRAVAIL ET PROPRIETE/OSICA	1996	P	09 - TRAVAIL ET PROPRIETE/OSICA	CDC	342 271,39	0,00	16,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,050	-		4 476,57	13 056,07
11 - BATIGERE-SAREL	2009	P	11 - BATIGERE-SAREL	CDC	4 369 293,00	0,00	47,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,910	-		126 398,76	8 278,83
11 - OPIEVOY OFFICE HLM DEPARTEMENT	1999	P	11 - OPIEVOY OFFICE HLM DEPARTEMENT	CDC	2 268 579,86	0,00	8,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		3,550	-		58 545,74	117 156,58
13 - 3 F	1997	P	13 - 3 F	CDC	234 025,72	0,00	17,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,550	-		3 609,89	8 099,02
13 - 3 F	1996	X	13 - 3 F	CDC	4 436 297,84	0,00	17,00	S	R	LIVRET A	0,000	R		1,320	-		76 554,89	138 124,62
13 - 3 F	2009	P	13 - 3 F	CDC	2 770 000,00	0,00	27,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,880	-		75 358,03	57 760,03
13 - 3 F	2009	P	13 - 3 F	CDC	4 275 000,00	0,00	47,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,350	-		98 345,94	36 376,08
13 - 3 F	2009	P	13 - 3 F	CDC	153 000,00	0,00	32,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		1,550	-		2 238,73	3 125,35
13 - RUF / Immobilière 3F	2004	P	13 - RUF / Immobilière 3F	CDC	1 022 255,00	0,00	29,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,900	-		24 570,54	19 030,56
13 - RUF / Immobilière 3F	2004	P	13 - RUF / Immobilière 3F	CDC	392 000,00	0,00	44,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,900	-		11 033,42	4 382,09
13 - RUF / Immobilière 3F	2004	P	13 - RUF / Immobilière 3F	CDC	31 000,00	0,00	29,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,450	-		692,00	679,99
13 - RUF / Immobilière 3F	2004	P	13 - RUF / Immobilière 3F	CDC	18 000,00	0,00	44,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,450	-		424,76	223,46
13- 3 F	2009	P	13- 3 F	CDC	411 000,00	0,00	32,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,350	-		9 207,64	7 206,25
13- 3 F	2009	P	13- 3 F	CDC	1 584 000,00	0,00	47,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		1,550	-		23 819,64	17 979,80
14 - FONDATION ARTS GRAPH/PLASTIQ	1999	P	14 - FONDATION ARTS GRAPH/PLASTIQ	CDC	1 143 367,63	0,00	11,00	A	F		0,000	F		6,000	-		43 976,20	48 955,00
14 - FONDATION ARTS GRAPH/PLASTIQ	1999	P	14 - FONDATION ARTS GRAPH/PLASTIQ	CDC	304 898,03	0,00	11,00	A	F		0,000	F		6,000	-		11 726,99	13 054,67
14 - FONDATION ARTS GRAPH/PLASTIQ	2002	P	14 - FONDATION ARTS GRAPH/PLASTIQ	CDC	762 500,00	0,00	15,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,950	-		16 378,23	32 106,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
17 - SAHLM LES HLM REUNIS/AXIMO	2001	P	17 - SAHLM LES HLM REUNIS/AXIMO	CDC	116 287,65	0,00	20,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,950	-		2 575,39	3 265,54
17 - SAHLM LES HLM REUNIS/AXIMO	2001	P	17 - SAHLM LES HLM REUNIS/AXIMO	CDC	74 533,85	0,00	38,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,950	-		1 999,93	990,77
17 - SAHLM LES HLM REUNIS/AXIMO	2001	P	17 - SAHLM LES HLM REUNIS/AXIMO	CDC	21 224,87	0,00	38,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		2,450	-		454,84	388,31
3 - SAIEM DE NOGENT	2011	P	3 - SAIEM DE NOGENT	CDC	14 633,34	0,00	50,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		0,000	-		0,00	0,00
4 - SAIEM DE NOGENT	2011	P	4 - SAIEM DE NOGENT	CDC	66 512,92	0,00	40,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		0,000	-		0,00	0,00
5 - SAIEM DE NOGENT	2011	P	5 - SAIEM DE NOGENT	CDC	21 692,00	0,00	50,00	A	R	LIVRET A	0,000	R		0,000	-		0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**75 032 716,37**	**0,00**											**1 446 688,10**	**2 184 454,04**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	251 850,03
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	38 112,25
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**213 737,78**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**42 559 870,28**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,50**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
1ère Compagnie d'Arc de Nogent	800,00	
A.D.T. Association des Décorés du Travail	400,00	
A.L.P.E. Lycées et Collèges de Nogent - PEEP	700,00	
A.N.P.E.I.H. Amicale Nogent des Parents d'Enfants Handicapés	1 500,00	
A.P.A.J.H. 94 - Association pour Adultes et Jeunes Handicapés	650,00	
A.P.E.L Institut Montalembert	1 500,00	
A.P.E.L. Albert de Mun	1 000,00	
A.P.E.L. Saint André	1 000,00	
A.S.N.B. Association Sportive Nogent Baltard	4 500,00	
AIPEMF - Association Indépendante des parents d'élèves de l'école maternelle Fontenay	300,00	
Afrique en Couleur	1 300,00	
Aide à la restauration Ecoles Privées	107 822,72	
Aikido Nogent	1 500,00	
Allo Service Famille	10 000,00	
Allo Service Famille	1 000,00	
Alzheimer Val de Marne	1 000,00	
Amicale Club Boulistes de Nogent	2 000,00	
Amicale du Personnel	40 500,00	
Ass. Des membres de l'Ordre des Palmes Académiques	100,00	
Association "Rugby Club des Boucles de la Marne"	4 000,00	
Association Arts Quatre	400,00	
Association Clair Logis IDF	2 000,00	
Association Culture Guinguette	500,00	
Association Franco-Québécoise	300,00	
Association Kiné 94	200,00	
Association Vivre à Favier	500,00	
Association de Gestion Albert de Mun	2 000,00	
Association pour l'Enfant et le Couple APCE 94	2 000,00	
Association sportive Collège Branly	300,00	
Association sportive Collège Watteau	1 000,00	
Association sportive LEP La Source Val de Beauté	400,00	
Association sportive ecole Albert De Mun	1 000,00	
Bien vivre à Nogent	1 000,00	
Bien vivre à Nogent	700,00	
CDPE/FCPE Léonard de Vinci	200,00	
Cercle Hippique du Bois de Vincennes	1 500,00	
Cercle d'Escrime de Nogent/Le Perreux	1 000,00	
Chambre des associations	3 000,00	
Chorale Vent d'Est	600,00	
Club Beauté Plaisance	5 000,00	
Club Sportif Bowling de Nogent	200,00	
Collectivités Locales pour le Liban	750,00	
Comité Entraide Légion d'Honneur	200,00	
Comité Français de secourisme Nogent/Le Perreux/Bry	1 000,00	
Comité d'Entente des Anciens Combattants	1 400,00	
Comité du Souvenir Français	300,00	
Compagnie Eretzian	3 000,00	
Compagnie UNDERGROUND Sugar	1 000,00	
Confrérie du petit vin blanc	400,00	
Coopérative Ecole Maternelle Fontenay	900,00	
Coopérative Ecole Maternelle G.Mocquet	1 100,00	
Coopérative Ecole Maternelle Galliéni	900,00	
Coopérative Ecole Maternelle Léonard de Vinci	900,00	
Coopérative Ecole Maternelle V.Hugo	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Coopérative Ecole Maternelle Val de Beauté	900,00	
Coopérative Primaire G.Mocquet	1 100,00	
Coopérative Primaire Val de Beauté	900,00	
Croix Rouge Française	3 000,00	
Crèche Parentale "Les Petits Canotiers"	99 000,00	
Crèche Parentale "Les Petits Moussaillons"	100 000,00	
Culture et Bibliothèque pour Tous	400,00	
Ecolo-Parents	400,00	
Entraide et Fraternité Nogentaise	22 000,00	
F.C.P.E. Collège Watteau	300,00	
F.C.P.E. Lycée et Collège E.Branly	300,00	
FCPE Louis Armand	120,00	
FCPE Val de Beauté	300,00	
FNACA Fédération Nat. Anciens Combattants d'Algérie	750,00	
Football Club de Nogent	76 000,00	
Foyer Socio-Educatif Collège Watteau	3 000,00	
Foyer Socio-Educatif E.R.E.A.	500,00	
Foyer socio-educatif Lycée Edouard Branly	500,00	
G.C.P.E. Groupement Catholique des Parents d'Elèves	900,00	
Judo Kano Club	16 000,00	
Jumeaux et Plus du 94	200,00	
KCN Karate Club de Nogent	10 000,00	
La Nogentaise Amicale des Jeux de Boules	500,00	
La Palette du Val de Marne	250,00	
La Prévention Routière	300,00	
Le Petit Cénacle	500,00	
Le Quadrille de Nogent et Val de Marne	3 000,00	
Le Réveil de Nogent Gymnastique	1 000,00	
Le Réveil de Nogent Hand Ball	70 000,00	
Les Amis du Musée de Nogent	1 500,00	
Les Auxiliaires de vie des aveugles	200,00	
Les Bandits de Nogent	3 000,00	
Les Bandits de Nogent	1 500,00	
Les Dauphins de Nogent	4 000,00	
Les Moineaux du Val de Marne	39 000,00	
Les Médaillés Militaires 548e section	300,00	
Les ouvriers du théâtre	700,00	
M.J.C. Art Expression	120 000,00	
Marne en scène	3 500,00	
Nogent Amitiés Internationales	20 000,00	
Nogent Bascket Club	10 000,00	
Nogent Natation 94	28 000,00	
Nogent Présence	210 000,00	
Nogent Solidarité	2 500,00	
Nogent Solidarité Triathlon	3 000,00	
O.G.E.C. Montalembert	3 000,00	
O.G.E.C. Saint-André	2 500,00	
O.H.F.O.M - Œuvres Hops. Françaises de l'Ordre de Malte	500,00	
Onco-est Parisien	3 500,00	
P.B.N. Punching Boxe Nogent/Le Perreux	1 400,00	
PEEP Primaires Maternelles Nogent	800,00	
Pocket Théatre 94	16 000,00	
R.S.N. Retraite Sportive Nogentaise	700,00	
R.S.N. Retraite Sportive Nogentaise	600,00	
RESTAURANTS DU CŒUR	3 500,00	
Scouts - Groupe Pierre François - Fédération Eclaireurs	2 100,00	
Scouts Unitaires de France - Groupe Jeanne d'Arc	1 600,00	
Scouts et Guides de France - Groupe des Bords de Marne	500,00	
Secours Catholique	800,00	
Société Historique de Nogent/Le Perreux/Bry	350,00	
Ste St Vincent de Paul - Conférence St Saturnin	2 000,00	
Studio Théatre Balthar	700,00	
Sté d'Encouragement du Sport Nautique	40 000,00	
Tennis de Table	3 200,00	

VILLE DE NOGENT SUR MARNE - BUDGET PRINCIPAL VILLE - CA - 2014

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Théâtre à ciel ouvert	1 000,00	
Twirling Baton et Majorettes de Nogent	2 700,00	
U.A.I. Nogent Athlétisme	32 000,00	
U.A.I. Nogent Athlétisme	9 000,00	
U.N.C. Union Nationale des Combattants	600,00	
UNAFAM 94 - Aide psychiatrique pour handicapés	400,00	
UNMAC Union Nogentaise des Mutilés et Anciens Combattants	500,00	
Vivre en ville	1 800,00	
Vivre en ville	1 000,00	
Volley Club Nogentais	3 000,00	
Entreprises		
DSP MOULIN DE BEAUTE "la maison bleue"	100 000,00	
LPCR	539 963,02	
VERT MARINE	908 917,23	
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
CCAS	800 000,00	
Scène Watteau/Pavillon Baltard	642 000,00	
Autres		
TOTAL GENERAL	**4 203 672,97**	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses	0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**136,00**	**2,00**	**138,00**	**99,40**	**12,20**	**111,60**
Adjoint Administratif principal de 1ère classe	C	7,00	0,00	7,00	4,80	0,00	4,80
Adjoint administratif de 2ème classe	C	45,00	0,00	45,00	31,80	1,00	32,80
Adjoint administratif de 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	10,00	0,00	10,00	9,60	0,00	9,60
Adjoint adminsitratif de 1ère classe	C	22,00	0,00	22,00	13,90	0,00	13,90
Attaché	A	11,00	2,00	13,00	9,00	1,80	10,80
Attaché	A	5,00	0,00	5,00	0,00	4,50	4,50
Attaché Principal	A	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Rédacteur	B	11,00	0,00	11,00	9,30	0,90	10,20
Rédacteur	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rédacteur principal 1ère classe	B	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**330,00**	**10,00**	**340,00**	**210,60**	**66,46**	**277,06**
Adjoint technique de 1ère classe	C	20,00	0,00	20,00	13,00	0,00	13,00
Adjoint technique de 2ème classe	C	214,00	10,00	224,00	124,60	59,46	184,06
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	16,00	0,00	16,00	16,00	0,00	16,00
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	28,00	0,00	28,00	22,00	0,00	22,00
Agent de maitrise	C	16,00	0,00	16,00	14,00	0,00	14,00
Agent de maitrise principal	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Ingénieur	A	5,00	0,00	5,00	0,00	3,00	3,00
Ingénieur principal	A	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	1,00	3,00	4,00
Technicien titulaire principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien titulaire principal de 2ème classe	B	6,00	0,00	6,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**21,00**	**0,00**	**21,00**	**17,00**	**1,00**	**18,00**
ASEM de 1ère classe	C	8,00	0,00	8,00	6,00	0,00	6,00
ASEM principal de 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ASEM principal de 2ème classe	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Assistant socio educatif principal	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enfants	B	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
Educateur principal de jeunes enfants	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**29,00**	**3,00**	**32,00**	**11,80**	**6,70**	**18,50**
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe	C	14,00	0,00	14,00	5,00	0,00	5,00
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe	C	6,00	0,00	6,00	0,00	6,00	6,00
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe (3)	C	4,00	0,00	4,00	3,80	0,00	3,80
Infirmières en soins généraux de classe normale	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Médecin de 1ère et 2ème classe	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Psychologue de classe normale	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,70	0,70
Puéricultrice cadre de santé	A	1,00	1,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice cadre supérieur de santé	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**8,00**	**6,00**	**14,00**	**4,00**	**3,60**	**7,60**
Educateur des APS	B	1,00	6,00	7,00	0,00	1,60	1,60
Educateur des APS	B	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	4,00
Educateur principal de 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**20,00**	**41,00**	**61,00**	**17,08**	**12,28**	**29,36**
Adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint du patrimoine de 2ème classe	C	3,00	1,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Assistant d'enseignement artistique	B	0,00	2,00	2,00	0,00	0,29	0,29
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	2,00	10,00	12,00	3,80	0,48	4,28
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	0,00	2,00	2,00	0,00	0,86	0,86
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	0,00	17,00	17,00	1,33	5,89	7,22
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	2,00	6,00	8,00	0,00	2,26	2,26
Assistant de conservation	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	2,80	0,00	2,80
Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	0,00	1,00	1,00	0,55	0,00	0,55
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	0,00	2,00	2,00	0,00	0,50	0,50
attaché de conservation du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**64,00**	**8,00**	**72,00**	**26,70**	**34,37**	**61,07**
Adjoint d'animation de 2ème classe	C	56,00	7,00	63,00	22,70	30,80	53,50

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjoint d'animation de 2ème classe	C	0,00	1,00	1,00	0,00	0,57	0,57
Animateur	B	5,00	0,00	5,00	2,00	3,00	5,00
Animateur principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**31,00**	**0,00**	**31,00**	**23,80**	**0,00**	**23,80**
Brigadier	C	7,00	0,00	7,00	5,00	0,00	5,00
Brigadier chef principal	C	7,00	0,00	7,00	5,80	0,00	5,80
Chef de service	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Chef de service principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Garde-champêtre principal	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Gardien	C	13,00	0,00	13,00	10,00	0,00	10,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**639,00**	**70,00**	**709,00**	**410,38**	**136,61**	**546,99**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif de 2ème classe	C	ADM	365	0,00	3-4	CDI
Adjoint administratif de 2ème classe	C	ADM	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint d'animation de 2ème classe	C	ANIM	342	0,00	3-4	CDI
Adjoint d'animation de 2ème classe	C	ANIM	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint d'animation de 2ème classe	C	ANIM	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint du patrimoine de 2ème classe	C	CULT	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique de 2ème classe	C	TECH	340	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique de 2ème classe	C	TECH	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique de 2ème classe	C	TECH	348	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique de 2ème classe	C	TECH	340	0,00	3-2	CDD
Animateur	B	ANIM	356	0,00	3-2	CDD
Animateur	B	ANIM	348	0,00	3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique	B	CULT	348	0,00	3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	CULT	450	0,00	3-4	CDI
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	CULT	497	0,00	3-4	CDI
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	CULT	404	0,00	3-4	CDI
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	CULT	397	0,00	3-4	CDI
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	CULT	349	0,00	3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	CULT	367	0,00	3-2	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	CULT	422	0,00	3-4	CDI
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	CULT	422	0,00	3-4	CDI
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	CULT	443	0,00	3-4	CDI
Attaché	A	ADM	423	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	379	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	588	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	379	0,00	3-4	CDI
Attaché	A	ADM	379	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe	C	MS	342	0,00	3-2	CDD
Educateur de jeunes enfants	B	S	350	0,00	3-2	CDD
Educateur des APS	B	SP	353	0,00	3-2	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Educateur des APS	B	SP	576	0,00	3-2	CDD
Educateur des APS	B	SP	348	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	379	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	492	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	749	0,00	3-2	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	966	0,00	3-2	CDD
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	CULT	433	0,00	3-2	CDD
Psychologue de classe normale	A	MS	510	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	393	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	348	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	357	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	360	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	348	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
JACQUES JP MARTIN	CONGRES DES MAIRES DE FRANCE
JEAN-PAUL DAVID	COLLOQUE LES SEM A OPERATION UNIQUE
MICHEL DENISART	COLLOQUE METROPOLE DU GRAND PARIS
TOUS LES ELUS	FINANCES LOCALES

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à MAIRIE DE NOGENT SUR MARNE (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
13/12/2004 - Contrat d'affermage	VERT MARINE - NISSIROS		Société Anonyme	908 917,23
01/09/2010 - Contrat d'affermage	AVENANCE		Société Anonyme	0,00
01/10/2010 - Contrat de concession	FAYOLLE PLAISANCE		Société Anonyme	0,00
31/07/2012 - Contrat d'affermage	LPCR		Société Anonyme	536 967,46
Détention d'une part du capital				
11/02/2006 - Part du Capital social	Société Anonyme Immobilière d'Economie Mixta de Rénovation et de Construction de Nogent		Société d'Economie Mixte	149 216,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
17/04/2014 -	Nogent Présence		Association loi 1901	210 000,00
17/04/2014 -	MJC Art Expression		Association loi 1901	120 000,00
17/04/2014 -	Crèche parentale les petits Moussaillons		Association loi 1901	100 000,00
17/04/2014 -	Crèche parentale les petits canotiers		Association loi 1901	99 000,00
17/04/2014 -	Le réveil de nogent Hand ball		Association loi 1901	70 000,00
17/04/2014 -	Football club de nogent		Association loi 1901	76 000,00
17/04/2014 -	Entraide et fraternité nogentaise		Association loi 1901	22 000,00
17/04/2014 -	Aide à la restauration dans les écoles privées		Association loi 1901	107 822,72
17/04/2014 -	Amicale du personnel communal		Association loi 1901	40 500,00
17/04/2014 -	Scène Watteau/Pavillon Baltard		Régie personnalisée	642 000,00
Autres				
17/04/2014 -	CCAS		Etablissement public	800 000,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat des Eaux d'Ile de France		sans fiscalité propre	0,00
SIGEIF		sans fiscalité propre	0,00
SIPPEREC		sans fiscalité propre	0,00
Syndicat du Cimetière Valenton	19/01/1979	sans fiscalité propre	4 750,00
INFOCOM 94	22/01/1981	Fiscalité propre	230 334,26
SIFUREP	10/05/2010	sans fiscalité propre	3 204,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Action sociale sans hébergement	01/01/1980	-	SPA	Non
Régie Personnalisée	Culturel et Evènementiel	07/11/2002	02/240 - 07/11/2002	SPIC	Oui

(1) ou créés par l'établissement public ou le groupement.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	Gestion des stationnements payants	27/03/2003	03/65 - 27/03/2003	21940052000017	SPIC	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	27 064 434,28	12 615 218,21	1 564 346,79	12 884 869,28
RECETTES	27 064 434,28	7 435 055,11	927 320,00	18 702 059,17
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	47 539 569,76	40 571 989,01	0,00	6 967 580,75
RECETTES	47 539 569,76	42 663 710,04	0,00	4 875 859,72

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	28 086 395,12	12 825 059,07	1 564 642,98	13 696 693,07
RECETTES	28 086 395,12	7 787 014,32	927 320,00	19 372 060,80
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	49 547 569,76	41 613 174,81	0,00	7 934 394,95
RECETTES	49 547 569,76	43 787 797,26	0,00	5 759 772,50
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	77 633 964,88	54 438 233,88	1 564 642,98	21 631 088,02
TOTAL GENERAL DES RECETTES	77 633 964,88	51 574 811,58	927 320,00	25 131 833,30

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	28 086 395,12	12 825 059,07	1 564 642,98	13 696 693,07
RECETTES	28 086 395,12	7 787 014,32	927 320,00	19 372 060,80
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	49 547 569,76	41 613 174,81	0,00	7 934 394,95
RECETTES	49 547 569,76	43 787 797,26	0,00	5 759 772,50
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	77 633 964,88	54 438 233,88	1 564 642,98	21 631 088,02
TOTAL GENERAL DES RECETTES	77 633 964,88	51 574 811,58	927 320,00	25 131 833,30

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	70 830 000,00	2,28	15,46	0,00	10 950 318,00	2,28
TFPB	55 063 000,00	1,31	19,06	0,00	10 495 008,00	1,31
TFPNB	30 500,00	-43,59	69,55	0,00	21 213,00	-43,59
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**125 923 500,00**	**1,85**			**21 466 539,00**	**1,85**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Alain DEGRASSAT	
Aline JOFFET	
Amina YELLES-CHAOUCHE	
Anne RENOUX	
Anne-France JACQUILLAT-GRUSON	
Annie GASTINE	
Annie MARQUES DOS SANTOS FERREIRA	
Aurélie FALLON-SAINT-LO	
Bernard RASQUIN	
Camille MAUDRY	
Chantal LETOUZEY	
Christine RYNINE	
Christophe IPPOLITO	
Claude SLOBODANSKY	
Déborah MUNZER	
Elisabeth DURANTEL	
Florence FOSSE	
Florence LIEVYN	
Gilles HAGEGE	
Jacques JP MARTIN	
Jacques LABESCAT	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Jean-Jacques PASTERNAK	
Jean-Michel VERHEYDE	
Jean-Paul DAVID	
Juliette LE RUYER	
Karine RENOUIL	
Laurent BODIN	
Laurent TARAVELLA	
Mariam LADJOUAN	
Michel DENISART	
Michel GILLES	
Nicolas LEBLANC	
Pascale MARTINEAU	
Philippe GOYHENECHE	
Philippe PEREIRA	
Philippe SAJHAU	
Sébastien EYCHENNE	
Véronique DELANNET	
philippe CUYAUBERE	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF – EXERCICE 2014 – BUDGET ANNEXE DES PARKINGS

Le compte administratif M. le Maire et l'équipe municipale rendent compte auprès de la population du résultat de l'exécution budgétaire au terme de l'exercice écoulé et des opérations budgétaires exécutées. Le compte administratif est établi après la clôture de l'exercice qui intervient au 31 décembre. Parallèlement le Comptable Public établit le compte de gestion qui valide l'exécution budgétaire de la collectivité au cours de l'exercice considéré.

Le compte administratif :

- rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif), des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres),

- présente les résultats comptables de l'exercice,

- est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le compte administratif qui vous est présenté arrête :

- le résultat 2014 de la section de fonctionnement constitué par le résultat comptable de l'exercice (recettes réelles et d'ordre y compris les rattachements - dépenses réelles et d'ordre), augmenté du résultat 2013 reporté de la section de fonctionnement (compte 002),

- le solde d'exécution 2014 de la section d'investissement

- les restes à réaliser en investissement

Le compte administratif de l'exercice 2014 regroupe donc toutes les opérations de l'exercice prévues par le Budget Primitif qui ont été autorisées préalablement par le Conseil Municipal.

Ce document permet d'analyser le taux de réalisation des postes budgétaires de dépenses et l'encaissement des recettes prévues au budget de la ville comparé aux prévisions.

Véritable bilan de l'exercice écoulé, il fait ressortir en dépenses, comme en recettes, d'une part le montant des opérations réellement effectuées et d'autre part, celles restant à réaliser, pour ce qui concerne l'investissement.

LES RESULTATS D'EXECUTION DE L'EXERCICE 2014

COMPTE ADMINISTRATIF 2014 – BUDGET ANNEXE DES PARKINGS				
	Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2013	Part affectée en investissement	Résultat de l'exercice 2014	Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2014
Investissement	53 608,89		142 118,35	195 727,24
Fonctionnement	-6 182,33		82 901,42	76 719,09
Total	47 426,56		225 019,77	272 446,33

La nomenclature M 4 précise que le résultat de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser (296,19 €) de cette section tant en dépenses qu'en recettes, le résultat définitif de l'exercice 2014 pour la section d'investissement est donc arrêté à 195 727,24 €.

Pour la section de fonctionnement, le résultat définitif est arrêté à 76 719,09 €. Ce résultat excédentaire est repris par anticipation au Budget Primitif 2015 – ligne 002.

A - Examen du compte administratif 2014

I - En dépenses (opérations réelles et d'ordre) :

- Investissement : taux de réalisation 20,53%
- Fonctionnement : taux de réalisation 51,85%

II – En recettes (opérations réelles et d'ordre) :

- Investissement : taux de réalisation 34,44%
- Fonctionnement : taux de réalisation 55,98%

Pour les seules opérations réelles, le taux de réalisation en :

1 – Dépenses de fonctionnement : 66,67%
2 – Dépenses d'investissement : 20,53%

3 – Recettes de fonctionnement : 55,98%
4 – Recettes d'investissement : 56,35%

LE FONCTIONNEMENT :

Le montant des crédits ouverts en 2014 pour la section de fonctionnement est de 2 008 817,67 € y compris le déficit constaté à la clôture de l'exercice 2013.

Les recettes réelles :

Le montant des crédits ouverts en 2014 pour la section de fonctionnement, en opérations réelles, est de 2 008 000,00 € pour un taux d'exécution de 55,98%. Cette faible liquidation des recettes prévisionnelles s'explique par la non réalisation, au cours de l'exercice 2014, de la vente des emplacements de stationnement du Parking rue Paul Bert. Cette opération est reportée au budget de l'exercice 2015.

	RECETTES	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% des recettes réalisées
70	Produits des services	1 171 000,00	1 123 211,84	55,98
77	Produits exceptionnels	837 000,00	875,38	-

Les produits du stationnement concernent l'exploitation des parcs en ouvrage et le stationnement de surface.

Les produits exceptionnels concernent la régularisation des charges rattachées de l'exercice 2013 pour lesquelles les encaissements n'ont pas été réalisés et les remboursements d'assurance suites à des sinistres.

- CONSOMMATIONS PAR CHAPITRE BUDGETAIRE ENTRE 2013 ET 2014

	DEPENSES	Réalisé 2013	Réalisé 2014	% évolution
70	Produits des services	1 150 347,15	1 123 211,84	-2,36
77	Produits exceptionnels	3 086,08	875,38	-

<u>Les dépenses réelles</u> :

	DEPENSES	Crédits ouverts en 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés
011	Charges à caractère général	176 063,40	157 064,81	-10,79
012	Charges de personnel	288 302,00	279 997,28	-2.88
65	Autres charges de gestion courante	8 000,00	-	-
66	Charges financières	252 100,32	252 095,92	-
67	Charges exceptionnelles	311 000,00	1 195,58	-

690 353,59 € de dépenses réelles ont été réalisées soit une consommation du budget au titre de l'exercice 2014 de 66,67%. Aucune indemnité n'a été versée aux Fils de Mme GERAUD au regard du plan d'apurement de la créance. Cette situation est liée à la non réalisation de la vente des parkings de la rue Paul Bert.

- CONSOMMATIONS PAR CHAPITRE BUDGETAIRE ENTRE 2013 ET 2014

	DEPENSES	Réalisé 2013	Réalisé 2014	% évolution
011	Charges à caractère général	166 353,46	157 064,81	-5,58
012	Charges de personnel	285 871,42	279 997,28	-2,05
65	Autres charges de gestion courante	5 933,62	-	-
66	Charges financières	259 674,74	252 095,92	-2,92
67	Charges exceptionnelles	1 409 252,91	1 195,58	-

- La section de fonctionnement couvre, en dépenses réelles, les charges relatives :

    - aux contrats de maintenance,
    - aux fluides,
    - au personnel,
    - aux intérêts de la dette
    - aux charges exceptionnelles

Depuis février 2002, un contentieux oppose la Commune et l'indivision successorale « Les Fils de Mme GERAUD » représentée par les Consorts AUGUSTE. Ce litige porte sur le contrat de concession des parcs de stationnement et du stationnement payant de surface.

Celui-ci a fait l'objet de nombreuses procédures auprès du Tribunal administratif de Melun, de la Cour Administrative d'Appel de Paris et du Conseil d'Etat.

Sur renvoi, l'affaire est revenue devant la Cour Administrative d'Appel de Paris condamnant la commune de Nogent sur Marne, dans son arrêt du 3 juillet 2013, à payer aux Consorts Auguste la somme de 2 580 296,40 € comprenant les intérêts au taux légal pour la période du 8 novembre 2001 au 14 avril 2011.

A cette somme, il convient d'ajouter les intérêts au taux légal qui continuent de courir du 14 avril 2011 jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois à compter du jour où la décision devient exécutoire soit le 9 septembre 2013. A delà de cette date, le taux d'intérêt est majoré de 5 points.

Le Budget Annexe des Parkings, après transferts de crédits autorisés par décision modificative n°1 a permis de verser aux Consorts Au guste la somme de 1 382 867,56 € en principal ainsi que les intérêts capitalisés sur la somme de 2 580 296,40 € calculés pour la période courant du 14 avril 2011 au 7 septembre 2013.

Le solde de la somme due soit 1 197 428,84 €, à laquelle il conviendra d'appliquer un taux d'intérêt aux Consorts Auguste est porté au Budget de l'exercice 2015.

Le solde à devoir est financé par la vente de 45 emplacements de stationnement du Parking David Douillet (Rue Paul Bert) acquis avec une partie des flux financiers relatifs aux «aller-retour» entre juridictions afin de valoriser une partie des fonds mobilisés en 2003, avec comme objectif de procéder, en cas de besoin, à la revente des emplacements pour solder le contentieux opposant la Ville aux Consorts Auguste.

L'INVESTISSEMENT :

- **<u>Les recettes</u>**

Au titre des recettes réelles d'investissement, la ville a réalisé 1 127,00 € soit 56,35% des crédits ouverts en 2014 :

	RECETTES FINANCIERES	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de recettes réalisées	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
16	Dépôts cautionnements	2 000,00	1 127,00	56,35%	-	-

Sans oublier les opérations d'ordre qui s'équilibrent en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement à 350 832,21 € contribuant ainsi au résultat excédentaire de cette section.

- **Les dépenses**

Au titre des dépenses réelles d'équipement, la ville a réalisé 209 840,86 € soit 20,53% des crédits ouverts en 2014.

	DEPENSES D'EQUIPEMENT	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
20	Études - licences.	1 000,00	-	-	-	-
21	Matériels - terrains	61 000,00	14 935,56			-
23	Travaux	727 060,84	12 763,14		296,19	

	DEPENSES FINANCIERES	Crédits ouverts 2014	Réalisé 2014	% de crédits consommés	Reports 2014	% des reports/aux crédits ouverts
16	Emprunts et dettes	182 900,00	182 144,16		-	-

Les principaux travaux réalisés :

- Mise en conformité : Portes coupe-feu – électricité – raccordements interphones - ascenseurs
- Fourniture et installation de matériel bloque-porte – parking du Centre

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/76
Approbation du Compte Administratif – Exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L 2121-31 et L.2122-21,

Vu la délibération n°14/49 en date du 17 avril 2014 portant reprise anticipée des résultats de l'exercice 2013 – Budget Annexe des Parkings,

Vu la délibération n°14/51 en date du 17 avril 2014 approuvant le Budget Primitif de l'exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings,

Après examen de la Commission Permanente en date du 21 mai 2015,

Le Maire ayant quitté la séance et le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de M. , conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Adopte le Compte Administratif du Budget Annexe des Parkings de l'exercice 2014 arrêté comme suit :

	Résultats cumulés 2013	Part affectée à l'investissement	Résultats Exercice 2014	Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2014
Investissement	53 608,89		142 118,35	195 727,24
Fonctionnement	- 6 182,33		82 901,42	76 719,09
TOTAL	47 426,56		225 019,77	272 446,33

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21940052000215	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE DE NOGENT SUR MARNE

POSTE COMPTABLE DE : NOGENT SUR MARNE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : GESTION DES PARCS DE STATIONNEMENT (2)

ANNEE 2014

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 26
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 28
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 29
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 30
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 31
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 32
A3.2 - Etalement des provisions 33
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 34
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 35
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées 36
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 37
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 38
A8.3 - Opérations liées aux cessions 39
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 40
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 42
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 43

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires n°06/30 du 20/03/2006.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 1 041 185,80	G 1 124 087,22	G-A 82 901,42
	Section d'investissement	B 209 840,86	H 351 959,21	H-B 142 118,35
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 6 182,33 (si déficit)	I 0,00 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 53 608,89 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 1 257 208,99	Q= G+H+I+J 1 529 655,32	=Q-P 272 446,33

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00	
	Section d'investissement	F 296,19	L 0,00	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 296,19	= K+L 0,00	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 1 047 368,13	= G+I+K 1 124 087,22	76 719,09
	Section d'investissement	= B+D+F 210 137,05	= H+J+L 405 568,10	195 431,05
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 257 505,18	= G+H+I+J+K+L 1 529 655,32	272 150,14

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 296,19	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	296,19	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	176 063,40	149 183,31	7 881,50	0,00	18 998,59
012	Charges de personnel, frais assimilés	288 302,00	279 997,28	0,00	0,00	8 304,72
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**472 365,40**	**429 180,59**	**7 881,50**	**0,00**	**35 303,31**
66	Charges financières	252 100,32	95 752,02	156 343,90	0,00	4,40
67	Charges exceptionnelles	311 000,00	1 195,58	0,00	0,00	309 804,42
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 035 465,72**	**526 128,19**	**164 225,40**	**0,00**	**345 112,13**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*966 351,95*	*350 832,21*			*615 519,74*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***966 351,95***	***350 832,21***			***615 519,74***
TOTAL		**2 001 817,67**	**876 960,40**	**164 225,40**	**0,00**	**960 631,87**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**6 182,33**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 171 000,00	1 123 211,84	0,00	0,00	47 788,16
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**1 171 000,00**	**1 123 211,84**	**0,00**	**0,00**	**47 788,16**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	837 000,00	875,38	0,00	0,00	836 124,62
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 008 000,00**	**1 124 087,22**	**0,00**	**0,00**	**883 912,78**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**2 008 000,00**	**1 124 087,22**	**0,00**	**0,00**	**883 912,78**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
21	Immobilisations corporelles	61 000,00	14 933,56	0,00	46 066,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	727 060,84	12 763,14	296,19	714 001,51
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**789 060,84**	**27 696,70**	**296,19**	**761 067,95**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	182 900,00	182 144,16	0,00	755,84
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	50 000,00			
Total des dépenses financières		**232 900,00**	**182 144,16**	**0,00**	**50 755,84**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 021 960,84**	**209 840,86**	**296,19**	**811 823,79**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**1 021 960,84**	**209 840,86**	**296,19**	**811 823,79**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	1 127,00	0,00	873,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**2 000,00**	**1 127,00**	**0,00**	**873,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 000,00**	**1 127,00**	**0,00**	**873,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*966 351,95*	*350 832,21*		*615 519,74*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***966 351,95***	***350 832,21***		***615 519,74***
TOTAL		**968 351,95**	**351 959,21**	**0,00**	**616 392,74**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**53 608,89**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	157 064,81		157 064,81
012	Charges de personnel, frais assimilés	279 997,28		279 997,28
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	252 095,92	*0,00*	252 095,92
67	Charges exceptionnelles	1 195,58	*0,00*	1 195,58
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*350 832,21*	350 832,21
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		**690 353,59**	***350 832,21***	**1 041 185,80**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**6 182,33**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 047 368,13**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	182 144,16	*0,00*	182 144,16
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	14 933,56	*0,00*	14 933,56
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	12 763,14	*0,00*	12 763,14
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement –Total		**209 840,86**	***0,00***	**209 840,86**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**209 840,86**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 123 211,84		1 123 211,84
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	875,38	*0,00*	875,38
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes d'exploitation – Total		**1 124 087,22**	***0,00***	**1 124 087,22**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 124 087,22

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 127,00	0,00	1 127,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*350 832,21*	*350 832,21*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**1 127,00**	***350 832,21***	**351 959,21**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	53 608,89

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	405 568,10

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**176 063,40**	**149 183,31**	**7 881,50**	**0,00**	**18 998,59**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	58 900,00	53 913,17	3 054,19	0,00	1 932,64
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 723,40	5 320,34	0,00	0,00	403,06
6064	Fournitures administratives	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
6135	Locations mobilières	50,00	36,00	12,00	0,00	2,00
6152	Entretien et réparat° biens immobiliers	24 300,00	21 602,06	311,80	0,00	2 386,14
6156	Maintenance	72 700,00	57 696,53	4 298,70	0,00	10 704,77
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	640,00	639,66	0,00	0,00	0,34
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	7 500,00	6 755,79	204,81	0,00	539,40
627	Services bancaires et assimilés	4 200,00	3 219,76	0,00	0,00	980,24
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**288 302,00**	**279 997,28**	**0,00**	**0,00**	**8 304,72**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 160,00	2 410,01	0,00	0,00	749,99
6411	Salaires, appointements, commissions	158 000,00	155 518,92	0,00	0,00	2 481,08
6413	Primes et gratifications	14 400,00	12 587,79	0,00	0,00	1 812,21
6414	Indemnités et avantages divers	32 400,00	31 270,50	0,00	0,00	1 129,50
6415	Supplément familial	900,00	880,11	0,00	0,00	19,89
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	30 810,00	29 160,00	0,00	0,00	1 650,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	48 032,00	47 804,00	0,00	0,00	228,00
648	Autres charges de personnel	600,00	365,95	0,00	0,00	234,05
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**472 365,40**	**429 180,59**	**7 881,50**	**0,00**	**35 303,31**
66	**Charges financières (b) (5)**	**252 100,32**	**95 752,02**	**156 343,90**	**0,00**	**4,40**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	255 840,00	255 835,61	0,00	0,00	4,39
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 739,68	-160 083,59	156 343,90	0,00	0,01
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**311 000,00**	**1 195,58**	**0,00**	**0,00**	**309 804,42**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	2 000,00	69,00	0,00	0,00	1 931,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 000,00	1 126,58	0,00	0,00	1 873,42
678	Autres charges exceptionnelles	306 000,00	0,00	0,00	0,00	306 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**1 035 465,72**	**526 128,19**	**164 225,40**	**0,00**	**345 112,13**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***966 351,95***	***350 832,21***			***615 519,74***
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*615 519,74*	*0,00*			*615 519,74*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*350 832,21*	*350 832,21*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***966 351,95***	***350 832,21***			***615 519,74***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***966 351,95***	***350 832,21***			***615 519,74***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 001 817,67**	**876 960,40**	**164 225,40**	**0,00**	**960 631,87**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**6 182,33**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	156 343,90

- Montant des ICNE de l'exercice N-1	160 083,58
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 739,69

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisionssemi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***1 171 000,00***	***1 123 211,84***	***0,00***	***0,00***	***47 788,16***
7083	Locations diverses	*1 150 000,00*	*1 108 831,43*	*0,00*	*0,00*	*41 168,57*
7087	Remboursement de frais	*21 000,00*	*14 380,41*	*0,00*	*0,00*	*6 619,59*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**1 171 000,00**	**1 123 211,84**	**0,00**	**0,00**	**47 788,16**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**837 000,00**	**875,38**	**0,00**	**0,00**	**836 124,62**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	281,61	0,00	0,00	-281,61
775	Produits des cessions d'immobilisations	837 000,00	0,00	0,00	0,00	837 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	593,77	0,00	0,00	-593,77
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 008 000,00**	**1 124 087,22**	**0,00**	**0,00**	**883 912,78**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 008 000,00**	**1 124 087,22**	**0,00**	**0,00**	**883 912,78**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**
2051	Concessions et droits assimilés	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**61 000,00**	**14 933,56**	**0,00**	**46 066,44**
2184	Mobilier	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	60 000,00	14 933,56	0,00	45 066,44
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**727 060,84**	**12 763,14**	**296,19**	**714 001,51**
2313	Constructions	576 815,84	2 663,10	0,00	574 152,74
2315	Installat°, matériel et outillage techni	150 245,00	10 100,04	296,19	139 848,77
	Total des dépenses d'équipement	**789 060,84**	**27 696,70**	**296,19**	**761 067,95**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**182 900,00**	**182 144,16**	**0,00**	**755,84**
1641	Emprunts en euros	180 900,00	180 836,99	0,00	63,01
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	1 307,17	0,00	692,83
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**50 000,00**			
	Total des dépenses financières	**232 900,00**	**182 144,16**	**0,00**	**50 755,84**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 021 960,84**	**209 840,86**	**296,19**	**811 823,79**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 021 960,84**	**209 840,86**	**296,19**	**811 823,79**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**2 000,00**	**1 127,00**	**0,00**	**873,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**2 000,00**	**1 127,00**	**0,00**	**873,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES		**2 000,00**	**1 127,00**	**0,00**	**873,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***966 351,95***	***350 832,21***		***615 519,74***
2138	*Autres constructions*	*615 519,74*	*0,00*		*615 519,74*
28031	*Frais d'études*	*351,82*	*351,82*		*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*302 347,16*	*302 347,16*		*0,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*10 840,14*	*10 840,14*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*775,72*	*775,72*		*0,00*
28188	*Autres*	*5 167,64*	*5 167,64*		*0,00*
282351	*Aménagt Bâtiments exploitation (affect)*	*31 349,73*	*31 349,73*		*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***966 351,95***	***350 832,21***		***615 519,74***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***966 351,95***	***350 832,21***		***615 519,74***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**968 351,95**	**351 959,21**	**0,00**	**616 392,74**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**53 608,89**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**7 365 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					7 365 000,00									
5000/MON209309EUR	DEXIA - CREDIT LOCAL	04/04/2003	15/04/2003	01/01/2004	2 000 000,00	F		5,180	5,180	EUR	A	P	O	A-1
5003/MON225224/02325	DEXIA - CREDIT LOCAL	01/12/2004	20/12/2004	01/04/2005	500 000,00	F		3,900	4,024	EUR	T	X	O	A-1
5004/MON231802EUR	DEXIA - CREDIT LOCAL	30/06/2005	04/07/2005	01/02/2006	4 865 000,00	F		3,990	4,089	EUR	S	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**7 365 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**5 692 948,62**					**180 836,99**	**255 835,61**	**0,00**	**155 645,90**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 692 948,62					180 836,99	255 835,61	0,00	155 645,90
5000/MON209309EUR	N	0,00	A-1	1 747 573,49	27,98	F		5,180	25 878,67	91 864,82	0,00	90 272,85
5003/MON225224/02325	N	0,00	A-1	175 000,13	5,00	F		3,900	33 333,32	7 743,13	0,00	1 724,79
5004/MON231802EUR	N	0,00	A-1	3 770 375,00	30,56	F		3,990	121 625,00	156 227,66	0,00	63 648,26
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**5 692 948,62**					**180 836,99**	**255 835,61**	**0,00**	**155 645,90**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 692 948,62	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

256

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciels (suivant spécificité)	2	06/12/2010
L	Concessions, brevets, licences	5	06/12/2010
L	Frais d'études	5	06/12/2010
L	Autres immobilisations incorporelles	5	06/12/2010
L	Agencements et aménagements de terrains	50	06/12/2010
L	Bâtiments durables	50	06/12/2010
L	coffre-fort	20	06/12/2010
L	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	20	06/12/2010
L	Installations à caractère spécifique	10	06/12/2010
L	Installations techniques, matériels et outillage	10	06/12/2010
L	Matériel de transport	5	06/12/2010
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	06/12/2010
L	Mobilier	5	06/12/2010
L	Biens de faible valeur inférieure à 1 000 €	1	06/12/2010

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**43 675,00**	**43 675,00**	**0,00**	**43 675,00**
Contentieux concession parkings	0,00	01/01/2003	12 450,00	12 450,00	0,00	12 450,00
Contentieux consession parkings	0,00	01/01/2004	31 225,00	31 225,00	0,00	31 225,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**43 675,00**	**43 675,00**	**0,00**	**43 675,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**230 900,00**	**I** **180 836,99**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**180 900,00**	**180 836,99**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	180 900,00	180 836,99
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**50 000,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	50 000,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**180 836,99**	**296,19**	**0,00**	**181 133,18**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**350 832,21**	**III** **350 832,21**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**350 832,21**	**350 832,21**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*351,82*	*351,82*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*302 347,16*	*302 347,16*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*10 840,14*	*10 840,14*
28184	*Mobilier*	*775,72*	*775,72*
28188	*Autres*	*5 167,64*	*5 167,64*
282351	*Aménagt Bâtiments exploitation (affect)*	*31 349,73*	*31 349,73*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**350 832,21**	**0,00**	**53 608,89**	**0,00**	**404 441,10**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**181 133,18**
Ressources propres disponibles	IV	**404 441,10**
Solde	V = IV – II (3)	**223 307,92**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
10/02/2014	TVX MISE EN CONFORMITE INSTALLAT° DESENFUMAGE	1 245,00	0,00	20
11/04/2014	TVX MISE EN CONFORMITE DES PORTES COUPE FEU	1 767,02	0,00	20
12/06/2014	EXTINCTEURS	110,78	0,00	1
21/07/2014	PIECES DETACHEES P/HORODATEURS	9 077,46	0,00	10
30/07/2014	LECTEUR CARTE A PUCE	5 302,20	0,00	1
05/08/2014	FOURNI/POSE INTERPHONES INTEGRES	528,00	0,00	1
25/08/2014	EXTINCTEURS EURO POLIPOUD (x8)	443,12	0,00	1
21/11/2014	FOURNI/POSE ENSEMBLE BLOC PORTE	2 663,10	0,00	50
10/12/2014	TVX INSTALL ECLAIRAGE CABINE ASCENSEUR	805,35	0,00	1
22/12/2014	TVX MISE EN CONFORMITE ASCENSEURS	5 754,67	0,00	20
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**27 696,70**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Rédacteur Principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Adjoint technique de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Brigadier Chef Principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Alain DEGRASSAT	
Aline JOFFET	
Amina YELLES-CHAOUCHE	
Anne RENOUX	
Anne-France JACQUILLAT-GRUSON	
Annie GASTINE	
Annie MARQUES DOS SANTOS FERREIRA	
Aurélie FALLON-SAINT-LO	
Bernard RASQUIN	
Camille MAUDRY	
Chantal LETOUZEY	
Christine RYNINE	
Christophe IPPOLITO	
Claude SLOBODANSKY	
Déborah MUNZER	
Elisabeth DURANTEL	
Florence FOSSE	
Florence LIEVYN	
Gilles HAGEGE	
Jacques JP MARTIN	
Jacques LABESCAT	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Jean-Jacques PASTERNAK	
Jean-Michel VERHEYDE	
Jean-Paul DAVID	
Juliette LE RUYER	
Karine RENOUIL	
Laurent BODIN	
Laurent TARAVELLA	
Mariam LADJOUAN	
Michel DENISART	
Michel GILLES	
Nicolas LEBLANC	
Pascale MARTINEAU	
Philippe GOYHENECHE	
Philippe PEREIRA	
Philippe SAJHAU	
Sébastien EYCHENNE	
Véronique DELANNET	
philippe CUYAUBERE	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : AFFECTATION DES RESULTATS COMPTE ADMINISTRATIF – EXERCICE 2014 – BUDGET PRINCIPAL – BUDGET ANNEXE DES PARKINGS

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M14, il a été procédé à la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2014 aux Budgets Primitifs 2015 – Budget Général – Budget Annexe des Parkings, estimés par Mme la Trésorière Principale à l'issue de la clôture de l'exercice considéré.

Les comptes administratifs qui vous ont été soumis font apparaître les résultats définitifs conformes à ceux repris par anticipation au Budget Principal et au Budget Annexe des Parkings.

Il convient donc de confirmer les montants des résultats 2014 et leurs affectations aux Budgets Primitifs de l'exercice 2015 du Budget Principal et du Budget Annexe des Parkings.

I – BUDGET PRINCIPAL

1) Détermination du résultat de fonctionnement :

- A la clôture de l'exercice 2014 – Section de fonctionnement

Total des recettes de fonctionnement	42 663 710,04 €
Total des dépenses de fonctionnement	40 571 989,01 €
Résultat de l'exercice	2 091 721,03 €
Résultat 2013 reporté en ligne 002	6 925 665,95 €
Résultat définitif de clôture 2014 à affecter	9 017 386,97 €

2) Détermination du besoin de financement de la section d'investissement

A la clôture de l'exercice 2014 – Section d'investissement

Total des recettes d'investissement	7 435 055,11 €
Total des dépenses d'investissement	12 615 218,21 €
Résultat de l'exercice	5 180 163,10 €
Déficit 2013 reporté en ligne 001	- 379 189,72 €
Résultat définitif de clôture 2014	- 5 559 352,82 €
Restes à réaliser – Recettes	927 320,00 €
Restes à réaliser – Dépenses	1 564 346,79 €
Soldes des restes à réaliser	- 637 026,79€
Besoin total de financement en Investissement (1068)	6 196 379,61 €

3) Affectation du résultat 2014

Considérant les résultats globaux de clôture de l'exercice 2014, il est proposé de confirmer les résultats repris par anticipation au Budget Primitif 2015 conformément au tableau ci-après :

COMPTE ADMINISTRATIF 2014 – BUDGET PRINCIPAL –	
Solde d'exécution d'investissement 2014 • Dépenses 001 (déficit reporté) • Résultat de l'exercice • **Résultat de clôture**	 - 379 189,72 € - 5 180 163,10 € **-5 559 352,82 €**
Solde des restes à réaliser 2014 • Déficit de financement	 - 637 026,79€
Résultat de fonctionnement 2014 • résultat de l'exercice • résultat antérieur reporté • **Résultat à affecter**	 2 091 721,03 € 6 925 665,95 € 9 017 386,97 €
Affectation • en réserve sur le compte 1068 (Solde résultat d'investissement - RAR) Report en fonctionnement - sur le compte 002	 6 196 379,61 € 2 821 007,37 €

I – BUDGET ANNEXE DES PARKINGS

2) Détermination du résultat de fonctionnement :

- A la clôture de l'exercice 2014 – Section de fonctionnement

Total des recettes de fonctionnement	1 124 087,22 €
Total des dépenses de fonctionnement	1 041 185,80 €
Résultat de l'exercice	+ 82 901,42 €
Résultat 2013 reporté en ligne 002	- 6 182,33 €
Résultat définitif de clôture 2013 à affecter	+ 76 719,09 €

2) Détermination du besoin de financement de la section d'investissement

A la clôture de l'exercice 2014 – Section d'investissement

Total des recettes d'investissement	351 959,21 €
Total des dépenses d'investissement	209 840,86 €
Résultat de l'exercice	+142 118,35 €
Résultat 2013 reporté en ligne 001	+ 53 608,89 €
Résultat définitif de clôture 2014	+ 195 727,24 €
Restes à réaliser – Recettes	0,00 €
Restes à réaliser – Dépenses	296,19 €
Soldes des restes à réaliser	- 296,19 €
Besoin total de financement en Investissement (106)	0,00 €

3) Affectation du résultat 2014

Considérant les résultats globaux de clôture de l'exercice 2014, il est proposé de confirmer les résultats repris par anticipation au Budget Primitif 2015 conformément au tableau ci-après :

COMPTE ADMINISTRATIF 2014 – BUDGET ANNEXE DES PARKINGS –	
Solde d'exécution d'investissement 2014 • Recettes 001 (Excédent reporté) • Résultat de l'exercice • **Résultat de clôture**	 + 53 608,89 € + 142 118,35 € **+ 195 727,24 €**
Solde des restes à réaliser 2014 • Déficit de financement	 - 296,19 €
Résultat de fonctionnement 2014 • résultat de l'exercice • résultat antérieur reporté • **Résultat à affecter**	 + 82 901,42 € - 6182,33 € + 76 719,09 €
Affectation • en réserve sur le compte 106 (Solde résultat d'investissement - RAR) Report en fonctionnement - sur le compte 002	 0,00 € - 6 182,33 €

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

N° 15/77
Affectation des résultats Compte Administratif – Exercice 2014 – Budget Principal – Budget Annexe des Parkings

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2311-5,

Vu la délibération n°14/48 du 17 avril 2014 portant reprise anticipée des résultats de l'exercice 2013 – Budget Principal,

Vu la délibération n°14/49 du 17 avril 2014 portant reprise anticipée des résultats de l'exercice 2013 – Budget Annexe des Parkings,

Vu la délibération n°14/50 du 17 avril 2014 approuvant le Budget Primitif de l'exercice 2014 – Budget Principal,

Vu la délibération n°14/51 du 17 avril 2014 approuvant le Budget Primitif de l'exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings,

Vu la délibération n°14/158 du 7 octobre 2014 portant décision modificative n°1 du budget principal de l'exercice 2014,

Vu la délibération n°14/215 du 16 décembre 2014 portant décision modificative n°2 du budget principal de l'exercice 2014,

Après examen de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Constate les résultats de clôture de l'exercice 2014 du Budget Principal et du Budget Annexe des Parkings comme suit :

1) Budget Principal

- Résultat d'investissement : - 5 559 352,82 €
- Résultat de fonctionnement : + 9 017 386,97 €

2) Budget Annexe des Parkings

- Résultat d'investissement : + 195 727,24 €
- Résultat de fonctionnement : + 76 719,09 €

Article 2 : Constate l'affectation du résultat de clôture de la section de fonctionnement – Budget Général - après prélèvement en affectation au compte 1068, écritures conformes à la reprise par anticipation, comme suit :

Compte 1068 – Affectation en réserve : 6 196 379,61 €
Compte 002 - Excédent de fonctionnement reporté : 2 821 007,37 €
Compte 001 - Déficit d'investissement reporté : - 5 559 352,82 €

Article 3 : Constate l'affectation du résultat de clôture de la section de fonctionnement – Budget Annexe des Parkings - écritures conformes à la reprise par anticipation, comme suit :

Compte 001 – Excédent d'investissement reporté : + 195 727,24 €
Compte 002 - Excédent de fonctionnement reporté : + 76 719,09 €

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Poste Comptable de TRES.
NOGENT-SUR-MARNE

Résultats budgétaires de l'exercice

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Exercice 2014

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	27 069 245,82	47 986 391,70	75 055 637,52
Titres de recette émis (b)	7 458 097,56	45 962 331,19	53 420 428,75
Réductions de titres (c)	23 042,45	3 298 621,15	3 321 663,60
Recettes nettes (d = b - c)	7 435 055,11	42 663 710,04	50 098 765,15
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	27 069 245,82	47 986 391,70	75 055 637,52
Mandats émis (f)	12 707 583,66	42 026 957,98	54 734 541,64
Annulations de mandats (g)	92 365,45	1 454 968,97	1 547 334,42
Depenses nettes (h = f - g)	12 615 218,21	40 571 989,01	53 187 207,22
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		2 091 721,03	
(h - d) Déficit	5 180 163,10		3 088 442,07

Poste Comptable de TRES.
NOGENT-SUR-MARNE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personalisés

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Exercice 2014

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT :	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE
I - Budget principal					
Investissement	-379 189,72	0,00	-5 180 163,10	0,00	-5 559 352,82
Fonctionnement	8 932 389,08	2 006 723,14	2 091 721,03	0,00	9 017 386,97
TOTAL I	8 553 199,36	2 006 723,14	-3 088 442,07	0,00	3 458 034,15
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
NOGENT - PARCS STATIONNEMENT					
Investissement	53 608,89	0,00	142 118,35	0,00	195 727,24
Fonctionnement	-6 182,33	0,00	82 901,42	0,00	76 719,09
Sous-Total	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL III	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL I + II + III	8 600 625,92	2 006 723,14	-2 863 422,30	0,00	3 730 480,48

Résultats budgétaires de l'exercice

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Exercice 2014

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 021 960,84	2 008 000,00	3 029 960,84
Titres de recette émis (b)	351 959,21	1 127 007,21	1 478 966,42
Réductions de titres (c)	0,00	2 919,99	2 919,99
Recettes nettes (d = b - c)	351 959,21	1 124 087,22	1 476 046,43
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 021 960,84	2 008 000,00	3 029 960,84
Mandats émis (f)	209 840,86	1 205 872,74	1 415 713,60
Annulations de mandats (g)	0,00	164 686,94	164 686,94
Depenses nettes (h = f - g)	209 840,86	1 041 185,80	1 251 026,66
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	142 118,35	82 901,42	225 019,77
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personalisés

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Exercice 2014

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT :	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
NOGENT - PARCS STATIONNEMENT					
Investissement	53 608,89	0,00	142 118,35	0,00	195 727,24
Fonctionnement	-6 182,33	0,00	82 901,42	0,00	76 719,09
Sous-Total	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL III	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL I + II + III	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33

284

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION – EXERCICE 2014 – BUDGET GENERAL

Le Trésorier établit un compte de gestion par budget voté, avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte de Gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget
- présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de l'établissement.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le Trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de l'établissement)

- le bilan comptable de l'établissement qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la ville

Le compte de gestion doit être soumis au vote de l'assemblée qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif – compte de gestion).

Conformément aux dispositions réglementaires, le compte de gestion a été produit par le Mme la Trésorière Principale de Nogent sur Marne, le 5 mars 2015.

Sont joints en annexe les tableaux du compte de gestion retraçant les résultats budgétaires de l'exercice 2014 relatifs à l'exécution du Budget Principal.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/78
Approbation du Compte de Gestion – Exercice 2014 – Budget Général

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2343-1 et 2,

Vu la présentation du Compte de Gestion de Mme la Trésorière Principale du Perreux sur Marne en date du 5 mars 2015,

Vu la délibération n°15/ en date du 1er juin 2015 approuvant le Compte Administratif de l'exercice 2014 – Budget Principal -

Considérant que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2014 du Budget Principal a été réalisée par Mme la Trésorière Principale de Nogent sur Marne,

Considérant que le Compte de Gestion établi par cette dernière est conforme au Compte Administratif du Budget Général,

Après examen de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Adopte le Compte de Gestion – Budget Général – de Mme la Trésorière Principale pour l'exercice 2014 dont les écritures sont conformes à celles du Compte Administratif pour le même exercice.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

TRÉSOR PUBLIC

TRES. NOGENT-SUR-MARNE

N° CODIQUE 094106

Date d'édition : 03/03/2015

IDENTIFIANT BUDGET 27400

N° de SIRET 21940052000017

NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION

EXERCICE 2014

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

Mme Marie-Christine VILAINE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/01/2014 AU 03/03/2015

SOMMAIRE

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Exercice 2014

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 40
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 41
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 83
4EME PARTIE :
Page des signatures ..... 84 (84 - 84)

290

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

ACTIF NET (1)	Total En milliers d'Euros	PASSIF	Total En milliers d'Euros
Immobilisations incorporelles (nettes)	1 663,18	Dotations	9 468,22
Terrains	8 748,62	Fonds Globalisés	72 548,00
Constructions	48 110,72	Réserves	75 198,15
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	15 561,47	Différences sur réalisations d'immobilisations	3 379,73
Immobilisations corporelles en cours	128 369,56	Report à nouveau	6 925,67
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	5 546,65	Résultat de l'exercice	2 091,72
Autres immobilisations corporelles	4 748,30	Subventions transférables	3 154,34
Total immobilisations corporelles (nettes)	211 085,31	Subventions non transférables	19 782,17
Immobilisations financières	1 125,65	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	213 874,15	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	192 547,99
Créances	2 636,91	PROVISIONS POUR RIQUES ET CHARGES	3 521,91
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	20 520,66
Disponibilités	3 026,91	Fournisseurs (2)	1 659,23
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	1 414,06
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 663,82	Total dettes à court terme	3 073,29
Comptes de régularisations	128,08	TOTAL DETTES	23 593,95
		Comptes de régularisations	2,19
TOTAL ACTIF	219 666,05	TOTAL PASSIF	219 666,05

(1) Déduction faite des amortissements et provisions
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2015

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
292 ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	1 433 308,09	708 545,23	724 762,86	790 023,94
	Autres immobilisations incorporelles	3 724 589,13	2 793 674,29	930 914,84	989 390,93
	Immobilisations incorporelles en cours	7 500,00	0,00	7 500,00	7 500,00
	Terrains en toute propriété	9 609 736,89	861 115,64	8 748 621,25	8 794 527,43
	Constructions en toute propriété	53 347 447,56	5 236 731,49	48 110 716,07	45 144 102,50
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Réseaux installations voirie rés divers	15 608 795,69	47 329,39	15 561 466,30	15 520 979,81
	Collections et oeuvres d'art	411 643,84	0,00	411 643,84	399 139,84
	Autres immobilisations corporelles	13 501 219,81	9 164 564,63	4 336 655,18	4 249 709,71
	Immobilisations corporelles en cours	128 369 556,03	0,00	128 369 556,03	121 766 729,13
	Immo affect à service non personnalisé	503 118,59	0,00	503 118,59	503 118,59
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	5 043 536,36	0,00	5 043 536,36	5 043 536,36
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Autres immobilisations corporelles				
	Terrains recus au titre d'affectation				
	MONTANT A REPORTER	231 560 451,99	18 811 960,67	212 748 491,32	203 208 758,24

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE) 293	REPORT	231 560 451,99	18 811 960,67	212 748 491,32	203 208 758,24
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	265 229,05	0,00	265 229,05	206 929,05
	Autres titres immobilisés	107 404,50	0,00	107 404,50	107 404,50
	Prêts	609 796,10	0,00	609 796,10	609 796,10
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	143 225,04	0,00	143 225,04	143 949,04
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I		232 686 106,68	18 811 960,67	213 874 146,01	204 276 836,93

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT 294	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	2 170 318,23	0,00	2 170 318,23	1 452 936,02
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	121 885,13	0,00	121 885,13	570 579,82
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	948 699,81	0,00	948 699,81	948 699,81
	Autres créances	258 735,56	862 725,00	-603 989,44	-503 670,64
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	3 026 907,12	0,00	3 026 907,12	9 406 365,59
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	6 526 545,85	862 725,00	5 663 820,85	11 874 910,60

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer	128 073,63	0,00	128 073,63	137 054,47
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser	7,50	0,00	7,50	72 624,90
	Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III		128 081,13	0,00	128 081,13	209 679,37
TOTAL GENERAL (I + II + III)		239 340 733,66	19 674 685,67	219 666 047,99	216 361 426,90

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
FONDS PROPRES	Dotations	9 468 216,31	9 468 216,31
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	75 198 152,03	73 191 428,89
	Report à nouveau	6 925 665,94	6 768 770,40
	Résultat de l'exercice	2 091 721,03	2 163 618,68
	Subventions transférables	3 154 337,42	3 154 337,42
	Différences sur réalisations d'immob	3 379 732,15	3 068 770,11
	Fonds globalisés	72 548 001,79	71 400 428,40
	Subventions non transférables	19 782 167,86	18 773 709,57
	Droits de l'affectant		
296	FONDS PROPRES TOTAL I	192 547 994,53	187 989 279,78

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	3 521 907,52	3 483 795,27
	Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		3 521 907,52	3 483 795,27

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
298 DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	20 261 288,82	20 431 051,63
	Emprunts et dettes financières divers	259 375,38	253 654,49
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 407 527,31	1 825 009,14
	Dettes fiscales et sociales	1 845,37	3 430,03
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	72 066,75	144,76
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	308 914,02	473 574,18
	Opérations pour le compte de tiers	1 007 506,36	1 007 506,36
	Autres dettes	23 728,26	16 810,43
	Fournisseurs d'immobilisations	251 698,82	867 129,40
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	23 593 951,09	24 878 310,42

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

BILAN (en Euros)

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	2 194,85	10 041,43
	Ecarts de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		2 194,85	10 041,43
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		219 666 047,99	216 361 426,90

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
Impôts et taxes perçus	29 029,31	28 263,79
Dotations et subventions reçues	8 255,97	8 378,03
Produits des services	3 086,13	3 073,25
Autres produits	1 063,73	1 134,79
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	41 435,14	40 849,86
Traitements, salaires, charges sociales	22 170,79	21 750,93
Achats et charges externes	9 481,87	9 471,19
Participations et interventions	5 077,31	4 923,45
Dotations aux amortissements et provisions	1 249,20	1 029,78
Autres charges	722,25	774,84
Charges courantes non financières	38 701,42	37 950,18
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	2 733,72	2 899,68
Produits courants financiers	20,01	79,67
Charges courantes financières	884,68	916,80
RESULTAT COURANT FINANCIER	-864,67	-837,12
RESULTAT COURANT	1 869,04	2 062,55
Produits exceptionnels	758,99	162,94
Charges exceptionnelles	536,31	61,88
RESULTAT EXCEPTIONNEL	222,68	101,06
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 091,72	2 163,62

300

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Compte de résultat 2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux	21 482 301,00	21 024 291,82
Autres impôts et taxes	7 547 008,91	7 239 499,60
Produits services, domaine et ventes div	3 086 129,11	3 073 248,63
Production stockée		
Travaux en régie	99 028,22	164 975,99
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	964 703,99	969 815,03
Dotations de l'Etat	5 665 469,00	6 013 488,00
Subventions et participations	2 261 306,03	2 014 211,87
Autres attributions (péréquat, compensa)	329 194,00	350 327,00
TOTAL I	41 435 140,26	40 849 857,94
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	15 867 545,09	15 552 412,86
Charges sociales	6 303 248,13	6 198 513,26
Achats et charges externes	9 481 865,84	9 471 190,43
Impôts et taxes	370 800,62	432 699,25
Dotations amortissements des immob	1 219 201,91	999 775,55
Dot amort sur charges à répartir		

301

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Compte de résultat 2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
Dotations aux provisions	30 000,00	30 000,00
Autres charges	351 450,96	342 140,75
Contingents et participations	853 391,25	866 816,89
Subventions	4 223 920,97	4 056 630,45
TOTAL II	38 701 424,77	37 950 179,44
1-RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 733 715,49	2 899 678,50
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés	20 009,61	79 673,16
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III	20 009,61	79 673,16
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	837 589,52	869 703,89
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions	47 093,09	47 093,09
TOTAL IV	884 682,61	916 796,98

302

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Compte de résultat 2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
2-RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-864 673,00	-837 123,82
3-RESULTAT COURANT(I-II+III-IV)	1 869 042,49	2 062 554,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	277 056,01	114 991,63
Produits des cessions d'immobilisations	442 010,40	
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat	4 811,54	
Prod exception capital : Autres opér	35 112,27	47 952,29
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	758 990,22	162 943,92
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions	48 830,00	
Charg excep op gestion-Autres opérations	31 551,23	61 879,92
Valeur comptable des immo cédées	130 821,94	
Diff réalis(positives)transf à investist	316 000,00	
Charg excep op capital-Autres opérations	9 108,51	
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	536 311,68	61 879,92
4-RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	222 678,54	101 064,00

303

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Compte de résultat 2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
5-TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	42 214 140,09	41 092 475,02
6-TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	40 122 419,06	38 928 856,34
RESULTAT DE L'EXERCICE (5-6)	2 091 721,03	2 163 618,68

Opérations pour le compte de tiers

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2014

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations pour le compte de tiers

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2014

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4541-	198 625,60		0,00	0,00	198 625,60	
4542-		190 687,53	0,00	0,00		190 687,53
4581-	750 074,21		0,00	0,00	750 074,21	
4582-		816 818,83	0,00	0,00		816 818,83

Résultats budgétaires de l'exercice

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	27 069 245,82	47 986 391,70	75 055 637,52
Titres de recette émis (b)	7 458 097,56	45 962 331,19	53 420 428,75
Réductions de titres (c)	23 042,45	3 298 621,15	3 321 663,60
Recettes nettes (d = b - c)	7 435 055,11	42 663 710,04	50 098 765,15
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	27 069 245,82	47 986 391,70	75 055 637,52
Mandats émis (f)	12 707 583,66	42 026 957,98	54 734 541,64
Annulations de mandats (g)	92 365,45	1 454 968,97	1 547 334,42
Depenses nettes (h = f - g)	12 615 218,21	40 571 989,01	53 187 207,22
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		2 091 721,03	
(h - d) Déficit	5 180 163,10		3 088 442,07

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personalisés

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT :	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE
I - Budget principal					
Investissement	-379 189,72	0,00	-5 180 163,10	0,00	-5 559 352,82
Fonctionnement	8 932 389,08	2 006 723,14	2 091 721,03	0,00	9 017 386,97
TOTAL I	8 553 199,36	2 006 723,14	-3 088 442,07	0,00	3 458 034,15
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
NOGENT - PARCS STATIONNEMENT					
Investissement	53 608,89	0,00	142 118,35	0,00	195 727,24
Fonctionnement	-6 182,33	0,00	82 901,42	0,00	76 719,09
Sous-Total	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL III	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL I + II + III	8 600 625,92	2 006 723,14	-2 863 422,30	0,00	3 730 480,48

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilees	1 643 100,00		1 643 100,00	1 639 628,78		1 639 628,78	3 471,22
20	Immobilisations incorporelles	196 252,00	38 904,38	235 156,38	78 466,82		78 466,82	156 689,56
204	Subventions d'équipement versées	84 000,00		84 000,00				84 000,00
21	Immobilisations corporelles	12 477 484,00	-31 722,19	12 445 761,81	1 579 118,22		1 579 118,22	10 866 643,59
23	Immobilisations en cours	7 254 714,00	4 782 183,23	12 036 897,23	9 161 655,49	25 654,20	9 136 001,29	2 900 895,94
26	Participations et créances rattachées à		58 300,00	58 300,00	116 600,00	58 300,00	58 300,00	
27	Autres immobilisations financières	13 500,00		13 500,00				13 500,00
020	Dépenses imprévues - section d'investiss	11 231,00	-10 000,00	1 231,00				1 231,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	21 680 281,00	4 837 665,42	26 517 946,42	12 575 469,31	83 954,20	12 491 515,11	14 026 431,31
4541	Opération pour compte tiers n° 4541	10 000,00		10 000,00				10 000,00
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE	10 000,00		10 000,00				10 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	21 690 281,00	4 837 665,42	26 527 946,42	12 575 469,31	83 954,20	12 491 515,11	14 036 431,31
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	100 000,00	4 811,54	104 811,54	112 251,01	8 411,25	103 839,76	971,78
041	Opérations patrimoniales	19 863,34	37 434,80	57 298,14	19 863,34		19 863,34	37 434,80
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	119 863,34	42 246,34	162 109,68	132 114,35	8 411,25	123 703,10	38 406,58
001	Solde d'exécution de la section d'invest	379 189,72		379 189,72				379 189,72
TOTAL GENERAL		22 189 334,06	4 879 911,76	27 069 245,82	12 707 583,66	92 365,45	12 615 218,21	14 454 027,61

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	3 278 193,14	366 132,00	3 644 325,14	3 154 296,53		3 154 296,53	490 028,61
13	Subventions d'investissement	835 916,00	1 344 000,00	2 179 916,00	1 008 458,29		1 008 458,29	1 171 457,71
16	Emprunts et dettes assimilees	2 503 100,00	1 500 000,00	4 003 100,00	1 505 964,81		1 505 964,81	2 497 135,19
23	Immobilisations en cours				2 631,20		2 631,20	-2 631,20
27	Autres immobilisations financières	13 500,00		13 500,00	724,00		724,00	12 776,00
024	Produits de cessions (recettes)	10 460 000,00	-442 010,40	10 017 989,60				10 017 989,60
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	17 090 709,14	2 768 121,60	19 858 830,74	5 672 074,83		5 672 074,83	14 186 755,91
4542	Opération pour compte tiers n° 4542	10 000,00		10 000,00				10 000,00
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE	10 000,00		10 000,00				10 000,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	17 100 709,14	2 768 121,60	19 868 830,74	5 672 074,83		5 672 074,83	14 196 755,91
021	Virement de la section de fonctionnement	5 400 000,00		5 400 000,00				5 400 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 296 295,00	446 821,94	1 743 116,94	1 763 528,19	20 411,25	1 743 116,94	
041	Opérations patrimoniales	19 863,34	37 434,80	57 298,14	22 494,54	2 631,20	19 863,34	37 434,80
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	6 716 158,34	484 256,74	7 200 415,08	1 786 022,73	23 042,45	1 762 980,28	5 437 434,80
TOTAL GENERAL		23 816 867,48	3 252 378,34	27 069 245,82	7 458 097,56	23 042,45	7 435 055,11	19 634 190,71

310

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	10 847 898,00	2 640,00	10 850 538,00	10 356 418,99	938 144,80	9 418 274,19	1 432 263,81
012	Charges de personnel et frais assimilés	23 268 213,00	19 530,00	23 287 743,00	23 036 564,46	9,02	23 036 555,44	251 187,56
014	Atténuations de produits	18 200,00		18 200,00	18 200,00		18 200,00	
65	Autres charges de gestion courante	5 542 885,00	29 795,00	5 572 680,00	5 473 429,51	44 666,33	5 428 763,18	143 916,82
66	Charges financières	849 122,05		849 122,05	1 289 289,35	451 699,83	837 589,52	11 532,53
67	Charges exceptionnelles	125 645,00	3 071,14	128 716,14	89 527,48	37,74	89 489,74	39 226,40
022	Dépenses imprévues - section de fonction	101 412,57	34 863,00	136 275,57				136 275,57
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	40 753 375,62	89 899,14	40 843 274,76	40 263 429,79	1 434 557,72	38 828 872,07	2 014 402,69
023	Virement à la section d'investissement (	5 400 000,00		5 400 000,00				5 400 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 296 295,00	446 821,94	1 743 116,94	1 763 528,19	20 411,25	1 743 116,94	
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	6 696 295,00	446 821,94	7 143 116,94	1 763 528,19	20 411,25	1 743 116,94	5 400 000,00
TOTAL GENERAL		47 449 670,62	536 721,08	47 986 391,70	42 026 957,98	1 454 968,97	40 571 989,01	7 414 402,69

311

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	316 400,00	22 601,14	339 001,14	439 990,07	8 620,12	431 369,95	-92 368,81
70	Produits des services, du domaine et ven	2 839 771,00		2 839 771,00	3 700 307,73	614 178,62	3 086 129,11	-246 358,11
73	Impots et taxes	28 236 378,00		28 236 378,00	31 219 286,41	2 189 976,50	29 029 309,91	-792 931,91
74	Dotations et participations	7 975 839,00	67 298,00	8 043 137,00	8 283 169,03	9 000,00	8 274 169,03	-231 032,03
75	Autres produits de gestion courante	944 616,67		944 616,67	1 002 144,64	37 440,65	964 703,99	-20 087,32
76	Produits financiers	20 000,00		20 000,00	20 009,61		20 009,61	-9,61
77	Produits exceptionnels	91 000,00	442 010,40	533 010,40	1 185 172,69	430 994,01	754 178,68	-221 168,28
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	40 424 004,67	531 909,54	40 955 914,21	45 850 080,18	3 290 209,90	42 559 870,28	-1 603 956,07
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	100 000,00	4 811,54	104 811,54	112 251,01	8 411,25	103 839,76	971,78
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	100 000,00	4 811,54	104 811,54	112 251,01	8 411,25	103 839,76	971,78
002	Résultat de fonctionnement reporté	6 925 665,95		6 925 665,95				6 925 665,95
TOTAL GENERAL		47 449 670,62	536 721,08	47 986 391,70	45 962 331,19	3 298 621,15	42 663 710,04	5 322 681,66

312

Etat de réalisation des opérations

D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	1 639 384,86		1 639 384,86
165	Dépôts et cautionnements reçus	243,92		243,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilees	1 639 628,78		1 639 628,78
202	Frais liés à la réalisation des document	21 161,79		21 161,79
2031	Frais d'études	30 907,73		30 907,73
2051	Concessions et droits similaires	26 397,30		26 397,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	78 466,82		78 466,82
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	33 760,14		33 760,14
2138	Autres constructions	870 801,74		870 801,74
2161	Oeuvres et objets d'art	12 504,00		12 504,00
2182	Matériel de transport	25 647,15		25 647,15
2183	Matériel de bureau et matériel informati	110 625,74		110 625,74
2184	Mobilier	118 625,56		118 625,56
2188	Autres immobilisations corporelles	407 153,89		407 153,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	1 579 118,22		1 579 118,22
2313	Constructions	8 067 857,26	25 654,20	8 042 203,06
2315	Installations matériels et outillage tec	836 610,75		836 610,75
2318	Autres immobilisations corporelles en co	257 187,48		257 187,48
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	9 161 655,49	25 654,20	9 136 001,29
261	Titres de participation	58 300,00		58 300,00
266	Autres formes de participation	58 300,00	58 300,00	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	Participations et créances rattachées à	116 600,00	58 300,00	58 300,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	12 575 469,31	83 954,20	12 491 515,11
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	12 575 469,31	83 954,20	12 491 515,11

Etat de réalisation des opérations

D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	13 222,79	8 411,25	4 811,54
2138	Autres constructions	99 028,22		99 028,22
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	112 251,01	8 411,25	103 839,76
2315	Installations matériels et outillage tec	19 863,34		19 863,34
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	19 863,34		19 863,34
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	132 114,35	8 411,25	123 703,10
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	12 707 583,66	92 365,45	12 615 218,21

Etat de réalisation des opérations

D'INVESTISSEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (	998 513,00		998 513,00
10223	Taxe locale d'équipement	11 319,00		11 319,00
10224	Versements pour dépassement du plafond l	13 900,00		13 900,00
10226	Taxe d'aménagement	60 603,39		60 603,39
10228	Autres fonds d'investissement	63 238,00		63 238,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 006 723,14		2 006 723,14
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	3 154 296,53		3 154 296,53
1321	Etat et Etablissements Nationaux	15 568,80		15 568,80
1322	Région	71 264,09		71 264,09
1323	Département	90 000,00		90 000,00
1328	Autres	597 918,40		597 918,40
1342	Fonds affectés à l'équipement non transf	233 707,00		233 707,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	1 008 458,29		1 008 458,29
1641	Emprunts en euros	1 500 000,00		1 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 964,81		5 964,81
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilees	1 505 964,81		1 505 964,81
238	Avances et acomptes versés sur immobilis	2 631,20		2 631,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	2 631,20		2 631,20
275	Dépôts et cautionnements versés	724,00		724,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	724,00		724,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	5 672 074,83		5 672 074,83
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	5 672 074,83		5 672 074,83
15172	Provisions pour garanties d'emprunts (bu	38 112,25		38 112,25
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	316 000,00		316 000,00

Etat de réalisation des opérations

D'INVESTISSEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2138	Autres constructions	114 000,00		114 000,00
2182	Matériel de transport	37 233,19	20 411,25	16 821,94
2802	Amortissements frais liés à la réalisati	21 447,15		21 447,15
28031	Amortissements frais d'études	49 599,64		49 599,64
28041642	Bâtiments et installations	35 256,01		35 256,01
280422	Bâtiments et installations	30 005,07		30 005,07
28051	Concessions et droits similaires	65 896,12		65 896,12
28121	Amortissements plantations d'arbres et d	79 666,32		79 666,32
28135	Amortissements installations générales a	2 187,95		2 187,95
28182	Matériel de transport	131 992,59		131 992,59
28183	Matériel de bureau et matériel informati	127 269,54		127 269,54
28184	Mobilier	107 957,81		107 957,81
28188	Amortissements autres immobilisations co	567 923,71		567 923,71
4817	Pénalités de renégociation de la dette	8 980,84		8 980,84
4962	Provisions pour dépréciation des comptes	30 000,00		30 000,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 763 528,19	20 411,25	1 743 116,94
238	Avances et acomptes versés sur immobilis	22 494,54	2 631,20	19 863,34
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	22 494,54	2 631,20	19 863,34
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 786 022,73	23 042,45	1 762 980,28
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	7 458 097,56	23 042,45	7 435 055,11

316

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services - autr	719 082,27	23 463,33	695 618,94
60611	Achats non stockés de fournitures non st	334 275,33	16 523,99	317 751,34
60612	Achats non stockés de fournitures non st	1 358 618,64	573 045,79	785 572,85
60621	Achats non stockés de combustibles	776 204,08	58 432,77	717 771,31
60622	Achats non stockés de carburants	124 396,15	8 635,15	115 761,00
60623	Achats non stockés d'alimentation	113 216,35	743,55	112 472,80
60624	Achats non stockés de produits de traite	489,33		489,33
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	194 595,81	3 796,10	190 799,71
60631	Achats non stockés de fournitures d'entr	50 358,90		50 358,90
60632	Achats non stockés de fournitures de pet	193 272,97	10 284,21	182 988,76
60633	Achats non stockés de fournitures de voi	98 525,59		98 525,59
60636	Achats non stockés de vêtements de trava	54 662,18	2 069,47	52 592,71
6064	Achats non stockés de fournitures admini	23 714,52	95,16	23 619,36
6065	Achats non stockés de livres disques cas	141 179,49	360,00	140 819,49
6067	Achats non stockés de fournitures scolai	94 898,87	2 694,33	92 204,54
6068	Achats non stockés d'autres matières et	113 158,10	21 522,67	91 635,43
611	Contrats prestations de services	3 042 397,88	106 918,96	2 935 478,92
6132	Services extérieurs - locations immobili	544 105,23		544 105,23
6135	Services extérieurs - locations mobilièr	136 978,58	14 161,86	122 816,72
614	Services extérieurs - charges locatives	144 973,38	6 272,58	138 700,80
61522	Services extérieurs - entretien et répar	972,40		972,40
61523	Services extérieurs - entretien et répar	35 534,16		35 534,16
61551	Services extérieurs - entretien et répar	36 045,41	515,62	35 529,79
61558	Services extérieurs - entretien et répar	19 161,71	684,22	18 477,49

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6156	Services extérieurs - maintenance	289 866,67	36 704,35	253 162,32
616	Primes d'assurance	139 586,89		139 586,89
617	Services extérieurs - études et recherch	39 777,97	13 156,00	26 621,97
6182	Services extérieurs - divers - documenta	61 009,23	972,52	60 036,71
6184	Services extérieurs - divers - versement	91 614,01	7 268,66	84 345,35
6188	Services extérieurs - autres frais diver	14 553,43	1 794,00	12 759,43
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	18 354,70		18 354,70
6227	Rémunération d'intermédiaires et honorai	203 880,75	682,00	203 198,75
6228	Rémunération d'intermédiaires et honorai	2 341,15	602,30	1 738,85
6231	Publicité publications relations publiqu	39 092,98	792,36	38 300,62
6232	Publicité publications relations publiqu	229 132,19	350,00	228 782,19
6238	Publicité publications relations publiqu	61 176,67	1 291,68	59 884,99
6244	Transports - transports administratifs	2 692,42		2 692,42
6247	Transports - transports collectifs	240 359,68	14 391,30	225 968,38
6251	Déplacements missions et réceptions - vo	1 646,28		1 646,28
6256	Déplacements missions et réceptions - mi	811,90		811,90
6257	Déplacements missions et réceptions - ré	23 768,52		23 768,52
6261	Frais d'affranchissement	119 400,69		119 400,69
6262	Frais de télécommunications	173 525,19	9 614,14	163 911,05
627	Autres services extérieurs - services ba	4 605,74	7,27	4 598,47
6281	Autres services extérieurs - concours di	58 630,59		58 630,59
6282	Autres services exterieurs - frais gardi	6 774,80	298,46	6 476,34
62873	Remboursement de frais au CCAS	1 699,22		1 699,22
62876	Remboursements de frais au fgp de rattac	210,98		210,98

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6288	Autres services extérieurs	11 692,40		11 692,40
63512	Impôts directs - taxes foncières	134 765,78		134 765,78
63513	Impôts directs - autres impôts locaux	17 811,00		17 811,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	306,50		306,50
6358	Autres droits administration des impôts	20,00		20,00
637	Autres impôts taxes et versements assimi	16 493,33		16 493,33
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	10 356 418,99	938 144,80	9 418 274,19
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache	14 473,45		14 473,45
6218	Autre personnel extérieur au service	218 514,81		218 514,81
6336	Cotisation au centre national et au cent	201 404,01		201 404,01
64111	Personnel titulaire - rémunération princ	8 272 227,16		8 272 227,16
64112	Personnel titulaire - nbi supplément fam	411 655,04		411 655,04
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	2 779 403,40		2 779 403,40
64131	Personnel non titulaire - rémunération	3 601 250,34		3 601 250,34
64138	Autres indemnités	761 156,25	1,02	761 155,23
64162	Emplois d'avenir	85 828,99		85 828,99
64168	Autres emplois d'insertion	413,49		413,49
6451	Charges sécurite sociale et prévoyance c	3 037 439,23	8,00	3 037 431,23
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 868 963,66		2 868 963,66
6455	Charges securite sociale & prevoyance-Co	290 107,75		290 107,75
6456	Charges sécurite sociale et prévoyance v	36 465,00		36 465,00
6472	Autres charges sociales-prestations fami	11 464,22		11 464,22
6475	Autres charges sociales - médecine du tr	71 311,09		71 311,09
6478	Autres charges sociales diverses	19 356,77		19 356,77

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6488	Autres charges de personnel	355 129,80		355 129,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	23 036 564,46	9,02	23 036 555,44
7489	Reversements et restitution sur autres a	18 200,00		18 200,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	Atténuations de produits	18 200,00		18 200,00
6531	Indemnités des maires adjoints et consei	311 579,69		311 579,69
6532	Frais de mission des maires adjoints et	1 821,50	372,05	1 449,45
6533	Cotisations de retraite des maires adjoi	19 451,46		19 451,46
6534	Cotisations de sécurité sociale des mair	10 881,00		10 881,00
6535	Frais de formation des maires adjoints e	5 588,00	497,00	5 091,00
6536	Frais de représentation du maire	2 998,36		2 998,36
6554	Contingents et participations obligatoir	234 964,26		234 964,26
6558	Contingents et participations obligatoir	619 726,99	1 300,00	618 426,99
657362	Centre communal d'actions sociales (CCAS	800 000,00		800 000,00
65737	Subventions fonctionnement aux organisme	642 000,00		642 000,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	2 824 418,25	42 497,28	2 781 920,97
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	5 473 429,51	44 666,33	5 428 763,18
66111	Intérêts réglés à l'écheance	852 970,77		852 970,77
66112	Intérêts - rattachement des icne	421 321,88	451 699,83	-30 377,95
661138	Remboursement d'intérêts d'emprunts tran	14 996,70		14 996,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	1 289 289,35	451 699,83	837 589,52
6711	Charges exceptionnelles - intérêts morat	47,88		47,88
6714	Charges exceptionnelles bourses et prix	15 513,00		15 513,00
6718	Charges exceptionnelles - autres charges	6 734,68		6 734,68
673	Charges exceptionnelles - titres annulés	9 293,41	37,74	9 255,67

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6748	Autres subventions exceptionnelles	48 830,00		48 830,00
678	Autres charges exceptionnelles	9 108,51		9 108,51
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	89 527,48	37,74	89 489,74
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	40 263 429,79	1 434 557,72	38 828 872,07
675	Charges exceptionnelles - valeurs compta	151 233,19	20 411,25	130 821,94
676	Différences sur réalisations (positives)	316 000,00		316 000,00
6811	Dotations aux Amortissements immobilisat	1 219 201,91		1 219 201,91
6817	Dotations provisions dépréciation des ac	30 000,00		30 000,00
6862	Dotations aux Amortissementss des charge	8 980,84		8 980,84
6865	Dotations aux provisions pour risques et	38 112,25		38 112,25
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 763 528,19	20 411,25	1 743 116,94
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 763 528,19	20 411,25	1 743 116,94
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	42 026 957,98	1 454 968,97	40 571 989,01

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	408 138,48	8 620,12	399 518,36
6459	Remboursement sur charges de sécurite so	31 851,59		31 851,59
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	439 990,07	8 620,12	431 369,95
70323	Utilisation domaine - redevance d'occupa	142 247,88		142 247,88
7062	Prestation services redevances et droits	190 080,71	4 647,29	185 433,42
70631	Redevances et droits des services à cara	52 626,48	50,00	52 576,48
70632	Redevances et droits des services à cara	14 417,85	71,00	14 346,85
7066	Prestation services - redevances et droi	535 607,54	32 966,49	502 641,05
7067	Prestations services - redevances et dro	1 261 691,34	51 145,46	1 210 545,88
70688	Prestations de services autres prestatio	158 979,02	306,00	158 673,02
70848	Mise à disposition de personnel facturée	87 832,00		87 832,00
70878	Autres produits - remboursement de frais	1 256 824,91	524 992,38	731 832,53
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Produits des services, du domaine et ven	3 700 307,73	614 178,62	3 086 129,11
73111	Taxes foncières et d'habitation	23 244 958,00	1 762 657,00	21 482 301,00
7321	Attribution de compensation	4 137 087,59	340 248,57	3 796 839,02
7322	Dotation de solidarité communautaire	420 000,00	20 000,00	400 000,00
7338	Taxes services publics et domaine-autres	250 905,46	62 863,93	188 041,53
7351	Impôts et taxes production énergetique e	601 482,86		601 482,86
7363	Impôts et taxes activités services impôt	10 717,00		10 717,00
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure	4 204,61		4 204,61
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutatio	2 549 930,89	4 207,00	2 545 723,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	Impots et taxes	31 219 286,41	2 189 976,50	29 029 309,91
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	5 662 502,00		5 662 502,00
745	Dotation spéciale au titre des institute	2 808,00		2 808,00

322

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
746	Dotation générale de décentralisation	159,00		159,00
74718	Autres participations de l'Etat	135 678,38		135 678,38
7473	Participations - Départements	5 535,00		5 535,00
74748	Participations des autres Communes	65 728,95		65 728,95
7478	Participations - autres organismes	2 063 363,70	9 000,00	2 054 363,70
74833	Etat Compensation au titre de contributi	49 493,00		49 493,00
74834	Etat compensation au titre des exonérati	40 217,00		40 217,00
74835	Etat compensation au titre des exonéerat	222 220,00		222 220,00
7484	Dotation de recensement	7 204,00		7 204,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	10 060,00		10 060,00
7488	Autres attributions et participations	18 200,00		18 200,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Dotations et participations	8 283 169,03	9 000,00	8 274 169,03
752	Autres produits de gestion courante - re	851 896,17	30 539,01	821 357,16
758	Produits divers de gestion courante	150 248,47	6 901,64	143 346,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	1 002 144,64	37 440,65	964 703,99
764	Produits financiers - revenus des valeur	20 009,61		20 009,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	Produits financiers	20 009,61		20 009,61
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	277 183,53	994,01	276 189,52
773	Produits exceptionnels mandats annulés (	866,49		866,49
775	Produits exceptionnels - produits des ce	872 010,40	430 000,00	442 010,40
7788	Produits exceptionnels divers	35 112,27		35 112,27
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	1 185 172,69	430 994,01	754 178,68
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	45 850 080,18	3 290 209,90	42 559 870,28
722	Travaux en régie - immobilisations corpo	99 028,22		99 028,22

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
776	Différences sur réalisations (négatives)	13 222,79	8 411,25	4 811,54
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	112 251,01	8 411,25	103 839,76
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	112 251,01	8 411,25	103 839,76
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	45 962 331,19	3 298 621,15	42 663 710,04

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
1021	Dotation		8 775 701,27						8 775 701,27		8 775 701,27
10222	FCTVA		22 423 009,29				998 513,00		23 421 522,29		23 421 522,29
10223	TLE		6 943 821,76				11 319,00		6 955 140,76		6 955 140,76
10224	Verst dépassement PLD		40 735 770,77				13 900,00		40 749 670,77		40 749 670,77
10226	Taxe d'aménagement				13 089,18		60 603,39		73 692,57		73 692,57
10227	Versement pour sous-densité		13 089,18	13 089,18				13 089,18	13 089,18		0,00
10228	Autres fonds d'investissement		1 284 737,40				63 238,00		1 347 975,40		1 347 975,40
	Sous Total compte 1022		71 400 428,40	13 089,18	13 089,18		1 147 573,39	13 089,18	72 561 090,97		72 548 001,79
10251	Dons et legs en capital		692 515,04						692 515,04		692 515,04
	Sous Total compte 1025		692 515,04						692 515,04		692 515,04
	Sous Total compte 102		80 868 644,71	13 089,18	13 089,18		1 147 573,39	13 089,18	82 029 307,28		82 016 218,10
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		73 560 906,76				2 006 723,14		75 567 629,90		75 567 629,90
1069	Rep 97 excdt capit -neutr charg sur prod	369 477,87						369 477,87		369 477,87	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 106	369 477,87	73 560 906,76				2 006 723,14	369 477,87	75 567 629,90		75 198 152,03
	Sous Total compte 10	369 477,87	154 429 551,47	13 089,18	13 089,18		3 154 296,53	382 567,05	157 596 937,18		157 214 370,13
110	Report à nouveau solde créditeur		6 768 770,40	2 006 723,14	2 163 618,68			2 006 723,14	8 932 389,08		6 925 665,94
	Sous Total compte 11		6 768 770,40	2 006 723,14	2 163 618,68			2 006 723,14	8 932 389,08		6 925 665,94
12	Résultat exercice excéd déficit		2 163 618,68	2 163 618,68				2 163 618,68	2 163 618,68		0,00
	Sous Total compte 12		2 163 618,68	2 163 618,68				2 163 618,68	2 163 618,68		0,00
13148	Subv équip transf autres Cnes		530 292,75						530 292,75		530 292,75
	Sous Total compte 1314		530 292,75						530 292,75		530 292,75
1318	Subv équipt transf - autres subv		424 437,85						424 437,85		424 437,85
	Sous Total compte 131		954 730,60						954 730,60		954 730,60
1321	Etat et EPN		1 509 024,95				15 568,80		1 524 593,75		1 524 593,75
1322	Région		2 650 534,64				71 264,09		2 721 798,73		2 721 798,73
1323	Dépt		1 190 451,08				90 000,00		1 280 451,08		1 280 451,08

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
1326	Autres EPL		470 674,60						470 674,60		470 674,60
1328	Autres		10 174 918,56				597 918,40		10 772 836,96		10 772 836,96
	Sous Total compte 132		15 995 603,83				774 751,29		16 770 355,12		16 770 355,12
1331	Dotation d'équipement territoires ruraux		1 996 749,14						1 996 749,14		1 996 749,14
1332	Amendes de police		309 013,09						309 013,09		309 013,09
	Sous Total compte 133		2 305 762,23						2 305 762,23		2 305 762,23
1342	Fds afftés équipt non transf amendes pol		2 080 270,04				233 707,00		2 313 977,04		2 313 977,04
	Sous Total compte 134		2 080 270,04				233 707,00		2 313 977,04		2 313 977,04
1388	Autres subv invest non transf autres		697 835,70						697 835,70		697 835,70
	Sous Total compte 138		697 835,70						697 835,70		697 835,70
139148	Subv équipt transf - autres Cnes	106 155,41						106 155,41		106 155,41	
	Sous Total compte 13914	106 155,41						106 155,41		106 155,41	
	Sous Total compte 1391	106 155,41						106 155,41		106 155,41	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 139	106 155,41						106 155,41		106 155,41	
	Sous Total compte 13	106 155,41	22 034 202,40				1 008 458,29	106 155,41	23 042 660,69		22 936 505,28
15112	Prov litiges (b)		3 176 984,75						3 176 984,75		3 176 984,75
	Sous Total compte 1511		3 176 984,75						3 176 984,75		3 176 984,75
15172	Prov garanties emprunts (b)		306 810,52				38 112,25		344 922,77		344 922,77
	Sous Total compte 1517		306 810,52				38 112,25		344 922,77		344 922,77
	Sous Total compte 151		3 483 795,27				38 112,25		3 521 907,52		3 521 907,52
	Sous Total compte 15		3 483 795,27				38 112,25		3 521 907,52		3 521 907,52
1641	Emprunts en euros		19 979 351,80			1 639 384,86	1 500 000,00	1 639 384,86	21 479 351,80		19 839 966,94
	Sous Total compte 164		19 979 351,80			1 639 384,86	1 500 000,00	1 639 384,86	21 479 351,80		19 839 966,94
165	Dép et caution reçus		252 034,04			243,92	5 964,81	243,92	257 998,85		257 754,93
168751	GFP de rattachement		1 620,45						1 620,45		1 620,45
	Sous Total compte 16875		1 620,45						1 620,45		1 620,45

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 1687		1 620,45						1 620,45		1 620,45
16884	Int sur empts étab crédit		451 699,83	451 699,83	421 321,88			451 699,83	873 021,71		421 321,88
	Sous Total compte 1688		451 699,83	451 699,83	421 321,88			451 699,83	873 021,71		421 321,88
	Sous Total compte 168		453 320,28	451 699,83	421 321,88			451 699,83	874 642,16		422 942,33
	Sous Total compte 16		20 684 706,12	451 699,83	421 321,88	1 639 628,78	1 505 964,81	2 091 328,61	22 611 992,81		20 520 664,20
181	Cpte liaison : affectation	503 118,59						503 118,59		503 118,59	
	Sous Total compte 18	503 118,59						503 118,59		503 118,59	
192	Plus ou moins-values cessions immo		3 552 222,43			13 222,79	324 411,25	13 222,79	3 876 633,68		3 863 410,89
193	Autres diff sur réalisation immob	483 452,32		226,42				483 678,74		483 678,74	
	Sous Total compte 19	483 452,32	3 552 222,43	226,42		13 222,79	324 411,25	496 901,53	3 876 633,68		3 379 732,15
	Total classe 1	1 462 204,19	213 116 866,77	4 635 357,25	2 598 029,74	1 652 851,57	6 031 243,13	7 750 413,01	221 746 139,64	1 462 430,61	215 458 157,24
202	Frais réalisation doc urb et num cadast	107 235,76				21 161,79		128 397,55		128 397,55	
2031	Frais d'études	2 767 819,03				30 907,73		2 798 726,76		2 798 726,76	

329

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 203	2 767 819,03				30 907,73		2 798 726,76		2 798 726,76	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	582 964,34						582 964,34		582 964,34	
	Sous Total compte 20411	582 964,34						582 964,34		582 964,34	
2041641	Biens mobiliers, matériel et études	530 292,75						530 292,75		530 292,75	
	Sous Total compte 204164	530 292,75						530 292,75		530 292,75	
	Sous Total compte 20416	530 292,75						530 292,75		530 292,75	
	Sous Total compte 2041	1 113 257,09						1 113 257,09		1 113 257,09	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	150 000,00						150 000,00		150 000,00	
20422	Bâtiments et installations	170 051,00						170 051,00		170 051,00	
	Sous Total compte 2042	320 051,00						320 051,00		320 051,00	
	Sous Total compte 204	1 433 308,09						1 433 308,09		1 433 308,09	
2051	Concessions et droits similaires	767 162,14				26 397,30		793 559,44		793 559,44	
	Sous Total compte 205	767 162,14				26 397,30		793 559,44		793 559,44	

330

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
2088	Autres immobilisations incorporelles	3 905,38						3 905,38		3 905,38	
	Sous Total compte 208	3 905,38						3 905,38		3 905,38	
	Sous Total compte 20	5 079 430,40				78 466,82		5 157 897,22		5 157 897,22	
2112	Terrains de voirie	595 086,43						595 086,43		595 086,43	
2113	Terr aménagés autres que voirie	133 363,11						133 363,11		133 363,11	
2115	Terrains bâtis	2 522 174,24						2 522 174,24		2 522 174,24	
2116	Cimetières	7 247,15						7 247,15		7 247,15	
2118	Autres terrains	5 110 445,97						5 110 445,97		5 110 445,97	
	Sous Total compte 211	8 368 316,90						8 368 316,90		8 368 316,90	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 151 119,24				33 760,14		1 184 879,38		1 184 879,38	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	56 540,61						56 540,61		56 540,61	
	Sous Total compte 212	1 207 659,85				33 760,14		1 241 419,99		1 241 419,99	
21311	Hôtel de ville	2 465 485,65						2 465 485,65		2 465 485,65	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
21312	Batiments scolaires	7 065 178,03						7 065 178,03		7 065 178,03	
21318	Autres batiments publics	18 433 754,21						18 433 754,21		18 433 754,21	
	Sous Total compte 2131	27 964 417,89						27 964 417,89		27 964 417,89	
2132	Immeubles de rapport	7 361 862,02		221 584,05				7 583 446,07		7 583 446,07	
2135	Instal gales agenct amégts const	365 203,78		1 891 387,51				2 256 591,29		2 256 591,29	
2138	Autres constructions	14 687 162,35				969 829,96	114 000,00	15 656 992,31	114 000,00	15 542 992,31	
	Sous Total compte 213	50 378 646,04		2 112 971,56		969 829,96	114 000,00	53 461 447,56	114 000,00	53 347 447,56	
2151	Réseaux de voirie	2 363 992,48		2 951,56				2 366 944,04		2 366 944,04	
2152	Installations de voirie	9 347 074,01		37 534,93				9 384 608,94		9 384 608,94	
21531	Réseaux adduction eau	157 780,63						157 780,63		157 780,63	
21534	Réseaux électrification	2 182 272,52						2 182 272,52		2 182 272,52	
21538	Autres réseaux	1 517 189,56						1 517 189,56		1 517 189,56	
	Sous Total compte 2153	3 857 242,71						3 857 242,71		3 857 242,71	

332

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
21568	Autre mat outil incendie déf civ	24 380,65		10 627,38				35 008,03		35 008,03	
	Sous Total compte 2156	24 380,65		10 627,38				35 008,03		35 008,03	
21578	Autre mat et outillage de voirie	148 352,38		146 264,82				294 617,20		294 617,20	
	Sous Total compte 2157	148 352,38		146 264,82				294 617,20		294 617,20	
2158	Autres instal mat outil tech	5 080,86		220 192,94				225 273,80		225 273,80	
	Sous Total compte 215	15 746 123,09		417 571,63				16 163 694,72		16 163 694,72	
2161	Oeuvres et objets d'art	398 296,84				12 504,00		410 800,84		410 800,84	
2162	Fonds anciens des bibliothèques musées	843,00						843,00		843,00	
	Sous Total compte 216	399 139,84				12 504,00		411 643,84		411 643,84	
2181	Instal gales agenct amngts divers	184 755,14						184 755,14		184 755,14	
2182	Mat de transport	2 930 563,48			27 469,12	46 058,40	37 233,19	2 976 621,88	64 702,31	2 911 919,57	
2183	Mat bureau mat informatique	1 586 146,60				110 625,74		1 696 772,34		1 696 772,34	
2184	Mobilier	1 266 197,58				118 625,56		1 384 823,14		1 384 823,14	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
2188	Autres immobilisations corporelles	6 437 272,40		0,15	76 375,85	407 153,89		6 844 426,44	76 375,85	6 768 050,59	
	Sous Total compte 218	12 404 935,20		0,15	103 844,97	682 463,59	37 233,19	13 087 398,94	141 078,16	12 946 320,78	
	Sous Total compte 21	88 504 820,92		2 530 543,34	103 844,97	1 698 557,69	151 233,19	92 733 921,95	255 078,16	92 478 843,79	
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 554 694,03						1 554 694,03		1 554 694,03	
2313	Constructions	88 851 894,99			2 112 971,56	8 067 857,26	25 654,20	96 919 752,25	2 138 625,76	94 781 126,49	
2315	Instal mat outil techn	25 973 474,87			417 571,63	856 474,09		26 829 948,96	417 571,63	26 412 377,33	
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	20 506,54						20 506,54		20 506,54	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	4 091 486,24				257 187,48		4 348 673,72		4 348 673,72	
	Sous Total compte 231	120 492 056,67			2 530 543,19	9 181 518,83	25 654,20	129 673 575,50	2 556 197,39	127 117 378,11	
237	Avances acptes vers cdes immob incorpo	7 500,00						7 500,00		7 500,00	
238	Avances acptes vers sur immob corpo	1 274 672,46				2 631,20	25 125,74	1 277 303,66	25 125,74	1 252 177,92	
	Sous Total compte 23	121 774 229,13			2 530 543,19	9 184 150,03	50 779,94	130 958 379,16	2 581 323,13	128 377 056,03	
2423	Immob mises à dispo EPCI	5 043 536,36						5 043 536,36		5 043 536,36	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 242	5 043 536,36						5 043 536,36		5 043 536,36	
	Sous Total compte 24	5 043 536,36						5 043 536,36		5 043 536,36	
261	Titres de participation	206 929,05				58 300,00		265 229,05		265 229,05	
266	Autres formes de participation					58 300,00	58 300,00	58 300,00	58 300,00		0,00
	Sous Total compte 26	206 929,05				116 600,00	58 300,00	323 529,05	58 300,00	265 229,05	
271	Titres immob : droit propriété	102 594,08						102 594,08		102 594,08	
272	Titres immob : droit de créance	4 810,42						4 810,42		4 810,42	
274	Prêts	609 796,10						609 796,10		609 796,10	
275	Dépôts et cautionnements versés	46 498,21					724,00	46 498,21	724,00	45 774,21	
276351	Créances sur GFP de rattachement	97 450,83						97 450,83		97 450,83	
	Sous Total compte 27635	97 450,83						97 450,83		97 450,83	
	Sous Total compte 2763	97 450,83						97 450,83		97 450,83	
	Sous Total compte 276	97 450,83						97 450,83		97 450,83	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 27	861 149,64					724,00	861 149,64	724,00	860 425,64	
2802	Amort frais réal doc urb et num cadastre						21 447,15		21 447,15		21 447,15
28031	Amort frais études		2 102 437,33				49 599,64		2 152 036,97		2 152 036,97
	Sous Total compte 2803		2 102 437,33				49 599,64		2 152 036,97		2 152 036,97
28041641	Biens mobiliers, matériel et études		31 310,54						31 310,54		31 310,54
28041642	Bâtiments et installations		145 647,43				35 256,01		180 903,44		180 903,44
	Sous Total compte 2804164		176 957,97				35 256,01		212 213,98		212 213,98
	Sous Total compte 280416		176 957,97				35 256,01		212 213,98		212 213,98
	Sous Total compte 28041		176 957,97				35 256,01		212 213,98		212 213,98
280422	Bâtiments et installations		466 326,18				30 005,07		496 331,25		496 331,25
	Sous Total compte 28042		466 326,18				30 005,07		496 331,25		496 331,25
	Sous Total compte 2804		643 284,15				65 261,08		708 545,23		708 545,23
28051	Concessions et droits similaires		554 294,05				65 896,12		620 190,17		620 190,17

336

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 2805		554 294,05				65 896,12		620 190,17		620 190,17
	Sous Total compte 280		3 300 015,53				202 203,99		3 502 219,52		3 502 219,52
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		740 048,28				79 666,32		819 714,60		819 714,60
28128	Amort autres agenct amégat terr		41 401,04						41 401,04		41 401,04
	Sous Total compte 2812		781 449,32				79 666,32		861 115,64		861 115,64
28132	Immeubles de rapport		5 184 380,48						5 184 380,48		5 184 380,48
28135	Amort instal gales agenct amégat constru		50 163,06				2 187,95		52 351,01		52 351,01
	Sous Total compte 2813		5 234 543,54				2 187,95		5 236 731,49		5 236 731,49
28151	Réseaux de voirie		47 329,39						47 329,39		47 329,39
281578	Amort autre mat outillage de voirie		12 157,36						12 157,36		12 157,36
	Sous Total compte 28157		12 157,36						12 157,36		12 157,36
	Sous Total compte 2815		59 486,75						59 486,75		59 486,75
28181	Instal gales agenct amngts divers		6 546,36						6 546,36		6 546,36

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
28182	Mat de transport		1 806 197,13	27 469,12			131 992,59	27 469,12	1 938 189,72		1 910 720,60
28183	Mat bureau mat informatique		1 268 431,55				127 269,54		1 395 701,09		1 395 701,09
28184	Mobilier		937 621,12				107 957,81		1 045 578,93		1 045 578,93
28188	Amort autres immobilisations corporelles		4 302 085,86	76 149,28			567 923,71	76 149,28	4 870 009,57		4 793 860,29
	Sous Total compte 2818		8 320 882,02	103 618,40			935 143,65	103 618,40	9 256 025,67		9 152 407,27
	Sous Total compte 281		14 396 361,63	103 618,40			1 016 997,92	103 618,40	15 413 359,55		15 309 741,15
	Sous Total compte 28		17 696 377,16	103 618,40			1 219 201,91	103 618,40	18 915 579,07		18 811 960,67
	Total classe 2	221 470 095,50	17 696 377,16	2 634 161,74	2 634 388,16	11 077 774,54	1 480 239,04	235 182 031,78	21 811 004,36	232 182 988,09	18 811 960,67
4011	Fournisseurs		850 618,60	8 942 097,07	8 634 309,00			8 942 097,07	9 484 927,60		542 830,53
	Sous Total compte 401		850 618,60	8 942 097,07	8 634 309,00			8 942 097,07	9 484 927,60		542 830,53
4041	Fournis immob		730 191,31	11 606 711,97	10 980 051,81			11 606 711,97	11 710 243,12		103 531,15
40471	Fournis immob - retenues de garantie		136 938,09	26 187,87	37 417,45			26 187,87	174 355,54		148 167,67
	Sous Total compte 4047		136 938,09	26 187,87	37 417,45			26 187,87	174 355,54		148 167,67

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 404		867 129,40	11 632 899,84	11 017 469,26			11 632 899,84	11 884 598,66		251 698,82
408	Fournis factures non parvenues		974 390,54	974 390,54	864 696,78			974 390,54	1 839 087,32		864 696,78
	Sous Total compte 40		2 692 138,54	21 549 387,45	20 516 475,04			21 549 387,45	23 208 613,58		1 659 226,13
4111	Redevables - amiable	798 969,79		8 853 364,75	8 615 554,32			9 652 334,54	8 615 554,32	1 036 780,22	
4116	Redevables - contentieux	44 692,16		23 447,11	18 694,18			68 139,27	18 694,18	49 445,09	
	Sous Total compte 411	843 661,95		8 876 811,86	8 634 248,50			9 720 473,81	8 634 248,50	1 086 225,31	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	281 589,93		857 339,29	803 625,44			1 138 929,22	803 625,44	335 303,78	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	277 590,09		260,87	107,19			277 850,96	107,19	277 743,77	
	Sous Total compte 414	559 180,02		857 600,16	803 732,63			1 416 780,18	803 732,63	613 047,55	
4181	Redevables produits non encore facturés	50 094,05		471 045,37	50 094,05			521 139,42	50 094,05	471 045,37	
	Sous Total compte 418	50 094,05		471 045,37	50 094,05			521 139,42	50 094,05	471 045,37	
	Sous Total compte 41	1 452 936,02		10 205 457,39	9 488 075,18			11 658 393,41	9 488 075,18	2 170 318,23	
421	Personnel - rémunérations dues			13 779 398,67	13 779 398,67			13 779 398,67	13 779 398,67		0,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
427	Personnel - oppositions			101 836,96	101 836,96			101 836,96	101 836,96		0,00
4287	Personnel - produits à recevoir	1 200,00			1 200,00			1 200,00	1 200,00		0,00
	Sous Total compte 428	1 200,00			1 200,00			1 200,00	1 200,00		0,00
	Sous Total compte 42	1 200,00		13 881 235,63	13 882 435,63			13 882 435,63	13 882 435,63		0,00
431	Sécurite sociale		2 130,03	5 263 730,35	5 261 600,32			5 263 730,35	5 263 730,35		0,00
437	Autres organismes sociaux			4 133 251,31	4 133 251,31			4 133 251,31	4 133 251,31		0,00
	Sous Total compte 43		2 130,03	9 396 981,66	9 394 851,63			9 396 981,66	9 396 981,66		0,00
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	8 569,80		359 687,72	352 111,37			368 257,52	352 111,37	16 146,15	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	838,00		3 701,70	3 701,70			4 539,70	3 701,70	838,00	
	Sous Total compte 441	9 407,80		363 389,42	355 813,07			372 797,22	355 813,07	16 984,15	
442	Etat-impots taxes recouv sur des tiers			82,00	82,00			82,00	82,00		0,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses			65 014,25	137 081,00			65 014,25	137 081,00		72 066,75
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable			30 618 093,39	30 554 855,39			30 618 093,39	30 554 855,39	63 238,00	

340

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 4431			30 683 107,64	30 691 936,39			30 683 107,64	30 691 936,39		8 828,75
44321	Opér particul avec Région dépenses			300,00	300,00			300,00	300,00		0,00
	Sous Total compte 4432			300,00	300,00			300,00	300,00		0,00
44331	Opér particulières avec Département_Dép			118 881,00	118 881,00			118 881,00	118 881,00		0,00
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable	7 473,31						7 473,31		7 473,31	
	Sous Total compte 4433	7 473,31		118 881,00	118 881,00			126 354,31	118 881,00	7 473,31	
44341	Opér part av Etat communes dépenses			14 996,70	14 996,70			14 996,70	14 996,70		0,00
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable			356 403,25	356 403,25			356 403,25	356 403,25		0,00
	Sous Total compte 4434			371 399,95	371 399,95			371 399,95	371 399,95		0,00
44351	Opér particul grp dépenses			249 648,69	249 648,69			249 648,69	249 648,69		0,00
44352	Opér particul avec grp recettes amiable	11 922,36		4 200 684,34	4 212 606,70			4 212 606,70	4 212 606,70		0,00
	Sous Total compte 4435	11 922,36		4 450 333,03	4 462 255,39			4 462 255,39	4 462 255,39		0,00
44361	Opér part av Etat caisse écoles dépenses			3 204,00	3 204,00			3 204,00	3 204,00		0,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 4436			3 204,00	3 204,00			3 204,00	3 204,00		0,00
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses		144,76	805 093,98	804 949,22			805 093,98	805 093,98		0,00
	Sous Total compte 4437		144,76	805 093,98	804 949,22			805 093,98	805 093,98		0,00
44381	Aut serv organ pub - dépenses			648 600,00	648 600,00			648 600,00	648 600,00		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	0,01						0,01		0,01	
	Sous Total compte 4438	0,01		648 600,00	648 600,00			648 600,01	648 600,00	0,01	
	Sous Total compte 443	19 395,68	144,76	37 080 919,60	37 101 525,95			37 100 315,28	37 101 670,71		1 355,43
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	459,34		44 211,31	44 211,99			44 670,65	44 211,99	458,66	
44566	TVA déduct sur autres biens et services			163,58	163,58			163,58	163,58		0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	60,00		55 631,00	24 768,00			55 691,00	24 768,00	30 923,00	
	Sous Total compte 4456	519,34		100 005,89	69 143,57			100 525,23	69 143,57	31 381,66	
44571	Etat - TVA collectée			5 056,32	5 056,32			5 056,32	5 056,32		0,00
	Sous Total compte 4457			5 056,32	5 056,32			5 056,32	5 056,32		0,00

342

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	53 335,00		8 456,00	61 791,00			61 791,00	61 791,00		0,00
	Sous Total compte 4458	53 335,00		8 456,00	61 791,00			61 791,00	61 791,00		0,00
	Sous Total compte 445	53 854,34		113 518,21	135 990,89			167 372,55	135 990,89	31 381,66	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			368 935,25	368 935,25			368 935,25	368 935,25		0,00
4486	Etat - autres charges à payer		1 300,00	1 300,00	1 845,37			1 300,00	3 145,37		1 845,37
4487	Etat - produits à recevoir	487 922,00		2 808,00	487 922,00			490 730,00	487 922,00	2 808,00	
	Sous Total compte 448	487 922,00	1 300,00	4 108,00	489 767,37			492 030,00	491 067,37	962,63	
	Sous Total compte 44	570 579,82	1 444,76	37 930 952,48	38 452 114,53			38 501 532,30	38 453 559,29	47 973,01	
451002	NOGENT - PARCS STATIONNEMENT		473 574,18	1 518 465,35	1 353 805,19			1 518 465,35	1 827 379,37		308 914,02
	Sous Total compte 451		473 574,18	1 518 465,35	1 353 805,19			1 518 465,35	1 827 379,37		308 914,02
4541	Trvx effectués office pc tiers dépenses	198 625,60						198 625,60		198 625,60	
4542	Trvx effectués office pc tiers recettes		190 687,53						190 687,53		190 687,53
	Sous Total compte 454	198 625,60	190 687,53					198 625,60	190 687,53	7 938,07	

343

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
4581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	750 074,21						750 074,21		750 074,21	
4582	Recettes (à subdiviser par mandat)		816 818,83						816 818,83		816 818,83
	Sous Total compte 458	750 074,21	816 818,83					750 074,21	816 818,83		66 744,62
	Sous Total compte 45	948 699,81	1 481 080,54	1 518 465,35	1 353 805,19			2 467 165,16	2 834 885,73		367 720,57
4621	Créances cess immob - amiable			872 010,40	872 000,00			872 010,40	872 000,00	10,40	
	Sous Total compte 462			872 010,40	872 000,00			872 010,40	872 000,00	10,40	
4466	Excédt de verSEMent		192,78	34 586,84	34 529,42			34 586,84	34 722,20		135,36
46711	Autres comptes créditeurs		16 120,65	5 781 753,74	5 789 225,99			5 781 753,74	5 805 346,64		23 592,90
	Sous Total compte 4671		16 120,65	5 781 753,74	5 789 225,99			5 781 753,74	5 805 346,64		23 592,90
46721	Débiteurs divers - amiable	274 203,74		3 032 068,36	3 136 155,20			3 306 272,10	3 136 155,20	170 116,90	
46726	Débiteurs divers - contentieux	53 650,62		35 102,19	144,55			88 752,81	144,55	88 608,26	
	Sous Total compte 4672	327 854,36		3 067 170,55	3 136 299,75			3 395 024,91	3 136 299,75	258 725,16	
	Sous Total compte 467	327 854,36	16 120,65	8 848 924,29	8 925 525,74			9 176 778,65	8 941 646,39	235 132,26	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
4686	Divers - charges à payer		497,00	497,00				497,00	497,00		0,00
	Sous Total compte 468		497,00	497,00				497,00	497,00		0,00
	Sous Total compte 46	327 854,36	16 810,43	9 756 018,53	9 832 055,16			10 083 872,89	9 848 865,59	235 007,30	
4711	Verst des régisseurs		3 266,20	1 922 352,08	1 919 085,88			1 922 352,08	1 922 352,08		0,00
4712	Viremts réimputés		2 808,20	64 121,21	61 313,01			64 121,21	64 121,21		0,00
47131	Raet : verst contrib directes			21 482 049,00	21 482 049,00			21 482 049,00	21 482 049,00		0,00
47132	Raet : verst dgf			5 664 800,90	5 664 800,90			5 664 800,90	5 664 800,90		0,00
47133	Raet : fonds d'emprunt			1 500 000,00	1 500 000,00			1 500 000,00	1 500 000,00		0,00
47134	Raet : subv			2 828 797,42	2 828 797,42			2 828 797,42	2 828 797,42		0,00
47138	Raet : autres			9 708 728,46	9 708 728,46			9 708 728,46	9 708 728,46		0,00
	Sous Total compte 4713			41 184 375,78	41 184 375,78			41 184 375,78	41 184 375,78		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		2 588,21	2 612 703,49	2 610 809,14			2 612 703,49	2 613 397,35		693,86
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			1 659,34	1 677,93			1 659,34	1 677,93		18,59

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 47141		2 588,21	2 614 362,83	2 612 487,07			2 614 362,83	2 615 075,28		712,45
	Sous Total compte 4714		2 588,21	2 614 362,83	2 612 487,07			2 614 362,83	2 615 075,28		712,45
47171	Recettes relevé BDF - Hors CloHélios		688,74	552 189,45	552 669,76			552 189,45	553 358,50		1 169,05
47172	Recettes relevé BDF - CloHélios		312,82						312,82		312,82
	Sous Total compte 4717		1 001,56	552 189,45	552 669,76			552 189,45	553 671,32		1 481,87
4718	Autres recettes à régulariser		376,51	120 285,03	119 908,52			120 285,03	120 285,03		0,00
	Sous Total compte 471		10 040,68	46 457 686,38	46 449 840,02			46 457 686,38	46 459 880,70		2 194,32
47211	DACR - rembst annuités emprunts			1 562 068,07	1 562 068,07			1 562 068,07	1 562 068,07		0,00
47218	DACR - autres dépenses	72 570,90		992 294,61	1 064 865,51			1 064 865,51	1 064 865,51		0,00
	Sous Total compte 4721	72 570,90		2 554 362,68	2 626 933,58			2 626 933,58	2 626 933,58		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	54,00		453 280,77	453 334,77			453 334,77	453 334,77		0,00
	Sous Total compte 472	72 624,90		3 007 643,45	3 080 268,35			3 080 268,35	3 080 268,35		0,00
4781	Frais de poursuites rattachés			7,50				7,50		7,50	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,75	1,08	0,86			1,08	1,61		0,53
	Sous Total compte 478		0,75	8,58	0,86			8,58	1,61	6,97	
	Sous Total compte 47	72 624,90	10 041,43	49 465 338,41	49 530 109,23			49 537 963,31	49 540 150,66		2 187,35
4816	Frais d'émission des emprunts	873,53						873,53		873,53	
4817	Pénalités de renégociation de la dette	134 634,56					8 980,84	134 634,56	8 980,84	125 653,72	
4818	Charges à étaler	1 546,38						1 546,38		1 546,38	
	Sous Total compte 481	137 054,47					8 980,84	137 054,47	8 980,84	128 073,63	
	Sous Total compte 48	137 054,47					8 980,84	137 054,47	8 980,84	128 073,63	
4962	Prov dépréciat cptes débiteurs div (b)		832 725,00				30 000,00		862 725,00		862 725,00
	Sous Total compte 496		832 725,00				30 000,00		862 725,00		862 725,00
	Sous Total compte 49		832 725,00				30 000,00		862 725,00		862 725,00
	Total classe 4	3 510 949,38	5 036 370,73	153 703 836,90	152 449 921,59		38 980,84	157 214 786,28	157 525 273,16	3 627 719,86	3 938 206,74
5113	Titres spéc de paiemt et assim à encais	1 638,29		16 440,31	17 499,31			18 078,60	17 499,31	579,29	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
51172	Chèques impayés			2 761,19	2 606,19			2 761,19	2 606,19	155,00	
	Sous Total compte 5117			2 761,19	2 606,19			2 761,19	2 606,19	155,00	
	Sous Total compte 511	1 638,29		19 201,50	20 105,50			20 839,79	20 105,50	734,29	
515	Compte au trésor	9 401 064,15		47 316 163,13	53 696 004,73			56 717 227,28	53 696 004,73	3 021 222,55	
	Sous Total compte 51	9 402 702,44		47 335 364,63	53 716 110,23			56 738 067,07	53 716 110,23	3 021 956,84	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	3 193,15		13 407,88	11 770,75			16 601,03	11 770,75	4 830,28	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	470,00			350,00			470,00	350,00	120,00	
	Sous Total compte 541	3 663,15		13 407,88	12 120,75			17 071,03	12 120,75	4 950,28	
	Sous Total compte 54	3 663,15		13 407,88	12 120,75			17 071,03	12 120,75	4 950,28	
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 927 096,24	1 927 096,24			1 927 096,24	1 927 096,24		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			40 993,19	40 993,19			40 993,19	40 993,19		0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			25 853,79	25 853,79			25 853,79	25 853,79		0,00
588	Autres virements internes			12 037,50	12 037,50			12 037,50	12 037,50		0,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 58			2 005 980,72	2 005 980,72			2 005 980,72	2 005 980,72		0,00
	Total classe 5	9 406 365,59		49 354 753,23	55 734 211,70			58 761 118,82	55 734 211,70	3 026 907,12	0,00
6042	Achts prest serv autre que terr à aménag					719 082,27	23 463,33	719 082,27	23 463,33	695 618,94	
	Sous Total compte 604					719 082,27	23 463,33	719 082,27	23 463,33	695 618,94	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					334 275,33	16 523,99	334 275,33	16 523,99	317 751,34	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					1 358 618,64	573 045,79	1 358 618,64	573 045,79	785 572,85	
	Sous Total compte 6061					1 692 893,97	589 569,78	1 692 893,97	589 569,78	1 103 324,19	
60621	Achts non stkés combustibles					776 204,08	58 432,77	776 204,08	58 432,77	717 771,31	
60622	Achts non stkés carburants					124 396,15	8 635,15	124 396,15	8 635,15	115 761,00	
60623	Achts non stkés d'aliment					113 216,35	743,55	113 216,35	743,55	112 472,80	
60624	Achts non stkés produits traitement					489,33		489,33		489,33	
60628	Achts autres fournit non stkées					194 595,81	3 796,10	194 595,81	3 796,10	190 799,71	
	Sous Total compte 6062					1 208 901,72	71 607,57	1 208 901,72	71 607,57	1 137 294,15	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
60631	Achts non stkés fournit entretien					50 358,90		50 358,90		50 358,90	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					193 272,97	10 284,21	193 272,97	10 284,21	182 988,76	
60633	Achts non stkés fournit voirie					98 525,59		98 525,59		98 525,59	
60636	Achts non stkés vêtements travail					54 662,18	2 069,47	54 662,18	2 069,47	52 592,71	
	Sous Total compte 6063					396 819,64	12 353,68	396 819,64	12 353,68	384 465,96	
6064	Achts non stkés fournit admin					23 714,52	95,16	23 714,52	95,16	23 619,36	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes					141 179,49	360,00	141 179,49	360,00	140 819,49	
6067	Achts non stkés fournit scolaires					94 898,87	2 694,33	94 898,87	2 694,33	92 204,54	
6068	Achts non stkés autres mat et fourn					113 158,10	21 522,67	113 158,10	21 522,67	91 635,43	
	Sous Total compte 606					3 671 566,31	698 203,19	3 671 566,31	698 203,19	2 973 363,12	
	Sous Total compte 60					4 390 648,58	721 666,52	4 390 648,58	721 666,52	3 668 982,06	
611	Contrats prestations de services					3 042 397,88	106 918,96	3 042 397,88	106 918,96	2 935 478,92	
6132	Locations immobilières					544 105,23		544 105,23		544 105,23	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6135	Locations mobilières					136 978,58	14 161,86	136 978,58	14 161,86	122 816,72	
	Sous Total compte 613					681 083,81	14 161,86	681 083,81	14 161,86	666 921,95	
614	Charges locatives et de copropriété					144 973,38	6 272,58	144 973,38	6 272,58	138 700,80	
61522	Entretien et réparations de bâtiments					972,40		972,40		972,40	
61523	Entretien réparations voies et réseaux					35 534,16		35 534,16		35 534,16	
	Sous Total compte 6152					36 506,56		36 506,56		36 506,56	
61551	Entretien réparations matériel roulant					36 045,41	515,62	36 045,41	515,62	35 529,79	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					19 161,71	684,22	19 161,71	684,22	18 477,49	
	Sous Total compte 6155					55 207,12	1 199,84	55 207,12	1 199,84	54 007,28	
6156	Maintenance					289 866,67	36 704,35	289 866,67	36 704,35	253 162,32	
	Sous Total compte 615					381 580,35	37 904,19	381 580,35	37 904,19	343 676,16	
616	Primes d'assurance					139 586,89		139 586,89		139 586,89	
617	Etudes et recherches					39 777,97	13 156,00	39 777,97	13 156,00	26 621,97	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6182	Divers doc générale et technique					61 009,23	972,52	61 009,23	972,52	60 036,71	
6184	Divers verst à organismes formation					91 614,01	7 268,66	91 614,01	7 268,66	84 345,35	
6188	Autres frais divers					14 553,43	1 794,00	14 553,43	1 794,00	12 759,43	
	Sous Total compte 618					167 176,67	10 035,18	167 176,67	10 035,18	157 141,49	
	Sous Total compte 61					4 596 576,95	188 448,77	4 596 576,95	188 448,77	4 408 128,18	
6216	Personnel affecté par GFP de rattacht					14 473,45		14 473,45		14 473,45	
6218	Autre personnel extérieur au service					218 514,81		218 514,81		218 514,81	
	Sous Total compte 621					232 988,26		232 988,26		232 988,26	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					18 354,70		18 354,70		18 354,70	
6227	Rému interméd honoraires frais act cont					203 880,75	682,00	203 880,75	682,00	203 198,75	
6228	Rému interméd honoraires divers					2 341,15	602,30	2 341,15	602,30	1 738,85	
	Sous Total compte 622					224 576,60	1 284,30	224 576,60	1 284,30	223 292,30	
6231	Pub public relat publ annonces insert					39 092,98	792,36	39 092,98	792,36	38 300,62	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					229 132,19	350,00	229 132,19	350,00	228 782,19	
6238	Pub public relat publ divers					61 176,67	1 291,68	61 176,67	1 291,68	59 884,99	
	Sous Total compte 623					329 401,84	2 434,04	329 401,84	2 434,04	326 967,80	
6244	Transports administratifs					2 692,42		2 692,42		2 692,42	
6247	Transports collectifs					240 359,68	14 391,30	240 359,68	14 391,30	225 968,38	
	Sous Total compte 624					243 052,10	14 391,30	243 052,10	14 391,30	228 660,80	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					1 646,28		1 646,28		1 646,28	
6256	Déplacts missions récep - missions					811,90		811,90		811,90	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					23 768,52		23 768,52		23 768,52	
	Sous Total compte 625					26 226,70		26 226,70		26 226,70	
6261	Frais d'affranchissement					119 400,69		119 400,69		119 400,69	
6262	Frais de télécommunications					173 525,19	9 614,14	173 525,19	9 614,14	163 911,05	
	Sous Total compte 626					292 925,88	9 614,14	292 925,88	9 614,14	283 311,74	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					4 605,74	7,27	4 605,74	7,27	4 598,47	
6281	Aut serv extér concours divers					58 630,59		58 630,59		58 630,59	
6282	Frais gardien églises forêts bois com					6 774,80	298,46	6 774,80	298,46	6 476,34	
62873	Rembst de frais au CCAS					1 699,22		1 699,22		1 699,22	
62876	Rembst frais aux GFP de rattach					210,98		210,98		210,98	
	Sous Total compte 6287					1 910,20		1 910,20		1 910,20	
6288	Autres serv extér					11 692,40		11 692,40		11 692,40	
	Sous Total compte 628					79 007,99	298,46	79 007,99	298,46	78 709,53	
	Sous Total compte 62					1 432 785,11	28 029,51	1 432 785,11	28 029,51	1 404 755,60	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					201 404,01		201 404,01		201 404,01	
	Sous Total compte 633					201 404,01		201 404,01		201 404,01	
63512	Impôts directs - taxes foncières					134 765,78		134 765,78		134 765,78	
63513	Impôts directs - autres impôts locaux					17 811,00		17 811,00		17 811,00	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 6351					152 576,78		152 576,78		152 576,78	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					306,50		306,50		306,50	
6358	Autres droits administration des impôts					20,00		20,00		20,00	
	Sous Total compte 635					152 903,28		152 903,28		152 903,28	
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org					16 493,33		16 493,33		16 493,33	
	Sous Total compte 63					370 800,62		370 800,62		370 800,62	
64111	Persl titulaire_rémunération principale					8 272 227,16		8 272 227,16		8 272 227,16	
64112	Persl titulair_NBI supplt fami indem rés					411 655,04		411 655,04		411 655,04	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					2 779 403,40		2 779 403,40		2 779 403,40	
	Sous Total compte 6411					11 463 285,60		11 463 285,60		11 463 285,60	
64131	Persel non titulaire - rémunération					3 601 250,34		3 601 250,34		3 601 250,34	
64138	Autres indemnités					761 156,25	1,02	761 156,25	1,02	761 155,23	
	Sous Total compte 6413					4 362 406,59	1,02	4 362 406,59	1,02	4 362 405,57	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
64162	Emplois d'avenir					85 828,99		85 828,99		85 828,99	
64168	Autres emplois d'insertion					413,49		413,49		413,49	
	Sous Total compte 6416					86 242,48		86 242,48		86 242,48	
6419	Rembst rémunérations du persel					8 620,12	408 138,48	8 620,12	408 138,48		399 518,36
	Sous Total compte 641					15 920 554,79	408 139,50	15 920 554,79	408 139,50	15 512 415,29	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					3 037 439,23	8,00	3 037 439,23	8,00	3 037 431,23	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					2 868 963,66		2 868 963,66		2 868 963,66	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					290 107,75		290 107,75		290 107,75	
6456	Charges sécu verst FNC et SF					36 465,00		36 465,00		36 465,00	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						31 851,59		31 851,59		31 851,59
	Sous Total compte 645					6 232 975,64	31 859,59	6 232 975,64	31 859,59	6 201 116,05	
6472	Autres charges sociales-prestations fami					11 464,22		11 464,22		11 464,22	
6475	Autres charges sociales médecine travail					71 311,09		71 311,09		71 311,09	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6478	Autres charges sociales diverses					19 356,77		19 356,77		19 356,77	
	Sous Total compte 647					102 132,08		102 132,08		102 132,08	
6488	Autres charges de personnel					355 129,80		355 129,80		355 129,80	
	Sous Total compte 648					355 129,80		355 129,80		355 129,80	
	Sous Total compte 64					22 610 792,31	439 999,09	22 610 792,31	439 999,09	22 170 793,22	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					311 579,69		311 579,69		311 579,69	
6532	Frais mission maires adjts conseillers					1 821,50	372,05	1 821,50	372,05	1 449,45	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					19 451,46		19 451,46		19 451,46	
6534	Cotisations sécu soc maire adjts conseil					10 881,00		10 881,00		10 881,00	
6535	Frais formation maires adjts conseil					5 588,00	497,00	5 588,00	497,00	5 091,00	
6536	Frais de représentation du maire					2 998,36		2 998,36		2 998,36	
	Sous Total compte 653					352 320,01	869,05	352 320,01	869,05	351 450,96	
6554	Contrib aux organismes de regroupement					234 964,26		234 964,26		234 964,26	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6558	Autres contributions obligatoires					619 726,99	1 300,00	619 726,99	1 300,00	618 426,99	
	Sous Total compte 655					854 691,25	1 300,00	854 691,25	1 300,00	853 391,25	
657362	CCAS					800 000,00		800 000,00		800 000,00	
	Sous Total compte 65736					800 000,00		800 000,00		800 000,00	
65737	Subv fonct autres étab publics locaux					642 000,00		642 000,00		642 000,00	
	Sous Total compte 6573					1 442 000,00		1 442 000,00		1 442 000,00	
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					2 824 418,25	42 497,28	2 824 418,25	42 497,28	2 781 920,97	
	Sous Total compte 657					4 266 418,25	42 497,28	4 266 418,25	42 497,28	4 223 920,97	
	Sous Total compte 65					5 473 429,51	44 666,33	5 473 429,51	44 666,33	5 428 763,18	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					852 970,77		852 970,77		852 970,77	
66112	Intérêts - rattachement des icne					421 321,88	451 699,83	421 321,88	451 699,83		30 377,95
661138	Rembst int empts transf à autres tiers					14 996,70		14 996,70		14 996,70	
	Sous Total compte 66113					14 996,70		14 996,70		14 996,70	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 6611					1 289 289,35	451 699,83	1 289 289,35	451 699,83	837 589,52	
	Sous Total compte 661					1 289 289,35	451 699,83	1 289 289,35	451 699,83	837 589,52	
	Sous Total compte 66					1 289 289,35	451 699,83	1 289 289,35	451 699,83	837 589,52	
6711	Charges except intérets moratoires					47,88		47,88		47,88	
6714	Charges except-bourses - prix					15 513,00		15 513,00		15 513,00	
6718	Charg except aut charg except opér gest					6 734,68		6 734,68		6 734,68	
671	Sous Total compte 671					22 295,56		22 295,56		22 295,56	
673	Charges except titres annulés					9 293,41	37,74	9 293,41	37,74	9 255,67	
6748	Autres subv exceptionnelles					48 830,00		48 830,00		48 830,00	
	Sous Total compte 674					48 830,00		48 830,00		48 830,00	
675	Charges except vnc immob cédées					151 233,19	20 411,25	151 233,19	20 411,25	130 821,94	
676	Diff sur réalisations (positives)					316 000,00		316 000,00		316 000,00	
678	Autres charges exceptionnelles					9 108,51		9 108,51		9 108,51	

359

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 67					556 760,67	20 448,99	556 760,67	20 448,99	536 311,68	
6811	DA - immob					1 219 201,91		1 219 201,91		1 219 201,91	
6817	Dp dépréciat actifs circulants					30 000,00		30 000,00		30 000,00	
	Sous Total compte 681					1 249 201,91		1 249 201,91		1 249 201,91	
6862	DA - charges financières à répartir					8 980,84		8 980,84		8 980,84	
6865	Dp pour risques et charges financiers					38 112,25		38 112,25		38 112,25	
	Sous Total compte 686					47 093,09		47 093,09		47 093,09	
	Sous Total compte 68					1 296 295,00		1 296 295,00		1 296 295,00	
	Total classe 6					42 017 378,10	1 894 959,04	42 017 378,10	1 894 959,04	40 584 166,96	461 747,90
70323	Redev occupation domaine public communal						142 247,88		142 247,88		142 247,88
	Sous Total compte 7032						142 247,88		142 247,88		142 247,88
	Sous Total compte 703						142 247,88		142 247,88		142 247,88
7062	Prestation serv redev droits culturel					4 647,29	190 080,71	4 647,29	190 080,71		185 433,42

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
70631	Redev droits services à caract sportif					50,00	52 626,48	50,00	52 626,48		52 576,48
70632	Redev droits services à caract loisirs					71,00	14 417,85	71,00	14 417,85		14 346,85
	Sous Total compte 7063					121,00	67 044,33	121,00	67 044,33		66 923,33
7066	Prestation serv redev droits social					32 966,49	535 607,54	32 966,49	535 607,54		502 641,05
7067	Prest serv redev droits serv péri-scol					51 145,46	1 261 691,34	51 145,46	1 261 691,34		1 210 545,88
70688	Prest serv autres prestat service					306,00	158 979,02	306,00	158 979,02		158 673,02
	Sous Total compte 7068					306,00	158 979,02	306,00	158 979,02		158 673,02
	Sous Total compte 706					89 186,24	2 213 402,94	89 186,24	2 213 402,94		2 124 216,70
70848	Mise à dispo persel facturée autres org						87 832,00		87 832,00		87 832,00
	Sous Total compte 7084						87 832,00		87 832,00		87 832,00
70878	Autres produits - remboursement de frais					524 992,38	1 256 824,91	524 992,38	1 256 824,91		731 832,53
	Sous Total compte 7087					524 992,38	1 256 824,91	524 992,38	1 256 824,91		731 832,53
	Sous Total compte 708					524 992,38	1 344 656,91	524 992,38	1 344 656,91		819 664,53

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 70					614 178,62	3 700 307,73	614 178,62	3 700 307,73		3 086 129,11
722	Travx en régie immob corp						99 028,22		99 028,22		99 028,22
	Sous Total compte 72						99 028,22		99 028,22		99 028,22
73111	Taxes foncières et d'habitation					1 762 657,00	23 244 958,00	1 762 657,00	23 244 958,00		21 482 301,00
	Sous Total compte 7311					1 762 657,00	23 244 958,00	1 762 657,00	23 244 958,00		21 482 301,00
	Sous Total compte 731					1 762 657,00	23 244 958,00	1 762 657,00	23 244 958,00		21 482 301,00
7321	Attribution de compensation					340 248,57	4 137 087,59	340 248,57	4 137 087,59		3 796 839,02
7322	Dotation de solidarité communautaire					20 000,00	420 000,00	20 000,00	420 000,00		400 000,00
	Sous Total compte 732					360 248,57	4 557 087,59	360 248,57	4 557 087,59		4 196 839,02
7338	Taxes services publics - domaine-autres					62 863,93	250 905,46	62 863,93	250 905,46		188 041,53
	Sous Total compte 733					62 863,93	250 905,46	62 863,93	250 905,46		188 041,53
7351	Taxe sur électricité						601 482,86		601 482,86		601 482,86
	Sous Total compte 735						601 482,86		601 482,86		601 482,86

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
7363	Impôt sur les spectacles						10 717,00		10 717,00		10 717,00
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure						4 204,61		4 204,61		4 204,61
	Sous Total compte 736						14 921,61		14 921,61		14 921,61
7381	Taxe addit droit mutation taxe pub fonc					4 207,00	2 549 930,89	4 207,00	2 549 930,89		2 545 723,89
	Sous Total compte 738					4 207,00	2 549 930,89	4 207,00	2 549 930,89		2 545 723,89
	Sous Total compte 73					2 189 976,50	31 219 286,41	2 189 976,50	31 219 286,41		29 029 309,91
7411	DGFdotation forfaitaire						5 662 502,00		5 662 502,00		5 662 502,00
	Sous Total compte 741						5 662 502,00		5 662 502,00		5 662 502,00
745	Dotation spéc au titre des instituteurs						2 808,00		2 808,00		2 808,00
746	Dotation générale de décentralisation						159,00		159,00		159,00
74718	Autres participations Etat						135 678,38		135 678,38		135 678,38
	Sous Total compte 7471						135 678,38		135 678,38		135 678,38
7473	Participations - Dépt						5 535,00		5 535,00		5 535,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
74748	Participations des autres Cnes						65 728,95		65 728,95		65 728,95
	Sous Total compte 7474						65 728,95		65 728,95		65 728,95
7478	Participations - autres organismes					9 000,00	2 063 363,70	9 000,00	2 063 363,70		2 054 363,70
	Sous Total compte 747					9 000,00	2 270 306,03	9 000,00	2 270 306,03		2 261 306,03
74833	Etat Compensation de la CET (CVAE CFE)						49 493,00		49 493,00		49 493,00
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						40 217,00		40 217,00		40 217,00
74835	Compens au titre exonérat de la th						222 220,00		222 220,00		222 220,00
	Sous Total compte 7483						311 930,00		311 930,00		311 930,00
7484	Dotation de recensement						7 204,00		7 204,00		7 204,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						10 060,00		10 060,00		10 060,00
7488	Autres attributions - participations						18 200,00		18 200,00		18 200,00
7489	Reverst restit autres attrib et particp					18 200,00		18 200,00		18 200,00	
	Sous Total compte 748					18 200,00	347 394,00	18 200,00	347 394,00		329 194,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 74					27 200,00	8 283 169,03	27 200,00	8 283 169,03		8 255 969,03
752	Revenus des immeubles					30 539,01	851 896,17	30 539,01	851 896,17		821 357,16
758	Produits divers de gestion courante					6 901,64	150 248,47	6 901,64	150 248,47		143 346,83
	Sous Total compte 75					37 440,65	1 002 144,64	37 440,65	1 002 144,64		964 703,99
764	Revenus des VMP						20 009,61		20 009,61		20 009,61
	Sous Total compte 76						20 009,61		20 009,61		20 009,61
7718	Autres prod except sur opé gestion					994,01	277 183,53	994,01	277 183,53		276 189,52
	Sous Total compte 771					994,01	277 183,53	994,01	277 183,53		276 189,52
773	Mdts annul exer antér ou déchéance quad						866,49		866,49		866,49
775	Produits des cessions d'immobilisations					430 000,00	872 010,40	430 000,00	872 010,40		442 010,40
776	Diff sur réalisations (négatives)					8 411,25	13 222,79	8 411,25	13 222,79		4 811,54
7788	Produits exceptionnels divers						35 112,27		35 112,27		35 112,27
	Sous Total compte 778						35 112,27		35 112,27		35 112,27

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 77					439 405,26	1 198 395,48	439 405,26	1 198 395,48		758 990,22
	Total classe 7					3 308 201,03	45 522 341,12	3 308 201,03	45 522 341,12	18 200,00	42 232 340,09
	Total général	235 849 614,66	235 849 614,66	210 328 109,12	213 416 551,19	58 056 205,24	54 967 763,17	504 233 929,02	504 233 929,02	280 902 412,64	280 902 412,64

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE

ETABLISSEMENT : NOGENT SUR MARNE - COMMUNE

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2014

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE **Exercice 2014**

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé	Balance dentrée	Année en cours	TOTAL	Balance dentrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
068 RR RESTAURATION PERSONNEL COMMUNAL	157 450,00	0,00	157 450,00	0,00	42 500,00	42 500,00	114 950,00	0,00
310 RR TICKETS RESTAURANT	0,00	27 048,00	27 048,00	0,00	27 048,00	27 048,00	0,00	0,00
Sous Total compte 861	157 450,00	27 048,00	184 498,00	0,00	69 548,00	69 548,00	114 950,00	0,00
862 Correspondant								
068 RR RESTAURATION PERSONNEL COMMUNAL	2 856,00	42 500,00	45 356,00	0,00	39 712,00	39 712,00	5 644,00	0,00
310 RR TICKETS RESTAURANT	0,00	27 048,00	27 048,00	0,00	26 680,00	26 680,00	368,00	0,00
Sous Total compte 862	2 856,00	69 548,00	72 404,00	0,00	66 392,00	66 392,00	6 012,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur								
068 RR RESTAURATION PERSONNEL COMMUNAL	0,00	39 712,00	39 712,00	160 306,00	0,00	160 306,00	0,00	120 594,00
310 RR TICKETS RESTAURANT	0,00	26 680,00	26 680,00	0,00	27 048,00	27 048,00	0,00	368,00
Sous Total compte 863	0,00	66 392,00	66 392,00	160 306,00	27 048,00	187 354,00	0,00	120 962,00
TOTAUX	160 306,00	162 988,00	323 294,00	160 306,00	162 988,00	323 294,00	120 962,00	120 962,00

Page des signatures

27400 - NOGENT SUR MARNE - COMMUNE Exercice 2014

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

GONZALEZ Delphine (dgonzalez3-cp), INSPECTEUR FiP, ADJOINT DANS UNE R.F A **DDFiP DU VAL-DE-MARNE**, le **05/03/2015**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **NOGENT SUR MARNE - COMMUNE**
pendant l'année **2014**
et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

VILAINE Marie-Christine (mcvilaine-cp), IDiV FiP HORS CLASSE, COMPTABLE A **NOGENT-SUR-MARNE**, le **05/03/2015**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **NEANT** par l'organe délibérant.

A , le

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION – EXERCICE 2014 – BUDGET ANNEXE DES PARKINGS

Le Trésorier doit établir un compte de gestion par budget voté avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le Compte de Gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget
- présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de l'établissement.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le Trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de l'établissement)

- le bilan comptable de l'établissement qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la ville

Le compte de gestion doit être soumis au vote de l'assemblée qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (comptes administratif – compte de gestion).

Conformément aux dispositions réglementaires, le compte de gestion a été produit par Mme le Trésorier de Nogent sur Marne, le 5 mars 2015.

Sont joints en annexe les tableaux du compte de gestion retraçant les résultats budgétaires de l'exercice 2014 relatifs à l'exécution du Budget Annexe des Parkings.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/79
Approbation du Compte de Gestion – Exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2343-1 et 2,

Vu la présentation du Compte de Gestion – Budget Annexe des Parkings - de Mme la Trésorière Principale du Perreux sur Marne du 5 mars 2015,

Vu la délibération n°15/ du 1er juin 2015 approuvant le Compte Administratif de l'exercice 2014 – Budget Annexe des Parkings,

Considérant que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2014 du Budget Annexe des Parkings a été réalisée par Mme la Trésorière Principale de Nogent sur Marne,

Considérant que le Compte de Gestion établi par cette dernière est conforme au Compte Administratif du Budget Annexe des Parkings,

Après examen de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Adopte le Compte de Gestion – Budget Annexe des Parkings – présenté par Mme la Trésorière Principale pour l'exercice 2014 dont les écritures sont conformes à celles du Compte Administratif pour le même exercice.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

TRÉSOR PUBLIC

TRES. NOGENT-SUR-MARNE

N° CODIQUE 094106

Date d'édition : 27/02/2015

IDENTIFIANT BUDGET 27402

N° de SIRET 21940052000215

NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

COMPTE DE GESTION

EXERCICE 2014

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

Mme Marie-Christine VILAINE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/01/2014 AU 27/02/2015

SOMMAIRE

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Exercice 2014

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 33
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 34
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 48
4EME PARTIE :
Page des signatures ..... 49 (49 - 49)

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

ACTIF NET (1)	Total En milliers d'Euros	PASSIF	Total En milliers d'Euros
Immobilisations incorporelles (nettes)	0,56	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds Globalisés	0,00
Constructions	5 978,96	Réserves	1 310,87
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	242,98	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	610,20	Report à nouveau	-6,18
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice	82,90
Autres immobilisations corporelles	35,64	Subventions transférables	4,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	6 867,77	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	0,00	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 868,33	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	1 391,59
Créances	476,44	PROVISIONS POUR RIQUES ET CHARGES	43,68
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	5 861,86
Disponibilités	2,20	Fournisseurs (2)	18,64
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	31,19
TOTAL ACTIF CIRCULANT	478,64	Total dettes à court terme	49,83
Comptes de régularisations	0,00	TOTAL DETTES	5 911,69
		Comptes de régularisations	0,01
TOTAL ACTIF	7 346,96	TOTAL PASSIF	7 346,96

(1) Déduction faite des amortissements et provisions
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2015

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE 376	Frais d'établissement				
	Frais d'études de R & D	2 779,11	2 223,28	555,83	907,65
	Conces, brev, licences, marques, procéd	3 046,00	3 046,00	0,00	0,00
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété	9 585 288,90	3 517 353,11	6 067 935,79	6 367 619,85
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	343 924,58	100 942,98	242 981,60	243 721,70
	Oeuvres d'art				
	Autres immob corpo en tte propriété	90 804,71	55 169,62	35 635,09	26 644,89
	Immo corpo en cours en tte prop	610 196,31	0,00	610 196,31	610 196,31
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	10 636 039,61	3 678 734,99	6 957 304,62	7 249 090,40

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	10 636 039,61	3 678 734,99	6 957 304,62	7 249 090,40
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisation en cours mise à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc	0,00	88 975,70	-88 975,70	-57 625,97
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I		10 636 039,61	3 767 710,69	6 868 328,92	7 191 464,43

377

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	106 677,50	0,00	106 677,50	109 566,54
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres créances d'exploitation	0,00	0,00	0,00	3 720,38
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	308 914,02	0,00	308 914,02	473 574,18
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances diverses	60 844,35	0,00	60 844,35	60 844,35
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	2 200,00	0,00	2 200,00	2 200,00
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT TOTAL II		478 635,87	0,00	478 635,87	649 905,45

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

ACTIF		Exercice 2014			Exercice 2013
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III					
TOTAL GENERAL (I + II + III)		11 114 675,48	3 767 710,69	7 346 964,79	7 841 369,88

379

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	1 310 869,84	1 310 869,84
	Report à nouveau	-6 182,33	1 266 603,35
	Résultat de l'exercice	82 901,42	-1 272 785,68
	Subventions d'investissement	4 000,00	4 000,00
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	1 391 588,93	1 308 687,51

380

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	43 675,00	43 675,00
	Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		43 675,00	43 675,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	5 849 292,52	6 033 869,20
	Emprunts et dettes financières	12 562,70	12 742,87
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	14 551,88	23 851,67
	Dettes fiscales et sociales	31 100,49	29 766,09
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations	4 090,59	4 090,59
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales impôt sur les bénéfices		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
382	Autres dettes	92,00	383 329,34
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	5 911 690,18	6 487 649,76

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

BILAN (en Euros)

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

PASSIF		Exercice 2014	Exercice 2013
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	10,68	1 357,61
	Ecarts de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		10,68	1 357,61
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		7 346 964,79	7 841 369,88

383

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	1 123,21	1 150,35
Autres produits		
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	1 123,21	1 150,35
Traitements, salaires, charges sociales	277,59	283,43
Achats et charges externes	157,06	166,35
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	350,83	349,13
Autres charges	2,41	8,38
Charges courantes non financières	787,89	807,29
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	335,32	343,06
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	252,10	259,67
RESULTAT COURANT FINANCIER	-252,10	-259,67
RESULTAT COURANT	83,22	83,38
Produits exceptionnels	0,88	53,09
Charges exceptionnelles	1,20	1 409,25
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-0,32	-1 356,17
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	82,90	-1 272,79

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Compte de résultat 2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Vente de marchandises		
Prestations de services		
Divers produits d'exploitation	1 123 211,84	1 150 347,15
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation		
TOTAL I	1 123 211,84	1 150 347,15
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes	157 064,81	166 353,46
Impôts et taxes sur rémunérations	2 410,01	2 443,32
Autres impôts, taxes et versem assimilés		
Salaires et traitements	200 623,27	207 914,81

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Compte de résultat 2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
Charges sociales	76 964,00	75 513,29
Dotations amortissements des immob	350 832,21	349 132,76
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux déprec sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges d'exploitation		5 933,62
TOTAL II	787 894,30	807 291,26
1-RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	335 317,54	343 055,89
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Dot. amort, déprec et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	252 095,92	259 674,74
Pertes de change		

3867

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Compte de résultat 2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	252 095,92	259 674,74
2-RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-252 095,92	-259 674,74
3-RESULTAT COURANT(I-II+III-IV)	83 221,62	83 381,15
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	281,61	2 080,83
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital	593,77	1 005,25
Reprises sur dépréciations et provisions		50 000,00
Transferts de charges		
TOTAL V	875,38	53 086,08
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	1 195,58	257,06
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		1 408 995,85
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	1 195,58	1 409 252,91
4-RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-320,20	-1 356 166,83

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Compte de résultat 2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

POSTES	Exercice 2014	Exercice 2013
5-TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 124 087,22	1 203 433,23
6-TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	1 041 185,80	2 476 218,91
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE (5-6)	82 901,42	-1 272 785,68
RESULTAT DE L'EXERCICE (5-6)		

Opérations pour le compte de tiers

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2014

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

389

Opérations pour le compte de tiers

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2014

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

390

Résultats budgétaires de l'exercice

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 021 960,84	2 008 000,00	3 029 960,84
Titres de recette émis (b)	351 959,21	1 127 007,21	1 478 966,42
Réductions de titres (c)	0,00	2 919,99	2 919,99
Recettes nettes (d = b - c)	351 959,21	1 124 087,22	1 476 046,43
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 021 960,84	2 008 000,00	3 029 960,84
Mandats émis (f)	209 840,86	1 205 872,74	1 415 713,60
Annulations de mandats (g)	0,00	164 686,94	164 686,94
Depenses nettes (h = f - g)	209 840,86	1 041 185,80	1 251 026,66
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	142 118,35	82 901,42	225 019,77
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personalisés

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT :	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
NOGENT - PARCS STATIONNEMENT					
Investissement	53 608,89	0,00	142 118,35	0,00	195 727,24
Fonctionnement	-6 182,33	0,00	82 901,42	0,00	76 719,09
Sous-Total	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL III	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33
TOTAL I + II + III	47 426,56	0,00	225 019,77	0,00	272 446,33

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	182 900,00		182 900,00	182 144,16		182 144,16	755,84
20	Immobilisations incorporelles	1 000,00		1 000,00				1 000,00
21	Immobilisations corporelles	61 000,00		61 000,00	14 933,56		14 933,56	46 066,44
23	Immobilisations en cours	725 815,84	1 245,00	727 060,84	12 763,14		12 763,14	714 297,70
020	Dépenses imprévues - section d'investiss	50 000,00		50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	1 020 715,84	1 245,00	1 021 960,84	209 840,86		209 840,86	812 119,98
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	1 020 715,84	1 245,00	1 021 960,84	209 840,86		209 840,86	812 119,98
TOTAL GENERAL		1 020 715,84	1 245,00	1 021 960,84	209 840,86		209 840,86	812 119,98

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT

RECETTES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	2 000,00		2 000,00	1 127,00		1 127,00	873,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	2 000,00		2 000,00	1 127,00		1 127,00	873,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	2 000,00		2 000,00	1 127,00		1 127,00	873,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	966 351,95		966 351,95	350 832,21		350 832,21	615 519,74
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	966 351,95		966 351,95	350 832,21		350 832,21	615 519,74
001	Solde d'exécution de la section d'invest	53 608,89		53 608,89				53 608,89
TOTAL GENERAL		1 021 960,84		1 021 960,84	351 959,21		351 959,21	670 001,63

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	176 063,40		176 063,40	161 668,16	4 603,35	157 064,81	18 998,59
012	Charges de personnel et frais assimilés	288 302,00		288 302,00	279 997,28		279 997,28	8 304,72
65	Autres charges de gestion courante	8 000,00		8 000,00				8 000,00
66	Charges financières	252 100,32		252 100,32	412 179,51	160 083,59	252 095,92	4,40
67	Charges exceptionnelles	311 000,00		311 000,00	1 195,58		1 195,58	309 804,42
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	1 035 465,72		1 035 465,72	855 040,53	164 686,94	690 353,59	345 112,13
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	966 351,95		966 351,95	350 832,21		350 832,21	615 519,74
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	966 351,95		966 351,95	350 832,21		350 832,21	615 519,74
002	Résultat d'exploitation reporté	6 182,33		6 182,33				6 182,33
TOTAL GENERAL		2 008 000,00		2 008 000,00	1 205 872,74	164 686,94	1 041 185,80	966 814,20

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Ventes de produits fabriques prestations	1 171 000,00		1 171 000,00	1 126 131,83	2 919,99	1 123 211,84	47 788,16
77	Produits exceptionnels	837 000,00		837 000,00	875,38		875,38	836 124,62
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2 008 000,00		2 008 000,00	1 127 007,21	2 919,99	1 124 087,22	883 912,78
TOTAL GENERAL		2 008 000,00		2 008 000,00	1 127 007,21	2 919,99	1 124 087,22	883 912,78

Etat de réalisation des opérations

D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	180 836,99		180 836,99
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 307,17		1 307,17
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	182 144,16		182 144,16
2188	Autres	14 933,56		14 933,56
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	14 933,56		14 933,56
2313	Constructions	2 663,10		2 663,10
2315	Installations matériels et outillage tec	10 100,04		10 100,04
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	12 763,14		12 763,14
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	209 840,86		209 840,86
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	209 840,86		209 840,86
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	209 840,86		209 840,86

397

Etat de réalisation des opérations

D'INVESTISSEMENT

RECETTES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 127,00		1 127,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	1 127,00		1 127,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	1 127,00		1 127,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	1 127,00		1 127,00
28031	Amortissements frais d'études	351,82		351,82
28138	Amortissements autres constructions	302 347,16		302 347,16
28157	Amortissements agencements et aménagemen	10 840,14		10 840,14
28184	Mobilier	775,72		775,72
28188	Amortissements autres	5 167,64		5 167,64
28235	Installations générales agencements et a	31 349,73		31 349,73
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	350 832,21		350 832,21
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	350 832,21		350 832,21
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	351 959,21		351 959,21

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	60 220,80	3 253,44	56 967,36
6063	Autres fournitures d'entretien et de pet	5 320,34		5 320,34
6135	Locations mobilières	48,00		48,00
6152	Entretien et réparations sur biens immob	21 913,86		21 913,86
6156	Maintenance	62 655,23	660,00	61 995,23
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	639,66		639,66
6262	Frais de télécommunications	7 650,51	689,91	6 960,60
627	Services bancaires et assimilés	3 219,76		3 219,76
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	161 668,16	4 603,35	157 064,81
6336	Cotisations au Centre National et aux Ce	2 410,01		2 410,01
6411	Salaires, appointements, commissions de	155 518,92		155 518,92
6413	Primes et gratifications	12 587,79		12 587,79
6414	Indemnités et avantages divers	31 270,50		31 270,50
6415	Supplément familial	880,11		880,11
6451	Cotisations à l'URSSAF	29 160,00		29 160,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	47 804,00		47 804,00
648	Autres charges de personnel	365,95		365,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	279 997,28		279 997,28
66111	Intérêts réglés à l'échéance	255 835,61		255 835,61
66112	Intérêts - rattachement des icne	156 343,90	160 083,59	-3 739,69
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	412 179,51	160 083,59	252 095,92
6718	Autres charges exceptionnelles sur opéra	69,00		69,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	1 126,58		1 126,58
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	1 195,58		1 195,58

399

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	855 040,53	164 686,94	690 353,59
6811	Dotations aux Amortissements sur immobil	350 832,21		350 832,21
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	350 832,21		350 832,21
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	350 832,21		350 832,21
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	1 205 872,74	164 686,94	1 041 185,80

400

Etat de réalisation des opérations

DE FONCTIONNEMENT

RECETTES

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

N° chapitre puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7083	Locations diverses	1 111 751,42	2 919,99	1 108 831,43
7087	Remboursements de frais	14 380,41		14 380,41
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Ventes de produits fabriques prestations	1 126 131,83	2 919,99	1 123 211,84
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	281,61		281,61
778	Autres produits exceptionnels	593,77		593,77
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	875,38		875,38
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	1 127 007,21	2 919,99	1 124 087,22
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	1 127 007,21	2 919,99	1 124 087,22

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
1068	Autres réserves		1 310 869,84						1 310 869,84		1 310 869,84
	Sous Total compte 106		1 310 869,84						1 310 869,84		1 310 869,84
	Sous Total compte 10		1 310 869,84						1 310 869,84		1 310 869,84
110	Report à nouveau solde créditeur		1 266 603,35	1 266 603,35				1 266 603,35	1 266 603,35		0,00
119	Report à nouveau solde débiteur			6 182,33				6 182,33		6 182,33	
	Sous Total compte 11		1 266 603,35	1 272 785,68				1 272 785,68	1 266 603,35	6 182,33	
12	Résultat exercice bénef ou perte	1 272 785,68			1 272 785,68			1 272 785,68	1 272 785,68		0,00
	Sous Total compte 12	1 272 785,68			1 272 785,68			1 272 785,68	1 272 785,68		0,00
1318	Autres		4 000,00						4 000,00		4 000,00
	Sous Total compte 131		4 000,00						4 000,00		4 000,00
	Sous Total compte 13		4 000,00						4 000,00		4 000,00
15112	Prov litiges et contentieux (b)		43 675,00						43 675,00		43 675,00
	Sous Total compte 1511		43 675,00						43 675,00		43 675,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 151		43 675,00						43 675,00		43 675,00
	Sous Total compte 15		43 675,00						43 675,00		43 675,00
1641	Emprunts en euros		5 873 785,61			180 836,99		180 836,99	5 873 785,61		5 692 948,62
	Sous Total compte 164		5 873 785,61			180 836,99		180 836,99	5 873 785,61		5 692 948,62
165	Dép et caution reçus		12 742,87			1 307,17	1 127,00	1 307,17	13 869,87		12 562,70
16884	Int sur empts étab crédit		160 083,59	160 083,59	156 343,90			160 083,59	316 427,49		156 343,90
	Sous Total compte 1688		160 083,59	160 083,59	156 343,90			160 083,59	316 427,49		156 343,90
	Sous Total compte 168		160 083,59	160 083,59	156 343,90			160 083,59	316 427,49		156 343,90
	Sous Total compte 16		6 046 612,07	160 083,59	156 343,90	182 144,16	1 127,00	342 227,75	6 204 082,97		5 861 855,22
403	Total classe 1	1 272 785,68	8 671 760,26	1 432 869,27	1 429 129,58	182 144,16	1 127,00	2 887 799,11	10 102 016,84	6 182,33	7 220 400,06
2031	Frais d'études	2 779,11						2 779,11		2 779,11	
	Sous Total compte 203	2 779,11						2 779,11		2 779,11	
2051	Concessions et droits assimilés	3 046,00						3 046,00		3 046,00	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 205	3 046,00						3 046,00		3 046,00	
	Sous Total compte 20	5 825,11						5 825,11		5 825,11	
2131	Bâtiments	30 925,17		2 663,10				33 588,27		33 588,27	
2138	Autres constructions	9 551 700,63						9 551 700,63		9 551 700,63	
	Sous Total compte 213	9 582 625,80		2 663,10				9 585 288,90		9 585 288,90	
2153	Instal à caractère spécif	70 279,98		10 100,04				80 380,02		80 380,02	
2157	Agenct amégat mat outil indust	263 544,56						263 544,56		263 544,56	
	Sous Total compte 215	333 824,54		10 100,04				343 924,58		343 924,58	
2183	Mat bureau mat informatique	6 233,36						6 233,36		6 233,36	
2184	Mobilier	1 594,87						1 594,87		1 594,87	
2188	Autres	68 042,92				14 933,56		82 976,48		82 976,48	
	Sous Total compte 218	75 871,15				14 933,56		90 804,71		90 804,71	
	Sous Total compte 21	9 992 321,49		12 763,14		14 933,56		10 020 018,19		10 020 018,19	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
2313	Constructions	430 382,53			2 663,10	2 663,10		433 045,63	2 663,10	430 382,53	
2315	Instal mat outil techn	179 813,78			10 100,04	10 100,04		189 913,82	10 100,04	179 813,78	
	Sous Total compte 231	610 196,31			12 763,14	12 763,14		622 959,45	12 763,14	610 196,31	
	Sous Total compte 23	610 196,31			12 763,14	12 763,14		622 959,45	12 763,14	610 196,31	
28031	Amort frais études		1 871,46				351,82		2 223,28		2 223,28
	Sous Total compte 2803		1 871,46				351,82		2 223,28		2 223,28
2805	Concessions droits similaires brevets		3 046,00						3 046,00		3 046,00
	Sous Total compte 280		4 917,46				351,82		5 269,28		5 269,28
28138	Amort autres constructions		3 215 005,95				302 347,16		3 517 353,11		3 517 353,11
	Sous Total compte 2813		3 215 005,95				302 347,16		3 517 353,11		3 517 353,11
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		90 102,84				10 840,14		100 942,98		100 942,98
	Sous Total compte 2815		90 102,84				10 840,14		100 942,98		100 942,98
28183	Mat bureau mat informatique		6 700,99						6 700,99		6 700,99

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
28184	Mobilier		382,39				775,72		1 158,11		1 158,11
28188	Amort autres		42 142,88				5 167,64		47 310,52		47 310,52
	Sous Total compte 2818		49 226,26				5 943,36		55 169,62		55 169,62
	Sous Total compte 281		3 354 335,05				319 130,66		3 673 465,71		3 673 465,71
28235	Instal gales agenct amégts const		57 625,97				31 349,73		88 975,70		88 975,70
	Sous Total compte 2823		57 625,97				31 349,73		88 975,70		88 975,70
	Sous Total compte 282		57 625,97				31 349,73		88 975,70		88 975,70
	Sous Total compte 28		3 416 878,48				350 832,21		3 767 710,69		3 767 710,69
40	Total classe 2	10 608 342,91	3 416 878,48	12 763,14	12 763,14	27 696,70	350 832,21	10 648 802,75	3 780 473,83	10 636 039,61	3 767 710,69
4011	Fournisseurs		19 282,98	171 045,85	158 403,35			171 045,85	177 686,33		6 640,48
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		29,90						29,90		29,90
	Sous Total compte 4017		29,90						29,90		29,90
	Sous Total compte 401		19 312,88	171 045,85	158 403,35			171 045,85	177 716,23		6 670,38

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
4041	Fournis immob			33 231,05	33 231,05			33 231,05	33 231,05		0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		4 090,59						4 090,59		4 090,59
	Sous Total compte 4047		4 090,59						4 090,59		4 090,59
	Sous Total compte 404		4 090,59	33 231,05	33 231,05			33 231,05	37 321,64		4 090,59
408	Fournis factures non parvenues		4 538,79	4 538,79	7 881,50			4 538,79	12 420,29		7 881,50
	Sous Total compte 40		27 942,26	208 815,69	199 515,90			208 815,69	227 458,16		18 642,47
4111	Clients - amiable	108 476,31		1 352 594,60	1 355 483,64			1 461 070,91	1 355 483,64	105 587,27	
4116	Clients - contentieux	1 090,23						1 090,23		1 090,23	
407	Sous Total compte 411	109 566,54		1 352 594,60	1 355 483,64			1 462 161,14	1 355 483,64	106 677,50	
	Sous Total compte 41	109 566,54		1 352 594,60	1 355 483,64			1 462 161,14	1 355 483,64	106 677,50	
421	Personnel - rémunérations dues			162 672,24	162 672,24			162 672,24	162 672,24		0,00
	Sous Total compte 42			162 672,24	162 672,24			162 672,24	162 672,24		0,00
431	Sécurite sociale			44 931,00	44 931,00			44 931,00	44 931,00		0,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
437	Autres organismes sociaux			70 623,69	70 623,69			70 623,69	70 623,69		0,00
	Sous Total compte 43			115 554,69	115 554,69			115 554,69	115 554,69		0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		11 093,00	184 536,00	184 973,00			184 536,00	196 066,00		11 530,00
	Sous Total compte 4455		11 093,00	184 536,00	184 973,00			184 536,00	196 066,00		11 530,00
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			5 538,18	5 538,18			5 538,18	5 538,18		0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	3 720,38		29 565,00	33 285,38			33 285,38	33 285,38		0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			1 002,00	1 002,00			1 002,00	1 002,00		0,00
	Sous Total compte 4456	3 720,38		36 105,18	39 825,56			39 825,56	39 825,56		0,00
44571	Etat - TVA collectée		18 673,09	224 373,97	225 271,37			224 373,97	243 944,46		19 570,49
	Sous Total compte 4457		18 673,09	224 373,97	225 271,37			224 373,97	243 944,46		19 570,49
	Sous Total compte 445	3 720,38	29 766,09	445 015,15	450 069,93			448 735,53	479 836,02		31 100,49
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			2 410,01	2 410,01			2 410,01	2 410,01		0,00
	Sous Total compte 44	3 720,38	29 766,09	447 425,16	452 479,94			451 145,54	482 246,03		31 100,49

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
451002		473 574,18		1 353 805,19	1 518 465,35			1 827 379,37	1 518 465,35	308 914,02	
	Sous Total compte 451	473 574,18		1 353 805,19	1 518 465,35			1 827 379,37	1 518 465,35	308 914,02	
	Sous Total compte 45	473 574,18		1 353 805,19	1 518 465,35			1 827 379,37	1 518 465,35	308 914,02	
466	Excédt de verSEMent			6 904,00	6 904,00			6 904,00	6 904,00		0,00
46711	Autres comptes créditeurs		383 329,34	822 618,81	439 381,47			822 618,81	822 710,81		92,00
	Sous Total compte 4671		383 329,34	822 618,81	439 381,47			822 618,81	822 710,81		92,00
46721	Débiteurs divers - amiable	60 844,35		810,98	810,98			61 655,33	810,98	60 844,35	
	Sous Total compte 4672	60 844,35		810,98	810,98			61 655,33	810,98	60 844,35	
409	Sous Total compte 467	60 844,35	383 329,34	823 429,79	440 192,45			884 274,14	823 521,79	60 752,35	
	Sous Total compte 46	60 844,35	383 329,34	830 333,79	447 096,45			891 178,14	830 425,79	60 752,35	
4711	Verst des régisseurs			1 241 043,16	1 241 043,16			1 241 043,16	1 241 043,16		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		1 346,50	4 377,50	3 031,00			4 377,50	4 377,50		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			2 554,00	2 554,00			2 554,00	2 554,00		0,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 47141		1 346,50	6 931,50	5 585,00			6 931,50	6 931,50		0,00
	Sous Total compte 4714		1 346,50	6 931,50	5 585,00			6 931,50	6 931,50		0,00
47171	Recettes relevé BdF - Hors CloHélios			582,00	582,00			582,00	582,00		0,00
	Sous Total compte 4717			582,00	582,00			582,00	582,00		0,00
4718	Autres recettes à régulariser			966,21	966,21			966,21	966,21		0,00
	Sous Total compte 471		1 346,50	1 249 522,87	1 248 176,37			1 249 522,87	1 249 522,87		0,00
4721	Dép sans mandatement préalable			172 744,30	172 744,30			172 744,30	172 744,30		0,00
	Sous Total compte 472			172 744,30	172 744,30			172 744,30	172 744,30		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		11,11	4,57	4,14			4,57	15,25		10,68
	Sous Total compte 478		11,11	4,57	4,14			4,57	15,25		10,68
	Sous Total compte 47		1 357,61	1 422 271,74	1 420 924,81			1 422 271,74	1 422 282,42		10,68
	Total classe 4	647 705,45	442 395,30	5 893 473,10	5 672 193,02			6 541 178,55	6 114 588,32	476 435,87	49 845,64
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	2 200,00						2 200,00		2 200,00	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 541	2 200,00						2 200,00		2 200,00	
	Sous Total compte 54	2 200,00						2 200,00		2 200,00	
580	Opérations d'ordre budgétaires			350 832,21	350 832,21			350 832,21	350 832,21		0,00
	Sous Total compte 58			350 832,21	350 832,21			350 832,21	350 832,21		0,00
	Total classe 5	2 200,00		350 832,21	350 832,21			353 032,21	350 832,21	2 200,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)					60 220,80	3 253,44	60 220,80	3 253,44	56 967,36	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					5 320,34		5 320,34		5 320,34	
	Sous Total compte 606					65 541,14	3 253,44	65 541,14	3 253,44	62 287,70	
60	Sous Total compte 60					65 541,14	3 253,44	65 541,14	3 253,44	62 287,70	
6135	Locations mobilières					48,00		48,00		48,00	
	Sous Total compte 613					48,00		48,00		48,00	
6152	Entretien et réparations sur biens immob					21 913,86		21 913,86		21 913,86	
6156	Maintenance					62 655,23	660,00	62 655,23	660,00	61 995,23	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
	Sous Total compte 615					84 569,09	660,00	84 569,09	660,00	83 909,09	
	Sous Total compte 61					84 617,09	660,00	84 617,09	660,00	83 957,09	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					639,66		639,66		639,66	
	Sous Total compte 622					639,66		639,66		639,66	
6262	Frais de télécommunications					7 650,51	689,91	7 650,51	689,91	6 960,60	
	Sous Total compte 626					7 650,51	689,91	7 650,51	689,91	6 960,60	
627	Services bancaires et assimilés					3 219,76		3 219,76		3 219,76	
	Sous Total compte 62					11 509,93	689,91	11 509,93	689,91	10 820,02	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					2 410,01		2 410,01		2 410,01	
	Sous Total compte 633					2 410,01		2 410,01		2 410,01	
	Sous Total compte 63					2 410,01		2 410,01		2 410,01	
6411	Salaires,appointements,commissions base					155 518,92		155 518,92		155 518,92	
6413	Primes et gratifications					12 587,79		12 587,79		12 587,79	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6414	Indemnités et avantages divers					31 270,50		31 270,50		31 270,50	
6415	Supplément familial					880,11		880,11		880,11	
	Sous Total compte 641					200 257,32		200 257,32		200 257,32	
6451	Cotisations à l'URSSAF					29 160,00		29 160,00		29 160,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					47 804,00		47 804,00		47 804,00	
	Sous Total compte 645					76 964,00		76 964,00		76 964,00	
648	Autres charges de personnel					365,95		365,95		365,95	
	Sous Total compte 64					277 587,27		277 587,27		277 587,27	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					255 835,61		255 835,61		255 835,61	
66112	Intérêts - rattachement des icne					156 343,90	160 083,59	156 343,90	160 083,59		3 739,69
	Sous Total compte 6611					412 179,51	160 083,59	412 179,51	160 083,59	252 095,92	
	Sous Total compte 661					412 179,51	160 083,59	412 179,51	160 083,59	252 095,92	
	Sous Total compte 66					412 179,51	160 083,59	412 179,51	160 083,59	252 095,92	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
6718	Autres charg except sur opérat gestion					69,00		69,00		69,00	
	Sous Total compte 671					69,00		69,00		69,00	
673	Titres annulés exercices antérieurs					1 126,58		1 126,58		1 126,58	
	Sous Total compte 67					1 195,58		1 195,58		1 195,58	
6811	DA - immob corpo et incorpo					350 832,21		350 832,21		350 832,21	
	Sous Total compte 681					350 832,21		350 832,21		350 832,21	
	Sous Total compte 68					350 832,21		350 832,21		350 832,21	
	Total classe 6					1 205 872,74	164 686,94	1 205 872,74	164 686,94	1 044 925,49	3 739,69
7083	Locations diverses					2 919,99	1 111 751,42	2 919,99	1 111 751,42		1 108 831,43
7087	Remboursements de frais						14 380,41		14 380,41		14 380,41
	Sous Total compte 708					2 919,99	1 126 131,83	2 919,99	1 126 131,83		1 123 211,84
	Sous Total compte 70					2 919,99	1 126 131,83	2 919,99	1 126 131,83		1 123 211,84
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						281,61		281,61		281,61

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

		BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS NON BUDGETAIRES		OPERATIONS BUDGETAIRES		TOTAUX		SOLDES	
COMPTES	INTITULE	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
778	Autres produits exceptionnels						593,77		593,77		593,77
	Sous Total compte 77						875,38		875,38		875,38
	Total classe 7					2 919,99	1 127 007,21	2 919,99	1 127 007,21	0,00	1 124 087,22
	Total général	12 531 034,04	12 531 034,04	7 689 937,72	7 464 917,95	1 418 633,59	1 643 653,36	21 639 605,35	21 639 605,35	12 165 783,30	12 165 783,30

415

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 094106
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NOGENT-SUR-MARNE
ETABLISSEMENT : NOGENT - PARCS STATIONNEMENT

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2014

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT **Exercice 2014**

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé	Balance dentrée	Année en cours	TOTAL	Balance dentrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
074 RR PARCMETRES	75 300,00	115 090,00	190 390,00	0,00	171 990,00	171 990,00	18 400,00	0,00
Sous Total compte 861	75 300,00	115 090,00	190 390,00	0,00	171 990,00	171 990,00	18 400,00	0,00
862 Correspondant								
074 RR PARCMETRES	35 330,00	136 900,00	172 230,00	0,00	150 847,00	150 847,00	21 383,00	0,00
Sous Total compte 862	35 330,00	136 900,00	172 230,00	0,00	150 847,00	150 847,00	21 383,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur								
074 RR PARCMETRES	0,00	185 847,00	185 847,00	110 630,00	115 000,00	225 630,00	0,00	39 783,00
Sous Total compte 863	0,00	185 847,00	185 847,00	110 630,00	115 000,00	225 630,00	0,00	39 783,00
TOTAUX	110 630,00	437 837,00	548 467,00	110 630,00	437 837,00	548 467,00	39 783,00	39 783,00

Page des signatures

27402 - NOGENT - PARCS STATIONNEMENT Exercice 2014

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

GONZALEZ Delphine (dgonzalez3-cp), INSPECTEUR FiP, ADJOINT DANS UNE R.F A **DDFiP DU VAL-DE-MARNE**, le **05/03/2015**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **NOGENT - PARCS STATIONNEMENT**
pendant l'année **2014**
et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

VILAINE Marie-Christine (mcvilaine-cp), IDiV FiP HORS CLASSE, COMPTABLE A **NOGENT-SUR-MARNE**, le **05/03/2015**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **NEANT** par l'organe délibérant.

A , le

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : GARANTIE COMMUNALE A HAUTEUR DE 100 % EN FAVEUR DE VALOPHIS HABITAT OPH 94 POUR LA REALISATION D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 982 000 € POUR LA REHABILITATION DE 39 LOGEMENTS DU GROUPE « MARECHAL FOCH » A NOGENT SUR MARNE

Le 7 mai 2015, Valophis Habitat OPH 94, sis 81, rue du Pont de Créteil 94100 Saint Maur des Fossés a signé un contrat de prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné au financement de travaux de réhabilitation des 39 logements du groupe « Maréchal Foch » à Nogent sur Marne dont le coût total est évalué à 1 450 330 €.

Ce prêt, d'un montant total de 982 000 €, est consenti sous réserve d'obtenir la garantie de la Ville de Nogent sur Marne à hauteur de 100%.

Le programme de travaux proposés concerne d'une part:

- la réfection de la toiture terrasse avec la mise en place d'une sécurité collective
- l'isolation des planchers hauts des caves
- le désenfumage des cages d'escaliers
- le remplacement des portes d'accès aux caves
- la réfection des services généraux avec la mise en place de détecteur de présence
- la condamnation des pelles « vide-ordures »
- la création d'un local de tri sélectif en extérieur
- le remplacement des chaudières existantes par des chaudières à gaz à condensation
- les remplacements des portes palières des logements
- remplacement des sanitaires ….

Et d'autre part l'amélioration thermique par :

- l'isolation thermique par l'extérieur des façades avec reprise des balcons
- l'isolation de la toiture terrasse
- le passage en eau chaude collective (dépose des ballons)

Outre le prêt de 982 000 €, cette opération est également financée sur fonds propres de Valophis à hauteur de 210 188 € et bénéficie de subventions pour 258 142 €

Le dossier présenté par Valophis Habitat OPH 94, aux fins d'obtenir la garantie de la commune, répond aux critères d'éligibilité à la garantie communale totale, d'autant que la ligne de prêt « Eco-prêt Logement Social» est obtenu par l'engagement de l'emprunteur à réaliser, à l'occasion d'une opération de réhabilitation de logements un gain énergétique d'au moins 80 kWh/m².an.

Les conditions financières du prêt obtenu auprès de la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Caractéristique	PAM	PAM
Enveloppe	-	Eco-prêt
Identifiant ligne de prêt	5074668	5074669
Montant	358 000 €	624 000 €
Commission	0 €	0 €
TEG	1,6%	0,55%
Taux de la période	1,6%	0,55%

Taux d'intérêt plancher	-	0,5%
Durée de la période	Annuelle	
Durée	20 ans	20 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	0,6%	-0,45%
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois
Modalités de révision	SR	SR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360

Il est proposé aux membres du conseil municipal d'apporter la garantie de la Ville de Nogent sur Marne pour le prêt de 982 000 €, contracté par Valophis Habitat OPH 94, auprès de la Caisse des dépôts et consignations, pour la réalisation de travaux de réhabilitation des 39 logements du groupe « Maréchal Foch ».

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/80
Garantie communale à hauteur de 100 % en faveur de Valophis Habitat OPH 94 pour la réalisation d'un emprunt d'un montant total de 982 000 € pour la réhabilitation de 39 logements du groupe « Maréchal Foch » à Nogent sur Marne

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux garanties d'emprunts accordées par les Communes,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu les articles L.443-7 alinéa 3 et L.443-13 alinéa 3 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le courrier de Valophis Habitat OPH du Val de Marne, sis 81, rue du Pont de Créteil 94100 Saint Maur des Fossés, en date du 7 mai 2015, sollicitant la garantie de la Ville de Nogent sur Marne à hauteur de 100%, pour un prêt que cette structure se propose de contracter dans le cadre de la réhabilitation d'un ensemble immobilier de 39 logements, du groupe immobilier « Maréchal Foch » à Nogent sur Marne,

Vu le contrat de prêt n°34549 en annexe signé entre Valophis Habitat OPH 94 – n°000107557, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Vu les conditions financières du prêt d'un montant maximum de 982 000 € constitué de 2 lignes de prêt PAM l'un de 358 000 € l'autre de 624 000 €, proposées par la Caisse des dépôts et consignations :

Caractéristique	PAM	PAM
Enveloppe	-	Eco-prêt
Identifiant ligne de prêt	5074668	5074669
Montant	358 000 €	624 000 €
Commission	0 €	0 €
TEG	1,6%	0,55%
Taux de la période	1,6%	0,55%
Taux d'intérêt plancher	-	0,5%
Durée de la période	Annuelle	
Durée	20 ans	20 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	0,6%	-0,45%
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois
Modalités de révision	SR	SR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360

Considérant que ce projet entre dans les conditions d'octroi d'une garantie totale d'emprunt,

Considérant que l'étude du dossier de demande de garantie et des pièces annexes fait valoir la nécessité d'apporter la garantie de la commune à hauteur de 100% pour l'opération de réhabilitation de 39 logements du groupe « Maréchal Foch à Nogent sur Marne,

Après examen lors de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Accorde sa garantie de à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 982 000 € souscrit par Valophis Habitat OPH 94, Emprunteur, sis 81, rue du Pont de Créteil 94100 Saint Maur des Fossés auprès de la Caisse des dépôts et consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°34549, constitué de deux lignes du prêt. Le contrat est joint en annexe de la présente délibération.

Article 2 : Accorde la garantie de la commune pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Valophis Habitat OPH 94, l'emprunteur, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 : Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Ville de Nogent sur Marne s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à Valophis Habitat OPH 94, l'Emprunteur, pour son paiement, en renonçant au bénéficie de discussion et sans jamais opposer de défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : La Ville de Nogent sur Marne s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

15/81

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : PROPOSITION DE SUBVENTION PARLEMENTAIRE FAITE PAR MME CATHERINE PROCACCIA, SENATEUR DU VAL DE MARNE POUR DES TRAVAUX DE REFECTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DES RUES BAÜYN DE PERREUSE ET MUETTE

Par courrier en date du 15 avril 2015, Mme Catherine PROCACCIA, Sénateur du Val de Marne, propose à la commune une dotation d'action parlementaire d'un montant de 10 000 €, prélevée sur la réserve parlementaire mise à sa disposition.

La Ville souhaite affecter cette aide financière aux travaux de remplacement des candélabres de l'éclairage public des rues Baüyn de Perreuse et Muette estimés à 47 500 € HT

Ces candélabres dotés de lampes à vapeur de mercure seront remplacés par des lanternes à LED dont l'usage s'inscrit parfaitement dans une démarche de développement durable et de réduction de la dépense énergétique, en cohérence avec l'Agenda 21 de la Ville.

Afin de permettre aux services de l'État d'étudier ce dossier, il convient préalablement que le Conseil Municipal valide cette réalisation, et autorise le Maire à demander tous concours financiers pouvant être alloués pour cette opération et à signer tout acte relatif à ce dossier.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/81
Proposition de Subvention parlementaire faite par Mme Catherine PROCACCIA, Sénateur du Val de Marne pour des travaux de réfection de l'éclairage public des rues Baüyn de Perreuse et Muette

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

Vu le courrier de Mme Catherine PROCACCIA, Sénateur du Val de Marne, en date du 15 avril 2015, par lequel elle propose une dotation d'action parlementaire d'un montant de 10 000 €, prélevée sur l'enveloppe mise à sa disposition,

Vu le projet de travaux de remplacement des candélabres de l'éclairage public des rues Bauyn de Perreuse et Muette estimé à 47 500 € HT,

Considérant que cette opération s'inscrit dans une démarche de développement durable et de restriction de la défense énergétique, en cohérence avec l'Agenda 21,

Considérant que ces travaux d'éclairage public peuvent bénéficier de la dotation parlementaire proposée par Mme PROCACCIA, Sénateur du Val de Marne,

Après examen lors de la Commission Permanente en date du 21 mai 2015

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er :

Sollicite auprès de Madame Catherine PROCACCIA, Sénateur du Val de Marne, une dotation d'action parlementaire afin de financer le projet de travaux de remplacement des candélabres de l'éclairage public des rues Bauyn de Perreuse et Muette.

Article 2 :

Autorise le Maire ou l'Adjoint Délégué à demander une subvention et à signer toutes pièces nécessaires à ce dossier.

Dernier article :

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
Le Conseiller Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL, DU CONSEIL REGIONAL, DE L'ADEME ET TOUTE AUTRE PERSONNE PUBLIQUE POUR LA CONSTRUCTION D'UN STADIUM RUE JEAN MONNET

Lors de sa séance du 16 décembre 2014, le Conseil municipal a confié à la société « Marne aux Bois Aménagement – SPL » un mandat d'étude pour l'aménagement d'un stadium rue Jean Monnet.

Cette étude est actuellement en cours et devrait permettre de lancer une consultation du type « Conception – Réalisation » dans le courant de l'été 2015.

Le coût d'objectif des travaux est estimé à 9 664 588 millions d'euros HT, sur la base d'une surface utile de 3148 m².

Il convient donc dès maintenant que le Conseil municipal autorise le Maire à signer tout document permettant à la Ville de solliciter des subventions au Conseil Départemental, au Conseil Régional, à l'Ademe ou toute autre personne publique.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/82
Demande de subvention auprès du Conseil Départemental, du Conseil Régional, de l'Ademe et toute autre personne publique pour la construction d'un Stadium rue Jean Monnet

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

Vu la délibération N° 14/222 du 16 décembre 2014 re lative au projet de convention de mandat d'études passée entre la Ville et la Société Publique Locale « Marne au Bois Aménagement » concernant la construction d'un Stadium rue Jean Monnet,

Vu l'étude du programme technique et notamment son analyse juridique et financière, il convient de poursuivre la réalisation de ce projet en procédant au lancement d'une consultation du type « conception/réalisation » qui sera assurée par la SPL «Marne au Bois Aménagement »,

Considérant que cet équipement sportif sera mis à la disposition de tous les établissements scolaires situés à Nogent-sur-Marne, écoles, collèges et lycées à titre gratuit et à des Associations sportives,

Considérant que le Département du Val de Marne, la Région Ile de France et l'Ademe subventionnent la construction et l'aménagement d'équipements sportifs,

Considérant le souhait de la Ville de Nogent-sur-Marne de solliciter ces partenaires publics en vue d'obtenir une subvention,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Autorise le Maire ou l'Adjoint délégué à solliciter auprès du Département du Val de Marne, de la Région Ile de France et de l'Ademe ou toute autre personne publique, une subvention pour la construction du Stadium Christian MAUDRY, équipement sportif situé rue Jean Monnet.

Article 2 : Autorise le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents nécessaires à l'obtention de ces subventions.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget communal.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE AVEC LA SPL « MARNE AU BOIS AMENAGEMENT » POUR LA CONSTRUCTION DU STADIUM CHRISTIAN MAUDRY

Lors de sa séance du 16 décembre 2014, le Conseil Municipal a délibéré favorablement concernant la passation d'une convention de mandat d'études avec la Société Publique Locale « Marne au Bois Aménagement » pour la réalisation d'un projet urbain et la création d'un Stadium rue Jean Monnet.

Cette étude, qui comprenait notamment une actualisation du programme technique du Stadium, ainsi qu'une analyse juridique et financière est maintenant terminée, et cela conformément aux délais prévus.

Il convient donc maintenant de poursuivre la réalisation de ce projet en procédant au lancement d'une consultation du type « Conception/Réalisation ».

Compte-tenu de l'importance de cette opération et de son caractère ponctuel, la Ville ne dispose pas de ressources internes suffisantes permettant de mener à bien ce projet.

Dans le cadre de cette convention, la SPL assistera la Ville à chaque étape du projet allant du lancement de la consultation « conception/réalisation » à la réception des travaux et des levées de réserves.

Le montant prévisionnel des honoraires de la SPL (Société Publique Locale) est fixé à 266 719 € T. T. C.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la SPL « Marne au Bois Aménagement ». et d'autoriser le Maire ou son adjoint délégué à signer cette dernière.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/83
Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la SPL « Marne au Bois Aménagement » pour la construction du Stadium Christian MAUDRY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1531-1 et suivants et L.2121-29,

Vu l'article L. 327-1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la loi N° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des Sociétés Publiques Locales,

Vu la loi N0 85-704 du 18 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée,

Vu Le Code des Marchés publics,

Vu la délibération N° 14/222 du 16 décembre 2014 relative au projet de convention de mandat d'études passée entre la Ville et la Société Publique Locale « Marne au Bois Aménagement » concernant la création d'un Stadium rue Jean Monnet,

Considérant que dans le cadre se son mandat, la SPL a procédé à l'analyse juridique, technique et financière du projet du Stadium,

Considérant qu'il résulte de cette étude, la nécessité de lancer une procédure de consultation du type « conception/réalisation » qui sera assurée par la SPL « Marne au Bois Aménagement »,

Considérant l'importance de cette opération et son caractère ponctuel, la Ville ne dispose pas de ressources internes suffisantes permettant de mener à bien ce projet,

Considérant qu'il est donc nécessaire de proposer au Conseil Municipal la passation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la SPL « Marne au Bois Aménagement », dont les honoraires prévisionnels maximum sont fixés à : 266 719 € T. T. C.,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve le projet de convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à passer avec la SPL « Marne au Bois Aménagement » pour la construction du Stadium Christian MAUDRY, situé rue Jean Monnet.

Article 2 : Autorise le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ladite convention et tous les documents nécessaires à sa conclusion.

Article 3 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Contrat de mandat

de maîtrise d'ouvrage déléguée

ENTRE :

MAITRE D'OUVRAGE :

La Commune de Nogent-sur-Marne, représentée par son Maire, M. Jacques JP MARTIN, ou son représentant, domicilié en cette qualité, Hôtel de Ville de Nogent-sur-Marne place Roland Nungesser à Nogent-sur-Marne dument habilité par la délibération n°XX/ du XX XXXX XXXX

Ci-après désignée par les mots « le Maître d'Ouvrage».

ET :

MANDATAIRE :

La Société Publique Locale Marne au Bois Aménagement, représentée par son directeur général, M. Thierry FAURE

Téléphone : 01 45 11 16 55

Télécopie : 01 41 95 84 28

Adresse électronique : marneaubois@orange.fr

Ci-après désignée par les mots « le Mandataire ».

PROJET

EQUIPEMENT :

CREATION D'UN STADIUM, RUE JEAN MONNET, A NOGENT-SUR-MARNE

Contenu

ARTICLE 1. OBJET 4
ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE-DELAIS 4
2.01 Programme et enveloppe financière prévisionnelle 4
2.02 Délais 5
2.03 Hypothèses de base de la mission du mandataire 6
ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET RECETTES .. 6
ARTICLE 4. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LES PARTIES 6
ARTICLE 5. MISSION DU MANDATAIRE 7
5.01 Contenu de la mission du mandataire 7
5.02 Limite de la mission du mandataire 8
ARTICLE 6. FINANCEMENT PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE 8
6.01 Mise à disposition des fonds 8
6.02 Décompte périodique 8
ARTICLE 7. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE 8
7.01 Communications de documents 8
7.02 Compte rendu de l'avancement de l'opération 9
7.03 Bilan général 9
ARTICLE 8. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE 10
8.01 Règles de passation des contrats 10
8.02 Procédure de contrôle administratif. 11
8.03 Approbation des avants projets 11
8.04 Accord sur la réception des ouvrages 11
ARTICLE 9. MISE A DISPOSITION DU MAITRE DE L'OUVRAGE 12
9.01 Cas général 12
9.02 Cas particuliers 12
ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION 13
ARTICLE 11. REMUNERATION DU MANDATAIRE 14
11.01 Contenu des prix 14
11.02 Prix de règlement 14
11.03 Application de la taxe à la valeur ajoutée 14
11.04 Acomptes et paiements partiels définitifs 15

PROJET

11.05 Mode de règlement 15
11.06 Présentation des demandes de paiement 15
11.07 Intérêts moratoires 16
ARTICLE 12. PENALITES 16
ARTICLE 13. RESILIATION 17
13.01 Défaillance du mandataire 17
13.02 Obligation du maître d'ouvrage 17
13.03 Non obtention des autorisations administratives 17
13.04 Mise en œuvre de la résiliation 17
ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES 17
14.01 Durée du contrat 17
14.02 Mise à disposition préalable de l'immeuble ou du terrain 18
14.03 Assurances 18
14.04 Capacité d'ester en justice 18
14.05 Communications 18
ARTICLE 15. CONCILIATION 18
ARTICLE 16. LITIGES 19

PROJET

Etant préalablement exposé que :

Afin d'améliorer la qualité des services à la population, la commune de Nogent-sur-Marne a pris la décision de réaliser un nouvel équipement, en remplacement du gymnase Gallieni, à vocation sportive et éducative.

Au regard des études préliminaires réalisées par la MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL lors d'un premier mandat, la Conseil Municipal de Nogent sur Marne, lors de sa séance du 1er juin 2015, a décidé de confier a MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, conformément à l'article 4 de la Loi du 12 Juillet 1985 modifiée, pour la construction du Stadium Christian MAUDRY, sous la forme d'une procédure de Conception/Réalisation.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

Le maître de l'ouvrage a décidé de réaliser la construction d'un stadium sur le site des anciens entrepôts ERVAL, rue Jean Monnet, conformément au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle provisoire définis ci-après à l'article 2.

Par le présent contrat, le Maître de l'Ouvrage confie au Mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser l'opération en son nom et pour son compte.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE-DELAIS

2.01 Programme et enveloppe financière prévisionnelle

Le programme de l'opération est défini par l'annexe 1 au présent contrat.

L'enveloppe financière prévisionnelle provisoire basée sur le programme de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2.01 au présent contrat.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis qu'il accepte.

A l'issue des études d'APD, l'enveloppe financière prévisionnelle définitive de l'opération sera établie. Après délibération sur cette enveloppe par le maître d'ouvrage au mandataire, un avenant

au présent contrat sera passé tel que précisé à l'annexe 2.2, avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces dispositions.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe prévisionnelle définitive ainsi définis qu'il accepte.

Dans le cas où au cours de la mission, le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme, à l'enveloppe financière prévisionnelle ou aux hypothèses de base de la mission de mandat autre que celle ci-avant mentionnée, un avenant au présent contrat devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle du fait du mandataire, celui-ci subira des pénalités en application de l'article 12 ci-après.

2.02 Délais

(a) Délais de réalisation

L'achèvement de l'opération est prévu à ce jour pour une mise en service au 3eme trimestre 2017, conformément au planning prévisionnel de réalisation de l'opération faisant l'objet de l'annexe 2.2 au présent contrat. Le maître de l'ouvrage pourra prolonger ce délai pour une période équivalente aux seuls retards qui ne seraient pas le fait du mandataire.

Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le mandataire ne pourrait être tenu pour responsable. Si ces mêmes retards excédaient 6 mois, les parties se rapprocheraient afin de modifier, par avenant au présent contrat, les conditions de leurs interventions.

Ce calendrier sera actualisé si nécessaire par le mandataire lors des phases d'études et de toute façon après mise au point des marchés avec les entreprises, et ce, avec l'accord exprès du Maître d'Ouvrage.

Le mandataire remettra au maître d'ouvrage des dossiers complets relatifs à l'opération (hors bilan financier définitif) dans un délai de 9 mois calendaires suivant la réception des travaux avec ou sans réserves. Le bilan financier définitif sera remis dans un délai de 12 mois calendaires suivant la fin de l'année de parfait achèvement des ouvrages. En cas de non-respect de ces délais, le mandataire subira sur sa rémunération les pénalités calculées conformément à l'article 12 ci-après.

(b) Délais d'approbation

Chaque fois que les dispositions du présent contrat prévoient une approbation ou une acceptation du maître d'ouvrage, celle-ci doit intervenir par lettre transmise en recommandé avec accusé de réception ou remise au mandataire contre récépissé au plus tard 15 jours calendaires à compter de la réception des documents transmis en recommandé avec accusé de réception ou de la remise des documents au maître d'ouvrage contre récépissé, sauf pour l'approbation des avant-projets et du projet pour lequel ce délai est ramené à 7 jours calendaires (attention Conception/réalisation).

PROJET

(c) Respect du programme

Le mandataire s'engage à veiller à la réalisation de l'opération dans le strict respect du programme, du bilan financier prévisionnel prévu à l'article 2.01 et du calendrier tels qu'établis comme indiqué ci-dessus.

Le maître d'ouvrage pourra apporter, au cours de la mission, toute modification du programme qu'il jugera nécessaire. Dans cette hypothèse, le mandataire établira, en accord avec le maître d'ouvrage, la nature des modifications ou travaux supplémentaires demandés, leurs coûts en plus ou en moins, leurs conditions de paiement et éventuellement l'incidence desdits travaux sur le délai prévisionnel d'achèvement.

Un avenant au présent contrat sera alors établi.

2.03 Hypothèses de base de la mission du mandataire

Pour l'exercice des missions décrites ci-après et faisant l'objet du présent marché, l'hypothèse retenue est que le marché de travaux sera dévolu à un groupement de concepteur-réalisateur.

PROJET

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET RECETTES

Le maître d'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération selon l'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes défini en annexe 3 du présent contrat. Lors de l'approbation de l'enveloppe financière à l'issue des études APD et de l'avenant au contrat y afférant, l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes sera mis à jour (annexe 3 au présent contrat)

Par ailleurs, l'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes fait l'objet d'une mise à jour périodique dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LES PARTIES

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par M. Thierry FAURE, en sa qualité de Directeur Général de MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL qui est seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution du présent contrat.

La personne habilitée à engager le maître d'ouvrage dans le cadre des relations prévues et décisions à prendre en application de la présente convention est le Maire de NOGENT-SUR-MARNE.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5. MISSION DU MANDATAIRE

5.01 Contenu de la mission du mandataire

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants :

- Etudes
  -Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;

- Groupement de Conception/Réalisation
  -
  -Organisation de la procédure de conception/Réalisation
  -Signature et gestion des marchés de Conception/Réalisation
  -Versement de la rémunération au groupement de Conception/Réalisation Suivi des travaux de l'opération
  -Réception des travaux.

- Autres prestataires
  -Préparation du choix du contrôleur technique et autres prestataires intellectuels ou d'assistance au maître de l'ouvrage ;
  -Signature et gestion des marchés de contrôle technique, de prestations intellectuelles, ou d'assistance au maître de l'ouvrage,
  -Versement de la rémunération du contrôleur technique et autres prestataires intellectuels ou d'assistance au maître de l'ouvrage ;

- Assurances
  -Préparation du choix puis signature et gestion du ou des contrats d'assurance de dommages ;

- Gestion financière et comptable de l'opération ;

- Gestion administrative de l'opération ;

- Action en justice dans les conditions prévues à l'article 14.04;

Et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions telles que précisées par l'annexe 4 ci-jointe.

PROJET

5.02 Limite de la mission du mandataire

L'équipement mobilier non intégré est exclu.

ARTICLE 6. FINANCEMENT PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

6.01 Mise à disposition des fonds

Au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, le maître d'ouvrage met à disposition du mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses.

Le maître de l'Ouvrage disposera d'un délai de 20 jours francs courant à compter de la réception de la demande d'appel de fonds accompagnée le cas échéant des justificatifs nécessaires, pour mandater le versement correspondant.

En cas de retard incombant au maître d'ouvrage dans le mandatement des fonds, les intérêts moratoires éventuellement dus aux fournisseurs seront à la charge du maître d'ouvrage.

En cas de désaccord entre le maître de l'ouvrage et le mandataire sur les sommes demandées par le mandataire, le mandatement desdites sommes est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage jusqu'au règlement du désaccord. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues, les intérêts moratoires éventuellement générés seront à la charge du maître d'ouvrage.

6.02 Décompte périodique

Tous les trimestres, à l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes prévue à l'article 7.02, le mandataire fournira au maître de l'ouvrage un décompte faisant apparaître :

a) le montant cumulé des dépenses supportées par le mandataire ;

b) le montant des versements effectués par le maître de l'ouvrage ;

c) le montant des fonds nécessaires pour couvrir la période à venir ;

ARTICLE 7. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

7.01 Communications de documents

Le maître de l'ouvrage et ses agents pourront demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération (de préférence dématérialisés).

PROJET

Les éventuels frais de reproduction seront à la charge du maître d'ouvrage.

7.02 Compte rendu de l'avancement de l'opération

Le mandataire organisera avec le maître de l'ouvrage, au maximum tous les deux mois, une réunion au cours de laquelle il l'informera de l'avancement de l'opération, des évènements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions qu'il aura à prendre pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions. Le mandataire établira le compte-rendu de ces réunions.

En outre, pendant toute la durée du contrat, le mandataire transmettra au maître de l'ouvrage à chaque semestre,

(a) un compte rendu de l'avancement de l'opération comportant :

- bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération,
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération,
- un échéancier prévisionnel actualisé des recettes et dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondant.

Le maître de l'ouvrage doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai de 15 jours après réception du compte rendu ainsi défini.

A défaut, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le mandataire.

Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du mandataire conduit à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le calendrier de réalisation annexés à la présente convention (annexe 2), le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du maître de l'ouvrage et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci et la passation d'un avenant.

(b) le décompte périodique visé à l'article 6.02

Avant le 15 janvier de chaque année civile, le mandataire transmettra au maître de l'ouvrage un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées au cours de l'année précédente, accompagné de l'attestation de l'agent comptable de MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

7.03 Bilan général

En fin de mission conformément à l'article 10, le mandataire établira et remettra au maître de l'ouvrage un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées accompagné de l'attestation de l'Agent comptable de MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

PROJET

Le bilan général deviendra définitif après accord du maître de l'ouvrage dans le délai fixé à l'article 2.02. Il est transmis au maître de l'ouvrage et soumis à son approbation dans les conditions définies à l'article 10.

ARTICLE 8. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le mandataire devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, le maître d'ouvrage ne pourra faire passer ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

8.01 Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles applicables au maître de l'ouvrage, figurant au code des marchés publics.

Pour l'application du code des marchés publics, le mandataire est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les obligations que le code des marchés publics met à la charge du représentant légal du maître de l'ouvrage.

Le Directeur Général de MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPLS est le représentant du pouvoir adjudicateur. A ce titre, il est compétent pour signer les marchés et pour exécuter les tâches prévues aux CCAG au nom et pour le compte de la collectivité publique, maître de l'ouvrage.

Les bureaux, commissions et jurys du maître de l'ouvrage prévus par le code des marchés publics seront convoqués en tant que de besoin par le maître d'ouvrage qui en assurera le secrétariat de séances et l'établissement des procès-verbaux.

Les compositions des bureaux, commissions et jurys sont fixées par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions du code des marchés publics.

Le choix des titulaires des contrats est préparé par le mandataire dans les conditions prévues par les règles applicables au mandat en vertu de la Loi du 12 Juillet 1985 modifiée; il revient au mandataire par l'effet du présent mandat de sélectionner les entreprises les mieux-disantes avant de les proposer à l'agrément du maître de l'ouvrage.

L'approbation de ce choix devra faire l'objet d'une décision écrite du maître de l'ouvrage dans le délai maximum de 15 jours suivant la proposition motivée du mandataire.

PROJET

8.02 Procédure de contrôle administratif.

La passation des contrats conclus par le mandataire au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage reste soumise aux procédures de contrôle qui s'imposent au maître de l'ouvrage.

Le mandataire sera tenu de préparer et transmettre à l'autorité compétente les dossiers nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

Il ne pourra notifier les contrats qu'après mise en œuvre complète de ces procédures et obtention des approbations ou accords préalables éventuellement nécessaires.

8.03 Approbation des avants projets

Attention, cette phase fait partie intégrante de la procédure de conception/réalisation pour le choix du lauréat.

En application de l'article 5 de la Loi du 12 Juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître de l'ouvrage sur les dossiers d'avant- projets.

A cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au maître de l'ouvrage par le mandataire accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

Le maître de l'ouvrage devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 7 jours suivant la réception des dossiers.

A défaut, son accord sera réputé obtenu.

Le mandataire fait ensuite connaître son approbation ou son refus au titulaire du marché de maîtrise d'œuvre correspondant.

8.04 Accord sur la réception des ouvrages

En application de l'article 5 de la Loi du 12 Juillet 1985 MODIFI2E, le mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du maître de l'ouvrage avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage.

En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes :

- Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG, approuvé par Décret n° 76-87 du 21 Janvier 1976, modifié), le mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le mandataire et le titulaire du marché de conception/réalisation; le maître de l'ouvrage sera convié.
- Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par la maîtrise d'ouvrage et qu'elle entend voir réglées avant d'accepter la réception.

- Le mandataire assurera ensuite la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.
- Le mandataire transmettra ses propositions au maître de l'ouvrage en ce qui concerne la décision de réception.
- Le maître de l'ouvrage fera connaître sa décision au mandataire dans les quinze jours suivant la réception des propositions du mandataire. Le défaut de décision du maître de l'ouvrage dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.
- Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera au titulaire du marché de conception/réalisation. Copie en sera notifiée au au maître de l'ouvrage.

La réception vaut transfert au maître d'ouvrage de la garde des ouvrages et de son entretien avec ou sans réserves.

ARTICLE 9. MISE A DISPOSITION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

9.01 Cas général

Les ouvrages sont mis à la disposition immédiate du maître de l'ouvrage après réception des travaux notifiée au titulaire du marché conception :réalisation et à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent.

9.02 Cas particuliers

Si le maître de l'ouvrage demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toutefois, si, du fait du mandataire, la mise à disposition ne pouvait intervenir dans le délai fixé à l'article 2.02, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'occuper l'ouvrage.Il devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'il occupe.

Dans ce cas, il appartient au mandataire de prendre les dispositions nécessaires vis à vis du titulaire du marché de conception/réalisation dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux. Le mandataire est tenu à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée de l'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consignés dans un procès-verbal établi par du titulaire du marché de conception/réalisation signé du maître de l'ouvrage et du mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition prend effet dans le délai de 1 jour à compter de la date de signature par le maître de l'ouvrage et par le mandataire du procès-verbal de constat contradictoire d'état des lieux visé ci-dessus.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au maître de l'ouvrage.

PROJET

Entrent dans la mission du mandataire : la levée des réserves de réception et, après avoir recueilli l'accord du maître de l'ouvrage, sous réserve des stipulations du dernier alinéa 14.04 de la présente convention, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles des entrepreneurs et des fournisseurs ayant participé à la réalisation de l'ouvrage.

Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du maître de l'ouvrage.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient exclusivement d'une mauvaise utilisation ou d'un défaut d'entretien par le maître de l'ouvrage, de l'ouvrage mis à sa disposition ou réceptionné par lui.

ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître de l'ouvrage ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;
- Etablissement du bilan financier général et définitif de l'opération et acceptation par le maître de l'ouvrage ;

Le maître de l'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les 45 jours suivant la réception de la demande de quitus.

A défaut de décision du maître de l'ouvrage dans ce délai, le quitus sera acquis de manière tacite.

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses contractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître de l'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

En fin de mandat, le mandataire procèdera au reversement d'un éventuel solde en faveur du maître de l'ouvrage à la date de l'accord sur le quitus.

PROJET

ARTICLE 11. REMUNERATION DU MANDATAIRE

11.01 Contenu des prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire percevra une rémunération. Cette rémunération hors taxes sera égale à un pourcentage (p) du montant (m) de l'enveloppe financière prévisionnelle HT toutes dépenses confondues figurant à l'annexe 2.1, hors honoraires du mandataire.

Pour l'opération objet du présent contrat, le pourcentage de rémunération est de **2,50 %**

Dans l'attente de l'établissement de l'enveloppe financière définitive à l'issue de la désignation du groupement de conception/réalisation, les premiers acomptes seront calculés sur la base de l'enveloppe prévisionnelle provisoire.

A l'issue de la notification de l'enveloppe financière prévisionnelle définitive, ces acomptes feront l'objet d'un réajustement en plus ou en moins lors du règlement de l'acompte suivant.

La rémunération finale du mandataire toutes taxes comprises sera calculée, au même taux que celui précisé au 2ème paragraphe du présent article, sur le bilan général et définitif de l'opération toutes dépenses confondues et toutes taxes comprises. Ce bilan sera hors honoraires du mandataire tel qu'il sera arrêté lors de l'établissement des décomptes généraux et définitifs.

Si les conditions de l'intervention du mandataire étaient modifiées, notamment en termes de délai, indépendamment de son fait, le pourcentage de sa rémunération serait réexaminé.

11.02 Prix de règlement

Les honoraires du présent mandat sont révisables au premier janvier de chaque année selon la formule suivante :

$P1 = P0 [0.15+0.85(FSD1/FSD0)]$

où

P1 est le prix révisé

P0 est le prix initial

FSD0 est l'indice des frais et services divers applicable au premier janvier au prix FSD0

FSD1 est l'indice applicable au premier janvier au prix P1

Il appartient au mandataire de faire application dans le premier mémoire qu'il présente après le 1er janvier, de la formule de révision. Si le mandataire omet de faire application de la formule de révision, il en perd le bénéfice de celle-ci pour l'année à courir.

11.03 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

11.04 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au mandataire dans les conditions suivantes :

- 10% à la notification du mandat
- 10% à la remise du compte rendu trimestriel d'avancement de l'opération, dans la limite de six trimestres.
- Le solde restant à la fin du marché.

La rémunération hors taxes sera augmentée de la TVA en vigueur soit actuellement 20 % sous réserve de modifications en la matière.

11.05 Mode de règlement

Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture pour payer la rémunération du mandataire ; dès lors que ce délai sera dépassé, des intérêts sont décomptés de plein droit au taux des intérêts moratoires prévus à l'article 98 du code des marchés publics.

11.06 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

Les factures sont adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

factures@ville-nogentsurmarne.fr

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

PROJET

11.07 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le maître de l'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération dans la limite de l'enveloppe financière portée en annexe modifiée le cas échéant dans les conditions décrites à l'article 3.

ARTICLE 12. PENALITES

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, dûment constaté par le maître d'ouvrage, , ce dernier se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

- En cas de retard dans la remise d'ouvrage par rapport à l'expiration du délai fixé à l'article 2, le mandataire sera passible d'une pénalité de 200 euros HT par jour.
- En cas de retard dans la remise des dossiers complets relatifs à l'opération et du bilan général et définitif par rapport au délai fixé à l'article 2.02, le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 euros HT par semaine de retard

  Dans le cas oùles titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération auraient droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement du fait du mandataire, le mandataire supporterait une pénalité égale aux intérêts moratoires dus.

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître de l'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention et par le calendrier fixé par les parties ;
- les éventuels retards d'obtention, refus, retraits ou annulations d'autorisations administratives dès lors que le mandataire ne peut être tenu pour responsable ;
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de contrats passés avec le mandataire ;
- les journées d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur les chantiers ;
- les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter les travaux, et accident imposant l'arrêt du chantier ;
- les grèves générales ou grèves affectant les conditions d'approvisionnement du chantier ;
- la grève dans le secteur du bâtiment ou spéciale aux entreprises travaillant sur le chantier.

S'il survenait un cas de force majeure de suspension des délais, l'époque prévue pour l'achèvement des travaux et/ou l'exécution du contrat serait différée d'un temps égal à celui pendant lequel l'événement considéré aurait mis obstacle à la poursuite des travaux et/ou à l'exécution du contrat.

PROJET

ARTICLE 13. RESILIATION

13.01 Défaillance du mandataire

Si le mandataire est défaillant, et après mise en demeure par LRAR restée infructueuse à l'expiration d'un délai de 15 jours, le maître de l'ouvrage peut résilier le présent contrat sans indemnité pour le mandataire qui ne percevra qu'une rémunération proportionnelle aux services accomplis au jour de la résiliation, diminuée d'un abattement égal à 10 % du montant total de la rémunération afférente au mandat , sans préjudice de l'engagement de la responsabilité du mandataire par le maître de l'ouvrage.

13.02 Obligation du maître d'ouvrage

Dans le cas, où, le maître de l'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire après mise en demeure par LR+AR restée infructueuse à l'expiration d'un délai de 15 jours, a droit à la résiliation du présent contrat ainsi qu'à une indemnité de 10 % du forfait de rémunération restant due.

13.03 Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties sans toutefois que le mandataire puisse alors prétendre à ce titre à une quelconque indemnité.

13.04 Mise en œuvre de la résiliation

Dans les trois cas qui précèdent, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires à prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.01 Durée du contrat

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

PROJET

14.02 Mise à disposition préalable de l'immeuble ou du terrain

Le maître de l'ouvrage mettra le terrain, objet de l'opération, à disposition du mandataire à la demande de ce dernier.

14.03 Assurances

Le mandataire devra, dans le mois qui suivra la notification du présent contrat, fournir au maître de l'ouvrage la justification :

- de l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite des dommages corporels, matériels et immatériels , consécutifs ou non survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants à concurrence d'un montant minimum de 7 500 000 euros par sinistre. Concernant les dommages matériels et immatériels consécutifs ou non, le montant minimum est de 1 500 000 d'euros par sinistre et d'un montant maximum de franchise de 5 000 euros.

14.04 Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage jusqu'à délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, pour :

- Les litiges avec les tiers intervenus jusqu'à la mise à disposition de l'ouvrage au maître d'ouvrage,
- Les litiges avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération intervenus jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement

Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du maître de l'ouvrage, ou avoir reçu une demande expresse de celui-ci.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

14.05 Communications

Toute communication entre les parties susceptible de faire courir des droits ou d'affecter leurs droits doit être faite par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 15. CONCILIATION

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée fera l'objet, avant toute demande en justice, d'une tentative de règlement à l'amiable. Cette tentative de conciliation devra impérativement prendre la forme d'une proposition de réunion de conciliation par la partie demanderesse, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce n'est qu'en l'absence de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la réception de cette proposition ou en cas de refus opposé par l'autre partie, que chacune d'elles devra recouvrer sa pleine et entière liberté d'action.

Pour les différends qui ne pourraient pas être réglés par une telle conciliation, les tribunaux compétents seraient saisis.

ARTICLE 16. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent contrat et non réglés par la voie de la conciliation seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait à Nogent-sur-Marne,

En 2 exemplaires

Pour Nogent-sur-Marne	Pour MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL
Le Maire	Le Directeur Général
Jacques JP MARTIN	Thierry FAURE

ANNEXES

- **Annexe 1**

Programme de l'opération

- **Annexe 2.1**

Enveloppe financière prévisionnelle

- **Annexe 2.2.**

Planning

PROJET

- **Annexe 3**

Echéancier prévisionnel des dépenses et recettes

- **Annexe 4**

Mission du mandataire

PROJET

MANDANT :

nogentsurmarne

MANDATAIRE :

Marne-au-Bois Aménagement

2 avenue Jean Moulin - 94120 Fontenay-sous-Bois

Téléphone : 01 45 11 16 55 Fax : 01 41 95 84 28

Mèl : marneaubois@orange.fr

Création d'un stadium sur le site des anciens entrepôts SNCF, rue Jean Monnet à Nogent-sur-Marne

TOME 1 : Programme fonctionnel

Date : Mai 2015

Sommaire

1. PRESENTATION DE L'OPERATION 5

1.1 LES GRANDS ENJEUX DU SITE 5
1.2 LE PROGRAMME DE L'OPERATION 6
1.3 CADRAGE DE L'OPERATION ET COUT DES TRAVAUX 6
1.4 CALENDRIER 7
1.5 APPROCHE ENVIRONNEMENTALE 7
1.6 LIMITES DE PRESTATION 7

2. ETAT DES LIEUX 8

2.1 SYNTHESE DES DONNEES A L'ECHELLE DE LA RUE JEAN MONNET 9
2.2 LOCALISATION DU SITE DANS LA VILLE 10
2.3 PERIMETRE DU TERRAIN D'ASSIETTE 10
2.4 PROPRIETE FONCIERE 13
2.5 TOPOGRAPHIE 13
2.6 CONDITIONS DE DESSERTE 13
2.6.1 ACCES 13
2.6.2 MOBILITE ET STATIONNEMENT 13
2.6.3 LES CONTRAINTES LIEES A L'APPROVISIONNEMENT DU CHANTIER 13
2.7 CARACTERISTIQUES PHYSIQUES 13
2.8 LES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES 14
2.8.1 LES CONTRAINTES DU PLAN LOCAL D'URBANISME 14
2.8.2 LES CONTRAINTES DU PPRMT 15
2.9 LES CONTRAINTES LIEES A LA CONSTRUCTION SUR LE TUNNEL DE L'AUTOROUTE 15
2.9.1 LES CONTRAINTES DE SURCHARGE DE LA DALLE DE COUVERTURE 16
2.9.2 LES FONDATIONS 19
2.9.3 LES CONTRAINTES D'ETANCHEITE 19
2.9.4 LES CONTRAINTES LIEES A LA POLLUTION ET A LA QUALITE DE L'AIR 19
2.9.5 CONTRAINTES RELATIVES A LA SECURITE INCENDIE 19
2.9.6 CONTRAINTES LIEES A L'ASSAINISSEMENT 20
2.9.7 CONTRAINTES LIEES A L'OCCUPATION DES SOLS 21
2.10 CONTRAINTES GEOTECHNIQUES 21
2.11 LES CONTRAINTES LIEES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS 21

3. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT 23

3.1 ORGANISATION DE LA PARCELLE 25
3.2 ACCES 25
3.3 STATIONNEMENT 26
3.4 ESPACES EXTERIEURS 26

4. PRINCIPES FONCTIONNELS GENERAUX 27

5. PUBLIC / EFFECTIF 30

6. GESTION 31

6.1 MODES DE GESTION 31
6.2 HORAIRES 31
6.3 ENTRETIEN 31

7. ORGANISATION FONCTIONNELLE ET QUALITE D'USAGE PAR POLE 32

8.1 LES ESPACES D'ACCUEIL DU PUBLIC 32
8.1.1 LE HALL D 'ACCUEIL 32
8.1.2 L'ESPACE DE CONVIVIALITE AVEC BAR 32
8.1.3 LE FOYER DEAMBULATOIRE 33
8.1.4 LES SANITAIRES 33
8.1.5 LES GRADINS 33
8.2 LES ESPACES SPORTIFS 33
8.2.1 LES SALLES MULTISPORTS 34
8.2.2 LE MUR D'ESCALADE 34
8.2.3 LES VESTIAIRES 35
8.2.4 LA SALLE ANTI-DOPAGE 35
8.2.5 L'INFIRMERIE 35
8.2.6 LE BUREAU BANALISE 35
8.3 LES ESPACES LOGISTIQUES 36
8.3.1 LES DEPOTS DE MATERIEL 36
8.3.2 LE LOCAL DU PERSONNEL 36
8.3.3 LE BUREAU D'ACCUEIL 36
8.3.4 LE LOCAL ENTRETIEN / MENAGE 36
8.3.5 LES LOCAUX TECHNIQUES 36
8.4 LES SERVICES MUNICIPAUX 37
8.4.1 L'ACCUEIL / ATTENTE / SECRETARIAT 37
8.4.2 LA SALLE DE REUNION 37
8.4.3 LE LOCAL DU PERSONNEL 37
8.4.4 LES BUREAUX 37
8.4.5 LES SANITAIRES 37
8.4.6 LE LOCAL REPROGRAPHIE 37
8.4.7 LE LOCAL MENAGE 37
8.4.8 LE LOCAL DES FOURNITURES 37
8.4.9 LE STOCKAGE MATERIEL 37
8.4.10 LE LOCAL A DECHETS 37

8. TABLEAUX DE SURFACES 38

9. HOMOLOGATION 40

TABLE DES ILLUSTRATIONS 54

Préambule

La Société Publique Locale MARNE AU BOIS AMENAGEMENT, exerce ses compétences sur les territoires exclusifs de ses collectivités actionnaires, les villes de Fontenay-sous-Bois, Rosny-Sous-Bois, Nogent-sur-Marne et Bry-sur-Marne.

Lors de son conseil municipal du xxxxxxxxxxxx, la ville de Nogent-sur-Marne a confié un **mandat de maîtrise d'ouvrage** à la SPL par lequel la société est chargée de réaliser pour son compte, le projet de construction d'un nouvel équipement comprenant un stadium et les services municipaux de la vie associative et des sports, sur le site des anciennes emprises SNCF rue Jean Monnet.

Le Programme Architectural et Technique définit l'opération au niveau fonctionnel et technique.

Le présent document correspond au **Programme fonctionnel (tome 1 du programme)** de l'opération sus-décrite**.** Il constitue un volet du cahier des charges de la consultation organisée par la SPL et est le document de référence commun entre le maître d'ouvrage et le groupement d'opérateurs économiques qui sera désigné à l'issue de la consultation, pour une mission qui portera à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux.

Le cahier des charges comprend 3 documents :

- **Le Tome 1 – Le programme fonctionnel (présent document) qui comprend :**
    - La présentation générale de l'opération avec ses objectifs et la nature des prestations à prévoir ;
    - Les contraintes opérationnelles détaillées (délais, limites de prestations, ...) ;
    - La présentation du site ;
    - Le schéma directeur d'aménagement ;
    - Le programme fonctionnel.
- **Le Tome 2 – Le programme technique et environnemental qui comprend :**
    - Les exigences techniques générales ;
    - Les exigences techniques particulières ;
    - Les fiches espaces.
- **Les annexes : dossier de site, réglementation, rapports et études préalables effectuées.**

Pour cet aménagement et cette construction, la SPL, maître d'ouvrage délégué de l'opération, engage un marché de conception-réalisation, dans les conditions prévues par la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, dite loi MOP.

Conformément à l'article 18 de la loi MOP et l'article 37 du code des marchés publics, le groupement d'opérateur sera constitué obligatoirement d'une entreprise de travaux et d'un architecte. Le maître d'ouvrage souhaite qu'en outre, soit intégré au groupement un bureau d'études tous corps d'état.

1. Présentation de l'opération

1.1 Les grands enjeux du site

L'opération est située rue Jean Monnet, dans une ancienne zone d'activités SNCF, à proximité de la gare RER E Nogent-Le Perreux. Il est sur la dalle de couverture de l'autoroute A 86.

Sur cette emprise, la ville de Nogent-sur-Marne souhaite réaliser un programme d'équipement de type Stadium. Avec cette opération, la ville souhaite développer son offre d'équipements culturels et sportifs et remplacer le gymnase Gallieni, situé place du marché.

Le déplacement du gymnase Gallieni étant un préalable indispensable au projet de réaménagement du Cœur de Ville, il s'agit d'un objectif prioritaire pour la ville.

Au sud du site, la ville a réalisé la maison des associations dans des bâtiments modulaires. Elle utilise la partie nord de la rue Jean Monnet et les anciens entrepôts EVAL comme espace de stockage pour les services techniques. A moyen terme, elle envisage d'implanter un Centre Technique Municipal sur la partie Nord de la rue.

L'opération de stadium doit s'inscrire dans les enjeux sociaux, culturels, architecturaux, urbains, techniques et environnementaux de la ville et du site.

Enjeux social et culturel :

- Concevoir un équipement majeur de la ville qui permette à la fois le développement d'une offre sportive événementielle, la polyvalence des activités ludiques et des pratiques sportives et la diversité des niveaux de jeux ;
- Permette la valorisation de ce site de centre-ville par la conception d'un équipement exemplaire en termes d'image, de convivialité, de fonctionnalité et de développement durable.

Enjeux techniques, architecturaux et urbains :

- Permettre, par la réalisation de cette opération et le déplacement du gymnase Gallieni, la réalisation de l'opération de requalification du centre-ville de Nogent ;
- Tirer profit de la forte visibilité du site d'implantation de l'équipement pour donner à voir une image nouvelle de Nogent, dans le contexte métropolitain ;
- Articuler la conception architecturale autour de deux perceptions du bâtiment :
    - Côté rue Jean Monnet : l'échelle d'un quartier pavillonnaire avec une vitesse de déplacements modérés (déplacements piétons, desserte locale, vitesse des véhicules motorisés limités par la configuration en impasse de la rue Jean Monnet) ;
    - Côté voies ferrées : l'échelle du grand paysage et la perception de l'équipement à grande vitesse depuis le train (infrastructure de transport public majeure) ; la construction d'un point de repère, entrée de ville pour Nogent-sur-Marne.
- Concevoir un équipement sur un site fortement contraint :
    - construction sur le tunnel de l'autoroute A 86,
    - limitrophe des voies SNCF,
    - un accès unique par une voie en impasse et dégradée.

Enjeux environnementaux et de développement durable

- Encourager la requalification des secteurs stratégiques et assurer une évolution maîtrisée du tissu urbain (PADD : Axe 1 - Objectifs 2 et 4) ;
- Préserver et valoriser les qualités paysagères de Nogent-sur-Marne ; agir pour la préservation de l'environnement et la réduction des pollutions et des nuisances de tous types ; permettre l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (PADD : Axe 2 - Objectifs 1, 3 et 4) ;
- Adapter le développement des équipements et des services aux besoins des usagers de la ville et développer leur rayonnement (PADD : Axe 3 - Objectif 3).

1.2 Le programme de l'opération

Le stadium se composera d'un gymnase à une vocation événementielle et d'une salle polyvalente équipée d'une structure d'escalade. En outre, l'équipement comprendra les services municipaux des sports et de la vie associative.

La surface utile totale du programme est arrêtée à 3 198 m², soit une SDP estimée à 4 033 m².

Les principaux objectifs du programme sont :

- de grouper les équipements afin d'en mutualiser les espaces publics et les fonctions dans le but de réaliser une économie d'échelle et d'optimiser les équipements techniques et les coûts d'investissement et de fonctionnement,
- de répondre aux besoins associatifs et scolaires pour ce qui concerne les sports collectifs en salle, le badminton, le tir à l'arc (compétition en intérieur) et l'escalade,
- de créer un espace sportif permettant d'accueillir des compétitions de niveau départemental, régional et national,
- développer un équipement sportif pilote dans le domaine de la polyvalence, de la pédagogie et de l'audiovisuel,
- de répondre aux besoins administratifs pour ce qui concerne les services de la vie associative et des sports,
- de s'inscrire dans les orientations de développement durable de la ville sans engager une démarche de certification.

1.3 Cadrage de l'opération et coût des travaux

Le cadrage de l'opération permet de définir la nature de l'opération aux concepteurs et de déterminer les limites de leur intervention. Cela permet de rester en phase avec les objectifs qui fondent le projet tant d'un point de vue technique que d'un point de vue financier.

La mission des concepteurs est une mission complète de Maîtrise d'œuvre. Les concepteurs sont consultés sur la base d'un APS et interviennent sur l'opération jusqu'au suivi de chantier.

La mission des constructeurs est également une mission complète. Les constructeurs auront à leur charge la préconisation des études géotechniques et investigations techniques complémentaires, type G2 PRO. Celles-ci seront à la charge du Maître d'Ouvrage.

Le contenu des travaux correspondant aux limites d'intervention des concepteurs est le suivant :

- tous les travaux de constructions et d'aménagement du stadium et de ses abords,
- tout le second œuvre, les équipements techniques, la signalétique, la finition des parties communes,

- les aménagements extérieurs, le mobilier extérieur, les clôtures, les plantations.

Le montant des travaux est estimé à **7 800 000 € HT** en valeur mois M0 (démolitions non comprises) pour une dévolution des travaux en entreprise tous corps d'état.

Cette enveloppe intègre notamment :

- Les installations de chantier ; études d'exécution et de synthèse ;
- Les terrassements infra et la dépollution des terrains concernés ;
- La création des fondations spéciales,
- Les ouvrages de structure (infra et superstructure) ;
- Les ouvrages de clos et couvert ;
- Les aménagements de second oeuvre intérieurs, agencements et autres dispositions de finitions ;
- Les équipements techniques (chauffage, ventilation, désenfumage, plomberie, courants forts et faibles…) ;
- Les ascenseurs ou monte-charge ;
- Le mobilier fixe ou mobile, agencement ou fournitures de matériels définis dans les fiches d'espaces ;
- Les aménagements extérieurs et abords (parvis).

Cette évaluation intègre les coûts liés aux exigences et performances environnementales définies au programme environnemental, sans certification. Elle est basée sur un modèle de faisabilité architecturale et technique qui a permis de vérifier son développement sur une Surface Hors Œuvre située à 1.30 de la Surface Utile programme.

Le respect du budget de construction s'entend dans une perspective de pérennité et de coût global raisonné.

L'objectif économique de l'opération est un impératif ainsi que le respect des surfaces utiles données dans le présent programme.

1.4 Calendrier

Le planning est établi pour prévoir **une ouverture de l'équipement fin du 2ème trimestre 2017. Cet objectif est un impératif.**

Le recours à des procédés de fabrication utilisant la filière sèche, de type métal par exemple sera encouragé.

Aucun phasage n'est prévu pour la présente opération.

1.5 Approche environnementale

La qualité environnementale des bâtiments est exigée mais non formalisée par une certification spécifique. En dehors de cette démarche de certification, des obligations relatives aux constructions neuves s'appliquent : RT 2012 notamment.

Le programme technique précise les niveaux de performance attendus.

1.6 Limites de prestation

Les travaux pour la réalisation du stadium comprendront toutes les prestations de parfait achèvement de l'ouvrage lui-même et l'aménagement d'un parvis aménagé entre l'entrée du

bâtiment et le parking de la maison des associations. Ce parvis devra comprendre l'aménagement de places réservées aux VIP.

Les démolitions des bâtiments existants (entrepôts) ainsi que l'aménagement du parking des utilisateurs et visiteurs ne sont pas compris dans le présent marché.

2. Etat des lieux

2.1 Synthèse des données à l'échelle de la rue Jean Monnet[1]

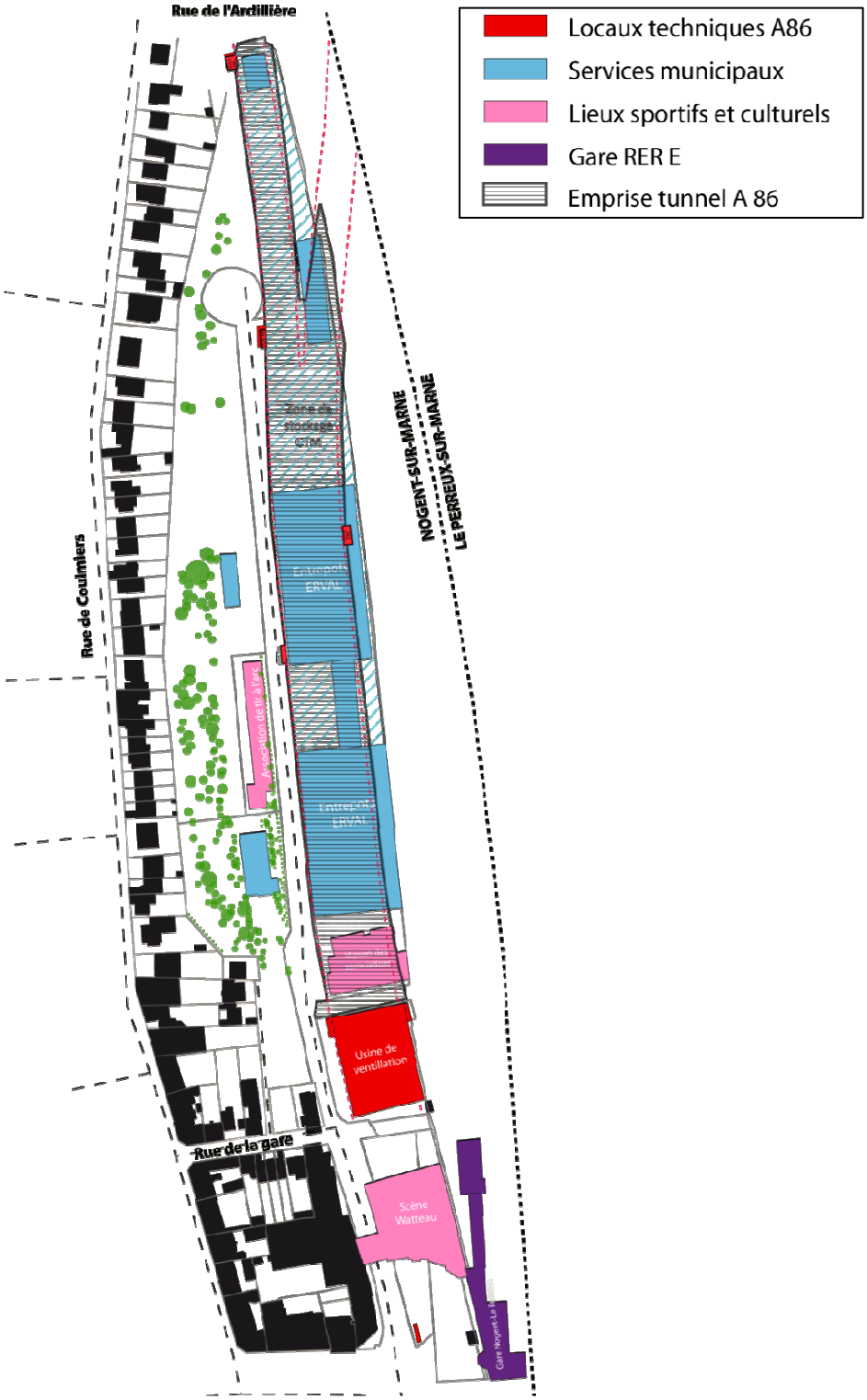


Figure 1 : Synthèse de l'état des lieux

[1] Voir Dossier de site

2.2 Localisation du site dans la ville

Le site de l'opération appartient au quartier Plaisance-Marie. Il se situe en limite Est de la ville, à proximité immédiate de la ville du Perreux-sur-Marne et de la gare RER E Nogent-Le Perreux.

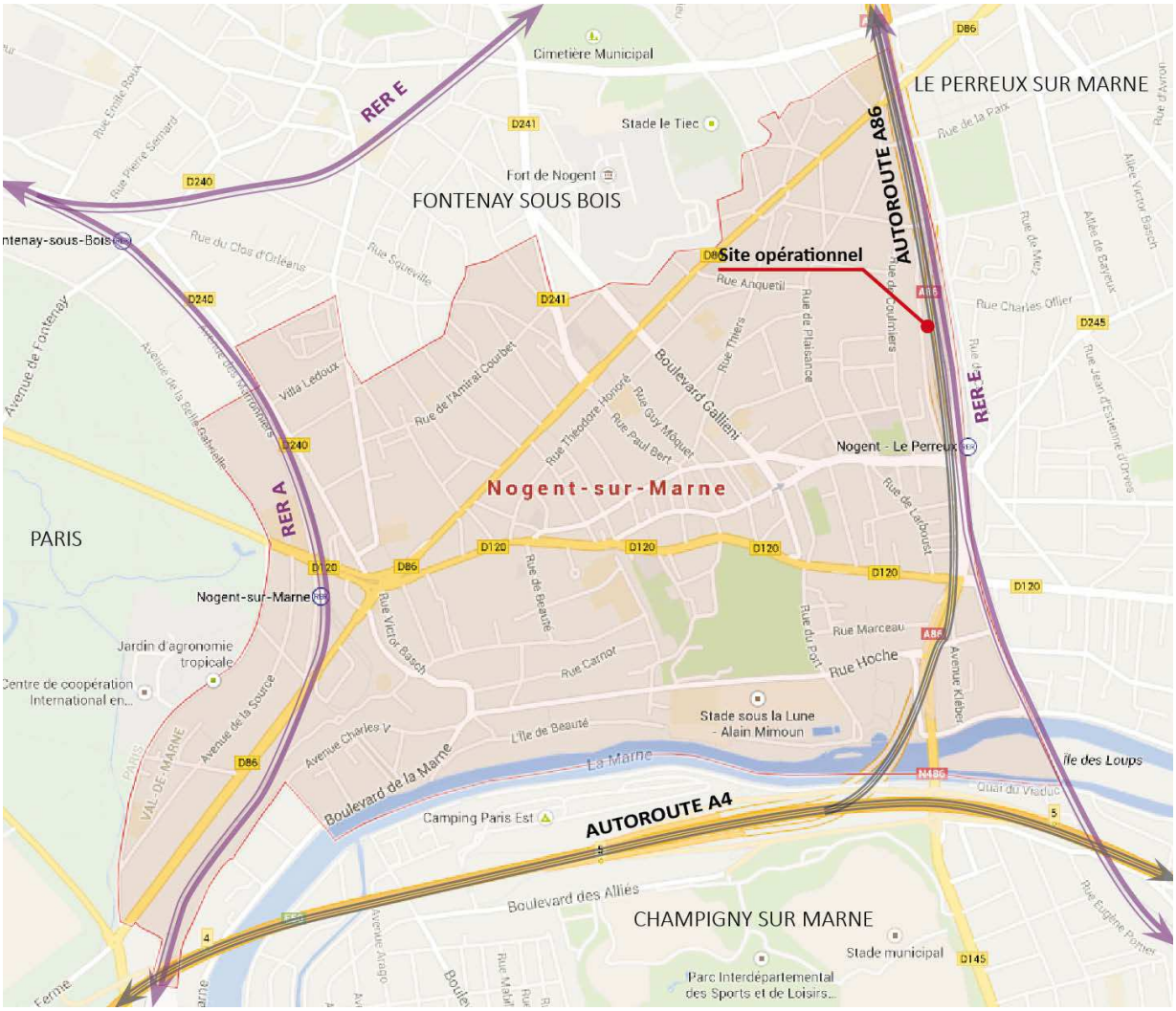


Figure 2 : Schéma de localisation de l'opération, réalisé à partir de Google maps, SPL

2.3 Périmètre du terrain d'assiette

Le plan ci-dessous est donné à titre indicatif, un relevé de géomètre avec la délimitation précise du terrain d'assiette sera fourni avec le programme technique.

Le terrain d'assiette représente 4 700 m² environ (représentée par le rectangle rouge du schéma ci-dessous). Il est délimité à l'Ouest par la rue Jean Monnet, au Sud par la clôture du parking de la Maison des Associations et de la Citoyenneté, à l'Est par la limite de propriété avec la SNCF et au Nord par le bâtiment Nord des anciens entrepôts ERVAL.

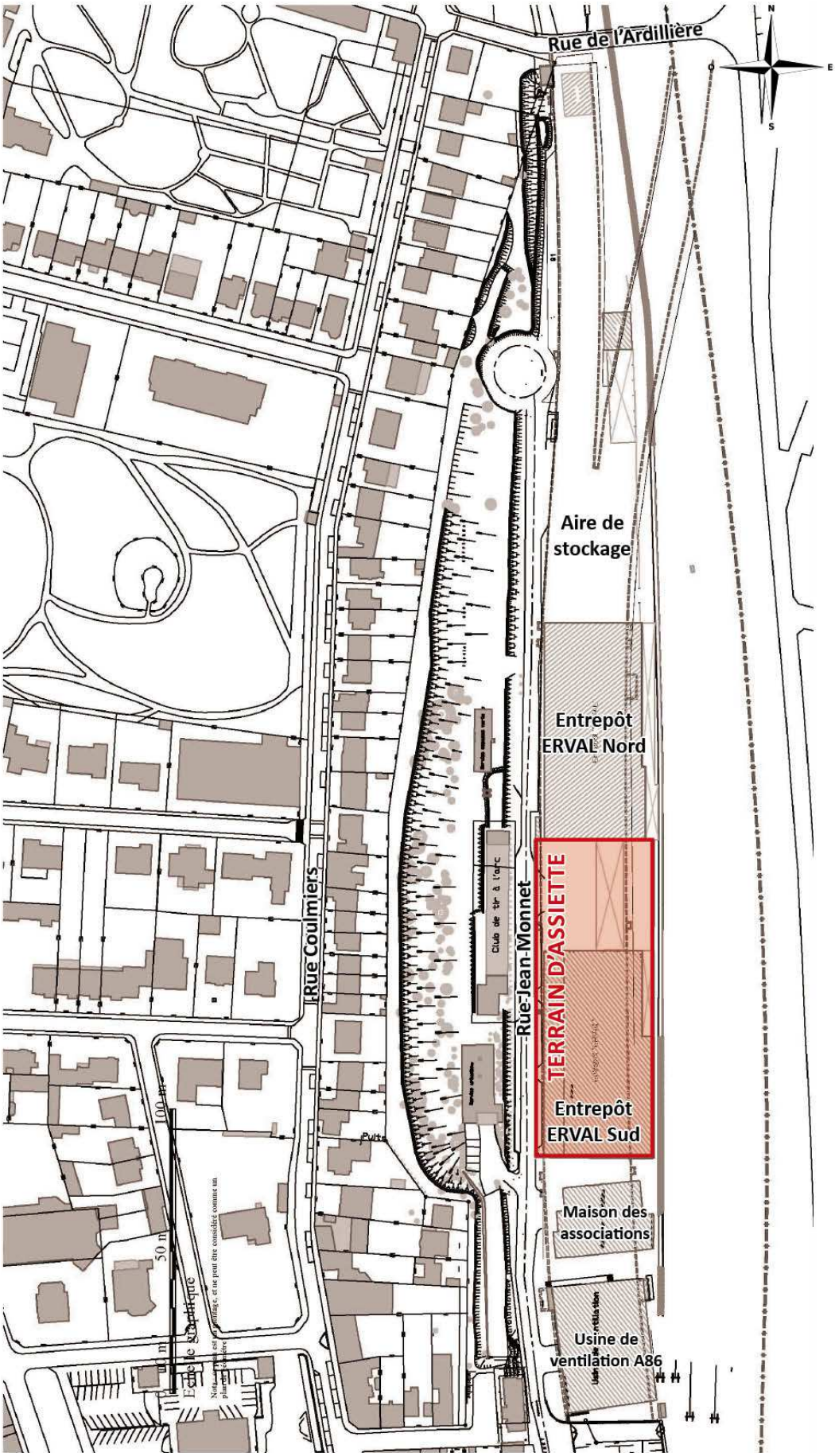

Rue de l'Ardillière
Aire de stockage
Entrepôt ERVAL Nord
TERRAIN D'ASSIETTE
Entrepôt ERVAL Sud
Maison des associations
Usine de ventilation A86
Rue Coulmiers
Rue Jean-Monnet
Club de tir à l'arc
Puits
100 m
50 m
Echelle graphique

Figure 3: Carte de délimitation du terrain d'assiette de l'opération, SPL

2.4 Propriété foncière

Le site opérationnel est **propriété de la ville de Nogent-sur-Marne**.

Sur l'emprise du tunnel autoroutier A86, la **propriété des tréfonds est à la DIRIF.**

Les propriétés foncières de la SNCF (attenante au site) et de la DIRIF (en tréfonds) impliquent la prise en compte de contraintes techniques fortes développées dans la suite du document.

2.5 Topographie

(Cf. Relevé de géomètre en annexe)

Le site opérationnel se trouve sur une zone plane entre la rue Jean Monnet et l'emprise SNCF. Conditions de desserte

2.5.1 Accès

L'accès au site s'effectue par la rue Jean Monnet. Celle-ci est **une impasse étroite dégradée à double sens de circulation**. Elle abrite un stationnement important et est encombrée des poids lourds et des camionnettes des commerçants les jours de marché.

A la suite de la réalisation du stadium, la rue Jean Monnet fera l'objet d'une requalification visant à en améliorer l'accessibilité et la qualité de la desserte. Ces travaux seront réalisés par la ville.

2.5.2 Mobilité et stationnement

La création de nouveaux équipements rue Jean Monnet accroit l'usage des déplacements doux et automobiles à proximité du site. Elle implique l'amélioration de la qualité d'usage de l'espace public et le développement de l'offre de stationnement.

2.5.3 Les contraintes liées à l'approvisionnement du chantier

Les futurs constructeurs devront considérer le passage sous l'Arche de la Scène Watteau (au sud de la rue Jean Monnet) qui pourrait constituer une contrainte dans l'approvisionnement du chantier (contraintes de hauteur).

2.6 Caractéristiques physiques

Le site opérationnel est situé dans une zone minérale peu qualifiée, sur l'emprise d'un entrepôt dégradé et de son auvent. Y sont stockées des tas de sables et matériaux par les services techniques. La zone était auparavant utilisée comme aire de fret par la SNCF puis par les activités de l'entreprise ERVAL.

Hors de l'emprise du projet, le nord des entrepôts ERVAL est occupé par une zone minérale de stockage utilisé par les services techniques municipaux.

A l'Est de l'emprise, la SNCF est propriétaire du terrain occupé en bordure du site par deux voies de chemin de fer délaissées mais non officiellement désaffectées. La position de l'emprise du site en bordure des voies SNCF lui confère une grande visibilité depuis les trains et les quais de la station RER E Nogent-Le Perreux.

A l'Ouest de la rue Jean Monnet, à proximité du site de l'opération, **un talus planté en friche abrite une végétation dense et foisonnante qui participe à l'identité du secteur**. Les locaux sportifs et les bâtiments des services municipaux semblent noyés dans cette masse végétale. Cette friche arborée

isole visuellement les habitants de la rue de Coulmiers des infrastructures routières et ferroviaires. Elle est classé en « Espace d'intérêt paysager » au PLU.

Figure 4 : Photographie d'ensemble, SPL

2.7 Les contraintes réglementaires

2.7.1 Les contraintes du Plan Local d'Urbanisme

(Cf. règlement du PLU en annexe)

Le site est placé en zone UR, il se voit donc appliqué les dispositions réglementaires communes à toutes les zones et celles spécifiques à la zone UR du PLU. L'ensemble de ces dispositions est issu du rapport de présentation du PLU.

Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

Débit de fuite limité à 2 l/s (selon prescriptions environnementales).

Les eaux issues de parkings de surface de plus de 5 places et des voiries devront subir un traitement de débourbage-déshuilage avant rejet dans le réseau interne d'eaux pluviales.

Les conditions de desserte des terrains par les réseaux d'assainissement devront respecter le règlement d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne.

Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol, fixée à 60% de la superficie de l'unité foncière, **pourra être portée à 80% pour les constructions à vocation de services publics ou d'intérêt collectif.**

Hauteur maximale des constructions : 18 mètres.

Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Stationnement automobile, deux-roues et poussettes : varient en fonction des besoins du projet. Au moins 10% des places destinées aux véhicules automobiles seront aménagées pour les véhicules électriques ou hydriques rechargeables, avec un minimum d'une place.

Dimensions des places de stationnement automobile :

- **longueur : 5,50 m ;**

- **largeur : 2,60 m ;**
- **dégagement : 6 m minimum.**

La réduction des normes de stationnement de 15% est effective sur le site (périmètre des 500 mètres de distance d'une gare RER).

Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations

Traitement paysager de qualité des aires de stationnement, plantées à raison **d'un arbre au moins pour 4 emplacements**.

Au moins **20% de la superficie du terrain doit être traité en espaces verts**.

Périmètres de protection des monuments historiques

Le site appartient au périmètre de protection des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques. Le projet est donc **soumis à accord de l'Architecte des Bâtiments de France.**

Servitudes radioélectriques

Le site est concerné par des servitudes radioélectriques. En effet, il est parcouru par le tronçon Chennevières-Andilly de la liaison Paris-Rouen II à la cote de 160 mètres ngf.

2.7.2 Les contraintes du PPRMT

Le PPRMT (Plan de réduction des Mouvements de Terrain) du département du Val de Marne définie trois zones de d'exposition aux risques. **Les zones B1** (au nord) **et B2** (au sud) **présentes sur le site sont les plus contraignantes**. En vertu de l'article L 562-1 du Code de l'Environnement, le règlement définit des mesures d'interdiction et les prescriptions qui y sont applicables. Ces dispositions, valant servitude d'utilité publique, visent à renforcer la sécurité des personnes, « à limiter les dommages aux biens existants et à éviter un accroissement des dommages dans le futur ».

2.8 Les contraintes liées à la construction sur le tunnel de l'autoroute

Présentation générale

Les entrepôts actuels ont été construits sur le tunnel de l'autoroute A86, dès son origine.

Le tunnel de l'A86 est constitué de « coques » de béton posées par tronçon sur une tranchée ouverte ensuite comblée jusqu'au niveau du terrain naturel.

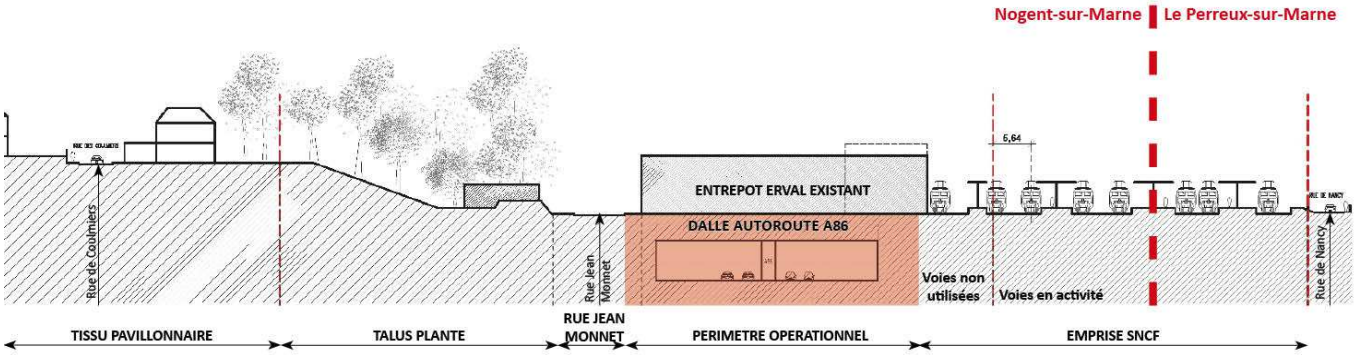


Figure 5 : Coupe générale de principe, issue du plan schématique transmis par la ville, SPL

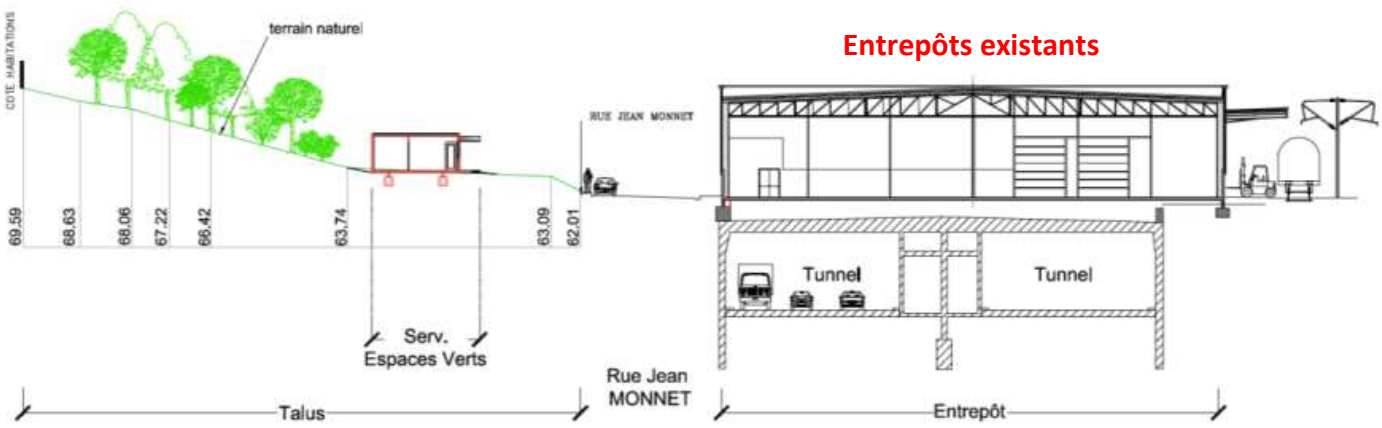


Figure 6 : Coupe de principe au niveau des entrepôts ERVAL, issue du plan schématique transmis par la ville

2.8.1 Les contraintes de surcharge de la dalle de couverture

(Cf. en annexe documents fournis par la DIRIF)

La dalle de couverture est en béton armé et dispose d'une double pente avec appui intermédiaire entre les deux voies de circulation. L'épaisseur de la dalle varie approximativement de 80 cm (au droit des piédroits) à 1,00 m (en partie centrale).

Cette dalle est recouverte d'une étanchéité mince, d'un béton poreux en protection de l'étanchéité (épaisseur 10 cm), d'un géotextile en matériau synthétique (bidim), puis d'un remblai d'épaisseur variable (entre 0,50 et 1,50 m).

La surcharge admissible de cette dalle de couverture est de 3,6 t/m².

Le département ingénierie ouvrages d'art de la DIRIF doit préciser la surcharge exacte au droit du projet. Toutefois, cette surcharge admissible permet l'utilisation des surfaces dans le cadre du projet et la parcelle permet de disposer l'ensemble des locaux à rez-de-chaussée afin de ne pas induire de charge complémentaire d'une structure intermédiaire.

Il devra être prévu, entre la dalle de couverture et le plancher bas du projet, un remblaiement en matériaux allégés. A ce titre, il sera fait une substitution du remblai existant.

Contraintes de surcharge

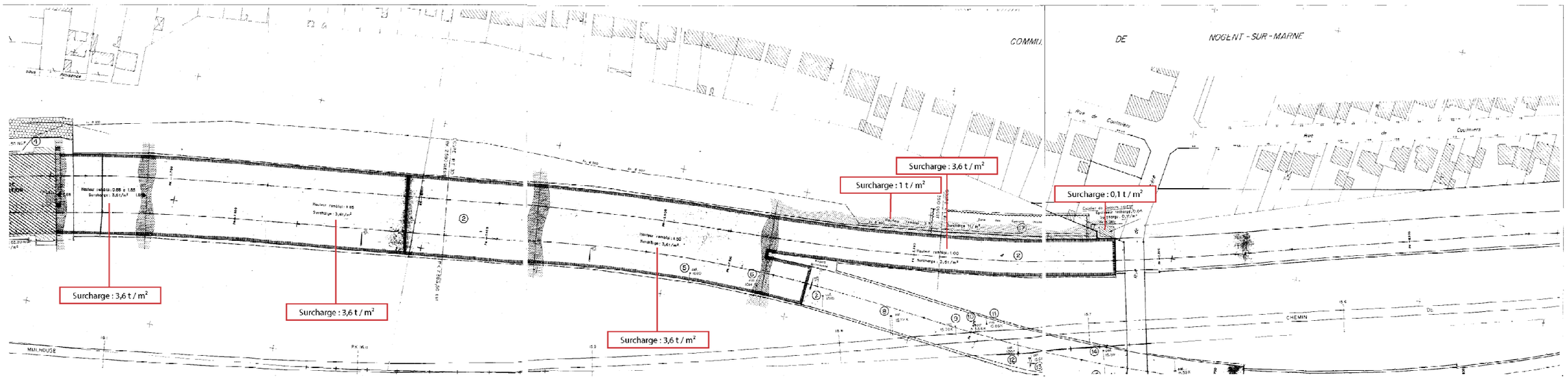


Figure 7 : Contraintes de hauteur de remblai, Carte réalisée à partir de la carte des contraintes de l'A86, DIRIF

Contraintes de hauteur de remblais

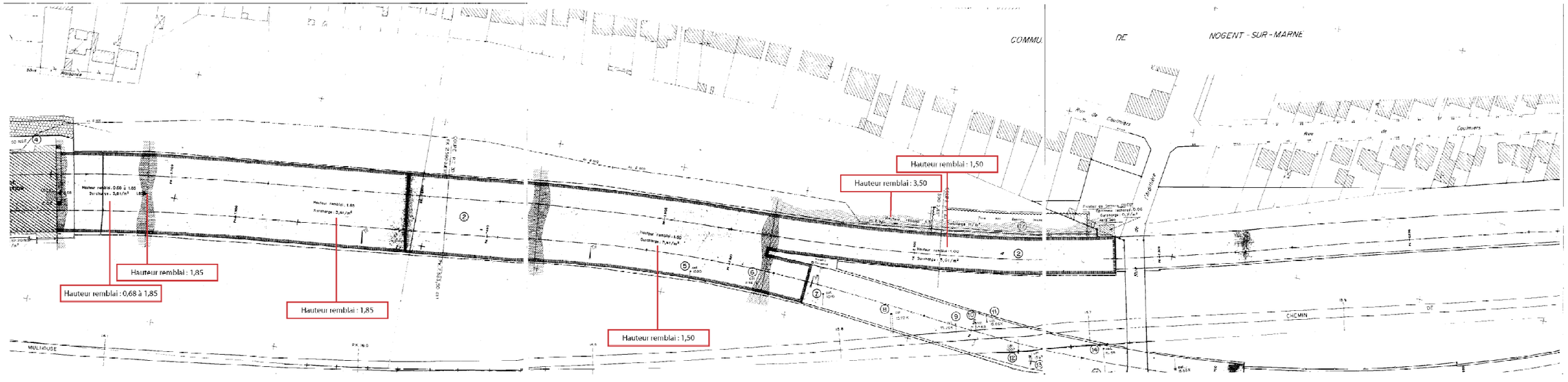


Figure 8 : Contraintes de hauteur de remblai, Carte réalisée à partir de la carte des contraintes de l'A86, DIRIF

473

2.8.2 Les fondations

(Cf. Etude géotechnique en annexe)

Les portiques des entrepôts actuels, anciens entrepôts de fret ensuite exploités par la société ERVAL, enjambent l'autoroute A 86 qui est fondée par parois moulées.

Ces portiques sont fondés sur le piédroit de l'autoroute en partie Est et sur un système de fondations superficielles en partie Ouest (côté voie SNCF).

Le département ingénierie ouvrages d'art de la DIRIF confirme qu'il est envisageable de maintenir ces dispositions dans la mesures où les charges des nouveaux bâtiments sont cohérentes avec celles des bâtiments existants.

Par conséquent, la structure porteuse du projet devra également enjamber l'autoroute A86. Compte tenu de la dimension des gymnases et de la largeur de l'autoroute (30 m environ), les salles de sports seront placées longitudinalement à l'A86.

L'**étude géotechnique** permettra de déterminer le système de fondation des bâtiments côté Ouest. Toutefois, si des fondations profondes (par pieux) s'avéraient nécessaires, il conviendrait de s'écarter de 2 m au minimum de l'extérieur de la paroi de l'autoroute. Le dimensionnement des pieux serait alors déterminé sans prendre en compte les frottements sur la hauteur du tunnel.

Côté Est, l'appui des fondations sur le piédroit du tunnel devra reprendre les dispositions actuelles. Il sera prévu un matériau d'interposition entre la fondation et le piédroit qui permettra de ne pas poinçonner l'étanchéité. De plus, il devra être prévu des drains pour permettre l'évacuation de l'eau circulant sur la dalle de l'autoroute.

A noter que sous la rue Jean Monnet, **un drain de diamètre 400 mm** permet d'évacuer l'eau située contre la paroi Est. Dans le cadre du projet, ce drain n'est pas impacté, mais toutes les dispositions seront prises, en phase chantier pour ne pas détériorer cette installation.

2.8.3 Les contraintes d'étanchéité

La dalle de couverture de l'autoroute devra être accessible en permanence. Si cette disposition ne peut être maintenue dans le cadre du projet, une convention d'accessibilité devra être établie entre la DIRIF et la ville de Nogent-sur-Marne.

2.8.4 Les contraintes liées à la pollution et à la qualité de l'air

Bien que le projet soit hors d'impact de l'usine de ventilation de l'autoroute A86, les équipements de rejet et de prise d'air du projet seront implantés, non seulement en respectant les exigences règlementaires, mais également en tenant compte des vents dominants.

Dans tous les cas, les débits de renouvellement d'air hygiéniques seront maintenus en toute circonstance en période d'occupation et les occupants pourront ponctuellement intervenir en vue d'adapter les débits au confort. De plus, les équipements de ventilation seront équipés de filtres à air à très faible pénétration.

2.8.5 Contraintes relatives à la sécurité incendie

Classification de la zone

Voir documents :

- En annexes : Synoptique de synthèse protection feu : le synoptique des protections au feu mise en place dans le cadre de l'opération de modernisation du tunnel de Nogent (plan d'exécution), Source : DIRIF.
- En annexe : Plans de génie civil de l'issue de secours n°268 dont les travaux vont débuter à la

fin du mois de mars (plans de conception ACT/DCE), Source DIRIF

- En annexe : Etat de référence tenue au feu et exploitation (document envoyé par la DIRIF à la ville de Nogent au moment des études de la maison des associations), extrait du dossier de sécurité de 2004 du tunnel de Nogent, est précisé une contrainte maximale admissible (§5.1.3.2.), Source DIRIF

Le tunnel, pour sa partie située sous le projet, dispose d'un classement N1 (car ne recevant pas de public).

Le niveau de protection dépend de l'occupation des sols (présence ou non de personnes sur le site). Il s'agit d'un zonage (N0 à N3) réglementé qui est établi en accord avec le préfet (circulaire valant instruction technique). L'autorisation d'ouverture de l'ERP est soumise à l'avis favorable du préfet.

Dans le cas de l'implantation d'un ERP, **une classification de niveau N3 s'impose**.

Elle implique la pose d'écrans thermiques (hors marché) de niveau N3 dans le tunnel, les issues de secours et les gaines d'évacuation des fumées. L'organisation du chantier est compatible avec les travaux de construction.

Contraintes d'évacuation du tunnel autoroutier

La réglementation N3 implique la possibilité d'évacuer le stadium en moins de 4 heures (contre 2 heures pour la réglementation N1).

Un **système de référencement** de l'équipement auprès des services de la DIRIF est nécessaire. En effet, la mise en place d'un système d'alerte ou de signal reliant le tunnel et le stadium permettra à la DIRIF de contacter le stadium pour déclencher l'évacuation de ce dernier en cas d'incendie dans le tunnel.

Une zone d'évacuation pour le gymnase et le tunnel hors dalle de couverture A86 est à prévoir.

Issues de secours et servitudes de passage

Dans le cadre de la création d'une nouvelle issue de secours, au niveau de l'entrepôt ERVAL Nord, la DIRIF confirme l'obligation d'une **servitude de passage** au Nord de l'entrepôt (hors terrain d'assiette de l'opération). Ce passage peut être reporté par rapport à l'issue de secours jusqu'à une quinzaine de mètres. Il doit être de largeur suffisante à permettre l'intervention des véhicules de secours. Les véhicules de secours intervenant maintenant à partir des issues de secours plutôt que par les extrémités du tunnel.

Stationnement

Le stationnement sur la dalle de couverture du tunnel de l'autoroute A86 est autorisé. Il ne fait pas l'objet de problèmes de charge et la classification N3 n'y est pas obligatoire.

Fumées

Absence de fumées en cas d'incendie sur le site de l'opération. Les fumées d'incendie sortiraient de l'usine de ventilation A86 (située au sud de la maison des associations) et se rependraient autour de la Maison des Associations et du théâtre Scène Watteau.

2.8.6 Contraintes liées à l'assainissement

Projet soumis à l'accord préalable et écrit de la DIRIF.

Le propriétaire foncier aurait la faculté d'utiliser le réseau d'assainissement situé à l'Ouest de la tranchée couverte A 86 Ouest pour y brancher les canalisations d'assainissement EP nécessaires au

fonctionnement de ses installations à la condition de ne pas compromettre le fonctionnement du réseau en général et d'assurer l'entretien et l'exploitation normaux du tronçon situé dans l'aire de stockage du centre technique municipal.

Tout aménagement extérieur de ce type qui serait situé au voisinage de la tranchée couverte A86 devrait maintenir en bon état de fonctionnement le réseau de drainage de celle-ci. En particulier, aux abords de la structure de la tranchée couverte, aucun terrassement sous le niveau de la dalle de couverture ne serait toléré. Aucun branchement sur le regard situé à l'Est de la tranchée couverte ne serait toléré.

2.8.7 Contraintes liées à l'occupation des sols

Projet d'installation soumis à l'accord préalable et écrit de la DIRIF, portant en particulier sur les conditions techniques à respecter.

2.9 Contraintes géotechniques

(cf. annexe résultats étude de sol)

2.10 Les contraintes liées au bruit et aux vibrations

(cf. annexe résultats diagnostic acoustique et vibratoire)

Acoustique :

La réglementation acoustique ne concerne pas les équipements sportifs de type stadium.

Vibratoire :

Les circulations ferroviaires et autoroutières, sources externes de vibration, peuvent constituer un problème pour les constructions.

La circulation autoroutière produit généralement des vibrations dont les fréquences se situent principalement dans la plage 5-25 Hz (oscillations par seconde). L'amplitude des vibrations, mesurée en accélération, varie entre 0,005 et 2 m/s2 (0,0005 et 0,2 g) ; mesurée en vitesse, elle est comprise entre 0,05 et 25 mm/s. Les fréquences dominantes et l'amplitude de la vibration dépendent de plusieurs facteurs : état de la chaussée, poids, vitesse et suspension du véhicule, ….

Les sources de vibration peuvent entraîner deux conséquences principales :

- **La gêne sur les usagers :**

Même si la vibration des bâtiments sous l'effet de la circulation routière ne met pas en jeu la santé, ni la sécurité des occupants, elle peut constituer un désagrément pour eux. Les vibrations peuvent être jugées inacceptables en raison des sensations physiques gênantes qui en résultent.

Toutes les mesures doivent être prises par le concepteur pour atténuer ces vibrations et les adaptées à l'exploitation du stadium. Les résultantes des niveaux de vibration devront se situer sous le niveau de perception.

- **Le risque d'endommagement des bâtiments :**

Dans certains cas, lorsqu'un bâtiment est soumis à des vibrations pendant de nombreuses années, il peut y avoir endommagement sous l'effet de la fatigue.

D'autre part, le niveau de vibration peut également contribuer au processus de dégradation du bâtiment attribuable à d'autres causes (déformations résiduelles, tassement du sol, cycles d'humidité et de température, …).

L'étude vibratoire lancée permettra de définir l'ensemble des mesures conservatoires à prendre pour limiter l'impact de ces vibrations sur la structure.

3. Schéma directeur d'aménagement

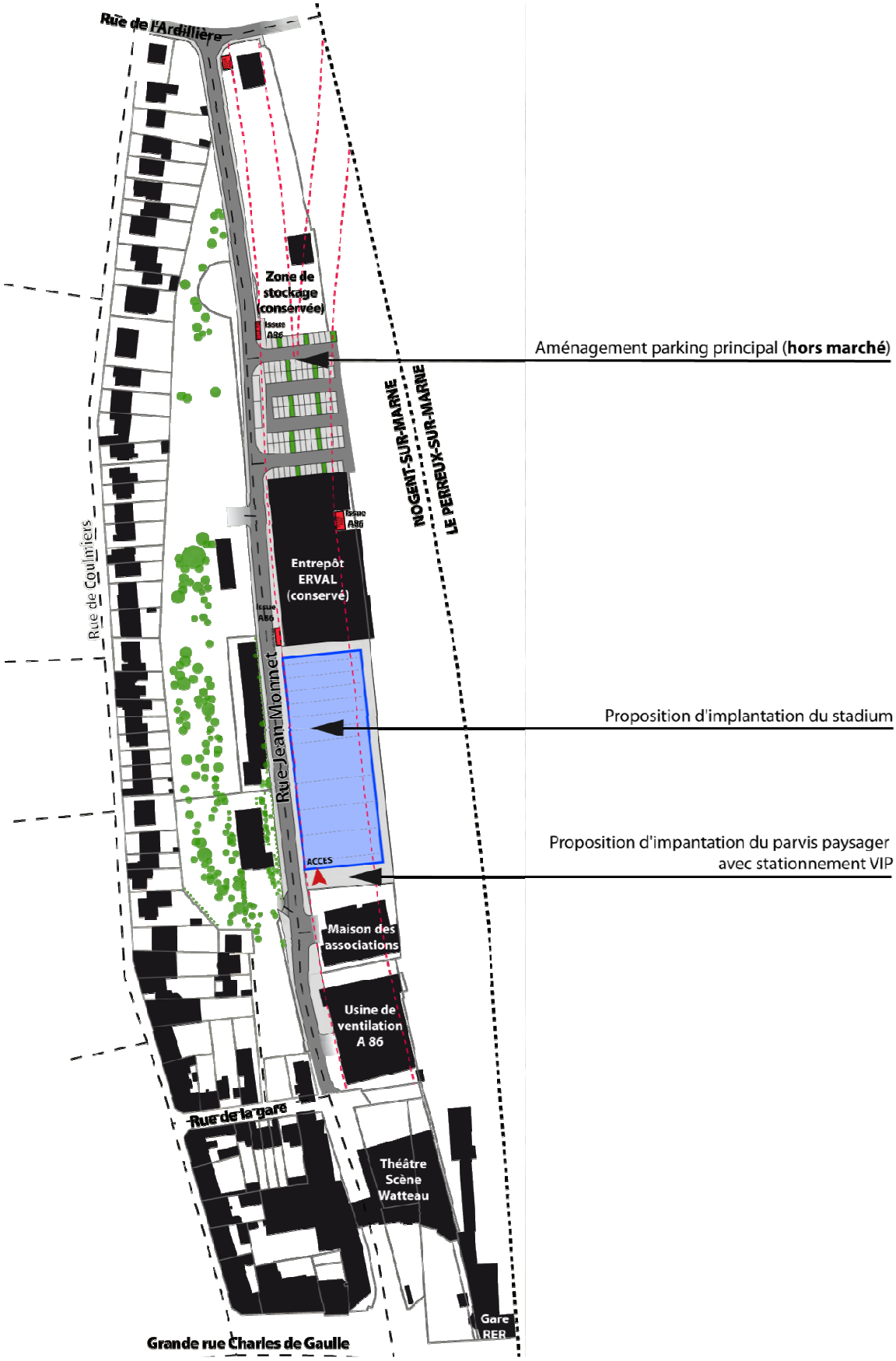


Figure 9 : Principe d'organisation générale, SPL

Les préconisations du schéma directeur indiquées dans les chapitres qui suivent, sont issues des réflexions urbaines élaborées et validées pendant la phase d'études préalables.

3.1 Organisation de la parcelle

La parcelle est organisée de la manière suivante :

- Le stadium sera implanté dans l'espace compris entre l'entrepôt ERVAL Nord et le parking de la maison des associations. Il sera séparé du parking de la Maison des Associations par un parking paysager équipé d'une dizaine de places de stationnement.
- Le parking principal de l'équipement (hors marché), sera aménagé à distance du stadium, en bordure nord de l'entrepôt ERVAL Nord.

3.2 Accès

Accès piétons

Le stadium sera accessible par le hall d'entrée via un parvis paysager aménagé, entre la rue Jean Monnet et l'emprise SNCF, face au parking de la maison des associations. Il sera mutualisé avec l'accès aux services municipaux des sports et de la vie associative.

Depuis l'espace public, l'équipement devra être aisément identifiable. Une attention particulière sera portée à la perception de l'entrée de l'équipement notamment pour les personnes présentant des déficiences visuelles (repère au sol, volumétrie de l'entrée perceptible).

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 17 mai 2006 relatif au cheminement extérieur : « Un cheminement accessible doit permettre d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain. Le choix et l'aménagement de ce cheminement sont tels qu'ils facilitent la continuité de la chaîne du déplacement avec l'extérieur du terrain. Le cheminement accessible doit être le cheminement usuel, ou l'un des cheminements usuels ».

Le cheminement accessible permet notamment à une personne ayant une déficience visuelle ou auditive de se localiser, s'orienter et atteindre le bâtiment en sécurité et permet à une personne ayant une déficience motrice d'accéder à tout équipement ou aménagement donné à l'usage.

Lorsqu'il existe plusieurs cheminements, les cheminements accessibles sont signalés de manière adaptée. Les principaux éléments structurants du cheminement doivent être repérables par les personnes ayant une déficience visuelle.

L'entrée principale sera accessible à tous. Dans le cas de la présence d'un SAS, le sol sera plan et une distance de 1,40 m minimum en amont comme en aval, permettra à une personne en fauteuil de suivre son parcours sereinement (sans risque de percuter les portes du sas).

En général la porte d'entrée principale est électriquement commandée depuis la loge d'accueil sur demande de l'utilisateur par l'intermédiaire d'une sonnette. Il conviendra de porter une attention particulière à l'accessibilité de cette commande. La sortie se fait par décondamnation de la porte via un bouton poussoir placé à proximité de cette dernière.

Accès véhicules

L'accès des véhicules se fera depuis la rue Jean Monnet.

3.3 Stationnement

Le traitement paysager du parking devra être en accord avec les prescriptions du PLU.

L'aire de stationnement principale du stadium n'appartient pas au présent marché.

Cette dernière comprend l'aménagement :

- d'un parking public d'environ 80 places VL ;
- de places de stationnement pour les 2 roues, les cars et la logistique.

3.4 Espaces extérieurs

Le présent marché prévoit l'aménagement des abords immédiats du bâtiment, dont l'aménagement d'un parvis équipé d'une dizaine de places de stationnement pour les besoins des VIP entre l'extrémité sud du stadium et le parking de la maison des associations.

L'aménagement de cet espace devra intégrer un traitement paysager.

4. Principes fonctionnels généraux

Principes fonctionnels généraux

Le futur complexe sportif regroupe deux entités sportives, disposées dans la continuité l'une de l'autre :

- la salle multisports événementielle destinées aux entraînements et aux compétitions de niveau départemental à national ;
- dans sa continuité, la salle multisports pédagogique et son mur d'escalade.

Le schéma fonctionnel général de l'opération s'organise autour des objectifs suivants :

- la continuité des deux salles multisports et la plurivalence des activités proposées (selon la définition d'un « stadium ») ;
- la création d'un espace modulable en fonction des activités souhaitées et proposées (événementiel, scolaires, compétitions…) ;
- la facilité des contrôles et de l'exploitation ;
- la recherche d'une convivialité optimum.

Les services municipaux des sports et de la vie associative, seront en étage et partageront le même espace d'accueil que l'équipement sportif.

Principales fonctions souhaitées

L'opération d'aménagement comprend la mise en place d'un gymnase de type « C » augmenté d'une salle de sports de type « B », polyvalente, ainsi que des bureaux des services municipaux des sports et de la vie associative. Cet équipement devra intégrer des exigences de polyvalence des activités pratiquées et constituera un équipement très performant à tous points de vue et en particulier pour ce qui concerne les moyens en audiovisuel.

Le programme proposé répond aux besoins suivants :

Des salles de sports composées d'un gymnase et d'une salle de sports polyvalente (« multisports ») pouvant accueillir :

- des compétitions de handball de niveau national en présence de publics, compétitions, de basket-ball et tir à l'arc ;
- des compétitions de niveau départemental et scolaire en présence de remplaçants ou de famille ;
- des entraînements de basket-ball, badminton, handball, volley-ball, tir à l'arc, voire tennis de table…
- des activités d'éducation physique et sportive pour les scolaires avec une capacité de 2 à 4 unités pédagogiques ;
- des entraînements à l'escalade ;
- des espaces de change et de soins, destinés aux utilisateurs (sportifs, scolaires, arbitres, professeurs) ;
- des réunions conviviales à l'issue de compétitions ou d'entraînement ;
- des espaces destinés au personnel d'exploitation et d'entretien des locaux.

Les bureaux des services des sports et de la vie associative pouvant accueillir :

- des espaces de travail et de réunion ;
- des espaces de réserve et de stockage de matériel.

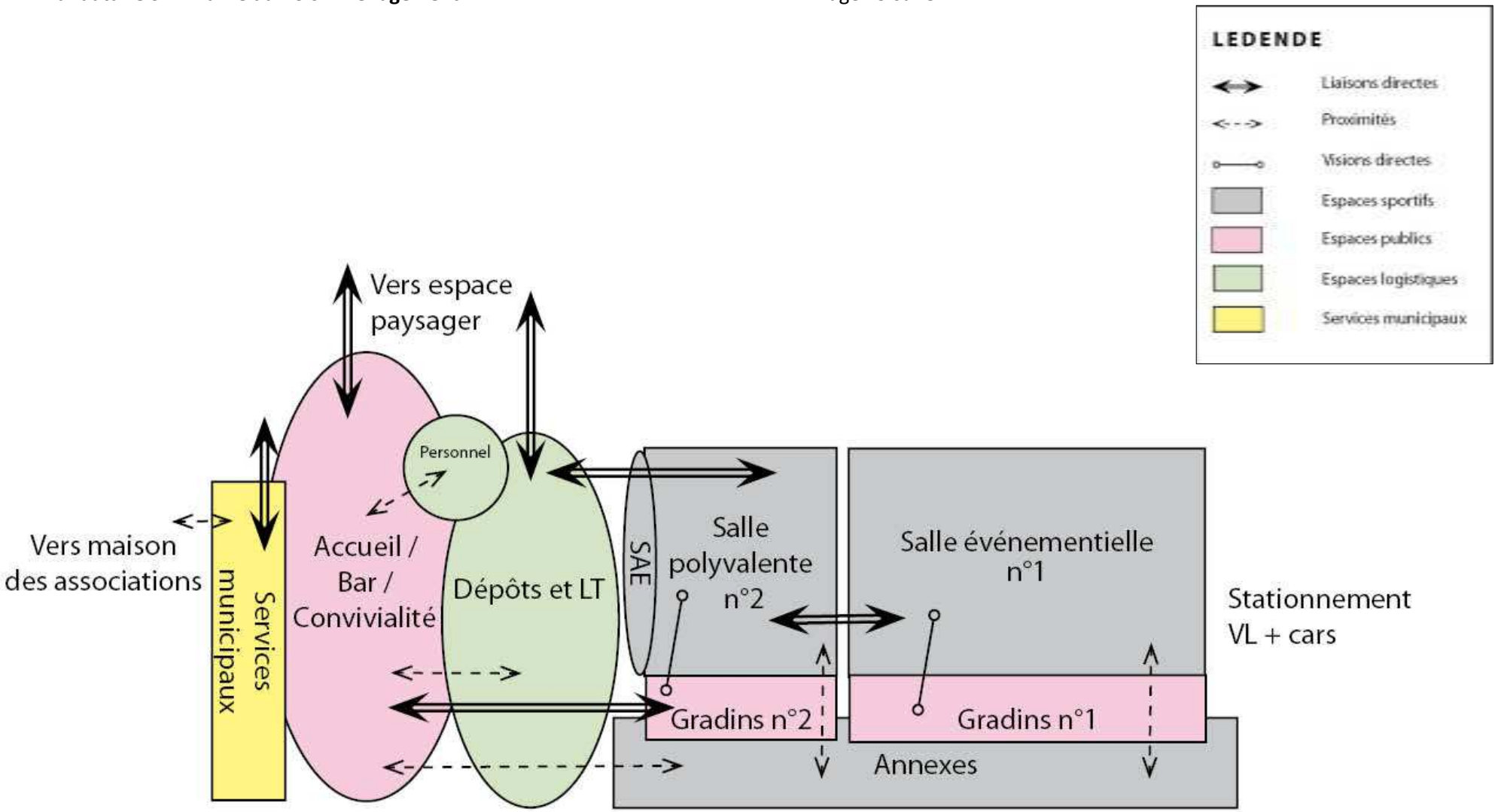


Figure 10 : Schéma proposition de variante, SPL

5. Public / Effectif

Public

Quatre typologies de public sont accueillies dans les gymnases :

- les scolaires,
- les associatifs (clubs privés),
- les individuels : ce sont des usagers qui souhaitent pratiquer un sport librement, hors d'une association,
- le personnel de l'équipement sportif et des services des sportifs et de la vie associative.

Le public et les familles/accompagnants pourront également être présents dans les gradins ou les espaces de convivialité à certaines occasions.

Les services municipaux de la vie associative et des sports accueilleront principalement des employés municipaux.

Effectif

La capacité maximale instantanée admissible dans le complexe est estimée entre 301 et 700 personnes, ce qui place l'établissement en ERP de 3ème catégorie.

Les données relatives à l'effectif sont données dans le chapitre « tableau des surfaces » du présent document. Ces données sont des valeurs indicatives par pôle fonctionnel, elles permettront aux concepteurs d'organiser au mieux les espaces.

6. Gestion

L'équipement vise à développer une véritable offre de services et à pallier au déficit historique de gymnases sur la commune ; l'objectif est de réaliser un équipement phare qui anticipe le développement démographique de Nogent. Il permettra de libérer des créneaux dans d'autres gymnases pour développer la diversité des pratiques sportives.

6.1 Modes de gestion

L'équipement public sera géré aux horaires d'ouverture par au moins deux personnes.

Cet effectif, mutualisé avec le personnel d'accueil des bureaux des services des sports et de la vie associative, sera positionné de chaque côté de l'espace d'accueil (côté bureaux des services et côté vestiaires).

Cet effectif de deux personnes permettra d'une part le filtrage des entrées et sorties du bâtiment et d'autre part le contrôle de l'accès aux vestiaires.

6.2 Horaires

Les horaires d'ouverture doivent être adaptés à son utilisation. En effet, il faut pouvoir accueillir tout au long de la journée les scolaires, les associations et les individuels. Ainsi, les gymnases sont ouverts tous les jours de la semaine : du lundi au samedi de 7 h à 23 h ; le dimanche de 7h à 18h.

6.3 Entretien

L'entretien est effectué par les ouvriers professionnels. Cet entretien se fait à grande eau dans les locaux équipés de siphons de sol et à l'auto laveuse dans les autres locaux. Il est demandé une hygiène rigoureuse de tous les locaux du gymnase et plus spécialement les vestiaires, les sanitaires, la salle anti-dopage et l'infirmerie.

La fréquence de nettoyage dépend du nombre d'utilisateurs et de vestiaires, mais il est impératif que tous les vestiaires et les sanitaires soient nettoyés au moins une fois par jour.

7. Organisation fonctionnelle et qualité d'usage par pôle

8.1 Les espaces d'accueil du public

Le public et les familles devront bénéficier d'un accès spécifique pour atteindre leur place en gradins ou l'espace de convivialité qui pourrait également servir d'espace d'attente pour les parents accompagnant leurs enfants aux entraînements.

8.1.1 Le hall d 'accueil

Le hall d'accueil a pour fonction le contrôle des entrées et sorties, l'accueil et l'information des sportifs, des scolaires et du public. Son accès se fera de plain-pied depuis le parvis associé à l'espace paysager qui valorisera le site. Il constituera un espace d'attente pour les groupes et de communication entre intérieur et extérieur.

Il permettra l'accès au déambulatoire.

Il pourra être animé par des vues sur les espaces de pratique, des panneaux d'affichage et des écrans dédiés à la transmission d'informations, aux sponsors et à la retransmission des matchs.

Ce hall permettra une lecture évidente des accès aux vestiaires et aux gradins.

L'espace d'accueil devra disposer d'un SAS d'entrée permettant le filtrage des entrants. Un système de l'organisation pieds sales / pieds propres devra être prévu.

L'espace d'accueil disposera de deux postes de travail distincts :

- Un accueil « vestiaires » : bureau vitré double vue sur l'entrée et sur la salle sportive. Il pourra être occupé à l'arrière par le bureau du personnel (il ne sera pas mélangé avec les services municipaux). Fonctions : contrôle des cartes sportives, contrôle de l'accès aux vestiaires…
- Un accueil « filtrage ». Fonctions : surveillance des entrées et accès aux services municipaux.

Les arbitres devront disposer d'un accès spécifique aux salles sportives.

L'accès aux services municipaux s'effectuera par l'espace d'accueil.

L'espace d'accueil englobera l'espace de convivialité avec bar.

8.1.2 L'espace de convivialité avec bar

L'espace de convivialité avec bar sera intégré dans le hall d'accueil. Il aura pour fonction d'offrir aux usagers un espace de rencontre à l'issue des compétitions et des entraînements et d'attente des accompagnants. L'espace sera équipé d'un bar et de réserves propres aux différentes associations.

La recherche de convivialité et d'ambiance de cet espace est une thématique prioritaire.

Le bar sera un élément fort de cet espace convivial. Il sera positionné le long du mur, sur toute la

longueur de l'espace d'accueil.

8.1.3 Le foyer déambulatoire

Le foyer déambulatoire sommital a pour fonction la desserte des salles multiports. Il se situera de plain-pied avec l'espace de convivialité.

Il sera réparti sur deux niveaux :

- en RDC, il permettra l'accès aux vestiaires, infirmerie et salle anti-dopage.
- au R+1, il devra permettre l'accès au sommet de la SAE (pour la gestion/maintenance des installations techniques d'escalade). Il permettra également l'accès aux gradins fixes des salles n°1 et 2.

8.1.4 Les sanitaires

Les sanitaires devront être facilement repérables et accessibles depuis les vestiaires, les tribunes et l'accueil/ l'espace de convivialité. Ils seront utilisés par le public et les sportifs.

Les sanitaires hommes / femmes / PMR seront séparés. Pour l'ensemble de l'équipement sportif, ils seront prévus pour un effectif de 100 personnes, soit 4 sanitaires : 2 WC et 2 urinoirs.

L'hygiène de cet espace est une thématique prioritaire.

8.1.5 Les gradins

Les gradins ont pour fonction l'accueil des spectateurs et de la presse (salle n°1). Ils devront être accessibles aux PMR et prévoir des places assises pour ceux-ci.

Ils seront distribués par le foyer déambulatoire. Ils devront se situer à proximité des sanitaires publics, hall d'entrée, accès de secours et espace de convivialité et être en liaison directe avec le foyer déambulatoire.

Un intérêt particulier sera porté aux questions acoustiques de ces espaces.

Les gradins de la salle n°2 auront une capacité de 100 places.

La capacité des tribunes fixes de la salle n°1 sera fixée à 250 places. Cependant, les conditions d'homologation interrégionales des terrains de handball impliquant une capacité de 500 places, des tribunes mobiles d'une capacité fixée à 250 places devront pouvoir être ajoutées en périphérie du terrain (sur l'emprise de la salle n°2 ; derrière les filets de protection). Les gradins fixes et mobiles seront donc disposés en « L » autour du terrain sportif n°1.

8.2 Les espaces sportifs

Les espaces de pratique pourront constituer une animation du hall d'accueil général.

Pour cet ensemble d'activités sportives, il est souhaité une entrée commune pour les sportifs et le public. En revanche, l'accès aux vestiaires de chacun des gymnases sera contrôlé et réservé aux sportifs, aux scolaires et à leurs accompagnants.

Les sportifs de pratiques individuelles pourront accéder aux vestiaires ramasseurs de balles et déposer leurs vêtements dans des casiers individuels.

Certaines implantations nécessitent une implantation en articulation avec les activités sportives : le dépôt général des mobiliers sportifs, l'infirmerie, la salle de contrôle anti-dopage, les vestiaires

« ramasseurs de balles ».

8.2.1 Les salles multisports

Il s'agit d'un ensemble d'espaces sportifs constitué d'une grande salle de type « C » (la salle n°1) et d'une demi salle de type « B » (salle n°2), placées dans la continuité l'une de l'autre.

Elles seront séparées par rideau séparatif et un filet de protection type HUCK (placé à 1 mètre derrière le fond du but de handball de la salle n°1). La salle 1 disposera en plus d'in second filet de protection afin de la séparer en son milieu si nécessaire.

Ces dispositions impliquent la mise en place de rails. Ces trois entités (salle n°2 ; salle n°1 partie 1 et salle n°1 partie 2) devront disposer d'un système d'éclairage et d'un équipement vidéo spécifiques (cf. Programme technique)

Les salles sportives se situent après un passage obligé des vestiaires. Elles devront donc se situer à proximité de ces vestiaires. Des liaisons avec des dépôts sont également nécessaires ; de même que des liaisons visuelles avec l'espace de convivialité.

Les salles devront constituer des espaces libres d'obstacles disposant d'une hauteur sous plafond importante et d'un éclairage naturel sommital. La question du confort hygrométrique et la température des salles est indispensable au bon déroulement des activités sportives.

Les questions de l'affichage et de la sonorisation / acoustique sont prioritaires dans ces salles.

Le sol sportif devra être continu dans les espaces sportifs, sans ressaut ni emmarchement (pour permettre la manutention du matériel et le passage de l'auto-laveuse).

Cette configuration permettra de retrouver une capacité de subdivision de l'espace et de fractionner l'accueil des classes tout en conservant la vocation plurivalente du stadium. Elle permettra une meilleure gestion de l'équipement et un enrichissement dans sa dimension d'accueil des écoles, du CNIS et des associations scolaires.

La salle n°1 a pour vocation d'accueillir des compétitions de niveau national, départemental ou régional. Pour ce faire, elle entrera dans le cadre d'une homologation (cf : chapitre homologation du dossier).

Les tracés seront ceux du handball ; du basketball, du volley et du badminton (2 terrains). On pourra également y implanter des cibles mobiles de tir à l'arc (face aux gradins et avec un recul minimal de 16 mètres de ceux-ci).

La salle n°2 aura une vocation pédagogique. Elle accueillera en outre : la structure d'escalade (16 voies espacées de 1,5 mètre chacune) (cf. chapitre suivant) et des ancrages de gymnastique.

8.2.2 Le mur d'escalade

Le mur d'escalade sera intégré à la salle n°2. Sa pratique ne pourra donc pas être simultanée avec celle de la salle sportive.

il s'agit d'une Structure Artificielle d'Escalade (SAE) de niveau départemental. Pour obtenir ce niveau, il est impératif de rentrer dans le cadre d'une homologation (cf : chapitre homologation du dossier).

Une attention particulière devra être portée aux questions de sécurité (risques de chutes), de pédagogie et de qualité des matériaux.

Les concepteurs devront attacher une importance aux questions de confort hygrothermique (pour le bon déroulement des activités sportives) et acoustique de la salle.

Il sera disposé du côté des bureaux des services de sports et de la vie associative. Cette disposition

permettra le passage d'une galerie technique en R+1 pour l'entretien de la structure d'escalade.

8.2.3 Les vestiaires

Les vestiaires sont destinés aux fonctions de déshabillage, dépôts des vêtements et effets personnels des sportifs individuels, professeurs/arbitres et scolaires (vestiaires collectifs). Ils seront composés d'un espace de déshabillage (zone sèche), d'une salle d'eau (zone humide) et d'un sas d'essuyage. Les questions hygiène sont prioritaires dans ces espaces.

Les vestiaires se situeront de plain-pied à proximité du hall d'accueil et seront un passage obligé entre le hall et les salles de pratique. La vision directe des zones de déshabillage depuis le hall ou l'espace de pratique est proscrite.

Les vestiaires sont au sein de l'équipement au nombre de 14 répartis de la manière suivante (séparation hommes et femmes) :

- Salle n°1 : 4 vestiaires collectifs (2H/2F) et 2 vestiaires pour arbitres (1H/1F) ;
- Salle n°2 : 4 vestiaires collectifs (2H/2F), 2 vestiaires pour arbitres (1H/1F) et 2 vestiaires ramasseurs de balles (1H/1F).

8.2.4 La salle anti-dopage

La salle de contrôle anti-dopage est destinée aux prélèvements sanguins, d'urine et autre en vue d'identifier les sportifs dopés. Cet espace est à destination des sportifs en clubs et sportifs individuels.

Cet espace est composé d'un bureau avec téléphone et poste informatique, d'un espace d'attente pour 6 personnes et d'une zone humide accessible du bureau avec douche, WC et lavabo.

Dans cet espace, les conditions d'hygiènes sont primordiales.

La salle de contrôle anti-dopage sera située de plain-pied, en articulation avec les espaces de pratique sportive.

8.2.5 L'infirmerie

L'infirmerie est destinée aux premiers soins. Cet espace est à destination des sportifs, scolaires ou publics souffrants. Cet espace devra prévoir un poste d'infirmière et pourra également réaliser les premiers soins du personnel.

Cet espace est composé d'un espace de soin comprenant un bureau avec téléphone et poste informatique et d'une zone humide accessible du bureau avec douche, WC et lavabo.

Dans cet espace, les conditions d'hygiènes sont primordiales.

L'infirmerie sera implantée en articulation avec les salles sportives. Elle sera facile d'accès depuis le hall d'entrée. De plus, elle devra être repérable aisément et se situera à proximité des salles de pratique et de la sortie pour faciliter l'évacuation des brancards.

8.2.6 Le bureau banalisé

Ce local, à destination des arbitres et professeurs, sera destiné aux démarches administratives et au traitement des résultats.

Il disposera de vues vers l'espace de pratique n°1 et se situera de plain-pied avec celui-ci.

Cet espace sera équipé d'un bureau avec téléphone. Il permettra la gestion de la sonorisation de la salle. Le bureau banalisé sera équipée de matériel sono et vidéo spécifique (cf. Programme technique).

8.3 Les espaces logistiques

8.3.1 Les dépôts de matériel

Ces espaces serviront à entreposer les mobiliers et matériels sportifs au plus proche des différents espaces sportifs. Ils seront utilisés par les professeurs et les moniteurs des clubs sportifs.

Ils devront se trouver de plain-pied avec les espaces sportifs et en liaison avec les salles n°1 et 2. Ils devront desservir séparément les deux salles sportives.

Les dépôts clubs et scolaires devront se trouver sur la liaison vestiaires / salle de pratique. Ils permettront le dépôt des équipements et matériels pédagogiques propres à chaque discipline et à chaque niveau de pratique.

8.3.2 Le local du personnel

Le local du personnel devra être un espace convivial dans lequel les membres du personnel pourront ranger leur effets personnels et de restaurer lors des pauses. Il devra être équipé d'un coin cuisine.

Ce local sera situé à première vue. Il pourra se situer en partie arrière du bureau d'accueil, attendant à celui-ci.

8.3.3 Le bureau d'accueil

Le bureau d'accueil aura pour fonction d'accueillir, d'informer et d'orienter les scolaires, sportifs et publics. Il sera à destination du personnel (un poste). Il permettra :

- le contrôle de l'alarme technique, des luminaires et de commandes électriques ;
- la gestion du standard téléphonique, du système de sécurité incendie, de l'alarme anti-intrusion, des moniteurs de surveillance et du pupitre de commandes ;
- la mise à disposition des différentes clefs (boite à clef non accessible au public).

Il sera également le PC pour le nettoyage et l'entretien des installations (contrôle GTB).

Il sera composé d'un bureau avec ligne téléphonique (dont ligne directe pour les liaisons de sécurité), poste informatique et internet.

Il devra être bien visible dès l'entrée et ouvert sur le hall. Il sera facilement repérable et offrira une vision sur l'extérieur.

Ce bureau devra se conformer aux exigences d'accessibilité PMR.

Il pourra bénéficier d'une double visibilité : sur la salle n°1 et sur l'espace d'accueil.

8.3.4 Le local entretien / ménage

Il a pour fonction d'entreposer le matériel et les produits d'entretien du complexe. Il est à destination du personnel d'entretien : il est interdit aux usagers d'accéder au local.

Il devra se situer de plain-pied avec les espaces de pratique sportive.

8.3.5 Les locaux techniques

Les locaux techniques permettront l'installation des éléments visant à assurer le traitement d'air et le chauffage des locaux et de l'eau sanitaire. Ils seront à destination du personnel : il sera interdit aux usagers d'accéder au local. Ils devront être accessibles depuis la voie publique par un accès réservé

(hors public).

8.4 Les services municipaux

8.4.1 L'accueil / attente / secrétariat

Les espaces et personnels d'accueil des services municipaux seront mutualisés avec ceux du stadium et intégrés en partie RDC du Stadium.

8.4.2 La salle de réunion

La salle de réunion pourra accueillir un effectif de 10 personnes. Elle devra pouvoir accueillir une grande table de réunion et une dizaine de chaises.

8.4.3 Le local du personnel

Le local du personnel devra être un espace convivial dans lequel les membres du personnel pourront ranger leurs effets personnels et se restaurer lors des pauses. Il devra être équipé d'un coin cuisine.

8.4.4 Les bureaux

Les bureaux seront organisés de deux manières : des bureaux de direction (individuels) et des bureaux du personnel (collectifs).

8.4.5 Les sanitaires

Les sanitaires devront être facilement repérables et accessibles depuis l'accueil (programme initial), les bureaux et la salle de réunion. Ils seront au nombre de 2 (dont PMR) : 1 homme et 1 femme.

L'hygiène de cet espace est une thématique prioritaire.

8.4.6 Le local reprographie

Il s'agira d'un local aveugle, intégrant rayonnages pour dossiers. Il aura pour fonctions la reprographie et l'accueil les équipements de reprographie.

8.4.7 Le local ménage

Il a pour fonction d'entreposer le matériel et les produits d'entretien des services municipaux. Il sera à destination du personnel d'entretien : il sera interdit aux usagers d'accéder au local.

8.4.8 Le local des fournitures

Il s'agira d'un local aveugle, intégrant rayonnages pour dossiers et fournitures administratives.

8.4.9 Le stockage matériel

Il ne devra pas être d'une surface inférieure à 30 m² pour répondre aux besoins de stockage des services.

8.4.10 Le local à déchets

Le local à déchets sera mutualisé avec celui de l'équipement sportif.

8. Tableaux de surfaces

La surface totale de l'équipement (détaillée dans les tableaux ci-dessous) **est de 3 198 m² SU et répartie de la manière suivante :**

Code prog	Dénomination des espaces	Nbr de places (public)	Nbr de poste	Nbr d'espace	*Surface utile par espace*	**Surface utile totale**
A	**ESPACES PUBLICS**			**8**		**665**
A1	**Mutualisé avec services municipaux : Hall d'accueil / convivialité / bar**	**200**	**2**	**1**	***300***	**300**
A2	**Foyer déambulatoire**			**1**	***150***	**100**
A3	**Sanitaires**	**4**		**4**	***10***	**40**
A4	**Gradins**			**2**	***225***	**225**
A4-1	Gradins salle n°1	250		1	*175*	175
A4-2	Gradins salle n°2	100		1	*50*	50
B	**ESPACSE SPORTIFS**			**19**		**2 053**
B1	**Espace sportif n°1**			**10**	**1291**	**1 396**
B1-1	Salle multisports événementielle n°1			1	*1166*	1 166
B1-2	Vestiaire collectifs salle n°1	20		4	*30*	120
B1-3	Vestiaire arbitres salle n°1	3		2	*15*	30
B1-4	Salle anti-dopage	9	1	1	*30*	30
B1-5	Infirmerie	4	1	1	*30*	30
B1-6	Bureau banalisé	2	1	1	*20*	20
B2	**Espace sportif n°2**			**9**		**657**
B2-1	Salle multisports n°2 dont SAE			1	*517*	517
B2-2	Vestiaires collectif salle n°2 + annexes	20		4	*20*	80
B2-3	Vestiaires arbitres salle n°2	3		2	*15*	30
B2-4	Vestiaires ramasseurs de balles	8		2	*15*	30
C	**ESPACES LOGISTIQUES**			**11**		**278**
C1	**Dépôts généraux**	**6**		**1**	***200***	**200**
C2	**Dépôts clubs et scolaires**	**2**		**8**	***5***	**40**
C3	**Local du personnel**	**9**	**2**	**1**	***18***	**18**
C4	**Local entretien / ménage**			**1**	***20***	**20**
D	**SERVICES MUNICIPAUX**			**17**		**202**
D1	**Espaces d'accueil**			**0**	***0***	**0**
D1-1	Attente accueil secrétariat			PM	*0*	PM
D2	**Service des sports**			**5**		**92**
D2-1	Bureau direction avec coin réunion		1	1	*14*	14

D2-2	Bureau secrétariat		1	1	*9*	9
D2-3	Bureau adjoint		1	1	*9*	9
D2-4	Bureau commun		5	2	*30*	60
D3	**Service de la vie associative**			**2**		**23**
D3-1	Bureau direction avec coin réunion		1	1	*14*	14
D3-2	Bureau adjoint		1	1	*9*	9
D4	**Locaux communs**			**10**		**87**
D4-1	Salle de réunion	10		1	*20*	20
D4-2	Salle détente personnel	6		1	*12*	12
D4-3	Local reprographie			1	*4*	4
D4-4	Local ménage			2	*2*	4
D4-5	Local fournitures			1	*4*	4
D4-6	Stockage matériel			1	*30*	30
D4-7	Local déchets (tri sélectif)			1	*7*	7
D4-8	Sanitaire femme accessible PMR			1	*3*	3
D4-9	Sanitaire homme accessible PMR			1	*3*	3
	SURFACE UTILE TOTALE			**55**		**3 198**
	Ratio entre SU et SHO					1,30
	SURFACE HORS ŒUVRE TOTALE					**4 157**
	Ratio entre SHO et SDP					0,97
	SURFACE DE PLANCHER TOTALE					**4 033**

Tableau 1 : Surfaces de l'équipement, SPL

Les données relatives à l'effectif (nombre de postes et nombre de places) constituent des valeurs indicatives. Elles permettront aux concepteurs d'organiser au mieux les espaces.

Les surfaces des locaux techniques sont données à titre indicatif. Elles dépendent des partis retenus lors de la conception.

E	**LOCAUX TECHNIQUES**	**PM**		**3**		**60**
E1	**Sous-station chaufferie**			**1**	***30***	**30**
E2	**Locaux élec., info., compteurs**			**1**	***20***	**20**
E3	**CTA, machineries ascenseurs, etc.**			**1**	***10***	**10**

Tableau 2 : Surfaces des locaux techniques de l'équipement, SPL

Les surfaces des locaux techniques sont données à titre indicatif. En effet, le parking principal du stadium n'est pas compris dans le présent marché. Cependant, les concepteurs devront prévoir, entre l'entrée du stadium et le parking de la Maison des Associations, une dizaine de places de stationnement : stationnement VIP et services.

Des stationnements PMR et deux roues pourront également être proposés dans cet espace.

F	**STATIONNEMENT**	**PM**				
F1	**Véhicules public**					**100 places**
F2	**Cars**					**2 places**
F3	**Véhicules de service**					**4 places**
F4	**Stationnement VIP**					**6 places**

F5	**Vélos**					**20 m² ?**

Tableau 3 : Stationnement, SPL

9. Homologation

Seule la salle multisports n°1 (compétitions de niveau national, régional et départemental) et la SAE (compétitions de niveau départemental) visent à accueillir des compétitions.

La salle multisports n°2 est à visée uniquement pédagogique.

La pratique de compétitions sportives implique des contraintes spécifiques d'homologation des espaces sportifs.

Handball

Les buts de handball doivent être solidement fixés au sol par l'intermédiaire de fourreaux. Pour pouvoir protéger les spectateurs se trouvant derrière les buts, il pourra être nécessaire de prévoir un système pour stopper les ballons (filets, parois transparentes…).

Niveau de compétition	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Espace de jeu	40mx20m		40mx20m (salle neuve) 38mx18m (salle existante)	
Espace d'évolution	44mx24m (souhaitable) 44mx22m (obligatoire)	44mx22m	44mx22m (salle neuve) 40mx20m (salle existante)	
Hauteur sous plafond	7m			
Sol sportif et support	Sol sportif répondant à la norme NFP 90-203 reposant sur un support répondant à la norme NFP 90-202			
Nature du sol	Plancher sur double lambourde (recommandé mais non obligatoire)			
Zone officielle	18mx1, 70m		Facultative	
Eclairement minimum	1200 lux (1500 lux pour les compétitions internationales, les JO ou les championnats du Monde)	800 lux	500 lux	
Table officielle	Obligatoire			
Estrade	Obligatoire	Recommandée	Facultative	
Tableau d'affichage	Obligatoire			Recommandé

Equipements et accessoires	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Vestiaires joueurs	4x16			
Vestiaires arbitres	2x3	2x2		
Salle de presse équipée	Obligatoire	Facultative		
Infirmerie	Obligatoire		Recommandée	
Local anti-dopage	Obligatoire		Recommandé	
Téléphone d'urgence	Obligatoire			
Local billetterie	Obligatoire	Recommandée		Facultatif

Tableau 4 : Homologation des terrains de handball

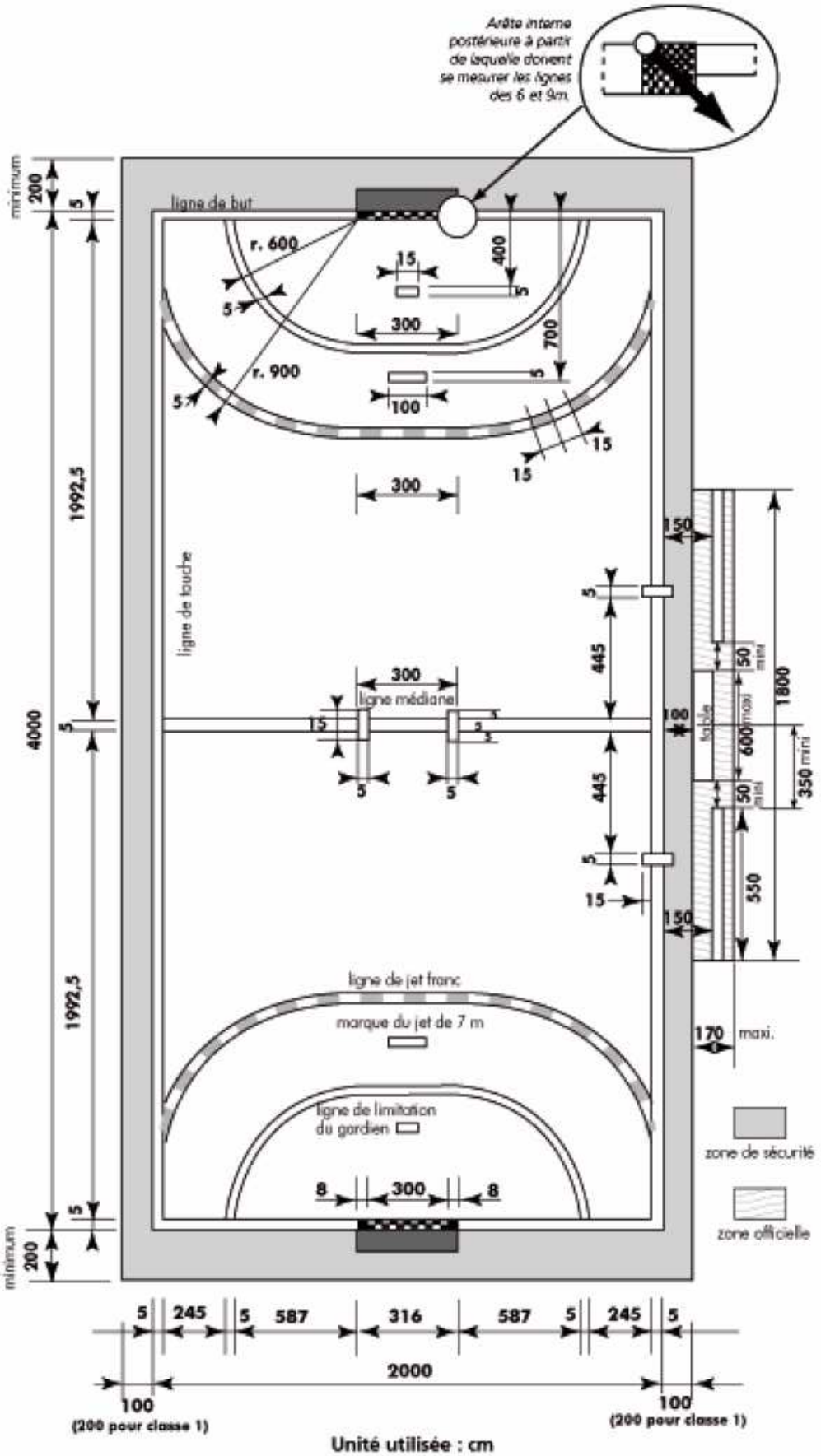


Figure 11 : Tracé type d'un terrain de handball

Basket-ball

Niveau de compétition	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Espace de jeu	28mx15m	28mx15m (salle neuve) 26mx14m(salle existante)		
Espace d'évolution	32mx19m	32mx19m (salle neuve) 30mx18m(salle existante)		
Hauteur sous plafond	7m			
Sol sportif et support	Sol sportif répondant à la norme NFP 90-203 reposant sur un support répondant à la norme NFP 90-202			
Nature du sol	parquet	parquet, linoléum, résine, PVC		
Zone officielle	28mx1.70m		Facultative	
Eclairement minimum	800 lux (1000 lux pour les compétitions internationales, les JO ou les championnats du Monde)	500 lux		
Table officielle	Obligatoire			
Estrade	Obligatoire			
Tableau d'affichage et horloge des 24 secondes	Obligatoire			Facultatif

Equipements et accessoires	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Vestiaires joueurs	4x12	2x12		
Vestiaires arbitres	2x3	2x2		
Salle de presse équipée	Obligatoire	Facultative		
Infirmerie	Obligatoire		Recommandée	
Local anti-dopage	Obligatoire	Recommandé	Facultatif	
Téléphone d'urgence	Obligatoire			
Local billetterie	Obligatoire	Recommandée	Facultatif	
Nature des panneaux	panneaux en plexiglas avec cercles articulés (pression 105 kg)	panneaux en plexiglas		

Tableau 5 : Homologation des terrains de basket-ball

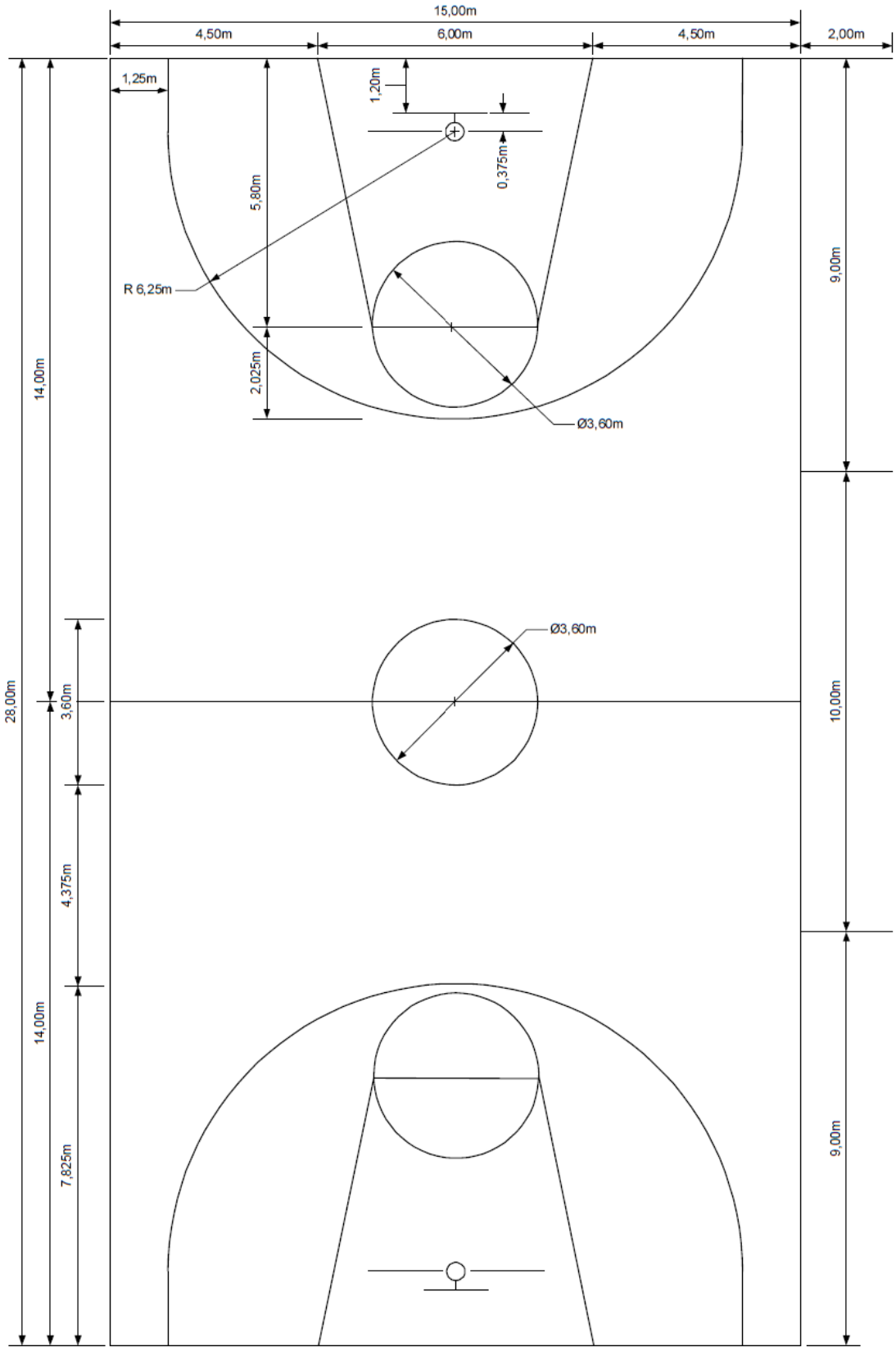


Figure 12: Tracé type d'un terrain de basket-ball

Volley-ball

L'éclairage artificiel de la salle sera disposé de manière latérale et l'éclairage naturel de la salle sera privilégié en partie haute pour ne pas éblouir les pratiquants. Les éclairages et les protections acoustiques devront résister aux chocs de ballons. La protection des poteaux de filet est recommandée pour les compétions nationales.

Niveau de compétition	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Espace de jeu	18mx9m			
Espace d'évolution	34mx19m	28mx15m	24mx15m	
Hauteur sous plafond	12,50m	9m	7m	
Sol sportif et support	Sol sportif répondant à la norme NFP 90-203 reposant sur un support répondant à la norme NFP 90-202			
Nature du sol	parquet sur double lambourde recouvert d'une couche de PVC	parquet sur double lambourde ou sol souple (PVC avec sous-couches mousse)		
Zone officielle	12,50mx2,50m		Facultative	
Eclairement minimum	1000 lux (1500 lux pour les compétitions internationales, les JO ou les championnats du Monde)	1000 lux	800 lux	
Table officielle	Obligatoire			
Estrade	Obligatoire	Recommandée	Facultative	
Tableau d'affichage	Obligatoire			Facultatif

Equipements et accessoires	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Vestiaires joueurs	4x12	2x12		
Vestiaires arbitres	2x3	2x2		
Salle de presse équipée	Obligatoire	Facultative		
Infirmerie	Obligatoire		Recommandée	
Local anti-dopage	Obligatoire	Recommandé	Facultatif	
Téléphone d'urgence	Obligatoire			
Local billetterie	Obligatoire	Recommandée	Facultatif	

Tableau 6 : Homologation des terrains de volley-ball

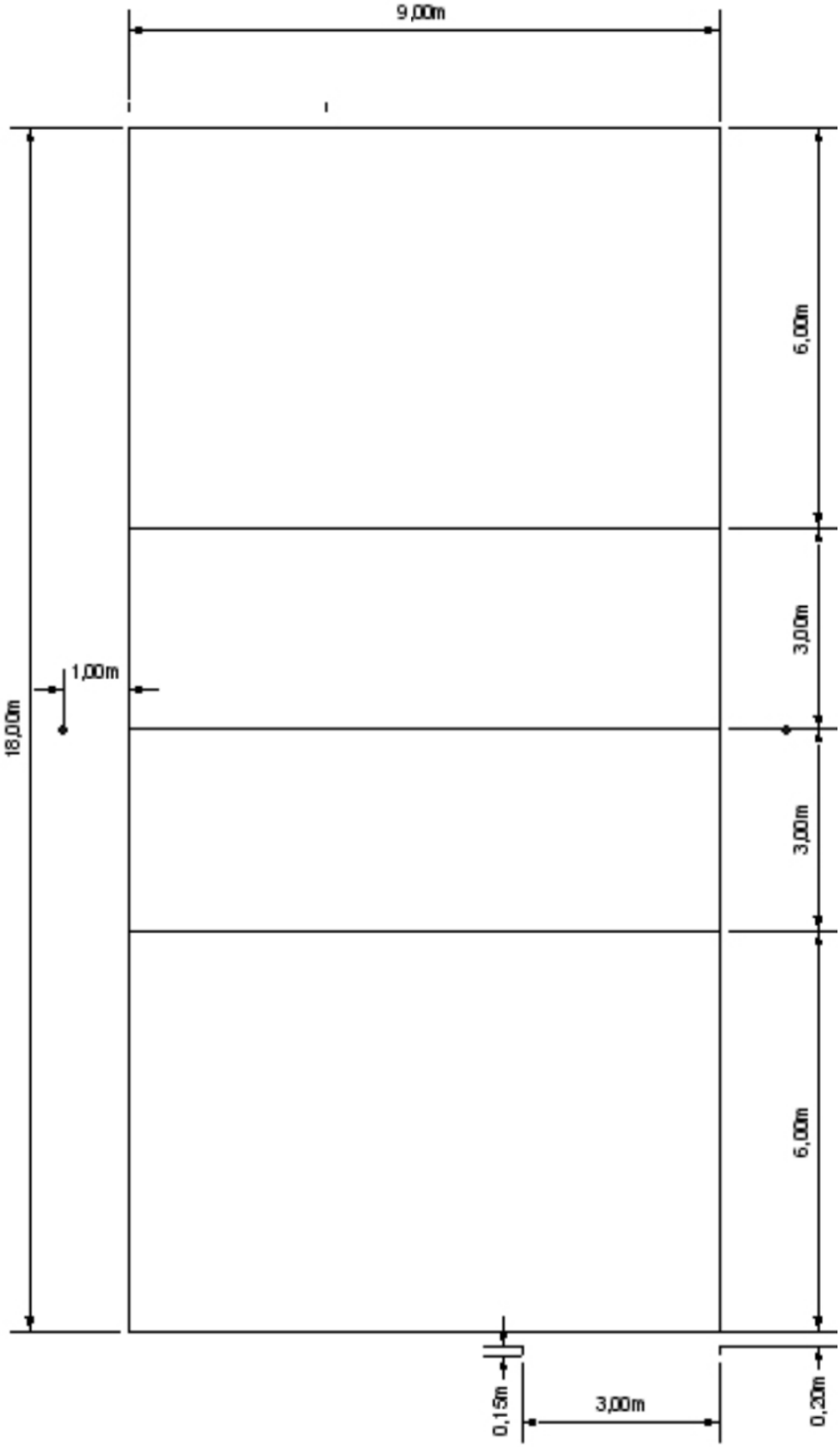


Figure 13 : Tracé type d'un terrain de volley-ball

Badminton

Pour la pratique du badminton, les poteaux doivent être solidaires du sol. Ils peuvent être soit placés dans des fourreaux, soit munis d'une embase pouvant être visée ou boulonnée au sol, soit lestés. De plus, l'éclairage et la ventilation du gymnase ne doivent en aucun cas entraver le bon déroulement du jeu.

Niveau de compétition	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Espace de jeu	13,40mx5,18m (court de simple) 13,40mx6,10m (court de double)			
Nombre de courts nécessaires	5 ou 6		4	
Espace d'évolution	17,40mx10,10m	15,20mx7,30m	15,20mx6,90m	
Distance entre un obstacle fixe et une ligne de fond de court	≥ à 1,50m en national ≥ à 2m en international	≥ à 1,50m	≥ à 1,50m	
Distance entre un obstacle fixe et une ligne latérale de double	≥ à 1,05m en national ≥ à 2m en international	≥ à 1,05m	≥ à 1,05m	
Distance entre deux lignes latérales de double	≥ à 1,25m en national ≥ à 2m en international	≥ à 1,25m	≥ à 0,80m	
Distance entre deux lignes de fond de court	≥ à 2m	≥ à 2m	≥ à 2m	
Distance entre une ligne latérale de double et une ligne de fond de court	≥ à 1,50m en national ≥ à 2m en international	≥ à 1,50m	≥ à 1,50m	
Hauteur sous plafond	9m (12m pour les compétitions internationales, les JO ou les championnats du Monde)	9m	7m	
Sol sportif et support	Sol sportif répondant à la norme NFP 90-203 reposant sur un support répondant à la norme NFP 90-202			
Zone officielle	recommandée	facultative	facultative	facultative
Eclairement minimum	1000 lux	800 lux	500 lux	
Tableau d'affichage	Recommandé			

Equipements et accessoires	International et National	Interrégional	Régional	Départemental
Vestiaires joueurs	4x16		4x10	
Vestiaires arbitres	2x3	2x2		
Salle de presse équipée	Recommandée	Facultative		
Infirmerie	Obligatoire		Recommandée	
Local anti-dopage	Obligatoire			Facultatif
Téléphone d'urgence	Obligatoire			
Local billetterie	Obligatoire	Recommandée	Facultatif	

Tableau 7 : Homologation des terrains de badminton

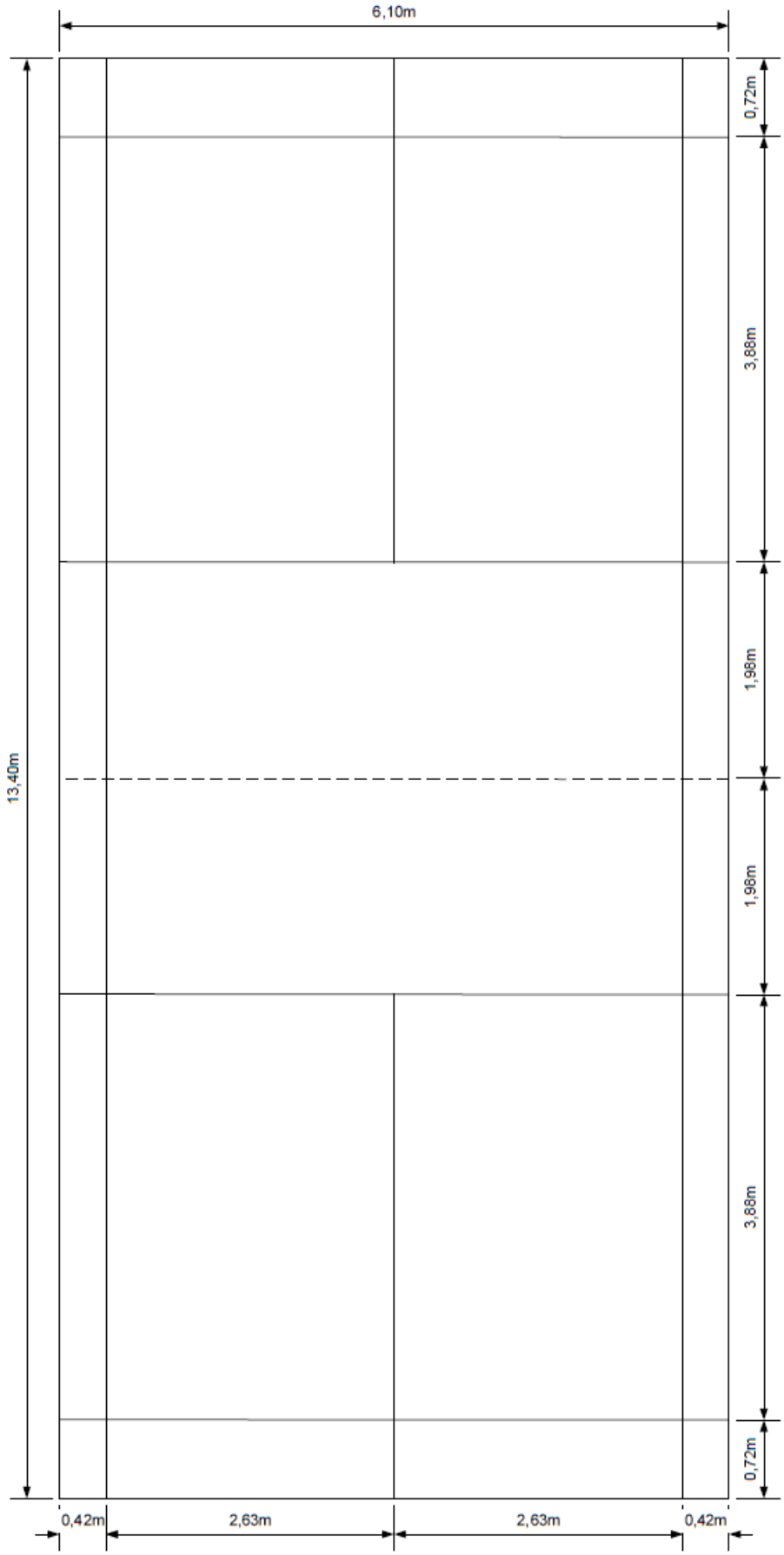


Figure 14 : Tracé type d'un terrain de badminton

Structure Artificielle d'Escalade

Les règles fédérales sur les structures artificielles d'escalade fixent les conditions nécessaires à la pratique de l'activité. Elles n'imposent en aucun cas le choix d'un matériel déterminé. Aucun constructeur, aucune marque ni procédés ne sont homologués ou agréés par la FFME (fédération française des murs d'escalade).

	NIVEAU SAE			
	DÉPARTEMENTAL	**RÉGIONAL**	**NATIONAL**	**INTERNATIONAL**
NORMES EUROPÉENNES & FRANÇAISE (CF. 4.2)	NF EN 12572-1 / NF EN 12572-2 / NF EN 12572-3 / NF S 52400 : EXIGENCES DE SECURITE RELATIVES AUX SAE			
NIVEAU DE COMPÉTITION	DÉPARTEMENTAL	INTERRÉGIONAL RÉGIONAL	NATIONAL	INTERNATIONAL
NIVEAU DE PRATIQUE	DÉCOUVERTE INITIATION APPRENTISSAGE	PERFECTIONNEMENT ENTRAÎNEMENT	PERFORMANCE / ELITE	
SALLE OU ESPACE DEDIES A LA PRATIQUE DE L'ESCALADE	SPECIALISE (CF. DIMENSIONS DES ESPACES ESCALADE)			
CARACTÉRISTIQUES GÉOMÉTRIQUES				
HAUTEUR	9m (sur 18m de linéaire)	11m (sur 27m de linéaire)	13m (sur 32m de linéaire)	16m (sur 39m de linéaire)
TAILLE MINIMALE DU LINEAIRE AU SOL	24m	36m	42m	51m
CARACTERISTIQUES DES PROFILS (largeur minimum d'un couloir 3m)				
AVANCÉE DE 8M ET PLUS	-	-	1 (AU MINIMUM)	2 (AU MINIMUM)
AVANCÉE DE 6M ET PLUS	-	1	1 (AU MINIMUM)	2 (AU MINIMUM)
AVANCÉE DE 4M ET PLUS	-	2	2	2
AVANCÉE DE 3M ET PLUS	1	1	1	2
AVANCÉE DE 2M	1	2	2	2
AVANCÉE DE 1.5M	1	1	2	2
AVANCÉES MIXTE (INCLINAISON +10° ET DEVERS -5°)	3	2	2	2
ZONE DE LIAISON	1	1	1	1
ESCALADE EN TÊTE	SUR LA TOTALITÉ DE LA SAE			
MACRO VOLUME AMOVIBLE	1 PAR COULOIR		2 PAR COULOIR	
ZONE VITESSE (largeur minimum d'un couloir 3m)				
PRÉSENCE	RECOMMANDÉE		EXIGÉE PERMANENTE	
COULOIRS	1	2	2	2
CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES VALIDÉES PAR L'IFSC	CF. FIGURE 1	CF. FIGURE 1	CF. FIGURE 2	CF. FIGURE 2
CHRONOMETRE VITESSE FFME	RECOMMANDÉ		EXIGÉ	
MATÉRIAUX DE SURFACE				
SURFACE PLANE ADHERENTE OU MICRO SCULPTÉ	80 % MINIMUM			
NOMBRE D'INSERTS PAR M² SUR SURFACE PLANE	36 MINIMUM			
SURFACE RELIEF NON PREHENSIBLE MANUELLEMENT	0 à 20%			
NOMBRE D'INSERTS PAR M² SUR SURFACE RELIEF	8 MINIMUM			

Tableau 8 : Homologation des SAE, FFME

SÉCURITÉ		
ZONE DE RÉCEPTION PIED DE SAE	MATERIEL CONFORME A LA NORME NF P 90 312	
DISTANCE VERTICALE & HORIZONTALE	DU SOL A 5M : 1M	
MAXIMALE ENTRE LES POINTS D'ASSURAGE	A PARTIR DE 5M : 1,5M	
ZONE DE SÉCURITÉ	AVANCEE MAXIMALE MULTIPLIÉE PAR 2	
ZONE D'ECHAUFFEMENT (SAE TYPE PAN)		
PRÉSENCE	RECOMMANDÉE	EXIGÉE PERMANENTE
SURFACE GRIMPABLE CONTINUE MINIMUM	45m²	60m²
HAUTEUR MAX. AU-DESSUS DE LA SURFACE DE RECEPTION	4,10m RECOMMANDEE	4,10m EXIGEE
% DE DÉVERS PAR RAPPORT A LA SURFACE GRIMPABLE	70%	80%
ZONE DE RÉCEPTION AMÉNAGÉE	MATÉRIEL CONFORME A LA NORME NF P 90 311	

Tableau 9 : Homologation des SAE, FFME (suite)

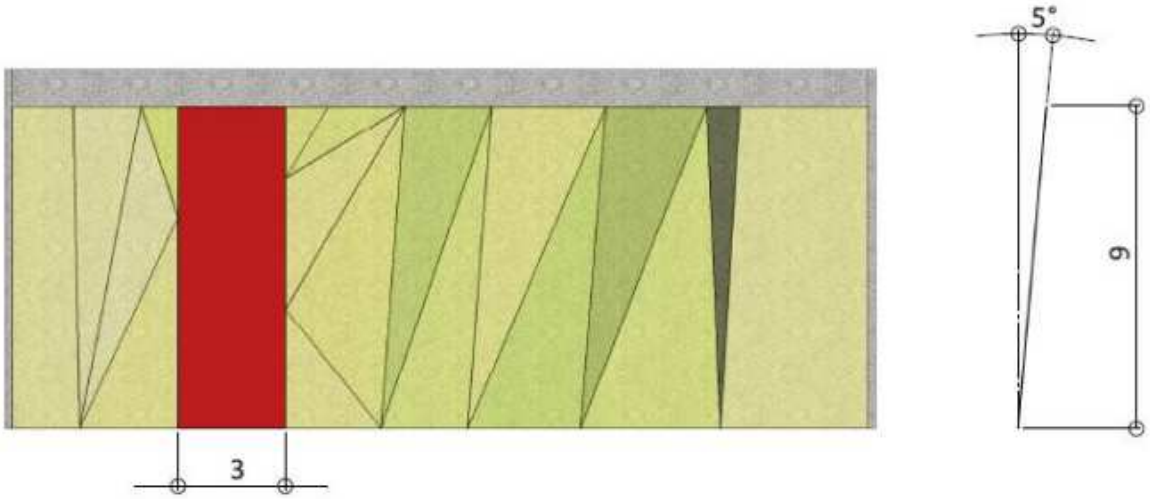


Figure 15 : Zone de vitesse SAE départementale, caractéristiques techniques édictées par l'IFSC

Tir à l'arc

Selon la Fédération Française de Tir à l'Arc (FFTA) :

Le terrain doit être mis à l'équerre et chaque distance mesurée avec précision à partir d'un point partant de la verticale du jaune de chaque cible jusqu'à la ligne de tir. La tolérance d'erreur à 25 m et à 18 m est de + ou – 10cm.

Une ligne d'attente doit être tracée à au moins 3 m en arrière de la ligne de tir.

Les cibles peuvent être inclinées de manière à former un angle compris entre la verticale et environ 10 degrés. Toutes les cibles doivent avoir le même angle d'inclinaison. Chaque cible doit être numérotée.

Un point de la ligne de tir, faisant directement face à chaque cible, sera marqué du n° correspondant à cette cible et placé entre 1 et 2 m devant la ligne de tir.

Des couloirs, dans lesquels 2 archers au maximum tirent ensemble, peuvent être tracés. Ces couloirs n'auront pas moins de 160 cm de largeur, accordant ainsi au minimum 80 cm par archer.

Une ligne sera tracée à 3 m devant la ligne de tir = ligne des 3 m.

On tiendra compte des sources de lumière (naturelles ou artificielles) et de leurs effets sur les blasons.

Il est recommandé de séparer les différentes catégories sur la ligne de tir.

Pour l'épreuve des matches par équipes en salle, une ligne sera clairement tracée à 1 m en arrière de la ligne de tir. Cette ligne n'aura pas moins de 3 cm de largeur.

Pour l'épreuve des matches par équipes, des emplacements pour les athlètes seront aménagés derrière la ligne de 1 m. S'il y a suffisamment de place, un emplacement sera également aménagé pour le Juge entre les deux équipes.

Les équipements des sites de tir

Seuls les blasons de tir en salle produits par un équipementier ayant la licence de la W.A. seront utilisés lors des compétitions de la W.A.

Diamètre des blasons aux différentes distances et agencement des blasons :

- Pour la distance de 25 m, on emploiera le blason de 60cm ;
- Pour la distance de 18 m, on emploiera le blason de 40cm.

Epreuves et blasons :

- Lors de l'épreuve de duels de tir en salle, les blasons triples de 40cm seront utilisés. Lors des Epreuves Eliminatoires et des Epreuves Finales, ces blasons seront placés par paire sur chaque cible.
- Lors des compétitions, l'utilisation de blasons simples ou triples relève du choix de l'organisateur qui peut permettre aux athlètes de même classe et division de tirer sur des blasons de type différent.

Agencement pour un blason simple ou une paire de blasons : le centre de l'or du blason unique ou celui du milieu du blason triple vertical doit être à 130 cm du sol. Lorsque les blasons triples triangulaires sont utilisés, ce sont les 2 centres inférieurs qui font office de référence. Si on utilise une paire de blasons, la distance minimum entre les zones marquantes des 2 blasons sera de 10 cm. Pour les blasons de 60 cm, la distance sera d'un minimum de 2 cm entre les 2 zones marquantes.

Agencement pour 4 blasons simples ou triples triangulaires de 40 cm : dans le cas où 4 blasons de 40cm sont utilisés, la distance maximum entre le sol et les centres des blasons de la ligne supérieure sera de 162cm. La distance minimale entre le sol et les centres de la ligne du bas sera de 100cm. En cas d'utilisation de blasons triples triangulaires de 40cm, la hauteur maximum s'applique aux centres du haut de la ligne supérieure et la hauteur minimum aux centres du bas de la ligne inférieure des blasons triples. La distance minimum entre les zones marquantes de 2 blasons à la même hauteur sera de 10cm. Chaque blason sera placé dans son quart de la butte de tir (voir le croquis en annexe).

Agencement de 4, 3 et 2 blasons triples verticaux de 40 cm : en cas d'utilisation de 3 ou 4 blasons triples verticaux de 40 cm, la distance entre le sol et les centres des blasons de la ligne du milieu sera de 130 cm. Avec 2 blasons triples verticaux (épreuves individuelles et par équipes) il y aura un espace minimum de 25 cm entre les zones marquantes de chaque colonne. Avec un blason triple vertical installé horizontalement (tir de barrage par équipe), le centre de triple blason vertical sera de 130 cm au-dessus du sol.

Les moyens sonores et visuels de contrôle du temps

Les équipements suivants peuvent être utilisés :

- Les feux : ils seront verticaux, rouge, jaune et vert, dans cet ordre avec le rouge au-dessus. Ils doivent être synchronisés et à aucun moment, il ne pourra y avoir deux couleurs allumées en même temps.
- Les indicateurs d'ordre de tir lors des matches : lors du tir alterné lors des matches, il y aura des lumières vertes / rouges séparées, des chronomètres séparés ou d'autres signaux visuels utiles pour indiquer quel archer doit tirer.
- L'équipement d'urgence : quand le temps de tir est contrôlé électriquement, des panneaux, drapeaux ou un autre moyen manuel simple doivent être disponibles, sur le terrain, en cas de défaillance de l'équipement électrique. Quand le contrôle du temps de tir se fait manuellement par des panneaux, les panneaux ne doivent pas avoir moins de 120 x 80cm. Ils doivent être construits solidement et pouvoir être tournés facilement pour en montrer l'autre côté. Une des faces de ces panneaux doit être verte. L'autre face doit être entièrement jaune.

Equipements divers

Les équipements suivants sont recommandés en fonction de l'importance des compétitions.

Notamment :

- Un dispositif indiquant l'ordre de tir. Les lettres doivent être assez grandes pour être lues par tous les concurrents de leur position de tir.
- Un grand tableau d'affichage pour afficher les résultats partiels après chaque volée, pour au moins les 8 meilleures dames et les 8 meilleurs hommes, ainsi que les scores limites de qualification.
- Un autre panneau pour marquer les résultats intermédiaires de chaque concurrent après chaque série peut être ajouté en supplément du grand panneau d'affichage.
- Lors des épreuves éliminatoires et finales, un tableau portant le nom et le n° de dossard de l'archer (tirs individuels) ou portant les initiales officielles de l'Association Membre qui concourt en équipe. Ces panneaux seront placés aux cibles, à côté du tableau de score commandé à distance. Les inscriptions auront au moins 20cm de haut.

- Dans les épreuves éliminatoires et finales individuelles et par équipes, un totalisateur (boulier) de 3 ou 4 chiffres sera placé en dessous de chaque cible. Les chiffres auront au moins 20 cm de haut. Ceci rendra la mise à jour du tableau d'affichage facultatif.
- Les drapeaux (ou tout autre dispositif semblable), disposés sur la ligne de tir et derrière les buttes de tir avec lesquels les athlètes ou les marqueurs peuvent appeler les arbitres, sont supprimés.
- Une plate-forme surélevée, équipée de sièges, pour le directeur des tirs. B.2.4.9 : Une sonorisation.
- Sur les terrains de tir autres que le terrain des finales ou la zone des finales du terrain principal, des chaises ou des bancs, en nombre suffisant pour tous les athlètes, les capitaines d'équipes, les entraîneurs et les autres officiels devront être placés derrière la ligne d'attente. Les chaises pour les juges devront être placées aux endroits appropriés le long de la ligne d'attente pour les épreuves de qualification et d'élimination.

Un système automatique de marquage des scores ne peut être utilisé que lors des épreuves finales.

Table des illustrations

Les figures

Figure 1 : Synthèse de l'état des lieux 9
Figure 2 : Schéma de localisation de l'opération, réalisé à partir de Google maps 10
Figure 3: Carte de délimitation du terrain d'assiette de l'opération 12
Figure 4 : Coupe de principe au niveau des entrepôts ERVAL, issue du plan schématique transmis par la ville 16
Figure 5 : Photographie d'ensemble, SPL 14
Figure 6 : Contraintes de hauteur de remblai, Carte réalisée à partir de la carte des contraintes de l'A86, DIRIF 17
Figure 7 : Contraintes de hauteur de remblai, Carte réalisée à partir de la carte des contraintes de l'A86, DIRIF 17
Figure 8 : Principe d'organisation de la parcelle, SPL 24
Figure 9 : Schéma proposition de variante, SPL 29
Figure 10 : Tracé type d'un terrain de handball 42
Figure 11: Tracé type d'un terrain de basket-ball 44
Figure 12 : Tracé type d'un terrain de volley-ball 46
Figure 13 : Tracé type d'un terrain de badminton 48
Figure 14 : Zone de vitesse SAE départementale, caractéristiques techniques édictées par l'IFSC 50

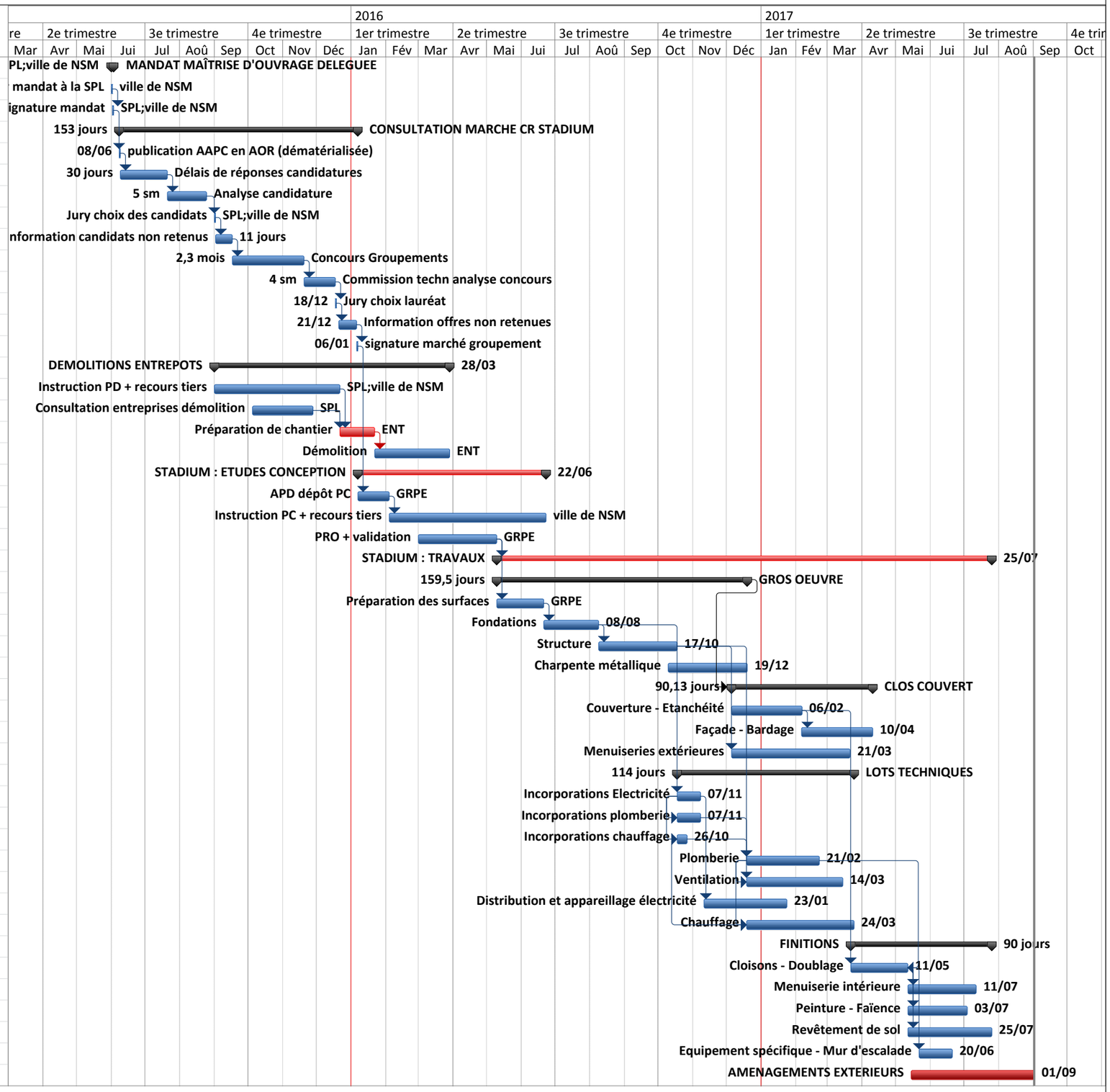
Les tableaux

Tableau 1 : Surfaces de l'équipement, SPL 39
Tableau 2 : Surfaces des locaux techniques de l'équipement, SPL 39
Tableau 3 : Stationnement, SPL 40
Tableau 2 : Homologation des terrains de handball 41
Tableau 3 : Homologation des terrains de basket-ball 43
Tableau 4 : Homologation des terrains de volley-ball 45
Tableau 5 : Homologation des terrains de badminton 48
Tableau 6 : Homologation des SAE, FFME 49
Tableau 7 : Homologation des SAE, FFME (suite) 50

Planning prévisionnel

Stadium de Nogent-sur-Marne : **PLANNING GLOBAL**

N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin
1	**1 MANDAT MAÎTRISE D'OUVRAGE DELEGUEE**	**2 jours**	**Lun 01/06/15**	**Mar 02/06/15**
2	1.1 CM pour mandat à la SPL	**1 jour**	Lun 01/06/15	Lun 01/06/15
3	1.2 Signature mandat	1 jour	Mar 02/06/15	Mar 02/06/15
4	**2 CONSULTATION MARCHE CR STADIUM**	**153 jours**	**Lun 08/06/15**	**Mer 06/01/16**
5	2.1 publication AAPC en AOR (dématérialisée)	1 jour	Lun 08/06/15	Lun 08/06/15
6	2.2 Délais de réponses candidatures	30 jours	Mar 09/06/15	Lun 20/07/15
7	2.3 Analyse candidature	5 sm	Mar 21/07/15	Lun 24/08/15
8	2.4 Jury choix des candidats	1 jour	Mar 01/09/15	Mar 01/09/15
9	2.5 Information candidats non retenus	11 jours	Mer 02/09/15	Mer 16/09/15
10	2.6 Concours Groupements	2,3 mois	Jeu 17/09/15	Jeu 19/11/15
11	2.7 Commission techn analyse concours	4 sm	Ven 20/11/15	Jeu 17/12/15
12	2.8 Jury choix lauréat	1 jour	Ven 18/12/15	Ven 18/12/15
13	2.9 Information offres non retenues	12 jours	Lun 21/12/15	Mar 05/01/16
14	2.10 signature marché groupement	1 jour	Mer 06/01/16	Mer 06/01/16
15	**3 DEMOLITIONS ENTREPOTS**	**150 jours**	**Mar 01/09/15**	**Lun 28/03/16**
16	3.1 Instruction PD + recours tiers	4 mois	Mar 01/09/15	Lun 21/12/15
17	3.2 Consultation entreprises démolition	2 mois	Lun 05/10/15	Ven 27/11/15
18	3.3 Préparation de chantier	23 jours	Mar 22/12/15	Jeu 21/01/16
19	3.4 Démolition	47 jours	Ven 22/01/16	Lun 28/03/16
20	**4 STADIUM : ETUDES CONCEPTION**	**120 jours**	**Jeu 07/01/16**	**Mer 22/06/16**
21	4.1 APD dépôt PC	4 sm	Jeu 07/01/16	Mer 03/02/16
22	4.2 Instruction PC + recours tiers	5 mois	Jeu 04/02/16	Mer 22/06/16
23	4.3 PRO + validation	10 sm	Mar 01/03/16	Lun 09/05/16
24	**5 STADIUM : TRAVAUX**	**316 jours**	**Mar 10/05/16**	**Mar 25/07/17**
25	**5.1 GROS OEUVRE**	**159,5 jours**	**Mar 10/05/16**	**Lun 19/12/16**
26	5.1.1 Préparation des surfaces	30 jours	Mar 10/05/16	Lun 20/06/16
27	5.1.2 Fondations	35 jours	Mar 21/06/16	Lun 08/08/16
28	5.1.3 Structure	50 jours	Mar 09/08/16	Lun 17/10/16
29	5.1.4 Charpente métallique	50,5 jours	Lun 10/10/16	Lun 19/12/16
30	**5.2 CLOS COUVERT**	**90,13 jours**	**Lun 05/12/16**	**Lun 10/04/17**
31	5.2.1 Couverture - Etanchéité	45 jours	Lun 05/12/16	Lun 06/02/17
32	5.2.2 Façade - Bardage	45,63 jours	Lun 06/02/17	Lun 10/04/17
33	5.2.3 Menuiseries extérieures	75,63 jours	Lun 05/12/16	Mar 21/03/17
34	**5.3 LOTS TECHNIQUES**	**114 jours**	**Mar 18/10/16**	**Ven 24/03/17**
35	5.3.1 Incorporations Electricité	15 jours	Mar 18/10/16	Lun 07/11/16
36	5.3.2 Incorporations plomberie	15 jours	Mar 18/10/16	Lun 07/11/16
37	5.3.3 Incorporations chauffage	7 jours	Mar 18/10/16	Mer 26/10/16
38	5.3.4 Plomberie	47 jours	Lun 19/12/16	Mar 21/02/17
39	5.3.5 Ventilation	62 jours	Lun 19/12/16	Mar 14/03/17
40	5.3.6 Distribution et appareillage électricité	52 jours	Ven 11/11/16	Lun 23/01/17
41	5.3.7 Chauffage	70 jours	Lun 19/12/16	Ven 24/03/17
42	**5.4 FINITIONS**	**90 jours**	**Mer 22/03/17**	**Mar 25/07/17**
43	5.4.1 Cloisons - Doublage	37 jours	Mer 22/03/17	Jeu 11/05/17
44	5.4.2 Menuiserie intérieure	43 jours	Ven 12/05/17	Mar 11/07/17
45	5.4.3 Peinture - Faïence	37 jours	Ven 12/05/17	Lun 03/07/17
46	5.4.4 Revêtement de sol	53 jours	Ven 12/05/17	Mar 25/07/17
47	5.4.5 Equipement spécifique - Mur d'escalade	21,88 jours	Lun 22/05/17	Mar 20/06/17
48	**6 AMENAGEMENTS EXTERIEURS**	**80 jours**	**Lun 15/05/17**	**Ven 01/09/17**



Jeu 21/05/15

Marne-au-Bois Aménagement

CONVENTION MANDAT MAÎTRISE D'OUVRAGE

ANNEXE : ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Création d'un stadium rue Jean Monnet à NOGENT-SUR-MARNE

	DEPENSES	%	Bilan initial MAI 2015	Taux TVA	*TVA*	TTC
0	**ETUDES PREALABLES ***					
	Géomètre bornage		10 000	20,0%	*2 000*	12 000
	Etudes geotechnique G2		15 000	20,0%	*3 000*	18 000
	Etudes geotechnique G2 PRO		5 000	20,0%	*1 000*	6 000
	Etudes pollution		5 000	20,0%	*1 000*	6 000
	Diagnostic amiante plomb avant démolition		10 000	20,0%	*2 000*	12 000
	sous total		**45 000**		***9 000***	**54 000**
1	**TRAVAUX DEMOLITION ENTREPÔT**					
	Démolition entrepot 1		465 900	20,0%	*93 180*	559 080
	Révisions / imprévus	2,0%	9 318	20,0%	*1 864*	11 182
	sous total		**475 218**		***95 044***	**570 262**
2	**TRAVAUX CONSTRUCTION**					
	Salle multisport 1		3 017 694	20,0%	*603 539*	3 621 233
	Salle polyvalente		2 609 694	20,0%	*521 939*	3 131 633
	Espaces mutualisés		2 172 171	20,0%	*434 434*	2 606 605
	Révisions / imprévus	5,0%	389 978	20,0%	*77 996*	467 974
	sous total		**8 189 537**	20,0%	***1 637 907***	**9 827 444**
3	**MAÎTRISE D'ŒUVRE CONSTRUCTION**					
	Consultation concours (5 concurrents)		140 000	20,0%	*28 000*	168 000
	Maitrise d'œuvre	11%	900 849	20,0%	*180 170*	1 081 019
	Révisions / imprévus	5,0%	45 042	20,0%	*9 008*	54 051
	sous total		**1 085 892**		***217 178***	**1 303 070**
4	**VRD**					
	Aménagements ext privatifs		400 800	20,0%	*80 160*	480 960
	Révisions / imprévus	5,0%	20 040	20,0%	*4 008*	24 048
	sous total		**420 840**		***84 168***	**505 008**
5	**HONORAIRES TECHNIQUES**					
	Contrôle Technique	0,5%	40 948	20,0%	*8 190*	49 137
	Coord sps	0,3%	24 569	20,0%	*4 914*	29 482
	Coord ssi	0,2%	16 379	20,0%	*3 276*	19 655
	AMO HQE	0,5%	40 948	20,0%	*8 190*	49 137
	Révisions / imprévus	3,0%	3 685	20,0%	*737*	4 422
	sous total		**126 528**		***25 306***	**151 834**
6	**DIVERS**					
	Branchements/raccordements		20 000	20,0%	*4 000*	24 000
	Frais de publication (concours, autres marchés)		2 500	20,0%	*500*	3 000
	Frais reprographie		1 000	20,0%	*200*	1 200
	sous total		**23 500**		***4 700***	**28 200**
7	**ASSURANCES**					
	Assurances DO	2,0%	163 791			163 791
	sous total		**163 791**		**-**	**163 791**
	COUT TOTAL OPERATION		**9 664 588**		**1 848 669**	**11 513 257**

	Rémunération du mandataire					
	Frais sur postes 1+2+3+4+5	2,5%	257 450			257 450
	Révisions / imprévus	3,0%	7 724	20,0%	*1 545*	9 268
	sous total		**265 174**		***1 545***	**266 719**

* : les études type G1, vibratoire, relevé géomètre site et tunnel ont été réalisées dans le cadre du mandat d'étude préalable

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DE CONVENTIONS FINANCIERES ET DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE A CONCLURE AVEC LE SIPPEREC RELATIVES AUX TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES D'ORANGE EXISTANTS SUR DIVERSES VOIES

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de l'environnement et de la qualité des réseaux, la Ville souhaite poursuivre les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité et autres réseaux aériens dans les voies suivantes :

- avenue Charles V (entre les N°2 et n°25)
- avenue des Tilleuls
- rue du Maréchal Lyautey (entre le n°25 et la limite de commune de Fontenay-sous-Bois)
- Rue du Maréchal Vaillant (entre les n°23b et n°37)

Depuis juin 2002, le SIPPEREC est propriétaire des réseaux de distribution électrique et c'est donc à ce syndicat qu'il appartient désormais d'effectuer les travaux de mise en souterrain des réseaux électriques.

En application de l'article L 2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera également procédé dans les voies susvisées à l'enfouissement des réseaux aériens de communications électroniques d'ORANGE qui occupent en tout ou partie, des supports communs avec les réseaux de distribution publique d'électricité.

A l'occasion de la réalisation de ce nouveau programme d'enfouissement des réseaux aériens, la Ville souhaite, dans le même temps, procéder sur les mêmes voies à l'enfouissement des répartiteurs du réseau de communications électroniques et, pour les sections des diverses voies citées ci-dessus, à la modernisation et l'enfouissement du réseau d'éclairage public.

Afin de favoriser la réalisation de ces travaux à un moindre coût ainsi que leur bonne coordination et limiter dans la mesure du possible les nuisances pouvant en résulter, la ville se propose de confier au SIPPEREC la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux susvisés, dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Cette opération donnera également lieu à la signature d'une convention de financement.

L'enveloppe financière du programme 2015 d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité et de communications électroniques est répartie de la manière suivante :

- Enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité pris en charge par le SIPPEREC : 200 000 € HT.
- Enfouissement des réseaux de distribution publique de Communications électroniques pris en charge par la Ville de Nogent sur Marne : 117 675 € TTC

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/84
Approbation de Conventions financières et de Co-maîtrise d'ouvrage à conclure avec le SIPPEREC relatives aux travaux d'enfouissement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE existants sur diverses voies

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2224.35,

Vu l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 modifiée relative aux modalités de recours à la co-maîtrise d'ouvrage,

Vu les statuts du SIPPEREC,

Vu le projet de convention financière à conclure entre la Ville et le SIPPEREC,

Vu le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage à conclure entre la Ville et le SIPPEREC,

Considérant que le SIPPEREC est propriétaire depuis juin 2002 des réseaux de distribution électrique et qu'il lui appartient a ce titre d'effectuer les travaux de mise en souterrain des réseaux électriques,

Considérant que la Ville, dans le cadre de sa politique de mise en valeur et de protection de l'environnement, souhaite procéder, au titre du programme 2015, aux travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité dans les voies suivantes :

- avenue Charles V (entre les N° 2 et n°25)
- avenue des Tilleuls
- rue du Maréchal Lyautey (entre le n°25 et la limite de commune de Fontenay-sous-Bois)
- Rue du Maréchal Vaillant (entre les n°23b et n°37) ,

Considérant qu'a cette occasion, il est apparu souhaitable de procéder également, dans ces mêmes voies, aux travaux d`enfouissement des lignes aériennes de communications électroniques d'ORANGE lorsque ces dernières ont, en tout ou partie, des supports communs avec les réseaux de distribution publique d'électricité,

Considérant qu'afin de réaliser cette opération d'intégration dans l'environnement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE dans les voies susvisées, il convient de conclure avec le SIPPEREC une convention financière pour les études et les travaux précisant les obligations réciproques des parties,

Considérant qu'afin d'effectuer ces travaux au moindre coût et de réduire au maximum les nuisances pouvant en résulter, la Ville se propose de recourir à une procédure de co-maîtrise d'ouvrage avec le SIPPEREC et de désigner ce dernier pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux,

Après examen lors de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve les termes de la convention financière à conclure entre la Ville et le SIPPEREC pour les études et les travaux d'enfouissement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE.

Article 2 : Approuve les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage à conclure entre la Ville et le SIPPEREC pour l'enfouissement de réseaux propres à la commune.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à signer lesdites conventions, ainsi que tous actes y afférents.

Article 4 : Précise que les dépenses à la charge de la Ville en application des dispositions de ces conventions seront inscrites au budget de l'exercice en cours.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

CONVENTION FINANCIERE

ENFOUISSEMENT DES RESEAUX
DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
D'ORANGE

ETUDES ET TRAVAUX

- Mise en souterrain du réseau de communications électroniques de l'opérateur d'ORANGE
  Adresse des travaux : **avenue Charles V, avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant, à NOGENT-SUR-MARNE.**

La MAIRIE DE NOGENT-SUR-MARNE
Place Roland Nungesser,
94732 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX

Entre les soussignés :

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), dont le siège est situé Tour Gamma B, 193-197, rue de Bercy 75012 Paris,

Représenté par

Ci-après désigné par " le SIPPEREC"

Et :

La MAIRIE DE NOGENT-SUR-MARNE, dont le siège est situé Place Roland Nungesser, 94732 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX
Représentée par son Maire, Monsieur Jacques JP MARTIN, agissant en vertu d'une délibération de son assemblée délibérante en date du .

Ci-après désignée par la Collectivité,

Le SIPPEREC et la Collectivité étant ci-après collectivement désignés par " les Parties ".

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

Le SIPPEREC, autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité en exécution d'une convention de concession conclue avec EDF le 5 juillet 1994, souhaite favoriser sur le territoire de la concession les actions de nature à permettre notamment une meilleure intégration des ouvrages dans l'environnement.

La Collectivité, dans le cadre de sa politique de mise en valeur et de protection de l'environnement, s'est déclaré(e) volontaire pour la réalisation de travaux d'intégration dans l'environnement des réseaux de distribution publique d'électricité sur son territoire, situés avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

Et lorsque, comme c'est le cas en l'espèce les lignes aériennes de communications électroniques ont en tout ou partie des supports communs avec les réseaux de distribution publique d'électricité, il est procédé conformément aux dispositions de l'article L.2224-35 du code général des collectivités territoriales et des conventions cadres conclues entre le SIPPEREC et l'opérateur de communications électroniques concerné au remplacement par le SIPPEREC des lignes aériennes de communications en utilisant en tout ou partie le même ouvrage souterrain que celui construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun.

Chacune des conventions susvisées prévoit les répartitions des différentes participations dans le tableau récapitulatif ci-dessous rappelé :

Prise en charge financière:		**Syndicat**	**Orange**
Tranchée aménagée	**Etudes**	**100%**	**0%**
	Réalisation	100%	0%
Génie civil	**Réalisation des esquisses. Validation du projet. Réception des ouvrages**	**0%**	**100%**
	Etudes de réalisation	**100%**	**0%**
	Fourniture du matériel	**0%**	**100%**
	Pose	**100%**	**0%**
Travaux de câblage	**Etudes**	18%	82%
	Réalisation	18%	82%

Des accords particuliers pris en application des conventions cadres susvisées sont en l'espèce approuvés entre le SIPPEREC et l'opérateur de communications électroniques concerné et détermineront les montants des participations de cet opérateur.

En sa qualité de maître d'ouvrage des travaux d'intégration en application de l'article L.2224-35 susvisé du code général des collectivités territoriales, le SIPPEREC s'engage à réaliser la mise en souterrain desdits réseaux de communications électroniques situés sur le territoire de la Collectivité, avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant, et à régler la totalité des dépenses afférentes aux travaux correspondants.

Dans ce contexte, le SIPPEREC et la Collectivité se sont rapprochés afin de préciser les conditions financières de réalisation de ces travaux.

En exécution des délibérations n°2009-12-170 du 15 décembre 2009 et n° 2006-06-55 du 22 juin 2006 du Comité Syndical du SIPPEREC, il appartient aux Parties de déterminer le montant et les modalités de versement au SIPPEREC de la participation de la Collectivité pour assurer le financement complet de ces travaux, objet de la présente convention.

On précisera enfin que les travaux ayant conduit la Collectivité à engager une réflexion d'ensemble sur l'état existant des autres réseaux, elle a parallèlement décidé de procéder dans le même temps à la mise en souterrain des autres réseaux aériens, également avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

Pour permettre la bonne coordination de ces différents travaux, elle a décidé d'en confier la maîtrise d'ouvrage temporaire au SIPPEREC dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage organisée par l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

En sa qualité de maître d'ouvrage des investissements relatifs à l'enfouissement des autres réseaux aériens, la Collectivité s'assure seule de leur financement, lequel est donc indépendant au regard de la présente convention.

Il A ETE CONVENUE CE QUI SUIT :

ARTICLE I : OBJET

Pour permettre le financement des travaux portant sur la dissimulation des lignes aériennes de communications électronique ayant en tout ou partie des supports communs avec les lignes aériennes de distribution publique d'électricité dont la mise en souterrain est assurée en vue de leur intégration dans l'environnement, avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant, (voir le détail de la nature et du coût prévisionnel des travaux joint à titre d'information et sans caractère contractuel) pour laquelle la Collectivité s'est déclarée volontaire, et en exécution des délibérations N°2009-12-170 du 15 décembre 2009 et N°2006-06-55 du 22 juin 2006 susvisées, la Collectivité s'engage à verser au SIPPEREC une participation.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

La part du financement supportée par l'opérateur de communications électroniques concerné, en exécution des dispositions de l'article L.2224-35 susvisé du code général des collectivités territoriales, est prévue dans les accords particuliers susvisés pris en application de la convention cadre conclue entre le SIPPEREC et l'opérateur de communications électroniques.

La Collectivité qui s'est déclarée volontaire pour l'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité sur son territoire, bénéficie dans les mêmes conditions des travaux de dissimulation des lignes aériennes de communications électroniques ayant en tout ou partie des supports communs avec les lignes aériennes de distribution publique d'électricité à enfouir.

A ce titre, sa participation est égale au coût de la réalisation de ces travaux de dissimulation, déduction faite de la part supportée par l'opérateur de communications électroniques concerné, selon les modalités stipulées au premier paragraphe du présent article.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

Le coût prévisionnel du programme des études et des travaux visés à l'article 1er de la présente convention, a été estimé par le SIPPEREC à 108 350,00 € TTC dont 3 950,00 € d'indemnisation du SIPPEREC.

Les versements visés au présent article devront être effectués par la Collectivité dans un délai d'un mois maximum suivant la date de réception par la Collectivité de l'avis des

sommes à payer émis par le SIPPEREC au titre de chaque versement, accompagné des pièces justificatives.

La Collectivité s'engage à effectuer un premier versement par mandat administratif au SIPPEREC, correspondant à 40 % du coût prévisionnel total TTC du programme d'enfouissement des réseaux de communication électronique de la présente convention. L'avis des sommes à payer sera émis par le SIPPEREC après la notification de la présente convention.

La Collectivité s'engage à effectuer un deuxième versement par mandat administratif au SIPPEREC correspondant à 80 % du montant TTC cumulé de la partie des marchés notifiés de pré-études, de maîtrise d'œuvre, de coordination de sécurité et de travaux et des engagements pour participations éventuelles dues contractuellement aux opérateurs afférents au réseau de communication électronique, déduction faite du montant du premier acompte déjà effectivement versé par la collectivité au SIPPEREC au titre de sa participation. L'avis des sommes à payer sera émis par le SIPPEREC après la notification du marché de travaux aux entreprises attributaires.
La Collectivité s'engage à effectuer un troisième versement correspondant à 100% de la participation due par la Collectivité définie à l'article 2, déduction faite des versements déjà effectués. Ces versements comprendront également les participations éventuelles dues à l'opérateur réalisant les ouvrages. L'avis des sommes à payer sera émis par le SIPPEREC au moment de la notification du décompte général à l'entreprise attributaire du marché de travaux.

Simultanément, la collectivité s'acquittera auprès du SIPPEREC de la totalité de l'indemnisation du maître d'ouvrage dont le montant prévisionnel s'élève à (3 950,00 €).

Conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice diffusée par le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie n°05-050 du 13 décembre 2005 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, le règlement des échéances d'emprunt dues au SIPPEREC par la collectivité s'effectuera par un prélèvement sur les recettes collectées par le SIPPEREC pour le compte de la Collectivité au titre de son adhésion à la compétence « Electricité » et reversées à celle-ci (en particulier la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité et – si besoin – la redevance d'occupation du domaine public par les réseaux de distribution d'électricité ou toute autre recette).

Le SIPPEREC et la Collectivité acceptent par la présente convention que la compensation légale s'applique dans le cadre de l'opération objet de la présente convention.

Le SIPPEREC remettra, sur simple demande de la collectivité, une copie des justificatifs suivants : bons de commande, ordres de services ou notification des marchés, procès verbal de réception des travaux, copie de l'ensemble des factures, (décompte général et définitif pour le marché de travaux, état d'avancement de la facturation du maitre d'œuvre, du SPS ou au titre des accords particuliers signés avec les opérateurs d'ORANGE, de NC NUMERICÂBLE etc.…).
Les montants éventuels perçus par le SIPPEREC au titre des participations de l'opérateur, seront reversés à la collectivité par le SIPPEREC.
L'apurement éventuel des comptes pourra intervenir, le cas échéant, à l'issue de la période de parfait achèvement des travaux.

En cas de retard de paiement des intérêts moratoires seront appliqués au taux légal en vigueur.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU PROJET

Dans le cas où la modification du projet entraînerait une évolution substantielle du coût du programme d'enfouissement des réseaux, un avenant à la présente convention sera conclu entre les Parties pour entériner leur accord sur cette évolution.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin par le versement par la Collectivité du solde de sa participation.

ARTICLE 6 : ANNULATION DU PROJET

Si le projet n'était pas mené à son terme, le SIPPEREC appellerait auprès de la Collectivité les fonds correspondant aux prestations déjà effectuées par les différentes entreprises (MOE, SPS, Travaux….) avant la date d'annulation du projet, ainsi que l'intégralité de son indemnisation.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif compétent.

Fait le , à Paris.

En deux exemplaires

Pour le SIPPEREC,

Pour la Collectivité,

Monsieur le Maire,

Jacques JP MARTIN
Maire de Nogent-sur-Marne

DETAIL DONNE A TITRE INFORMATIF DE L'ENVELOPPE FINANCIERE NATURE ET COUT PREVISIONNEL DES ETUDES ET DES TRAVAUX DE MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES D'ORANGE AYANT EN TOUT OU PARTIE DES SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RESEAUX DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE A ENFOUIR

Nature des travaux :

La présente opération concerne :
Les travaux de mise en souterrain des réseaux aériens d'ORANGE, situés sur le territoire de la Commune de NOGENT-SUR-MARNE CEDEX.
Lieu des travaux : avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

Linéaire des réseaux de communication électroniques ORANGE en domaine public : 145ml,

Linéaire des réseaux de communication électroniques ORANGE en domaine privé : 260 ml,

Branchements souterrains à réaliser : 26 unités.

Coûts prévisionnels :

Phase étude

I : **Frais d'étude conception :** 5 600,00 € HT, (ce montant correspond à environ 70% du montant total estimé des études 8 000,00 € HT comprenant :

• La rémunération du maître d'œuvre "phase conception",

• La rémunération du coordonnateur de sécurité,

• Les assurances,

• Les frais administratifs (publications etc..).

Phase travaux

II : Frais d'étude réalisation : 2 400,00 € HT, (ce montant correspond à environ 30% du montant total estimé des études: 8 000,00 € HT

III : Montant des travaux : 79 000,00 € HT

IV : Coût prévisionnel pour l'ensemble de ce programme de travaux :

Etudes	**8 000,00 € HT**
Travaux	**79 000,00 € HT**
Total HT	**87 000,00 € HT**
TVA (sur études et travaux)	**17 400,00 €**
Total études et travaux TTC	**104 400,00€ TTC**
Indemnisation du SIPPEREC (5% du montant HT des travaux)	**3 950,00 €**
Total général TTC	**108 350,00 TTC**

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE

ENFOUISSEMENT DE RESEAUX PROPRES A LA COLLECTIVITE

La Collectivité délègue la maîtrise d'ouvrage au SIPPEREC

ETUDES ET TRAVAUX

- Mise en souterrain du réseau dont la Collectivité est Maître d'ouvrage.
  Adresse des travaux : **avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant, à NOGENT-SUR-MARNE CEDEX.**

La MAIRIE DE NOGENT-SUR-MARNE
Place Roland Nungesser,
94732 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX

Entre les soussignés :

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), dont le siège est situé Tour Gamma B, 193-197, rue de Bercy 75012 Paris,

Représenté par

Ci-après désigné par " le SIPPEREC"

Et :

La MAIRIE DE NOGENT-SUR-MARNE, dont le siège est situé Place Roland Nungesser, 94732 NOGENT-SUR-MARNE CEDEX
Représentée par son Maire, Monsieur Jacques JP MARTIN, agissant en vertu d'une délibération de son assemblée délibérante en date du .

Ci-après désignée par " la Collectivité "

Le SIPPEREC et la Collectivité étant ci-après collectivement désignées par " Les Parties ".

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT

Le SIPPEREC, autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité en exécution d'une convention de concession conclue avec EDF le 5 juillet 1994, favorise sur le territoire de la concession les actions de nature à permettre notamment une meilleure intégration des ouvrages dans l'environnement.

La Collectivité dans le cadre de sa politique de mise en valeur et de protection de l'environnement, s'est déclarée volontaire pour la réalisation de travaux d'intégration dans l'environnement des réseaux de distribution publique d'électricité sur son territoire, situés avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

De plus, lorsque les lignes aériennes de communications électroniques ont en tout ou partie des supports communs avec les réseaux de distribution publique d'électricité, il est procédé par le SIPPEREC au remplacement des lignes aériennes de communications en utilisant le même ouvrage souterrain que celui construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun, en application des dispositions de l'article L.2224-35 du code général des collectivités territoriales.

Un accord qui répartit la maîtrise d'ouvrage entre le SIPPEREC et l'opérateur de communications électroniques concerné est signé à cet effet.

L'engagement de ces travaux a par ailleurs conduit la Collectivité à engager une réflexion d'ensemble sur l'état existant des autres réseaux.

A cette occasion, elle a souhaité procéder en même temps à l'enfouissement des autres réseaux aériens dont elle assume la maîtrise d'ouvrage (éclairage public, réseau télévision hertzien, etc..).

Les Parties ont dans ce contexte voulu assurer la réalisation de ces travaux et leur bonne coordination afin de limiter dans la mesure du possible les désordres résultant de ces travaux.

Pour optimiser les moyens autant techniques que financiers ou humains, les Parties ont souhaité recourir aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Cette convention doit en outre préciser les conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixer le terme.

Dans ce contexte, les Parties ont constaté l'utilité de recourir à cette procédure de co-maîtrise d'ouvrage en désignant le SIPPEREC comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération et en précisant les modalités de cette co-maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la présente convention.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux dont le SIPPEREC est maître d'ouvrage sur le territoire de la Collectivité, **avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,** simultanément avec l'enfouissement des réseaux aériens dont la Collectivité est maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

En application de ces dispositions, la Collectivité décide de transférer temporairement sa maîtrise d'ouvrage au SIPPEREC pour la réalisation de l'enfouissement de ses réseaux aériens, le SIPPEREC acceptant cette mission dans les conditions de la présente convention.

ARTICLE 2 – NATURE DE L'OPERATION

Le SIPPEREC s'engage dans le cadre de la présente convention pour la mise en souterrain des réseaux dont il est maître d'ouvrage temporaire.

La Collectivité s'engage pour sa part financièrement dans le cadre de la présente convention pour la mise en souterrain de ses réseaux aériens.

Dans le cas où, au cours de l'opération visée à l'article 1er de la présente convention, l'une des Parties estimait nécessaire d'apporter des modifications substantielles aux travaux envisagés, un avenant à la présente convention serait conclu.

ARTICLE 3 – MISSIONS DU SIPPEREC

Le SIPPEREC s'engage à :

- Elaborer un programme prévisionnel et une enveloppe financière prévisionnelle au titre de l'ensemble de l'opération d'enfouissement objet de la présente convention,
- Lancer toute étude complémentaire nécessaire à l'ensemble de l'opération,
- Lancer une consultation pour l'opération en vue de désigner :
  - le maître d'œuvre,
  - le coordinateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS),
  - les entreprises de travaux,
- Conclure et signer les marchés pour la réalisation de l'opération d'enfouissement dans le respect de la législation et de la réglementation qui lui est applicable,
- S'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises,
- Assurer le suivi des travaux,
- Assurer la réception des ouvrages,
- Procéder à la remise à la Collectivité des ouvrages correspondant à ses réseaux aériens, tels que visés à l'article 1er de la présente convention,
- Initier toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération,
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

ARTICLE 4 – FINANCEMENT

Le coût prévisionnel du programme des études et des travaux visés à l'article 1er de la présente convention, a été estimé par le SIPPEREC à 9 325,00 € TTC dont 325,00 € d'indemnisation du SIPPEREC.

Les versements visés au présent article devront être effectués par la Collectivité dans un délai d'un mois maximum suivant la date de réception par la Collectivité de l'avis des sommes à payer émis par le SIPPEREC au titre de chaque versement, accompagné des pièces justificatives.

La Collectivité s'engage à effectuer un premier versement par mandat administratif au SIPPEREC, correspondant à 40 % du coût prévisionnel total TTC du programme d'enfouissement des autres réseaux aériens dont la collectivité est maître d'ouvrage de la présente convention. L'avis des sommes à payer sera émis par le SIPPEREC après la notification de la présente convention.

La Collectivité s'engage à effectuer un deuxième versement par mandat administratif au SIPPEREC correspondant à 80 % du montant TTC cumulé de la partie des marchés notifiés de pré-études, de maîtrise d'œuvre, de coordination de sécurité et de travaux, déduction faite du montant du premier acompte déjà effectivement versé par la collectivité au SIPPEREC au titre de sa participation. L'avis des sommes à payer sera émis par le SIPPEREC après la notification du marché de travaux aux entreprises attributaires.

La Collectivité s'engage à effectuer un troisième versement correspondant à 100% de la participation due par la Collectivité, définie à l'article 2, déduction faite des versements déjà effectués. L'avis des sommes à payer sera émis par le SIPPEREC au moment de la notification du décompte général à l'entreprise attributaire du marché de travaux.
Simultanément, la collectivité s'acquittera de la totalité de l'indemnisation du maître d'ouvrage dont le montant s'élève à (325,00 €).

Conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice diffusée par le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie n°05-050 du 13 décembre 2005 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, le règlement des échéances d'emprunt dues au SIPPEREC par la collectivité s'effectuera par un prélèvement sur les recettes collectées par le SIPPEREC pour le compte de la Collectivité au titre de son adhésion à la compétence « Electricité » et reversées à celle-ci (en particulier la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité et – si besoin – la redevance d'occupation du domaine public par les réseaux de distribution d'électricité ou toute autre recette).

Le SIPPEREC et la Collectivité acceptent par la présente convention que la compensation légale s'applique dans le cadre de l'opération objet de la présente convention.

Le SIPPEREC remettra, sur simple demande de la collectivité, une copie des justificatifs suivants : bons de commande, ordres de services ou notification des marchés, procès verbal de réception des travaux, copie de l'ensemble des factures, (décompte général et définitif pour le marché de travaux, état d'avancement de la facturation du maitre d'œuvre, du SPS etc…).

L'apurement éventuel des comptes pourra intervenir, le cas échéant, à l'issue de la période de parfait achèvement des travaux.
En cas de retard de paiement des intérêts moratoires seront appliqués au taux légal en vigueur.

ARTICLE 5 – MODALITES DE CONSULTATION DE LA COLLECTIVITE

Le SIPPEREC tiendra régulièrement informé la Collectivité de l'évolution de l'opération dans les conditions suivantes :

- Le SIPPEREC sollicitera l'accord préalable de la Collectivité sur les dossiers des projets pour la réalisation des travaux de mise en souterrain de ses réseaux aériens.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la Collectivité par le SIPPEREC. La Collectivité devra notifier sa décision au SIPPEREC ou faire ses observations dans le délai de 30 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

- La Collectivité sera invitée aux différentes réunions de chantiers. Elle adressera ses observations au SIPPEREC (ou à son représentant).

ARTICLE 6- MODALITES DE RECEPTION DES OUVRAGES

Lors des opérations préalables à la réception prévue à l'Article 41.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, le SIPPEREC organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les entreprises, la Collectivité et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprendra les observations éventuelles présentées par la Collectivité.

Le SIPPEREC s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Le SIPPEREC établira la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera transmise à la Collectivité.

A la fin du chantier, l'Attestation d'Achèvement de l'Ouvrage est signée du maître d'œuvre, de l'entrepreneur et du SIPPEREC.

La réception emporte transfert au SIPPEREC de la garde de l'ouvrage.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE A LA COLLECTIVITE DE SES OUVRAGES PROPRES (AUTRES RESEAUX AERIENS)

Les ouvrages propres à la Collectivité seront mis à sa disposition après réception des travaux, notifiés aux entreprises et à condition que le SIPPEREC ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si la Collectivité demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toute mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien correspondants à la Collectivité.

La mise à disposition intervient à la demande du SIPPEREC. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai de 1 mois maximum à compter de la réception de la demande par la Collectivité.

La mise à disposition prend effet à la date du constat contradictoire. Elle est matérialisée par une Attestation de Remise des Ouvrages de la part du SIPPEREC à la Collectivité.

ARTICLE 8 – INDEMNISATION DU SIPPEREC PAR LA COLLECTIVITE EN QUALITE DE MAITRE D'OUVRAGE

Le SIPPEREC est indemnisé par la Collectivité des frais afférents à l'exécution des missions de maîtrise d'ouvrage pour l'opération de mise en souterrain des réseaux aériens de la Collectivité telle que décrite à l'article 1er de la présente convention.

Le montant prévisionnel de ces indemnités est fixé à l'article 4 de la présente convention " Financement ".

ARTICLE 9 - RESPONSABILITES

Le SIPPEREC assumera les responsabilités de maître d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération d'enfouissement jusqu'à la remise complète des ouvrages à la Collectivité.

ARTICLE 10- ASSURANCES

Chacune des Parties doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

La Collectivité devra, dans le mois suivant la notification de la présente convention, fournir au SIPPEREC la justification qu'elle est titulaire de l'assurance mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification, par le SIPPEREC, à la Collectivité.

Elle prendra fin après la remise des ouvrages dont la Collectivité doit ensuite assurer la maîtrise d'ouvrage, après règlement du solde par la Collectivité.

ARTICLE 12 – ANNULATION DU PROJET

Si le projet n'était pas mené à son terme, le SIPPEREC appellerait auprès de la Collectivité les fonds correspondant aux prestations déjà effectuées par les différentes entreprises (MOE, SPS, Travaux….) avant la date d'annulation du projet, ainsi que l'intégralité de son indemnisation.

ARTICLE 13 – CONTESTATIONS

Toute contestation relative à l'exécution de la présente convention sera portée devant le Tribunal administratif de Paris.

Fait le à Paris.

En deux exemplaires

Pour le SIPPEREC,

Pour la Collectivité,

Monsieur le Maire,

Jacques JP MARTIN
Maire de Nogent-sur-Marne

DETAIL
DONNE A TITRE INFORMATIF DE L'ENVELOPPE FINANCIERE NATURE ET COUTS PREVISIONNELS DES ETUDES ET DES TRAVAUX DE MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX REALISES PAR LE SIPPEREC

Réseaux de distribution publique d'électricité :

Nature des travaux :

La présente opération concerne :
Les travaux de mise en souterrain des réseaux situés sur le territoire de la Commune de NOGENT-SUR-MARNE CEDEX.
Lieu des travaux : avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

Linéaire des réseaux de distribution publique d'électricité sous domaine public : 490 ml.

Linéaire des réseaux de distribution publique d'électricité sous domaine privé : 360 ml.

Branchements souterrains à réaliser : 36 unités.

Coûts prévisionnels :

Phase étude

I : **Frais d'étude conception :** 14 000,00 € HT, (ce montant correspond à environ 70% du montant total estimé des études 20 000,00 € HT) comprenant :

- La rémunération du maître d'œuvre "phase conception",
- La rémunération du coordonnateur de sécurité,
- Les assurances,
- Les frais administratifs (publications etc..).

Phase travaux

II : Frais d'étude réalisation : 6 000,00 € HT, (ce montant correspond à environ 30% du montant total estimé des études 20 000,00 € HT)

III : Montant des travaux : 180 000,00 € HT

IV : Pour information, coût prévisionnel total pour l'ensemble de ce programme de travaux sur le réseau électrique de distribution publique

Etudes	**20 000,00 € HT**
Travaux	**180 000,00 € HT**
Total HT	**200 000,00 € HT**

RESEAUX
AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES AYANT EN TOUT OU PARTIE DES SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RESEAUX DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE A ENFOUIR

Réseaux de l'opérateur ORANGE :

Nature des travaux :

La présente opération concerne :
Les travaux de mise en souterrain des réseaux aériens des opérateurs, situés sur le territoire de la Commune de NOGENT-SUR-MARNE CEDEX.
Lieu des travaux : avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

Linéaire des réseaux de communication électroniques ORANGE en domaine public : 145 ml,

Linéaire des réseaux de communication électroniques ORANGE en domaine privé : 260 ml,

Branchements souterrains à réaliser : 26 unités.

Coûts prévisionnels :

Phase étude

I : **Frais d'étude conception :** 5 600,00 € HT, (ce montant correspond à environ 70% du montant total estimé des études 8 000,00 € HT comprenant :

• La rémunération du maître d'œuvre "phase conception",

• Les assurances,

• Les frais administratifs (publications etc..).

Phase travaux

II : Frais d'étude réalisation : 2 400,00 € HT, (ce montant correspond à environ 30% du montant total estimé des études: 8 000,00 € HT

III : Montant des travaux : 79 000,00 € HT

IV : Coût prévisionnel pour l'ensemble de ce programme de travaux :

Etudes	**8 000,00 € HT**
Travaux	**79 000,00 € HT**
Total HT	**87 000,00 € HT**
TVA (sur études et travaux)	**17 400,00 €**
Total études et travaux TTC	**104 400,00 € TTC**
Indemnisation du SIPPEREC (5% du montant HT des travaux)	**3 950,00 €**
Total général TTC	**108 350,00 TTC**

DETAIL
DONNE A TITRE INFORMATIF DE L'ENVELOPPE FINANCIERE NATURE ET COUTS PREVISIONNELS DES ETUDES ET DES TRAVAUX DE MISE EN SOUTERRAIN DES RESEAUX AERIENS DONT LA COLLECTIVITE EST MAITRE D'OUVRAGE

Nature des travaux :

La présente opération concerne :
Les travaux de mise en souterrain des réseaux aériens dont la Collectivité est Maître d'ouvrage, situés sur le territoire de la Commune de NOGENT-SUR-MARNE CEDEX.
Lieu des travaux : avenue Charles V , avenue des Tilleuls, rue du Maréchal Lyautey, rue du Maréchal Vaillant,.

Linéaire des réseaux Eclairage Public : 0 ml,

Nombre de points lumineux : "0",

Linéaire des réseaux ville : 0 ml,

Branchements souterrains à réaliser : 0 unités.

Surlargeurs de réfection des trottoirs avenue Charles V au droit de la crèche

Coûts prévisionnels :

Phase étude

I : **Frais d'étude conception : 700,00** € HT, (ce montant correspond à environ 70% du montant total estimé des études 1 000,00 €HT) comprenant :

- La rémunération du maître d'œuvre "phase conception",
- La rémunération du coordonnateur de sécurité,
- Les assurances,
- Les frais administratifs (publications etc..).

Phase travaux

II : Frais d'étude réalisation : 300,00 € HT, (ce montant correspond à environ 30% du montant total estimé des études: 1 000,00 € HT)

III : Montant des travaux : 6 500,00 € HT

IV : Coût prévisionnel pour l'ensemble de ce programme de travaux sur les réseaux de la Collectivité :

Etudes	**1 000,00 € HT**
Travaux	**6 500,00 € HT**
Total HT	**7 500,00 € HT**
TVA (sur études et travaux)	**1 500,00 €**
Total études et travaux TTC	**9 000,00€ TTC**
Indemnisation du SIPPEREC (5% du montant HT des travaux)	**325,00 €**
Total général TTC	**9 325,00 € TTC**

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DE L'INTEGRATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS DANS LE CONTRAT DE BASSIN MARNE CONFLUENCE 2010-2015

Au vu des nombreux enjeux écologiques, sociaux et économiques liés à la Marne, le Syndicat Marne Vive s'est proposé en 2009 pour élaborer un contrat de bassin intitulé "Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne".

Un contrat de bassin présente des objectifs pour la rivière et un programme d'actions pluriannuel, sur 2010 – 2015 dans le cas du présent contrat. Les signataires d'un contrat de bassin sont :

- les maîtres d'ouvrage des projets inscrits dans le contrat : ils s'engagent à respecter les objectifs du contrat et à mettre en œuvre le programme d'actions, sous réserve de moyens financiers adéquats ;
- les financeurs, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Région Île-de-France : ils s'engagent à financer de façon prioritaire les projets inscrits, voire de façon exclusive certaines thématiques.

Le Contrat de Bassin "Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne" présente trois objectifs pour la Marne :

A. Qualité des eaux des milieux aquatiques superficiels
   - o En termes d'amélioration de la qualité physico-chimique et bactériologique de la Marne
   - o En termes d'amélioration de la qualité chimique de la Marne

B. Qualité écologique des milieux aquatiques

C. Animation de territoire vis-à-vis de l'amélioration écologique de la Marne

Suite à de nombreux échanges, le contrat a été signé fin 2010 par 28 signataires du bassin de la Marne, qui ont inscrit 133 millions d'euros d'actions opérationnelles pour la rivière. Quatre entités supplémentaires ont intégré le contrat initial en 2012, portant le montant total des opérations à 153 millions d'euros.

En 2014, le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis a fait part de son souhait d'intégrer le contrat de bassin pour ses deux dernières années 2014-2015.

Les actions proposées par le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis portent sur tous les objectifs du Contrat : études et travaux d'assainissement, travaux de restauration de berges... Au total, l'ensemble des opérations inscrites par le Conseil Départemental représente environ 17 millions d'euros sur 2014-2015, ce qui porte le montant global du Contrat à 170 millions d'euros et le nombre d'entités engagées dans le Contrat à 33.

Le montant a été estimé, soit à partir des éléments fournis par les maîtres d'ouvrage, soit par des montants moyens classiquement observés. Seules les opérations répondant aux politiques de financement de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de la Région Île-de-France ont pu être retenues. Ces propositions restent indicatives, sous réserve de leur compatibilité avec les budgets annuels de chaque contractant. Le Syndicat Marne Vive assure le rôle d'animation du contrat : suivi du déroulement des projets par rapport au programme, réunion du comité de pilotage, bilans annuels du contrat…

Les 32 signataires initiaux doivent délibérer sur l'intégration du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis et sur le montant global. Toutefois, pour simplifier la procédure administrative, seul le nouvel entrant devra signer l'avenant, avec les financeurs et le Syndicat Marne Vive.

Il est donc demandé d'approuver l'intégration du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis dans le Contrat de Bassin Marne Confluence, pour la période 2014-2015 et le montant global porté à 170 millions d'euros Hors Taxes.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/85
Approbation de l'intégration du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis dans le contrat de Bassin Marne Confluence 2010-2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine Normandie en vigueur,

Vu le contrat de Bassin Marne Confluence « Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne » ci-annexé,

Considérant que la Marne présente de nombreux enjeux écologiques, sociaux et économiques,

Considérant la demande de report de délai d'atteinte du bon état écologique de la Marne, passée de 2015 à 2027, du fait de la multitude des actions à engager pour en améliorer la qualité,

Considérant que l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) et la Région Île-de-France proposent la mise en place de contrats de bassin, outils de planification qui permettent d'assurer la cohérence des actions des maîtres d'ouvrage sur la rivière et d'atteindre leurs objectifs de façon globale et structurée et que ces contrats de bassin peuvent évoluer dans le temps par intégration de nouveaux partenaires,

Considérant que le Syndicat Marne Vive (SMV) s'est proposé pour élaborer et assurer l'animation du contrat en collaboration avec les maîtres d'ouvrage,

Considérant que, depuis le premier contrat de bassin approuvé et signé fin 2010, le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis a manifesté son intérêt pour l'outil afin de renforcer l'action sur la rivière par ses propres projets et bénéficier ainsi de l'accompagnement de l'AESN, la Région et le SMV offert par le Contrat,

Considérant que la signature du contrat permet aux maîtres d'ouvrage de bénéficier d'un appui financier prioritaire voire exclusif de la part de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de la Région Île-de-France,

Considérant que la signature du contrat engagera le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis dans le respect des objectifs inscrits pour la Marne, sous réserve de leur compatibilité avec les budgets annuels de chaque contractant,

Considérant que le nouveau montant global du contrat, estimé à 170 millions d'euros Hors Taxes, est issu d'éléments fournis par les maîtres d'ouvrage et les coûts moyens observés par le même type d'opération,

Considérant que chaque signature du contrat doit se prononcer sur l'adhésion du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et sur la modification de l'enveloppe financière des actions menées au titre du contrat,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve l'intégration du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis dans le contrat de Bassin Marne Confluence "Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne" 2010 – 2015, ci-annexé, pour la période 2014 – 2015.

Article 2 : Approuve le montant global du Contrat, porté à 170 millions d'euros H.T.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

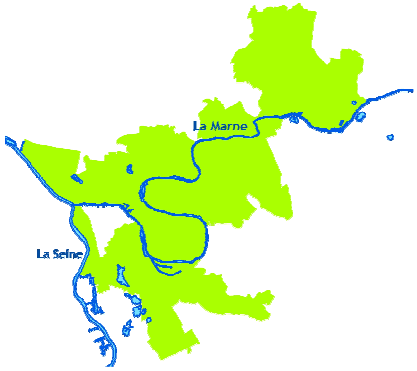
Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Marne Vive
Syndicat mixte

La structure porteuse

Les partenaires financiers



Les acteurs impliqués

PROJET A VALIDER AESN

CONTRAT DE BASSIN MARNE CONFLUENCE 2014 - 2015

Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne

Ancien site de baignade

Ile de la Marne

Août 2014

PROJET A VALIDER AESN

SOMMAIRE

PREAMBULE **5**

ETABLI ENTRE **6**

ARTICLE I - OBJET DU CONTRAT **9**

ARTICLE II - TERRITOIRE OU SECTEUR D'ACTIVITE CONCERNE **9**

ARTICLE III - OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS **9**

ARTICLE IV - PROGRAMME D'ACTIONS **10**

ARTICLE V - SUIVI - EVALUATION **13**

ARTICLE VI - MODALITES DE FONCTIONNEMENT **13**

Article VI.1 - Pilotage *13*
Article VI.2 - Animation *14*
Article VI.3 – Comité technique *14*
Article VI.4 – Demandes de subvention *15*

ARTICLE VII - ENGAGEMENTS DES PARTIES **15**

Article VII.1 - Engagements de l'Agence *15*
Article VII.2 - Engagements de la Région *15*
Article VII.3 - Engagements des signataires maîtres d'ouvrage *16*

ARTICLE VIII - DUREE - AVENANT - RESILIATION **17**

Article VIII.1 - Durée *17*
Article VIII.2 - Avenant *17*
Article VIII.3 – Résiliation *17*

ANNEXES **20**

ANNEXE 1 - DEFINITION DU TERRITOIRE **21**

1. Les limites du périmètre *21*
2. Masse d'eau du territoire et état de la qualité de la rivière *22*
3. Les enjeux du territoire *26*
4. Synthèse du diagnostic préalable *29*

ANNEXE 2 - PROGRAMME D'ACTIONS **31**

ANNEXE 3 - INDICATEURS D'EFFET ET D'ACTION **35**

ANNEXE 4 - CELLULE D'ANIMATION **37**

Point 1 – MISSIONS et COMPOSITION de la cellule *37*
Point 2– FONCTIONNEMENT de la cellule *37*
Point 3 - Rôle du Comité de Pilotage : planification et validation des actions de la cellule *38*
Point 4 - ENGAGEMENTS du Syndicat Marne Vive *38*
Point 5- ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE *38*

ANNEXE 5 - TAUX D'AIDE DE L'AGENCE POUR LES ACTIONS DU CONTRAT A LA DATE DU **39**

ANNEXE 6 - TAUX D'AIDE DE LA REGION ILE DE FRANCE POUR LES ACTIONS DU CONTRAT A LA DATE DU **42**

PROJET A VALIDER AESN

PROJET A VALIDER AESN

PREAMBULE

Un contrat de bassin "Pour le retour de la biodiversité et de la baignade en Marne" 2010 – 2015 a été signé. Il s'étend sur la partie aval du bassin versant de la Marne, aux portes de Paris. Il s'inscrit dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marne Confluence, en cours d'élaboration, et, plus particulièrement, dans la masse d'eau 154A : la Marne, de sa confluence avec la Gondoire à la confluence avec la Seine.

Le IXème programme 2008 – 2012 de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, appuyé sur la charte constitutionnelle de l'environnement, a pour objectif de favoriser les opérations permettant le respect des différentes directives européennes et en particulier celui de la Directive Cadre sur l'Eau pour atteindre le bon état écologique des eaux en 2015 (sauf obtention de report de délai).

Il s'appuie sur une politique partenariale avec le Conseil régional d'Ile-de-France à l'échelle hydrographique cohérente : le bassin versant permettant de définir le projet global décliné en actions opérationnelles pour répondre aux objectifs.

Le contrat s'inscrit dans une démarche de préservation et d'amélioration de la ressource en eau et des milieux naturels (aquatiques et humides). Il est la formalisation de l'engagement des acteurs pour développer et promouvoir, au moyen d'un programme d'actions, les opérations à mener pour atteindre cet objectif.

Le contrat formalise l'engagement des acteurs pour atteindre les objectifs de reconquête écologique de la Marne en cohérence avec la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE) et il vise à apporter les moyens financiers aux actions.

La conduite de ce projet nécessite la mise en place d'une organisation et la mobilisation de moyens qui font l'objet du présent contrat.

******

Afin de renforcer le réseau d'acteurs et favoriser la cohérence sur la masse d'eau, ce contrat de bassin prévoit, dans son action C2, "d'amener les collectivités du territoire non signataires à intégrer la démarche". Au cours de l'année 2011, des collectivités de la masse d'eau ayant de forts enjeux vis-à-vis de la Marne ou de ses affluents, ont donc été contactées en vue de leur intégration et adhésion à la démarche territoriale.

Le contrat de bassin « 2010-2015 » de Décembre 2010 a été complété par une version de Janvier 2012, intégrant le programme d'actions de nouvelles collectivités signataires : Commune de Coubron 93, commune de Neuilly-sur-Marne 93, Communauté d'Agglomération Clichy-sous-Bois/Montfermeil 93, Communauté d'Agglomération Marne et Chantereine 77.

De la même manière, le contrat de bassin « 2012-2015 » de Janvier 2012 est complété par la présente version « 2014-2015 » de Juillet 2014, intégrant le programme d'actions du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, nouveau signataire.

PROJET A VALIDER AESN

ETABLI ENTRE

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie, établissement public à caractère administratif de l'Etat, instaurée par l'article L.213-8-1 du code de l'environnement, inscrit à l'INSEE sous le numéro 18 750 009 500 026, représentée par sa Directrice, Madame Michèle ROUSSEAU,
dénommée ci-après "l'Agence"

Et

La Région, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Jean-Paul HUCHON, en vertu de la délibération n°CP 10-909 en date du 17 novembre 2010,
dénommée ci-après "la Région",

Et

Le Syndicat Mixte à vocation unique "Marne Vive, représenté par XXX, en vertu de la délibération n° XXX,
dénommé ci-après "le Syndicat",

Et

La commune d'Alfortville, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Bonneuil-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Bry-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Coubron, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Champigny-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Charenton-le-Pont, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Créteil, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Fontenay-sous-Bois, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Gournay-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Joinville-le-Pont, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Le Perreux-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Limeil-Brévannes, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Neuilly-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Noisy-le-Grand, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Nogent-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Paris, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Saint-Maur-des-Fossés, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Saint-Maurice, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

PROJET A VALIDER AESN

La commune de Sucy-en-Brie, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La commune de Villiers-sur-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

La Communauté d'Agglomération Clichy-sous-Bois / Montfermeil, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La Communauté d'Agglomération Marne et Chantereine, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La Communauté d'Agglomération Plaine Centrale, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La Communauté d'Agglomération Vallée de la Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,
La Communauté de Communes Charenton-le-Pont / Saint-Maurice, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

Le Conseil Général du Val-de-Marne, représenté par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

Le Syndicat des Eaux d'Île-de-France, représenté par M. André SANTINI, en vertu de la délibération du Bureau du 5 avril 2013,

L'établissement public Port Autonome de Paris, représenté par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

La Chambre de métiers et de l'artisanat du Val-de-Marne, représentée par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

Le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, représenté par XXX, en vertu de la délibération n° XXX du XXX,

dénommés ci-après "les maîtres d'ouvrage",

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, publiée au Journal Officiel des Communautés Européennes le 22 décembre 2000,

Vu la loi n°2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie en vigueur,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2009/3641 du 14 septembre 2008, fixant le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux "Marne Confluence",

Vu l'arrêté du Préfet du Val-de-Marne n°2010/2772 du 20 janvier 2010, instituant la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux "Marne Confluence" et fixant sa composition,

PROJET A VALIDER AESN

Vu le Schéma Directeur d'Assainissement de la Zone SIAAP, approuvé le 26 avril 2007.

Vu la délibération 111-07 du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 25 octobre 2007 approuvant les nouvelles orientations de la politique régionale de l'eau,

Vu le IXème programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et le Plan Territorial d'Actions Prioritaires (PTAP),

Vu les délibérations des signataires,

Vu la délibération n°06-22 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie approuvant le Contrat global type, et les avis de sa commission des aides du 7 février 2012 et du 7 octobre 2014,

Vu le diagnostic préalable au contrat établi le 17 décembre 2009 et approuvé par l'ensemble des signataires,

Vu le contrat de bassin Marne Confluence 2010-2015 et sa version complétée 2012-2015 de Janvier 2012,

PROJET A VALIDER AESN

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE I - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de formaliser l'engagement des acteurs (collectivités locales et autres structures signataires) autour d'un projet collectif de gestion globale de l'eau à l'échelle du bassin versant de la Marne, dans sa partie aval et urbaine, et de définir les conditions d'intervention de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de la Région Île-de-France.

Il définit :

- Les objectifs et résultats à atteindre,
- Le programme d'actions à mettre en oeuvre,
- Les modalités de suivi – évaluation,
- Les modalités de communication et de fonctionnement,
- Les engagements des parties.

ARTICLE II - TERRITOIRE OU SECTEUR D'ACTIVITE CONCERNE

Le présent contrat s'applique au territoire constitué par la partie aval et urbaine du bassin versant de la Marne telle que définie dans l'annexe 1.

ARTICLE III - OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

Les actions à mener s'inscrivent dans un contexte de gestion globale des eaux du bassin versant de la **Marne aval** qui reposent sur les objectifs suivants

→A. Qualité des eaux des milieux aquatiques superficiels

▪ <u>En termes d'amélioration de la qualité physico-chimique et bactériologique de la Marne,</u>
les objectifs sont :

- améliorer la qualité de l'eau de la Marne aval et de ses affluents afin d'atteindre les classes de qualité arrêtées ;
- améliorer la qualité des milieux aquatiques et des milieux humides ;
- optimiser la protection de la ressource autour des secteurs de captage ;
- améliorer la qualité et la fiabilité des systèmes d'assainissement des eaux usées (collecte, transport et dépollution), notamment en actualisant la connaissance du patrimoine des réseaux et de son fonctionnement vis-à-vis du milieu ;
- développer la maîtrise des ruissellements et le traitement des eaux pluviales en mettant en œuvre des techniques dites alternatives et diminuant les charges polluantes des rejets en Marne (notamment en termes de concentrations bactériologiques), en lien avec la réalisation d'une trame verte et bleue.

▪ <u>En termes d'amélioration de la qualité chimique de la Marne,.</u>
les objectifs sont :

- la réduction des rejets pollués en Marne.
- la poursuite de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires

PROJET A VALIDER AESN

- la limitation des rejets d'éléments toxiques / chimiques ou déstabilisant les réseaux, en s'appuyant sur la police des réseaux, notamment en termes de délivrance des autorisations de déversements dans les réseaux par les rejets non domestiques

→ B. Qualité écologique des milieux aquatiques

L'objectif est d'améliorer la qualité écologique de la Marne, en diversifiant les habitats des milieux aquatiques et en favorisant l'accueil et le développement de la faune et de la flore, puisque, comme l'état chimique, il concourt au report de délai d'atteinte du Bon Potentiel écologique. Il est par ailleurs très lié au cadre de vie.

→ C. Animation de territoire vis-à-vis de l'amélioration écologique de la Marne

L'objectif est de développer une culture du territoire autour de l'amélioration écologique de la Marne, en s'appuyant notamment sur l'animation du contrat pour faire vivre les objectifs auprès de l'ensemble des signataires, et auprès du grand public, le premier usager de la rivière.

ARTICLE IV - PROGRAMME D'ACTIONS

Le programme d'actions s'inscrit dans une vision globale :

- dans l'espace avec des opérations menées à l'échelle du linéaire de la Marne et de ses milieux associés, pour assurer leur fonctionnalité écologique ;
- dans le temps avec une préférence pour les actions préventives et cherchant à résoudre les problèmes à la source et mettant des solutions les plus économes et écologiques possibles ;
- des périmètres de collecte des eaux usées et sous-bassins versants pour favoriser la cohérence entre les actions et la synergie entre les acteurs ;
- de tous les usages de l'eau conciliant l'équilibre naturel et les exigences des différentes activités.

Afin de répondre aux objectifs définis dans l'article III, les parties s'engagent à mettre en œuvre le programme d'actions fixé en annexe 2. Celui-ci définit les actions retenues en fonction des objectifs poursuivis et des résultats attendus ; il identifie des actions au sein de chaque objectif.

Le montant prévisionnel des actions de ce contrat est de 170 millions d'euros H.T**.**

PROJET A VALIDER AESN

Le programme d'action comprend :

POUR L'OBJECTIF A " Qualité des eaux des milieux aquatiques superficiels " :

A. En termes d'amélioration de la qualité physico-chimique et bactériologique de la Marne

- A1 Améliorer la connaissance du patrimoine des réseaux d'assainissement et planifier son optimisation vis-à-vis du milieu naturel, en mettant en place ou en actualisant des schémas directeurs d'assainissement et des zonages ;
- A2 Fiabiliser le fonctionnement du système de collecte et de transport des effluents, en assurant :
  - la mise en place des documents réglementaires (zonages d'assainissement, rapports sur le prix de l'eau…).
  - la sélectivité des réseaux séparatifs par la mise en conformité des branchements publics et privés et par la suppression des connexions des liaisons Eaux Usées / Eaux Pluviales
  - la réhabilitation des réseaux d'assainissement
  - le développement des démarches globales de raccordements des particuliers ;
- A3 Adopter des démarches de gestion en amont des eaux pluviales et de maîtrise du ruissellement, valoriser l'eau dans la ville, en intégrant dans les projets d'aménagements des méthodes de gestion alternatives des eaux pluviales ;
- A4 Dépolluer les eaux pluviales, en développant des projets de rétention et de dépollution des eaux et en faisant émerger des réflexions sur la gestion des rejets en Marne ;
- A5 Mettre en place des systèmes de contrôle et de suivi des réseaux, pour faire émerger des démarches de gestion préventives ;
- A6 Développer la réflexion sur la mise en place d'un site de baignade en Marne, en étudiant sa faisabilité administrative, technique, financière et sociale.

- En termes d'amélioration de la qualité chimique de la Marne,
  - A7 Raisonner l'utilisation des produits phytosanitaires, en développant des plans de désherbages et en tendant vers le "Zéro Phyto" ;
  - A8 Favoriser la réduction des pollutions des effluents :
    - des activités économiques, en développant des actions sur la mise en conformité des rejets non-domestiques
    - des activités de plaisance, en portant des réflexions sur leurs impacts potentiels ;
  - A9 Assurer la préservation de la ressource, en établissant des diagnostics sur les pressions dans les zones de captage.

PROJET A VALIDER AESN

POUR L'OBJECTIF B " Qualité écologique des milieux aquatiques "

- B1 Améliorer les connaissances sur la fonctionnalité écologique de la Marne et de ses annexes ;
- B2 Renaturer les berges de la Marne via des techniques végétales adaptées ;
- B3 Restaurer la ripisylve et les habitats fonctionnels sur des annexes de la Marne ;
- B4 Restaurer écologiquement les îles ;
- B5 Elaborer une stratégie de gestion intégrée des milieux aquatiques à l'échelle du territoire, afin d'assurer une programmation et une organisation de l'entretien et des travaux à une échelle d'intervention cohérente ;
- B6 Favoriser les aménagements urbains intégrant l'eau dans la ville, pour assurer la fonctionnalité des espaces naturels et aquatiques (continuité écologique, trames bleues et vertes).

POUR L'OBJECTIF C " Animation de territoire vis-à-vis de l'amélioration écologique de la Marne "

Pour faire vivre les objectifs du contrat de façon globale, cohérente et partagée, les actions suivantes sont à réaliser :

- C1 Animer le contrat (cf. article VI) ;
- C2 Amener les collectivités du territoire du contrat de bassin non signataires à intégrer la démarche ;
- C3 Sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux liés à la qualité de la Marne, en développant des journées d'informations et de formations aux élus, aux équipes municipales et au grand public, en mettant en place des manifestations et des outils de communication ;
- C4 Assurer le suivi du contrat, en développant le réseau local de mesures et un observatoire de la qualité.

Les opérations figurant dans le programme d'actions correspondent exclusivement aux actions éligibles aux aides financières de l'AESN et/ou de la Région. Ainsi, par exemple, les opérations menées en régie ne sont pas inscrites.

Afin de mettre en cohérence et en perspective l'ensemble des opérations menées sur le territoire du contrat, et dans une approche de sensibilisation générale des maîtres d'ouvrage, les actions ne figurant pas dans le programme d'actions mais présentant des impacts positifs sur la rivière et allant dans le sens des objectifs du contrat pourront être mises à la connaissance des signataires, par exemple lors des bilans annuels (exemples : opérations menées en régie telles que des plans de gestion de milieux aquatiques ou des diagnostics de rejets, opérations de réhabilitation de réseaux Eaux Pluviales, manifestations publiques sur le thème de la qualité de l'eau…).

PROJET A VALIDER AESN

ARTICLE V - SUIVI - EVALUATION

Des indicateurs d'effet et d'action sont définis pour le suivi du contrat et son évaluation.

Les indicateurs d'action regroupent des critères d'ordre technique, financier et relatifs à l'animation.

Les indicateurs d'effet mesurent les résultats et apprécient les effets des actions réalisées sur le milieu et vis-à-vis des usages, ou en termes de réduction de pollution.

Ces éléments sont définis dans l'annexe 3 «Indicateurs d'effet et d'action».

Les résultats attendus sur le milieu et vis-à-vis des usages sont appréciés au minimum par un diagnostic pendant la phase d'élaboration du contrat, et un diagnostic en fin de contrat et après réalisation des actions financées au contrat.

Le suivi du contrat comprend :

- un bilan comparatif annuel et consolidé des actions engagées, réalisées et de leurs effets attendus sur le milieu avec les actions prévues au programme d'actions (tableaux de bord techniques et financiers reprenant l'ensemble des indicateurs)
- un rapport d'activité annuel
- une analyse des résultats issus du suivi du milieu.

A l'issue du contrat, une évaluation est effectuée. Elle comporte un volet technique et financier ; elle précise notamment l'impact des actions réalisées en regard des résultats initialement attendus et des objectifs fixés.

Le suivi et l'évaluation sont réalisés par le Syndicat Marne Vive, structure chargée de l'animation du contrat.

ARTICLE VI - MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Article VI.1 - Pilotage

Il est institué un Comité de pilotage composé des représentants des signataires du présent contrat.

Il est présidé par le Président du Syndicat Marne Vive ou un de ses Vice-Présidents. Il se réunit au moins une fois par an. Les éléments constituant l'ordre du jour sont transmis par le Président aux membres du Comité au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le Comité de pilotage est un organe consultatif de concertation et de coordination. Il assure les fonctions suivantes :

- promouvoir le contrat en incitant les maîtres d'ouvrage à engager les actions prévues au programme,

PROJET A VALIDER AESN

- coordonner son application avec un souci de gestion concertée et durable,

- informer les usagers. Il peut créer à cet effet un Comité consultatif.

- examiner et valider la programmation annuelle de travaux présentée par les maîtres d'ouvrage sur proposition de la cellule d'animation,

- valider annuellement le suivi du contrat (tableaux de bord, bilans, rapport d'activité) afin d'en tirer les enseignements nécessaires pour renforcer les efforts et éventuellement réorienter les actions,

- valider l'évaluation du contrat à son issue,

Pour l'exécution de ses missions, le Comité de pilotage peut s'appuyer sur un ou plusieurs Comités ad hoc créés à cet effet.

L'avis du Comité de pilotage ne s'impose pas aux signataires et aux maîtres d'ouvrage éligibles aux aides de l'Agence et de la Région.

Article VI.2 - Animation

Une animation du contrat est réalisée par le Syndicat Marne Vive.

Elle fait émerger les projets. Elle sensibilise, communique et forme les différents acteurs et usagers de l'eau afin de répondre aux objectifs et aux résultats attendus.

Elle présente aux membres du Comité de pilotage les éléments leur permettant de se prononcer sur la mise en œuvre du contrat et de son programme d'actions, en leur donnant une vision globale de leurs déroulements.

Sa composition, ses missions, ses conditions de fonctionnement et de financement sont définies dans l'annexe 4.

Article VI.3 – Comité technique

Il est institué un Comité technique composé des techniciens des maîtres d'ouvrage signataires et des partenaires financiers. Il est animé par le responsable de la cellule d'animation.
Le Comité technique se réunit au minimum 1 fois par an, à l'initiative du Président du Syndicat Marne Vive, en qualité de responsable de l'animation du contrat, afin :

- d'établir le bilan des opérations de l'année écoulée ;

- de préparer et structurer le programme de travail de l'année à venir en définissant notamment les actions prioritaires ;

- de définir les mesures à réaliser et les indicateurs à prendre en compte pour évaluer l'efficacité des actions proposées pour l'année en cours.

La cellule d'animation prépare les réunions du comité technique en sollicitant auprès des maîtres d'ouvrage le bilan des opérations réalisées et le programme de l'année suivante. Chaque maître d'ouvrage met en exergue dans son programme annuel les actions prioritaires. Celles-ci font l'objet d'un argumentaire sur les améliorations attendues pour le milieu naturel. Les maîtres d'ouvrage sont seuls responsables des informations fournies. La

PROJET A VALIDER AESN

cellule d'animation en assure la synthèse et la présentation au comité technique, qui le valide en réunion.

Article VI.4 – Demandes de subvention

Les dossiers de demandes de subventions restent à l'initiative des maîtres d'ouvrage pour chacune de leurs opérations. La procédure de demande de subvention et les éléments constitutifs des dossiers doivent être conformes aux règles en vigueur de chaque financeur.

ARTICLE VII - ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect du principe de l'annualité budgétaire, les engagements financiers mentionnés ci-dessous sont prévisionnels, sous réserve de leur compatibilité avec les budgets annuels de chaque contractant.
Les organismes financeurs s'engagent sur le principe à cofinancer les opérations prévues dans le cadre du contrat selon leurs modalités particulières d'intervention.

Les financeurs informent le Syndicat Marne Vive de la réception des dossiers de demandes de subventions par les maîtres d'ouvrage et de la réponse engagée (accord ou non, taux d'aide, montant alloué).

Article VII.1 - Engagements de l'Agence

L'Agence s'engage à prendre en compte, de manière prioritaire, les dossiers relevant du programme d'action.

La participation financière de l'Agence prend la forme d'une convention d'aide financière passée avec le maître d'ouvrage, pour chacune de ses opérations. Les aides financières de l'Agence sont versées à ce dernier selon les modalités précisées dans cette convention.

Cette participation s'effectue selon les règles du programme en vigueur au moment de l'octroi de l'aide. L'annexe 5 mentionne à titre indicatif les taux d'aide de l'Agence à la date de signature du contrat. Ces taux pourront être modifiés par le conseil d'administration de l'Agence. Les modalités d'aide qui s'appliquent à partir du 1er janvier 2013 sont définies par le 10ème Programme de l'Agence.

L'Agence s'engage à soutenir techniquement et financièrement l'animation selon les modalités décrites dans l'annexe 4.

L'Agence transmet à la structure chargée de l'animation les informations relatives aux aides financières attribuées dans le cadre du contrat.

L'Agence s'engage à fournir les documents types (tableaux de bord, rapport d'activité) pour réaliser le suivi et le bilan du contrat.

Article VII.2 - Engagements de la Région

VALIDER AESN

L'intervention de la Région répond à deux orientations principales : la mise en oeuvre du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France adopté le 25 septembre 2008 par le Conseil régional, et l'émergence de l'Eco-région. Ainsi la Région privilégie-t-elle la prévention par rapport aux actions curatives. Dans cette perspective, la Région s'engage sur le principe de financer des opérations acceptées par le Comité de suivi et approuvées par les maîtres d'ouvrage concernés, suivant les modalités de sa délibération CR 111-07 du 25 octobre 2007 relative à la politique régionale de l'eau, dont les taux en vigueur sont rappelés en annexe 6 et dans le respect des dispositions de son règlement budgétaire et financier.

Cette participation financière de la Région est instruite après la présentation des dossiers suivant les conditions précisées à l'article VI-4. Elle est fixée pour chaque opération par délibération de la Commission permanente. Le montant des travaux retenu pour le calcul de l'aide financière régionale peut faire l'objet d'un plafonnement.

La Région ne peut subventionner les travaux que s'ils sont situés sur l'Ile-de-France et dans la proportion qui la concerne. Le versement des aides se fait sur demande du maître d'ouvrage et à mesure de la constatation des dépenses réalisées dans la limite du montant d'aide initialement défini.

Pour le présent contrat situé en cœur d'agglomération, l'aide régionale concerne principalement les opérations répondants aux priorités de la Région à travers la mise en œuvre du projet de SDRIF et de l'Eco-région soit :

- ⇒ réduire les surverses des réseaux unitaires vers le milieu naturel par une maîtrise des ruissellements à la source soucieuse d'écologie urbaine
- ⇒ réintroduire l'eau dans la ville, soustraire les eaux pluviales et les rivières urbaines aux réseaux d'assainissement
- ⇒ réduire l'usage des produits phytosanitaires
- ⇒ stopper l'érosion de la biodiversité, restaurer les continuités écologiques de l'eau et des milieux associés (continuités bleues et vertes).

S'agissant du projet de station de dépollution des eaux pluviales « Ru de la Lande », pour lequel le SIAAP est co-maître d'ouvrage et qui est mentionné au schéma d'assainissement de la zone centrale de même qu'une dizaine de projets du même type, il est précisé que la Région examinera ce projet dans le cadre des outils contractuels et du cadrage budgétaire spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de ce schéma. La participation éventuelle de la Région, sous réserve de la comptabilité de ce projet avec les objectifs régionaux, ne pourra porter que sur l'assiette retenue par l'Agence de l'eau.

Article VII.3 - Engagements des signataires maîtres d'ouvrage

Chaque signataire, pour ce qui le concerne, reconnaît le bassin versant comme unité hydrographique cohérente en matière de gestion de l'eau. En conséquence, et d'un commun accord entre les signataires, le rôle de coordination et d'animation est confié au Syndicat Marne Vive.

Les signataires maîtres d'ouvrage s'engagent à réaliser les actions inscrites au contrat, conformément aux termes de la programmation définie à l'article IV et son annexe 2.

Le Syndicat Marne Vive, porteur de l'animation, s'engage à animer les actions inscrites au contrat et conformément aux termes de la programmation définie à l'article IV et son annexe 2.

PROJET A VALIDER AESN

Les signataires maîtres d'ouvrage s'engagent à transmettre au Syndicat Marne Vive, coordonnateur du contrat, les éléments techniques et financiers relatifs au déroulement des opérations avant le 31 octobre de chaque année.

Avant le 30 mars de chaque année, le Syndicat Marne Vive s'engage à transmettre à l'Agence et à la Région des tableaux de bord techniques et financiers relatifs au déroulement des opérations et au suivi du milieu. Il s'engage à publier un rapport annuel d'activité de la cellule d'animation avant le 30 mars de chaque année, adressé aux deux financeurs. Il assure, avec la participation de l'Agence, les moyens de fonctionnement nécessaires à l'exécution du contrat.

Le Syndicat Marne Vive s'engage à établir un bilan à mi-parcours et à l'issue du contrat, à partir des éléments techniques et financiers fournis par les signataires.

Les signataires s'engagent à mentionner l'intervention financière de l'Agence et de la Région dans toute communication ou publication relative au contrat ou à des actions incluses dans son cadre.

ARTICLE VIII - DUREE - AVENANT - RESILIATION

Article VIII.1 - Durée

Le présent contrat prend effet le 1er janvier 2014 et se termine le 31 décembre 2015. Il complète le contrat initial 2010-2015 et sa version amendée 2012-2015, en étendant le nombre de signataires après accord par délibération des signataires initiaux sur cette extension.

Article VIII.2 - Avenant

Le présent contrat peut faire l'objet d'avenants après consultation du Comité de pilotage et accord des instances délibérantes des différents signataires.

Article VIII.3 – Résiliation

Le comité de pilotage, dans le respect des priorités et des disponibilités financières des partenaires, a veillé à ce que soit les engagements définis au contrat initial pour la période 2010-2013 soient tenus *:*

- au minimum 40% de la masse financière des actions du programme, soit**,** 61 millions d'euros H.T en prenant en compte les actions réalisées dans le cadre des versions antérieures du contrat 2010-2015 et 2012-2015 ;

- au moins une action prioritaire par objectif, soit :

  - OBJECTIF A :
    - Aspects physico-chimiques et bactériologiques : l'actualisation du Schéma Directeur d'Assainissement de la ville de Saint-Maur-des-Fossés ;
    - Aspects chimiques : la réalisation du diagnostic de l'impact des activités potentiellement polluantes par le Syndicat Marne Vive

PROJET A VALIDER ATESN

- OBJECTIF B : la restauration écologique des berges des sites nommés "Les Plages" de la ville de Le Perreux-sur-Marne ;

- OBJECTIF C : la pérennisation de l'Observatoire Marne Vive.

La mission d'animation ne doit pas être interrompue pendant une période de plus de 4 mois consécutifs.

Dans le cas où l'un des signataires ne respecterait pas cette obligation et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat sera résilié, sauf accord préalable entre les parties. Au préalable le comité de pilotage est informé et consulté pour avis.

PROJET A VALIDER AESN

Fait à XXX , le XXX

En 3 exemplaires comprenant 19 pages recto-verso et les annexes suivantes, parties intégrantes et indissociables du contrat :

- Annexe 1 : Définition du territoire
- Annexe 2 : Programme d'actions du contrat
- Annexe 3 : Indicateurs d'effet et d'action
- Annexe 4 : Cellule d'animation
- Annexe 5 : Taux d'aide de l'Agence pour les actions du contrat
- Annexe 6 : Taux d'aide de la Région Ile de France pour les actions du contrat

Liste des signataires :

La Directrice de l'Agence de l'Eau Seine – Normandie

Le Président du Syndicat Marne Vive

Le Président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis

PROJET A VALIDER AESN

ANNEXES

ANNEXE 1 - DEFINITION DU TERRITOIRE

ANNEXE 2 - PROGRAMME D'ACTIONS

ANNEXE 3 - INDICATEURS D'EFFET ET D'ACTION

ANNEXE 4 - CELLULE D'ANIMATION

ANNEXE 5 - TAUX D'AIDE DE L'AGENCE POUR LES ACTIONS DU CONTRAT

ANNEXE 6 - TAUX D'AIDE DE LA REGION ILE DE FRANCE POUR LES ACTIONS DU CONTRAT

PROJET A VALIDER AESN

ANNEXE 1 - DEFINITION DU TERRITOIRE

1. Les limites du périmètre

Figure 1 : Le territoire du Contrat de bassin 2012 - 2015

Tableau 1: Liste des communes du contrat

DEPT	NOM COMMUNE	POP INSEE	ID COM
93	GOURNAY-SUR-MARNE	6 229	93033
	NOISY-LE-GRAND	63 106	93051
94	ALFORTVILLE	44 728	94002
	BONNEUIL-SUR-MARNE	16 541	94011
	BRY-SUR-MARNE	15 316	94015
	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	75 142	94017
	CHARENTON-LE-PONT	28 571	94018
	CRETEIL	89 304	94028
	FONTENAY-SOUS-BOIS	52 848	94033
	JOINVILLE-LE-PONT	17 368	94042
	LE PERREUX-SUR-MARNE	32 250	94058
	LIMEIL-BREVANNES	18 768	94044
	NOGENT-SUR-MARNE	30 852	94052
	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	75 724	94068
	SAINT-MAURICE	14 558	94069
	SUCY-EN-BRIE	26 089	94071
	VILLIERS-SUR-MARNE	27 457	94079
75	PARIS-12E--ARRONDISSEMENT	142 673	75112
Territoires communaux intégrés dans le cadre de l'avenant			
93	COUBRON	4 676	93015
	MONTFERMEIL	24 457	93047
	NEUILLY-SUR-MARNE	33 198	93050
77	BROU-SUR-CHANTEREINE	4 219	77055
	CHELLES	52 765	77108
	COURTRY	6 026	77139
	VAIRES-SUR-MARNE	11 962	77479
	Total population (Insee 2008)	914 827	

PROJET A VALIDER CESN

2. Masse d'eau du territoire et état de la qualité de la rivière

Le contrat est situé sur la masse d'eau 154A, de l'unité hydrographique MARNE AVAL. Les actions principales à y mener, selon le PDM, sont détaillées à l'article III.

"L'unité hydrographique "MARNE AVAL" est située dans une zone d'expansion économique également à l'origine de développements d'axes ferroviaires et routiers (zone de l'aéroport de Roissy affectant la Beuvronne et la Thérouanne et zone de Marne-La-Vallée touchant la Marne et la Gondoire). La qualité physico-chimique de **la Marne (R147, R154A)** bonne à l'amont se dégrade progressivement vers l'aval, en particulier sur l'azote et le phosphore. Elle est notamment liée à ses affluents – Beuvronne (R152), Morbras (R154B), Thérouanne (R148) et Gondoire (R153) – de très mauvaise qualité physico-chimique et biologique, dépassant parfois les seuils de qualité chimique (cas pour le diuron notamment). Toutes ces rivières ont été fortement recalibrées et rectifiées, et la diversité des milieux y est aujourd'hui très faible. […] Avec 5 prises d'eau, l'aval de la Marne est un secteur important d'approvisionnement en eau potable de la région parisienne." Extraits du SDAGE Seine Normandie et PDM 2010 – 2015

Nom Unités PDM	Nom de la masse d'eau	Code de la masse d'eau	Linéaire en km	Type de masse d'eau	Statut de la masse d'eau	Objectifs d'état					
						Global		Ecologique		Chimique	
						Etat	délai	Etat	Délai	Etat	Délai
MARNE AVAL	La Marne du confluent de la Gondoire (exclu) au confluent de la Seine (exclu)	FRHR154A	34,82	G9	fortement modifiée	**Bon potentiel**	**2027**	Bon potentiel	2021	Bon état	2027

Paramètre(s) cause de dérogation					Motivation des choix	
Biologie	Hydromorphologie	Chimie et physico-chimie			Justification	Précisions
		Paramètres généraux	Substances prioritaires	Autres polluants		
Poissons, Invertébrés, Macrophytes, Phytoplancton	Continuité rivière et conditions hydromorphologiques	Nutriments, Nitrates	HAP		Naturelle, Technique et Economique	Délais de réponses du milieu aux restaurations hydromorphologiques, coût disproportionné

Figure 2 : Objectifs de la masse d'eau R154A (SDAGE PDM Seine Normandie, 2009)

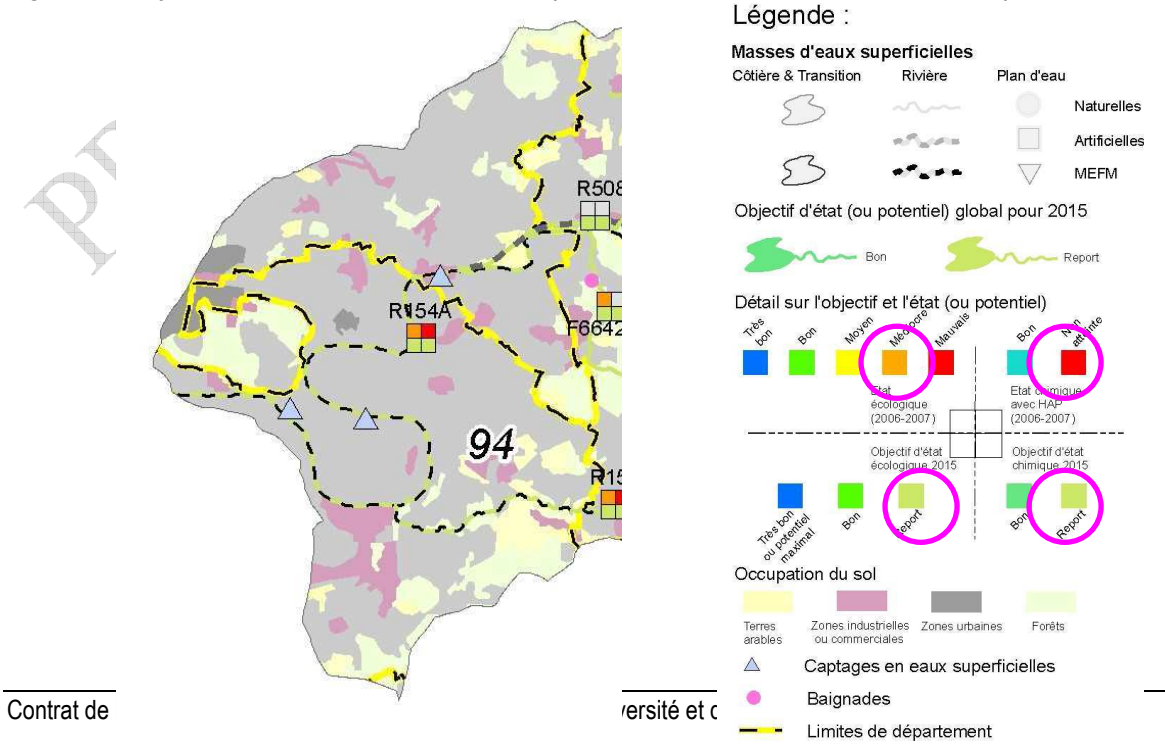
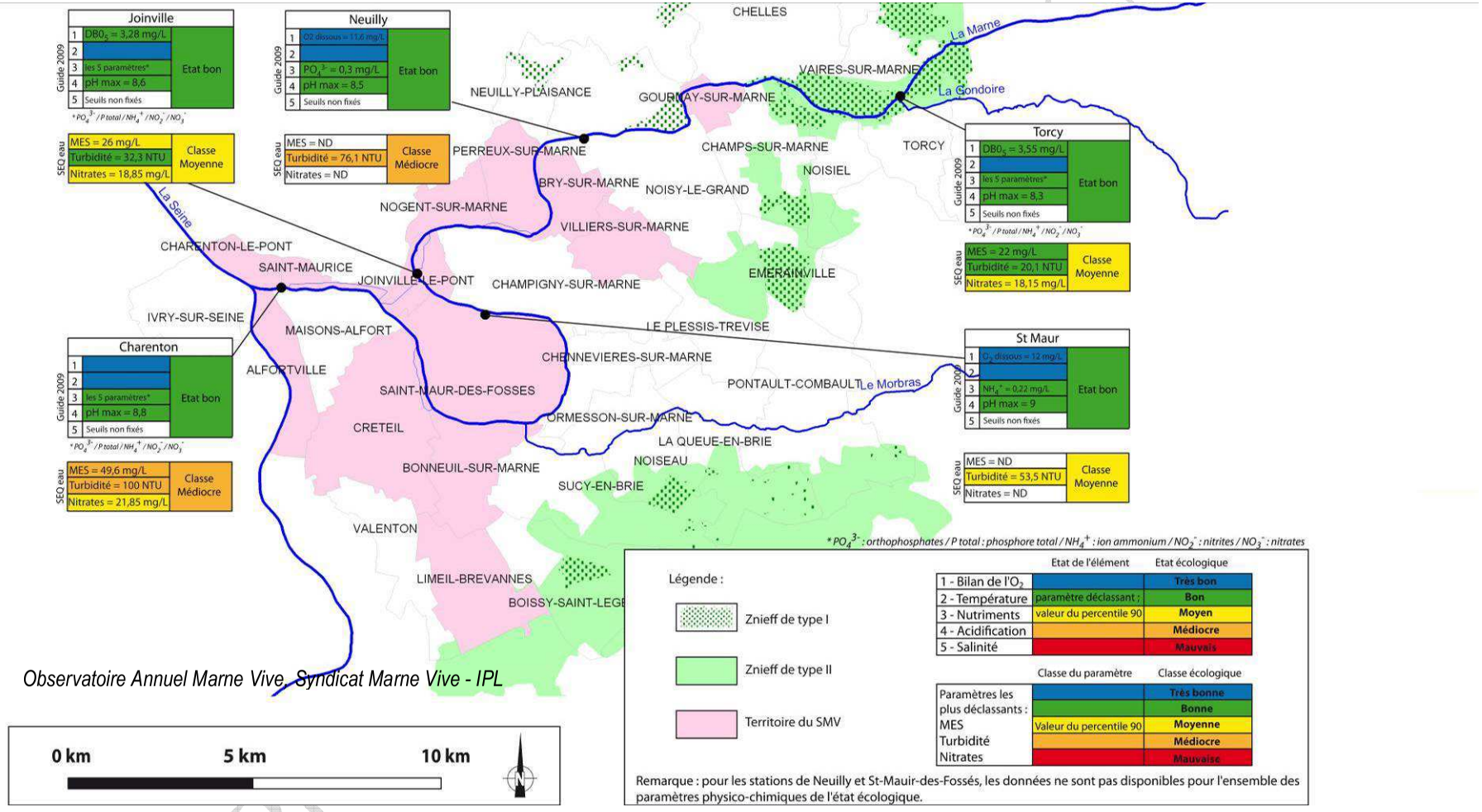


Figure 3 : Etat des paramètres physico-chimiques de la Marne sur le territoire du Syndicat Marne Vive

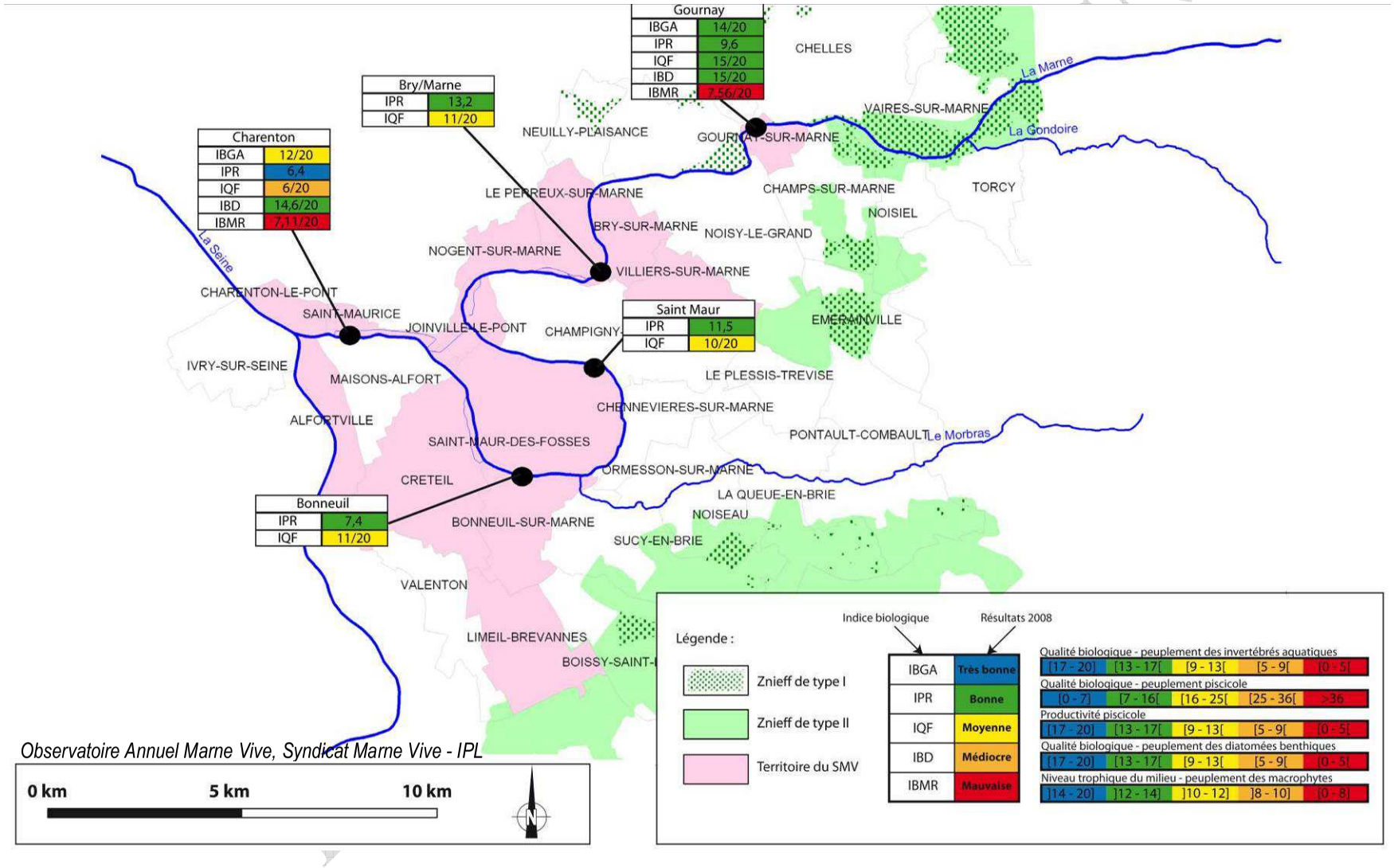
(d'après les résultats des années 2007-2008)



Extraits de l'Observatoire de la qualité Marne Vive (année 2008)

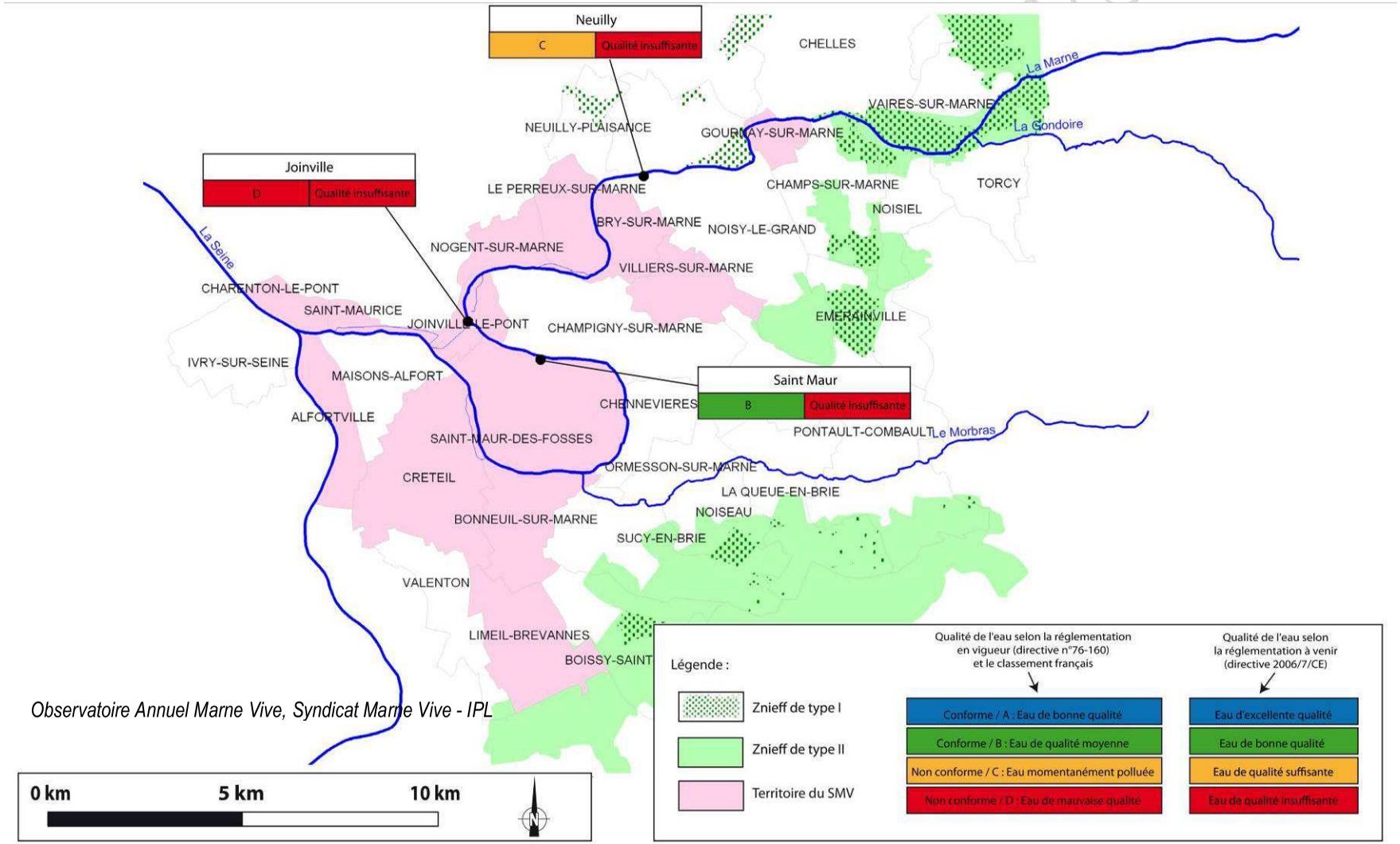
559

Figure 4 : Etat des paramètres biologiques de la Marne sur le territoire du Syndicat Marne Vive (Année 2008)



560

Figure 5: Evaluation de la qualité selon les réglementations eaux de baignade (données issues des producteurs d'eau potable)
Année 2008 : saison balnéaire potentielle de juin à septembre



3. Les enjeux du territoire

Le contrat s'étend sur le bassin versant de la Marne en Seine-Saint-Denis (93), dans le Val-de-Marne (94), Paris (75) et en Seine-et-Marne, sur 25 communes. Il présente près d'1 000 000 d'habitants sur 180 km², soit une densité de population d'environ 5 500 habitants par km². La pression urbaine et démographique constitue une composante majeure et structurante du territoire. C'est la clé de compréhension des enjeux liés à la rivière.

➢ Le cours d'eau principal du territoire, la Marne, le parcourt sur un linéaire d'environ 30 km. Il forme de larges méandres et se jette dans la Seine à hauteur de Charenton-le-Pont. Localement, le principal affluent est le Morbras, pour lequel une démarche contractuelle est en cours de réflexion (cf. ci-dessus). Trois bras sont à distinguer sur le périmètre :

- le Ru de Polangis, à Joinville-le-Pont, environ 1km de linéaire ;

- le Bras du Chapitre, à Créteil, environ 2km de linéaire ;

- le Bras de Gravelle, à Saint-Maurice, environ 3km de linéaire dont 1km busé sous l'autoroute A4.

Le régime hydraulique de la Marne à Gournay-sur-Marne est en moyenne de 109 m3/s (moyenne 1974-2009 source: banque HYDRO), avec une moyenne d'environ 82 m3/s en quinquennale sèche et 140 m3/s en quinquennale humide. Le débit est régulé au niveau du Lac du Der-Chantecoq en Haute-Marne.

Sur le territoire, la Marne est domaniale.

➢ De nombreux chapelets d'îles ponctuent la rivière (environ une trentaine d'îles recensées). Certaines disposent d'outils de mise en valeur de la biodiversité, voire de protection réglementaire : zone NATURA 2000 sur la Haute Île à Neuilly-sur-Marne, arrêté de protection de biotope et réserve naturelle départementale sur les îles de la boucle de Saint-Maur / Champigny. Tout comme les bras de Marne, leurs statuts fonciers et leurs occupations des sols sont diversifiés.

➢ Environ 16km de linéaire sont navigables par les bateaux de commerce. Seuls la boucle de Saint-Maur / Champigny (sur environ 8km de linéaire) et le secteur de Neuilly-sur-Marne/Gournay-sur-Marne (3km de linéaire), précédemment cités pour la valeur écologique des îles qui s'y trouvent, ne sont pas navigables. Sur ces deux secteurs, deux canaux ont été créés pour permettre la remontée des bateaux jusqu'en Seine-et-Marne :

- le canal-tunnel de Saint-Maur, d'environ 1km de linéaire ;

- le canal de Chelles, qui mesure environ 3km sur le territoire (et s'étend ensuite jusqu'à Vaires-sur-Marne).

De plus, trois barrages ponctuent le linéaire à Saint-Maurice, Créteil et Joinville.

➢ La morphologie du cours d'eau, très anthropisé et chenalisé, est issue des aménagements mis en place de longue date et tout particulièrement depuis l'ère industrielle : morphologie du lit mineur en U, berges minéralisées et très pentues, détournement du Bras de Gravelle...

➢ Sur ce territoire situé aux portes de Paris, le tissu urbain est très dense. L'habitat et les voies urbaines constituent la majeure partie de l'occupation du sol.
Notamment, de grands axes de transport le traversent :

PROJET A VALIDER AESN

- l'autoroute A4 : il longe la Marne entre Charenton-le-Pont et Saint-Maurice et il la traverse à hauteur de Joinville-le-Pont.

- l'autoroute A86 : il rejoint l'A4 via Maisons-Alfort. L'échangeur A4/A86 est situé au-dessus du Bras de Gravelle.

- les lignes de RER A et E

➢ Les pressions anthropiques sur la Marne, ses bras et ses îles sont fortes. La rivière, support de multiples activités, constitue pourtant l'un des rares milieux naturels du territoire. Elle présente plusieurs enjeux :

- assurer l'alimentation en eau potable, puisque 3 prises d'eau directes en Marne, sur le territoire du contrat, assurent l'alimentation de près de 2,4 millions de Franciliens ;

- répondre aux attentes sociétales de fréquentation du site et de baignade, avec de nombreuses activités nautiques et ports de plaisance ;

- améliorer l'écologie des milieux aquatiques. Seulement 1% du linéaire de berges présente une ripisylve fonctionnelle.

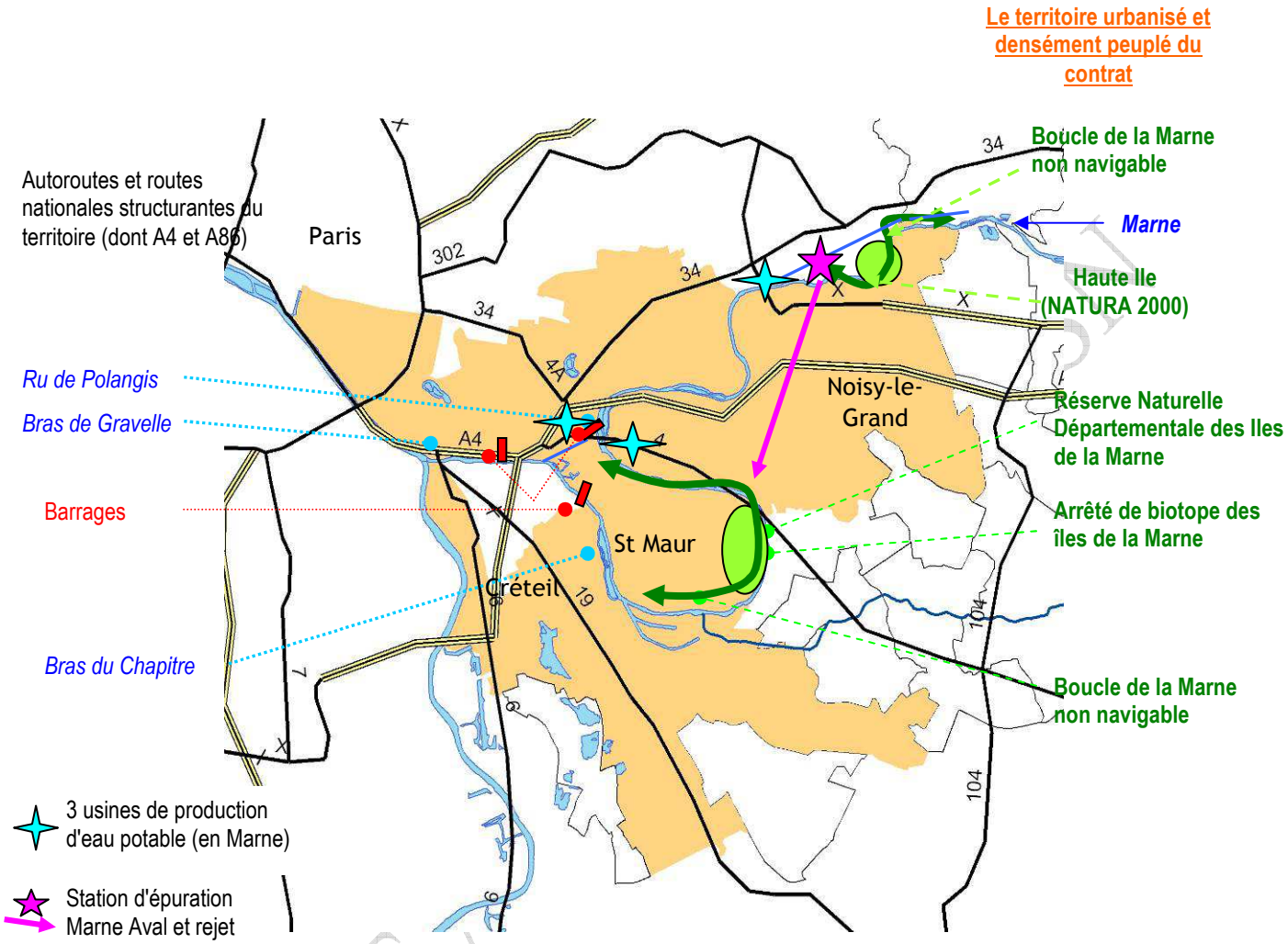
Tous ces enjeux sont fortement liés à la qualité générale de la rivière, qu'elle soit physico-chimique, biologique, écologique ou paysagère. L'observatoire Marne Vive, recueillant et interprétant les données physico-chimiques, chimiques et biologiques du territoire et mis en place lors du contrat de bassin 2002-2006, fait ressortir le potentiel écologique de la Marne sur le territoire (cf. Annexe 1).

➢ **Dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine Normandie 2010 – 2015, la masse d'eau 154A est identifiée comme une Masse d'Eau Fortement Modifiée (MEFM). Elle fait l'objet d'une demande de report de délai en 2027 (au lieu de 2015) pour l'atteinte du Bon Potentiel écologique au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE).**

➢ Les paramètres physico-chimiques se sont nettement améliorés depuis une vingtaine d'année grâce aux efforts des acteurs locaux et atteignent globalement aujourd'hui des niveaux de qualité "*bon*" au sens de la DCE. Mais les nitrates, la turbidité et les phosphates sont toujours problématiques et ce, sur tout le linéaire (comparaison longitudinale).
Les paramètres chimiques, essentiellement les pesticides, atteignent une classe moyenne depuis 2004 et l'état chimique est "*mauvais*".
Les paramètres biologiques sont globalement "*moyens*", témoignant d'un milieu eutrophisé et d'une perte d'habitats adaptés.
Enfin, les paramètres bactériologiques sont également problématiques, bien que présentant une nette amélioration depuis 10 ans.

PROJET A VALIDER AESN

Figure 6 : Pressions et atouts vis-à-vis de la qualité de la Marne



PROJET

4. Synthèse du diagnostic préalable

A l'issue du diagnostic préalable au contrat, il est ressorti les conclusions suivantes :

La reconquête de la qualité de la Marne passe tout d'abord par l'amélioration de sa qualité physico-chimique et bactériologique. A ce niveau, l'assainissement joue un rôle majeur et il doit être optimisé.

➢ Sur le territoire, la majorité des communes mettent en place un réseau séparatif. Plusieurs communes en unitaire appartiennent à la zone unitaire du SIAAP, touchant Paris.
3 communes n'ont jamais fait l'objet de diagnostics de leurs réseaux. 12 ont un réalisé leur dernier diagnostic ou schéma directeur d'assainissement avant 2000. 3 communes envisagent la fin de la mise en séparativité en 2010. Il est nécessaire d'établir les diagnostics ou les schémas directeurs d'assainissement inexistants et de réviser ceux qui ne sont plus d'actualité. Il convient également de finaliser un maximum de programmes de mises en conformité et de réhabilitations des réseaux d'assainissement en cours. Les programmes de raccordements des particuliers doivent être généralisés.

➢ Le territoire doit également accentuer ses efforts sur la gestion des eaux pluviales, que le secteur soit unitaire ou séparatif. Elles constituent un des principaux facteurs de dégradation de la qualité de la rivière. Elles sont sources de pollutions diffuses, entraînent les particules fines, les hydrocarbures et les pesticides notamment.
Avant tout, la gestion en amont des eaux pluviales doit être renforcée : limitation de l'imperméabilisation des sols dans les projets d'aménagements, gestion des eaux pluviales à la parcelle…La réflexion doit être engagée pour chaque projet d'aménagement.
Le traitement des eaux pluviales et la fiabilisation des réseaux sont aussi nécessaires.

➢ La gestion alternative des eaux pluviales et les aménagements de maîtrise du ruissellement permettent également de redonner à l'eau sa place dans la ville, espace dont elle a longtemps été écartée. Ainsi, par la création de noues paysagères, de bassins, de haies par exemple, l'eau retrouve sa place en ville. Ces espaces favorisent, de plus, la mise en place des trames bleue et verte (cf. Grenelle de l'environnement) sur ce territoire très urbanisé.

L'amélioration de l'écologie des berges est une des priorités du territoire. Elle impacte le cadre de vie et l'écologie du cours d'eau, donc sa qualité générale.

➢ Le schéma directeur Marne Vive, en 2000, dégageait 4 tronçons différents d'un point de vue écologique :

- de Charenton à Bonneuil puis de Joinville à Noisy-le-Grand : des berges minérales sans réel intérêt écologique (palplanches, enrochements serrés)

- la boucle de Saint-Maur / Champigny et la Marne à Gournay : des secteurs plus naturels avec des berges présentant une ripisylve intéressante ou des îles à forte qualité écologique.

L'objectif est d'assurer la fonctionnalité de la Marne et de sa ripisylve sur l'ensemble du territoire.

➢ Ainsi, sur environ 60 km de berges, environ 1/4 disposent, au mieux, d'une ripisylve de haut de berges assurant potentiellement la continuité écologique et participant à la trame verte ; ce sont essentiellement les îles de la Marne et les berges des secteurs non navigables par les bateaux de commerce. La preuve de leur potentiel en biodiversité est leur classement en zone Natura 2000 (Haute-Ile), en arrêté de biotope ou en réserves naturelles départementales (îles

PROJET A VALIDER AAG

de la boucle Saint-Maur / Champigny). Cependant, 1% seulement bénéficie de structures de maintien de berges en génie végétal (ou mixte).

➢ Depuis 2000, certains tronçons ont été réaménagés après la dégradation des berges soutenues jusqu'à présent par des techniques minérales de génie civil ; des maîtres d'ouvrage ont eu recours à des techniques de génie végétal, favorables au milieu naturel, et qui ont fait leurs preuves en termes de gain écologique pour la rivière et de gain paysager pour les riverains. Il est nécessaire de poursuivre ces opérations de réaménagements de berges par techniques douces, tout en prenant en compte les aspects spécifiques locaux (navigation commerciale, risques de crues…).

➢ De plus, les bras de Marne et les îles, secteurs les plus propices au développement de la biodiversité, doivent être restaurés écologiquement.

➢ Ces actions de renaturation concourent efficacement à la création des trames bleues et vertes (cf. Grenelle de l'environnement) sur le territoire. Afin d'assurer une réelle continuité écologique et surtout fonctionnelle, entre la Marne, ses milieux associés et les espaces plus éloignés de la rivière, les aménagements favorisant la gestion alternative des eaux pluviales sont à développer (noues, bassins paysagers, haies…).

Dans une démarche de prévention des risques de pollutions chimiques, un travail doit être mené auprès des collectivités, des particuliers, des artisans et des industriels.

➢ Ainsi, d'ores et déjà, la majorité des communes, ainsi que le Conseil Général 94, sont engagés, souvent à tâtons, dans une démarche de réduction de l'utilisation des pesticides. La réduction voire la suppression de l'utilisation des pesticides doit être menée dans une approche cohérente et adaptée aux caractéristiques de chaque acteur. De plus, la sensibilisation des particuliers doit être renforcée.

➢ Le territoire présentant un tissu dense de PME-TPE, il conviendra de sensibiliser et d'accompagner ces acteurs dans la réduction de l'impact des effluents et des substances toxiques. Un volet consacré aux industriels et à leurs mises en conformité par rapport aux systèmes d'assainissement sera donc mis en place puisqu'il est quasiment inexistant au niveau des communes. Cette démarche permettra de réduire les pollutions chroniques ou accidentelles de ces entreprises et de délivrer in fine les arrêtés d'autorisation de déversement réglementaires. Une telle opération a déjà eu lieu au niveau du Port Autonome de Paris à Bonneuil et elle a permis la mise en conformité d'une cinquantaine d'entreprises. La DRIEE, qui assure la police des installations classées, recense 4 établissements prioritaires sur le territoire en termes de rejets aqueux : 1 pour les rejet DCO et MES (Romainville) et 1 pour les principaux métaux toxiques (Créteil)) (Source : DRIRE, L'environnement industriel en Île-de-France, Edition 2007).

PROJET A VALIDER AESN

ANNEXE 2 - PROGRAMME D'ACTIONS

Conformément à l'article IV, dans cette annexe sont identifiées les actions à réaliser sur le territoire.

PROJET A VALIDER AESN

OBJECTIFS QUANTITATIFS ET ACTIONS		MAITRISE D'OUVRAGE PRESSENTIE	CARACTERISTIQUES PROJETS	NATURE			EVALUATION COUT	PROGRAMMATION					
N° Action	Descriptif action			Etudes	Travaux	Autres		2010	2011	2012	2013	2014	2015
OBJECTIF A : QUALITE DES EAUX DES MILIEUX SUPERFICIELS													
AMELIORER L'ETAT PHYSICO-CHIMIQUE ET BACTERIOLOGIQUE DE LA MARNE													
A1	Améliorer la connaissance du patrimoine des réseaux d'assainissement et planifier son optimisation vis-à-vis du milieu naturel	Collectivités	Réalisation des schémas directeurs d'assainissement	x			1 495 000 €	x	x	x			
		Collectivités - Conseil Général 93	Actualisation des schémas directeurs d'assainissement anciens	x			**2 406 100 €**	x	x	x	x	x	x
		Syndicat Marne Vive	Gestion des rejets domestiques et des eaux pluviales sur le territoire : état des lieux et perspectives	x			60 000 €	x	x	x			
A2	Fiabiliser le fonctionnement du système de collecte et de transport des effluents	Collectivités - Conseil Général 94	Mise en séparatif		x		24 513 500 €	x	x	x	x	x	x
		Collectivités - Conseils Généraux 94 / 93	Réhabilitation des réseaux Eaux Usées		x		**52 823 100 €**	x	x	x	x	x	x
		Collectivités - Conseils Généraux 94 / 93	Enquêtes de raccordements des particuliers et mise aux normes secteurs ANC			x	**5 598 500 €**	x	x	x	x	x	x
A3	Adopter des démarches de gestion en amont des eaux pluviales et de maîtrise du ruissellement ; réintégrer l'eau dans la ville	**Collectivités - Conseil Général 93**	Intégration de techniques alternatives à la gestion des eaux pluviales dans les opérations "éco-bâtiments" et **aménagements urbains**	x	x		**3 065 000 €**	x	x	x	x	x	x
A4	Dépolluer les eaux pluviales	Conseil Général 94	Création de la Station de Dépollution des Eaux Pluviales "Ru de la Lande"	*x*	*x*		47 670 000 €	*x*	*x*	*x*	*x*	*x*	*x*
		Collectivités	Déterminé à l'issue des SDA - Réflexion sur les bassins de stockage sur lit mineur à mener	x	x		indéterminé en 2010						
		Conseil Général 93	**Construction d'un bassin de retenue (stockage / restitution sur réseau unitaire)**	x	x		**2 000 000 €**						x
A5	Mettre en place des systèmes de contrôle et de suivi des réseaux	Conseil Général 94	Mise en place d'un schéma directeur d'instrumentation	x		X	1 347 000 €	x	x	x	x	x	x
		Collectivités - Conseil Général 93	Autosurveillance, automatisation	x			**480 000 €**			x	x		x
A6	Développer une réflexion sur la mise en place d'un site de baignade en Marne **et suivi de la baignade de la base de Champs**	**Syndicat Marne Vive - Collectivités - Conseil Général 93**	Etudes de faisabilité **et profil de baignade de la base de Champs**	x			**200 000 €**		x	x	x	x	x
SOUS-TOTAL - MONTANT ESTIME :							***141 658 200 €***						
AMELIORER L'ETAT CHIMIQUE DE LA MARNE													
A7	Raisonner l'utilisation des pesticides	Collectivités	Mise en place de plans de désherbage	x		x	20 000 €		x	x	x	x	
		Syndicat Marne Vive	Etat des lieux des pratiques phytosanitaires du territoire SMV	x			15 000 €		x				
A8	Optimiser la collecte des effluents des activités potentiellement polluantes	Syndicat Marne Vive	Diagnostic de l'impact de l'artisanat sur le territoire du Syndicat	x			30 000 €	x	x				
		Collectivités	Etude pour la réduction des émissions polluantes de la navigation de plaisance	x			20 000 €						x
A9	Assurer la préservation de la ressource, en établissant des diagnostics sur les pressions dans les zones de captage	Syndicat d'eau potable	Etude de protection de la ressource (aire alimentation captage)	x			100 000 €		x	x			
		Collectivités	Etude DUP (périmètre de protection prise d'eau)	x			80 000 €	x	x				
		Collectivités	Sécurisation et protection de la ressource (réseaux, réservoir et site)		x		48 200 €	x	x	x			
SOUS-TOTAL - MONTANT ESTIME :							***313 200 €***						
SOUS-TOTAL - MONTANT ESTIME DE L'OBJECTIF A :							***141 971 400 €***						

PROJET A VALIDER AESN

OBJECTIF B : QUALITE ECOLOGIQUE DES MILIEUX AQUATIQUES																	
				B1	Améliorer les connaissances sur la fonctionnalité écologique de la Marne et de ses annexes	Collectivités	Etudes sur la biodiversité en ville, incluant un volet "Milieux Aquatiques"	x			60 000 €	x	x	x			
						Syndicat Marne Vive	Etat écologique de la Marne sur le territoire du Syndicat	x			80 000 €	x	x	x			
						Voies Navigables de France	Etude sur l'oxygénation de la rivière et du rôle des barrages de navigation par leur surverse	x			50 000 €		x	x			
							Suivi de la passe à poissons de St Maurice et comptage des poissons		x		125 000 €		x	x	x	x	x
				B2	Renaturer les berges de la Marne via des techniques végétales adaptées	Collectivités - Conseil Général 94 - Ports de Paris	Restauration écologique des berges de Marne	x	x		20 940 000 €	x	x	x	x	x	x
						Collectivités - Ports de Paris	Restauration de zones humides	x	x		1 800 000 €	x	x	x	x	x	
				B3	Restaurer la ripisylve et les habitats fonctionnels sur les annexes de la Marne	Collectivités	Restauration écologique de bras de Marne et d'annexes hydrauliques	x	x		765 000 €	x	x	x	x	x	x
				B4	Restaurer écologiquement les îles	Collectivités	Restauration des îles	x	x		790 000 €	x	x	x	x	x	
						Conseil Général 94	Mise en œuvre de plans de gestion écologiques pluriannuel des îles de la Réserve Naturelle Départementale	x		x	206 000 €	x	x	x	x	x	x
						Conseil Général 93	**Restauration des berges de la Haute-Ile et coordination des chantiers avec villes voisines**	x	x		**100 000 €**					x	x
				B5	Elaborer une stratégie de gestion intégrée des milieux aquatiques à l'échelle du territoire	Syndicat Marne Vive	Réflexion sur une gestion et une programmation de l'entretien de la Marne	x			inclus dans Etude "Etat écologique de la Marne"	x	x	x			
						Syndicat Marne Vive et Conseil Général 94	Régulation des ragondins et espèces invasives/indésirables			x	126 000 €	x	x	x	x	x	x
				B6	Favoriser les aménagements urbains intégrant l'eau dans la ville pour assurer la fonctionnalité des espaces naturels et aquatiques (continuité écologique, trames bleues et vertes)	Collectivités	Etude sur la trame verte trame bleue et intégration biodiversité dans les projets d'aménagements	x			1 710 000 €		x	x	x	x	
SOUS-TOTAL - MONTANT ESTIME DE L'OBJECTIF B :											***26 752 000 €***						
OBJECTIF C : ANIMATION DE TERRITOIRE VIS-A-VIS DE L'AMELIORATION ECOLOGIQUE DE LA MARNE																	
				C1	Animer le contrat global	Syndicat Marne Vive	Animation du Contrat de bassin			x	420 000 €	x	x	x	x	x	x
						Syndicat Marne Vive	Valoriser les actions du contrat			x	6 000 €	x	x	x	x	x	x
				C2	Amener les collectivités du territoire non signataires à intégrer la démarche	Syndicat Marne Vive	/			x	/	x	x	x	x	x	x
				C3	Sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux liés à la qualité de la Marne	Syndicat Marne Vive	Organisation de journées et de supports de formation / d'informations à destination des professionnels et des élus			x	30 000 €	x	x	x	x	x	x
						Conseil Général 94	Rédaction d'un guide des bonnes pratiques gestion des espaces rivulaires			x	15 000 €		x	x			
						Syndicat Marne Vive - Conseils Généraux 94 / 93 - Collectivités	**Manifestation / communication à destination du grand public**			x	**698 800 €**	x	x	x	x	x	x
				C4	Assurer le suivi du contrat	Syndicat Marne Vive	Observatoire de la qualité de la Marne	x			120 000 €	x	x	x	x	x	x
						Conseil Général 94	Suivi et optimisation du parc piézométrique			x	70 000 €		x	x			
						Conseil Général 94	Suivi des points de mesures eaux superficielles			x	45 000 €	x	x	x	x	x	x
SOUS-TOTAL - MONTANT ESTIME DE L'OBJECTIF C :											***1 404 800 €***						
MONTANT TOTAL ESTIME DU PROGRAMME D'ACTIONS :											***170 128 200 €***						

PROJET A VALIDER APRES

Montants estimatifs du programme d'actions par année (modifié dans le cadre de la présente version, pour les années 2014-2015)

OBJECTIF A : QUALITE DES EAUX DES MILIEUX SUPERFICIELS							
	2010	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	
Collectivités	7 643 500 €	5 768 500 €	10 478 233 €	9 287 167 €	8 327 250 €	8 352 150 €	**49 856 800 €**
Syndicat Marne Vive	30 000 €	59 000 €	29 000 €	29 000 €	14 000 €	14 000 €	**175 000 €**
Conseil Général 94	10 466 600 €	18 869 600 €	17 069 600 €	13 639 600 €	6 269 600 €	8 769 600 €	**75 084 600 €**
Conseil Général 93	-	-	-	-	3 825 000 €	12 930 000 €	**16 755 000 €**
SEDIF	0 €	50 000 €	50 000 €	0 €	0 €	0 €	**100 000 €**
TOTAL	**18 140 100 €**	**24 697 100 €**	**27 576 833 €**	**22 955 767 €**	**18 435 850 €**	**30 065 750 €**	**141 971 400 €**

OBJECTIF B : QUALITE ECOLOGIQUE DES MILIEUX AQUATIQUES							
	2010	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	
Collectivités	1 778 000 €	4 740 500 €	5 369 000 €	4 670 000 €	3 357 500 €	800 000 €	**20 715 000 €**
Syndicat Marne Vive	48 000 €	48 000 €	48 000 €	34 000 €	14 000 €	14 000 €	**206 000 €**
Conseil Général 94	71 000 €	760 000 €	830 000 €	30 000 €	30 000 €	35 000 €	**1 756 000 €**
Conseil Général 93	-	-	-	-	50 000 €	50 000 €	**100 000 €**
Ports de Paris	0 €	575 000 €	950 000 €	950 000 €	950 000 €	375 000 €	**3 800 000 €**
Voies Navigables de France	0 €	50 000 €	50 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	**175 000 €**
TOTAL	**1 897 000 €**	**6 173 500 €**	**7 247 000 €**	**5 709 000 €**	**4 426 500 €**	**1 299 000 €**	**26 752 000 €**

OBJECTIF C : ANIMATION DE TERRITOIRE VIS-A-VIS DE L'AMELIORATION ECOLOGIQUE DE LA MARNE							
	2010	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	
Collectivités	0 €	0 €	55 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	**280 000 €**
Syndicat Marne Vive	101 000 €	101 000 €	101 000 €	101 000 €	101 000 €	101 000 €	**606 000 €**
Conseil Général 94	77 300 €	134 800 €	74 800 €	67 300 €	67 300 €	67 300 €	**488 800 €**
Conseil Général 93	-	-	-	-	0 €	30 000 €	**30 000 €**
TOTAL	**178 300 €**	**235 800 €**	**230 800 €**	**243 300 €**	**243 300 €**	**273 300 €**	**1 404 800 €**

							170 128 200 €

PROJET AVALIER ARRETE

ANNEXE 3 - INDICATEURS D'EFFET ET D'ACTION

Des indicateurs d'action et d'effet sont retenus pour suivre l'exécution du contrat :

Indicateurs d'effet :

- Observatoire annuel de la qualité de la Marne par le Syndicat Marne Vive, regroupant :
    - données physico-chimiques des producteurs d'eau potable Eau de Paris, ville de Saint-Maur-des-Fossés, SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France) ;
    - données annuelles piscicoles du SIAAP ;
    - données du R.C.S. (Réseaux de Contrôle de Surveillance) et du R.C.O. (Réseau de Contrôle Opérationnel) ;
    - données annuelles bactériologiques, hydrobiologiques et piscicoles du Syndicat Marne Vive ;
    - données hydrauliques de la DIREN.

Indicateurs d'action :

- Linéaire de berges restaurées écologiquement ;
- Surface de zones humides restaurées ;
- Nombre d'ouvrages hydrauliques rendus franchissables ;
- Nombre de diagnostics écologiques et de plans de gestion ;
- Pourcentage de communes avec un Schéma Directeur d'Assainissement de moins de 10 ans ou actaulisé par des mesures régulières ;
- Pourcentage d'avancement dans la réalisation des Schémas Directeurs d'Assainissement ;
- Nombre de projets mettant en place des techniques alternatives à la gestion des eaux pluviales ;
- Nombre de diagnostics d'entreprises réalisés, nombre d'installations non-conformes (absence de pré-traitement, mauvais branchements), nombre de mises en conformité réalisées ;
- Nombre d'autorisations de déversements (avec ou sans conventions) signées ;
- Réduction du tonnage des phytosanitaires utilisés ;
- Nombre de journées de formations ou d'information et taux de participation ;
- Nombre de documents de sensibilisation et d'information diffusés ;
- Tableau de bord des actions engagées, des financements investis ;

PROJET A VALIDER AESN

- Rapport annuel d'activités de la cellule d'animation (nombre de réunions et taux de participation, nombre et nature des documents produits, nombre d'études sur la qualité des milieux, participation aux différentes journées d'information et de sensibilisation) ;

- Bilan annuel du contrat.

Cette liste est un minimum mais elle n'est pas exclusive

PROJET A VALIDER AESN

ANNEXE 4 - CELLULE D'ANIMATION

Le présent contrat s'appuie, pour atteindre ses objectifs, sur une cellule d'animation dédiée au bon déroulement du contrat. Elle est composée a minima d'un animateur soit 1 Equivalent Temps Plein et elle peut évoluer dans le temps, selon les besoins du contrat et de la structure d'accueil. Ses missions sont encadrées par une convention d'aide financière entre la structure d'accueil et l'Agence.

Point 1 – MISSIONS et COMPOSITION de la cellule

La cellule d'animation :

- assure la transversalité des actions menées et contribue à une meilleure gestion à l'échelle du territoire ;
- collecte l'ensemble des documents nécessaires à la programmation du contrat et à son bon déroulement ;
- mène les études nécessaires à l'évaluation des actions du contrat ;
- porte des opérations nécessairement menées à l'échelle du territoire, telle que la réflexion sur la stratégie de programmation et d'entretien des milieux aquatiques ;
- soutient et conseille pour les projets d'aménagement de berges et leurs suivis ;
- mène des actions de sensibilisation, de formation, de communication et d'information auprès des collectivités (élus et services techniques) et du grand public ;
- assure une mission de veille technique (suivi des connaissances/techniques innovantes),
- assiste le Comité de pilotage en l'informant de l'état d'avancement, en proposant les actions à réaliser et en assurant son secrétariat,
- rédige le bilan et le rapport d'activité annuels conformes aux modèles définis par l'Agence de l'Eau.

Point 2– FONCTIONNEMENT de la cellule

La cellule d'animation est placée sous l'autorité hiérarchique du Président du Syndicat Marne Vive qui assure et assume le recrutement et la rémunération de ses membres.

La cellule d'animation est implantée dans les locaux du Syndicat Marne Vive et bénéficie de la logistique de ses services.

Le Comité de pilotage détermine pour chaque création de poste le profil du candidat recherché. Il peut se prononcer sur le profil du candidat recherché lors du renouvellement d'un poste.

Un représentant de l'Agence est associé au recrutement de l'animateur.

PROJET A VALIDER AESN

Point 3 - Rôle du Comité de Pilotage : planification et validation des actions de la cellule

Le Comité de pilotage du contrat assure le pilotage de la cellule d'animation. Il assure donc les fonctions suivantes :

- il valide annuellement le programme prévisionnel d'actions, la composition et le budget de la cellule d'animation,

- il assure le suivi et la bonne exécution des missions de la cellule d'animation.

- il valide le rapport annuel d'activité et les tableaux de bord technique et financier.

Point 4 - ENGAGEMENTS du Syndicat Marne Vive

Le Syndicat Marne Vive, en qualité d'employeur, est responsable de la bonne exécution des missions de la cellule définies au point 1.

Par ailleurs, il doit :

- envoyer à l'Agence et à la Région un rapport annuel d'activité et un tableau de bord annuel technique et financier avant le 30 mars de l'année suivante,

- s'assurer que les membres de la cellule d'animation participent régulièrement aux réunions d'organisation et de suivi avec les financeurs de la mission, ainsi qu'aux sessions de formations et aux journées d'échanges proposées par l'Agence.

Point 5- ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

L'Agence s'engage à participer au financement de la cellule d'animation dans les conditions suivantes.

La participation financière de l'Agence prend la forme d'une convention d'aide financière annuelle passée avec le maître d'ouvrage. Les aides financières de l'Agence sont versées selon les modalités précisées dans cette convention. Cette participation s'effectue selon les règles du programme en vigueur au moment de l'octroi de l'aide.

Sur la cellule d'animation contrat, l'Agence limite son aide financière à un maximum de 2 animateurs, soit un total maximal de 2 Equivalents Temps Plein.

Chaque signataire peut bénéficier du concours financiers d'autres financeurs sans que le cumul des aides publiques n'excède 80 % du budget annuel.

PROJET A VALIDER AESN

ANNEXE 5 - TAUX D'AIDE DE L'AGENCE POUR LES ACTIONS DU CONTRAT A LA DATE DU 1ER JANVIER 2012

Figurent dans le tableau suivant, à titre indicatif, les taux d'aide de l'Agence dans le cadre du IXème programme tels qu'ils ont été approuvé par le conseil d'administration en date du 30 novembre 2006 modifié par délibération en date du29 octobre 2009. Ces taux pourront être modifiés par le conseil d'administration de l'Agence.

LP	INTERVENTIONS	SUBVENTIONS/AVANCES	REMARQUES
	COLLECTIVITES		
111	Etudes générales	70%	
111	Etudes spécifiques (d'orientation préalable aux travaux)	50%	Les études préalables aux travaux sont aidées aux taux des travaux
111	Créations et modernisation d'ouvrages de traitement de capacité > 2000 heq	45%	
111	Création et modernisation d'ouvrages de traitement de capacité < 2000 heq	40% + 20%	
111	Assainissement non collectif	60 % 45 %	Communes rurales Communes non rurales Opérations groupées/habitat neuf exclu
112	Dépollution des rejets par temps de pluie collectivité	40% + 20%	Le prix de référence intègre les collecteurs d'amenée des eaux pluviales
112			
112	Zone d'urbanisation nouvelle opération « label AESN » pour les réseaux et le pluvial	10 000 €	Subvention forfaitaire par hectare
121	Réseaux d'assainissement création de réseaux neufs de collecte et de transport d'eaux step conforme DERU	35% + 15%	Les réseaux créés desservent obligatoirement des habitations existantes. Pour les réseaux unitaires, un abattement de 50% est pratiqué sur le montant des travaux retenus
121	Si Step non conforme DERU	30% + 15%	
121	Réseaux d'assainissement, réhabilitation step conforme DERU	30% + 15%	5% de subvention supplémentaire en zone littorale en cas d'impact avéré et quantifié sur un usage si la réhabilitation peut supprimer cet impact
121	Si Step non conforme DERU	25% + 15%	
121	Branchements des particuliers	60%	Opérations groupées de branchements neufs Réhabilitation : mise en séparatif -5% si la step n'est pas conforme à la DERU
211	Etudes d'optimisation des ouvrages existants Etudes de programmation, de faisabilité et d'incidence (écologique, hydraulique économique et sociologique) de nouveaux ouvrages structurants	50%	
232	Etude des bassins d'alimentation de captages	70 %	
231	DUP Etudes préalables et procédure administrative	70 %	
231	Travaux de protection liés à la DUP et indemnisation des servitudes	40 %	Assiette de l'aide au titre de l'indemnisation de l'exploitant plafonnée à 1 000 €/ha, du propriétaire à 50 % valeur vénale
231	Plans de gestion des espaces urbains et plans de formation	50 %	Communes ou intercommunalités > 10 000 habitants

PROJET A VALIDER AESN

232	Acquisitions foncières et aménagements pour gestion pérenne des terrains dans périmètre de protection rapproché	40%	Politique de « zéro intrant »
241	Libre circulation : passe à poissons	60%	Taux applicable effacement ouvrage impossible
241	Ouverture vannes d'ouvrages	60% 80 %	
241	Effacement d'ouvrage, de buse estuarienne, de digue		
241	Maîtrise foncière : acquisition	60%	Taux majoré 80% pour les zones humides uniquement
241	Etudes globales sur les milieux aquatiques	70%	Etude générale à l'échelle d'un bassin versant Plans de gestion de zones humides
LP	**INTERVENTIONS**	**SUBVENTIONS/AVANCES**	**REMARQUES**
241	Etudes de délimitation et inventaire de ZH	70%	
241	Etudes thématiques sur les milieux aquatiques	50%	Etudes piscicoles, paysagères d'incidence, de suivi Etudes juridiques pour l'évolution des statuts des maîtres d'ouvrage, pour leur émergence ou leur regroupement.
241	Travaux de renaturation et de restauration des milieux aquatiques	60%	Le taux majoré est exclusivement pour les zones humides et les masses d'eau prioritaires listées en annexe pour les projets permettant d'avoir un impact quantifié significatif.
242	Entretien des milieux aquatiques	40%	
242	Gardes rivières, littoral, techniciens de rivière, ouvriers côtiers Gardes Zones Humides	50% 80 %	Les missions correspondantes sont définies dans un cahier des charges, dans un contrat global ou dans un contrat d'animation Conditions générales des cellules d'animation et d'assistance technique T
	INDUSTRIES		
131	Dépollution à la source Technologies propres	40% de subvention + 30% d'avance***** (70 % de subvention pour les TPE/TPI	Comprend la mise en œuvre de procédés de fabrication moins polluants ou permettant une valorisation matière de pollution Aide portant sur des travaux avec retour sur investissement supérieur à 5 ans + 10 % subvention PME / PMI
131	Etudes générales ou études de sites	50% subvention + 10 % subvention PME / PMI + 20 % subvention TPE / TPI	Ne prend pas en compte les études d'ingénierie à un projet déjà défini (dimensionnement, etc.) qui sont aidés aux taux des travaux
131	Epuration et prétraitement avant raccordement ou préparation de déchets avant envoi en centre	20% de subvention + 50% d'avance* (40 % si réduction des substances dangereuses)	Concerne le traitement des effluents chroniques ou pluviaux pollués + 10 % subvention PME / PMI + 20% subvention TPE / TPI
131	Actions d'accompagnement de réduction des pollutions : mesures internes, adaptation aux évolutions d'activité, fiabilisation	70% avance*	+ 10% d'avance supplémentaire pour les PME / PMI + 20 d'avance pour les TPE / TPI
131	Prévention des pollutions accidentelles	70% avance* +10 % de subvention pour les PME/PMI + 20 % de subvention pour	10% d'avance supplémentaire pour les PME / PMI

PROJET A VALIDER AFEN

		les TPE /TPI	
132	Etudes de réhabilitation de sites et milieux pollués	50% subvention	
132	Travaux de réhabilitation de sites et milieux pollués	20% subvention et 50% avance (maîtrise d'ouvrage privée) 50% subvention (collectivités locales)	Aides limitées à des enjeux importants et examinées au niveau du Conseil d'Administration 10% subvention supplémentaire pour les PME / PMI
141	Aide à l'élimination des déchets dangereux pour l'eau	50% subvention pour actions collectives 25% subvention actions individuelles	Limitée à 10 tonnes / an et sur 3 ans
COLLECTIVITES - SYNDICATS PROFESSIONNELS - CHAMBRE CONSULAIRE - ASSOCIATION			
291	Cellule d'animation territoriale : SAGE Contrats globaux, de rivière, territoriaux, bassin versant, de réduction des pollutions dispersées	50%	Conditions générales des cellules d'animation et d'assistance technique. L'animation, inscrite dans un contrat s'applique à un territoire pour l'ensemble des acteurs concernés. L'aide de l'Agence porte au maximum sur 5 ans pour la préparation d'un SAGE et sur 2 ans pour la préparation d'un contrat global. Les autres durées sont fixées par le conseil d'administration.
321	Réseaux de suivi du milieu aquatique : Mesures dans le cadre des réseaux DCCE de contrôles opérationnel, d'enquête ou additionnel Suivi complémentaire du contrôle de surveillance, Mesures et études scientifiques pour effectuer un diagnostic ou vérifier des objectifs de programmation	50% des dépenses réelles	Prélèvements et analyses, mesures Matériel d'acquisition et de diffusion des informations Travaux de maintien des équipements et de l'entretien des abords des captages d'eau souterraine pour assurer la pérennité des réseaux de surveillance Exploitation et vulgarisation des résultats, synthèses Après validation de la pertinence des points de contrôle
321	Banque de données	50% dépenses réelles	Equipements, matériels et logiciels relatifs à la collecte, la transmission, la gestion et la mise à disposition des données, saisie de données, formation des acteurs

* Avance à taux 0 sur 8 ans

Ces taux s'appliquent en fonction des prix de référence et des modalités du IXème programme.

PROJET A VALIDER EN CLCN

ANNEXE 6 - TAUX D'AIDE DE LA REGION ILE DE FRANCE POUR LES ACTIONS DU CONTRAT A LA DATE DU

ENVIRONNEMENT

POLITIQUE REGIONALE DE L'EAU 2008-2012
[cf. délibération CR111-07 du 25 octobre 2007]

La politique régionale de l'eau 2008-2012 votée le 25 octobre 2007 oriente les interventions de la Région en faveur des opérations qui entrent dans le cadre de l'Eco-région et des priorités définies dans le domaine de l'eau pour la mise en œuvre du projet de SDRIF arrêté par le Conseil Régional le 15 février 2007.

Elle vise à contribuer, en cohérence avec le SDAGE et dans la perspective des objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau, aux exigences de ***reconquête de la qualité écologique des cours d'eau et des milieux humides*** *et à permettre un* ***accès équitable et durable à une ressource en eau préservée****.*

Elle confirme une approche par bassin versant et relance la politique des ***contrats de bassin*** *en liaison avec l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et les départements de la région. C'est* ***dans ce cadre*** *qu'elle accompagne préférentiellement les maîtres d'ouvrage dans les conditions suivantes.*

Les actions éligibles

1–Etudes pré-opérationnelles de faisabilité et de programmation

OBJECTIFS :
Définir un schéma global de l'eau puis un programme d'actions et sa faisabilité sur un territoire pertinent.

ETUDES SUBVENTIONNEES AU TAUX DE 35% :

- Les études thématiques d'aide à la décision ainsi que celles concourant à la mise en place ou la révision de l'organisation technique, administrative, réglementaire et financière nécessaire, sur un territoire pertinent.
- Les études permettant de compléter ou d'actualiser un tel schéma ou programme, de faire le bilan des connaissances et actions déjà menées, de définir un contrat de bassin ou de faire son bilan.

Elles peuvent être subventionnées hors contrat de bassin.

2 – Animations territoriales

OBJECTIFS :
Soutenir les structures de gouvernance dédiées à la problématique de l'eau

ANIMATION AIDEE AU MAXIMUM A 50% DANS LA LIMITE DE 30.000€ PAR AN :
Peuvent être soutenues dans leur dépense de fonctionnement sous condition d'établissement d'une convention de trois ans entre la Région et la structure :

- **SAGE**

Les structures porteuses des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), pour ce qui est de l'élaboration et du suivi du SAGE

- **contrat de bassin**

Les missions d'animation et d'assistance technique liées à la préparation ou à la mise en œuvre d'un contrat de bassin pour les territoires de l'espace rural.

3 –Protection et restauration des milieux aquatiques

OBJECTIFS :

Reconquête du bon état écologique des milieux par la réalisation des aménagements favorables à la vie piscicole à la flore, des rivières et de leurs milieux humides associés suivant un schéma d'orientation sur un territoire cohérent.

ACTIONS SUBVENTIONNABLES AU TAUX DE 40 % :

- la restauration écologique et l'aménagement des berges par techniques végétales, ou mixtes en cas de fortes contraintes ; la restauration de la ripisylve;
- les aménagements permettant d'assurer la libre circulation des poissons et des espèces terrestres liées aux milieux aquatiques (ouverture de vannages, passes à poissons, suppression des ouvrages obsolètes et renaturation),
- la restauration et la protection de l'ancien lit, du libre écoulement des eaux ; l'amélioration/aménagement du lit (profil en travers, reméandrage…) ;
- la renaturation paysagère des espaces riverains (espace de liberté et milieux annexes), restauration de la ripisylve ;

❶

- la protection et restauration des marais, zones humides, annexes hydrauliques, mares,…
- la réouverture de rivière ou de ruisseau canalisé
- la restauration du petit patrimoine lié à l'eau (bassins, moulins, abreuvoirs….) ;
- les campagnes périodiques de mesures de débit et d'analyses, les inventaires permettant le suivi de la qualité des milieux et de préciser quantitativement l'impact respectif des systèmes d'assainissement et des autres apports polluants, du milieu naturel. Cette aide est conditionnée à la production d'un rapport de synthèse annuel pour une vulgarisation et contribuent ainsi aux décisions d'investissement.

Nota : Ces aides peuvent être attribuées hors contrat de bassin.

4 –Protection et restauration des berges des voies navigables

OBJECTIFS :

Les fleuves et rivières navigables d'Ile-de-France ont des fonctions essentielles.
Il s'agit, outre la navigation et l'alimentation en eau, des rôles assurés tout particulièrement par leurs berges et leurs annexes :

– des fonctions écologiques : faune, flore, milieux,
– des fonctions de régulation naturelle ou contrôlée des crues,
– des fonctions de loisirs, qu'ils soient liés directement à l'eau ou non (pêche, promenade, circulations douces),
– et même des fonctions urbanistiques, le fleuve ou la rivière étant un élément majeur du cadre du développement urbain.

Parmi les orientations du SDAGE, il est préconisé notamment de privilégier les techniques végétales et les méthodes de substitution aux enrochements dans les travaux de protection ou d'aménagement de berges.
En effet, ces techniques présentent l'avantage de répondre à des objectifs environnementaux forts (écologie, paysage et cadre de vie) tout en intégrant les aspects techniques auxquels la berge doit répondre (stabilité, sécurité).

ACTIONS SUBVENTIONNABLES JUSQU'A 40%:

- les travaux de génie végétal, y compris l'entretien les premières années (implantation des végétaux), élargie aux aménagements végétaux de crête de berges,
- les actions de renaturation des espaces riverains, restauration de la ripisylve, protection et restauration des zones humides, zones inondables, annexes hydrauliques , ainsi que les aménagements permettant d'assurer la libre circulation des poissons et espèces terrestres liées aux milieux aquatiques,

Nota : Ces aides peuvent être attribuées hors contrat de bassin.

5–Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements

OBJECTIFS :

Gestion de l'eau par des dispositifs paysagers permettant la maîtrise à la source des ruissellements

ACTIONS SUBVENTIONNABLES AU TAUX DE 40 % :

- Les opérations de protection, de valorisation et d'aménagement (à l'exception d'ouvrages de génie civil ou hydraulique) des zones d'expansion des crues hivernales intégrées au paysage en amont des zones urbanisées et issues d'un plan d'action établi à l'échelle d'un bassin versant. Le plan d'action doit, à partir d'une identification des risques et dommages encourus, inclure des mesures significatives à la parcelle, ainsi qu'un plan de gestion des risques résiduels à intégrer dans les PLU et les SCOT.
- Les actions globales concourant au « rejet zéro » associant dispositifs paysagers, maîtrise des ruissellements d'eaux pluviales à la parcelle, infiltrations,… (hors bassin de stockage des eaux pluviales).
- Les opérations de maîtrise du ruissellement sur un bassin versant : noues, modelés de terrain, bandes enherbées, haies, mares, fossés. Par ailleurs, le dispositif PRAIRIE peut être mobilisé sur le domaine agricole.
- L'aménagement d'espaces publics urbains par la mise en œuvre de modelés de terrains, de couvertures végétales, intégré à un parti-pris d'urbanisme liant l'eau et la ville concourant à la maîtrise des ruissellements lors d'événements pluvieux exceptionnels tout en préservant en dehors de ces périodes un usage mixte de l'espace compatible avec les risques de submersion.

ACTIONS SUBVENTIONNABLES AU TAUX DE MAXIMUM DE 40 % :

- La maîtrise du risque d'inondation par des opérations d'intérêt régional de ralentissement et stockage temporaire de l'onde de crue et opérations associées font l'objet de conventions particulières à passer avec un maître d'ouvrage ad-hoc d'envergure régionale ou interrégionale. Dans ce cadre, sont éligibles tous types d'actions concourant à la réalisation de ces opérations d'intérêt régional.

❷

- --

- Les actions visant à la réduction de la vulnérabilité (préparation des usagers en amont d'une crue éventuelle, diagnostic de vulnérabilité, etc…) sur le bassin versant considéré si elles sont réalisées par le maître d'ouvrage identifié ci-dessus (hors dispositifs d'alerte et de prévisions des crues).

6 –Protection et gestion durable des eaux

OBJECTIFS :
Pérennisation de la ressource par des actions préventives territorialisées de gestion qualitative et quantitative de l'eau

ACTIONS SUBVENTIONNABLES AU TAUX DE 25 % :

- les économies d'eau dans les équipements collectifs : récupération d'eaux pluviales pour des usages adaptés, équipements permettant des économies d'eau (réducteurs de pression, détecteurs de fuite,…), diagnostic de réseau d'adduction d'eau,
- l'alternative à l'usage des produits phytosanitaires : diagnostic et mise en œuvre de programme de gestion, acquisition de matériels, formation, sensibilisation des agents et du public.
- la fermeture et la mise en sécurité des zones d'intrusion préférentielle dont la fermeture d'anciens forages.

7 –Dépollution des eaux usées et des eaux pluviales

OBJECTIFS :

♦ Améliorer la qualité des eaux du milieu naturel en agissant sur la collecte des eaux usées et la dépollution des eaux usées et des eaux pluviales en privilégiant le traitement "local" et la mise en œuvre de dispositifs de traitement fiables et de moindre nuisance pour l'environnement (odeur, bruit, paysage, rusticité).

♦ Veiller à :

A la prise en compte de la sensibilité du milieu naturel, tout particulièrement à l'étiage

A limiter les transports d'eaux usées ou d'effluents unitaires sur de longues distances et notamment favoriser la création de stations d'épuration locales au plus près des lieux de production,

A supprimer les rejets directs d'eaux usées au milieu naturel, les surverses et limiter l'impact des rejets des déversoirs d'orage des réseaux unitaires,

A réduire les apports de pollution liés aux ruissellements urbains et l'usage de produits phytosanitaires,

A à l'intégration des ouvrages dans le site et à la protection des populations vis-à-vis nuisances possibles (bruit, odeur, …),

A à promouvoir en milieu rural, y compris sous forme d'étude de faisabilité, des procédés d'épuration adaptés à la taille des collectivités et proportionnés à l'impact sur le milieu naturel,

A l'adéquation aux capacités financières des collectivités tant en investissement qu'en fonctionnement.

Nota : *Le transport des eaux pluviales n'est pas subventionné.*

ACTIONS SUBVENTIONNABLES:

- Dépollution des eaux usées domestiques et des eaux pluviales :

AU TAUX DE 17 % :

Les unités de dépollution des eaux pluviales et usées ainsi que le traitement des déchets d'assainissement correspondants (boues, produits de curage, matière de vidange,…)

- Une bonification peut être attribuée, dans la limite de 5%, pour les stations d'épuration concourant spécifiquement à la politique régionale au titre de l'Eco-région afin de tendre vers l'octroi aux maîtres d'ouvrage d'un taux de financement de 80 % de l'ensemble des partenaires financiers.
- La grille d'appréciation des objectifs de l'Eco-région comprend notamment les items suivants : traitement de proximité, économie d'énergie, moindre émission de GES, procédés durables, zéro nuisance vis-à-vis des riverains, techniques d'épuration végétalisées, réutilisation d'eaux traitées…).

- Assainissement autonome ou semi-collectif :

AU TAUX DE 35 % :

Les études menées à une échelle intercommunale permettant une aide à la décision,

AU TAUX DE 20 % :

Les travaux menés en accompagnement d'une politique publique, particulièrement pour la résorption de points durs vis-à-vis de la santé publique ou de l'environnement.

❸

îledeFrance

- Restructuration, réhabilitation, mise en conformité des réseaux d'assainissement d'eaux usées en relation avec la territorialisation :

En cœur d'agglomération, il n'est pas proposé d'aide régionale.

PROJET A VALIDER AESN

Pour l'agglomération centrale :

AU TAUX DE 10 % :

uniquement pour la réduction les rejets directs et des surverses d'eaux usées au milieu naturel pour des opérations résultant d'un plan d'action à l'échelle d'un bassin de collecte et où le gain pour le milieu naturel est quantifié et jugé significatif.

Pour les autres agglomérations et l'espace rural non raccordés ou à déconnecter de la zone SIAAP :

AU TAUX DE 10 % :

pour la restructuration, réhabilitation, mise en conformité des réseaux d'assainissement d'eaux usées.

Dans le cadre des contrats de bassin, une bonification de 10 % sera accordée, aux mêmes conditions qu'énumérées plus haut, pour les communes et groupements à fiscalité propre engagées sur la durée du contrat à la fois :

- à mettre en conformité les raccordements à l'assainissement de leur propre patrimoine,
- à réduire au maximum l'usage de produits phytosanitaires sur leur domaine de compétence.

Ces taux sont étendus aux bailleurs sociaux publics ou privés (OPHLM et SAHLM) pour la mise en conformité des réseaux d'assainissement d'eaux usées.

- Fiabilisation et optimisation des systèmes d'assainissement :

AU TAUX DE 10 % :

L'instrumentation en poste fixe pour les réseaux d'assainissement vers un diagnostic permanent concrétisé par la production d'un rapport de synthèse annuel vulgarisé, d'aide à la décision.

Les ouvrages permettant l'optimisation de la gestion des flux ou bien situés en amont d'ouvrages de dépollution dont l'impact bénéfique sur les milieux naturels aura été quantifié et jugé significatif.

8 – Actions pilotes

OBJECTIFS :

Innover dans les domaines relatifs à l'Écorégion et au Développement Durable

ACTIONS ACCOMPAGNEES AU MAXIMUM 40% SELON L'INTERET DU PROJET :

Les opérations pilotes sont prises en compte au cas par cas en fonction d'une spécificité liée au caractère innovant de l'opération pour le territoire régional notamment au regard des critères de l'Eco-région.

Nota : Ces aides peuvent être attribuées hors contrat de bassin.

*Cette fiche est un résumé de la délibération CR111-07 consultable sur : **www.iledefrance.fr***

Vous y trouverez également les modalités complètes de la politique de l'eau, la Charte graphique régionale, le Règlement Budgétaire et Financier et le projet de SDRIF

☎ **Pour toute information :**

Direction de l'Environnement
Service Patrimoine et Ressources Naturels
Secrétariat Mission Eau
Téléphone : 01.53.85.70.86

✉ **Documents à adresser à :**

Monsieur le Président
Conseil Régional d'Ile de France
35 boulevard des Invalides
75007 PARIS

Contact : environnement@iledefrance.fr

Version 2 du 30/04/08

15/86

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : ACQUISITION D'UN BIEN SIS 5, RUE PAUL DOUMER

La parcelle cadastrée L 12 - située 5, rue Paul Doumer – fait l'objet d'un emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme pour la création d'un équipement pour personnes âgées, complémentaire à ceux existants sur le site (résidence pour personnes âgées et maison de retraite médicalisée), notamment pour la création de studios supplémentaires destinés à accueillir les séniors, associés à un accueil de jour et quelques lits destinés à des accueils temporaires.

La parcelle d'environ 190 m² est bâtie et comprend un rez-de-chaussée commercial (garage TOSCANI), et une habitation au premier étage.

Il a été convenu avec les vendeurs que la jouissance du bien par la Commune serait différée au 15 Janvier 2016.

Par conséquent, le prix de 1.000.000 €, conforme à l'évaluation de France Domaine, sera versé en deux fois : 500.000 € à la signature de l'acte authentique de vente, et 500.000 € à la libération du bien, prévue le 15 Janvier 2016.

Il vous est donc proposé d'acquérir le bien susmentionné et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre tous les actes nécessaires à cette acquisition.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/86
Acquisition d'un bien sis 5, rue Paul Doumer

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2241-1,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.1111-1,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 20 janvier 2014 et modifié le 28 Octobre 2014,

Vu l'avis délivré par France Domaine du 05 mars 2015,

Considérant l'emplacement réservé pour équipement n°6 inscrit au Plan Local d'Urbanisme et ayant pour objet « Equipement pour personnes âgées »,

Considérant que cet emplacement réservé concerne la parcelle cadastrée L 12, située 5, rue Paul Doumer à Nogent-sur-Marne, d'une surface d'environ 190 m² comprenant un rez-de-chaussée commercial et une habitation au premier étage,

Considérant que ladite parcelle appartient aujourd'hui aux Consorts TOSCANI,

Considérant la volonté des propriétaires de vendre ledit bien,

Considérant que, suite aux discussions avec les propriétaires, un accord sur le prix ainsi que sur les modalités de versement de ce dernier a été trouvé,

Considérant qu'il a été convenu que le prix de 1.000.000 € est payable en deux fois : 500.000 € au moment de la signature de l'acte, et 500.000 € lors de la libération du bien, prévue le 15 janvier 2016,

Considérant le projet d'acte annexé à la présente délibération,

Après examen en Commission Permanente du 21 Mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Décide d'acquérir la propriété des Consorts TOSCANI, cadastrée L 12, et située 5, rue Paul Doumer à Nogent-sur-Marne, au prix de 1.000.000 €, payable en deux fois : 500.000 € à la signature de l'acte et 500.000 € à la libération du bien prévue le 15 janvier 2016.

Article 2 : Missionne l'Office Notarial de Nogent-sur-Marne pour rédiger et recevoir les actes relatifs à cette acquisition.

Article 3: Autorise Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes afférents à ladite acquisition.

Article 4 : Précise que le montant de cette acquisition sera imputé sur l'exercice budgétaire correspondant.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DU VAL-DE-MARNE
DIVISION FRANCE DOMAINE
TÉLÉPHONE : 01 43 99 38 00
MÉL. : ddfip94.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Jérôme ELOUNDOU
Téléphone : 01 41 94 35 58
Télécopie : 01 43 99 37 81
Dossier n° **2015-025V 0116**
Objet : Demande d'avis domanial concernant un bien situé :
5 rue Paul DOUMER 94 130 Nogent-sur-Marne
Parcelle section L n° 12 pour 193 m²

Créteil, le 05 mars 2015
Le Directeur Départemental des Finances publiques

à

Hôtel de ville
Service Urbanisme
Square d'Estienne d'Orves
94 130 Nogent-sur-Marne

AVIS du DOMAINE
valeur vénale

1 – Service consultant Commune de Nogent-sur-Marne – Service Urbanisme.
Affaire suivie par Monsieur BONNIN- urbanisme@ville-nogentsurmarne.fr
Vos références JJM/SB/EP N° 2015/10

2 – Date de consultation 28 janvier 2015
reçue le 03 février 2015
Renseignements complémentaires

3 – Opération soumise au contrôle : Estimation de la valeur vénale d'un immeuble mixte dans le cadre d'un projet de cession amiable.

4 – Propriétaire présumé Monsieur TOSCANI.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

5 – Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune : Nogent -sur-Marne

Adresse : 5 rue Paul Doumer

Références cadastrales : Section L n° 12 – contenance 193 m².

Un immeuble mixte édifié en 1967 comprenant, au rez-de-chaussée un atelier de réparation automobiles, au 1er étage un logement de type F5.

6 – Situation locative Le bien est estimé libre.

7 – Urbanisme et réseaux Parcelle située en zone UMc au PLU approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20 janvier 2014.

Zone urbaine en mutation du centre-ville.

8 – Détermination de la valeur vénale estimée hors taxe et hors droit :

Compte tenu de ce qui précède, la valeur vénale de ce bien libre a été estimée par le service à **1 060 000 €** .

Par conséquent, le prix de 1 000 000 € , tel que proposé par le propriétaire , est acceptable.

9 – Observations particulières

La visite intérieure n'a pas été effectuée, il conviendra de faire un ajustement de l'évaluation en cas de discordance entre l'état réel et celui supposé, de même que pour les superficies ou le type d'occupation.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques

Geneviève PUGLIA

Administratrice des Finances Publiques Adjointe.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

23317901
/67/

,

LE ,

A l'Hôtel de Ville de NOGENT-SUR-MARNE (Val de Marne), Place de Rolland Nungesser

Maître Xavier CALMET, membre de la Société Civile Professionnelle "Catherine CARELY, Vincent VIE, Xavier CALMET, Loïc GUEZ et Cyril TAILLANDIER, Notaires associés", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), 78, Grande Rue Charles de Gaulle,

A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après identifiées.

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite « partie normalisée » constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite « partie développée » comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

- VENDEUR -

1ent) - Monsieur Serge Pierre François **TOSCANI**, Garagiste, époux de Madame Françoise **CHEVRON**, demeurant à BRY SUR MARNE (94360), 6 Ter rue des Tournanfis.

Né à VINCENNES (94300), le 2 août 1954.

Marié sous le régime de ..... à la Mairie de BRY SUR MARNE (Val de Marne), le 4 juillet 2009.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2ent) - Madame Liliana Marie Martine **TOSCANI**, ménagère, épouse de Monsieur Mario CLARA, demeurant à RAGOGNA (33030) 7 rue Tagliamento.

Née à NOGENT-SUR-MARNE (94130), le 8 janvier 1944.

Mariée sans contrat préhalable à son union célébrée à RAGOGNA (Italie), le 9 Août 1964.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

- ACQUEREUR -

La Commune de **NOGENT SUR MARNE** , collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Val de Marne, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de NOGENT-SUR-MARNE (94130), Place Roland Nungesser, identifiée au SIREN sous le numéro 219 400 520.

QUOTITES ACQUISES

La Commune de **NOGENT SUR MARNE** acquiert la pleine propriété des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

ABSENCE DE DROIT DE RETRACTATION

Les conditions cumulatives de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes compte tenu de la qualité de l'**ACQUEREUR**, par suite celui-ci ne peut pas bénéficier de la faculté de rétractation.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les contractants attestent par eux-mêmes ou leur représentant, que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'ils vont prendre et déclarent notamment pour l'**ACQUEREUR** :

- Que l'identité complète de l'**ACQUEREUR** telle qu'elle est indiquée sous le paragraphe ci-dessus, a été régulièrement justifiée

- Avoir son siège effectivement établi à l'adresse sus-indiquée

- Ne pas être en état de cessation de paiement, de règlement amiable, de redressement, liquidation judiciaire ou procédure similaire

- Ne pas faire et n'avoir jamais fait l'objet des poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens

- Que rien dans sa situation n'est susceptible de mettre obstacle à la libre réalisation des présentes

- Le **VENDEUR** déclare

- Que son état-civil et ses qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Qu'il n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'il n'a pas été associé depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle il était tenu indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'il n'est pas concerné :

Par aucune des mesures légales des majeurs protégés sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.

Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

- Le **VENDEUR** déclare en outre en ce qui concerne les biens immobiliers, objet des présentes, qu'il n'existe aucun obstacle ni restriction d'ordre légal ou contractuel à leur libre disposition, notamment par suite d'existence de droit de préemption, de cause de rescision, résolution, annulation ou toutes autres raisons.

- Le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au Notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la Commune.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Serge TOSCANI est présent à l'acte.

En attente procuration Mme

- Madame Liliana Marie Martine TOSCANI, non présente à l'acte mais représentée par Monsieur Serge TOSCANI, son frère susnommé et domicilié envertu des pouvoirs qu'elle lui a consentis aux termes d'une procuration sous seing privé en date à .... du .... demeuré ci-jointe et annexée après mention.

En attente copie délibération Commune de NOGENT SUR MARNE

- La COMMUNE de NOGENT SUR MARNE est représentée à l'acte par Monsieur Jacques JP MARTIN, agissant en qualité de Maire de la Commune de NOGENT-SUR-MARNE et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro ..... en date du ....., déposée à la Sous-préfecture de NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), le ....., dont une copie par extrait, certifiée conforme, du procès-verbal est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

DELIBERATION MUNICIPALE - AVIS DES DOMAINES

Le représentant de la Commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du ..... visée par la Sous Préfecture de NOGENT SUR MARNE, le ..... dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Il déclare :

- que la délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le Tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

La délibération a été prise au vu d'un avis du service des domaines en date du 5 mars 2015 dont une copie de l'ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

En outre, le représentant de la Commune déclare que cette délibération n'est frappée à ce jour d'aucun recours.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.

- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne la commune.

- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.

- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment le ou les biens de nature immobilière objet des présentes.

- Les mots **"biens mobiliers**" ou "**mobilier**" désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et vendus avec ceux-ci.

V E N T E

Le **VENDEUR**, en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles énoncées aux présentes, vend à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** ci-après désigné :

DESIGNATION

A NOGENT SUR MARNE (Val de Marne) 94130, 5 rue Paul Doumer

Un immeuble élevé d'un rez-de-chaussée à usage commercial et un premier étage à usage d'habitation.

Le tout cadastré:

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	L	12	5 rue Paul Doumer	00 ha 01 a 93 ca

TEL ET AINSI que l'objet des présentes existe, s'étend, se poursuit et comporte actuellement avec toutes ses aisances, dépendances, immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve sauf à tenir compte de ce qui peut être le cas échéant indiqué au présent acte.

ABSENCE DE MEUBLES

Avec les présents **BIENS** ne sont pas vendus de **MEUBLES** tels que éléments de cuisine intégrée ou non, ainsi déclaré par les parties.

DECLARATION DU VENDEUR SUR LA CONSISTANCE DU BIEN VENDU

Le **VENDEUR** déclare et garantit, savoir :

- qu'il n'a effectué aucun percement d'ouverture du toit ou modification de la façade du bien (vasistas, fenêtre, lucarne, jour de souffrance ou autres),

- qu'il n'a effectué aucun aménagement ou construction nécessitant la délivrance d'un permis de construire ou autorisation de travaux, souscription d'une police d'assurance construction conformément aux dispositions de la Loi numéro 78-12 du 4 janvier 1978,

- et qu'il n'a effectué aucune surélévation ou extension ou créé une quelconque servitude non régularisée par un acte authentique.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le présent acte porte sur la totalité en pleine propriété du **BIEN** sus-désigné.
Ce **BIEN** appartient au **VENDEUR** ainsi qu'il sera expliqué ci-après à la suite de la partie normalisée sous le titre « Origine de Propriété ».

EFFET RELATIF

1ent) - **ACQUISITION par Monsieur et Madame Robert TOSCANI** suivant acte reçu par Maître MARCELIER, alors notaire à NOGENT SUR MARNE le 3 juillet 1950, publié au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème Bureau le 11 septembre 1950, volume 3198, numéro 2433.

2ent) - **ATTESTATION IMMOBILIERE suite au décès de Madame Elda TOSCANI** suivant acte reçu par Maître VIE, notaire à NOGENT SUR MARNE le 29 juin 1999, publié au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème Bureau le 19 novembre 1999, volume 1999P, numéro 8489.

3ent) - **ATTESTATION IMMOBILIERE suite au décès de Monsieur Robert TOSCANI** suivant acte reçu par Maître Catherine CARELY notaire à NOGENT SUR MARNE le 16 mars 2004, publié au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème Bureau le 14 mai 2004, volume 2004P, numéro 3408.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions.
Les charges et conditions qui ne peuvent donner lieu en toute hypothèse ni à publicité foncière ni à taxation seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.
Afin de permettre le contrôle de l'assiette des droits, il est indiqué ce qui suit :
Frais
Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

Impôts et contributions
L'**ACQUEREUR** acquittera à compter de ce jour les impôts et contributions, étant précisé que la taxe d'habitation, si elle est exigible compte tenu de la nature du bien, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de Janvier.

Le montant porté à l'avis d'imposition de la taxe foncière, en ce compris la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, pour l'année en cours sera réparti directement entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire des **BIENS** vendus à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance au plus tard le QUINZE JANVIER DEUX MILLE SEIZE (15/01/2016) par la prise de possession réelle, lesdits **BIENS** étant actuellement occupés par le **VENDEUR**, sa famille ou personnes à son service, sans qu'aucun des occupants ne puisse bénéficier d'un titre locatif ou du droit au maintien dans les lieux ainsi qu'il le déclare sous sa responsabilité personnelle.

Celui-ci s'oblige à les rendre libres pour cette date de toute location, occupation de personne ou d'objet, réquisition ou préavis de réquisition.

Etant expressément convenu qu'au cas où les **BIENS** ne seraient pas libres à la date sus-visée, le **VENDEUR** s'oblige à régler à l'**ACQUEREUR** qui accepte, une indemnité forfaitaire d'un millième (1/1.000ème) du prix de vente ci-après stipulé par jour de retard, à titre de clause pénale, sans que cette clause vaille novation de droit ou prorogation de délai et sans préjudice du droit de l'**ACQUEREUR** de poursuivre la libération des lieux.

Cette indemnité est stipulée non réductible même en cas de libération partielle desdits **BIENS**.

Cette indemnité sera due dès le premier jour de retard nonobstant la réception de la sommation de libérer les **BIENS**, faite par acte extra-judiciaire, dont le coût avancé par l'**ACQUEREUR** devra lui être remboursé par le **VENDEUR**.

P R I X

La présente vente est conclue moyennant le prix d'**UN MILLION D'EUROS (1 000 000,00 EUR)**.

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

1°) Termes de paiement du Prix

Les **PARTIES** conviennent des termes de paiement du Prix suivants:

- la moitié du Prix global ci-dessus stipulé, soit la somme de CINQ CENT MILLE EUROS (500 000.00 EUR) est exigible à compter de ce jour,

- le solde de ce Prix, soit la somme de CINQ CENT MILLE EUROS (500 000.00 EUR) sera exigible à compter du QUINZE JANVIER DEUX MILLE SEIZE (15/01/2016), correspondant au jour de la libération des biens immobiliers objet des présentes par le **VENDEUR,** les BIENS devant être libres de toute location ou occupation, débarrassé de tous meubles et objets quelconques à cette date.

Chacun de ces termes sera payé selon les modalités suivantes.

2°) Modalités de paiement

L'ACQUEREUR s'oblige à émettre dans les sept (7) jours ouvrés courant à compter des termes d'exigibilité le mandat nécessaire pour que paiement ait lieu entre les mains du Notaire soussigné dans les plus brefs délais et en tout état de cause dans le délai prévu par la loi.

Etant observé que :

- le Notaire soussigné s'engage à prendre à sa charge les sommes qui, après paiement du prix d'acquisition au **VENDEUR**, s'avéreraient être dues à la suite de l'inscription au fichier immobilier, à des créanciers ou à un autre propriétaire

- l'état hypothécaire hors formalités ci-après relaté permet de constater qu'il n'existe pas d'empêchement à la remise du prix au **VENDEUR**.

Par suite, en vertu de l'article L 2241-3 du Code général des collectivités territoriales et l'article L 2241-1 du Code général des collectivités territoriales, le comptable public est déchargé de toute responsabilité.

PUBLICITE FONCIERE

L'acte sera soumis à la formalité de publicité foncière au service de la publicité foncière de CRETEIL 4EME Bureau.

DECLARATIONS FISCALES

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

Régime des plus-values immobilières en vertu des articles 150 U à 150 VG du Code général des impôts

- Concernant Monsieur Serge TOSCANI

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR**, savoir:

* Pour trois seizième (3/16ème) en nue-propriété pour les avoir recueillis dans la succession de sa mère, Madame Elda TOSCANI, décédée le 22 mars 1998.

La valeur des biens objet des présentes a été portée dans la déclaration de succession à DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (2 150 000,00 FRS) soit TROIS CENT VINGT-SEPT MILLE SEPT CENT SOIXANTE-CINQ EUROS ET TRENTE-HUIT CENTIMES (327 765,38 EUR) pour la pleine propriété, soit pour les 3/16ème en nue-propriété, compte tenu de l'âge de son père usufruitier et conformément à l'article 669 du Code Général des Impôts, à CINQUANTE-CINQ MILLE TROIS CENT DIX EUROS ET QUARANTE CENTIMES (55 310,40 EUR).

* Pour cinq seizième (5/16ème) en pleine propriété et trois seizième en usufruit (3/16ème) pour les avoir recueillis dans la succession de son père, Monsieur Robert TOSCANI, décédé le 29 mai 2002.

La valeur des biens objet des présentes a été portée dans la déclaration de succession à TROIS CENT TRENTE-SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS

(336 250,00 EUR) soit pour les 5/16ème en nue-propriété, à CENT SOIXANTE-HUIT MILLE CENT VINGT-CINQ EUROS (168 125,00 EUR).

Le **VENDEUR** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur le disponible du prix le montant de la plus-value déterminée sur l'imprimé 2048-IMM-SD pour le verser au trésor public.

Conformément aux dispositions de l'article 150 VG III du Code général des impôts, le **VENDEUR** déclare que la plus-value ne pourra être acquitté que lorsque le prix sera versé par l'**ACQUEREUR** pris en sa qualité de collectivité telle que mentionnée au 1° du II dudit article.

- Concernant Madame Liliane TOSCANI

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR**, savoir:

* Pour trois seizième (3/16ème) en nue-propriété pour les avoir recueillis dans la succession de sa mère, Madame Elda TOSCANI, décédée le 22 mars 1998.

La valeur des biens objet des présentes a été portée dans la déclaration de succession à DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (2 150 000,00 FRS) soit TROIS CENT VINGT-SEPT MILLE SEPT CENT SOIXANTE-CINQ EUROS ET TRENTE-HUIT CENTIMES (327 765,38 EUR) pour la pleine propriété, soit pour les 3/16ème en nue-propriété, compte tenu de l'âge de son père usufruitier et conformément à l'article 669 du Code Général des Impôts, à CINQUANTE-CINQ MILLE TROIS CENT DIX EUROS ET QUARANTE CENTIMES (55 310,40 EUR).

* Pour cinq seizième (5/16ème) en pleine propriété et trois seizième en usufruit (3/16ème) pour les avoir recueillis dans la succession de son père, Monsieur Robert TOSCANI, décédé le 29 mai 2002.

La valeur des biens objet des présentes a été portée dans la déclaration de succession à TROIS CENT TRENTE-SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (336 250,00 EUR) soit pour les 5/16ème en nue-propriété, à CENT SOIXANTE-HUIT MILLE CENT VINGT-CINQ EUROS (168 125,00 EUR).

Le **VENDEUR** déclare :

- avoir été averti des conséquences de sa qualité de non résident qu'il revendique sur la taxation des plus-values ;
- dépendre du centre des finances publiques des non résidents sis 10 rue du Centre à NOISY LE GRAND (93160).

Le dépôt du présent acte pour l'accomplissement de la formalité de publicité foncière sera accompagné de la déclaration établie sur imprimé 2048 comprenant les éléments de liquidation et justifiant de la dispense pour le **VENDEUR** de désigner un représentant accrédité, en application des dispositions du dernier alinéa du IV de l'article 244 bis A du Code général des impôts.

Le **VENDEUR** donne dès à présent pouvoir au notaire à l'effet de prélever sur le disponible du prix le montant de la plus-value déterminée sur l'imprimé 2048-IMM-SD pour le verser au trésor public.

Conformément aux dispositions de l'article 150 VG III du Code général des impôts, le **VENDEUR** déclare que la plus-value ne pourra être acquitté que lorsque le prix sera versé par l'**ACQUEREUR** pris en sa qualité de collectivité telle que mentionnée au 1° du II dudit article.

DOMICILE FISCAL

Pour le contrôle de l'impôt, le **VENDEUR** déclare être effectivement domicilié à l'adresse sus-indiquée, et s'engage à signaler au centre tout changement d'adresse.

Quant au centre des finances publiques du **VENDEUR :**

Monsieur Serge **TOSCANI** dépend actuellement du centre des finances publiques de NOGENT SU MARNE - 1 rue Jean Soulès.

Madame Liliana Marie Martine **CLARA** dépend actuellement du centre des finances publiques des non résidents sis 10 rue du Centre à NOISY LE GRAND (93160).

OBLIGATION DECLARATIVE

Le montant net imposable de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042.

Tout manquement à cette obligation déclarative donne lieu à l'application d'une amende égale à 5 % des sommes non déclarées sans que l'amende encourue ne puisse être inférieure à 150 euros ni supérieure à 1.500 euros.

AVIS DU DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX

En application des dispositions de l'article 23 de la loi numéro 2001-1168 du 11 Décembre 2001, les présentes ont été précédées de l'avis du Directeur des Services Fiscaux Départementaux délivré à la date du 5 mars 2015, lequel est demeuré ci-joint et annexé après mention.

EXONERATION FISCALE

La présente vente est exonérée de la taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

PARTIE DEVELOPPEE

Cette partie développée comprend les éléments de l'acte de vente qui ne sont pas nécessaires à la publicité foncière ainsi qu'à l'assiette des droits, taxes, salaires et impôts.

CONDITIONS GENERALES

A/ A la charge du VENDEUR

Le **VENDEUR** :

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur le BIEN et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

- Devra, s'il existe un ou plusieurs créanciers inscrits de son chef ou de celui de précédents propriétaires, régler l'intégralité des sommes pouvant leur être dues, supporter s'il y a lieu les frais de purge, et rapporter à ses frais les mainlevées des inscriptions au plus tard dans le délai de six mois des présentes et les certificats de radiation correspondants dans les meilleurs délais.

- Sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes du droit.

- Fera son affaire personnelle du paiement de la totalité de la taxe d'habitation si elle est exigible. Réglera l'impôt foncier sauf à tenir compte de la convention de répartition ci-après. Il est précisé en tant que de besoin qu'il reste seul tenu du paiement des taxes foncières relatives aux années antérieures de manière que **l'ACQUEREUR** ne puisse être recherché à ce sujet.

- Ne pourra pas se retrancher derrière les clauses d'exonération de garantie envers **l'ACQUEREUR** s'il venait à être considéré comme un professionnel de l'immobilier.

B/ A la charge de L'ACQUEREUR

L'ACQUEREUR, sauf à tenir compte de ce qui peut être indiqué par ailleurs :

- Prendra le **BIEN** vendu dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance sans aucune garantie de la part du **VENDEUR** pour raison :

Soit de l'état des constructions, de leurs vices même cachés, sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires contraires analysées le cas échéant ci-après.

Soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le **BIEN**, de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation qui précède.

Soit même de l'état parasitaire de l'immeuble vendu notamment concernant les termites ou autres insectes xylophages et ennemis des matériaux dans la mesure où les prescriptions de la loi numéro 99-471 du 8 Juin 1999 sont respectées.

Soit même de la surface du **BIEN** vendu ou de celle du terrain sur lequel il est édifié, la différence en plus ou en moins s'il en existe, entre la contenance sus-indiquée et celle réelle, excédât-elle un/vingtième, devant faire le profit ou la perte de **L'ACQUEREUR**, sans aucun recours contre le **VENDEUR** à ce sujet.

- Souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le **BIEN** ou **L'IMMEUBLE**, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans aucun

recours contre le **VENDEUR** et non indiquées aux présentes, sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

A cet égard, le **VENDEUR** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir sur ceux-ci aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter des servitudes d'urbanisme, de la situation naturelle des lieux, des stipulations aux présentes et de tous titres et de la loi.

- Bénéficiera sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière, de la garantie en cas d'éviction organisée par les articles 1626 à 1640 du Code Civil.

A cet égard, le **VENDEUR** déclare et garantit à l'**ACQUEREUR** qu'il n'existe aucun obstacle ni restriction d'ordre légal ou contractuel, à la libre disposition des **BIENS VENDUS**, notamment par suite de confiscation totale ou partielle, d'existence de droit de préemption non purgé, de droit de préférence non purgé, de cause de rescision, annulation, révocation ou action revendicative, d'expropriation ou de réquisition, ou de préavis de réquisition.

- Sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** relativement au **BIEN**.

- Acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, taxes et autres charges de toute nature auxquels les **BIENS** peuvent et pourront être assujettis ; il remboursera au **VENDEUR** le prorata de la taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

- Paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte, de ses suites et conséquences.

- Fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation de tous les traités relatifs à l'eau, au gaz, à l'électricité et autres fournitures s'il y a lieu qui ont été contractées par le **VENDEUR** relativement aux **BIENS**. Etant précisé qu'il appartient aux parties dans le cas de services collectifs avec comptage individuel, pour régler éventuellement les rapports entre elles, de procéder aux relevés nécessaires relativement à ces fournitures.

- Ne continuera pas, s'il en existe, les polices actuelles complémentaires garantissant les **BIENS** souscrites directement par le **VENDEUR** et confère mandat à ce dernier, qui accepte, de résilier lesdits contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CHARGES ET CONDITIONS RESULTANT DE L'APPLICATION DE REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES

URBANISME

Enonciation des documents obtenus

Sont demeurées ci-jointes et annexées au présent acte, après visa de **L'ACQUEREUR** et mention du Notaire Soussigné, les pièces suivantes dont l'**ACQUEREUR** reconnaît avoir connaissance tant par la lecture qui lui en a été faite qu'après examen par lui-même des documents administratifs sur lesquels il a apposé sa signature :

- Note de renseignements d'urbanisme délivrée par la Mairie de NOGENT SUR MARNE en date du 15 avril 2015,
- Certificat de non péril en date du 15 avril 2015,
- Certificat d'alignement en date du 15 avril 2015.

Observation étant ici faite qu'il ressort de la note de renseignements d'urbanisme délivré par la mairie de NOGENT SUR MARNE que le bien est situé dans une zone de protection de la station de Fontenay Telécom et est grevé d'un emplacement réservé pour des équipements.

L'**ACQUEREUR** s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées sur les documents sus-visés sans recours contre le **VENDEUR**, qu'il décharge de toutes garanties à cet égard, même en ce qui concerne les modifications qui ont pu intervenir depuis la date de délivrance desdits documents.

Il reconnaît avoir reçu du Notaire soussigné toutes explications et éclaircissements sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges, prescriptions et limitations.

REGLEMENTATION SUR LE DROIT DE PREEMPTION

Purge du droit de préemption urbain

Le **BIEN** étant situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée au bénéficiaire du droit de préemption le 9 Avril 2015.

En attente

Par lettre en date du ....., le titulaire du droit de préemption a fait connaître sa décision de ne pas l'exercer.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner avec la réponse sus-visée, sont demeurées ci-jointes et annexées après mention.

CONTRATS D'AFFICHAGE ET DE RESEAUX DE TELECOMMUNICATION

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a conféré dans les **BIENS VENDUS** aucune concession d'affichage, ni aucun contrat relatif à l'installation ou à l'exploitation d'antennes ou de systèmes de radio-diffusion ou de télécommunications à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit.

ABSENCE DE CONSTRUCTION OU DE RENOVATION DEPUIS DIX ANS

Le **VENDEUR** déclare qu'aucune construction ou rénovation concernant le **BIEN** n'a été effectuée dans les dix dernières années. Par suite il n'y a pas lieu à application de la législation sur l'assurance dommages-ouvrages.

DISPENSE DU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

La construction de **L'IMMEUBLE** n'a pas donné lieu à l'établissement du dossier prévu par l'article L 235-15 du Code du travail, le commencement des travaux de celle-ci étant antérieur au 30 Décembre 1994.

PROCEDURES ET SINISTRES RELATIFS AUX BIENS VENDUS

Le **VENDEUR** déclare et garantit que les **BIENS VENDUS** n'ont subi aucun sinistre non réparés à la date des présentes.

LEGISLATION SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

Le **VENDEUR** déclare qu'aucune partie de l'immeuble n'est classée monument historique ni inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et qu'aucune inscription n'est en cours.

VESTIGES ARCHEOLOGIQUES

Le **VENDEUR** déclare n'avoir pas connaissance de la découverte de vestiges archéologiques dans tout ou partie de l'immeuble objet des présentes**.**

ETAT SANITAIRE DU BIEN

ASSAINISSEMENT

Les parties reconnaissent que le notaire soussigné leur a donné connaissance des dispositions suivantes :

En matière d'assainissement :

L'article L 1331-1 du code de la santé publique prévoit que lorsqu'un immeuble est situé dans une zone équipée d'un réseau d'assainissement collectif, le propriétaire dudit immeuble, quelles qu'en soit la nature et les caractéristiques, a l'obligation de se raccorder au réseau collectif dans un délai de deux ans à compter de sa mise en service, sauf dérogation accordée par la commune.

Tant que ce raccordement n'est pas intervenu, le propriétaire peut être astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé (article L 1331-8 du code de la santé publique). Faute pour le propriétaire de s'exécuter, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office aux travaux, aux frais du propriétaire, en appliquant une majoration à la taxe de raccordement qu'il aurait dû acquitter (articles L 1331-6 et L 1331-7 du code de la santé publique).

Lorsque l'immeuble est situé dans une zone où il n'existe pas de réseau d'assainissement collectif, l'article L 1331-1 du code de la santé publique dispose qu'il doit être « *doté d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement* ».

Les frais de raccordement ou de mise en conformité d'une installation peuvent être élevés et leur montant ne peut être objectivement évalué que par une entreprise spécialisée.

En matière d'évacuation des eaux pluviales :

Aux termes de l'article 681 du code civil, il est prévu que « tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin. »

Le régime de l'évacuation des eaux pluviales est fixé par un règlement sanitaire départemental.

Il est notamment prévu que les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité et qu'il est

interdit d'y jeter détritus et autres immondices. Le système d'écoulement des eaux pluviales doit être distinct des évacuations des eaux usées.

L'évacuation des eaux pluviales doit pouvoir être assuré en permanence et le Maire a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et la pollution.

Les parties reconnaissent en outre avoir été informées par le notaire soussigné des obligations mises à la charge des propriétaires d'immeubles par les dispositions précitées, ainsi que des sanctions en cas de manquement à cette réglementation.

Compte tenu des dispositions légales qui viennent d'être rappelées, le **VENDEUR** déclare que le bien est raccordé à l'assainissement communal mais déclare ignoré si ce raccordement est conforme à la règlementation en vigueur.

L'**ACQUEREUR** déclare en avoir parfaite connaissance, vouloir régulariser la présente vente en l'état et faire son affaire personnelle de l'absence de diagnostic sans aucun recours contre le **VENDEUR**.

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

Pour l'information des parties a été dressé ci-après le tableau du dossier de diagnostic technique pour la mise en œuvre des divers régimes de garantie selon le type d'immeuble en cause, selon sa destination ou sa nature, bâti ou non bâti. Il est précisé que chacun de ces documents ne doit figurer dans le dossier de diagnostic technique que dans la mesure où la réglementation spécifique à ce document l'exige.

Objet	**Bien concerné**	**Elément à contrôler**	**Validité**
Plomb	Immeuble d'habitation (permis de construire antérieur au 1er Janvier 1949)	Peintures	Illimitée ou un an si constat positif
Amiante	Immeuble (permis de construire antérieur au 1er Juillet 1997)	Parois verticales intérieures, enduits, planchers, faux-plafonds, canalisations	Illimitée
Termites	Immeuble situé dans une zone délimitée par le préfet	Immeuble bâti ou non	6 mois
Gaz	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Etat des appareils fixes et des tuyauteries	3 ans
Electricité	Immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Installation intérieure : de l'appareil de commande aux bornes d'alimentation	3 ans
Assainissement	Immeuble d'habitation non raccordé au réseau collectif d'égout	Contrôle en vigueur au 1er Janvier 2013	
Risques	Immeuble situé dans	Immeuble bâti ou	6 mois

	une zone couverte par un plan de prévention des risques	non	
Performance énergétique	Immeuble équipé d'une installation de chauffage	Consommation et émission de gaz à effet de serre	10 ans

Le **BENEFICIAIRE** reconnaît avoir été informé par l'Office Notarial, dès avant ce jour, qu'il sera tenu de faire établir à ses frais préalablement à la démolition des constructions existantes, tous diagnostics et états de recherche de plomb et d'amiante "AVANT DEMOLITION" prescrits par la législation et la règlementation et de donner communication desdites états, diagnostics et rapports aux entreprises chargées des travaux de démolition.

ETAT PARASITAIRE

Le **VENDEUR** déclare :

- qu'à sa connaissance les **BIENS** objet des présentes ne sont pas infestés par les termites ;
- qu'il n'a reçu du maire aucune injonction de rechercher des termites ou de procéder à des travaux préventifs ou d'éradication ;
- que lesdits **BIENS** ne sont pas situés dans une zone prévue par l'article 3 de la loi numéro 99-471 du 8 Juin 1999,

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE ET LA SECURITE DES PERSONNES

SITUATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS AU REGARD DE LA REGLEMENTATION SUR L'AMIANTE

Les parties reconnaissent que le notaire soussigné leur a donné connaissance :

- des dispositions du décret n° 96-97 du 7 février 1996 complété par le décret n° 97.855 du 12 septembre 1997 et modifié par le décret n°2002-839 du 3 mai 2002 imposant aux propriétaires d'immeubles l'obligation de rechercher avant le 31 décembre 1999, sous peine de sanction pénale, la présence matériaux et produits contenant de l'amiante dans les produits ou matériaux utilisés dans les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, et l'obligation de procéder, le cas échéant, à un contrôle périodique, à une surveillance par un organisme agréé, à des travaux appropriés, et à la tenue d'un état mentionnant la localisation et l'état de conservation des matériaux ou produits.

- des dispositions du décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001, imposant aux propriétaires d'immeubles bâtis avant le 1er juillet 1997, exceptés les immeubles à usage d'habitation comportant un seul logement et les parties privatives des immeubles collectifs d'habitation, l'obligation de constituer et de tenir à jour un dossier technique amiante ainsi qu'une fiche récapitulative de ce dossier, sous peine de sanction pénale, comportant notamment le repérage de tous matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante tels que définis sur la liste annexée à l'arrêté du Ministre de l'Equipement et du Logement du 2 janvier 2002.

Ce dossier technique devra être établi avant les dates limites suivantes :

- 31 décembre 2003 pour les Immeubles de Grande Hauteur mentionnés à l'article R.122-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, et les Etablissements Recevant du Public définis à l'article R.123-2 du même code 1ère et 4ème catégories au sens de l'article R.123-19 du même code,

- 31 décembre 2005 pour les immeubles de bureaux, Etablissements Recevant du Public, 5ème catégorie, et les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle ou agricole, les locaux de travail et les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation,

- à compter du 1er janvier 2002, avant toute démolition un repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante devra être effectué et les résultats transmis à toute personne physique ou morale appelée à concevoir ou à réaliser des travaux.

Les parties reconnaissent en outre avoir été informées par le notaire soussigné des obligations mises à la charge des propriétaires d'immeubles par les décrets précités, ainsi que des sanctions en cas de manquement à cette réglementation.

Compte tenu des dispositions légales qui viennent d'être rappelées, le **VENDEUR** déclare que les biens objet des présentes ont fait l'objet d'un permis de construire délivré avant le 1er juillet 1997.

Le **VENDEUR** rappelle qu'il a personnellement édifié les constructions actuellement existantes sur le terrain. En conséquence, il déclare et garantit à l'**ACQUEREUR** que les biens vendus ne contiennent pas d'amiante.

L'**ACQUEREUR** reconnaît que bien qu'averti par le Notaire soussigné de la nécessité d'obtenir un diagnostic amiante, il a néanmoins demandé l'établissement de l'acte sans leur production compte tenu que les biens objet des présentes sont destinés à être démolis.

Il renonce expressément, par voie de conséquence, à tous recours sur ce sujet contre ce dernier et le **VENDEUR.**

SATURNISME

Les **BIENS** objet des présentes ayant été construits depuis le 1er janvier 1949, ainsi déclaré par le vendeur, n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L 1334-5 du Code de la Santé Publique, et des articles suivants.

CONTROLE DE L'INSTALLATION DE GAZ

Conformément aux dispositions de l'article L 134-6 du Code de la construction et de l'habitation, la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation comportant une installation intérieure de gaz réalisée depuis plus de quinze ans doit être précédée d'un diagnostic de cette installation, diagnostic à annexer à l'avant-contrat et à l'acte de vente et devant avoir été établi moins de trois ans avant la date de l'acte.

A revoir avec Mr TOSCANI

Les parties déclarent qu'il n'existe pas dans le bien immobilier objet des présentes une installation intérieure de gaz naturel de plus de 15 ans.

L'**ACQUEREUR** déclare connaître parfaitement les lieux pour les avoir vus et visités en vue des présentes.

OU

Conformément aux dispositions de l'article L 134-6 du Code de la construction et de l'habitation, la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation comportant une installation intérieure de gaz naturel réalisée depuis plus de quinze ans doit être

précédée d'un diagnostic de cette installation, diagnostic à annexer à l'avant-contrat et à l'acte de vente et devant avoir été établi moins d'un an avant la date de l'acte.

Le **VENDEUR** déclare qu'il existe dans les biens immobiliers objet des présentes une installation intérieure de gaz naturel de plus de quinze ans.

L'**ACQUEREUR** reconnaît que bien qu'averti par le Notaire soussigné de la nécessité d'obtenir un état de l'installation intérieure au gaz, il a néanmoins demandé l'établissement de l'acte sans leur production compte tenu que les biens objet des présentes sont destinés à être démolis.

Il renonce expressément, par voie de conséquence, à tous recours sur ce sujet contre ce dernier et le **VENDEUR.**

CONTROLE DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Un état informatif de l'installation intérieure privative d'électricité, lors de la vente de biens immobiliers à usage en tout ou partie d'habitation, doit, lorsque cette installation a plus de quinze ans, être annexé à l'avant-contrat ou à défaut à l'acte de vente.

Cet état doit avoir été établi depuis moins de trois ans.

L'**ACQUEREUR** reconnaît que bien qu'averti par le Notaire soussigné de la nécessité d'obtenir un état de l'installation intérieure d'électricité, il a néanmoins demandé l'établissement de l'acte sans leur production compte tenu que les biens objet des présentes sont destinés à être démolis.

Il renonce expressément, par voie de conséquence, à tous recours sur ce sujet contre ce dernier et **VENDEUR.**

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le notaire soussigné a rappelé aux parties les dispositions de l'article L 514-20 du Code de l'Environnement, stipulant :

« Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut, et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente. »

En outre, le notaire soussigné rappelle qu'il convient également de s'intéresser à la question du traitement des terres qui seront excavées. Elles deviennent alors des meubles et, si elles sont polluées, seront soumises à la réglementation des déchets. Elles devront, à ce titre, faire l'objet d'une évacuation

dans une décharge de type Installation de stockage de déchets inertes (par abréviation ISDI) ou moins contraignante (Installation de stockage des déchets dangereux (par abréviation ISDD) ou Installation de stockage des déchets non dangereux (par abréviation ISDND) ou biocentre).

Le **PROMETTANT** déclare qu'il exploite personnellement une installation soumise à autorisation sur les lieux objet des présentes ;

Le **PROMETTANT** déclare par ailleurs :

- il n'existe pas sur le terrain, dans les biens et droits immobiliers objet des présentes de transformateur électrique contenant du pyralène ou PCB/PCT (à savoir des polychlorobiphényles, monométhyl-tetrachloro-diphényl méthane, monométhyl-dichloro-diphényl méthane, monométhyl-dibromo-diphényl méthane ou polychloroterphényles).

- qu'aucune procédure arbitrale, judiciaire ou administrative n'est en cours ou à la connaissance du **PROMETTANT**, n'a été engagée à propos d'un acte ou d'une activité exercée sur le terrain et ayant pu causer une quelconque pollution de l'air, des eaux, du sol ou du sous-sol ou un quelconque trouble de voisinage ou un quelconque accident ou une quelconque incapacité ou maladie,

- qu'aucun procès-verbal ni aucune plainte ou assignation n'a été rédigé, enregistré, déposé ou signifié à ces titres,

- qu'aucun jugement ni aucune ordonnance ou décision judiciaire ou administrative n'a contraint ou enjoint l'exploitant ni ses prédécesseurs dans l'immeuble à cesser tout ou partie de leurs activités à la suite d'un trouble de voisinage ou d'une pollution quelconque, à réparer un trouble causé à l'environnement ou à nettoyer le site ou un terrain ou un cours d'eau situé à proximité.

Le **PROMETTANT** déclare également, conformément aux dispositions de l'article 8.1 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée par la loi du 13 juillet 1992,1 et aujourd'hui codifiées sous l'article L 514-20 du Code de l'Environnement :

- que l'activité de garages, ateliers, mécanique et soudure qui figure dans la nomenclature des installations classées soumises à déclaration a été exercée par lui, jusqu'au ...

- que cette activité présentait des risques importants de pollution ou d'accident. En conséquence, les dispositions de l'article L. 512-18 du Code de l'environnement lui sont applicables.

- que pour cette installation, a été déposé par Monsieur Serge TOSCANI à la Préfecture du département du Val de Marne, les déclarations prévues par l'article L. 512-8 du Code de l'environnement,

Copie de la déclaration de cessation d'activité à fournir par Monsieur TOSCANI

- que l'activité de cette installation a débuté dans les années ..... Elle n'a fait l'objet d'aucune suspension, fermeture ou suppression administrative. Son exploitation n'a pas été interrompue pendant plus de deux (2) ans.

A compléter. en attente

Etant précisé à ce sujet :

- que l'exploitation sur le site a cessé depuis le ...,

- qu'une copie du courrier de cessation d'activité qui a été adressé par Monsieur Serge TOSCANI à la Préfecture du Val de Marne et son accusé de

réception par le Préfecture du Val de Marne demeure ci-joint et annexé aux présentes après mention.

- que du fait de cette installation, il n'existe à sa connaissance aucune interdiction, restriction ou limitation quelconque, administrative ou judiciaire, pouvant porter atteinte à la libre disposition de l'immeuble.

Le **VENDEUR** déclare qu'à ce jour il n'a reçu aucune injonction de l'administration au titre d'éventuelles mesures de remise en état.

Les parties reconnaissent avoir été informé par le notaire soussigné que la Préfecture ne dispose d'aucun délai pour prescrire des mesures de remise en état, et l'opportunité de ces mesures relève de sa seule compétence.

En outre, le **VENDEUR** déclare qu'à ce jour, l'installation ne fait et n'a jamais fait l'objet d'aucune enquête, injonction, plainte ou sanction à cet égard, et qu'il n'a connaissance d'aucun fait ni d'aucune circonstance susceptible de constituer le fondement d'une réclamation de cette nature.

Il est ici précisé qu'un diagnostic initial de pollution des sols a été réalisé par le Cabinet d'expertise Pierre Paillard et Fils sis à CHALON SUR SAONE (71100), 8 rue de l'Evêché, le 10 avril 2012, lequel a conclu à ce qui suit ci-après littéralement retranscrit:

"VII. Conclusion

Pour l'état des lieux consistant en une identification au droit d'un site de zones susceptibles d'être polluées au regard des activités, des produits et de la gestion environnementale (déchets, stockages, etc) passée et actuelle, complété par un échantillonnage composite de terrain (constat d'impact / tranche superficielle du sol en partie arrière du bâtiment et à proximité immédiate de la maison de retraite pour constat de cohérence avec le fond géopédochimique local).

. Eléments traces métalliques (métaux lourds) au droit du sondage effectué (constat de cohérence en partie arrière) : les gammes de concentrations sont globalement cohérentes avec les données de fond géopédochimique local dont on dispose sur les terres naturelles (une terre est considérée comme non polluée, dès lors que ses caractéristiques sont cohérentes avec le fond géopédochimique).

.HCT / hydrocarbures totaux au droit du sondage effectué: les résultats analytiques ne montrent de teneurs en hydrocarbures totaux pour l'échantillonnage réalisé au droit du sondage effectué (<0,10; nota : 500 mglkg M.S pour critère d'acceptation des terres en centre de classe 3, selon l'article 34 de l'arrêté du 28 Octobre 2010).

.Informations exploitant: présence en sous sol de deux cuves (2 000 litres pour les huiles vidanges et 6 000 litres pour stockage fuel de l'habitation), il nous est indiqué que ces deux cuves sont noyées béton (rétentions pourtours et points bas) ; il nous est indiqué que la cuve à usage des huiles à fait l'objet de contrôles (incluant les échantillonnages de traçabilités des huiles qui sont sans apports d'eaux! contrôles aie Française Eco Huiles) et que la cuve à usage de remplissage fuel pour la partie habitation est vide et ntest plus utilisée depuis 1987; une cuve carburants à été retirée du sous sol vers 1887 (arrêt d'exploitation de distribution de carburants), l'exploitant nous informe que celle-ci e fait l'objet de contrôles de fuites éventuelles et de tests de réactifs pendant l'exploitation, et que ceux- ci ont été négatifs; une intervention à eu lïeu pour réparations, curages et nettoyages des réseaux sur incident mitoyen en sous sol (partie gauche façade), une pompe de relevage a ensuite été installée par

l'exploitant (nota: suivi des égouts effectué par Monsieur Loisy du Service Technique de la Ville).

.Il nous a été indiqué une démolition au droit du site (sans plans d'aménagements transmis à l'exploitant), ainsi, pour des éventuelles filières d'évacuation définitives ultérieures des terres, la réalisation d'analyses en laboratoire agréé pour des résultats de lixiviation est nécessaire (arrêté du 28Octobre2010 et seuils définis dans la décision du conseil de runion Européenne du 19.12.02), qui permettre ensuite les quantifications et les coûts par filières pour l'opération (nota: les exploitants des centres agréés restent les derniers décisionnaires quand à l'acceptation des terres); il conviendra de s'assurer que les teneurs résiduelles qui resteront en surface, en affleurement et en profondeur seront compatibles avec l'usage futur du site (usage sensible de type habitation, hôpital,école, non sensible de type industriel,,..), cette compatibilité devra être validée par une Analyse des Risquês Résiduels; nous rappelons qu'il est toujours possible de rencontrer des horizons de aol& avec la présence de terres très souïllées, de remblais de plate forme contaminés par des scories et des mâchefers contenant des métaux lourds, des HAP résiduels...

.Démolition au droit du site sans plan d'aménagement communiqué; nous restons à la disposition du mandant pour des investigations complémentaires afin de compléter ou de modifier nos conclusions, notamment avant, pendant et après tout éventuel(s) travaux (terrassements par exemple,..), de changement d'usage du site, d'apports de terres excavées ou de retrait de terres , ou encore pour des analyses complémentaires au droit du terrain Ç prélèvements pour analyses incluant ou non d'autres polluants tels que PCB, HAP, COHV, BTEX) ; il ne nous s pas été indiqué de point(s) potentiel(s) de pollution(s) autre(s) que nos investigations réalisées au jour de la visite, nous restons à la disposition du mandant pour toutes recherches complémentaires;

.Terres excavées: sans terres excavées au droit du terrain au jour de la visite (la gestion des terres excavées, même naturelles, sortant des sites, relève des dispositions réglementaires prises dans le cadre de la transposition de la directive cadre européenne sur les déchets); nous rappelons de nième qu'il est toujours possible de rencontrer des éléments non mis en évidence lors de nos reconnaissances du fait d'un non accès au jour de la visite (horizons de sols avec présence de terres très souillées localement, de remblais de plate forme contaminés par des scories et des mâchefers contenant des métaux lourds, des HAP résiduels...); en l'absence de terres excavées au jour de la visite, nous rappelons que nos conclusions pour la présente étude ne sont établies qu'au droit du sondage effectué (constat de cohérence du bruit de fond).

.Il ne nous a pas été indiqué d'équipements susceptibles de contenir des polychlorobiphényles (PCB) ou Polychloroterphényles (PCT), ni d'informations pour des stockages enterrés de matériaux ou produits à risques (cuves en service ou non autres que celles indiquées, carburants, fuel, solvants, peintures, déchets divers, amiante...); sans informations transmises pour des réseaux et assainissements, (schémas, implantatiôns et états, assainissements non collectif ou collectif,...) et également pour nettoyages et curages des réseaux d'égouts interne autres que ceux dont une intervention a été effectuée par la Ville de Nogent sur Marne; sans informations pour étude(s) géologique, géotechnique ou hydrogéologique effectuée(s) à la demande du propriétaire: la nappe superficielle n'a été ni recherchée, ni analysée; le présent rapport ne comprend pas d'étude hydrogéologique.

.Pour une démolition, nous rappelons l'obligation du maître d'ouvrage de l'annexion d'un rapport amiante avant démolition, de l'annexion d'un rapport plomb avant travaux, de l'annexion d'un rapport termites avant travaux et de la réalisation d'un diagnostic des déchets avant démolition."

Une copie dudit diagnostic initial de pollution des sols demeurera ci-joint et annexé aux présentes après mention.

De plus, le **PROMETTANT** déclare et garantit que :

- à sa connaissance, l'activité exercée dans l'**IMMEUBLE** objet des présentes n'a pas entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives visées par l'article L 514-20 du Code de l'environnement.
- à sa connaissance l'installation exploitée dans l'**IMMEUBLE** ne comporte aucun danger ni inconvénient important.
- il n'a jamais été transporté de déchets toxiques provenant de cette installation dans un endroit ou vers une destination qui pourraient engager sa responsabilité, ou qui pourraient entraîner des frais de nettoyage ou de remise en état du site, des atteintes à l'environnement ou dommages aux personnes.

Ces déclarations sont corroborées concernant les installations classées :

- Par la fiche de l'inventaire historique « BASIAS » des anciens sites industriels et activités de services, relatives aux activités exploitées sur le site, en date du 13 avril 2015, dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

- Par la fiche de la base de données BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif, en date du 13 avril 2015, dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

- Par la fiche par extrait de la base des installations classées de la Préfecture du Val de Marne, en date du 2 Avril 2015, dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

Responsabilité de l'exploitant

Il est ici rappelé que l'exploitant, en sa qualité de détenteur de l'installation au sens de l'article L 511-1 et suivants du Code de l'Environnement, supportera la charge financière de tous travaux de dépollution, en surface ou en sous-sol, qui pourraient être ultérieurement prescrits. De même, il assumera, vis-à-vis des tiers, toutes les conséquences financières résultant d'un recours au titre de la pollution générée par l'activité ci-dessus énoncée.

OBLIGATION GENERALE D'ELIMINATION DES DECHETS

Le **VENDEUR** s'oblige à supporter, ce qu'il reconnaît, le coût de l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens, ceux de ses locataires ou précédents propriétaires, pouvant le cas échéant se trouver sur le **BIEN** vendu, la charge de l'élimination des déchets pesant selon l'article 1er de la directive 75/442 de la commission européenne sur *« le producteur des déchets ou la personne physique ou morale qui a les déchets en sa possession ».*

L'article L 541-1 II du Code de l'environnement dispose que :

« Est un déchet au sens de la présente loi tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon ».

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Etant précisé que l'**ACQUEREUR** fait son affaire personnelle de l'enlèvement de tous encombrants et détritus qui pourraient se trouver sur les biens.

PLAN CLIMAT DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Les parties reconnaissent avoir été informées de ce que les articles L 134-1 à L 134-5 du Code de la construction et de l'habitation (instaurés par la loi n°2004-1643 du 9 décembre 2004) prévoient à compter du 1er juillet 2006 l'obligation pour le **VENDEUR** de biens et droits immobiliers de fournir à l'**ACQUEREUR** un diagnostic de performance énergétique.

Ledit diagnostic a une valeur purement informative et doit être annexé à toute promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente.

L'**ACQUEREUR** reconnaît que, bien qu'averti par la Notaire soussigné de la nécessité d'obtenir préalablement un diagnostic de performance énergétique**,** il a néanmoins demandé l'établissement de l'acte sans leur production compte tenu de son projet de démolition des biens objet des présentes.

Il renonce expressément, par voie de conséquence, à tous recours sur ce sujet contre ce dernier et le **VENDEUR.**

ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

REGLEMENTATION GENERALE

Aux termes des dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement, les acquéreurs des biens immobiliers situés dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.

Il résulte de l'arrêté préfectoral n°2008/711 en date du 13 février 2008 que l'ensemble immobilier dont dépendent les biens immobiliers objets des présentes est situé dans le périmètre de plan de prévention de risques naturels.

En conséquence, le **VENDEUR** a fait établir l'état des risques naturels et technologiques prescrit par les dispositions du deuxième alinéa du I de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement et l'article R 125-6 du même code.

Les documents suivants ont été annexés à l'état des risques naturels et technologiques savoir :

- la carte des aléas du PPRI de la Marne et de la Seine approuvé le 12 novembre 2007,
- la carte des vitesses de l'étude SAFEGE,
- la carte des risques mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols concernant la commune de NOGENT SUR MARNE,
- et la copie de l'arrêté préfectoral n°2008-711 du 13 février 2008.

Les **BIENS** sont par conséquent soumis aux dispositions réglementaires résultant des plans de prévention des risques naturels et technologiques précités ou zone de sismicité qui leur sont applicables.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé tant par le **VENDEUR** que le notaire soussigné de la situation des **BIENS** acquis au regard des risques naturels et technologiques ainsi que des conséquences qui en découlent. Il déclare vouloir en faire son affaire personnelle sans recours contre le **VENDEUR**.

L'état des risques naturels et technologiques accompagnée de sa documentation est demeuré ci-annexé aux présentes après mention.

Le **VENDEUR** déclare que :

- depuis qu'il est propriétaire des **BIENS,** ces derniers n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou L 128-2 du Code des Assurances.
- il n'a pas été informé en application des dispositions de l'article L 125-5 du Code précité d'un tel sinistre ayant affecté lesdits **BIENS.**

L'ACQUEREUR informé de ladite situation s'oblige à en faire son affaire personnelle sans recours contre le **PROMETTANT** devenu **VENDEUR.**

En attente. Ddé par l'Etude

SITUATION HYPOTHECAIRE

Un renseignement sommaire hors formalité délivré le ..... et certifié à la date du ....., ne révèle aucune inscription.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire résultant du renseignement sus-visé est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent à Monsieur Serge TOSCANI et Madame Liliane TOSCANI par suite des faits et actes suivants:

1°) - Acquisition par Monsieur et Madame Robert TOS CANI

Monsieur et Madame Robert TOSCANI était propriétaires des biens, savoir:

- **Le terrain** pour l'avoir acquis de :

Monsieur Marcel CHRISTMANN, demeurant au PERREUX SUR MARNE (Val de Marne), 8 Place de la République,

Né à NICE (Alpes Maritimes), le 14 mai 1906.

Aux termes d'un acte reçu par Maître MARCELLIER, notaire à NOGENT SUR MARNE le 3 juillet 1950, dont une expédition a été transcrite au dixième bureau des hypothèques de LA SEINE le 11 septembre 1950 volume 3198 numéro 2433.

- Les constructions pour les avoir fait édifier au cours de la communauté.

2°) - Décès de Madame Elda TOSCANI née PIVIDORI

Madame Elda Maria PIVIDORI, en son vivant retraitée, épouse de Monsieur Robert Pierre TOSCANI, demeurant à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne) 5 rue Paul Doumer,

Née à RAGOGNA (Italie) le 21 janvier 1922,

De nationalité française suivant décret de naturalisation en date du 9 mars 1959, publié au Journal Officiel du 15 mars 1959, dossier 14.644 X 58 – 75,

Est décédée à NOGENT SUR MARNE en son domicile le 22 mars 1998, laissant :

1. Son époux survivant, Monsieur Robert Pierre TOSCANI, défunt aux présentes,

- Commun en biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de NOGENT SU RMARNE le 1er août 1942,
- Donataire de la plus forte quotité disponible entre époux, en vertu d'un acte de donation reçu par Maître GUYOT notaire à NOGENT SUR MARNE le 24 septembre 1982, enregistré,
- Usufruitier légal, en vertu de l'article 767 du Code Civil, du quart de l'actif successoral ; sauf à confondre cet usufruit avec le bénéfice plus important de la libéralité précitée.

2. Et pour seuls héritiers réservataires, conjointement pour le tout et divisément chacun pour moitié, sauf les droits du conjoint survivant :

Monsieur Serge Pierre François TOSCANI,
Et Madame Liliana Marie Martine TOSCANI, épouse de Monsieur Mario CLARA,
Tous deux sus-nommés,
Ses deux enfants issus de son union avec son époux survivant.

Ces qualités sont constatées dans un acte de notoriété reçu en l'Office Notarial de NOGENT SUR MARNE le 1er septembre 1998.

Aux termes d'un acte reçu en l'Office Notarial de NOGENT SUR MARNE le 29 juin 1999, Monsieur Robert TOSCANI a déclaré opter pour un/quart en pleine propriété et trois/quarts en usufruit du patrimoine successoral.

L'attestation immobilière a été établie aux termes d'un acte reçu par Maître VIE notaire associé à NOGENT SUR MARNE le 29 juin 1999, dont une copie authentique a été publiée au quatrième bureau des hypothèques de CRETEIL le 19 novembre 1999 volume 1999P numéro 8489.

3°) - Décès de Monsieur Robert TOSCANI

Monsieur Robert Pierre TOSCANI, en son vivant garagiste, demeurant à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne) 5 rue Paul Doumer,

Né à PARIS (75013), le 10 août 1921,

Veuf et non remarié de Madame Elda Maria PIVIDORI,

De nationalité française

Est décédé à BRY SUR MARNE où il se trouvait momentanément le 29 mai 2002, laissant pour seuls héritiers réservataires, conjointement pour le tout ou divisément chacun pour moitié :

Monsieur Serge Pierre François TOSCANI, et Madame Liliana Marie Martine TOSCANI, épouse de Monsieur Mario CLARA,
Tous deux sus-nommés,
Ses deux enfants issus de son union avec son époux survivant.

Ces qualités sont constatées dans un acte de notoriété reçu en l'Office Notarial de NOGENT SUR MARNE le 2 septembre 2002..

L'attestation immobilière a été établie aux termes d'un acte reçu par Maître CARELY notaire associé à NOGENT SUR MARNE le 16 mars 2004, dont une copie authentique a été publiée au quatrième bureau des hypothèques de CRETEIL le 14 mai 2004, volume 2004P numéro 3408.

UTILISATION DES BIENS

Affectation des biens

Les parties reconnaissent que le notaire soussigné leur a donné connaissance :

a) des dispositions des articles L 631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation interdisant l'affectation des locaux d'habitation à un autre usage.

b) des dispositions du décret 67-944 du 24 octobre 1967 relatif au contrôle de l'installation dans la région parisienne des services, établissements ou entreprises publics ou privés.

Le **VENDEUR** déclare que les **BIENS VENDUS** sont à usage pour partie commercial et pour partie d'habitation.

L'**ACQUEREUR** déclare qu'il entend pour le moment maintenir cette affectation et ce jusqu'à la réalisation d'un projet d'aménagement futur desdits **BIENS**.

Travaux sur les locaux

Il est ici précisé en outre que tous travaux qui pourraient être effectués par **l'ACQUEREUR** ou tout ayant droit et ayant cause ne devront pas porter atteinte à la structure et à la destination de l'immeuble.

Ces travaux devront être effectués selon leur nature sous le contrôle d'un Architecte conformément aux règles de l'art et aux dispositions légales et réglementaires en la matière.

L'ACQUEREUR reconnaît être parfaitement informé de l'obligation, selon la nature des travaux à réaliser, d'obtenir au préalable toutes les autorisations administratives ou autres et s'engage à informer de cette obligation tout ayant droit et ayant cause éventuel. **L'ACQUEREUR** ou tout ayant droit et ayant cause devra en outre souscrire pour lesdits travaux, toutes assurances conformément aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978.

DECLARATIONS DU VENDEUR

Le **VENDEUR** déclare :

Sur l'état et la configuration du BIEN vendu

- Que le **BIEN** vendu n'est pas insalubre et ne fait l'objet d'aucune interdiction d'habiter, mesure de séquestre ou de confiscation ni d'injonction de travaux.
- Qu'il est à jour de toutes ces impositions mises en recouvrement concernant les biens objet des présentes.
- Qu'il n'existe sur les biens vendus aucun litige en cours et aucune procédure.
- qu'il n'est pas classé parmi les monuments historiques ni inscrits à l'inventaire supplémentaire de ces monuments et qu'aucune procédure d'inscription n'est en cours ;
- qu'il n'existe aucune plainte émanant de tiers concernant les biens objet des présentes pour cause de bruit, de trépidations, d'odeurs …
- qu'il n'a, à sa connaissance, depuis son acquisition été effectué aucun travaux en contravention avec la réglementation administrative ;
- qu'il n'existe aucune mise en demeure, notification, etc… émanant de toutes autorités (DRIRE, Mairie, Préfecture …),

Sur l'absence de restriction à son droit de disposer

- Qu'il n'existe sur le **BIEN** vendu aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation.
- Qu'il n'a conféré à personne d'autre que L'**ACQUEREUR**, un droit quelconque sur ce **BIEN** résultant d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à cette vente.
- Qu'ils sont libres de toute inscription, publication ou mention pouvant porter atteinte aux droits de l'**ACQUEREUR** ou mettre obstacle à la présente mutation.

Sur les servitudes

- Qu'il n'a laissé acquérir aucune servitude sur le **BIEN** vendu et qu'à sa connaissance, il n'en existe aucune autres que celles pouvant résulter de la loi, de l'usage ou de la situation naturelle des lieux, des prescriptions administratives relatives notamment à l'urbanisme et à l'alignement et du présent acte.

Sur la situation locative

- Que le **BIEN** vendu ne fait actuellement l'objet d'aucune location ou occupation quelconque.
- Que le droit de jouissance des lieux n'est susceptible d'être revendiqué par aucun locataire, ancien locataire ou occupant, ni aucun de leurs héritiers, ayants-cause ou personnes à charges, en vertu de tous textes, et notamment de la loi du 1er septembre 1948 et de la loi du 6 juillet 1989.

Le **VENDEUR** déclare en outre, sous sa seule responsabilité, que la vente n'a pas été précédée de la délivrance à un locataire, et ce en vue de la vente, d'un congé non relaté aux présentes pouvant ouvrir un quelconque droit de préemption.

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT

Le **VENDEUR** déclare ne pas avoir conclu de convention avec l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat pour des travaux de réparation et d'amélioration sur les locaux objets des présentes.

NEGOCIATION

Les parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'adresse suivante : en l'Hôtel de Ville de NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), constituant son domicile aux termes de la loi.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à BRY SUR MARNE (94360), 6 Ter rue des Tournanfis, constituant le domicile de Monsieur Serge TOSCANI aux termes de la loi.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publication, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc habilité et assermenté de la Société Civile Professionnelle dénommée en tête des présentes , à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu ; elles reconnaissent avoir été informées par le Notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le Notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du prix.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Info rmatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'Office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques aux fins de publicité foncière des actes de vente et à des fins foncières, comptables et fiscales. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@notaires.fr, 0820.845.988. Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'Office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le Notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes physiques et commune, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom et dénomination, lui a été régulièrement justifiée en ce qui concerne la ou les personnes physiques au vu d'un extrait d'acte de naissance, et en ce qui concerne la COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE au vu du certificat d'identification délivré par l'INSEE.

DONT ACTE sur pages

Comprenant **Paraphes**
- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2015-2020 ELABORE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA VALLEE DE LA MARNE

Défini par le Code de la Construction et de l'Habitat (article L 302-1), le Programme Local de l'Habitat est un document de planification et de définition des orientations stratégiques de la politique de l'habitat et de l'hébergement.

Pour rappel, il s'agit d'une compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération qui a en charge son élaboration, son suivi ainsi son évaluation annuelle.

Le précédent PLH 2009-2014 étant arrivé à terme, un bilan final a été réalisé, ayant valeur de diagnostic pour l'élaboration d'un nouveau PLH, dans laquelle s'est engagée la CAVM, en étroite collaboration avec les services des communes et de l'Etat.

Le Programme Local de l'Habitat se décompose en trois parties, le contenu de chacune d'elle étant précisé par décret :

1. Un diagnostic qui met en évidence les éléments clé du marché de l'habitat et en relève les problématiques.

2. Un document d'orientations qui fixe les objectifs à moyen terme de manière quantitative (nombre et rythme de logements à construire, à réhabiliter) afin de développer une offre de logements adaptée aux besoins mais également de manière qualitative, comme levier pour améliorer la qualité de l'habitat et offrir un cadre de vie de qualité à tous les habitants.

3. Un programme d'actions à mettre en œuvre, y compris les modalités de suivi et d'évaluation

Le PLH 2009-2014 s'est achevé sur un bilan mitigé : les objectifs de constructions dans le privé ont été dépassés sur le territoire communautaire alors que les objectifs de création de logements sociaux ont été atteints à environ 50% sur le 6 années du programme.

Le diagnostic réalisé dans le cadre de l'élaboration du PLH 2015-2020 donne des clés pour expliquer les raisons d'un bilan mitigé.
Parmi celles-ci, des raisons conjoncturelles avec un marché immobilier sous tension dans nos deux communes et des prix qui ont fortement augmentés surtout dans la période 2009-2011.

L'attractivité de nos villes qui se traduit par une forte pression immobilière et une concurrence active entre les promoteurs privés.
Un coût de revient très élevés pour la création de logements sociaux, conséquence des deux premiers item.

D’autre part des raisons structurelles :

Avec notamment pour Nogent, un foncier rare et cher, une forte densité de population, des contingences physiques (zones de protection contre les glissements de terrains ou inondations)

En outre, les lois dites « Duflot » ont durci les contraintes pesant sur les villes en faisant passer de 20 à 25% le taux de logements sociaux devant être atteint à l’horizon 2025. Ces Lois ont également prévu la possibilité de majorer le prélèvement SRU. Celui-ci pouvant atteindre 5 fois le prélèvement de base pour les communes ne réalisant pas les objectifs qui leurs sont assignés.

Malgré ce contexte, la communauté d’agglomération et les deux villes ont souhaité afficher dans le futur PLH des objectifs ambitieux mais réalistes.

Quatre grands principes seront développés dans ce PLH :

- Intensifier des actions visant à améliorer l’équilibre social de l’habitat pour renforcer la mixité sociale et générationnelle, notamment via un travail plus approfondi de mobilisation du parc existant, en acquisition-amélioration
- Fluidifier les parcours résidentiels,
- Engager un travail sur les attributions avec les services de l’Etat.
- Améliorer la gouvernance de la Politique locale de l’habitat avec pour objectif de développer la dimension opérationnelle et l’efficacité de la mise en œuvre de ce nouveau PLH.

Par ailleurs, ce programme d’actions traduit la volonté nouvelle d’agir également en faveur de l’investissement privé et de la diversification de l’habitat, notamment autour de l’efficacité énergétique ou l’aide au maintien à domicile.

Le conseil communautaire de la CAVM ayant arrêté le projet du PLH par délibération le 20 avril 2015, celui-ci est soumis à l’avis des communes.

Celui-ci sera ensuite transmis aux représentants de l’état qui devra ensuite lui-même le transmettre au Comité Régional de l’habitat et de l’Hébergement (CRHH), instance qui devra émettre un avis avant que le PLH ne soit définitivement adopter par la communauté d’agglomération.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir émettre un avis favorable au projet du PLH 2015-2020 de la CAVM.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/87
Avis du Conseil Municipal sur le projet du Programme Local de l'Habitat 2015-2020 élaboré par la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains,

Vu la loi du 1er janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment les articles L 302-1 à L 302-4-2 et L 302-8,

Vu le projet du Programme Local de l'Habitat arrêté par le conseil communautaire de la vallée de la Marne le 20 avril 2015,

Vu l'avis de la commission permanente du 21 mai 2015,

CONSIDERANT que l'élaboration de ce nouveau PLH 2015-2020 intervient dans un contexte de réformes législatives impactant de façon considérable la politique du logement,

CONSIDERANT que les objectifs généraux visés par ce projet de PLH sont le prolongement de ceux formulés dans le projet d'agglomération adopté en 2009,

CONSIDERANT que conformément à l'article L 302-2, les commune-membres doivent faire connaître leur avis dans un délai de deux mois,

Conformément à l'article L. 302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le PLH « définit pour une durée au moins égale à six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement et à favoriser le renouvellement urbain, la mixité sociale en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements »,

Ce programme présente, entre autre, le fonctionnement du marché du logement, un diagnostic sur le contenu de l'offre de logements tant privée que sociale et étudie le foncier disponible,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 ***:*** le Conseil Municipal donne un avis favorable pour l'arrêt du projet PLH 2015-2020 de la Communauté d'Agglomération la Vallée de la Marne.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

PREAMBULE

Arrêt du projet du Programme Local de l'Habitat 2015-2020

Une politique ambitieuse dans un contexte difficile

La politique du logement de la ville est formalisée à travers le PLH, Programme Local de l'Habitat, élaboré par la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne, dont c'est une compétence obligatoire.

Dans le contexte actuel de crise économique, le logement, et plus particulièrement le logement social, est un véritable enjeu de société.

En effet, l'augmentation des loyers, des charges énergétiques, la précarisation du marché de l'emploi sont autant de raisons qui motivent un effort massif de la collectivité et des pouvoirs publics afin de réguler un marché immobilier soumis à de fortes tensions.

Consciente de cet enjeu, la commune, à travers ce nouveau PLH intercommunal, s'engage dans une politique ambitieuse afin de réduire le déficit tout en garantissant le cadre de vie privilégié qui constitue notre identité et notre fierté.

L'élaboration de ce nouveau document intervient dans un contexte législatif et réglementaire renouvelé :
- La Loi du 18 janvier 2013 (relative à la mobilisation du foncier public et au renforcement des obligations de production de logement social) relevant le taux de logements sociaux par communes de 20 à 25% des résidences principales avec des pénalités pouvant être quintuplées,
- La Loi du 27 janvier 2014 (relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles), notamment son article 122, faisant du PLH une compétence métropolitaine

Cependant, ainsi qu'exposé dans le dernier rapport de la Cour des Comptes relatif au logement en Ile de France (dont la synthèse figure en annexe), il s'agit d'une situation particulièrement complexe face à laquelle les différentes politiques menées depuis une vingtaine d'années ont montré leurs limites et ce malgré d'importants efforts financiers.

Force est de constater qu'à ce jour cette politique volontariste de l'Etat n'a pas atteint ses objectifs. L'objectif de construction de 70 000 logements par an en Ile de France, tel que défini par la Loi sur le Grand Paris, n'est pas atteint et la production plafonne actuellement à 44 000 logements/an.

Nogent sur Marne n'échappant pas à cette réalité, aux mêmes causes, nous constatons les mêmes effets à savoir la difficulté de produire du logement abordable de qualité dans un contexte de crise.

Cependant, conscients du nécessaire effort de solidarité et souhaitant répondre aux besoins de nos concitoyens, la Communauté d'agglomération et les deux villes ont souhaité afficher dans le futur PLH 2015-2020 des objectifs ambitieux mais réalistes avec une production annuelle d'environ 150 logements pour Nogent dont 40% de logements sociaux.

Notre volonté étant d'offrir à tous les conditions de se loger décemment tout en garantissant la qualité résidentielle et patrimoniale de nos territoires.

Aussi ce PLH représente une solution réaliste entre les scénarii extrêmes qu'il nous faudra défendre auprès des services de l'Etat.

L'enjeu étant pour nos communes que ce PLH soit approuvé et accepté par le CRHH avant la mise en place de la métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016.

A défaut, la politique d'aménagement du territoire risquerait de nous échapper sans garantie que nos choix soient entendus.

Cour des comptes

Chambres régionales
& territoriales des comptes

ENTITÉS ET POLITIQUES PUBLIQUES

LE LOGEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE : donner de la cohérence à l'action publique

Rapport public thématique

Synthèse

Avril 2015

AVERTISSEMENT

Cette synthèse est destinée à faciliter la lecture et l'utilisation du rapport de la Cour des comptes.
Seul le rapport engage la Cour des comptes.

SOMMAIRE

Introduction 5

1 Le logement en Île-de-France : une situation complexe, une tension durable 7

2 Un impact limité des politiques d'aménagement sur la production de logements 9

3 Le logement social : des résultats insuffisants malgré des efforts financiers importants 13

4 Le logement privé : des politiques aux résultats contrastés, un ciblage à poursuivre 21

Conclusion 25

Recommandations 27

INTRODUCTION

La situation du marché du logement en Île-de-France se distingue très fortement de celle du reste du pays, notamment par le niveau des prix immobiliers et des loyers et par d'autres traits caractéristiques des zones où la situation du marché du logement est dite « tendue » : difficultés de logement pour les ménages de niveau de vie modeste ou moyen et forte segmentation géographique de l'habitat.

L'enquête de la Cour et de la chambre régionale des comptes d'Île-de-France(1) a cherché tout d'abord à prendre la mesure de cette situation de la région capitale. Elle a examiné ensuite la mise en œuvre dans cette région de diverses interventions de la politique publique du logement.

Ces interventions s'inscrivent dans le cadre de règles générales d'utilisation des sols et de gestion du parc de logements avec, notamment, une différenciation marquée entre les secteurs locatifs privé et public. Elles tendent à répondre à de nombreux objectifs : aider les ménages les plus modestes à accéder à un logement ; satisfaire dans les meilleurs délais la demande de logements locatifs ; promouvoir la mixité sociale au sein des agglomérations ; améliorer et adapter la qualité du parc privé ; promouvoir le développement durable dans le logement ; soutenir l'accession sociale à la propriété, etc. Enfin, ces interventions sont affectées par l'évolution des modes de gouvernance et par les objectifs d'aménagement propres à la région capitale.

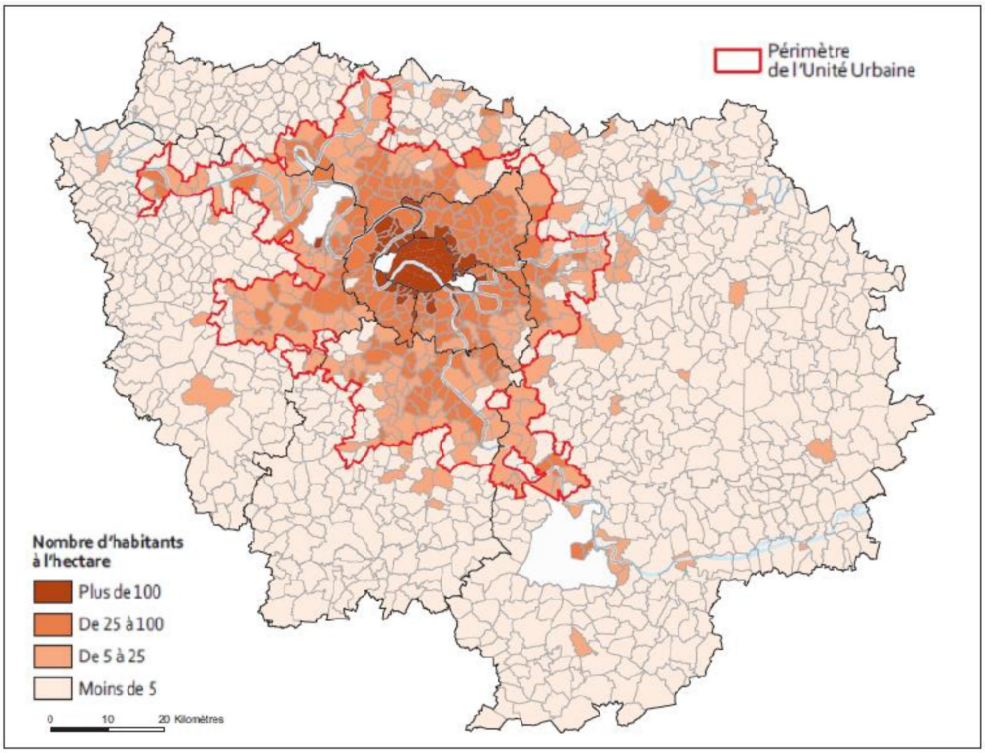
Dans une zone aussi tendue que l'Île-de-France, ces règles sont complexes à mettre en œuvre et le risque peut apparaître, plus qu'ailleurs, de contradiction entre les objectifs poursuivis.

Face à une situation à bien des égards préoccupante (I), la Cour constate les limites des politiques menées en Île-de-France depuis une vingtaine d'années dans trois domaines majeurs : l'aménagement, qui encadre et conditionne la production de logements (II) ; le logement social (III) ; le logement privé (IV).

(1) Dans la suite de la synthèse, il sera fait référence à la Cour des comptes.

INTRODUCTION

Géographie administrative de l'Île-de-France et densité



Source : APUR. Périmètre INSEE 2010, densité recensement 2009

1 Le logement en Île-de-France : une situation complexe, une tension durable

L'effort de construction de logements en Île-de-France, bien inférieur aux prévisions, est très en deçà de celui de la province. Les prix de marché ont beaucoup augmenté du fait d'une demande dynamique, creusant au fil du temps l'écart entre les loyers du parc social et du parc privé, aujourd'hui très important.

Un marché tendu

En 2011, l'Île-de-France comptait 5,49 millions de logements, soit 16,3 % du parc total français. 91 % d'entre eux étaient des résidences principales, occupées à raison de 48 % par leurs propriétaires et de 49 % par des locataires, les autres occupants étant logés à titre gratuit.

Le taux de construction, qui est de 6,1 logements par an pour 1 000 habitants en province, n'atteint que 3,2 en Île-de-France, dont 3,4 en petite couronne, 4,1 en grande couronne et seulement 0,8 à Paris. Le parc est plus ancien et les cas de sur-occupation dans la région capitale sont nettement plus nombreux qu'en province.

Devant une demande soutenue et une offre peu dynamique, les prix immobiliers sont très supérieurs en Île-de-France. Cela vaut aussi bien pour le coût des terrains, en moyenne 3,3 fois plus élevé qu'en province, que pour le prix des logements anciens (× 2,3) ou pour les loyers du secteur libre (× 2,4).

Une segmentation prononcée entre le secteur HLM et le secteur privé

Les loyers de marché élevés de l'immobilier francilien contrastent, plus fortement qu'ailleurs, avec les loyers réglementés des logements locatifs sociaux : en moyenne l'écart entre le loyer social et le loyer privé est de 1 à 2,6. Il s'élève à près de 1 à 4 dans certains arrondissements de Paris, alors qu'il est de 1 à 1,4 en province. Dans ce contexte, l'avantage économique tiré de la mise à disposition d'un logement à loyer plus faible que celui du marché pouvait être estimé en 2013, pour un locataire du parc HLM francilien, à environ cinq fois celui obtenu par un locataire d'HLM en province. Ce différentiel entre les niveaux de loyers est d'une telle ampleur qu'il entraîne toute une série de conséquences, témoignant d'une mauvaise articulation entre les deux secteurs.

Les demandes de logement social non satisfaites s'accumulent : elles équivalent à 47 % du parc en Île-de-France contre 38 % en province. Le segment locatif intermédiaire est très restreint. Le taux de mobilité dans le parc social francilien, insuffisant pour alléger la

tension de la demande, se détériore : il a baissé de plus de trois points depuis la fin des années 1990, bien plus vite que dans le reste du pays. Entre 2001 et 2011, la proportion des locataires en place depuis plus de dix ans s'est accrue de près de huit points chez les bailleurs sociaux franciliens (organismes d'HLM, sociétés d'économie mixte), alors qu'elle est restée stable chez les bailleurs privés.

Des questions d'équité se trouvent ainsi posées, tant au regard de la situation des locataires sociaux de province que pour les 64 % de locataires privés franciliens éligibles au logement social, dont les taux d'effort, après imputation des aides à la personne, sont très supérieurs à ceux des locataires du parc social et qui ne disposent pas des moyens d'accéder à la propriété compte tenu du niveau des prix d'acquisition.

Une palette d'interventions publiques

Des moyens financiers importants sont alloués en Île-de-France pour les politiques publiques du logement : plus de 6 Md€ par an en moyenne(2). Leur part dans le total national, comparable au poids de la région pour ce qui concerne les aides personnelles (2,8 Md€ par an), est supérieure en ce qui concerne les aides au logement social (2 Md€), les dépenses fiscales pour les propriétaires bailleurs (0,3 à 0,4 Md€) et les aides à l'accession (0,8 Md€), du fait du coût unitaire beaucoup plus élevé de chaque opération.

(2) Cette estimation est imparfaite car certaines données ne sont pas disponibles par région (dépenses fiscales, interventions d'Action Logement) et d'autres ne sont pas recensées (aides des collectivités territoriales).

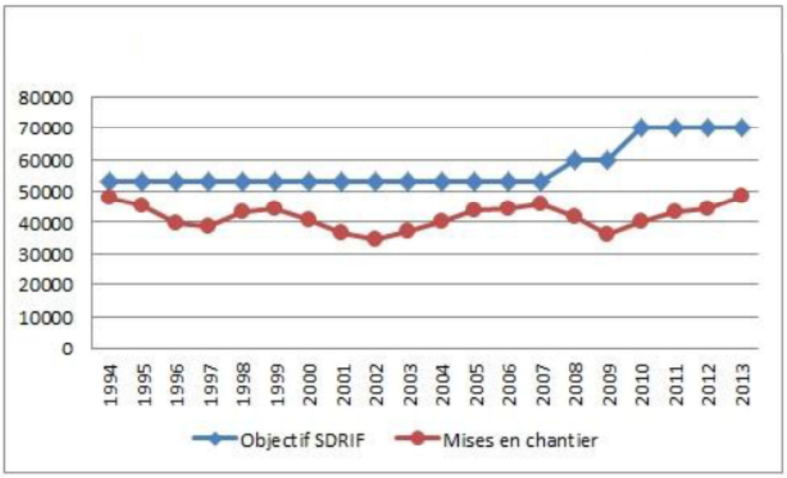
2 Un impact limité des politiques d'aménagement sur la production de logements

Le schéma directeur de la région d'Île-de-France (SDRIF) a affiché un objectif important de logements neufs, mais cet objectif n'a jamais été atteint. La réorganisation de la région autour de la métropole du Grand Paris devrait être l'occasion de rationaliser les règles de la programmation et de l'urbanisme.

Des instruments de planification peu efficaces

De 1994 à 2007, l'objectif de construction fixé par le SDRIF était de 53 000 logements pour une moyenne annuelle de mises en chantier de 41 562 durant cette période. Depuis 2010, l'objectif est de 70 000 logements par an, pour une moyenne annuelle de mises en chantier de 43 980 de 2010 à la fin de 2013.

Objectifs de construction et logements mis en chantier en Île-de-France



Source : Cour des comptes d'après données SDRIF et SITADEL2

Un impact limité des politiques d'aménagement sur la production de logements

La réalisation de l'objectif nécessiterait d'augmenter des deux tiers le rythme de construction annuel en Île-de-France par rapport à la tendance des 20 dernières années. Pour ce faire, il est prévu de densifier en renforçant les implantations urbaines existantes à hauteur de 75 % de l'effort d'accroissement du parc plutôt que d'utiliser trop d'espaces naturels.

Cependant, le SDRIF ne fixe aucune contrainte pour la réalisation de cet objectif. Or les collectivités territoriales risquent de s'opposer à l'augmentation de la densité sur leur territoire, rendant ainsi complexe la localisation d'une offre nouvelle de logements prioritaires.

En tout état de cause, les instruments actuels de planification (territorialisation de l'offre de logement, contrats de développement territoriaux, schémas de cohérence territoriale) devront être révisés pour que leur périmètre coïncide avec le contour des nouvelles intercommunalités projetées.

Aujourd'hui, seule une minorité de collectivités franciliennes est dotée d'un programme local de l'habitat (PLH) et moins de la moitié des communes ont adopté des plans locaux d'urbanisme (PLU). La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) transfère, dans un délai de trois ans, la compétence d'élaboration des PLU aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes, sauf opposition de 25 % des communes membres représentant au moins 20 % de la population. En Île-de-France, cette disposition ne devrait s'appliquer qu'aux seuls territoires de la grande couronne hors métropole, cette dernière étant régie en l'espèce par les dispositions de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), en cours de révision par le Parlement.

Dans ce nouveau contexte, il serait logique de confier aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) non seulement la responsabilité des PLU et des PLH, mais aussi les autorisations de construire, par lesquelles ces règles et ces programmations sont mises en œuvre.

Une régulation de l'offre foncière à améliorer

Le foncier disponible et son utilisation

Selon l'analyse des documents d'urbanisme, 20 000 hectares étaient en 2011 disponibles à l'urbanisation dans les plans d'occupation des sols (POS) et les PLU franciliens. L'Île-de-France ne manquerait donc pas, globalement, de foncier potentiellement constructible. Dans les zones déjà denses, privilégiées par le SDRIF pour de nouvelles constructions, le foncier

est beaucoup plus cher qu'en grande couronne, des écarts de 1 à 10 pouvant se constater entre Paris et des communes de Seine-et-Marne.

Toutefois, la densification n'est économiquement possible que si les prix de sortie des logements absorbables par le marché sont suffisamment élevés pour pouvoir offrir aux propriétaires fonciers un prix supérieur à la valeur d'usage et couvrir les coûts d'aménagement et de construction plus élevés.

Aussi, peut-on se demander si les prix et les typologies de logements qui résulteront d'une densification accrue du cœur d'agglomération permettront vraiment d'équilibrer le marché du logement en Île-de-France. Ceci plaide pour une extension raisonnée aux marges de l'agglomération, évitant un développement résidentiel encore plus éloigné et émietté dans la couronne rurale.

Une panoplie d'outils à mieux mobiliser

Des outils d'aménagement efficaces créés au siècle dernier, comme les villes nouvelles, pourraient être redynamisés, en exploitant pleinement les capacités foncières disponibles de leur périmètre. Les établissements publics d'aménagement de nouvelle génération ont un double rôle de développement territorial et d'aménageur et méritent d'être confortés.

La création d'un établissement foncier unique en Île-de-France et le changement de mission de l'Agence foncière et technique de la région parisienne, transformée en Grand Paris Aménagement sont des signes d'une implication plus forte de l'État. La mobilisation du foncier public reste cependant insuffisante et peut se heurter à un autre objectif de l'État et de ses opérateurs, qui est de valoriser au mieux leur patrimoine. Une alternative serait, plutôt que de céder le foncier public, de le mettre à disposition d'opérateurs publics ou privés, par des baux emphytéotiques ou des baux à construction.

Enfin, la fiscalité devrait évoluer pour décourager la rétention foncière des terrains par les propriétaires. La révision des bases d'imposition n'a pas commencé pour le foncier non bâti : la valeur vénale devrait être prise en compte, comme dans les fiscalités foncières des pays européens. En ce qui concerne les transactions, une modification des règles permettant de taxer les plus-values de cession de terrains à bâtir, en tenant compte de la seule érosion monétaire, est recommandée.

3 Le logement social : des résultats insuffisants malgré des efforts financiers importants

Le parc locatif social comprend plusieurs types de logements qui se distinguent par leur niveau de loyer et par les plafonds de ressources de leurs locataires(3).

Des besoins loin d'être satisfaits en dépit d'interventions coûteuses

En 2012, on comptait 544 236 demandeurs de logements sociaux inscrits en Île-de-France, à comparer à un parc régional de 1 166 630 logements locatifs sociaux conventionnés. Paris concentre 25,7 % des demandes alors que son parc social représente 17 % du parc régional. Le nombre des demandes y équivaut ainsi à 67 % de son parc social et, malgré des interventions publiques conséquentes, les réalisations restent en deçà des besoins.

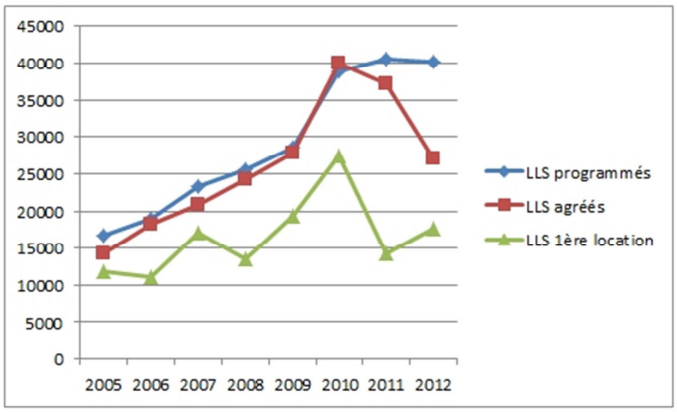
Le stock de logements sociaux n'a augmenté que de 6 % entre 2002 et 2012. Si, à partir de 2005, une forte impulsion a été donnée pour augmenter la programmation annuelle de logements, le nombre de nouveaux logements sociaux mis en première location est demeuré bien plus faible que celui des logements programmés : sauf en 2010, il est toujours resté inférieur à 20 000 par an(4).

(3) Par ordre croissant de ces plafonds, on distingue les logements financés par des PLAI (prêts locatifs aidés d'insertion), des PLUS (prêts locatifs à usage social) et des PLS (prêts locatifs sociaux).

(4) Il peut s'écouler de trois à cinq ans entre une décision de programmation et la livraison du logement ; dans le cas où des logements existants sont conventionnés, les logements sont, la plupart du temps, déjà occupés et leurs locataires ont droit au maintien dans les lieux.

Le logement social : des résultats insuffisants malgré des efforts financiers importants

Comparaison des logements locatifs sociaux (hors logements en foyers) programmés avec les logements agréés et les logements mis en première location



Source : Chiffres EPLS/RPLS

Les financements de l'État sont désormais très concentrés sur l'Île-de-France. À partir de 2010, plus de 50 % des aides à la construction de logements locatifs sociaux, dites « aides à la pierre », réparties par région au niveau national, ont été fléchées sur cette région, soit une enveloppe de l'ordre de 220 M€ en 2012 et 2013, avec une priorité pour les PLAI.

Le coût moyen d'un logement social agréé, de 145 000 € par logement en 2013, est assez homogène au sein de l'Île-de-France. Il existe en revanche d'importantes différences dans la répartition géographique des agréments selon la taille et l'ancienneté du logement : on compte ainsi, dans les logements agréés, 59 % de logements neufs à Paris, contre 83 % en moyenne pour l'Île-de-France (92 % dans les Hauts-de-Seine, 96 % dans le Val-d'Oise).

Le coût de revient moyen au m^2 des logements sociaux (hors foyers) à Paris est proche de 2 800 €, montant supérieur d'environ 50 % au coût moyen régional. Dès lors que les différences de coût sont faibles d'une catégorie de logement social à l'autre, un

bailleur social francilien trouve avantage, pour mieux valoriser son investissement, à privilégier le PLS dans les zones les plus tendues car, compte tenu du barème des loyers plafonds, il pourra en retirer un loyer deux fois supérieur à celui d'un PLAI ou d'un PLUS.

De fait, au cours de la période 2010-2013, l'agrément des PLS l'a emporté en Île-de-France sur celui des PLUS dont le subventionnement par l'État a chuté, alors que le PLUS est la formule de logement locatif social de droit commun ; de même, la part des logements PLAI est passée de 45 % à 20 % alors que ce sont les plus demandés.

Le bilan contrasté de la mise en œuvre de l'article 55 de la loi « solidarité et renouvellement urbains » (SRU)

L'article 55 modifié de la loi SRU a pour objectif premier de modifier la répartition géographique des logements sociaux, afin d'accroître la mixité sociale. Il a introduit en conséquence, pour certaines communes, l'obligation de définir un objectif de réalisation de logements locatifs sociaux, pour que la proportion de ces logements atteigne 20 % des résidences principales au 1er janvier 2020. La loi du 18 janvier 2013 a fait passer l'objectif à 25 % de logements sociaux d'ici à 2025 et elle a prévu que les pénalités encourues par les communes ne réalisant pas leurs objectifs puissent être quintuplées.

Tant que l'objectif n'est pas atteint, les communes concernées sont en effet soumises à un prélèvement dont le montant est toutefois diminué d'un certain nombre de dépenses déductibles.

Des résultats significatifs

L'Île-de-France est la région la plus concernée par l'application de l'article 55 de la loi SRU : de 2002 à 2012, la mise en œuvre de cette obligation y a mobilisé entre 179 et 185 communes dont la population est au moins égale à 1 500 habitants (3 500 dans les autres régions). C'est aussi celle où les objectifs ont été globalement les mieux suivis et où les services de l'État ont été particulièrement attentifs. La région Île-de-France est celle qui a le plus efficacement rattrapé son retard initial.

Du 1er janvier 2002 au 1er janvier 2011, le nombre total des logements sociaux s'est accru de 22,6 % en Île-de-France dans les communes constamment soumises à l'obligation de la loi SRU : 68 870 logements supplémentaires, dont 39 651 à Paris (58 %) et 29 219 dans les communes de banlieue (42 %).

À l'issue de la dernière période triennale contrôlée (2008-2010), près de 70 % des communes d'Île-de-France avaient atteint les objectifs qu'elles s'étaient fixés, soit une proportion supérieure à celle constatée pour la France entière : seules ont été considérées en carence 57 communes pour

lesquelles, en 2012, par le jeu des dépenses déductibles, les prélèvements nets arrêtés ont atteint seulement 4,6 M€.

La faculté introduite par la loi du 18 janvier 2013 de multiplier jusqu'à cinq fois, à l'initiative des préfets, les pénalités pour les communes en carence et le relèvement de leur plafond pour les communes les plus aisées devraient conduire à une augmentation sensible des prélèvements.

Les obstacles à la réalisation des objectifs peuvent tenir à la réticence des communes, des élus et des électeurs, mais aussi à l'existence de contraintes matérielles réelles, comme le caractère exigu et déjà très urbanisé du territoire, le manque de foncier et la forte densité.

Des difficultés dans un contexte de renforcement des contraintes de la loi SRU

Une première difficulté existe dans la mesure de l'adéquation entre l'objectif de mixité sociale et celui d'atteindre une proportion donnée de logements locatifs sociaux. L'atteinte du second objectif est présumée favoriser la mise en œuvre du premier, mais le lien entre les deux demeure à vérifier. Le seul critère du pourcentage par commune est insuffisant : ainsi, à Paris (5), il s'applique à la capitale tout entière et non par arrondissement, ce qui induit des écarts considérables.

Par ailleurs, l'absence de différenciation suivant la taille du logement aboutit à privilégier la production des logements sociaux ayant les surfaces les plus modestes : de 2002 à 2010, moins de la moitié des logements sociaux conventionnés dans les communes d'Île-de-France sous obligation de la loi SRU ont été d'une taille supérieure à un deux pièces contre 60 % dans les communes non soumises à cette obligation. Le décompte des logements au sein de l'objectif à atteindre gagnerait à être pondéré suivant leur nombre de pièces, de sorte qu'un logement familial ne soit pas comptabilisé à l'identique d'un studio.

De plus, les efforts déployés pour augmenter le nombre de logements sociaux ne se concrétisent pas toujours par une augmentation correspondante de l'offre :

- l'acquisition et la réhabilitation lourde d'immeubles dégradés dont les habitants doivent être relogés augmentent le nombre des logements locatifs sociaux mais pas celui des logements disponibles ;

- le conventionnement de logements existants transfère dans le parc locatif social « de droit » certains logements souvent déjà considérés comme

(5) Comme à Lyon et Marseille.

sociaux « de fait », mais non comptabilisés comme tels selon les critères d'application de la loi SRU ; cela n'a pas pour effet d'ouvrir l'offre à de nouveaux locataires.

En tout état de cause, une grande partie des communes vont devoir continuer à investir au-delà de 2020 alors qu'elles étaient proches d'atteindre l'objectif de 20 %. Selon une évaluation remise aux services régionaux de l'État en septembre 2013, atteindre un taux global de logements sociaux de 25 % en 2025 impliquerait, à compter de 2012, un accroissement de 37 % de la production, et un accroissement de 61 % dans les communes soumises à obligations triennales. Cela signifierait, pour les communes ayant moins de 10 % de logements sociaux actuellement, des efforts de construction élevés et désormais consacrés à 100 % au logement social.

La plupart des communes concernées, dont Paris et certaines communes de première couronne, se situent dans la zone la plus tendue de la région. Cette orientation aboutira à solliciter les finances publiques locales pour la construction ou la conversion de logements dans les zones les plus chères d'Île-de-France, alors que dans des zones moins tendues et moins coûteuses de la région, des dépenses d'un niveau équivalent permettraient de financer beaucoup plus de logements locatifs sociaux. Le maintien d'objectifs très élevés de logements sociaux aux marges de l'agglomération, dans des communes rurales de 1 500 habitants, paraît également peu justifié. Un seuil de 3 500 habitants pour l'application de la loi SRU, comme en province, semblerait mieux adapté.

Enfin, une contradiction d'objectifs apparaît entre l'incitation renouvelée à construire des logements locatifs intermédiaires et l'interdiction de construire de tels logements dans les communes en situation de carence SRU. Faute de fluidité dans le parcours résidentiel, les communes soumises à l'obligation SRU pourraient à terme se retrouver dans une situation d'engorgement des logements sociaux qu'elles construiraient, l'écart de loyer entre le parc social et le parc privé étant trop important pour que les locataires les plus aisés soient incités, même après application d'un loyer de solidarité, à libérer des logements sociaux. Une voie possible, pour favoriser à la fois le parcours résidentiel et le principe de mixité sociale porté par la loi SRU et concilier les deux objectifs de politiques publiques, pourrait être qu'une part limitée du nouveau quota de 25 % soit constituée de logements intermédiaires à loyers réglementés.

Le logement social : des résultats insuffisants malgré des efforts financiers importants

L'inadaptation des règles d'attribution et de gestion des logements sociaux

Renforcer la transparence des procédures d'attribution

En contrepartie de leur contribution au financement du logement social, les collectivités territoriales, de même qu'Action Logement (ex-1 % logement) sont réservataires de logements. De son côté, l'État dispose également de droits de réservation au profit de personnes prioritaires. La quasi-totalité du parc social francilien est soumis à réservation.

Or les procédures d'attribution restent peu transparentes car les réservataires peuvent définir librement selon quels critères ils souhaitent sélectionner les candidats qu'ils proposent aux organismes d'HLM. Il conviendrait de rendre plus homogènes ces critères. Il est nécessaire de renforcer la cohérence des politiques d'attribution exercées sur un bassin de vie. Une première impulsion en ce sens a été donnée par la loi ALUR qui prévoit des mesures permettant d'accroître la connaissance et la gestion de la demande au niveau intercommunal.

Appliquer sans dérogation les suppléments de loyers de solidarité

Dans un contexte de forte demande de logements locatifs sociaux, et pour éviter le maintien dans les lieux de locataires bénéficiant de revenus supérieurs aux plafonds réglementaires tout en payant le même montant de loyer que les ménages éligibles, des dispositions législatives successives ont mis en place et rendu obligatoire un supplément de loyer de solidarité (SLS). En théorie, le loyer maximal de la zone A pouvait atteindre, avec le SLS, 22,86 € par m^2, soit le niveau moyen constaté dans le parc privé à Paris ; en pratique, cependant, son montant est plafonné à 25 % de taux d'effort, et de nombreuses exceptions ont été introduites, comme pour les logements HLM situés en zones urbaines sensibles (ZUS), quels que soient les revenus des ménages concernés.

Par ailleurs, les bailleurs ont souvent souhaité conserver dans leur parc des locataires dont le profil et les revenus ne présentaient pas de risque d'impayés de loyer. Dès lors que les bailleurs concluaient avec l'État une convention d'utilité sociale (CUS), avec des engagements sur la construction de logements et sur la mixité du peuplement de leur parc, il leur a été offert d'appliquer le SLS à des taux inférieurs au droit commun.

Selon l'analyse des CUS signées, une telle modulation est applicable à 68 % des logements du parc locatif social d'Île-de-France, 760 000 logements bénéficiant de SLS à taux réduit.

Le logement social : des résultats insuffisants malgré des efforts financiers importants

Réformer les règles de fixation des loyers et de maintien dans les lieux

Il paraît nécessaire, dans la situation de pénurie durable de logements locatifs sociaux en Île-de-France, de procéder à une remise en ordre des loyers, afin de passer des loyers maximums réglementaires à des loyers fixés en fonction du service rendu au locataire, cette évolution pouvant être liée à un conventionnement global pour la seconde génération des CUS. Le système des surloyers restant trop peu appliqué, et leur montant étant souvent trop faible pour compenser une part significative de l'avantage de loyer, spécialement en Île-de-France, une progressivité des loyers en fonction des revenus pourrait être également envisagée, comme alternative ou complément à un système plus robuste de supplément de loyer de solidarité.

Enfin, la réforme des règles de maintien dans les lieux devrait être engagée. Le droit au maintien dans les lieux n'est plus garanti désormais quand le revenu atteint le double du plafond d'éligibilité, mais cela ne s'applique pas aux locataires de 65 ans et plus, quelle que soit l'évolution de leur situation financière. Cette exception pourrait ne plus être mise en œuvre, après un délai permettant d'apprécier le niveau des revenus réels après une mise à la retraite. De même, la question doit être posée de la garantie du maintien de ménages dans des lieux en état de sous-occupation aggravée, ou de ménages disposant par ailleurs d'un patrimoine immobilier, dans le parc locatif privé ou en résidence secondaire, d'une importance significative.

4 Le logement privé : des politiques aux résultats contrastés, un ciblage à poursuivre

Le parc privé regroupe 78 % des résidences principales en Île-de-France. De nombreuses actions y ont été menées en faveur des propriétaires, sans qu'elles ne contribuent à augmenter de façon significative le volume du parc.

Les faibles résultats de la lutte contre la vacance des logements et des transformations de bureaux

Selon le recensement de 2011, 328 000 logements étaient vacants en Île-de-France et le taux de vacance de 9,2 % à Paris est supérieur de 3 points à la moyenne nationale. Cependant la plus grande partie de la vacance constatée dans la capitale est de nature frictionnelle, le logement restant vide quelques mois entre deux locations ou pendant qu'il est en vente. La vacance structurelle (logement vide pendant plus de deux ans) ne concerne que 20 % des logements vacants recensés, le plus souvent pour des raisons techniques ou juridiques : réhabilitation, changement d'usage, difficultés successorales. Depuis 1999, les principales communes de l'agglomération parisienne sont soumises à la taxe sur les logements vacants mais sa mise en œuvre est d'une grande complexité. Des mesures incitatives ont aussi été instituées. Toutefois, sur la période 2005-2009, seulement 2 126 opérations ont pu être réalisées, alors que l'objectif était de remettre sur le marché 11 000 logements. Des campagnes de réquisition ont été lancées en 2001 et 2012, la première n'ayant au final donné lieu à aucune réquisition, la seconde ayant vu sa cible réduite de 7 800 à 497 logements, 26 seulement ayant fait l'objet d'une procédure suspendue suite aux démarches des propriétaires.

Le gisement souvent évoqué de la transformation de bureaux vides en logements n'a représenté, de 2001 à 2012, que 2,4 % du stock d'immobilier tertiaire parisien. La transformation d'immeubles conçus à l'origine comme espaces de travail est complexe et onéreuse mais, avec l'allégement récent des contraintes d'urbanisme, on peut estimer pouvoir transformer en logements de 140 000 à 240 000 m² de bureaux vacants par an, sur les 3,6 millions de m² de bureaux actuellement sans occupation dans la région.

Le logement privé : des politiques aux résultats contrastés, un ciblage à poursuivre

Le bilan mitigé des aides au parc locatif privé existant

Les aides au parc locatif existant ne visent pas à accroître l'offre de logement, mais à éviter qu'elle ne se dégrade et qu'elle diminue. Pour une petite partie, elles ont concerné aussi le parc social puisque des aides à la réhabilitation puis au conventionnement dans le secteur locatif social de logements privés ont été mises en œuvre.

Le secteur locatif privé joue un rôle clé dans le marché immobilier francilien en raison de son taux de rotation élevé : il produit chaque année une offre de près de 300 000 logements, alors que le parc social en propose moins de 80 000. Il loge chaque année 47 % des nouveaux emménagés, contre 19 % pour le parc social.

Entre 2005 et 2010, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) a financé des travaux d'amélioration dans 200 000 logements franciliens. Après 2010, une réforme a réorienté les aides en direction de la lutte contre l'habitat indigne, la rénovation énergétique, l'adaptation du logement à la perte d'autonomie, mais également en faveur des propriétaires occupants. De fait, on a constaté un véritable effondrement des subventions accordées aux propriétaires bailleurs, le nombre annuel de logements rénovés est passé de 17 972 en 2007 à 307 en 2012 et 249 en 2013.

Le bilan de la période 2005 à 2010 n'est pas pour autant négatif dans son aspect social puisque, dans le cadre des rénovations, le conventionnement à loyer social ou intermédiaire a fait l'objet d'une priorité : l'objectif était de produire 75 000 logements en cinq ans, dont 64 000 logements intermédiaires et 11 000 logements sociaux. Il a été atteint à 99 % pour les logements intermédiaires, mais à 53 % seulement pour les logements sociaux.

Les copropriétés dégradées : promouvoir la prévention

En Île-de-France, les logements en immeubles collectifs privés représentent 47 % des résidences principales, contre 28 % en France métropolitaine. Parmi eux, 87 % se situent dans une copropriété - taux supérieur de 11 points au taux national.

La dégradation se caractérise par des défaillances dans le paiement des charges, l'arrêt de l'entretien, d'où la baisse de la valeur marchande des logements pouvant induire une arrivée de nouveaux propriétaires plus pauvres que les sortants, des pratiques spéculatives d'investissement locatif, voire le rachat de logements par des marchands de sommeil et l'apparition de phénomènes de surpeuplement. 22 500 copropriétés pour 400 000 logements franciliens pourraient être concernées.

Le logement privé : des politiques aux résultats contrastés, un ciblage à poursuivre

L'ANAH a engagé 291 M€ de subventions en Île-de-France entre 2006 et 2012 au titre du financement des travaux dans des copropriétés pour 148 048 logements : en extrapolant, le besoin total de subventions de l'ANAH serait donc d'environ 786 M€ pour les 400 000 logements des copropriétés estimées fragiles. Pour limiter ces coûts, la question du repérage et de l'intervention préventive est donc centrale et les actions en ce sens méritent d'être privilégiées.

Les aides fiscales à l'investissement locatif privé : un ciblage nécessaire

Depuis 1996, huit dispositifs d'aide fiscale à l'investissement locatif privé neuf se sont succédé[6]. Ils reposent sur le principe soit d'une réduction d'impôt sur le revenu plafonnée, soit d'un amortissement du bien. Le coût unitaire moyen actualisé est de 18 700 € pour un Scellier libre 2012, 31 000 € pour un Scellier intermédiaire 2012, 25 900 € pour un Duflot. Ces mesures induisent une forte rigidité en termes de finances publiques : elles les engagent sur des périodes de 9 à 15 ans pour chaque investissement réalisé et elles représentent des dépenses de plusieurs milliards d'euros sur leur durée de vie.

Alors que l'Île-de-France représente 19,3 % du parc locatif privé national, les investissements locatifs qui y ont été réalisés n'ont été, sur la période 1996-2009, que de 10,8 % du nombre total d'opérations réalisées en France. Si, contrairement à d'autres régions, l'Île-de-France n'a pas connu de cas avéré de surproduction de logements locatifs, déconnectée des besoins, aucun effet de modération du rythme d'augmentation des loyers n'a été constaté sur l'agglomération parisienne. La mise en œuvre des dispositifs d'incitation a pu donner lieu à des effets d'aubaine : les loyers plafonds franciliens du Scellier intermédiaire n'ayant pas été fixés à un niveau significativement inférieur aux loyers de marché de nombreuses communes, les investisseurs ont ainsi eu tout intérêt à opter pour ce dispositif, plus avantageux fiscalement que le Scellier libre.

L'État souhaitant donner une nouvelle impulsion à ces instruments, il importe que l'impact social et fiscal des mesures précédentes fasse enfin l'objet d'une évaluation exhaustive permettant, notamment, de vérifier le respect des loyers plafonds applicables aux logements aidés.

(6) Les dispositifs dits Périssol (1996-1999), Besson (1999-2003), Robien (2003-2006), Robien recentré et Borloo populaire (2006-2009), Scellier libre et Scellier intermédiaire (2009-2012), enfin Duflot depuis 2013.

Le logement privé : des politiques aux résultats contrastés, un ciblage à poursuivre

Les aides à l'accession à la propriété : un recentrage bienvenu sur la construction neuve

La principale aide à l'accession à la propriété est le prêt à taux zéro (PTZ) qui donne lieu à une dépense fiscale en faveur des banques qui le délivrent à leur client. Au cours de la période 2005-2012, le PTZ a financé en moyenne annuelle 36 000 opérations en Île-de-France, soit nettement plus que les mises en première location de logements sociaux durant la période, mais il n'a que très peu soutenu la construction neuve : 80 % des opérations en Île-de-France ont concerné des logements anciens. De ce fait, le PTZ, en soutenant les transactions dans le parc existant, a pu contribuer au maintien de prix élevés. Plusieurs études ont en outre montré les limites du produit, relevant des effets d'aubaine dont le champ a été évalué à 85 % des bénéficiaires : ceux-ci auraient décidé de déménager pour devenir propriétaires en réalisant un achat, indépendamment de l'existence du PTZ.

À partir de 2010, le doublement de l'aide dans le neuf et, plus récemment, les recentrages successifs des aides vers le neuf ont eu un effet bénéfique sur la construction neuve. Depuis 2013, le PTZ n'est plus mobilisable à l'accession dans l'ancien et son éligibilité a été restreinte afin de limiter les effets d'aubaine, ce qui répond mieux aux besoins et aux objectifs de construction neuve fixés par le SDRIF.

CONCLUSION

L'examen des politiques du logement en Île-de-France conduit au constat de la relative inadaptation des actions menées. Le rythme de mise en chantier de logements est demeuré très inférieur aux objectifs affichés. La densification du tissu urbain se heurte à des limites et la complexité de la gouvernance dans l'agglomération parisienne n'a pas facilité l'effort de construction. Les actions d'aménagement et de régulation foncière ont manqué de vigueur. L'effort en faveur du logement social n'a pas remédié à la segmentation du parc privé et du parc social francilien. Les politiques de mobilisation de l'offre de logement dans le parc privé ont été fluctuantes et leurs résultats mitigés.

Cette efficacité limitée tient d'abord au fait que pour maintenir et accroître, dans une zone géographique de prix très élevés comme l'Île-de-France, un parc de logements de prix beaucoup plus abordables en location comme en accession à la propriété, il faudrait consentir un effort financier considérable. Les acteurs de ces politiques ne semblent pas en mesure, dans le contexte budgétaire actuel, de pousser très loin un tel effort, même en accroissant le recentrage vers l'Île-de-France des aides publiques au logement, amorcé en 2010 pour le financement par l'État des logements sociaux. Ces limites devraient conduire les décideurs publics à rechercher d'autres voies d'amélioration, plus économes en ressources et plus efficaces.

Trois messages principaux se dégagent de l'enquête de la Cour et structurent les recommandations :

- la cohérence de l'action publique doit être recherchée tant dans la délimitation des périmètres de planification et de programmation que dans la détermination des compétences en matière d'urbanisme et de logement. Elle est aussi nécessaire dans la formulation et la coordination des multiples objectifs de la politique du logement. Et elle doit se conjuguer avec une plus grande sélectivité de l'action publique, notamment pour les aides au logement privé ;

- la situation du marché du logement francilien est fortement influencée par celle du marché foncier. Les orientations visant à donner un nouveau dynamisme aux opérations d'aménagement et aux interventions foncières publiques en Île-de-France sont donc particulièrement bienvenues mais les outils fiscaux pourraient être réformés pour contribuer à faciliter la mobilisation des terrains constructibles ;

- une action résolue pour rationaliser l'occupation du parc social francilien et la rendre plus conforme à sa vocation mérite d'être menée en ce qui concerne, notamment, l'attribution des logements, la fixation des loyers et les règles de maintien dans les lieux. Ceci contribuerait à réduire le déséquilibre entre les parcs locatifs public et privé.

RECOMMANDATIONS

➔élaborer en Île-de-France un répertoire statistique de l'ensemble des logements, contenant des informations détaillées par logement et accessible à l'ensemble des décideurs publics du secteur ;

➔stabiliser et faire coïncider les périmètres d'intervention retenus pour la planification, la programmation et la contractualisation de l'offre de logement sur la base des nouveaux contours des intercommunalités ;

➔confier aux établissements publics de coopération intercommunale après la responsabilité des plans locaux d'urbanisme et des programmes locaux de l'habitat, la délivrance des autorisations de construire ;

➔favoriser la mise à disposition des terrains publics pour la construction de logements locatifs sociaux par le biais de baux emphytéotiques ou à construction plutôt que par des cessions à titre gratuit ;

➔décourager la rétention foncière en taxant les plus-values immobilières réelles sans condition de durée de détention, mais en tenant compte de l'érosion monétaire ;

➔modifier l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, en tenant compte de la valeur vénale des terrains à bâtir ;

➔remonter le seuil d'application de l'obligation de réaliser un nombre de logements locatifs sociaux atteignant 25 % des résidences principales aux communes de 3 500 habitants en Île-de-France, comme c'est le cas dans les autres régions ;

➔renforcer la transparence des procédures d'attribution des logements sociaux, en invitant l'ensemble des réservataires à rendre plus homogènes les critères de sélection des bénéficiaires ;

➔appliquer sans dérogation ni plafonnement les suppléments de loyer de solidarité, et présenter régulièrement les bilans prévus par la loi ;

➔proposer, dans le cadre des nouvelles conventions d'utilité sociale, des règles de fixation des loyers des logements sociaux, en tenant compte de leur localisation, des prix du marché local et de la qualité intrinsèque du bâti ;

➔moduler le loyer à l'entrée dans le logement social et pendant toute sa durée d'occupation, en fonction du revenu des locataires ;

➔réexaminer les conditions de maintien dans les lieux des locataires des logements sociaux, notamment la condition d'âge, en prenant en compte non seulement les revenus mais aussi le patrimoine de l'occupant et le taux d'occupation du logement ;

➔poursuivre la réhabilitation des copropriétés dégradées en orientant l'action publique en faveur des démarches préventives de difficultés ;

➔accentuer le ciblage des aides fiscales à l'investissement locatif privé de loyer intermédiaire sur les zones les plus tendues, en évaluant régulièrement leurs effets et en contrôlant l'effectivité des loyers pratiqués.

SEMAPHORES
Groupe ALPHA

Bilan du PLH 2009-2014
Diagnostic du prochain PLH

Communauté d'Agglomération
Vallée de la Marne

649

Présentation du bilan/diagnostic

Enjeux du nouveau PLH

Sommaire

1. Un territoire excluant où les parcours résidentiels sont bloqués 4

2. Une prise de conscience quant au besoin d'agir sur l'équilibre social de l'habitat 26

3. Des résultats modestes malgré les efforts 30

4. Les raisons qui expliquent les écarts entre les objectifs et les réalisations 37

5. Les marges de manœuvre du territoire dans un contexte renouvelé 39

650

Points saillants du diagnostic réalisé en 2008

- **Des difficultés pour répondre aux besoins des ménages « locaux »…**
- **… et à développer des parcours résidentiels au sein du seul territoire communautaire**
  - Une hausse importante des prix de ventes des biens immobiliers, aussi bien dans l'ancien que dans le neuf
  - Peu de primo-accession
  - Un accès difficile au parc locatif social

→Un décalage entre les offres immobilières proposées sur le territoire et la solvabilité d'une partie importante des ménages locaux, malgré la structure socio-économique favorisée des habitants

Un constat qui reste entier aujourd'hui

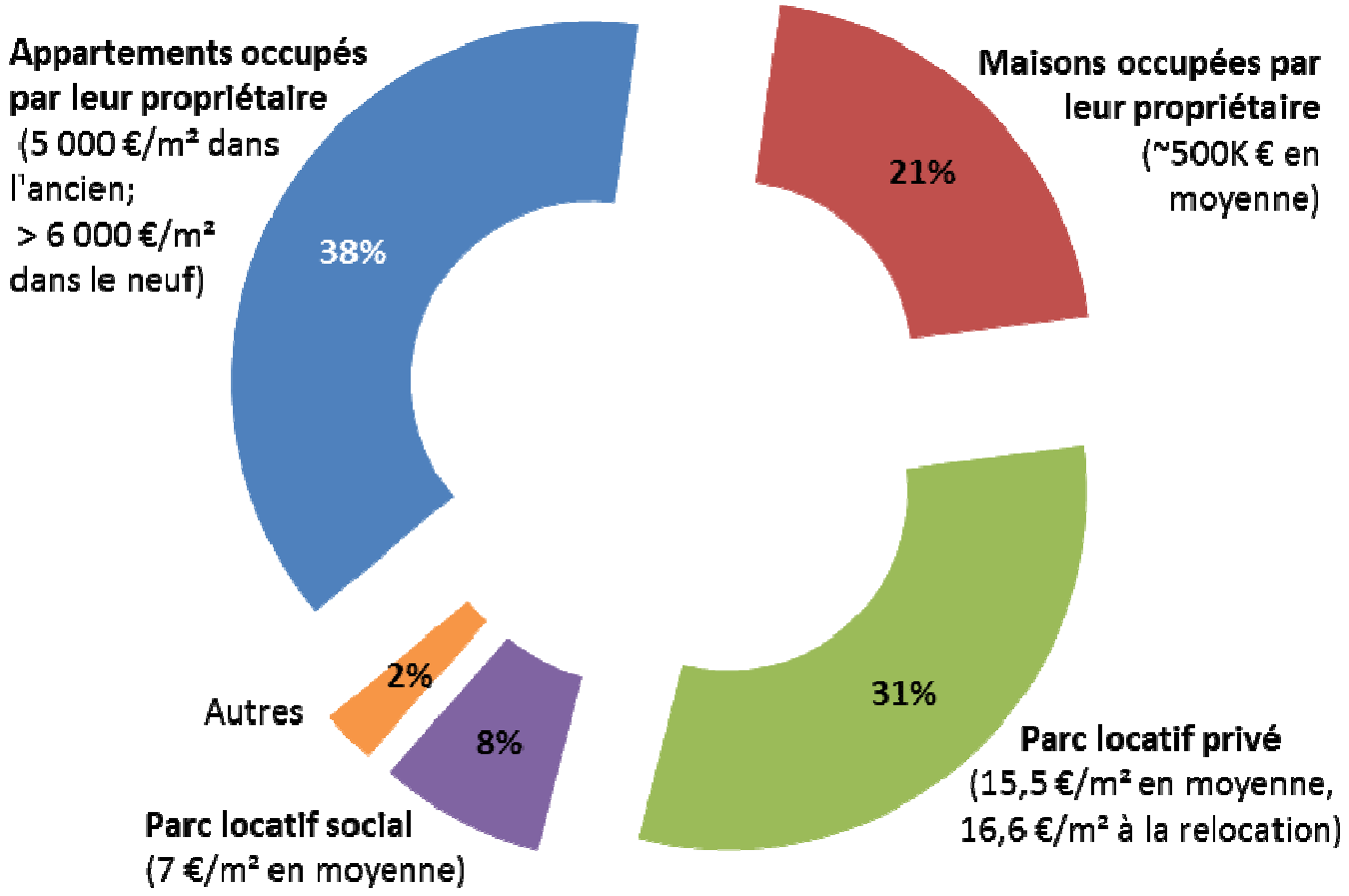
Un territoire excluant où les parcours résidentiels sont bloqués

652

Une offre détenue à 60% par des propriétaires occupants…

… et dont le ticket d'entrée est très élevé

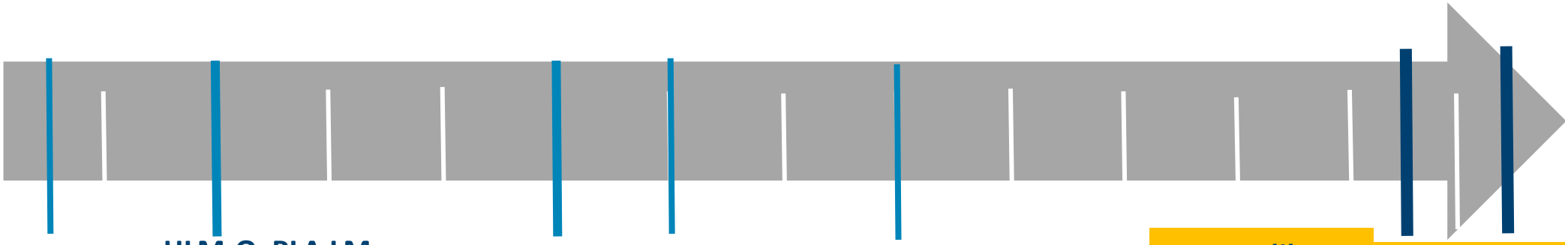
Répartition des 29 886 résidences principales de la CAVM par statut d'occupation et gamme de prix/loyer



(sources : Filocom 2013 MEDDE d'après DGFiP, ECLN 2012, base BIEN 2012, CLAMEUR 2013, OLAP, RPLS 2012)

653

Un spectre complet de niveaux de loyers mais dominé, en termes de volume, par les loyers libres



HBM	HLM-O, PLA LM, PLATS, PLAI	PLA	PLUS	PLS, PLI, PLA CCS, PCL	Loyer libre (baux en cours et relocations)	Loyer libre à la relocation
3,5 €/m²	4,5 à 5,5 €/m²	7,5 à 8,5 €/m²	8,5 à 9,5 €/m²	11 à 12 €/m²	15,5 €/m²	16,5 €/m²
230 logements	850 logements	690 logements	226 logements	485 logements	9 270 logements	
1% des RP	3% des RP	2% des RP	1% des RP	2% des RP	31% des RP	
19% des ménages éligibles (5 600)		23% des ménages éligibles (6 900)		17% des ménages éligibles (5 100)		

654

Un marché local sous tension

- Seulement 7,7% des logements sont vacants en 2013, contre 8,9% au niveau national. De surcroît, **le taux de vacance conjoncturelle (vacance de moins d'un an) est en baisse, de 4,8% en 2007 à 4,4% en 2013.**

- **6% des résidences principales sont sur-occupées. Ce taux atteint 10,7% dans le parc locatif privé.**

Seuils de suroccupation

Taille du ménage	Surface min. (m²)
1	16
2	27
3	38
4	49
5	60
6	71

- **La demande de logement est telle qu'un phénomène de mutation spontanée se développe dans le parc.** En effet, des logements sont créés hors construction neuve, par restructuration : subdivision de logements existants, changement de destination de locaux à usage autre qu'habitation (commerces, dépendances comme des garages, etc.) vers de l'habitation. Sur le territoire de la CAVM, ce phénomène compte pour 15 à 20% de l'accroissement du parc de résidences principales.

655

Une tension qui alimente des phénomènes de création spontanée de logements

Tableau de suivi longitudinal du parc de logements sur le territoire de la CA Vallée de la Marne entre 2009 et 2011 (source: Filocom, MEDDE d'après DGFiP)

CA VM			2011								
			résidences principales				vacant	résidences secondaires	meublés	disparitions	TOTAL 2009
			propriétaire occupant	locatif privé	locatif HLM-SEM	autre statut					32299
2009	résidences principales	propriétaire occupant	16 310	345	6	34	485	80	6	71	17 337
		locatif privé	335	7 295	30	52	956	92	6	50	8 816
		locatif HLM-SEM	6	6	1 930	0	85	6	0	6	2 039
		autre statut	69	51	6	589	71	6	6	6	804
	vacants		492	751	60	42	682	164	20	147	2 358
	résidences secondaires		110	171	6	6	55	502	6	6	862
	meublés		6	6	0	6	6	6	47	6	83
	logements neufs		220	376	63	15	116	34	48		
	restructuration		49	74	6	6	48	21	6		
	TOTAL 2011	33 089	17 597	9 075	2 107	750	2 504	911	145		
Accroissement 2009-2011		1 082	269	450	69	21	164	55	54		

656

210 nouveaux logements issus de restructuration, soit 19% de l'accroissement du parc de logements

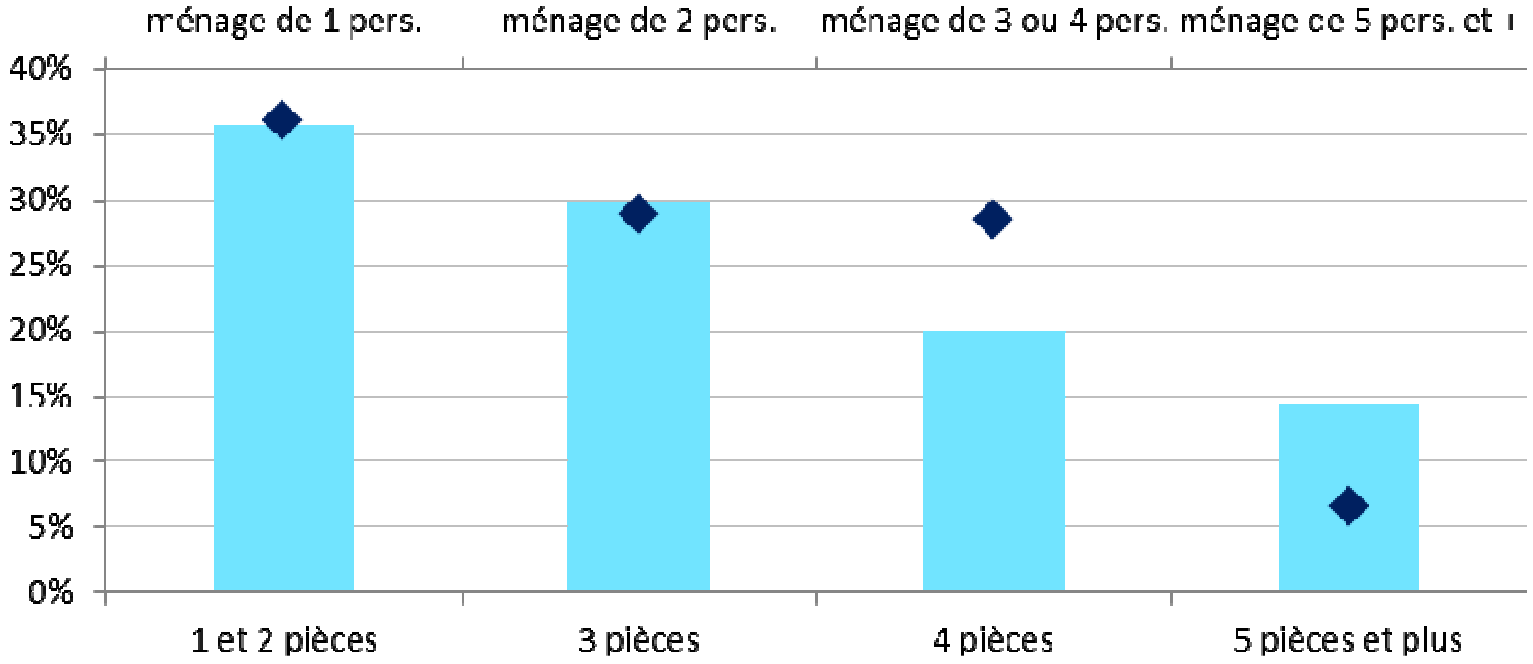
135 nouvelles résidences principales issues de restructuration, soit 17% de l'accroissement du parc de résidences principales

Une offre de logement qui paraît adaptée à la demande en termes de typologie…

- Une quantité de petits logements cohérente avec le nombre de personnes seules

- Une offre de très grands logements (T5 et +) qui paraît excédentaire par rapport au volume de familles nombreuses

Adéquation théorique entre la taille des ménages et la typologie des résidences principales - *Filocom 2013, MEDDE d'après DGFiP*



657

… mais cette adéquation apparente peut cacher des situations d'inadaptation liées au manque de mobilité

- **En effet, l'abondance de grands logements par rapport aux grands ménages est toute relative.**

3 375 grands logements (T4 et +) sont sous occupés, c'est-à-dire qu'ils comptent trois pièces de plus que le nombre d'occupants.

- **Ainsi, 12% des résidences principales sont sous-occupées.**
- **Le taux de sous-occupation monte jusqu'à 29% parmi les maisons du territoire.**

Résidences principales par nombre de pièces et nombre d'occupants (Insee 2010)

	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes	6 personnes ou plus	Ensemble
1 pièce	2 291	424	83	22	7	4	2 831
2 pièces	4 105	2 043	635	158	66	11	7 018
3 pièces	2 610	2 881	1 762	835	153	58	8 298
4 pièces	1193	1 917	1110	1085	286	68	5 659
5 pièces	355	846	542	668	277	58	2 745
6 pièces ou plus	299	682	369	612	423	134	2 519
Ensemble	10 853	8 793	4 500	3 379	1210	334	29 069

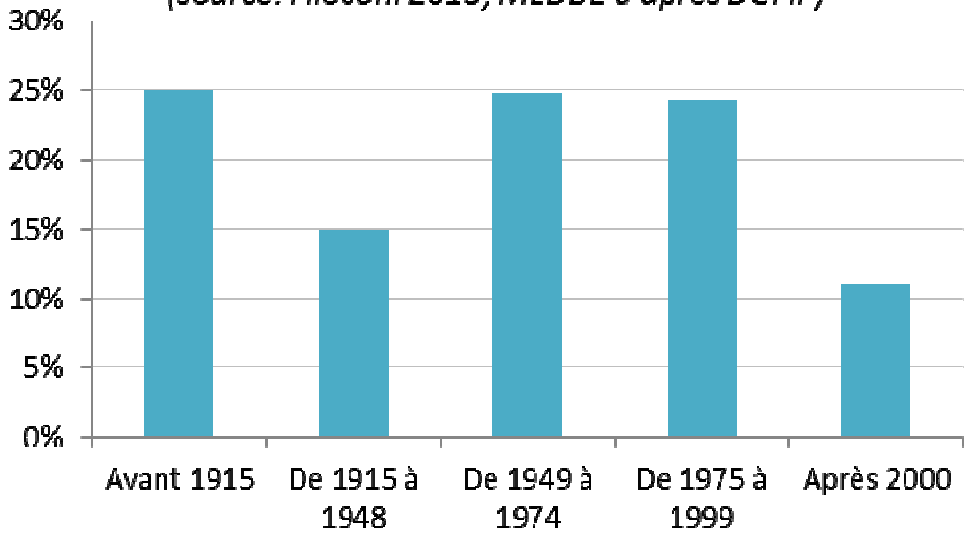
3 375	12%	des résidences principales sont sous-occupées
	29%	des maisons sont sous-occupées (2029)
	6%	des appartements sont sous-occupés (201)
2 524	9%	des résidences principales sont sur-occupées
	3%	des maisons sont sur-occupées (1345)
	10%	des appartements sont sur-occupés (2275)

Un parc développé de façon progressive, sans pic de construction

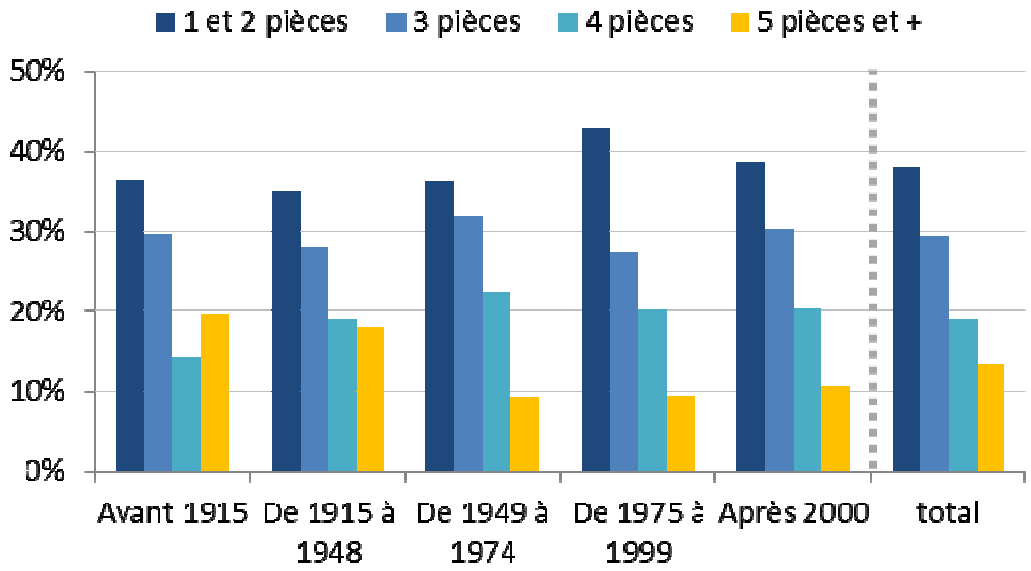
- La répartition du parc par époque de construction est relativement équilibrée – aucune période se dégage en particulier

- Concernant la répartition typologique du parc à travers les époques de construction, les grands logements – et en particulier les T5 ou plus – sont plus présents dans le parc d'avant et entre les deux guerres. Les petits logements (T1 et T2) ont vu leur essor sur la période de 1975 à 1999. Depuis 2000, la production se décline de la façon suivante : 10% de T5 et plus, 20% de T4, 30% de T3 et 40% de T1 et T2.

Répartition par année de construction du parc total (RP, LV et RS) du territoire de la CA VM
(source: Filocom 2013, MEDDE d'après DGFiP)



Répartition par année de construction et par typologie du parc total (RP, LV et RS) du territoire de la CA VM
(source: Filocom 2013, MEDDE d'après DGFiP)



659

Un territoire valorisé avec un parc de logements relativement bien entretenu (1)

- **Peu de problèmes d'insalubrité et d'indécence**

- **La majorité des propriétaires sont suffisamment solvables pour faire des travaux d'entretien et/ou d'amélioration de leurs biens, particulièrement les propriétaires occupants**

Un territoire valorisé avec un parc de logements relativement bien entretenu (2)…

- **Il y a très peu de logements qui sont vacants depuis plus de deux ans (1,7% du parc total, contre 3,4% au niveau national).**
- **Un renouvellement spontané du parc s'opère grâce à l'intérêt des promoteurs à se développer sur le territoire**

661

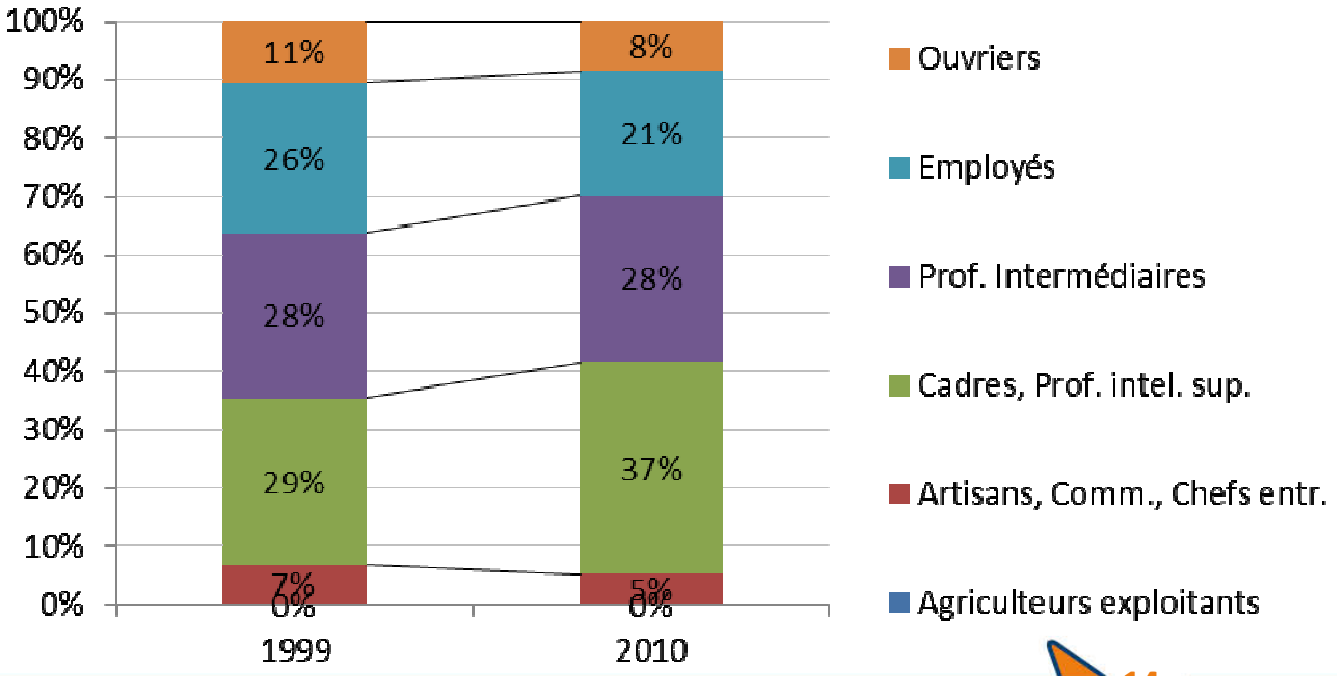
… mais qui engendre l'exclusion d'une partie de la population…

- **Les cadres représentent aujourd'hui 37% de la population active qui réside sur le territoire, une part en forte hausse depuis 1999 quand ils représentaient 29% de la population active**

- **Le poids des CSP suivantes, quant à elles, sont en baisse :**
  - Les ouvriers, passés de 11% à 8%
  - Les employés, passés de 26% à 21%
  - Les artisans, commerçants et chefs d'entreprises, passés de 7% à 5%

- Si les évolutions macro-économiques jouent un rôle dans cette tendance (baisse de la part d'emplois ouvriers), le marché local du logement y participe aussi. **Ainsi, on constate une baisse constante de la part d'ouvriers et d'artisans parmi les ménages qui emménagent sur le territoire (nouveaux entrants mais aussi les ménages ayant changé de logement sur le territoire de la CAVM).**

Evolution de la répartition par CSP de la population active, en volume
(source : recensements Insee 1999 et 2010)

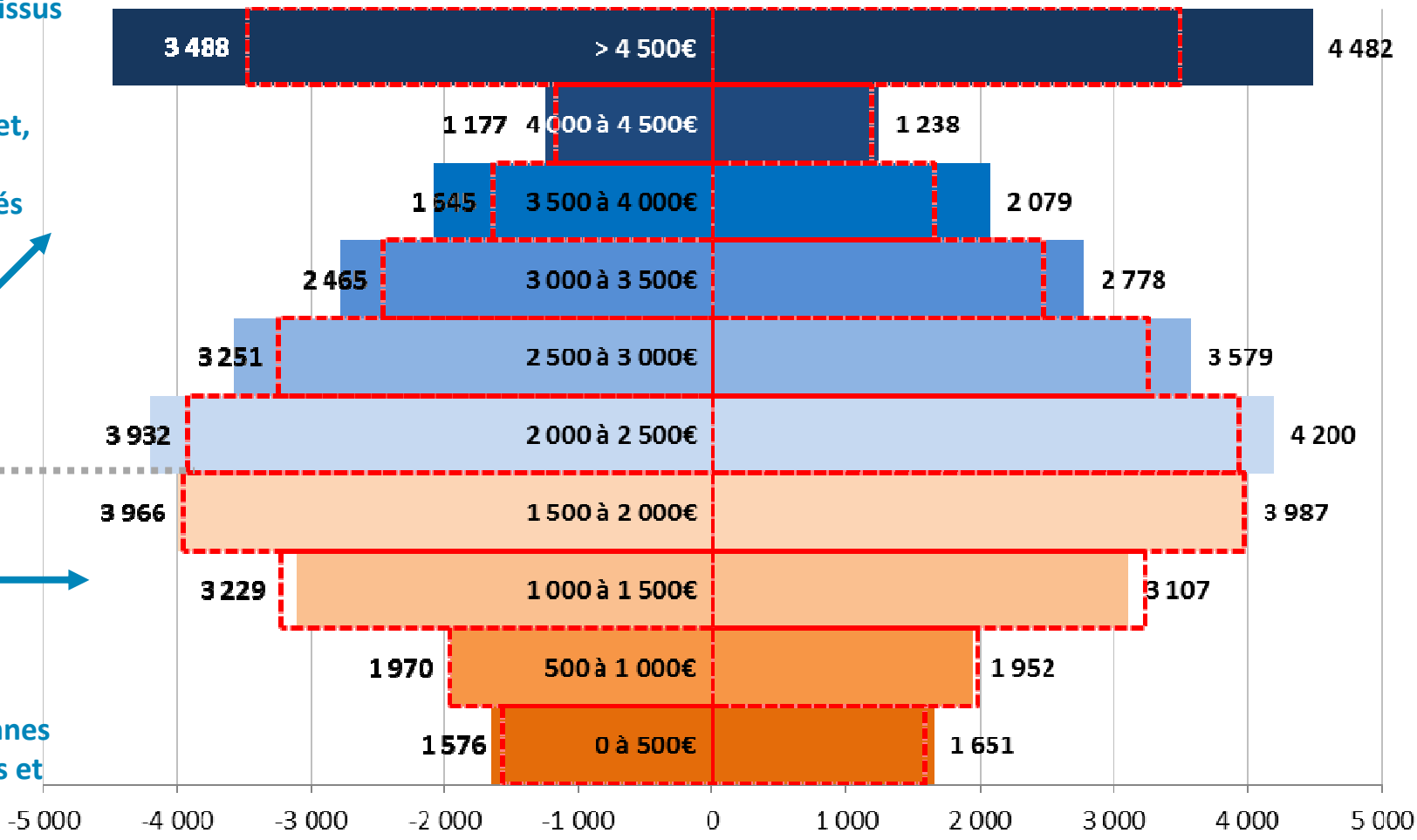


… et qui se traduit par une gentrification du territoire

Evolution de la répartition des ménages de la CAVM (en volume) par revenus par unité de consommation entre 2005 et 2011 *(valeurs 2005 à gauche et en pointillé)*

Hausse du nombre de ménages issus des classes moyennes supérieures et, surtout, des ménages aisés

Stabilité des effectifs des classes moyennes intermédiaires et modestes



En Euros constants (€ 2011)

663

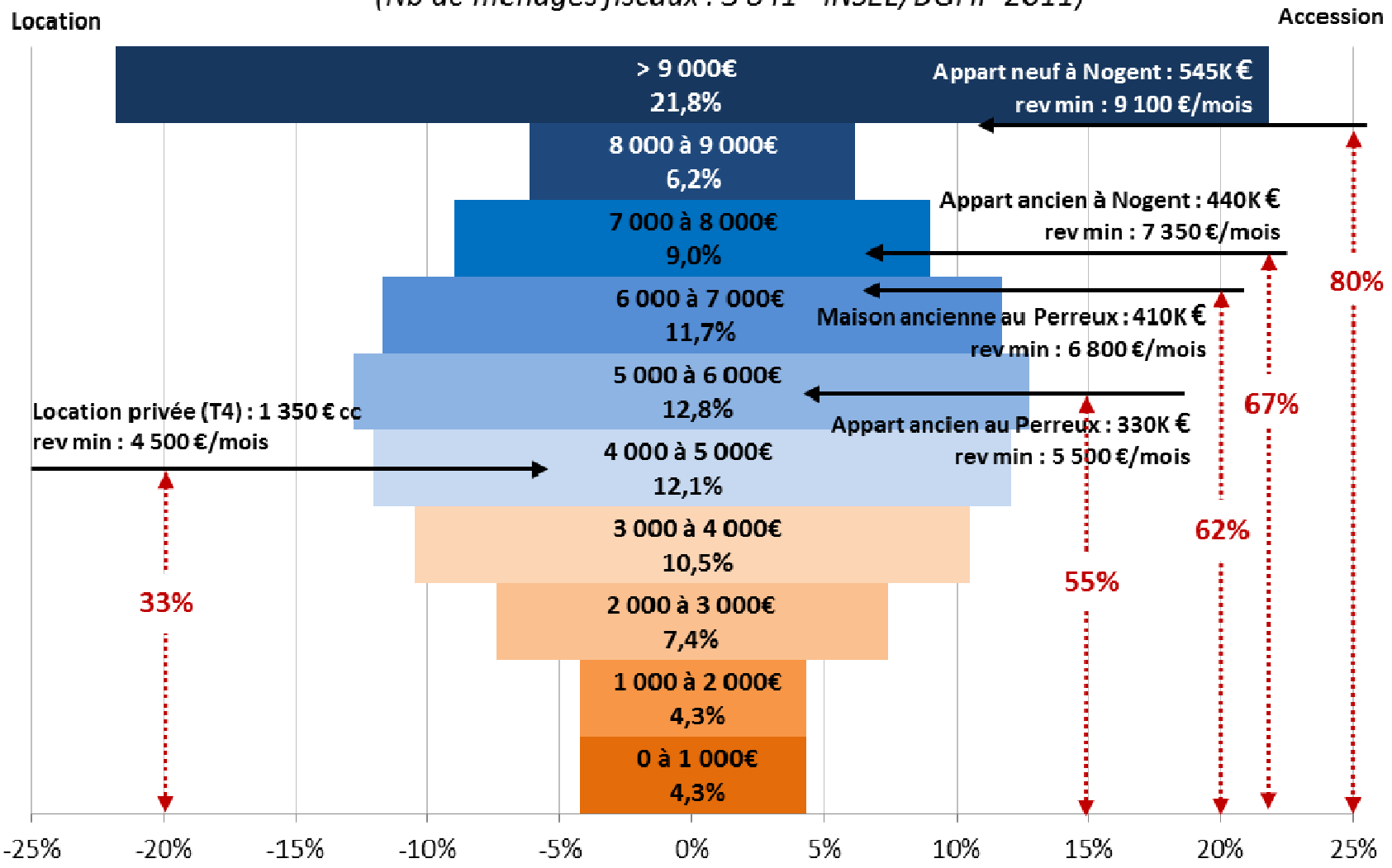
Les ménages à revenus intermédiaires ont de moins en moins de possibilité de réaliser leur parcours résidentiel sur la CAVM … notamment les familles

Hypothèses :
- *prêt à 3,10% + assurance à 0,35% (soit 3,45% au total) ;*
- *sur 20 ans;*
- *apport = 15% du prix du bien + les frais de notaires*
- *taux d'endettement maximal = 30%*

664

Répartition par revenus mensuels nets des ménages de 4 personnes de la CA VM

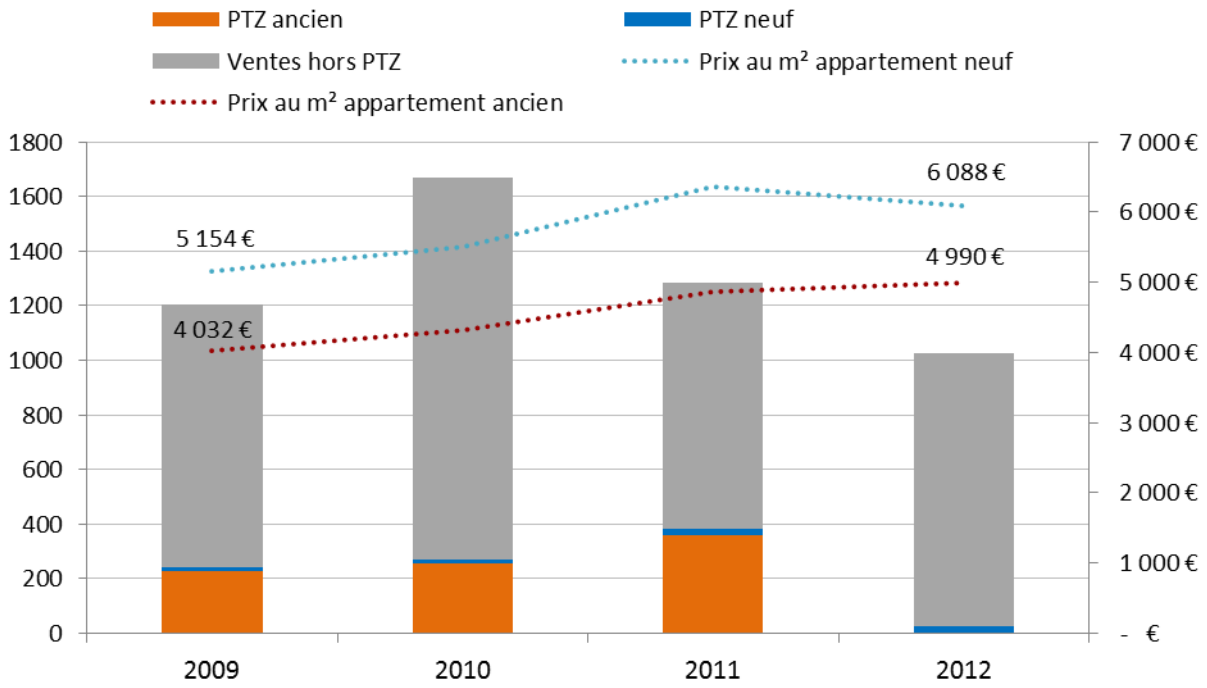
(Nb de ménages fiscaux : 3 841 - INSEE/DGFiP 2011)



Un marché de l'accession peu accessible aux ménages éligibles au PTZ…

- **Les acquisitions financées par un prêt à taux zéro ont représenté seulement 3% des ventes réalisées sur le territoire en 2012.**
- En effet, les prix du neuf ne sont pas accessibles aux ménages éligibles au PTZ, à moins de disposer d'un apport important (30 000 € pour un célibataire souhaitant acquérir un studio de 30 m², presque 60 000 € pour un couple souhaitant acquérir un T2 de 45 m², etc., cf. tableau ci-dessous).

Mobilisation du prêt à taux zéro dans les acquisitions sur le territoire de la CAVM *(sources : ECLN, Sitadel, données notaires et données PTZ de la SGFGAS)*



Simulations d'accession à la propriété sur le territoire de la CAVM pour des ménages aux plafonds PTZ+

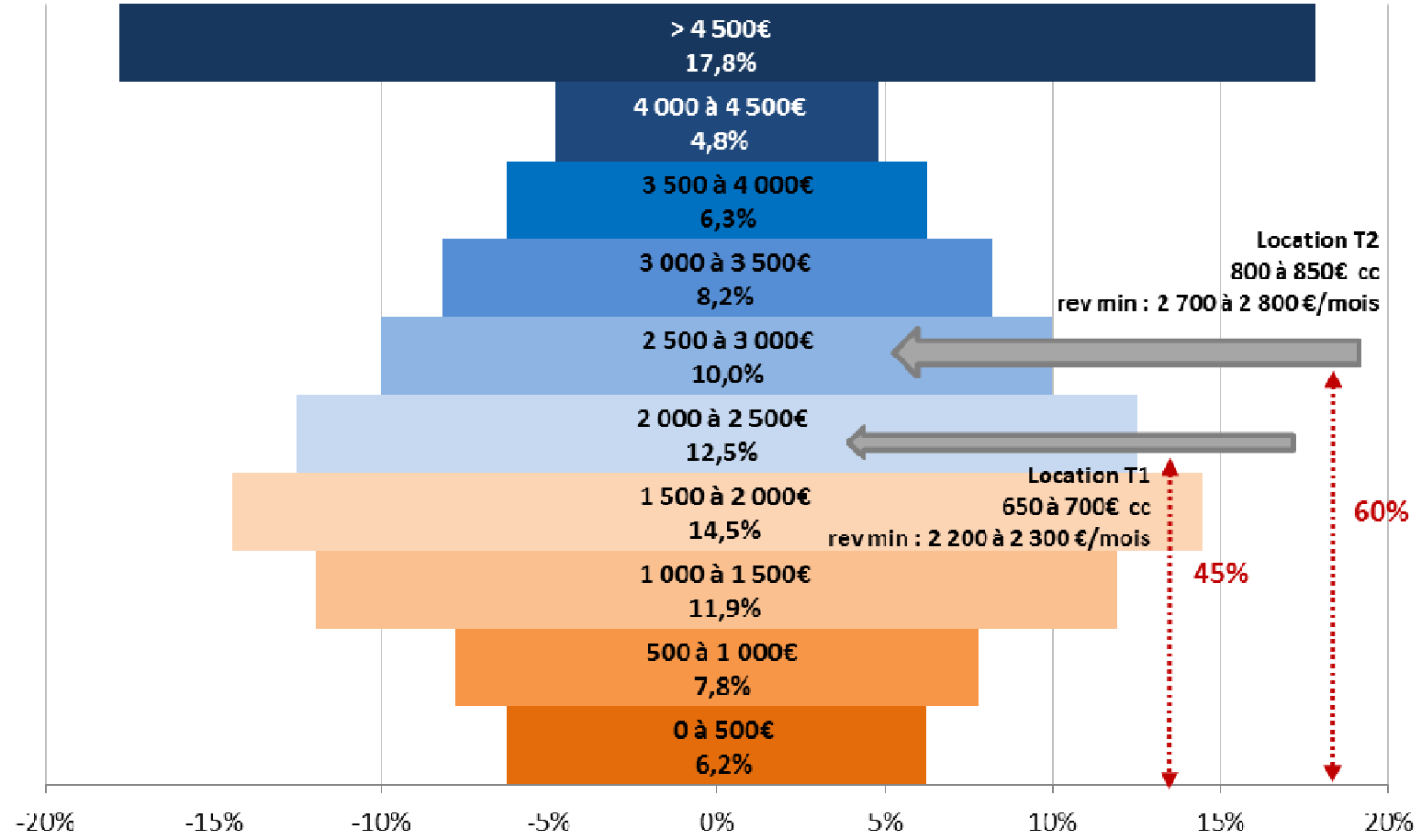
	Revenu fiscal de référence	revenus nets mensuels	mensualité max. (30% des revenus)	budget achat neuf max. (sans apport)*	prix moyens neuf (6000 €/m²)		Apport nécessaire	
					surface (m²)	prix	en €	en % du prix
1 personne	36 000 €	3 300 €	990 €	151 000 €	30	180 000 €	29 000 €	16%
2 personnes	50 400 €	4 620 €	1 386 €	214 000 €	45	270 000 €	56 000 €	21%
3 personnes	61 200 €	5 610 €	1 683 €	260 000 €	60	360 000 €	100 000 €	28%
4 personnes	72 000 €	6 600 €	1 980 €	307 000 €	75	450 000 €	143 000 €	32%
5 personnes	82 800 €	7 590 €	2 277 €	353 000 €	90	540 000 €	187 000 €	35%

*hypothèses : prêt à 3,5% assurance comprise sur 20 ans

…et un marché locatif cher par rapport aux revenus des ménages

- Au vu de leurs revenus, et considérant que 70% des ménages locataires du parc privé sont composés d'une ou deux personnes, **au moins 45% des locataires du parc privé dépensent plus de 30% de leurs revenus nets mensuels pour payer leur loyer**

Répartition par revenus mensuels nets des ménages locataires du parc privé de la CA VM *(Nb de ménages fiscaux : 10 753 - INSEE/DGFiP 2011)*



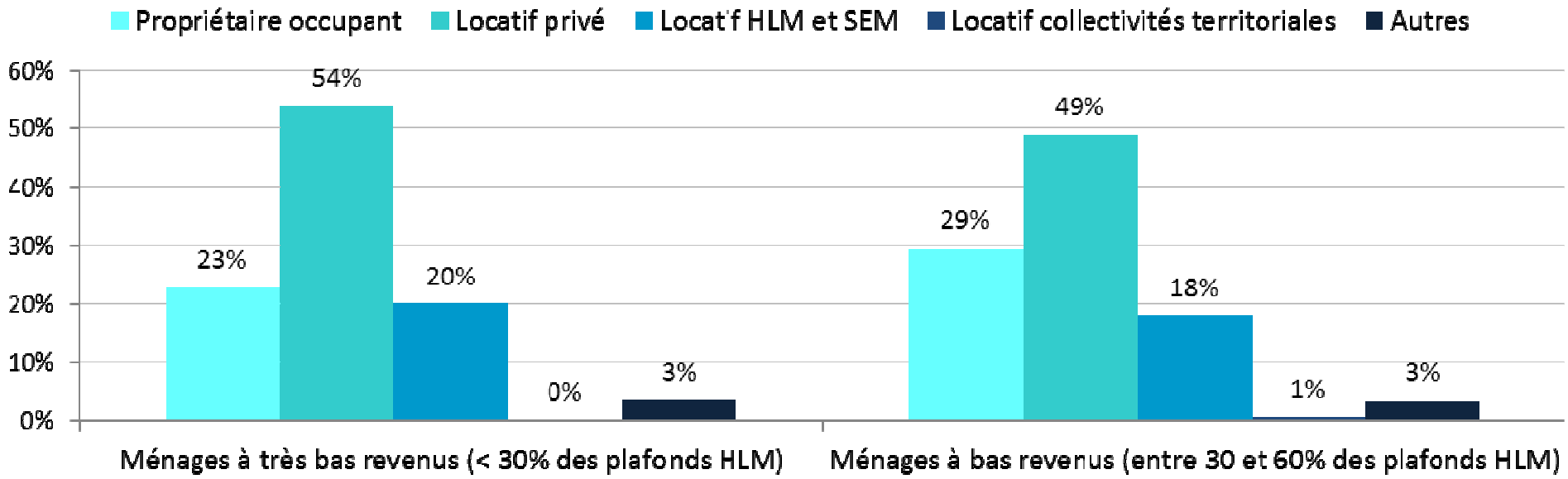
999

Des ménages modestes logés en majorité dans le parc locatif privé

- **Si le parc social concentre le plus fort taux de ménages modestes, il est sous-dimensionné par rapport aux besoins,** car, en volume, il y a plus de ménages modestes dans le parc locatif privé et parmi les propriétaires occupants que dans le parc social : seulement 18% des ménages à revenus modestes du territoire habitent dans le parc social; 50% habitent dans le parc locatif privé et 28% sont propriétaires de leur logement.

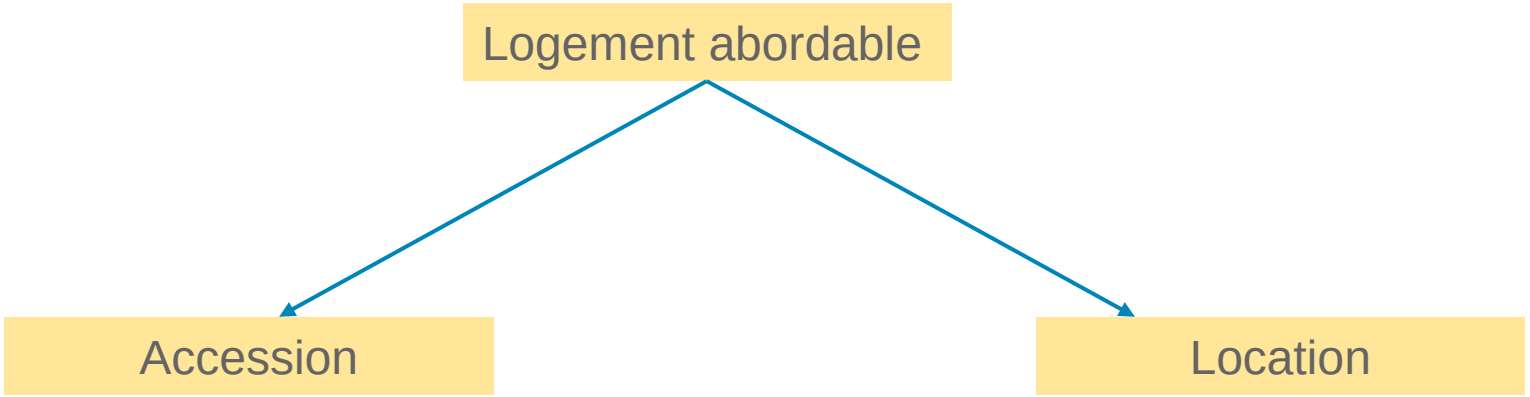
Répartition des ménages à faibles revenus par statut d'occupation

Filocom 2013, MEDDE d'après DGFiP



667

Un besoin important de logement « abordable »



- Accession à prix maîtrisé
- Accession sociale sécurisée (« accession réglementée »)
- PSLA (Prêt social de location-accession)

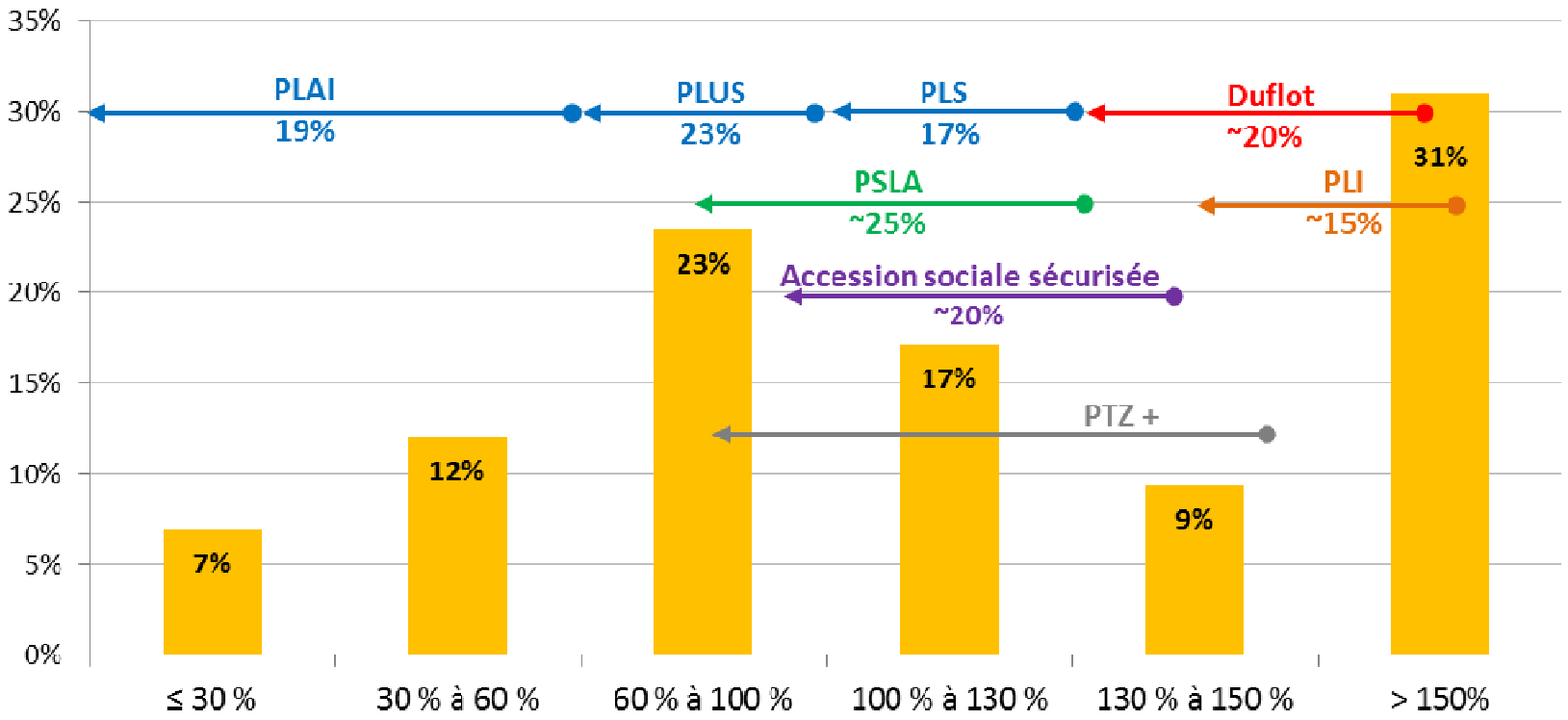
- Locatif intermédiaire (SNI, investisseurs institutionnels; TVA à 10%)
- Duflot
- PLI
- PLS
- PLUS
- PLAI

668

Un fort besoin pour du logement abordable …

- 60% des ménages du territoire sont éligibles au logement locatif social
- Environ 20% des ménages sont éligibles aux produits locatifs intermédiaires (Duflot, PLI, SNI, etc.)
- Plus de 30% des ménages pourraient prétendre à de l'accession abordable (PTZ+, accession à prix maîtrisés, accession sociale sécurisée, PSLA)

Répartition des ménages de la CAVM par rapport aux plafonds de ressources des différents produits immobiliers - *Filocom 2013, MEDDE d'après DGFiP*

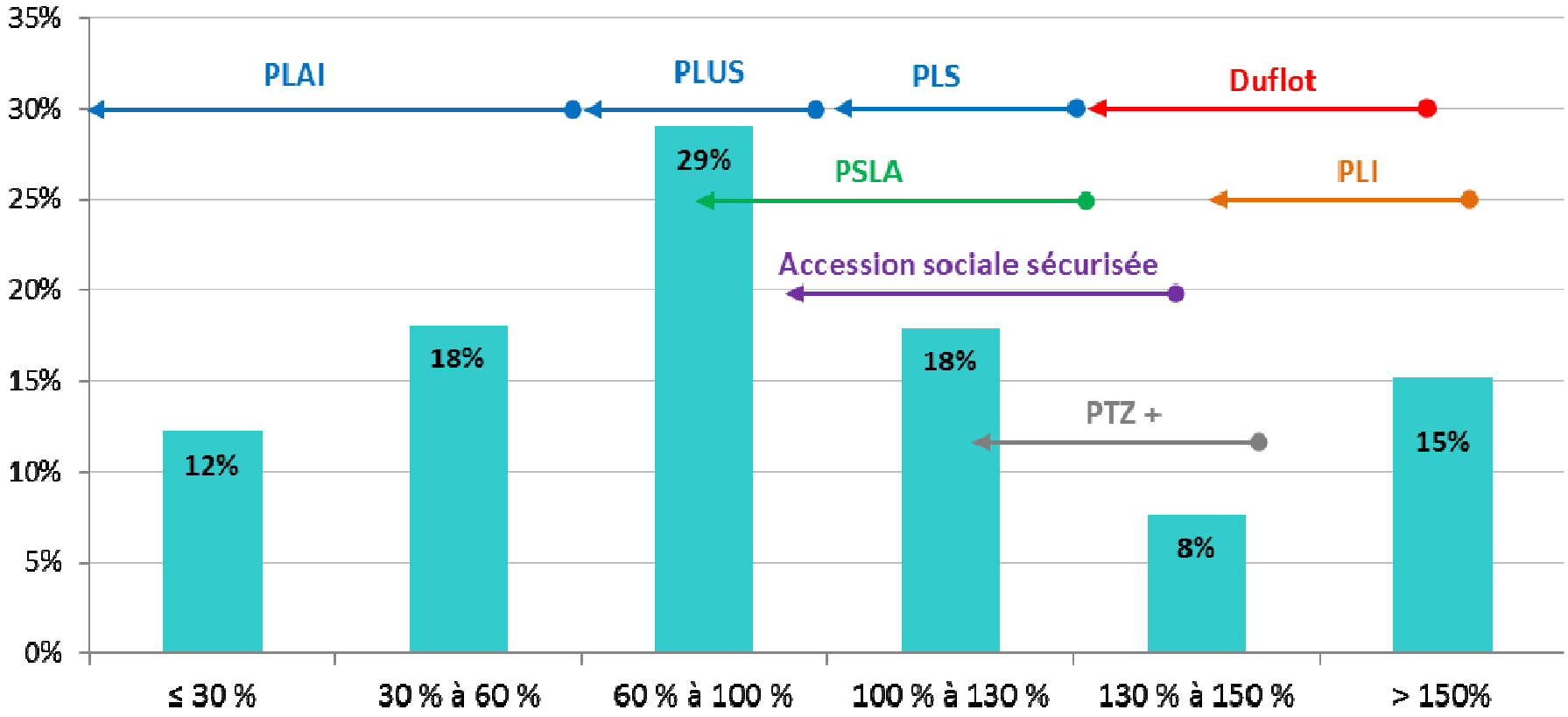


Plafonds de ressources	Nogent-sur-Marne						Le Perreux-sur-Marne						Les 2 communes	
	PLAI	PLUS	PLS	PLS-Acc.	Duflot	PLI	PLAI	PLUS	PLS	PLI	PLS-Acc.	Duflot	PSLA	PTZ
	A bis	A bis	A bis	A bis	A bis	A bis	A	A	A	A	A	A	A	A
1 personne	1 161 €	2 110 €	2 743 €	3 045 €	3 376 €	3 798 €	1 161 €	2 110 €	2 743 €	2 935 €	3 045 €	3 560 €	2 865 €	3 300 €
2 personnes	1 892 €	3 154 €	4 100 €	4 551 €	5 046 €	5 676 €	1 892 €	3 154 €	4 100 €	3 920 €	4 551 €	5 046 €	4 010 €	4 620 €
3 personnes	2 480 €	4 134 €	5 374 €	5 965 €	6 615 €	6 824 €	2 274 €	3 791 €	4 928 €	4 714 €	5 470 €	6 065 €	4 583 €	5 610 €
4 personnes	2 715 €	4 936 €	6 417 €	7 122 €	7 897 €	8 173 €	2 497 €	4 541 €	5 903 €	5 691 €	6 552 €	7 265 €	5 214 €	6 600 €
5 personnes	3 230 €	5 873 €	7 634 €	8 474 €	9 396 €	9 676 €	2 957 €	5 375 €	6 988 €	6 694 €	7 757 €	8 601 €	5 947 €	7 590 €

… notamment pour les ménages du territoire occupant le parc locatif privé

- **77% des locataires du parc privé sont éligibles au logement social**
  - 30% au PLAI, 29% au PLUS et 18% au PLS

Répartition des locataires du parc locatif privé par rapport aux plafonds de ressources des différents produits immobiliers - *Filocom 2013, MEDDE d'après DGFiP*



670

Un fort besoin qui se traduit notamment dans la demande exprimée pour du logement social

- **Un volume important de demandes de logement social porte sur le territoire de la CA VM…**
  - Nogent est la 2ème commune la plus demandée en Ile-de-France : toute origine géographique confondue, il y aurait 25 000 demandes pour la commune

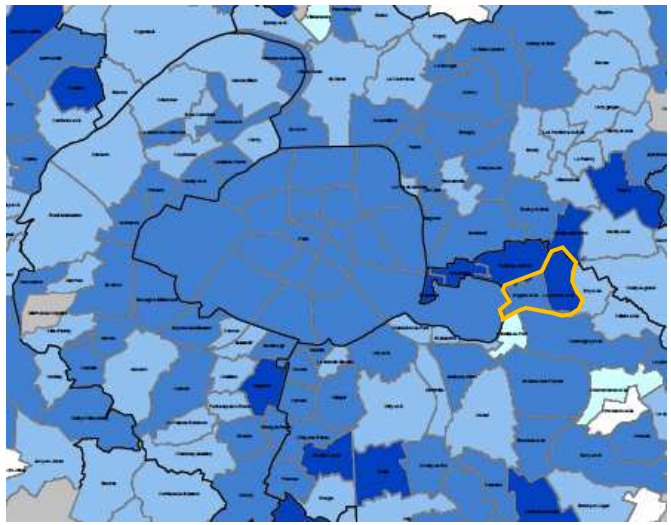
  … malgré une offre peu abondante
- **Localement, plus de 1 550 demandes sont en cours (demandes enregistrées par les communes) :**
  - 763 à Nogent,
  - 791 au Perreux
- **73% des demandeurs inscrits sur le territoire habitent le parc locatif privé**
- En ce qui concerne la satisfaction de la demande exprimée, seulement 210 logements ont été attribués sur le territoire en 2011. **Ainsi, il y a environ 7,4 demandes pour chaque attribution**
- Dans ce contexte, les communes doivent faire le tri parmi de centaines de dossiers pertinents (en termes de taille du ménage, revenus, etc.) pour attribuer les rares logements qui se libèrent.

671

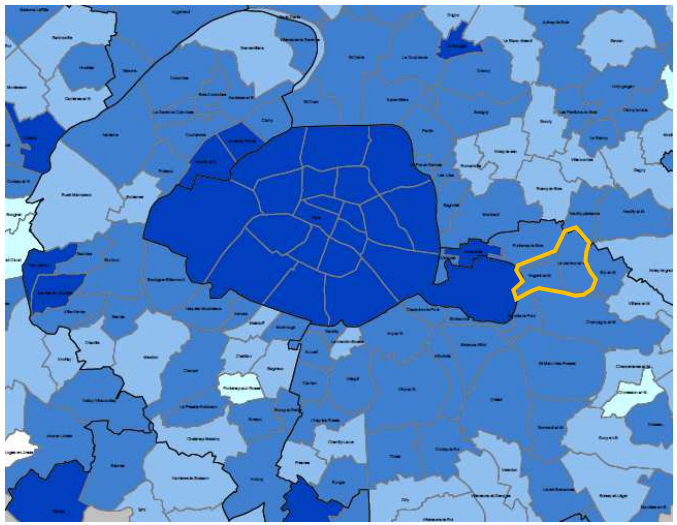
Une forte tension sur l'ensemble des typologies

La demande de logement social en Ile-de-France : le rapport entre l'offre et la demande (source: DRIHL 2013)

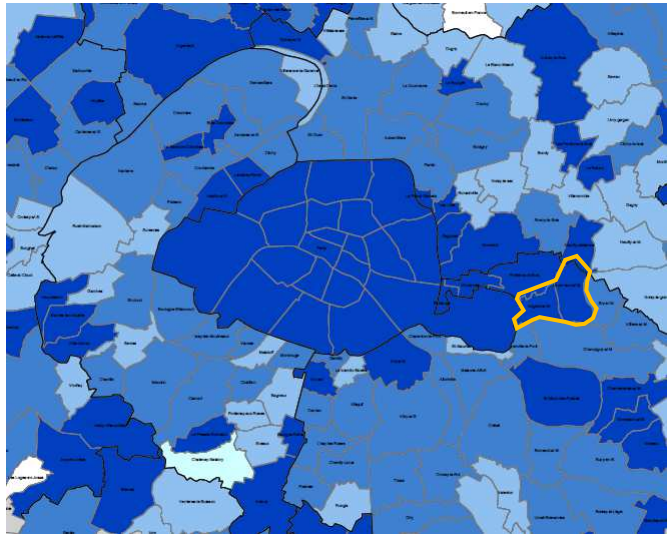
T1



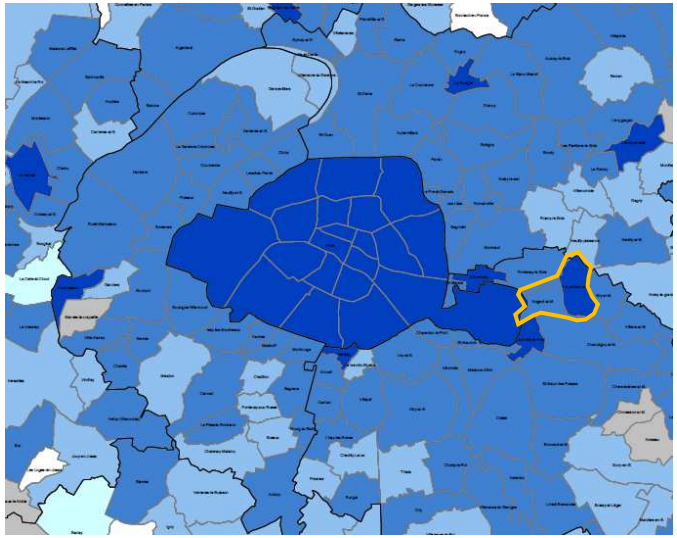
T3



T2



T4



Légende :

Niveau de tension

672

Une tension qui se répercute en bout de chaîne sur l'hébergement

- **De nombreuses structures existent, ont été créées récemment ou sont en projet sur le territoire de la CAVM :**
- Conformément à la loi DALO de 2007, le territoire dispose de plus de 64 places d'hébergement (1 pour 1 000 habitants), atteint du fait de la présence des CHRS de Nogent et du Perreux
- 11 logements temporaires créés par Valophis et AUVM au 5 rue Edmond Vitry à Nogent
- Construction de deux résidences pour jeunes actifs à Nogent pour une capacité totale de 143 places
- Construction d'un EHPAD de 82 chambres fin 2009 dans la ZAC du Canal
- Reconstruction en 2009 de l'EHPAD "les Lierres" au Perreux : passage de 65 à 88 lits
- Lancement mi-2014 de travaux de réhabilitation au Foyer Logement « Les Cèdres » à Nogent
- Projet de création d'un pôle gériatrique à Nogent (Favier-Lepoutre et Foyer Les Cèdres, rue Jean Soulès) avec l'extension du Foyer-Logement Les Cèdres (potentiel de 44 chambres, pour remplacer partiellement les 59 places aux Villemains qui seront rendues à Valophis fin 2015)

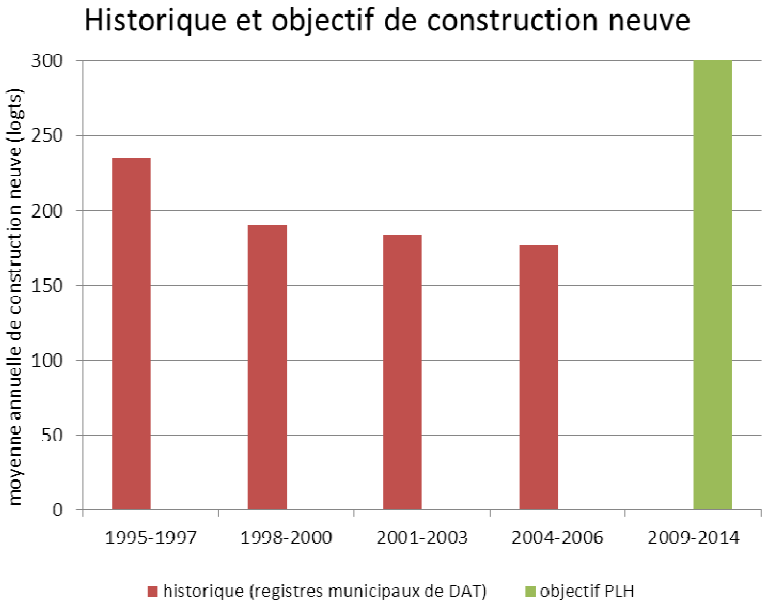
- **Mais sans une offre de droit commun comme « porte de sortie », ces structures fonctionneront mal et ne permettront pas de jouer leur rôle de sas**
- La liste d'attente pour entrer dans les foyer-logements pour personnes âgées est importante
- Les logements d'urgence détenus par les mairies ont, pour la plupart, perdu leur vocation de logement temporaire
- A Nogent, 56 demandes de logement social concernent des ménages en structure d'hébergement (soit 7% de la demande). Avec la mise en service des deux résidences sociales pour jeunes actifs, ce volume risque d'augmenter, la durée du séjour étant limité dans ce type d'offre.

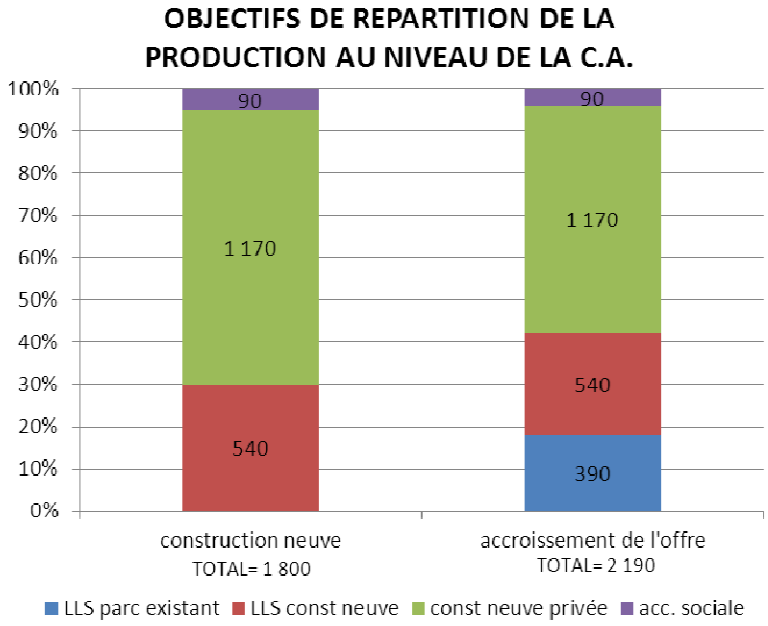
673

Une prise de conscience quant au besoin d'agir en particulier sur l'équilibre social de l'habitat

qui s'est manifestée par une concentration des efforts sur l'accroissement du parc social

Un PLH ambitieux en termes de niveau de production et de rééquilibrage social de l'offre





Source: PLH 2009-2014; Traitement: Semaphores

- **Un objectif de construction neuve ambitieux** (300 logements neufs par an) compte tenu de l'historique de construction sur le territoire (moins de 200 logements par an entre 1998 et 2006) et du niveau nécessaire pour maintenir la population en place, le « point mort » (100 logements par an)
- Concernant la diversification de l'offre, le PLH prévoyait 930 logements sociaux sur un total de 2 190 nouvelles résidences principales, soit un taux de **42% de logements sociaux dans l'accroissement de l'offre de résidences principales**. Si on ne regarde que la construction neuve, le PLH prévoit un taux de 30% de logements sociaux dans le flux (540 sur 1.800), conforme à la loi SRU (5ème alinéa de l'article L302-8 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- L'objectif de produire 42% de logements sociaux dans l'accroissement de l'offre de résidences principales était d'autant plus ambitieux qu'il reposait sur une importante mobilisation du parc existant pour créer des logements sociaux (390 logements, soit environ 18% de l'accroissement total. Il s'agit d'un niveau supérieur à de nombreuses autres collectivités.

675

Bilan de la mise en œuvre des actions prévues dans le PLH 2009-2014

Axe	Action	Appréciation de la mobilisation
Axe 1 : PERENNISER ET DIVERSIFIER L'OFFRE NEUVE D'HABITAT SUR LE TERRITOIRE	Action 1.1 Appuyer le développement et la qualité de l'offre neuve en logements locatifs sociaux conventionnés	
	Action 1.2 Développer l'offre de logements locatifs "intermédiaires"	
	Action 1.3 Faciliter les projets d'accession sociale à la propriété	
	Action 1.4 Aider à la prise en compte des objectifs du PLH dans les projets et documents d'urbanisme communaux	
	Action 1.5 : Disposer avec les communes d'un référentiel sur les capacités de construction neuve à long terme	
Axe 2 : AMELIORER ET VALORISER LES DIFFERENTS SEGMENTS DU PARC DE LOGEMENTS EXISTANTS	Action 2.1 Mobiliser les différentes opportunités d'acquisition-amélioration et de conventionnement pour développer et diversifier le parc locatif social	
	Action 2.2 Contribuer à l'amélioration du parc privé existant dans ses différentes dimensions	
	Action 2.3 Poursuivre l'amélioration du parc locatif social existant	
Axe 3 : VALORISER LA QUALITE RESIDENTIELLE DU TERRITOIRE DANS UNE PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	Action 3.1 Mener une action de diagnostic et d'amélioration de la performance énergétique des différentes offres de logements existants	
	Action 3.2 Appui à la réalisation d'opérations neuves "exemplaires" en matière de développement durable	
Axe 4 : PROPOSER UNE GAMME DE REPONSES ADAPTEES AUX BESOINS SPECIFIQUES	Action 4.1 : Développer la connaissance, l'offre et l'information des logements adaptés aux personnes handicapées	
	Action 4.2 : Favoriser l'adaptation de l'offre (neuve et existante) au vieillissement de la population	
	Action 4.3 : Renforcer l'offre de logement temporaire pour les jeunes en formation	
	Action 4.4 : Maintenir à niveau l'offre en hébergement sur le territoire	
	Action 4.5 : Développer des offres adaptées pour l'accueil des publics identifiés dans le PDALPD	
Axe 5 : GOUVERNANCE ET SUIVI DU PLH	Action 5.1 : Mettre en place des chartes avec les opérateurs	
	Action 5.2 : Créer un dispositif de pilotage et de suivi du PLH	
	Action 5.3 : Mettre en place un observatoire du PLH	

Principales actions mises en œuvre

Actions mises en place à l'échelle de la CAVM	Actions mises en places à Nogent-sur-Marne	Actions mises en places au Perreux-sur-Marne
- Subventions à la surcharge foncière - Prolongement du PST (mais aucune nouvelle opération, malgré 35K € d'études) - Réalisation de bilans de la production de logements pour les années 2009, 2010 et 2011 - Réalisation d'un bilan à mi-parcours du PLH - Délibération en Conseil Communautaire pour voter des crédits sur la mise en place d'un Observatoire	- Nouveau PLU élaboré entre 2010 et 2013 intégrant des dispositifs pour favoriser le logement social - Contrat de mixité sociale avec l'État - Subventions à la surcharge foncière - ZAC du Centre-ville et le secteur d'aménagement Baltard - Convention d'étude et de portage avec le SAF 94 - 3 biens préemptés pour réaliser du logement social et 1 préemption en cours - Aide à la réhabilitation du parc de l'OPH de Nogent - Thermographie aérienne et signature d'un "Protocole territorial relatif à la mise en œuvre du programme Habiter Mieux" en sept 2013 avec l'ANAH - Lancement mi-2014 de travaux de réhabilitation au Foyer Logement Les Cèdres - Création de deux résidences sociales pour jeunes actifs pour un total de 143 places - Création de 11 logements d'urgence AUVM rue Edmond Vitry	- Mise en place de dispositifs pour favoriser le logement social dans le POS : secteur de densification, bonus de constructibilité - Lancement fin 2013 de l'élaboration d'un PLU - Négociation avec les promoteurs (30% de LLS) - ZAC du Canal - Convention avec l'EPFIF - 5 biens préemptés (pour réaliser 92 logements sociaux) et 1 préemption en cours - Thermographie aérienne; mise en place d'un dispositif d'aide à la réalisation de diagnostics énergétiques - Construction d'un EHPAD de 82 chambres fin 2009 dans la ZAC du Canal; reconstruction et extension de l'EHPAD "les Lierres" en 2009 - Projet de foyer d'accueil pour handicapés mentaux légers (30 chambres)

677

Bilan des moyens financiers engagés

Investissements de la CAVM et des communes concourant à la production de logements locatifs sociaux

		2009	2010	2011	2012	2013	2014 (6 premiers mois)	Solde des prélèvements (seront engagés en 2014)	Total 2009-2014
Investissements CAVM (prélèvements des communes, versées à la CAVM jusqu'en 2013)	Nogent	190 000 €	0 €	510 000 €	0 €	296 655 €	0 €	469 392 €	1 466 047 €
	Le Perreux	176 620 €	0 €	406 400 €	355 000 €	0 €	760 000 €	4 218 €	1 702 238€
	sous total CAVM	366 620 €	0 €	916 400 €	355 000 €	296 655 €	760 000 €	473 610 €	**3 168 285€**
Investissements de la commune de Nogent (subventions pour surcharge foncière ou portage foncier)		232 625€	0 €	90 000 €	170 051 €	0 €	0 €		467 651€
Total CAVM / communes		599 245€	0 €	1 006 400 €	525 051 €	296 655 €	760 000 €		**3 660 961 €**

678

Environ 3,7 millions € investis sur la période 2009-2014, soit 9,50 € par habitant par an, en moyenne.

Des résultats modestes malgré les efforts

Bilan des réalisations 2009-2014

			Objectifs PLH				Réalisations effectives		Taux de réalisation
			construction neuve	logements locatifs aidés	synthèse objectifs CN et LLS	moyenne annuelle	moyenne annuelle 2009-2014	Total 2009-2014	
CA Vallée de la Marne	LLS	parc existant		930	390	65	47	284	73%
		const neuve	1800		540	90	47	280	52%
		const neuve privée			1 260	210	243	1 460	116%
TOTAL CA Vallée de la Marne			1800	930	2 190	365	337	2 024	92%
Nogent-sur-Marne	LLS	parc existant		372	112	19	23	140	125%
		const neuve	890		260	43	25	151	58%
		const neuve privée			630	105	117	699	111%
Le Perreux-sur-Marne	LLS	parc existant		558	279	47	24	144	52%
		const neuve	910		279	47	22	129	46%
		const neuve privée			630	105	127	761	121%

- Au global, **337 logements ont été livrés par an contre un objectif de 365, pour un total de 2024 logements (plutôt que 2190)**, soit un taux de réalisation de 92% de l'objectif global
- En moyenne, **243 logements privés neufs ont été livrés chaque année entre 2009 et 2014 (contre un objectif de 210), quand seulement 94 logements sociaux ont été mis en service (contre un objectif de 155)**
- Ainsi, **l'objectif de production de logements sociaux ne sera atteint qu'à hauteur de 61%** (564 logements sociaux mis en service contre un objectif de 930) et **l'objectif de production privée sera dépassé, pour un taux de réalisation de 116%** (1 460 logements privés neufs livrés contre un objectif de 1 260)

Bilan des réalisations 2009-2014 – détail par année

			Objectifs PLH	Réalisations effectives								Taux de réalisation
			moyenne annuelle	2009	2010	2011	2012	2013	prévisionnel 2014	moyenne annuelle 2009-2014	Total 2009-2014	
CA Vallée de la Marne	LLS	parc existant	65	119	34	94	0	4	22	47	284	73%
		const neuve	90	8	0	0	13	217	42	47	280	52%
	const neuve privée		210	428	411	84	170	236	131	243	1 460	116%
TOTAL CA Vallée de la Marne			365	555	445	178	183	457	195	337	2 024	92%
Nogent-sur-Marne	LLS	parc existant	19	53	0	76	0	0	11	23	140	125%
		const neuve	43	8	0	0	0	143	0	25	151	58%
	const neuve privée		105	244	198	64	59	134	0	117	699	111%
Le Perreux-sur-Marne	LLS	parc existant	47	66	34	18	0	4	22	24	144	52%
		const neuve	47	0	0	0	13	74	42	22	129	46%
	const neuve privée		105	184	213	20	111	102	131	127	761	121%

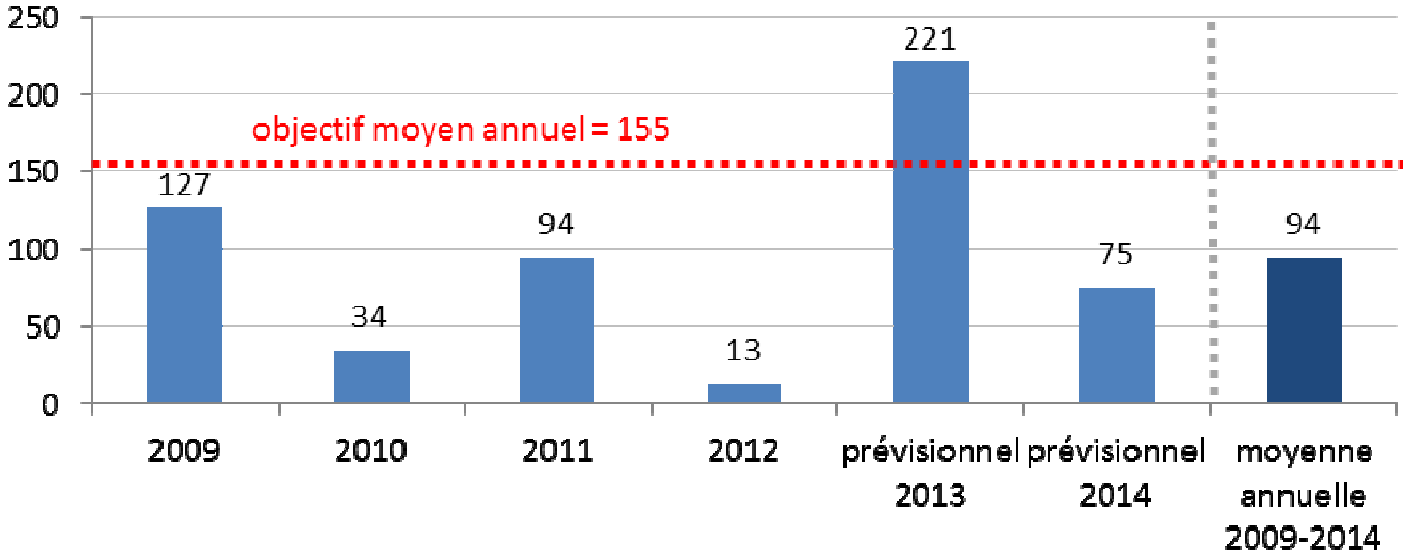
681

Une production des logements sociaux en deçà des objectifs

- **La production 2009-2011 (255 logements) est quasi exclusivement portée par des opérations dans l'existant** (acquisition-amélioration). Seuls 8 logements sociaux neufs ont été livrés sur cette période.
- Si l'année 2013 a vu la livraison d'un volume important de logements sociaux neufs (143 à Nogent dans les 2 résidences de jeunes travailleurs), cela n'a pas compensé l'absence d'opérations sur la première période triennale.
- De cette façon, **l'objectif de production de logements sociaux dans la construction neuve n'est atteint qu'à hauteur de 52% (280 réalisations contre un objectif de 540). L'objectif de production de logements sociaux dans l'existant, lui, est atteint à 73% (284 logements conventionnés contre un objectif de 390).**
- **Sur les 564 logements sociaux produits (construction neuve et acquisition-amélioration), seulement 383 sont des logements familiaux. C'est-à-dire que 181 des logements sociaux créés, soit environ un tiers de la production, sont des logements « spécifiques » dédiés à des publics en particulier (jeunes, personnes âgées, hébergement de personnes en difficulté, etc.).**

Logements sociaux mis en service sur la période 2009-2014 *

(source : inventaires SRU 2009-2013, agréments et permis de construire pour 2013 et 2014)



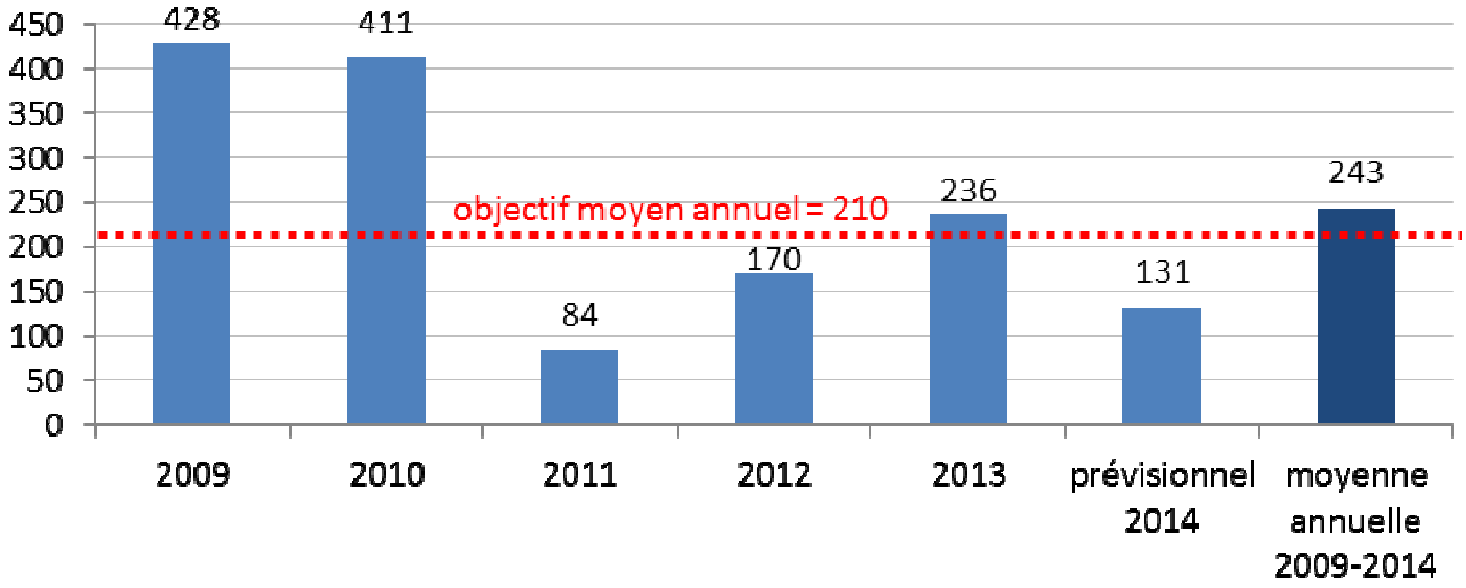
nb: Les logements sont classés par année au cours de laquelle ils ont été livrés. Ils sont généralement entrés dans l'inventaire SRU l'année suivant leur livraison (ils doivent avoir été mis en service avant le 01/01).

682

Une production privée peu maîtrisée

- 1 460 logements privés neufs livrés contre un objectif de 1 260

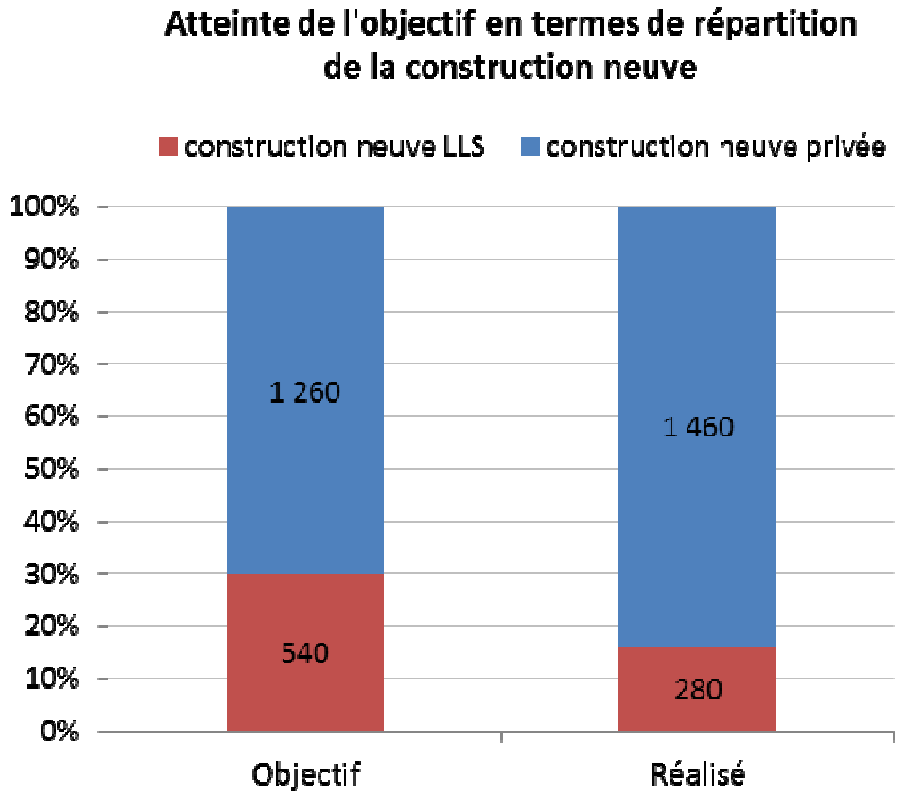
Logements privés neufs livrés sur la période 2009-2014
(source : données des communes (PC et DAT))

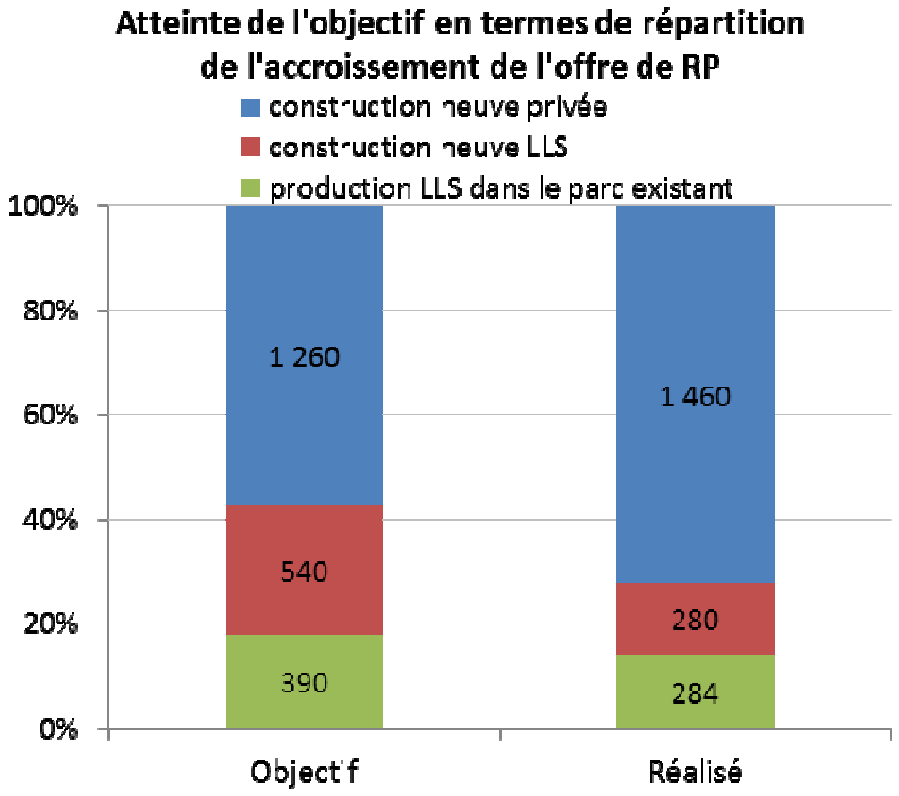


683

Construction neuve de logements privés	Objectifs PLH		Réalisations effectives								Taux de réalisation
	Total 2009-2014	moyenne annuelle	2009	2010	2011	2012	2013	prévisionnel 2014	moyenne annuelle 2009-2014	Total 2009-2014	
Nogent-sur-Marne	630	105	244	198	64	59	134	0	117	699	111%
Le Perreux-sur-Marne	630	105	184	213	20	111	102	131	127	761	121%

Des objectifs d'équilibre social non atteints





- La répartition visée dans la construction neuve (30% social / 70% privé) n'a pas été respectée car les 280 logements sociaux neufs livrés ne représentent que 16% des logements neufs livrés.

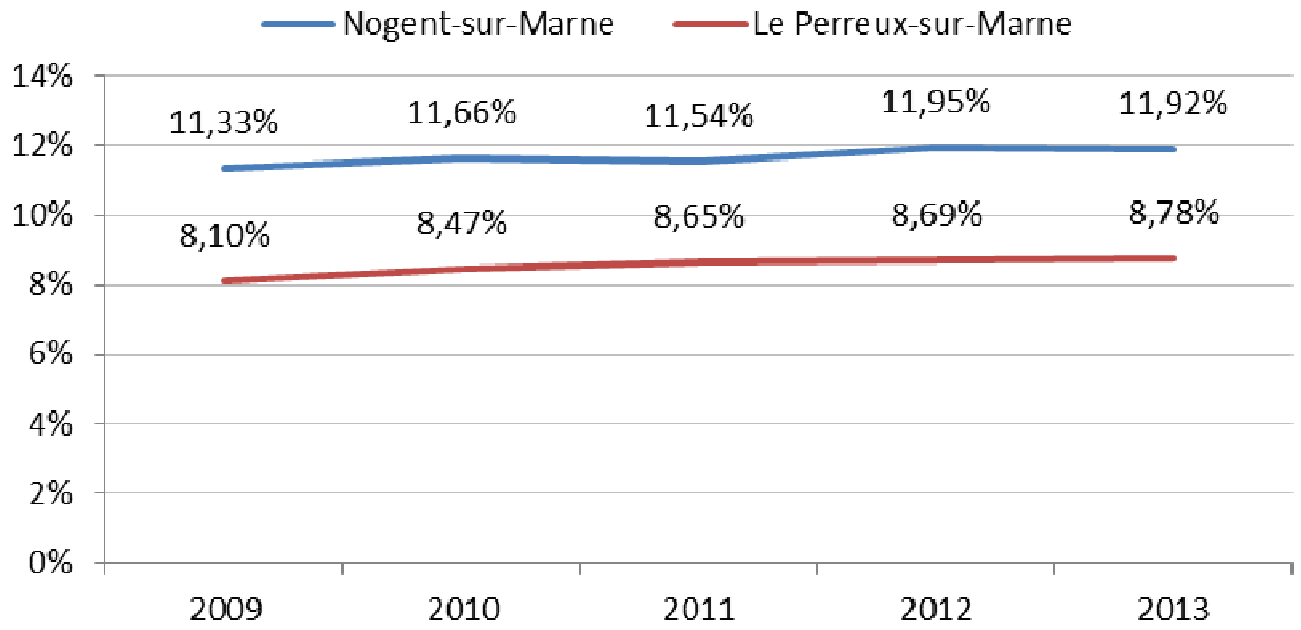
- La répartition visée dans l'accroissement de l'offre de résidences principales (42% social / 58% privé) n'a pas été respectée car les 564 logements sociaux mis en service ne représentent que 28% de l'offre totale produite.

684

Une quasi stagnation du taux SRU

- **Le taux de logements sociaux stagne à Nogent entre 2012 et 2013**. Dans le dernier **bilan triennal sur la période 2011-2013, seulement 82 logements ont été retenus** (30 livraisons déjà comptées dans un bilan antérieur + 52 logements en cours (41 qui sont désormais livrés et devront entrer dans l'inventaire 2014 et 11 qui seront livrés après l'échéance du PLH 2009-2014). Ainsi, **la commune n'a réalisé que 44% de son objectif triennal, et risque d'être carencée** sur la période 2015-2017.
- **Le Perreux voit son taux augmenter doucement**. En effet, **si la commune a réalisé son objectif triennal 2011-2013, c'est grâce à de nombreux projets qui n'ont pas encore été livrés.** Pour l'instant, seules 109 livraisons peuvent être identifiées sur la période 2011-2013, 173 si l'on prend en compte un prévisionnel de 64 logements en 2014). Entre-temps, 233 logements privés ont été livrés, et 760 logements de ce type seront livrés à fin 2014, soit un excédent de 130 logements par rapport à l'objectif de 630 (+21%).

Evolution du taux de logements sociaux entre 2009 et 2013 dans les deux communes de la CA VM *(source : inventaire SRU)*



685

Les marges de manœuvre du territoire dans un contexte renouvelé

Facteurs qui expliquent ce bilan mitigé

- **Des données de contexte sur lesquelles la collectivité pouvait difficilement intervenir**
  - Du foncier nu inexistant (les recettes de la TFPNB s'élèvent à 1€ dans les deux communes)
  - Une vague d'investissements dans la promotion privée liée à la réforme du dispositif Scellier. Cette conjoncture a contribué au déséquilibre entre la production libre et la production sociale.
  - Des niveaux de loyers importants dans le parc locatif libre qui rendent les opportunités de conventionnement peu attractives aux propriétaires bailleurs
  - Peu de DIA ont concerné des monopropriétés de logements collectifs (les biens les plus intéressants à préempter)
  - Recours fréquents contre les opérations collectives

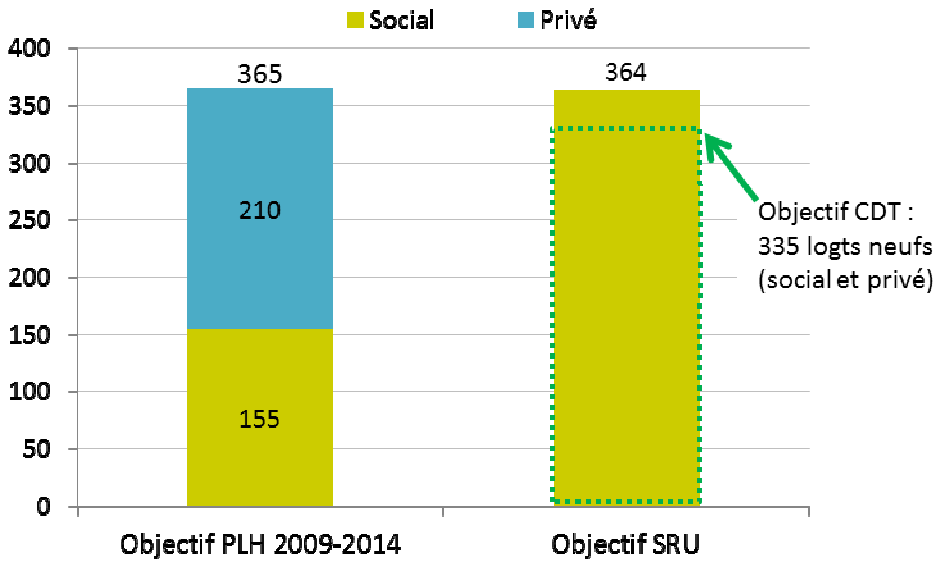
- **Des données de contexte qui demandent des moyens supplémentaires pour être infléchies par les pouvoirs publics**
  - Des prix fonciers très élevés, alimentés par la concurrence des promoteurs
  - Une frilosité de la part de certaines associations spécialisées dans l'intermédiation locative et la sous-location à acquérir/gérer du patrimoine sur le territoire de la CAVM au vu du manque de garanties de pouvoir reloger les ménages pris en charge (la sous-location étant un dispositif de logement temporaire)

- **Des difficultés liées à un délai entre l'adoption du PLH, sa mise en œuvre et ses effets**
  - La quasi absence de logements sociaux neufs sur la période 2009-2011 indique que la négociation avec les promoteurs pour intégrer une part de logements sociaux dans leurs opérations n'a porté ses fruits qu'en 2012-2013.

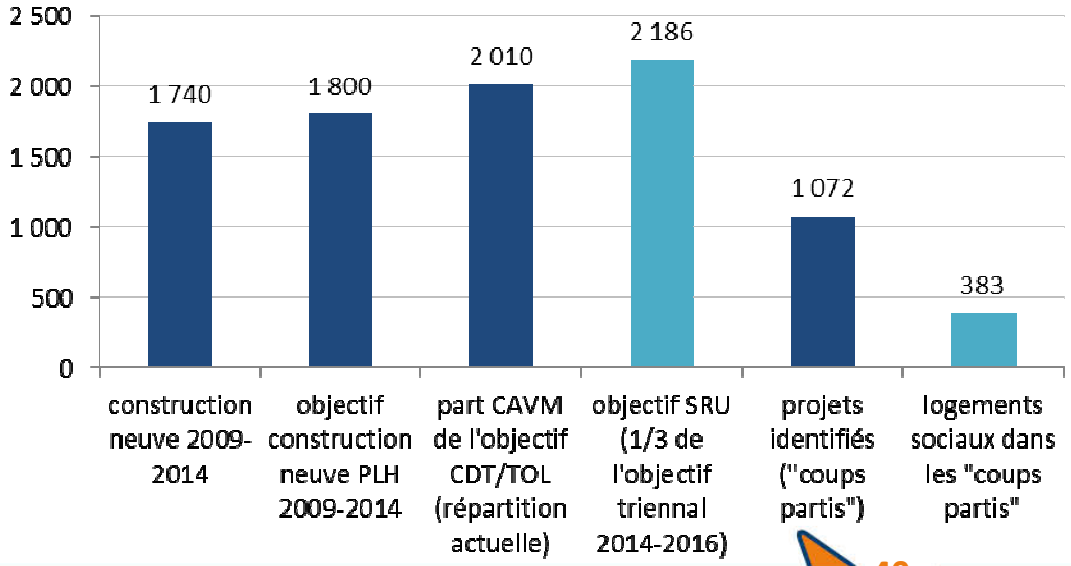
Un potentiel actuellement identifié très largement insuffisant

- **Si la répartition de l'objectif TOL (1 370 logements par an) entre les communes membres de la CDT Paris Est Entre Marne et Bois devait se réaliser selon les objectifs actuellement en vigueur sur les autres communes, la CAVM serait appelée à produire 335 logements par an.**
- Au vu du déficit de logements sociaux sur le territoire et des nouvelles règles concernant le rattrapage, **le territoire de la CAVM devrait produire 364 logements sociaux par an sur la période 2014-2016 (164 à Nogent et 200 au Perreux)**
- **Ainsi, le nombre de logements sociaux à produire dépasse l'objectif total qui risque d'être retenu.**
- **Si l'objectif SRU concerne l'ensemble de la production sociale (c'est-à-dire, construction neuve et mobilisation de l'existant) alors que l'objectif CDT ne concernera, à priori, que la construction neuve, atteindre l'objectif annuel SRU paraît difficile, d'autant plus qu'il n'y a que 380 logements sociaux en projet sur le territoire actuellement, tout type d'opération confondu.**

Les objectifs annuels du PLH précédent comparés avec les objectifs du CDT (théorique) et de la loi SRU



Comparaison du niveau actuel de production, des différents objectifs qui incombent au territoire et du potentiel actuellement identifié (*volumes sur 6 ans*)



Des gisements à exploiter dans le parc existant

- **Un gisement de monopropriétés à exploiter**
  - En 2011, 9.681 logements privés du territoire de la CA sont dans des monopropriétés, soit 29% de l'ensemble des logements du territoire (source: FILOCOM 2011). **Parmi ces logements privés en monopropriété, 3 099 sont des logements collectifs.** Ainsi, 9,4% de l'ensemble des logements du territoire font partie d'une monopropriété privée composée de plusieurs logements. **Capter seulement 10% de ce parc pourrait permettre de réaliser 310 logements sociaux.**

689

- **Des logements vacants à mobiliser**
  - Si le taux de vacance est globalement en baisse depuis 2001, de 8,4% du parc à 7,7% en 2013, la vacance « hors vacance conjoncturelle » (c'est-à-dire la vacance de plus d'un an) continue à représenter un volume important. Il est même en hausse depuis 2007, pour atteindre 1 088 logements en 2013, soit 3,3% de l'ensemble du parc. **Mobiliser un tiers de ce parc de logements vacants depuis plus d'un an permettrait de réaliser presque 400 logements sociaux.**

Evolution de la vacance « hors vacance conjoncturelle » (vacance de plus d'un an)
(source : Filocom, MEDDE d'après DGFiP)

	2001	2007	2011	2013
nb	1342	869	959	1088
% de la vacance	52%	36%	38%	43%
% de l'ensemble des logements	4,3%	2,7%	2,9%	3,3%

Contexte partenarial sur lequel s'appuyer

Collectivités/Financeurs

- Région Ile-de-France
- CG Val-de-Marne
- DRIHL/DRIEA UT 94
- Anah
- ACTEP
- Europe

Aménagement/Construction

- Services urbanisme des communes
- Opérateurs privés (FPI, FNAIM)
- Bailleurs sociaux

CAVM
Communes

Acteurs thématiques

- Portage foncier:
  - SAF 94
  - EPFIF
- Associations / fondations
- Syndics
- Entreprises
- Action Logement

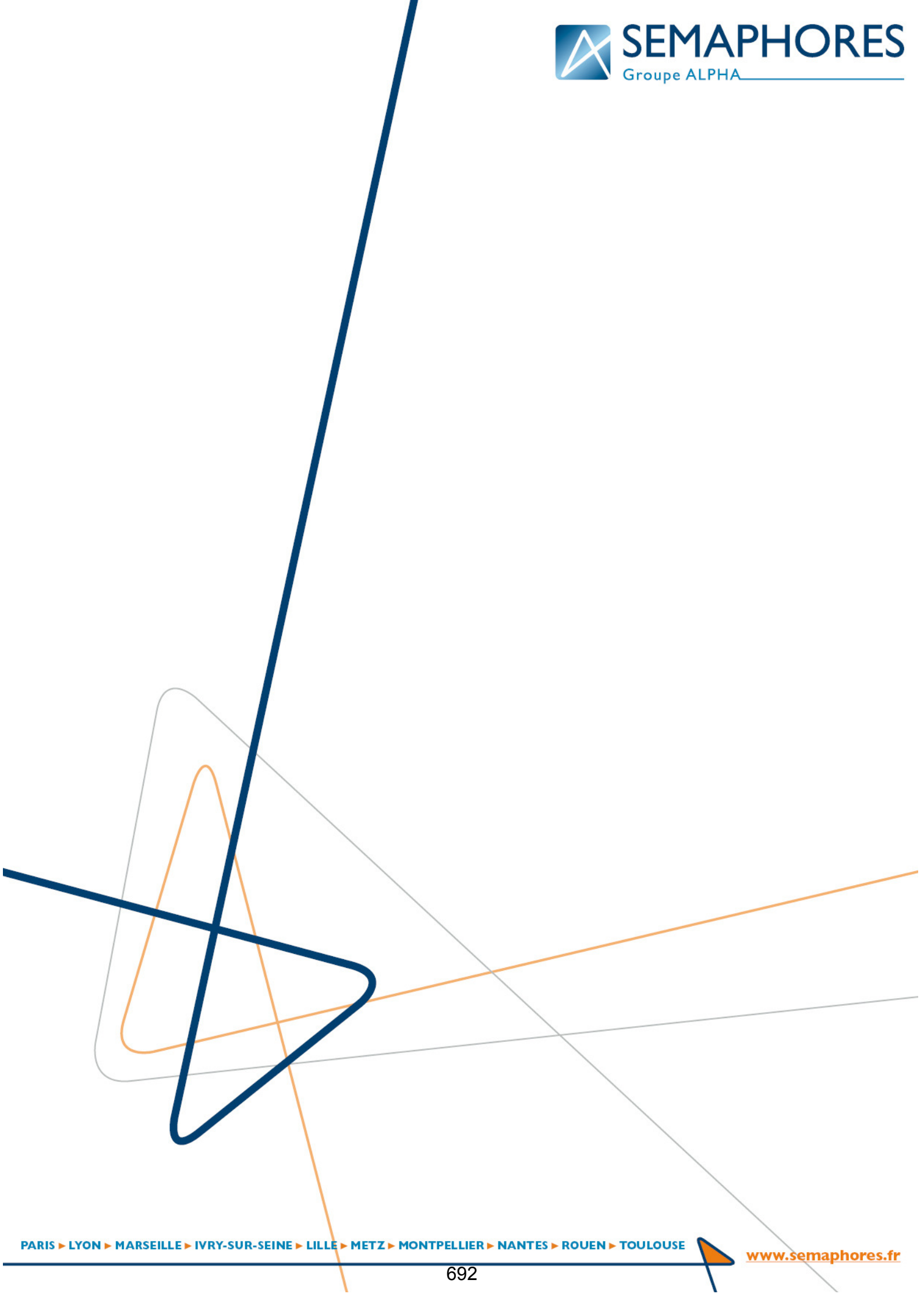
Observation/Aide à la décision

- ADIL 94
- IAU idf
- DRIHL/DRIEA UT 94
- Notaires

069

Programme Local de l'Habitat 2015-2020

Document d'orientations



Document d'étude réalisé par le cabinet Sémaphores

Maîtrise d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne

PREAMBULE : LES ENJEUX ET LES PRINCIPES DU PLH 2015-2020 2

Un besoin d'accroître et de diversifier l'offre de logement – un diagnostic qui n'est pas neuf 2

Une volonté de progresser qui se heurte à la réalité du terrain 3

Les deux grands principes qui guident ce nouveau PLH 3

LE SCENARIO D'ACCROISSEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS ET D'ACCUEIL DE NOUVELLES POPULATIONS 4

Un scénario à la fois ambitieux et réaliste 4

Un scénario qui demande un effort conséquent par rapport aux marges de manœuvre à court terme du territoire .. 6

Un scénario qui va necessiter d'importants investissements pour accueillir les nouvelles populations dans de bonnes conditions 7

Un scénario qui permet aux communes d'améliorer significativement leur taux SRU 9

LES ORIENTATIONS DU PLH 2015-2020 10

Mobiliser tous les moyens à disposition pour accélérer la production des logements sociaux 10

Fluidifier les parcours résidentiels 11

Renforcer la gouvernance de la politique de l'habitat 12

Préambule : les enjeux et les principes du PLH 2015-2020

Le document d'orientations du PLH fixe le scénario privilégié de développement de l'habitat sur le territoire pour les 6 années à venir (2015-2020). Ce scénario constitue alors l'objectif politique partagé sur la base duquel le programme d'actions et son financement seront échafaudés. Avant de présenter ce scénario, revenons sur les enjeux ressortis du diagnostic et les engagements politiques qui en sont issus.

Un besoin d'accroître et de diversifier l'offre de logement – un diagnostic qui n'est pas neuf

Le bilan à mi-parcours du PLH 2009-2014, finalisé en 2013, et le diagnostic pour ce nouveau PLH, ont été l'occasion de partager un certain nombre de constats concernant le développement résidentiel et l'évolution du territoire.

Par exemple, **l'on observe que le parc de logements est relativement bien entretenu**, avec peu de cas d'insalubrité, peu de vacance de longue durée, et un réel phénomène de renouvellement du parc, notamment du fait de l'attractivité du territoire auprès des promoteurs immobiliers.

Mais cette attractivité engendre des phénomènes d'exclusion, et **l'on constate que le marché immobilier sur les deux communes est non seulement inaccesible pour une bonne partie des ménages franciliens, mais aussi pour environ la moitié des ménages qui habitent déjà le territoire.** Ainsi, une part non-négligeable des habitants – et même des propriétaires – sont contraints de rester dans le logement qu'ils occupent actuellement, même s'il ne correspond plus à leurs besoins en termes de taille, loyer, etc., faute d'une offre adaptée dans des gammes de prix diversifiées.

Ces phénomènes sont visibles dans le profil des ménages ayant récemment emménagé sur le territoire (les ouvriers, artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont de moins en moins présents parmi les ménages mobiles), comme dans la répartition par revenus des ménages (où l'on observe une gentrification de la population locale).

Par ailleurs, **au délà des questions d'adéquation qualitative (de prix, de taille, etc.), la pression *quantitative* de la demande en logement est telle qu'un phénomène de mutation spontanée se développe dans le parc.** Des logements sont créés hors construction neuve, par restructuration : subdivision de logements existants, changement de destination de locaux à usage autre qu'habitation (commerces, dépendances comme des garages, etc.) vers de l'habitation. Sur le territoire de la CAVM, ce phénomène comptait ces dernières années pour 15 à 20% de l'accroissement du parc de résidences principales.

Ainsi, aujourd'hui, la CA Vallée de la Marne est pleinement consciente de l'importance à la fois :

- **de continuer à construire, pour participer à la réponse aux besoins en logement, très importants dans la région capitale, tels qu'ils sont évalués par la TOL (territorialisation de l'offre de logement)**

- **de produire davantage de logements accessibles financièrement, en particulier des logements locatifs conventionnés, dans une logique de réponses aux besoins des ménages au-delà de l'obligation règlementaire induite par l'article 55 de la loi SRU.**

Une volonté de progresser qui se heurte à la réalité du terrain

Ce diagnostic et la prise de conscience des élus du besoin d'intervenir n'est pas nouveau. Le territoire tente d'y répondre depuis plus de 10 ans et plus particulièrement à travers le PLH en cours qui arrive à son terme. Mais les contraintes sont multiples et l'expérience acquises ces dernières années montre qu'il est très difficile d'allier les exigences quantitatives de la production avec les exigences de diversification sur un territoire aussi tendu et attractif, tout en veillant à la qualité d'accueil et de mixité des quartiers.

En effet, le tissu urbain des deux villes est déjà constitué et il n'y a quasimment pas de fonciers nus. Les services des communes réalisent un travail « dans la dentelle » pour pouvoir préempter des biens opportuns pour créer du logement social, en étudiant l'ensemble de déclarations d'intention d'aliéner (DIA), mais les transactions d'immeubles en monopropriété sont plutôt rares, et les délais de montage de dossier difficiles à respecter. Les deux communes ont même signé des conventions avec des acteurs de portage foncier pour se doter d'une « force de frappe » au cas où des opportunités se présentent.

Cette complexité technique est redoublée par le souhait de la collectivité de produire du logement social de qualité et de respecter l'équilibre du territoire. En effet, il convient d'éviter de concentrer l'habitat social dans un secteur géographique, comme cela a été le cas dans le passé, sur le territoire de la CAVM, comme ailleurs. La collectivité tient également à maintenir le niveau d'équipement des habitants, ce qui implique l'extension des capacités d'accueil, voire la réalisation de nouveaux ouvrages, si le territoire devait voir sa population augmenter de façon significative.

Les deux grands principes qui guident ce nouveau PLH

Dans ce contexte, ce nouveau PLH réaffirme son engagement à peser sur ces enjeux à travers une double volonté :

- **d'intensifier l'action visant à améliorer l'équilibre social de l'habitat**, notamment via un travail plus approfondi de mobilisation du parc existant, en acquisition-amélioration comme en renouvellement urbain ;

- **d'améliorer la gouvernance de la politique locale de l'habitat**, en précisant les moyens de mises en œuvre et de suivi du PLH, notamment dans le partage des rôles entre les communes et la communauté d'agglomération. Une gouvernance renforcée qui a pour objectif d'améliorer la dimension opérationnelle et l'efficacité de la mise en œuvre de ce nouveau PLH.

Le scénario d'accroissement de l'offre de logements et d'accueil de nouvelles populations

Si la CAVM a la volonté d'agir sur l'équilibre social de l'habitat et d'améliorer la gouvernance habitat, elle souhaite aussi s'inscrire dans une stratégie réaliste et raisonnable en termes de développement résidentiel.

Le PLH 2009-2014 a fixé comme objectif la production de 300 logements neufs par an via la construction neuve.[1] 290 logements ont effectivement été livrés, en moyenne, chaque année.[2]

Avec environ 3,7 millions d'euros investis et plusieurs opérations de préemption, 94 logements sociaux ont été créés par an, en moyenne, dont 47 dans la construction neuve et 47 dans le parc existant, notamment en acquisition-amélioration. Ainsi, par ces efforts, **les logements sociaux ont représenté 16% de la construction neuve et 32% des résidences principales nouvellement créées.**[3]

Un scénario à la fois ambitieux et réaliste

Aujourd'hui la CAVM se donne de nouveaux objectifs, plus ambitieux que les réalisations effectives (et également plus ambitieux que les objectifs du précédent PLH), atteignables avec une mobilisation forte de la part de la CA, des communes et des partenaires :

- **la construction de 320 logements neufs (tout types confondus, libre, social, etc.) par an, en moyenne, dont :**
  - 150 à Nogent,
  - 170 au Perreux.

Ce niveau de production se dégage comme un cap quantitatif pertinent pour le prochain PLH de la CA Vallée de la Marne. En effet, si les 1.370 logements supplémentaires prévus annuellement sur le périmètre du CDT devaient se décliner selon les objectifs actuellement inscrits dans les PLH des territoires qui le compose, la CAVM devrait contribuer à hauteur d'environ 330 logements supplémentaires par an.

---

[1] Il visait également la création de 65 logements sociaux par an dans le parc existant : conventionnement sans travaux, acquisition-amélioration, etc. ; via les bailleurs sociaux ou des particuliers dans le cadre du Programma Social Thématique (PST) soutenu par l'Anah.

[2] Dont 243 logements privés (soit un volume supérieur à l'objectif privé) et 47 logements sociaux (soit un volume inférieur aux 90 logements sociaux visés).

[3] Concernant le mode de calcul de ce dernier chiffre, les logements sociaux créés dans le parc existant sont comptés dans le numérateur mais non pas le dénominateur, car ils intègrent l'inventaire SRU et, il est assumé qu'ils n'augmentent pas pour autant le volume de résidences principales du territoire.

- **un taux de 37% de logements sociaux dans la construction neuve** :
    - 40% à Nogent (soit 60 par an),
    - 35% au Perreux (soit 60 par an).
- **une augmentation du niveau de production de logements sociaux dans le parc existant :**
    - 25 par an, en moyenne, à Nogent,
    - 30 par an, en moyenne, au Perreux.

A l'instar du précédent PLH, celui-ci distingue la production sociale neuve (dont démolition-reconstruction) et celle issue de la mobilisation du parc existant (conventionnement sans travaux, acquisition-amélioration, ou, nouvelle possibilité introduite par la loi ALUR, l'intermédiation locative).

- **par conséquent, un taux de 55% quand l'on rapporte les nouveaux logements sociaux** (85 par an à Nogent et 90 au Perreux, soit 175 sur la CAVM)**, au volume de logements neufs visé** (150 à Nogent et 170 au Perreux, soit 320 sur la CAVM)

Ces différents engagements sont déclinés par commune et par types de produits dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Objectifs annuels du nouveau PLH (avec, pour rappel, les réalisations du précédent PLH)

		Réalisations 2009-2014			Objectifs nouveau PLH		
		Nogent	Le Perreux	CAVM	Nogent	Le Perreux	CAVM
Volume de la construction neuve		**142**	**149**	**291**	**150**	**170**	**320**
% de LLS dans la construction neuve		**18%**	**15%**	**16%**	**40%**	**35%**	**37%**
LLS	existant	23	24	47	25	30	55
	neuf	25	22	47	60	60	120
Construction neuve privée		117	127	244	90	111	201
Total construction neuve (privée + sociale)		142	149	291	150	170	320
Apport de la restructuration en résidences principales		20	20	40	20	20	40
Total apport résidences principales (Total CN + restructuration)		162	169	331	170	190	360
Apport en logements sociaux SRU		48	46	94	85	90	175
Taux de LLS SRU dans les nouvelles résidences principales (hypothèse : logements existants mobilisés ≠ vacants)		34%	31%	32%	57%	53%	55%

Un scénario qui demande un effort conséquent par rapport aux marges de manœuvre à court terme du territoire

Environ 1 010 logements neufs (c'est-à-dire hors opération d'acquisition-amélioration ou autre intervention sur l'existant) sont en projet sur le territoire[4]. À raison de 320 logements neufs par an, conforme au scénario proposé, ce volume correspond à environ 3,2 années de production.

En revanche, **avec 324 logements sociaux prévus dans ces projets, le logement social représente seulement 32% du flux de logements neufs prévu.** Ce potentiel, en l'état, permet d'assurer seulement 2,7 ans de production sociale neuve. Il doit être alimenté pour atteindre 37% de l'ensemble de la construction neuve (40% à Nogent et 35% au Perreux).

Enfin, **concernant la création de logements sociaux dans le parc existant, les projets recensés représentent un potentiel très réduit, correspondant à seulement une année de production.**

Tableau 2 : Potentiel recensé actuellement via les projets connus ou en gestation dans les communes (potentiel exprimé en termes d'années de la production visée par le scénario)

		Nogent	Le Perreux	CAVM
LLS	existant	0,0	2,0	1,1
	neuf	2,9	2,5	2,7
Construction neuve privée		5,8	1,5	3,4
Total construction neuve (privée + sociale)		4,6	1,9	3,2

[4] Il s'agit des projets en gestation et des projets pour lesquels les permis de construire sont déposés.

Un scénario qui va necessiter d'importants investissements pour accueillir les nouvelles populations dans de bonnes conditions

Ce scénario quantitatif global prévoit un accroissement du parc de logements de l'ordre de 320 logements neufs par an, dont 150 à Nogent et 170 au Perreux. Mais à cet accroissement, il convient d'ajouter l'accroissement du parc de résidences principales hors construction neuve.

En effet, **à la différence du précédent PLH, celui-ci tient compte du phénomène de création de logements supplémentaires en dehors de la construction neuve, c'est-à-dire par « restructuration »** : subdivision de logements existants, transformation de locaux à d'autres destinations vers de l'habitation, etc. En moyenne, 60 résidences principales par an ont été créées ainsi entre 2003 et 2013,[5] sans le concours de la « puissance » publique. Néanmoins, considérant que le vivier pour cette production va probablement diminuer,[6] l'on peut raisonnablement retenir comme hypothèse pour la période du prochain PLH, un volume de 40 résidences principales produites par an par ce biais (environ 20 sur chaque commune).

Ainsi, environ 360 nouvelles résidences principales seront produites par an.

En première analyse, sachant que la taille moyenne des ménages est de 2,13 personnes à Nogent et 2,25 personnes au Perreux, l'apport démographique de 360 résidences principales supplémentaires peut être estimé à 362 personnes par an à Nogent et 427 personnes au Perreux, ce qui porterait les populations communales à horizon du 1er janvier **2021** (terme du PLH) à respectivement **35 500 habitants et 36 650 habitants à Nogent-sur-Marne et au Perreux-sur-Marne, soit une augmentation d'environ 3 900 et 4 100 habitants respectivement.**

[5] Par rapport à 2003, 736 nouveaux logements ont été recensés par la base Filocom au 01/01/2013, sans que leur apparition puisse être attribuée à de la construction neuve. 595 de ces logements créés par restructuration étaient occupées en tant que résidence principale, soit une production moyenne annuelle de 60 résidences principales. Pour rappel, la base Filocom est un fichier constitué par la DGFiP à partir du fichier de la Taxe d'Habitation (TH), auquel sont rapprochés le fichier foncier (des propriétés bâties), le fichier des propriétaires et le fichier de l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP).

[6] Le principal vivier étant des très grandes maisons qui n'ont pas déjà été subdivisées.

Tableau 3 : Apport démographique de la construction de 320 logements neufs par an et la création de 40 résidences principales supplémentaires par restructuration

		2010	2011 *	2012 *	2013 **	2014 **	2015 ***	2016 ***	2017 ***	2018 ***	2019 ***	2020 ***	2021 ***
Nogent-sur-Marne	Apport RP				249	68	170	170	170	170	170	170	
	Apport démo.	333	337	340	531	145	362	362	362	362	362	362	
	Pop.	31 637	31 970	32 307	32 647	33 178	33 323	33 685	34 048	34 410	34 773	35 135	35 498
Le Perreux-sur-Marne	Apport RP				196	193	190	190	190	190	190	190	
	Apport démo.	232	233	235	440	433	427	427	427	427	427	427	
	Pop.	32 520	32 752	32 985	33 220	33 660	34 094	34 521	34 947	35 374	35 801	36 227	36 654

* Population estimée à partir du recensement INSEE 2010 et le taux de croissance annuelle moyenne observée entre 1999 et 2010 : 1,05% à Nogent, 0,71% au Perreux.

** Population estimée à partir des livraisons rencensées dans le cadre du bilan du PLH 2009-2014, et de la taille moyenne des ménages de chaque commune (2,13 à Nogent, 2,25 au Perreux).

*** Population estimée à partir du scénario d'accroissement des résidences principales (+165 par commune par an) et la taille moyenne des ménages de chaque commune.

Un scénario qui permet aux communes d'améliorer significativement leur taux SRU

Le tableau suivant calcule l'apport en logements sociaux comptabilisables dans l'inventaire SRU et projette le nombre de résidences principales afin de simuler l'évolution du taux SRU.[7]

Selon le scénario dans lequel s'engage la CAVM, le taux SRU à la fin du PLH (au 01/01/2021) atteindra 15,0% à Nogent et 12,1% au Perreux, soit une augmentation de respectivement 3,1 et 3,3 points.

Tableau 4 : Simulation du taux SRU au 1er janvier de chaque année entre 2015 et 2021

	Situation SRU au 1er janvier de chaque année								
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nogent-sur-Marne									
résidences principales	15 086	15 335	15 403	15 573	15 743	15 913	16 083	16 253	16 423
LLS SRU	1 798	1 893	1 952	2 037	2 122	2 207	2 292	2 377	2 462
Taux SRU	11,92%	12,34%	12,67%	13,08%	13,48%	13,87%	14,25%	14,62%	14,99%
Le Perreux-sur-Marne									
résidences principales	14 837	15 033	15 226	15 416	15 606	15 796	15 986	16 176	16 366
LLS SRU	1 302	1 380	1 444	1 534	1 623	1 713	1 802	1 892	1 981
Taux SRU	8,78%	9,18%	9,48%	9,95%	10,40%	10,84%	11,27%	11,69%	12,10%

[7] Les simulations se basent sur l'hypothèse selon laquelle la création de logements sociaux dans le parc existant n'augmente pas le stock de résidences principales. Pour rappel, par « création de logements sociaux dans l'existant », l'on fait référence à l'acquisition-amélioration, conventionnement sans travaux, intermédiation locative, etc.

Mobiliser tous les moyens à disposition pour accélérer la production des logements sociaux

Pour atteindre les objectifs du scénario, il convient d' :

- accélérer et faciliter les projets de logements sociaux en cours, afin que ces opérations se réalisent et dans des délais réduits,

- alimenter le « tuyau » de logements sociaux, afin que la production continue au-delà de 2016, et,en parallèle, maîtriser le volume de logements privés dans les opérations à venir.En effet, il convient de rester vigilant à l'équilibre entre les projets privés et sociaux, afin d'éviter l'éceuil du PLH précédent : un niveau de production de logements sociaux plutôt satisfaisant en termes de volume, mais ne correspondant pas aux objectifs en termes de taux. Les outils à mettre en place devront à la fois favoriser la production de logements sociaux et maîtriser la production privée.

La stratégie d'accélération de la production sociale s'articulera autour de 3 principaux leviers, actionnés par la CAVM et/ou les communes :

- **des engagements financiers importants, aux côté des bailleurs sociaux, avec la mise en place d'un système d'aide au logement social,**

- **la mobilisation des outils réglementaires du PLU qui favorisent le logement social,**

- **l'identification *active* des biens opportuns pour créer du logement social –** que ce soit pour des opérations de démolition-reconstruction, acquisition-amélioration ou conventionnement sans travaux **– et le partenariat avec d'autres acteurs afin que les négociations foncières aboutissent.**

Par ailleurs, le bilan du précédent PLH a mis en exergue la difficulté à équilibrer les opérations dans le parc existant, notamment en acquisition-amélioration. Ainsi, ce PLH adopte des objectifs raisonnables et réalistes en la matière. En effet, il paraît pertinent de permettre davantage d'opérations de renouvellement urbain, opérations qui permettent de réaliser davantage de logements sociaux et d'optimiser les investissements.

Concernant l'identification des biens opportuns pour créer du logement social, **il s'agit d'exploiter le rôle de la taxe d'habitation, qui permet une analyse à l'adresse, mais aussi les signalements que peut recevoir les communes concernant de l'insalubrité ou des infractions au règlement sanitaire départemental.** Pour ce faire, les liens entre les services qui recensent des problèmes d'hygiène et les services de négocation foncière devront être renforcés et il faudrait envisager la mise en place de procédure coercitives pour des propriétaires de mauvaise foi.

En termes de délais et de priorité, il convient d'entreprendre au plus vite une démarche active pour alimenter la production dans l'existant pour pouvoir livrer des opérations de ce type en 2016 et au-delà.

Fluidifier les parcours résidentiels

Au-delà de la production d'une offre supplémentaire et accessible financièrement au plus grand nombre, la CAVM souhaite fluidifier les parcours des ménages à l'intérieur du stock de logements.

En effet, la capacité d'accueil du territoire dépend largement de la rotation dans le parc. Le diagnostic a montré que le territoire est plutôt bien doté en grands et très grands logements, mais qu'une partie importante d'entre-eux sont occupés par des petits ménages, voire des personnes seules (pour rappel, 29% des maisons du territoire comptent trois pièces de plus que le nombre d'occupants). Ainsi, une part des grands logements perd sa vocation familiale.

Pour faciliter les parcours résidentiels, la CAVM emploira deux stratégies :

- L'élaboration d'une charte de mobilité avec les bailleurs sociaux pour facilier les parcours internes au parc social (stratégie qui pourra se découpler avec l'accroissement du contingent communal, que la CAVM pourra faire valoir via la mise en place d'un système d'aide (au-delà de la garantie d'emprunt)),

- La consolidation et renforcement des structures existantes pour les personnes âgées, notamment via le projet de Pôle seniors à Nogent, afin d'offrir un parcours résidentiel aux personnes âgées qui souhaitent quitter leur domicile tout en se maintenant sur le territoire communautaire.

Enfin, **les collectivités concourriront à la fluidification des parcours résidentiels, de manière indirecte, en travaillant sur l'attractivité des différents secteurs via un travail plus fin sur l'attribution des logements sociaux.** En effet, la concentration de difficultés sociales dans certains secteurs géographiques tend à limiter les choix résidentiels en rendant certains quartiers attractifs et d'autres inattractifs. Les lois ALUR, Lamy (loi pour la programmation pour la ville et la cohésion sociale) et MoLLE laissent de nouvelles marges de manœuvre aux collectivités locales en termes de politique de peuplement, via la création du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (créé par l'article 97 de la loi ALUR), la remise en ordre des loyers (rendue obligatoire par la loi MoLLE pour la deuxième génération des conventions d'utilité sociale des bailleurs sociaux) et la convention intercommunale d'objectif de mixité sociale (créée par l'article 8 de la loi Lamy, pour les territoires élaborant un contrat de ville). Sans aller jusqu'à l'élaboration du Plan partenarial de gestion de la demande – qui doit s'articuler avec la mise en place d'un fichier de gestion partagée de la demande – la CAVM pourra aller de l'avant en mettant en place les conditions de transparence concernant l'utilisation des contingents sur son territoire et en fixant des critères de priorité partagé avec les partenaires.

Soutenir les propriétaires dans l'amélioration des logements privés

Les collectivités du territoire s'engagent à poursuivre le développement des structures adaptées au regard des besoins locaux de personnes âgées et handicapées et de favoriser l'accessibilité aux logements et aux immeubles pour les personnes à mobilité réduite.

Dans ce sens, **la CAVM mettra en place une aide aux propriétaires réalisant des travaix d'adaptation au vieillissement et au handicap, qu'ils soient propriétaires-occupants ou propriétaires-bailleurs.**

En parallèle, **la CAVM poursuit sa politique de soutien de la rénovation énergétique.** En partant du bilan des aides mises en place dans les communes, qui ont notamment porté sur la réalisation de diagnostics énergétiques, la CAVM adaptera son aide pour augmenter son effet levier.

Par ailleurs, les collectivités continueront leurs actions pour concourir à résorber les quelques cas d'insalubrité existants.

Renforcer la gouvernance de la politique de l'habitat

L'effort de produire du logement – et, de surcroît, du logement social – est rendu ardu par le context territorial local, mais aussi par le contexte politique et partenarial très complexe.

Le nombre d'intervenants dans le champs de l'habitat est important car il recouvre des domaines divers : du portage foncier, au montage d'opération, à la construction, à la gestion immobilière et/ou sociale, etc., avec donc des types d'acteurs différents : professionnels, associations, organismes caritatifs, employeurs, représentants des salariés, etc. Pour orchester les travaux des différents intervenants et faire que leurs interventions soient complémentaires, **la CAVM doit animer un partenariat actif et impulser ses orientations**. Le PLH sert de tremplin en fixant ces orientations et les actions qui en découlent. La CAVM cherchera à jouer un rôle de « chef de file » en réunissant régulièrement les acteurs pour suivre la mise en œuvre du PLH.

Ce rôle devra se décliner en premier lieu dans le rapport et le **soutien aux communes dans leurs projets**. Les services Urbanisme des communes sont en effet très sollicités et ont besoin du concours de la CAVM pour accroître leur disponibilité et leur capacité à mener des travaux d'observation, de veille et de repérage afin d'aller au-devant des opportunités qui se présentent.

Aussi, **la CAVM tâchera à suivre la mise en place du PLH via l'observatoire de l'habitat, qui a vocation à être renforcé**, en lien avec le nouveau SIG dont s'est doté la CA.

Programme Local de l'Habitat 2015-2020

Programme d'actions

PROJET

PROJET

SEMAPHORES
Groupe ALPHA

Document d'étude réalisé par le cabinet Sémaphores

Maîtrise d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne

Avril 2015

TABLE DES MATIERES

I. Mobiliser tous les moyens à disposition pour développer la production de logements sociaux

Action 1. Mobiliser les outils réglementaires du PLU pour favoriser la production de logements sociaux.

Action 2. Faciliter l'accès au foncier pour les opérateurs sociaux (fonciers bâtis et non bâtis).

Action 3. Mobiliser et valoriser du parc existant par des opérations d'acquisition/amélioration ou via l'intermédiation locative.

Action 4. Engager des démarches de « concertation/information » auprès de la population pour favoriser l'intégration du logement social et faire connaître les différents produits.

Action 5. Développer une offre de logements intermédiaires.

Action 6. Renforcer le système d'aides financières au logement social.

II. Fluidifier les parcours résidentiels

Action 7. Adopter et généraliser la charte de mobilité signée entre la ville de Nogent-sur-Marne et Valophis.

Action 8. Engager un travail sur les attributions de logements sociaux plus larges que les seules mutations.

Action 9. Renforcer l'offre d'hébergement en direction des publics spécifiques.

III. Soutenir les propriétaires privés dans l'amélioration des logements privés

Action 10. Aider les propriétaires occupants (PO) à réaliser des travaux d'adaptation au vieillissement et au handicap.

Action 11. Poursuivre la politque de soutien à la rénovation énergétique.

Action 12. Création d'une plateforme internet.

IV. Renforcer la gouvernance de la politique de l'habitat

Action 13. Définir et réunir régulièrement une instance partenariale de suivi du PLH.

Action 14. Mettre en place un observatoire de l'habitat.

PROJET

I. Mobiliser tous les moyens à disposition pour développer la production des logements sociaux

Action 1. Mobiliser les outils réglementaires du PLU pour favoriser la production des logements sociaux

Constats issus du diagnostic

- Si les objectifs de la TOL ont été atteints à 92 % sur la période 2009-2014 (avec la livraison de 2093 logements neufs au lieu des 2190 prévus), l'objectif de production de l'offre sociale n'est atteint qu'à 60% .
- Si la répartition de l'offre de logements en terme de typologie est relativement équilibrée sur le territoire (offre d'hébergements temporaires, logement étudiants et jeunes actifs, logements familiaux ou résidences personnes âgées), les parcours résidentiels restent difficiles.

Objectifs de l'action

- Favoriser l'émergence d'opérations de logements locatifs sociaux via des oppurtunités foncières où le logement social est privilégié.
- Veiller à l'équilibre de l'offre afin de permettre le parcours résidentiel.
- Adapter l'offre nouvelle et le parc existant à la diversité des besoins.

Modalités de mise en œuvre

- CAVM : Suivre les modifications et révisions des documents d'urbanisme et vérifier leur cohérence avec le PLH.
- Nogent-sur-Marne : À l'occasion d'une modification du PLU adopté en 2014 :
  - Mise en place d'un bonus de constructibilité pour le logement social (jusqu'à 100% de l'emprise au sol).
  - Augmenter le taux de **L**ogements **L**ocatifs **S**ociaux à produire dans le secteur de mixité sociale.
  - Abaissement, pour toute opération de construction neuve, de la surface de plancher de 1000 m² à 800 m² ou 12 logements, obligeant à comporter un pourcentage de LLS.
- Le Perreux-sur-Marne : À l'occasion de l'élaboration en cours du PLU, mettre en place :
  - L'obligation pour les constructions neuves privées de comporter un pourcentage minimum de logements locatifs sociaux.
  - Des emplacements réservés, dont certains pour des opérations à dominante sociale.
  - Un bonus de constructibilité pour le logement social.
  - Des règles de stationnement qui favorisent l'équilibre financier des opérations de logement social.

PROJET

Actions liées

- Action 2 : Faciliter l'accès au foncier pour les opérateurs sociaux (bâtis et non bâtis).
- Action 7 : Renforcer le système d'aides financières au logement social.

Calendrier

Echéancier					
2015	2016	2017	2018	2019	2020
Arrêt du projet PLU du Perreux	PLU Le Perreux Modification du PLU de Nogent	Suivi PLH	Suivi PLH	Suivi PLH	Suivi PLH

Pilote(s)

- Les communes.

Partenaire(s)

- CAVM.
- Bailleurs sociaux.
- EPFIF / SAF.

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)			Echéancier					
			2015	2016	2017	2018	2019	2020
Le Perreux-sur-Marne	Humains (en ETP)	Le Perreux	1.3	0,5	0,05	0,05	0,05	0,05
	€	78 000	50 000	20 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Nogent-sur-Marne	Humains (en ETP)	Nogent	0,05	0.05	0,05	0,05	0,05	0,05
	€	12 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000

(Financement intégré au budget des communes)

Indicateurs de suivis

- Taux SRU des communes.
- Part des logements locatifs sociaux dans les logements neufs.
- Taux de logements locatifs sociaux demandé dans les secteurs de mixité sociale des PLU communaux.
- Nombre d'emplacements réservés avec une part obligatoire de logements sociaux.

Action 2. Faciliter l'accès au foncier pour les opérateurs sociaux (fonciers bâtis et non bâtis)

Constats issus du diagnostic

- Un foncier disponible rare et cher qui nécessite un long travail de prospection.
- Peu de foncier public disponible.

Objectifs de l'action

- Favoriser l'émergence et l'équilibre financier d'opérations de logements locatifs sociaux.
- Permettre aux bailleurs sociaux d'être concurrentiels en leur faisant bénéficier en amont des informations détenues par les services communaux.
- Augmenter et diversifier l'offre sociale via des opérations d'acquisition/amélioration.

Modalités de mise en œuvre

- CAVM : Appui dans le repérage.
- Les deux communes : À l'aide du rôle de la taxe d'habitation, identifier à l'adresse :
  - Les monopropriétés anciennes le long des axes destinés à se renouveler et à se densifier (maisons ou immeubles, par exemple le long de Bd Strasbourg et Bd Alsace Lorraine).
  - Les immeubles en monopropriété (sur l'ensemble du territoire).
- Affiner ce premier repérage avec un travail de terrain et le croiser avec l'outil SIG qui vient d'être mis en place par la CAVM.
- Suivi des DIA.
- Emplacements réservés.

Actions liées

- Action 1 : Mobiliser les outils réglementaires du PLU pour favoriser la production de LLS.
- Action 5 : Engager des démarches de « concertation/information » auprès de la population.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.

PROJET

Partenaire(s)

- CAVM.
- EPFIF/SAF.
- Bailleurs sociaux.
- Services de l'Etat.

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	Nogent	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05
€	12 000 €	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Humains (en ETP)	Le Perreux	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05
€	12 000 €	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000

Indicateurs de suivis

- Nombre de fonciers acquis par des organismes de logement social.
- Nombre d'immeubles collectifs en monopropriété.
- Nombre de monopropriétés anciennes le long des axes destinés à se renouveler et à se densifier (maisons ou immeubles, par exemple le long de Bd Strasbourg et Bd Alsace Lorraine).
- Nombre de préemptions.
- Nombre d'emplacements réservés.

PROJET

Action 3. Mobiliser et valoriser le parc existant via des opérations de conventionnement avec ou sans travaux et l'intermédiation locative

Constats issus du diagnostic

- La vacance structurelle (supérieure à 2 ans) de logements bien qu'inférieure à la moyenne du département constitue un potentiel de développement de l'offre sociale à exploiter.
- Une part importante des grands logements sont sous-occupés (12% des résidences principales, et jusqu'à 29% des maisons).

Objectifs de l'action

- Augmenter et diversifier l'offre de logements locatifs sociaux à travers des opérations de conventionnement avec un opérateur social.
- Aider au renouvellement et à la valorisation du parc existant via des opérations de conventionnement avec travaux.
- Résorption de la vacance de longue durée.

Modalités de mise en œuvre

- Repérage et prospection auprès des propriètaires de logements vacants.
- Abondement financier des aides de l'ANAH par la CAVM dans le cadre de convention avec un opérateur social.
- AMO avec une agence immobilière à vocation sociale (AIVS).

Actions liées

- Action 4 : Engager des démarches de « concertation/information » auprès de la population.
- Action 12 : Création d'une plateforme internet pédagogique.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- La CAVM.
- Les communes.

PROJET

Partenaire(s)

- AIVS.
- ANAH, Conseil Général, Conseil Régional (financeurs).
- Associations agrées Solibail.
- Agences immobilières.

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
ETP		0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12
€	30 000 €	5000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €

Indicateurs de suivis

- Nombre de dossiers traités (étudiés et finalisés).

PROJET

Action 4. Engager des démarches de « concertation/information » auprès de la population pour favoriser l'acceptabilité de l'habitat collectif

Constats issus du diagnostic

- Recours au contentieux sur les permis de construire qui ralentissent la production de logements.
- Méconnaissance de la diversité du logement social, de son financement, des modalités d'attribution qui contribue à entretenir une image négative.

Objectifs de l'action

- Rendre visible et valoriser l'action publique en matière de logement.
- Mettre en valeur le rôle d'accueil que peut avoir le parc locatif social pour des ménages locaux, notamment les jeunes, personnes âgées, défavorisées.
- Valoriser l'image du logement social au travers notamment de la mise en avant des opérations exemplaires.
- Diminuer les recours contre les projets de logements sociaux.

Modalités de mise en œuvre

- Renforcer l'information sur l'offre et la demande de logement social sur les sites communaux, articles sur le logement social dans les journaux municipaux et sur le site de la CAVM.
- Réunions de quartier.

Actions liées

- Action 2 : Faciliter l'accès au foncier pour les opérateurs sociaux.
- Action 3 : Mobiliser et valoriser le parc existant.
- Action 12 : Création d'une plateforme internet d'information.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.
- La CAVM.

Partenaire(s)

- La presse.
- Les opérateurs.

PROJET

Moyens humains et financiers dédiés

Intégré au budget communication des communes.

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	Nogent	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05
€	12 000 €	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Humains (en ETP)	Le Perreux	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05	0.05
€	12 000 €	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000

Indicateurs de suivis

- Nombres de réunions publiques (et participants).
- Nombres d'articles dans la presse municipale.
- Nombre de recours sur permis de construire.
- Part de ménages aux revenus PLS (100 à 130% des revenus PLUS) parmi les demandeurs de logements sociaux.

PROJET

Action 5. Développer une offre de logements intermédiaires

Constats issus du diagnostic

- Compte tenu du contexte du marché immobilier local (avec un écart important entre les loyers libres et ceux du parc locatif social), développer une offre locative intermédiaire.
- Les revenus des foyers fiscaux des ménages de la CAVM sont plus élevés que la moyenne départementale, avec une forte représentation des cadres et professions intermédiaires (>60% de la population active).
- L'Etat souhaite développer le logement locatif intermédiaire (assimilable à du Pinel institutionnele) sur les territoires tendus et lance à cet effet un fonds de logement intermédiaire (« Intermédio ») qui aura vocation à produire 13 000 logements de ce type à horizon 2022 (en zone A bis, A et B1).

Objectifs de l'action

- Favoriser une gamme de produits diversifiés permettant de répondre à une demande mixte.
- Réaliser des logements sociaux supplémentaires, **en sus** des logements sociaux classiques.
- Favoriser la mixité et les parcours résidentiels.
- Répondre à une demande existante.

Modalités de mise en œuvre

- Négociation avec les bailleurs sociaux afin que ceux-ci proposent des produits PLI ou USL en plus des obligations réglementaires.
- Travail d'information et d'aide au montage des dossiers auprès des opérateurs privés.
- S'assurer que cette offre correspond aux attentes et aux capacités financières des ménages, en terme de typologie et niveau de loyer.

Actions liées

- Action 5 : Engager des démarches de « concertation/information ».
- Action 12 : Plateforme internet.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.

PROJET

Partenaire(s)

- Bailleurs sociaux.
- Promoteurs.

Moyens humains et financiers dédiés

- Agents mutualisés Villes/Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne.
- Relations publiques.

Indicateurs de suivis

- Nombre de logements intermédiaires réalisés en distinguant les PLS, PLI, ULS…
- Suivi qualitatif du rôle joué sur le marché local de ces offres (clientèle effective…).

PROJET

Action 6. Renforcer le système d'aides financières au logement social

Constats issus du diagnostic

- Pour réduire l'écart avec les objectifs SRU et triennaux, il a été décidé dans le programme d'orientations d'atteindre à l'issue du PLH un taux de 15 % de LLS pour Nogent et 12% pour le Perreux.

  Ceci permettrait de renforcer l'équilibre social de l'habitat tout en maintenant le caractère patrimonial qui fait le charme et l'attractivité de nos communes.

  En terme de programmation, cela équivaut à réaliser sur 6 ans :

  Constructions neuves : 60 LLS / an/ Commune.

  Parc existant :

  25 LLS/an pour Nogent (dont 20 LLS par acquisition et 5 en locatif social).

  30 LLS/an pour le Perreux (dont 20 LLS par acquisition et 10 en locatif social).

Objectifs de l'action

- Favoriser l'émergence et l'équilibre financier d'opérations de logements locatifs sociaux.
- Fixer un cadre à l'octroi de subventions afin que les opérateurs puissent anticiper les montants d'aides en amont des acquisitions foncières.

Modalités de mise en œuvre

- Aide accordée en contrepartie de réservations permettant une plus grande maîtrise du peuplement du parc social.
- Aide à l'équilibre financier des opérations (règlement à définir).
- Garantie d'emprunt.

Actions liées

- Action 1 : Mobiliser les outils réglementaires du PLU pour favoriser la production de LLS.
- Action 2 : Faciliter l'accès au foncier pour les opérateurs sociaux.

Calendrier

Durée PLH.

Pilote(s)

- Les communes.

PROJET

Partenaire(s)

- La CAVM.
- Bailleurs sociaux.

Moyens humains et financiers dédiés

Prévision budgétaire (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Nogent						
€	3 800 000 €	800 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €
	Le Perreux						
€	3 700 000 €	450 000 €	450 000 €	700 000 €	700 000 €	700 000 €	700 000 €

Ce budget sera abondé autant que nécessaire, en fonction des opportunités et sollicitations des bailleurs sociaux.

Indicateurs de suivis

- Nombre d'opérations financées (constructions neuves ou acquisition amélioration).
- Montant moyen de l'aide octroyée.
- Déductions aux pénalités SRU (prélèvement et majoration).

PROJET

II. Fluidifier les parcours résidentiels

Action 7. Adopter et généraliser la charte des mutations internes signée entre la ville de Nogent-sur-Marne, la CAVM et Valophis

Constats issus du diagnostic

- Faible mobilité dans le parc social du fait des contraintes qui pèsent sur les bailleurs en terme de droits de réservation.

Objectifs de l'action

- Répondre aux besoins des locataires.
- Introduire de la fluidité dans le parc social.

Modalités de mise en œuvre

- Nogent-sur-Marne et Valophis ont signé une « charte des mutations internes » mettant à disposition du bailleur le contingent municipal pour faciliter les demandes de changement de logement des locataires en place.
- Réaliser un bilan de la charte de mobilité un an après sa mise en œuvre pour l'évaluer et ensuite l'élargir aux deux communes et à l'ensemble des bailleurs présents sur le territoire de la CAVM.

Actions liées

- Action 13 : Définir et réunir régulièrement une instance partenariale de suivi du PLH.

Calendrier

Echéancier					
2015	2016	2017	2018	2019	2020
Adoption de la charte	Bilan de la charte	Généralisation de la charte			

PROJET

Pilote(s)

- Les communes.
- La CAVM.

Partenaire(s)

- Bailleurs sociaux

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)		0,1	0,1	0,02	0,02	0,02	0,02
€	11 200 €	4 000 €	4 000 €	800 €	800€	800€	800€

Indicateurs de suivis

- Nombre de mutations internes réalisées sur le contingent communal et intercommunal.
- Taux de rotation du parc locatif social.

PROJET

Action 8. Engager un travail sur les attributions de logements sociaux plus large que les seules mutations

Constats issus du diagnostic

- Les réservataires du parc social travaillent de manière isolée et indépendante.

Objectifs de l'action

- Permettre l'émergence d'une gouvernance intercommunale de la politique d'attribution.
- Harmoniser les pratiques tout au long du processus et garantir la lisibilité du système par le demandeur.
- Veiller à l'équilibre social du peuplement (composition familiale, situation économique, etc.).

Modalités de mise en œuvre

- Rédaction d'un document cadre, d'une politique d'attribution s'appliquant en totale transparence à l'ensemble des acteurs.
- Signature d'un accord collectif intercommunal destiné à partager entre les communes et entre les partenaires (bailleurs et réservataires) la responsabilité de loger les personnes répondant aux critères de priorités nationaux et locaux en fixant à chacun d'entre eux des objectifs.
- Rapprochement avec la Préfecture pour la gestion des demandeurs DALO sur le contingent préfectoral.

Actions liées

- Action 4 : Engager des démarches de « concertation/information ».
- Action 12 : Plateforme internet.
- Action 13 : Définir et réunir régulièrement une instance partenariale de suivi du PLH.

Calendrier

- Dès l'entrée en vigueur du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.
- La CAVM.

PROJET

Partenaire(s)

- Préfecture.
- Bailleurs sociaux.
- Associations.

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	0,30	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
€	12 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €

Indicateurs de suivis

- Mise en place d'un accord collectif intercommunal.
- Nombre d'attributions réalisées pour lesquelles les communes ont proposé des candidats (ces attributions relevant du contingent communal ou délégué aux communes).

PROJET

Action 9. Renforcer l'offre d'hébergement en direction des populations spécifiques.

Constats issus du diagnostic

- Demande en accueil et hébergement en hausse.
- La loi du 25 mars 2009 impose 1 place en structure d'hébergement pour 1000 habitants.
- Le « porter à connaissance » reçu préconise un rapprochement avec la moyenne départementale qui est de 2 places pour 1000 habitants.

Objectifs de l'action

- Répondre à des besoins spécifiques : personnes âgées, personnes à mobilité réduite (PMR), étudiants ou jeunes actifs, hébergements d'urgence.

Modalités de mise en œuvre

- Projet de pôle séniors (résidence autonomie).
- Deux projets en cours à Nogent avec Valophis :
  - 35 et 35 bis rue Hoche : 25 logements relais gérés par l'AUVM,
  - 5 rue Edmond Vitry : 11 logements relais gérés par l'AUVM.
- Développement d'une offre étudiante.

Actions liées

- Action 2 : Faciliter l'accès au foncier pour les opérateurs sociaux.
- Action 6 : Renforcer le système d'aides financières au logement social.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.
- La CAVM.

Partenaire(s)

- Opérateurs spécialisés.
- Services de l'Etat.
- Associations.

PROJET

Moyens humains et financiers dédiés

- Agents mutualisés Villes/Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne.

Indicateurs de suivis

- Nombre de logements créés.
- Nombre de places d'hébergement créées.

PROJET

III. Soutenir les propriétaires dans l'amélioration des logements privés

Action 10. Aider les propriétaires occupants (PO) à réaliser des travaux d'adaptation au vieillissement et au handicap.

Constats issus du diagnostic

- Les personnes âgées de plus de 75 ans, sur le territoire de la CAVM, représentent 8,5 % de la population et cette part est en augmentation permanente.

Objectifs de l'action

- Favoriser la réalisation de travaux d'adaptation des logements pour le maintien à domicile des personnes âgées ou à mobilité réduite.

Modalités de mise en œuvre

- AMO avec un acteur spécialisé pour le diagnostic et l'aide au montage du dossier de demande de subvention.
- Amélioration de l'information afin de promouvoir les travaux d'adaptation.
- Aide communale pour l'achat de mobilier.

Actions liées

- Action 12 : Création d'une plateforme internet.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.
- La CAVM.

PROJET

Partenaire(s)

- Caisses de retraite
- MDPH
- CAF

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	Nogent	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
€	48 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Humains (en ETP)	Le Perreux	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
€	48 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €

Indicateurs de suivis

- Nombre de dossiers traités en diagnostic et réalisation.
- Nombre de réunions d'informations.

PROJET

Action 11. Poursuivre la politique de soutien de la rénovation énergétique

Constats issus du diagnostic

- Bien que bien entretenu, le parc de logements sur le territoire est relativement ancien. 65% des logements du territoire ont été construits avant 1975, année de mise en place de la première réglementation sur la performance thermique dans le bâtiment ancien.
- Une infographie thermique a été réalisée sur Nogent et le Perreux et un « point info énergie » a été mis en place dans le cadre du programme « Habiter Mieux » (2014-2017).

Objectifs de l'action

- Favoriser, à travers le PLH, les orientations nationales portées par le Grenelle de l'environnement en matière de performances énergétiques des logements, notamment existants.
- Poursuivre les opérations de sensibilisation et de campagne d'information.
- Encourager les travaux de réhabilitation du parc existant, aussi bien privé que social.
- Contribuer à une meilleure maîtrise des charges pour les ménages occupants (propriétaires occupants, locataires du privé et du social).
- Elargir les aides au diagnostic et travaux de rénovation aux propriétaires bailleurs.

Modalités de mise en œuvre

- Aide à la rénovation énergétique du parc social ancien (OPH de Nogent).
- Elargissement des aides communales à la rénovation énergétique aux propriétaires occupants et bailleurs.

Actions liées

- Action 3 : Mobiliser et valoriser le parc existant.
- Action 5 : Engager des démarches de « concertation/information ».
- Action 12 : Plateforme internet.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- Les communes.
- La CAVM.

PROJET

Partenaire(s)

- ANAH.
- Ademe (notamment au niveau des outils de communication).
- AIVS.

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	Nogent	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
€	120 000 €	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Humains (en ETP)	Le Perreux	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
€	120 000 €	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000

Indicateurs de suivis

- Classement du patrimoine existant en terme de performance énergétique.
- Nombre et répartition des logements ayant bénéficié d'une amélioration énergétique.

PROJET

Action 12. Créer une plate forme internet

Constats issus du diagnostic

- Les informations sur les différentes aides aux propriétaires existent mais sont dispersées et quelque fois difficiles d'accès.
- Les plateformes publiques d'information (ADIL, DRIHL..) sont plutôt destinées aux locataires.

Objectifs de l'action

- Informer et conseiller les propriétaires dans leurs projets d'amélioration, de rénovation, de transformation ou d'extension de leur logement ou immeuble.

Modalités de mise en œuvre

- Création d'un portail internet avec différents partenaires (ANAH, ADIL, Ademe..) permettant aux propriétaires de disposer d'une information simple, hiérarchisée et renvoyant aux différentes dispositions et services compétents.
- Au sein de nos communes, ce dispositif sera renforcé par la mise en place d'une permanence technique ayant pour objet de délivrer des conseils aux propriétaires.
- « Point Info Energie ».

Actions liées

- Action 4 : Engager des démarches de « concertation/information » auprès de la population.

Calendrier

- Durée du PLH.

Pilote(s)

- CAVM.
- Communes.

Partenaire(s)

- ANAH.
- ADIL.
- ADEME.

PROJET

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	0,30	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
€	12 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €

Indicateurs de suivis

- Nombre de visiteurs sur le portail internet.
- Nombre d'appels téléphoniques et de rendez-vous.

PROJET

IV. Renforcer la gouvernance de la politique de l'habitat

Action 13. Définir et réunir régulièrement une instance partenariale de suivi du PLH

Constats issus du diagnostic

- Faible transversalité des différents acteurs du logement.
- Manque de pilotage en continu sur la période de mise en œuvre du précédent PLH.

Objectifs de l'action

- Développer la communication, le partage d'expériences et l'échange d'informations entre les différents professionnels du secteur du logement (collectivité, bailleurs sociaux, associations, agences immobilières, promoteurs..).
- Mutualiser, développer les partages d'expériences et de solutions innovantes, que ce soit en terme de construction, d'attribution, de gestion locative…

Modalités de mise en œuvre

- Comité de suivi.
- Réunions partenariales.
- Conférence annuelle inter bailleurs.

Actions liées

- Action 14 : Mettre en place un observatoire de l'habitat.

Calendrier

Durée du PLH.

Pilote(s)

- CAVM.
- Les communes.

PROJET

Partenaire(s)

- Bailleurs sociaux.
- Professionnels du logement (agences immobilières, promoteurs…).
- Services de l'Etat.

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)	0,30	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
€	12 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €

Indicateurs de suivis

- Fréquence de réunions.
- Nombre de partenaires mobilisés.

PROJET

Action 14. Mettre en place un observatoire de l'habitat

Constats issus du diagnostic

- Absence de véritable observatoire de l'habitat.
- Des données mobilisables (auprès des communes et des partenaires) sous exploitées.

Objectifs de l'action

- Organiser le suivi et l'animation du PLH durant les 6 années.
- Evaluation de la mise en œuvre des objectifs et des actions pour les réorienter si nécessaire.

Modalités de mise en œuvre

- Réaliser un bilan à mi-parcours du PLH ainsi qu'un bilan annuel.

Actions liées

- Action 13 : Définir et réunir une instance partenariale de suivi du PLH.

Calendrier

Echéancier					
2015	2016	2017	2018	2019	2020
Mise en place de l'observatoire			Réaliser le bilan à mi-parcours du PLH		

Pilote(s)

- CAVM.

Partenaire(s)

- Communes.
- Personnes morales associées au PLH et partenaires de la mise en œuvre.

PROJET

Moyens humains et financiers dédiés

Moyens consacrés (total 6 ans PLH)		Echéancier					
		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Humains (en ETP)		0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
€	24 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000€	4 000 €	4 000 €	4 000 €

Ce budget comprend également une partie du développement du SIG.

Indicateurs de suivis

- Les livraisons des logements via les DAT et les inventaires SRU, ainsi que les projets immobiliers en cours.
- Le financement des logements sociaux (agréments de l'Etat et octroi d'aides financières).
- La demande et les attributions des logements sociaux (objectifs inscrits dans la charte de mobilité).
- Les négociations foncières et procédures liées.
- L'offre d'hébergement et de logements adaptés.
- Les signalements et suivis des problématiques dans le parc privé.

PROJET

ANNEXE

PERMIS DE CONSTRUIRE ACCORDES EN 2014-2015

LE PERREUX SUR MARNE

Date d'accord	Nom	Adresse	Nombre de logement	Nombre de LLS	Observations
2014	SCI Franco Suisse	35 bd Liberté/Claude J. Romain	57	15	
	SSCV J2MAG	144 av. Gabriel Péri	16	16	
	Sarl Patrignani Aedificat	153 av. Pierre Brossolette	20	6	
	SCICIV Even Nogent	141 av. Pierre Brossolette	11	1	
	Beryl investissement	9 rue des Fratellini	18	6	
	Valophis (ex SEMIDEP)	Villa Maison Blanche		43	Conventionnement
	Humanisme et Habitat	12 rue du Canal		1	Conventionnement
2015	SSCV J2MAG	119 av. Gabriel Péri (angle De Gaulle)	23	5	En instruction au 09/04/15
	CA Immobilier	183 à 187 av. Pierre Brossolette	43	13	En instruction au 09/04/15
		TOTAL	188	106	

NOGENT SUR MARNE

Date d'accord	Nom	Adresse	Nombre de logement	Nombre de LLS	Observations
2014	SA Cie Foncière du Dôme	69-71 rue des Héros Nogentais	39	12	
	Franco Suisse	107-109 rue Théodore Honoré	58	18	(Projet actuel)
	COGEDIM / I3F	71-75 bd de Strasbourg	88	28	1ère tranche
	Eiffage	4-12 av. de Joinville	79	42	
2013-2014	Eiffage	4-12 av. de Joinville	64	/	Entité autonome
2015	INFA	55 rue Lequesne	160	160	Foyer logement étudiant (PLAI)
		TOTAL	488	260	

NB : D'autres opérations dont les permis non encore déposés s'y ajouteront.

PROJET

PROJET

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION AVEC LA RATP RELATIVE A LA GARE ROUTIERE PROVISOIRE AVENUE DES MARRONNIERS

La réalisation du Projet Urbain Nogent-Baltard, composé d'aménagements publics et d'un programme de construction mixte (logements, bureaux, activités, crèche et parkings) réalisé par la société Eiffage, nécessite la libération totale du site de l'assiette foncière nécessaire aux constructions et la réorganisation temporaire du fonctionnement des voiries du quartier.

Toutes les activités RATP présentes actuellement sur le site doivent être relocalisées provisoirement, avant le démarrage des travaux, pour permettre la continuité du service public de transport et libérer les infrastructures actuelles (hors gare RER A) pour leur démolition.
Les services RATP et les attachements techniques sont relocalisés sur trois sites : la place Pierre Sémard sur des terrains RATP, l'actuelle gare routière en surface côté avenue des Marronniers et un site provisoire à Sucy-en-Brie pour accueillir des ateliers.

Par ailleurs, la société Eiffage installera ses locaux provisoires de cantonnement de chantier sur l'actuelle gare routière en surface et sur le parking arrière de l'école Victor Hugo.

La gare routière RATP est amenée à être démolie dans sa partie au sud de l'avenue de Joinville, pour la construction du nouveau parking souterrain.
Cependant, le fonctionnement de la gare routière doit perdurer, en lien avec le pôle intermodal de transports.

Son déplacement provisoire, le temps des travaux, sur l'avenue des Marronniers a été acté. L'installation de la RATP sur le domaine public de la ville nécessite la mise à disposition du dit domaine à la RATP et la passation d'une convention définissant les modalités d'occupation jusqu'à la mise en service d'une gare routière définitive validée par le STIF.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/88
Convention d'occupation avec la RATP relative à la gare routiere provisoire avenue des marronniers

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi N°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la délibération du Conseil Municipal N°06/189 du 11 décembre 2006 approuvant le Contrat de Pôle adopté le 14 novembre 2006 par le Comité de pilotage du Pôle PDU de la gare RER A de Nogent-sur-Marne,

Vu la délibération du Conseil Municipal N°10/32 du 8 mars 2010 approuvant le contrat de programme entre la Commune de Nogent-sur-Marne, la Régie Autonome des Transports Parisiens et la société Eiffage Immobilier Ile-de-France,

Vu la délibération du Conseil Municipal N°14/21 du 12 février 2014 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux de création d'une gare routière provisoire de ligne de bus n°113 et 1 20 – avenue des Marronniers,

Vu le Mémorandum sur le Projet Urbain – Cité d'Affaires Nogent Baltard signé le 30 mars 2015,

Vu le projet de convention d'occupation de la gare routière provisoire de Nogent-sur-Marne ci-annexé,

Considérant le projet de Cité d'Affaires Nogent-Baltard,

Considérant que la mise en œuvre du Projet Urbain nécessite la démolition de la gare routière existante et qu'il appartient à la Ville d'installer une gare routière provisoire sur son domaine public et de la mettre à la disposition de la RATP jusqu'à la mise en service d'une gare routière définitive,

Considérant que la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux de création d'une gare routière provisoire a été conclue le 21 Juillet 2014 entre la RATP et la Ville,

Considérant qu'il convient désormais de prévoir les modalités d'occupation de cette gare routière provisoire par la Ville au profit de la RATP, jusqu'à la mise en service de la gare routière définitive dans le cadre du Projet Urbain,

Considérant l'intérêt général lié à la réalisation du Projet Urbain,

Considérant que le projet de convention ci-annexé permet le maintien du service public des transports au profit de la population nogentaise jusqu'à la mise en service de la gare routière définitive,

Considérant qu'il convient donc de conclure ladite convention à titre gratuit,

Après examen en Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : approuve la convention d'occupation de la gare routière provisoire ci-annexée, dans le cadre du Projet Urbain – Cité d'Affaires Nogent Baltard.

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation de la gare routière provisoire.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

CONVENTION

D'OCCUPATION
DE LA GARE ROUTIERE PROVISOIRE

DE NOGENT SUR MARNE

DOCUMENT PROJET – VERSION DU 13/05/2015

Entre les soussignées,

La commune de NOGENT SUR MARNE dont l'Hôtel de Ville est situé Place Roland Nungesser 94130 Nogent sur Marne

Représentée par son maire M. Jacques JP. MARTIN, dûment habilité en vertu de la délibération n° 14/104 du 12 mai 2014,

ci après dénommée **« la Ville »**

d'une part,

Et

La Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 777 663 438, dont le siège est situé 54 quai de la Rapée à Paris 12ème,

Représentée par

ci-après dénommée « **la RATP** »

d'autre part,

PROJET

PREAMBULE

A la suite de l'identification, sur le territoire de la Commune de Nogent-sur-Marne, du pôle d'échanges RER A comme pôle prioritaire du réseau PDU d'Île-de-France, l'Etat, le Conseil Régional d'Île-de-France, le Conseil Général du Val-de-Marne et la Ville de Nogent-sur-Marne ont approuvé le contrat de pôle, le 14 novembre 2006, modifié par un schéma de référence notifié par le STIF le 14 novembre 2014.

Le quartier, situé en entrée de ville ouest de la Commune, concentre des enjeux forts et stratégiques, notamment en matière de développement économique et de logements.

Ainsi, la Ville de NOGENT-SUR-MARNE a décidé de réaménager ledit quartier dans le cadre d'un « *Projet Urbain* » qui couvre trois secteurs :

- le pôle gare RER A appartenant à la RATP pour la plus grande partie : gares routière et RER et parking de soutien régional,
- la boucle verte appartenant à la RATP (locaux d'exploitation RATP),
- et la Place Pierre Sémard appartenant à la RATP : voirie, places de stationnement et bureaux RATP).

La réalisation du Projet Urbain nécessite la démolition de la gare routière existante appartenant et gérée par la RATP, à charge pour la Ville, d'installer sous sa maîtrise d'ouvrage et à ses frais, une gare routière provisoire sur son domaine public (avenue des Marronniers) et de mettre celle-ci à disposition de la RATP jusqu'à la mise en service d'une gare routière définitive validée par le STIF.

Une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée a été passée le 21 Juillet 2014 entre la RATP et la Ville afin de déterminer les modalités techniques, administratives et financières des travaux d'installation de la gare routière provisoire sur le domaine public de la Ville.

Il est à présent nécessaire de prévoir les modalités d'occupation et de mise à disposition de cette gare routière par la Ville au profit de la RATP jusqu'à la mise en service de la gare routière définitive dans le cadre du Projet Urbain.

Les Parties se sont donc rapprochées et ont convenu de ce qui suit :

Article 1. OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'occupation domaniale par la RATP, et de maintenance des équipements de la gare routière provisoire de Nogent sur Marne située avenue des Marronniers entre l'Avenue des Châtaigniers et l'Avenue Clémenceau.

Article 2. DESIGNATION DES LIEUX ET DES EQUIPEMENTS - DEFINITION DU PERIMETRE DE LA GARE ROUTIERE PROVISOIRE

2.1 La gare routière provisoire est implantée sur le domaine public de la Ville, avenue des Marronniers.

2.2 L'annexe n°1 définit le périmètre de la gare routière provisoire mis à disposition de la RATP pour y assurer sa mission de service public des transports en commun à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention jusqu'à la date à laquelle les clôtures de chantier seront implantées.

PROJET

L'annexe n°2 définit le périmètre de la gare routière provisoire mis à disposition de la RATP pour y assurer sa mission de service public de transport en commun à compter de la date à laquelle les clôtures de chantier seront implantées jusqu'au terme de la présente convention.

2.3 Afin que la RATP assure sa mission de service de transport public, la Ville :

- autorise l'implantation de potelets bus (identification des points d'arrêts des bus) conformément aux plans figurant en **annexes n°1 et n°2** de la présente convention ;

- met à la disposition de la RATP un Espace Vie Bus (« EVB ») alimenté (courants forts, courants faibles et fluides) depuis la gare RER, tel que défini dans la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée visée dans le préambule.

La RATP est responsable de l'installation des équipements suivants au sein de l'EVB : un écran SIEL et son support, un ADUM (« *Appareil Distributeur à l'Usage des Machinistes* »), une borne internet, une télévision, un appareil Sélecta, une fontaine à eau, le mobilier, un lecteur de badge pour le contrôle d'accès. Ces équipements appartiennent à la RATP. Aucun transfert de propriété de ces équipements au profit de la Ville n'est prévu par la présente convention.

Article 3. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa notification par la Ville à la RATP.
Elle prendra fin de plein droit le jour de la mise en service de la nouvelle gare routière définitive de la Ville.

Article 4. ETAT DES LIEUX

La mise à disposition de l'Espace Vie Bus (EVB) sera constatée par un procès-verbal de mise à disposition valant état des lieux, établi contradictoirement entre les Parties.
La mise à disposition emportera transfert à la RATP des risques et de la garde de l'EVB.

Au terme de la présente convention, la RATP s'engage à remettre l'EVB conformément à son état initial décrit dans le procès-verbal de mise à disposition, sous réserve des dégradations liées à l'usure normale d'un EVB.

Article 5. CONDITIONS FINANCIERES

Au regard de l'intérêt général lié à la réalisation du Projet Urbain dont découle la présente convention, du fait qu'elle permet le maintien du service public des transports au profit de la population nogentaise jusqu'à la mise en service de la gare routière définitive de la Ville et des accords conclus entre la Ville et la RATP dans le cadre du Projet Urbain, la présente occupation domaniale est consentie par la Ville à la RATP à titre gratuit.

Article 6. OBLIGATIONS RESPECTIVES

Les conditions d'accès à cet espace, par tout autre véhicule, devront recevoir l'accord commun de la VILLE et de la RATP.

PROJET

6.1 Obligations de la Ville

Les arrêtés de police nécessaires à la réglementation de la circulation au sein de la gare routière provisoire seront pris par la Ville préalablement à la mise à disposition de cette-dernière.

Ainsi, seuls sont autorisés à circuler ou s'arrêter sur cet espace :

- les véhicules de transports en commun,
- les véhicules de dépannage, d'entretien ou de nettoyage du domaine public,
- les véhicules de service nécessaires à l'exploitation de la gare routière et la gare RER,
- les véhicules de secours et d'urgence,
- les véhicules de transport habilité PMR,
- les véhicules de police,
- Les véhicules de chantier intervenant dans le cadre de la réalisation du Projet Urbain.

Les riverains sont autorisés à circuler sur l'avenue des Marronniers pour accéder à leur immeuble d'habitation.

Tout autre véhicule souhaitant circuler dans cet espace devra avoir reçu l'accord préalable de la Ville et de la RATP

La Ville s'engage à solliciter l'avis conforme de la RATP avant toute modification des lieux mis à disposition. La demande d'avis conforme devra être transmise par écrit par lettre avec AR au correspondant de la RATP identifié à l'article 7 de la présente convention, et au plus tard 1 mois avant la date de mise en œuvre prévisionnelle de cette modification. Cette dernière ne devra en aucun cas être de nature à entraver l'exécution de la mission de service public des transports incombant à la RATP. La RATP dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande d'avis pour transmettre son accord ou son refus à la Ville. A défaut de réponse de la RATP dans le délai de 15 jours précité, cette dernière sera réputée avoir donné un accord tacite à la Ville.

La Ville assure l'entretien et la maintenance :
- des voies de circulation et des trottoirs
- du mobilier urbain lui appartenant,
- de la signalisation,
- de l'éclairage public,

à l'exclusion des zones et équipements entretenus par la RATP définis à l'article 6.2 de la présente convention.

6.2 Obligations de la RATP

La RATP entretient et maintient en bon état de propreté les équipements nécessaires à la réalisation de sa mission de service public de transport en commun de personnes et de sécurité des usagers. Il s'agit de l'EVB et des potelets Bus.

De manière générale, la RATP veillera à occuper les lieux en bon gestionnaire et à ne pas occasionner des nuisances excédant les inconvénients normaux de voisinage liés à l'occupation et l'exploitation d'une gare routière.
Elle devra veiller à appliquer les règles en matière d'hygiène et de sécurité, ainsi que la réglementation en vigueur.

PROJET

En matière de sécurité, le RATP devra se conformer aux directives de la Ville et de la Préfecture. A défaut, et 24h après une mise en demeure restée infructueuse notifiée par lettre recommandée avec accusé réception au correspondant identifié à l'article 7 de la présente convention, la Ville se réserve le droit de les mettre en œuvre aux frais de la RATP.

La RATP ne peut procéder à aucune modification du site et des équipements mis à disposition sans l'avis conforme de la Ville, à l'exception des aménagements et équipements internes de l'EVB. La demande d'avis conforme devra être transmise par écrit par lettre avec AR au correspondant de la Ville identifié à l'article 7 de la présente convention, et au plus tard 1 mois avant la date de mise en œuvre prévisionnelle de cette modification. La Ville dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande d'avis pour transmettre son accord ou son refus à la RATP. A défaut de réponse de la Ville dans le délai de 15 jours précité, cette dernière sera réputée avoir donné un accord tacite à la RATP.

Article 7. MODALITES D'INTERVENTION

En cas de dégradation ou de dysfonctionnement constaté sur un espace ou un équipement relevant de la responsabilité de la Ville, la RATP notifie à la Ville par lettre recommandée avec accusé réception une mise en demeure d'intervenir aux fins de remédier au dysfonctionnement ou à la dégradation constatée. Cette mise en demeure est assortie d'un délai. A défaut d'indication d'un tel délai, la Ville dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à celle-ci. En cas d'urgence (sécurité), ce délai d'intervention est de 48 heures à compter de la notification de la mise en demeure. Dans l'hypothèse où la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai indiqué, la RATP peut réaliser aux frais de la Ville les interventions nécessaires aux frais exclusifs de cette dernière.

En cas de dégradation ou de dysfonctionnement constaté sur un équipement appartenant ou relevant de la responsabilité de la RATP, la Ville notifie à la RATP par lettre recommandée avec accusé réception une mise en demeure d'intervenir aux fins de remédier au dysfonctionnement ou à la dégradation constatée. Cette mise en demeure est assortie d'un délai. A défaut d'indication d'un tel délai, la RATP dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à celle-ci. En cas d'urgence (sécurité), ce délai d'intervention est de 48 heures à compter de la notification de la mise en demeure. Dans l'hypothèse où la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai indiqué, la Ville peut réaliser aux frais de la RATP les interventions nécessaires aux frais exclusifs de cette dernière.

Les mises en demeure évoquées ci-dessus doivent être notifiées aux personnes identifiées ci-après :

Pour la VILLE : Commune de Nogent-sur-Marne
Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place Roland Nungesser,
94130 Nogent-sur-Marne

Pour la RATP : Directeur du Centre Bus des Bords de Marne
32 Bd du Général Gallieni
93360 Neuilly Plaisance

Article 8. RESPONSABILITES

8.1 Responsabilité de la Ville

PROJET

La Ville supporte les conséquences des dommages qu'elle pourrait causer en raison du non-respect des obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

La Ville ne sera pas responsable en cas de coupure d'électricité ou d'eau.

8.2 Responsabilité de la RATP

La RATP supporte les conséquences des dommages qu'elle pourrait causer du fait de l'occupation de l'EVB et de l'exploitation des lignes de bus en terminus de la gare routière provisoire, telle que définie à la présente convention.

La RATP précise qu'elle est son propre assureur.

Article 9. MODIFICATION - RESILIATION DE LA CONVENTION

9.1 La présente convention peut être modifiée, par voie d'avenant, après accord des deux Parties.

9.2 La résiliation de la présente convention peut être décidée d'un commun accord entre les Parties. Dans une telle hypothèse, l'accord entre les deux Parties devra être formalisé.

Article 10. SORT DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS A L'EXPIRATION DE LA CONVENTION

La gare routière, objet de la présente convention, est provisoire. Elle vise à assurer la continuité du service public des transports pendant les travaux du Projet Urbain.

Lorsque la nouvelle gare routière définitive construite dans le cadre du Projet Urbain sera mise en service, une nouvelle convention sera conclue entre la RATP et la Ville, afin d'organiser le démantèlement de la gare routière provisoire conformément aux principes définis dans l'article 8 de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée en date du 21 juillet 2014.

Article 11. DIVERS

Conformément au Mémorandum signé entre la Ville, la RATP et la société EIFFAGE Ile-de-France, dans l'hypothèse où les actes authentiques visés à l'article 3 du Mémorandum *précité* ne seraient pas signés le 15 octobre 2015 au plus tard, pour quelque cause que ce soit, sauf prorogation préalable expresse convenue entre les Parties, la Ville s'engage à remettre dans son état initial et à ses frais exclusifs la gare routière appartenant à la RATP et à permettre à la RATP de reprendre la gestion et l'exploitation de cette gare routière dans les conditions initiales.

Article 12. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige entre les parties, à défaut de règlement à l'amiable, l'instance compétente est le Tribunal administratif de Melun.

Article 13- LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 : plan définissant l'aménagement de la gare routière provisoire (configuration provisoire)

PROJET

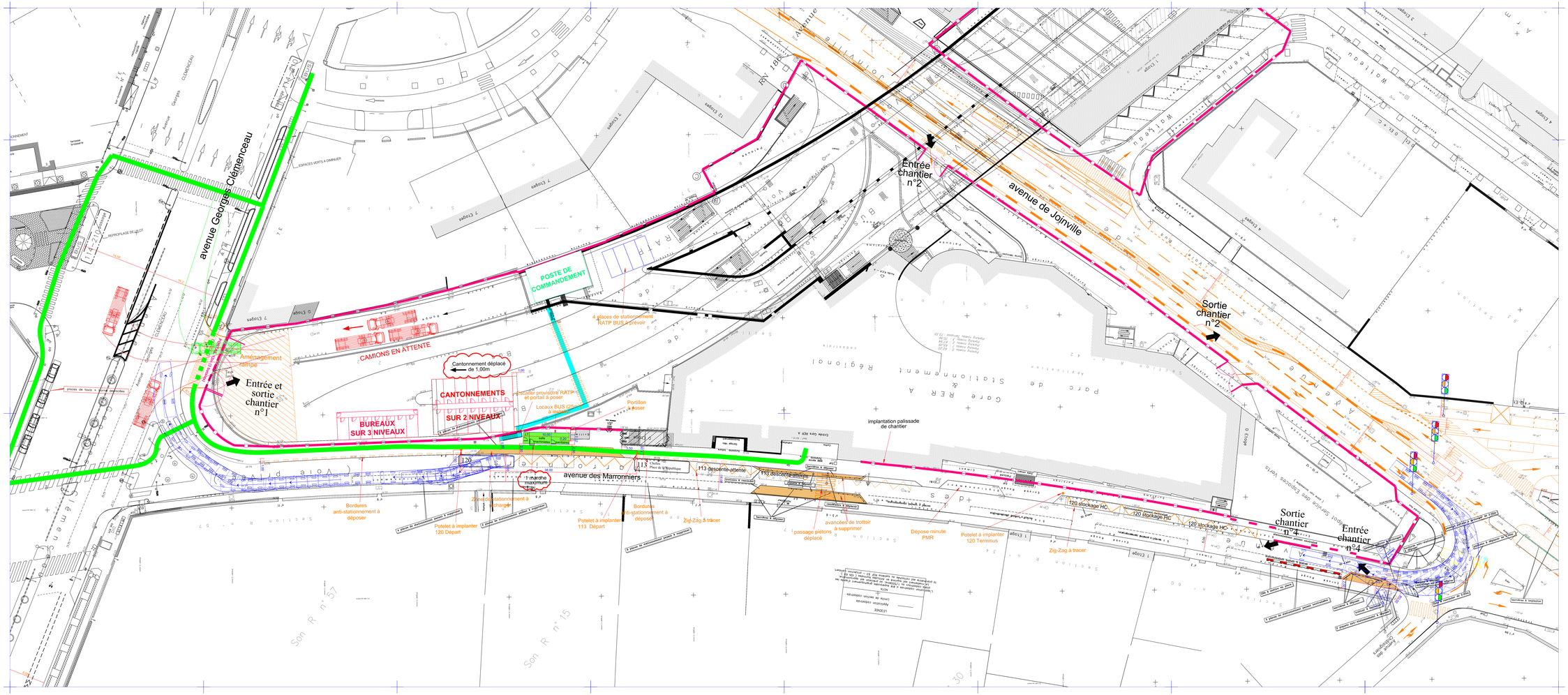
Annexe n°2 : plan définissant l'aménagement de la gare routière provisoire (configuration définitive)
Annexe n°3 : plan des aménagements du carrefour Marronniers – Châtaigniers -Joinville

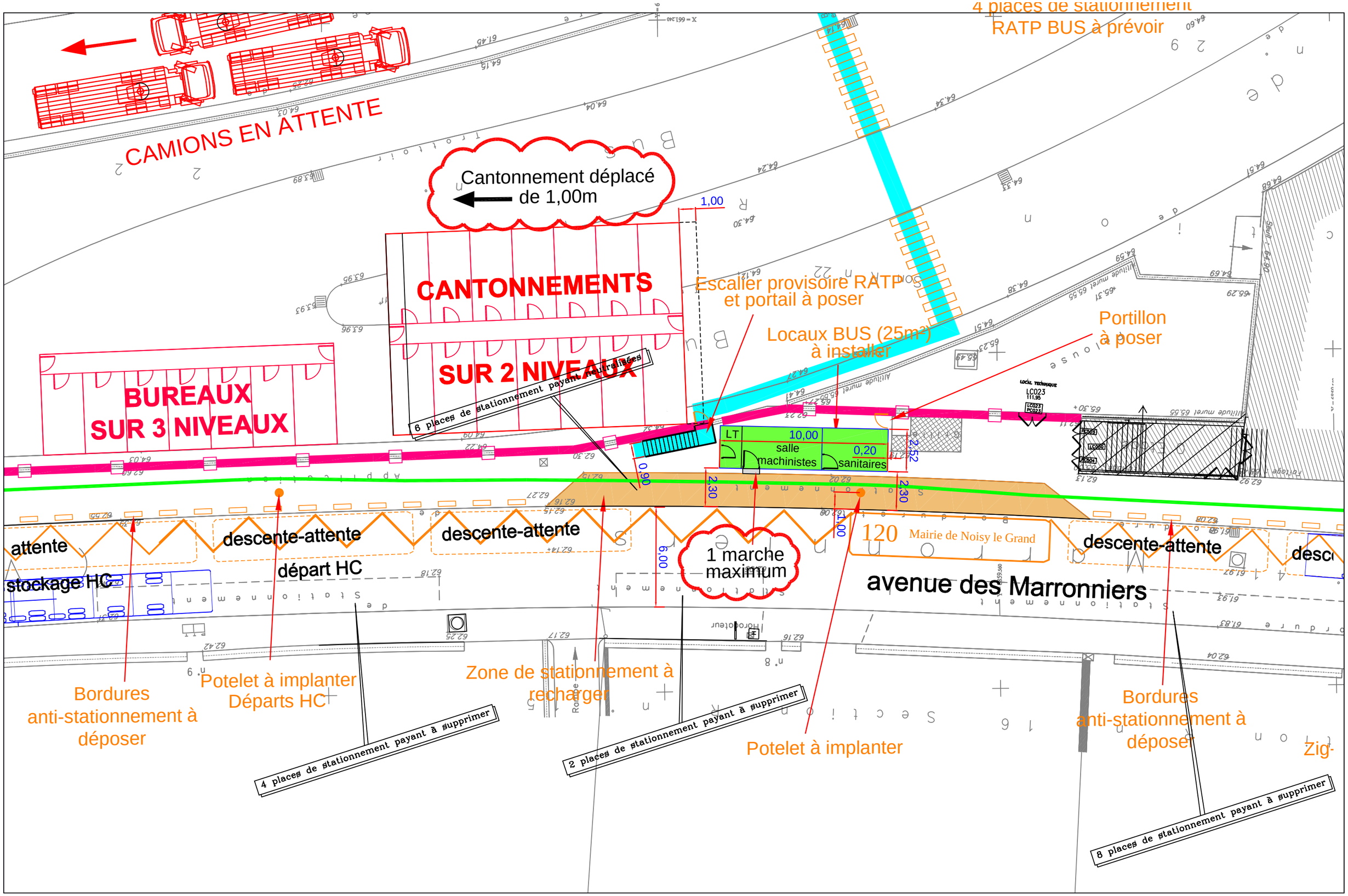
Fait en deux exemplaires originaux, le

Le .....

Pour la Commune de NOGENT SUR MARNE	**Pour la RATP**
Jacques JP. MARTIN	

PROJET


avenue Georges Clémenceau
avenue de Joinville
avenue des Marronniers
Entrée chantier n°2
Sortie chantier n°2
Entrée et sortie chantier n°1
Sortie chantier n°4
Entrée chantier n°4
POSTE DE COMMANDEMENT
CAMIONS EN ATTENTE
Cantonnement déplacé de 1,00m
CANTONNEMENTS SUR 2 NIVEAUX
BUREAUX SUR 3 NIVEAUX
Aménagement rampe
Escalier provisoire RATP et portail à poser
Locaux BUS (2) à implanter
Portillon à poser
4 places de stationnement RATP BUS à prévoir
implantation palissade de chantier
1 marche maximum
113 descente-attente
113 descente-rampe
Bordures anti-stationnement à déposer
Potelet à implanter 120 Départ
Zone de stationnement à déplacer
Potelet à implanter 113 Départ
Bordures anti-stationnement à déposer
Zig-Zag à tracer
passage piétons déplacé
avancées de trottoir à supprimer
Dépose minute PMR
Potelet à implanter 120 Terminus
Zig-Zag à tracer
120 stockage HC
120 stockage HC
120 stockage HC
Son R n°57
Son R n°15
Son R n°30



751

Echelle : 1/200	Date : 27/12/2013	Auteur : Dominique Rossignol	DOCUMENT D'ETUDE
INT(1) EXT(2) DEP UNITE ENTITE : 1 MOP EPS EAE	FICHIER AUTOCAD : 136029_05APS101AB	Validé par : Isabelle Vuillemard - Jimmy Dedecker	

Nogent-sur-Marne - RER

Avenue des Marronniers

Implantation d'un Espace Vie Bus Provisoire

CODE GEOGRAPHIQUE	NUMERO OPERATION	PHASE	N° PLAN	INDICE
136029	05	APS	101	AB

IDENTIFICATION DU PLAN

DEPARTEMENT MOP

RATP

ETUDES PROGRAMMATION SPECIFICATIONS EAE

40bis rue Roger Salengro - 94724 Fontenay sous Bois TEL : 01 58 76 95 50 - FAX : 01 58 76 95 89

Nogent-sur-Marne
RER
Avenue des Marronniers

Avant-projet

de terminal bus provisoire pour les lignes 113 et 120 et d'Espace Vie Bus provisoire

Centre Bus : Bords de Marne

Dates	Ind.	Modifications	
27.12.2013	AB	Modifié EVB provisoire	DR
17.10.2011	AA	Première diffusion	DR

DOCUMENT D'ETUDE

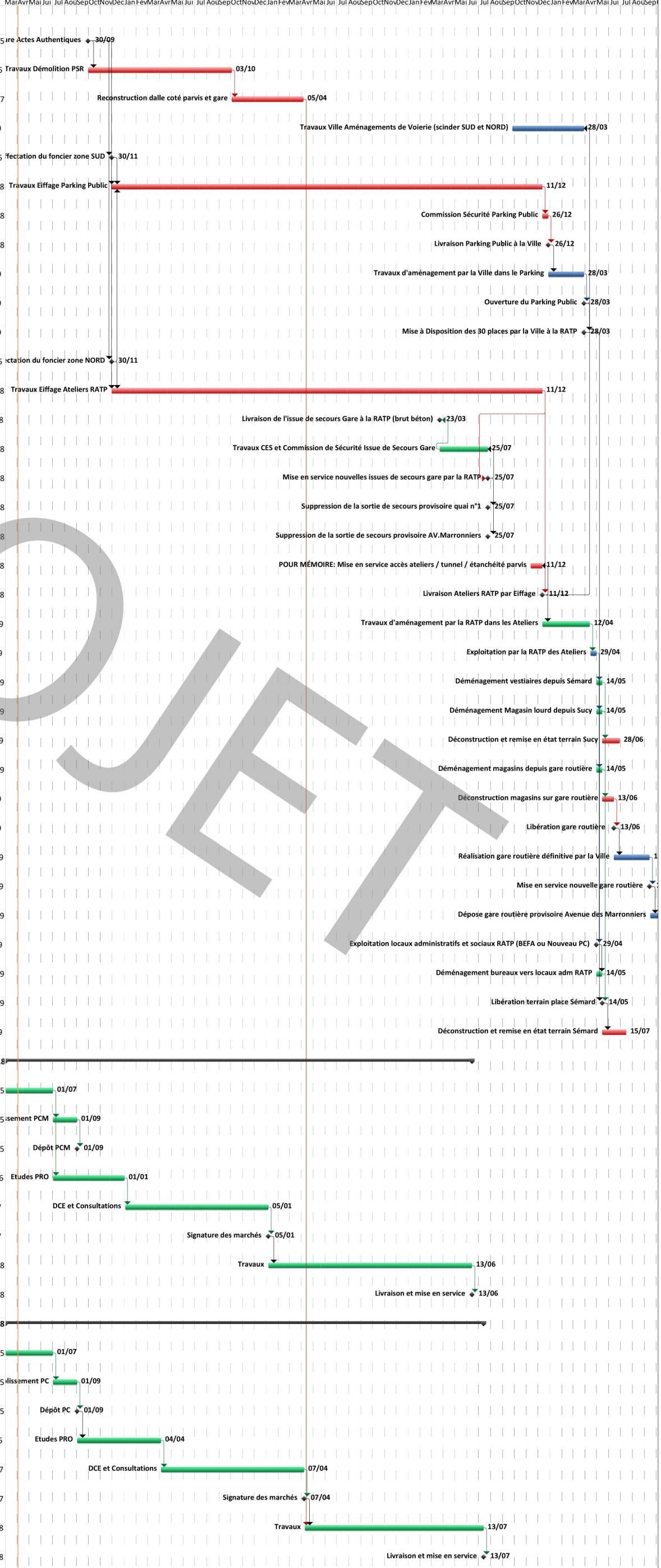
Chargé d'étude : Dominique Rossignol
Chargés d'affaire : Isabelle Vuillemard, Jimmy Dedecker
Date : 27/12/2013 Fichier Autocad:

Echelles: 1/200
Fichiers associés: plan Eiffage L002_-_Aménagement_voiries
Fichier XREF: _provisoire-indC-04-10-11

Int(1) Ext(2)	Département	Unité	Entité	Lot	Niveau	Nb. plans réalisés	Code Géographique / Opération / Phase / N° plan / Ind.
1	MOP	EPS	EAE	-	RV	-	136029-05-APS-101-AB

PLANNING PREVISIONNEL CITE D'AFFAIRES NOGENT BALTARD

N°	Mode Tâche	Nom de la tâche	Noms ressources	Durée	Début	Fin
1						
2		Signature Actes Authentiques	Ville;RATP;EIFFAGE	0 jour	Mer 30/09/15	Mer 30/09/15
3		Travaux Démolition PSR	EIFFAGE	12 mois	Mer 30/09/15	Lun 03/10/16
4		Reconstruction dalle coté parvis et gare	EIFFAGE	6 mois	Mar 04/10/16	Mer 05/04/17
5		Travaux Ville Aménagements de Voierie (scinder SUD et NORD)	Ville	6 mois	Mer 26/09/18	Jeu 28/03/19
6		Fin de la désaffectation du foncier zone SUD		0 mois	Lun 30/11/15	Lun 30/11/15
7		Travaux Eiffage Parking Public	EIFFAGE	36 mois	Lun 30/11/15	Mar 11/12/18
8		Commission Sécurité Parking Public	EIFFAGE	0,5 mois	Mer 12/12/18	Mer 26/12/18
9		Livraison Parking Public à la Ville	EIFFAGE	0 jour	Mer 26/12/18	Mer 26/12/18
10		Travaux d'aménagement par la Ville dans le Parking	Ville	3 mois	Jeu 27/12/18	Jeu 28/03/19
11		Ouverture du Parking Public	Ville	0 jour	Jeu 28/03/19	Jeu 28/03/19
12		Mise à Disposition des 30 places par la Ville à la RATP	Ville	0 jour	Jeu 28/03/19	Jeu 28/03/19
13		Fin de la désaffectation du foncier zone NORD		0 mois	Lun 30/11/15	Lun 30/11/15
14		Travaux Eiffage Ateliers RATP	EIFFAGE	36 mois	Lun 30/11/15	Mar 11/12/18
15		Livraison de l'issue de secours Gare à la RATP (brut béton)	EIFFAGE	0 mois	Ven 23/03/18	Ven 23/03/18
16		Travaux CES et Commission de Sécurité Issue de Secours Gare	RATP	4 mois	Ven 23/03/18	Mer 25/07/18
17		Mise en service nouvelles issues de secours gare par la RATP	RATP	0 jour	Mer 25/07/18	Mer 25/07/18
18		Suppression de la sortie de secours provisoire quai n°1	EIFFAGE	0 mois	Mer 25/07/18	Mer 25/07/18
19		Suppression de la sortie de secours provisoire AV.Marronniers	RATP	0 mois	Mer 25/07/18	Mer 25/07/18
20		POUR MÉMOIRE: Mise en service accès ateliers / tunnel / étanchéité parvis		1 mois	Lun 12/11/18	Mar 11/12/18
21		Livraison Ateliers RATP par Eiffage	EIFFAGE	0 mois	Mar 11/12/18	Mar 11/12/18
22		Travaux d'aménagement par la RATP dans les Ateliers	RATP	4 mois	Mer 12/12/18	Ven 12/04/19
23		Exploitation par la RATP des Ateliers	RATP	0,5 mois	Lun 15/04/19	Lun 29/04/19
24		Déménagement vestiaires depuis Sémard	RATP	0,5 mois	Mar 30/04/19	Mar 14/05/19
25		Déménagement Magasin lourd depuis Sucy	RATP	0,5 mois	Mar 30/04/19	Mar 14/05/19
26		Déconstruction et remise en état terrain Sucy	EIFFAGE	1,5 mois	Mer 15/05/19	Ven 28/06/19
27		Déménagement magasins depuis gare routière	RATP	0,5 mois	Mar 30/04/19	Mar 14/05/19
28		Déconstruction magasins sur gare routière	EIFFAGE	1 mois	Mer 15/05/19	Jeu 13/06/19
29		Libération gare routière	EIFFAGE	0 jour	Jeu 13/06/19	Jeu 13/06/19
30		Réalisation gare routière définitive par la Ville	Ville	3 mois	Ven 14/06/19	Ven 13/09/19
31		Mise en service nouvelle gare routière	Ville	0 jour	Ven 13/09/19	Ven 13/09/19
32		Dépose gare routière provisoire Avenue des Marronniers	Ville	1 mois	Lun 16/09/19	Mar 15/10/19
33		Exploitation locaux administratifs et sociaux RATP (BEFA ou Nouveau PC)	RATP	0 jour	Lun 29/04/19	Lun 29/04/19
34		Déménagement bureaux vers locaux adm RATP	RATP	0,5 mois	Mar 30/04/19	Mar 14/05/19
35		Libération terrain place Sémard	RATP	0 jour	Mar 14/05/19	Mar 14/05/19
36		Déconstruction et remise en état terrain Sémard	EIFFAGE	2 mois	Mer 15/05/19	Lun 15/07/19
37		**Travaux PDU (PC Gare RATP)**		**39 mois**	**Lun 02/03/15**	**Mer 13/06/18**
38		Avant Projet	RATP	4 mois	Lun 02/03/15	Mer 01/07/15
39		Etablissement PCM	RATP	2 mois	Jeu 02/07/15	Mar 01/09/15
40		Dépôt PCM	RATP	0 jour	Mar 01/09/15	Mar 01/09/15
41		Etudes PRO	RATP	6 mois	Jeu 02/07/15	Ven 01/01/16
42		DCE et Consultations	RATP	12 mois	Lun 04/01/16	Jeu 05/01/17
43		Signature des marchés	RATP	0 mois	Jeu 05/01/17	Jeu 05/01/17
44		Travaux	RATP	17 mois	Ven 06/01/17	Mer 13/06/18
45		Livraison et mise en service	RATP	0 mois	Mer 13/06/18	Mer 13/06/18
46		**Travaux Locaux administratifs & Sociaux (Nouveau PC RATP)**		**40 mois**	**Lun 02/03/15**	**Ven 13/07/18**
47		Avant Projet	RATP	4 mois	Lun 02/03/15	Mer 01/07/15
48		Etablissement PC	RATP	2 mois	Jeu 02/07/15	Mar 01/09/15
49		Dépôt PC	RATP	0 jour	Mar 01/09/15	Mar 01/09/15
50		Etudes PRO	RATP	7 mois	Mer 02/09/15	Lun 04/04/16
51		DCE et Consultations	RATP	12 mois	Mar 05/04/16	Ven 07/04/17
52		Signature des marchés	RATP	0 mois	Ven 07/04/17	Ven 07/04/17
53		Travaux	RATP	15 mois	Lun 10/04/17	Ven 13/07/18
54		Livraison et mise en service	RATP	0 mois	Ven 13/07/18	Ven 13/07/18



PROJET

Projet : Planning livraison Nogent
Date : Ven 03/04/15

Tâche	Récapitulative	Jalons externes	Récapitulatif inactif	Report récapitulatif manuel	Fin uniquement			
Fractionnement	Récapitulatif du projet	Tâche inactive	Tâche manuelle	Récapitulatif manuel	Échéance			
Jalon	Tâches externes	Jalon inactif	Durée uniquement	Début uniquement	Avancement			

753

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : OPERATION "COEUR DE VILLE" – RESILIATION ET PASSATION D'UNE CONVENTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA VALLEE DE LA MARNE

Par la délibération n°15/2 du 29 janvier 2015, la C ommune de Nogent-sur-Marne a approuvé la passation d'une convention de constitution d'un groupement de commandes à conclure avec la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne pour la réalisation de l'opération « Cœur de Ville ».

Cette convention a été signée le 9 mars 2015 et a donné lieu au lancement d'une procédure de marché de conception-réalisation.

Or, il n'a pas été donné suite à cette procédure en raison de l'évolution des besoins des membres du groupement en matière de stationnement.
En effet, la construction du parking souterrain sous la rue Alphonse Ancellet a été retirée du projet.

Par ailleurs, il a été décidé de modifier le montage contractuel précédemment défini en faisant recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage.

Aussi, aujourd'hui, il convient de résilier la convention de groupement de commande susvisée et de passer une nouvelle convention de groupement de commandes intégrant ces modifications.

Pour rappel, le marché alimentaire situé en centre-ville (entre les rues Thiers, des Héros Nogentais, Ancellet et du Boulevard Gallieni à Nogent-sur-Marne) ne correspond plus aux normes techniques et aux critères actuels de fonctionnement pour ce type d'équipement.

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la CAVM et la Commune souhaitent procéder à la démolition/reconstruction du marché et aménager les abords afin de redynamiser le Cœur de Ville.

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la C.A.V.M. et la Commune ont, donc, souhaité procéder à un réaménagement de ce marché et de ses abords afin de redynamiser ce lieu de vie.

Le marché de conception réalisation portera notamment sur :

- La démolition des immeubles rue Alphonse Ancellet et rue des Héros Nogentais
- L'installation du marché provisoire rue Alphonse Ancellet et rue des Héros Nogentais
- La démolition de l'ensemble immobilier comprenant le marché et le gymnase Gallieni
- La construction des nouvelles Halles de Nogent
- La reconfiguration des parkings souterrains du Marché et du Centre (liaison auto entre les deux parkings et optimisation des places de stationnement du parking du Marché) et extension du parking du Marché (entre 70 ou 90 places supplémentaires).
- L'aménagement de l'espace urbain environnant (esplanade intégrant la rue Ancellet)

- L'esquisse d'aménagement des rues Thiers, Curé Carreau, Héros Nogentais et du boulevard Gallieni (la réalisation de ces travaux n'est pas comprise dans le présent projet).

Les deux parties souhaitent une livraison de ce nouvel équipement au deuxième semestre 2019.
Il est à noter que le gymnase Gallieni sera reconstruit rue Jean Monnet, par la Commune, dans le cadre d'un marché public, indépendamment de l'opération « Cœur de Ville ».

Afin de mener à bien le projet, la nouvelle convention de groupement de commandes porte, en vue de la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, d'un marché de conception- réalisation, et de l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération (marchés de prestations intellectuelle) « cœur de ville ».

Le recours à la conception réalisation est justifié par l'existence de contraintes techniques particulières telles que :

- L'utilisation de structures industrialisées (bois, métal) dans la construction des Halles, dans un style architectural de marché alimentaire de type « Pavillon Baltard ».
- La limitation de la durée du chantier qui s'inscrit dans un périmètre protégé.
- La complexité de l'implantation des nouvelles halles au-dessus du parking du Marché existant.
- Le maintien d'un marché provisoire à proximité immédiate du marché à démolir.

Le coordonnateur du groupement sera la CAVM.

La CAVM, coordonnatrice du groupement, sera chargée en étroite collaboration avec la Commune de :

- l'élaboration des dossiers de consultation,
- la passation des marchés et la mise en œuvre des procédures juridiques nécessaires (référé préventif en particulier),
- la signature des marchés pour le compte du groupement, leur transmission au contrôle de légalité et leur notification aux titulaires.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution du marché et de son paiement pour les prestations qui lui incombent.

L'enveloppe prévisionnelle financière pour la construction des Halles (y compris les frais de transfert d'activités temporaires, de démolition des immeubles édifiés rue Ancellet et rue des Héros Nogentais, de démolition du marché existant et du gymnase situé au-dessus, ainsi que ceux relatifs à l'aménagement de l'esplanade) est estimée à 8 650 000 € HT TFC et sera supportée par la C.A.V.M.

L'enveloppe prévisionnelle financière pour les études d'aménagement urbain (esquisse des rues Thiers, Héros Nogentais, Curé Carreau et du boulevard Gallieni, sans réalisation) et les travaux de reconfiguration et d'extension des parkings souterrains existants est estimée à environ 3 330 000 € HT TFC et sera supportée par la Commune.

Ces enveloppes ne comprennent pas les primes à verser aux candidats ayant remis une offre.

Conformément aux dispositions de l'article 8 III du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres ad' hoc sera constituée par un membre et son suppléant issus des CAO des deux parties du groupement.
Elle sera présidée par le représentant du coordonnateur.

Cette CAO devra être également saisie pour avis lors de la passation d'avenants et ce, dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics.

La mission du coordonnateur ne donnera pas lieu à rémunération.

Les frais relatifs à l'exécution de la convention de groupement notamment liés à la publicité, à la procédure de mise en concurrence, aux primes versées aux candidats non retenus, à la communication, à la reprographie des divers dossiers, aux différents frais de missions nécessaires à la parfaite exécution de l'opération tels que les contrôles techniques, SPS, dommages ouvrages, etc., seront calculés en fonction de la répartition des coûts d'opération arrêtés par le titulaire du marché de conception-réalisation.

En fonction du type de frais, la CAVM ou la Commune seront amenées à les régler intégralement et à refacturer à l'autre partie sa part en fonction de la répartition visée ci-dessus.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à approuver d'une part, l'avenant de résiliation de la convention de constitution d'un groupement de commandes conclue le 09 mars 2015 et d'autre part, le nouveau projet de convention de groupement de commandes et à autoriser le Maire, ou son Adjoint délégué, à solliciter toutes subventions auprès de tout organisme susceptible de subventionner l'opération « Cœur de ville ».

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/89
Opération "Coeur de Ville" – Résiliation et passation d'une convention d'un groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu le Code des Marchés Publics, notamment son article 8,

Vu la délibération n°14-93 du 19 décembre 2014 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne (CAVM) approuvant la convention de constitution d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché de conception-réalisation dans l'opération « Cœur de Ville »,

Vu la délibération n°15/2 du 29 janvier 2015 du Conseil Municipal de la Commune de Nogent-sur-Marne approuvant la convention de constitution d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché de conception-réalisation dans l'opération « Cœur de Ville »,

Vu la convention de constitution d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché de conception-réalisation dans l'opération « Cœur de Ville » signée le 9 mars 2015,

Vu la procédure de lancement du marché de conception-réalisation,

Vu l'abandon de la procédure de ce marché,

Vu le projet d'avenant de résiliation de la convention de constitution du groupement de commandes susvisée,

Vu le projet de nouvelle convention de constitution d'un groupement de commandes à passer entre la Commune de Nogent-sur-Marne et la CAVM en vue de la passation des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération « Cœur de Ville »,

Considérant que dans le cadre de la convention de groupement de commandes signées le 9 mars 2015, une procédure de marché de conception-réalisation a été lancée,

Considérant, toutefois, qu'il n'a pas été donné suite à cette procédure en raison de l'évolution des besoins des membres du groupement en matière de stationnement,

Considérant, par ailleurs, qu'il a été décidé de modifier le montage contractuel précédemment défini en faisant recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage,

Considérant qu'ainsi, il convient de résilier la convention de groupement de commandes susvisée et de prévoir la passation d'une nouvelle convention de groupement de commandes intégrant ces modifications,

Considérant, pour rappel, que le marché alimentaire situé à l'angle de la rue des Héros Nogentais et du boulevard Gallieni à Nogent-sur-Marne est devenu vétuste,

Considérant, de plus, que les besoins des commerçants et leurs clients ont évolué, nécessitant une reconfiguration intégrale du site.

Considérant que dans le cadre de leurs compétences respectives, la CAVM et la Commune ont, donc, souhaité redynamiser ce Cœur de Ville en procédant à la construction de nouvelles halles, au réaménagement et à l'extension des parkings souterrains et en étudiant l'aménagement environnant,

Considérant que le marché de conception réalisation portera notamment sur :

- La démolition des immeubles rue Alphonse Ancellet et rue des Héros Nogentais
- L'installation du marché provisoire rue Alphonse Ancellet et rue des Héros Nogentais
- La démolition de l'ensemble immobilier comprenant le marché et le gymnase Gallieni
- La construction des nouvelles Halles de Nogent
- La reconfiguration des parkings souterrains du Marché et du Centre (liaison auto entre les deux parkings et optimisation des places de stationnement du parking du Marché) et extension du parking du Marché (entre 70 ou 90 places supplémentaires).
- L'aménagement de l'espace urbain environnant (esplanade intégrant la rue Ancellet)
- L'esquisse d'aménagement des rues Thiers, Curé Carreau, Héros Nogentais et du boulevard Gallieni (la réalisation de ces travaux n'est pas comprise dans le présent projet).

Considérant que les deux parties souhaitent une livraison de ce nouvel équipement au deuxième semestre 2019,

Considérant qu'il est à noter que le gymnase Gallieni sera reconstruit, rue Jean Monnet, par la Commune, dans le cadre d'un marché public, indépendamment de cette opération,

Considérant que le nouveau projet de convention de groupement de commandes porte sur un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, sur un marché de conception- réalisation, et sur l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération (marchés de prestations intellectuelle et de service),

Considérant que le coordonnateur du groupement sera la CAVM,

Considérant que la CAVM sera, notamment, chargée en étroite collaboration avec les services de la Commune de :

- l'élaboration des dossiers de consultation,
- la passation des marchés,
- la signature des marchés pour le compte du groupement et la notification,

Considérant que chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution du marché et de son paiement pour les prestations qui lui incombent,

Considérant que l'enveloppe prévisionnelle financière pour la construction des Halles (y compris les frais de transfert d'activités temporaires, de démolition des immeubles édifiés rue Ancellet et rue des Héros Nogentais, de démolition du marché existant et du gymnase situé au-dessus, ainsi que ceux relatifs à l'aménagement de l'esplanade) est estimée à 8 650 000 € HT TFC et sera supportée par la C.A.V.M.

Considérant que l'enveloppe prévisionnelle financière pour les études d'aménagement urbain (esquisse des rues Thiers, Héros Nogentais, Curé Carreau et du boulevard Gallieni, sans réalisation) et les travaux de reconfiguration et d'extension des parkings souterrains existants est estimée à environ 3 330 000 € H.T TFC *(à actualiser)* et sera supportée par la Commune.

Considérant que ces enveloppes ne comprennent pas les primes à verser aux candidats ayant remis une offre,

Considérant qu'une commission d'appel d'offre ad hoc sera constituée entre les deux membres du groupement,

Considérant que la mission du coordonnateur ne donnera pas lieu à rémunération,

Considérant que les frais relatifs à l'exécution de la convention de groupement notamment liés à la publicité, à la procédure de mise en concurrence, aux primes versées aux candidats non retenus, à la communication, à la reprographie des divers dossiers, aux différents frais de missions nécessaires à la parfaite exécution de l'opération tels que les contrôles techniques, SPS, dommages ouvrages, etc, seront calculés en fonction de la répartition des coûts d'opération arrêtés par le titulaire du marché de conception-réalisation,

Après examen lors de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Abroge la délibération n°15/2 du 29 janvier 2015 approuvant la convention de constitution d'un groupement de commandes conclue entre la Commune de Nogent-sur-Marne et la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne en vue de la passation d'un marché de conception-réalisation dans le cadre de l'opération « cœur de ville ».

Article 2 : Approuve la passation de l'avenant de résiliation à la convention susvisée.

Article 3 : Approuve la passation de la convention de constitution d'un groupement de commandes à conclure entre la Commune de Nogent-sur-Marne et la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne en vue de la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, d'un marché de conception- réalisation, et de l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération (marchés de prestations intellectuelle) « cœur de ville ».

Article 4 : Autorise le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer l'avenant et la convention susvisés et tout document y afférent.

Article 5 : Autorise le Maire, ou son Adjoint délégué, à solliciter toutes subventions auprès de tout organisme susceptible de subventionner l'opération « cœur de ville ».

Article 6 : Décide d'imputer les dépenses et recettes correspondantes au budget communal.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

AVENANT DE RESILIATION

CONVENTION DE CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Conception et réalisation des Halles de Nogent et des parkings souterrains.

Conception de l'aménagement urbain attenant.

PROJET

Le présent avenant est établi entre :

1/ La Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne représentée par son Premier Vice-Président en exercice, Gilles CARREZ domicilié en cette qualité 92 avenue du Général de Gaulle, 94170 Le Perreux-sur-Marne et dûment habilité par la délibération du Conseil Communautaire n°15/ en date du 29 juin 2015,

Ci-après désignée la « C.A.V.M »,

Et

2/ **La Commune de Nogent-sur-Marne** représentée par son Maire en exercice, Jacques J.P MARTIN, domicilié en cette qualité en l'Hôtel de Ville, Place Roland Nungesser, 94130 Nogent-sur-Marne et dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal n°15/ en date du 1er juin 2015,

Ci-après désignée la « Commune »,

PREAMBULE :

La convention de groupement de commande pour le projet de réaménagement du cœur de ville a été signée entre la C.A.V.M. et la Commune le 9 mars 2015.

Celle-ci avait donné lieu au lancement d'une procédure de marché de conception réalisation à laquelle il n'a pas été donné suite en raison de l'évolution des besoins des membres du groupement.

En outre, il a été décidé de modifier le montage contractuel précédemment défini en faisant recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage.

Aussi, il convient de résilier la convention de groupement de commande susvisée.

Une nouvelle convention de groupement de commandes intégrant ces modifications sera conclue.

Ceci étant rappelé, il a été convenu ce qui suit:

ARTICLE 1 : RESILIATION

La convention de groupement de commande signée entre la C.A.V.M. et la Commune le 9 mars 2015 est résiliée à compter de la notification du présent avenant à la Commune par le coordonnateur.

ARTICLE 2 : SOLDE DES COMPTES

La convention de groupement de commandes ayant donné lieu à un début d'exécution, la C.A.V.M., en sa qualité de coordonnateur a engagé des frais pour la publicité du marché de conception réalisation.

Ils s'élèvent à xx €

Les parties conviennent de partager ces frais au prorata des enveloppes financières prévisionnelles soit :

- Pour la C.A.V.M. : xx€
- Pour la Commune : xx€

Fait à en quatre exemplaires

Le

Pour la Commune de Nogent-sur-Marne

Le Maire

Pour la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne :

Le 1er Vice-Président

PROJET

CONVENTION DE CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Conception et réalisation des Halles de Nogent et des parkings souterrains

Conception et réalisation de l'esplanade environnante

Conception de l'aménagement urbain

La présente convention est établie entre :

1/ La Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne représentée par son Premier Vice-Président en exercice, Gilles CARREZ domicilié en cette qualité 92 avenue du Général de Gaulle, 94 170 Le Perreux-sur-Marne et dûment habilité par la délibération du Conseil Communautaire n°15/ en date du 29 juin 2015,

Ci-après désignée la « C.A.V.M »,

Et

2/ **La Commune de Nogent-sur-Marne** représentée par son Maire en exercice, Jacques J.P MARTIN, domicilié en cette qualité en l'Hôtel de Ville, Place Roland Nungesser, 94 130 Nogent-sur-Marne et dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal n°15/ en date du 1er juin 2015,

Ci-après désignée la « Commune »,

PROJET

PREAMBULE :

Le marché alimentaire situé en centre-ville (entre les rues Thiers, des Héros Nogentais, Ancellet et du Boulevard Gallieni à Nogent-sur-Marne) ne correspond plus aux normes techniques et aux critères actuels de fonctionnement pour ce type d'équipement.

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la CAVM et la Commune souhaitent procéder à la démolition/reconstruction du marché et aménager les abords afin de redynamiser le Cœur de Ville (cf. planches en annexes).

Ce projet portera notamment sur :

- La démolition des immeubles rue Alphonse Ancellet et rue des Héros Nogentais
- L'installation du marché provisoire rue Alphonse Ancellet et rue des Héros Nogentais
- La démolition de l'ensemble immobilier comprenant le marché et le gymnase Gallieni
- La construction des nouvelles Halles de Nogent
- La reconfiguration des parkings souterrains du Marché et du Centre (liaison auto entre les deux parkings et optimisation des places de stationnement du parking du Marché) et extension du parking du Marché (entre 70 ou 90 places supplémentaires).
- L'aménagement de l'esplanade environnante (esplanade intégrant la rue Ancellet)
- L'esquisse d'aménagement des rues Thiers, Curé Carreau, Héros Nogentais et du boulevard Gallieni (la réalisation de ces travaux n'est pas comprise dans le présent projet).

Il est à noter que le gymnase Gallieni sera reconstruit par la Commune rue Jean Monnet dans le cadre d'un marché indépendamment de cette opération.

Les deux parties souhaitent une livraison de l'ensemble de cette opération au deuxième semestre 2019.

Afin de mener à bien ce projet, ce groupement de commandes porte sur un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), un marché de conception réalisation et des marchés connexes de prestations intellectuelles ou de services.

Le recours à la conception réalisation est justifié par l'existence de contraintes techniques particulières telles que :

- L'utilisation de structures industrialisées dans la construction des Halles, s'inscrivant dans un périmètre protégé et dans un style architectural de marché alimentaire de type « Pavillon_Baltard », limitant au maximum l'emprise et la durée du chantier.
- La complexité de l'implantation des nouvelles halles au-dessus du parking du marché existant, nécessitant lui-même des travaux de reconfiguration et d'extension.
- Le maintien d'un marché provisoire à proximité immédiate du marché à démolir.

Ceci étant rappelé, il a été convenu ce qui suit :

PROJET

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes entre la CAVM et la Commune en application des dispositions de l'article 8-I-2° du Code des Marchés Publics en vue de la construction des nouvelles halles de Nogent, de l'aménagement urbain attenant et des parkings souterrains.

Elle vise également à définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes conformément à l'article 8-II du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le présent groupement de commandes a pour objet la passation de plusieurs marchés, à savoir:

- Premier marché :

Appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) comprenant notamment des missions de conseil dans l'élaboration, la passation et l'exécution du marché de conception réalisation.

- Deuxième marché :

Appel d'offres restreint de conception réalisation en application des dispositions de l'article 69-I du Code des Marchés Publics portant sur l'opération de construction des Halles de Nogent, de ses abords et des parkings visés en préambule. Le nombre de candidats admis à présenter une offre est fixé à cinq.

- Autres marchés :

Appels d'offres nécessaires à la désignation des missions complémentaires à la bonne réalisation de l'opération (Contrôle technique, SPS, assurances, étude de sols, AMO HQE, etc.)

ARTICLE 3 : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

Article 3-1 : Désignation du coordonnateur du groupement

La CAVM est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

Un comité de pilotage (CP) composé des représentants des deux parties au groupement sera créé et aura pour mission de formuler un avis à chaque étape importante de l'opération.
Le CP se réunira régulièrement et chaque fois que nécessaire à l'initiative de l'une ou de l'autre des parties du groupement. Des comptes rendus de réunion seront établis.

Un comité technique (CT), composé de représentants des maîtres d'ouvrages et du titulaire du marché, se réunira périodiquement (fréquence à définir par les maîtres d'ouvrages) et sera animé par le coordonnateur du groupement de commande.
Un compte-rendu de chacune des réunions du CT sera établi.

PROJET

Article 3-2 : Missions du coordonnateur

La CAVM, coordonnatrice du groupement, sera chargée, en étroite collaboration avec la Commune, de :

- l'élaboration des dossiers de consultation,
- la passation des marchés et la mise en œuvre des procédures juridiques nécessaires (référé préventif en particulier),
- la signature des marchés pour le compte du groupement, leur transmission au contrôle de légalité et leur notification aux titulaires.

La CAVM associe la Commune à l'analyse des candidatures et des offres et à la désignation des titulaires des différents marchés.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution des marchés et de leur paiement pour les prestations qui lui incombent. (Article 8-VII 1°).

Les permis de démolir et de construire seront déposés respectivement par la Commune et la CAVM, chacune restant maître d'ouvrage pour les travaux qui la concernent.

Article 3-3 : Désignation de la Commission d'Appel d'Offres.

Conformément aux dispositions de l'article 8 III du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres ad' hoc sera constituée par un membre et son suppléant issus des CAO des deux parties du groupement.
Elle sera présidée par le représentant du coordonnateur.

Cette CAO devra être également saisie pour avis lors de la passation d'avenants et ce, dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics.

Article 3-4 : Désignation du jury

Le jury sera désigné dans les conditions prévues par l'article 24 du Code des Marchés Publics.

Article 3-5 : Obligation des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordonnateur,
- respecter le choix des titulaires du marché correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins,
- régler les sommes dues au groupement d'opérateurs économiques.

ARTICLE 4: CONTROLE PAR LES MEMBRES DU GROUPEMENT :

Dans le cadre du CP, la Commune sera tenue étroitement informée par la CAVM du déroulement de la procédure et de sa mission.

Le coordonnateur s'engage à fournir à la Commune, pour validation, toutes pièces administratives, financières et techniques concernant l'opération.

PROJET

Pendant toute la durée de la convention, la CAVM transmettra le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération à la Commune, réactualisé le cas échéant.

De même, le suivi des chantiers relèvera de chacune des parties selon sa compétence, sous couvert du CP.

Les modifications du projet technique, administratif ou financier, seront approuvées après concertation entre la C.A.V.M et la Commune.

ARTICLE 5 : FRAIS LIES A L'EXECUTION DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais liés à l'exécution de la convention de groupement notamment liés à la publicité, à la procédure de mise en concurrence, aux primes versées aux candidats non retenus, à la communication, à la reprographie des divers dossiers, aux différents frais de missions nécessaires à la parfaite exécution de l'opération tels que les missions d'AMO, la procédure de référé préventif, les contrôles techniques, SPS, dommages ouvrages et tous risques chantier, etc. seront calculés en fonction de la répartition des coûts d'opération arrêtés par le titulaire du marché de conception-réalisation.

En fonction du type de frais, la CAVM ou la Commune seront amenées à les régler intégralement et à refacturer à l'autre partie sa part, en fonction de la répartition visée ci-dessus, sur présentation des mémoires.

Il appartiendra à chaque partie d'engager les démarches administratives pour solliciter les subventions qui la concernent.

ARTICLE 6 : PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE

L'enveloppe prévisionnelle financière pour la construction des Halles (y compris les frais de transfert d'activités temporaires, de démolition des immeubles édifiés rue Ancellet et rue des Héros Nogentais, de démolition du marché existant et du gymnase situé au-dessus, ainsi que ceux relatifs à l'aménagement de l'esplanade) est estimée à **8 650 000 € HT TFC** (tous frais compris) et sera supportée par la C.A.V.M.

L'enveloppe prévisionnelle financière pour les études d'aménagement urbain (esquisse des rues Thiers, Gallieni, Héros Nogentais sans réalisation) et les travaux de reconfiguration et d'extension des parkings souterrains est estimée à environ ***3 330 000 € HT TFC*** et sera supportée par la Commune.

La CAVM sera redevable des pertes d'exploitation des parkings du centre et du marché pendant toute la période de réalisation de l'opération. ***(Préciser son mode de calcul)***

Au titre de son action pour le développement commercial, la CAVM versera à la Commune une subvention pour la création de nouvelles places de parking.

PROJET

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution des marchés et de leur paiement, pour les prestations qui lui incombent.

Les enveloppes financières ci-dessus ne comprennent pas les primes versées aux candidats ayant remis une offre.

ARTICLE 7: MODALITES D'EXECUTION FINANCIERES

Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, assure le financement des marchés relevant de sa compétence.

Les factures relevant de la Commune lui seront adressées directement pour règlement par le prestataire. De même les factures qui relèvent de la CAVM lui seront transmises pour règlement.

Afin d'assurer le pilotage global de l'opération les parties conviennent de s'échanger toutes informations (factures, propositions d'avenants etc.) nécessaires à l'exécution financière de l'opération.

ARTICLE 8 : DUREE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est constitué à compter de la notification de la convention de groupement de commandes à la Commune par le coordonnateur.

Le groupement prendra fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement du dernier équipement de superstructure ou infrastructure mis en service.

Sur le plan financier, l'acceptation par les membres du groupement de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission et quitus global de la mission de la CAVM.

La CAVM s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai d'un mois à compter du dernier décompte.
La Commune notifiera son acceptation de cette reddition des comptes, dans un délai d'un mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE L'ACTE CONSTITUTIF DU GROUPEMENT

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes et formes par chacun des membres du groupement.

En cas de modification juridique et/ou statutaire de la CAVM, les parties ou les personnes substituées aux parties, devront statuer sur les modalités d'exécution de la présente convention.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant, approuvé par les différentes instances délibérantes.

PROJET

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité.

ARTICLE 11 : RECOURS

Les litiges susceptibles de survenir entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable préalable à toute procédure contentieuse.
En cas de différends survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement s'engagent à organiser, dans les meilleurs délais, une réunion de conciliation.

En cas d'échec de la conciliation, les procédures contentieuses devront être présentées devant le Tribunal Administratif de Melun.

Fait à en quatre exemplaires

Le

Pour la Commune de Nogent-sur-Marne
Le Maire

Pour la Communauté
d'Agglomération de la Vallée
de la Marne :
Le 1er Vice-Président

PROJET

Planche 1
SECTEUR MARCHE EXISTANT

Nogent sur Marne

emprise du marché existant et du gymnase Galliéni

emprise du marché existant

emprise du parking souterrain du marché

esplanade existante

emprise du parking souterrain du centre

Square des Oulches

Thiers
Boulevard Gallieni
Boulevard
Rue des Clamarts
Rue
Rue
Alphonse Ancellet
Rue Cabit
Mocquet Rue
Rue des Héros Nogentais
Rue Eugène Ga
Rue
Rue
Rue
Saint Sébastien
du Lieutenant Ohresser
Curé Carreau
Gallieni
Place de l'Europe
Gaulle
de Charles
Imp Marguerite
Rue Grande

05/05/2015

X:_claude\1-batiment\marche\marche-central\zone-projet\zone-projet.dwg

Planche 2
PERIMETRE DE L'OPERATION COEUR DE VILLE

Nogent sur marne

esplanade

2m mini

emprise future construction
à titre indicatif

emprise du parking
souterrain du marché

zone d'aménagement
des abords du
nouveau marché

zone de
batiments
à démolir

esplanade

emprise du parking
souterrain du centre

limite du projet

Thiers Boulevard

Gallieni Boulevard

Rue des Clamarts

Rue Alphonse Ancellet

Square des Quiches

Rue Guy Mocquet

Rue Cabit

Rue

Rue des Héros

Rue Gallieni

Rue Curé

Rue du Lieutenant Ohresser

Rue Saint Sébastien

Rue Sainte Anne

Rue du Carreau

Rue de Charles Grande

Imp Marguerite

Place de l'Europe

05/05/2015

X:_claude\1-batiment\marche\marche-central\zone-projet\zone-projet.dwg

Planche 3
IMPLANTATIONS PROVISOIRES DES COMMERCANTS

Nogent sur Marne

esplanade

zone d'implantation du marché couvert provisoire avec équipements techniques spécifiques

emprise future construction à titre indicatif

emprise du parking souterrain du marché

zone d'aménagement des abords du nouveau marché

zone d'implantation des commerces alimentaires sans équipements techniques spécifiques

limite du projet

zone d'implantation des marchands volants

emprise du parking souterrain du centre

zone 1

zone 2

zone 3

2m mini

2m mini

Thiers

Boulevard Gallieni

Rue des Clamarts

Rue

Rue Guy Mocquet

Rue

Rue

Rue

Rue du Lieutenant Ohresser

Rue Curé Carreau

Cabit

Héros

Gallieni

Saint Sébastien

Sainte Anne

Grande Rue de Charles

Place de l'Europe

Imp Marguerite

05/05/2015

X:_claude\1-batiment\marche\marche-central\zone-projet\zone-projet.dwg

Planche 4
EMPRISE FUTURE
PROJET IMMOBILIER
RUE ALPHONSE ANCELLET
(HORS PRESENT PROJET)

Nogent sur Marne

esplanade

emprise future
projet immobilier
avec parking souterrain
(hors présent projet)

emprise future construction
à titre indicatif

emprise du parking
souterrain du marché

zone d'aménagement
des abords du
nouveau marché

esplanade

limite du projet

emprise du parking
souterrain du centre

Thiers
Boulevard
Gallieni
Rue
des Clamarts
Rue
Cabit
Rue Guy Mocquet
Rue
des
Héros
Gallieni
Rue
Rue
Rue
Rue
Curé
Saint
Sainte
Saint Sébastien
du Lieutenant Ohresser
Carreau
Place de l'Europe
Charles de Gaulle
Imp Margu
Rue Grande
Anne

0 5 10 15 20 25m

X:_claude\1-batiment\marche\marche-central\zone-projet\zone-projet.dwg

05/05/2015

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : ACTE DE VENTE DU PARKING "PAUL BERT" SITUE 19, RUE PAUL BERT (LOT DE VOLUME N°3000)

Lors du Conseil municipal du 18 novembre 2013, par délibération n°13/147, il a été décidé de mettre en vente les places de stationnement du parking Paul Bert suite à la condamnation de la Commune dans le contentieux l'opposant à son ancien concessionnaire du stationnement payant. Le Conseil municipal a fixé également le prix de vente de ces places.

Pour rendre possible cette transaction, le 20 janvier 2014, par délibération n°14/5, le Conseil municipal a constaté la désaffectation et prononcé le déclassement du parking du domaine public.

La Commune a ensuite fait appel à la Société S.S.A.F.T, Société de Géomètres Experts, afin de créer une copropriété en sein du lot de volume correspondant au parking (détermination des quotes-parts de chaque lot et des parties communes).

Le travail du géomètre a fait apparaitre qu'avant de créer la copropriété une modification des lots de volume était nécessaire.

Lors du Conseil municipal en date du 12 mai 2014, par délibération n°14/95 les délégués de l'ASL (Association Syndicales Libres) Villa Brillet/Paul Bert ont été désignés. Il s'agit de Madame MARTINEAU titulaire, et de Madame FEREIRA suppléante.

Le 12 février 2015, l'assemblée générale des copropriétaires a approuvé les statuts de l'AFUL Paul Bert Brillet et désigné le représentant de l'AFUL.

Le Conseil municipal s'est prononcé à plusieurs reprises sur cette vente en raison de la modification de la liste des acquéreurs.

Aujourd'hui, afin de permettre la signature de ces différentes ventes au mois de juin, il convient d''approuver :

- Le nouvel état descriptif de division en volume de l'immeuble sis 19, rue Paul Bert,
- Le règlement de copropriété de la future copropriété située dans le lot de volume 3000 de l'immeuble sis 19, rue Paul Bert comprenant le parking mis en vente,
- La nouvelle liste des acquéreurs des lots de copropriété,
- L'acte type de vente des places de parking (une place par lots de copropriété).

Il conviendra également de désigner le représentant de la Commune dans la future copropriété.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/90
Acte de vente du parking "Paul Bert" situe 19, rue Paul Bert (lot de volume n°3000)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2241-1,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2141-1,

Vu l'avis n°2013-025V1041 actualisé des services de France Domaine,

Vu la délibération n°13/147 du 18 novembre 2013 par laquelle la Commune a décidé de mettre en vente les places du parking situé 19, rue Paul Bert/ 6, rue Brillet et de procéder à la désaffectation du lot de volume correspondant,

Vu la délibération n°14/5 du 20 janvier 2014, par l aquelle la Commune a procédé au déclassement du domaine public du parking « Paul Bert » situé 19 rue Paul Bert,

Vu la délibération n°14/114 du 16 juin 2014 par laq uelle la Commune a pris acte de la vente du parking «Paul Bert » situé 16 rue Paul Bert et a dressé la liste des acquéreurs des parkings,

Vu la délibération n°15/60 du 9 avril 2015 approuva nt la nouvelle liste des acquéreurs des places de parking,

Vu le projet d'acte établissant la division volumétrique de l'immeuble sis 19 rue Paul Bert et 6 rue Brillet,

Vu le projet de règlement de copropriété du lot de volume n°3000 portant sur le parking objet de la vente,

Vu le projet d'acte de vente type qui sera passé avec les différents acquéreurs des places de parking situées dans le lot de volume n°3 000,

Vu la liste des acquéreurs actualisée,

Considérant que des modifications de lot de volume ont été nécessaires avant la vente définitive,

Considérant que la création d'une copropriété dans le lot de volume n°3000 des parkings impose l'approbation d'un règlement de copropriété,

Considérant que la liste des acquéreurs a évolué et qu'il convient de la mettre à jour,

Après examen lors de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approbation de la modification de l'état descriptif de division en volume de l'immeuble sis 19 rue Paul Bert et 6 rue Brillet ci-annexée.

Article 2 : Approbation du règlement de copropriété de la future copropriété située dans le lot de volume 3000 de l'immeuble sis 19, rue Paul Bert comprenant le parking mis en vente ci-annexé.

Article 3 : Décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret, à la désignation des délégués, titulaire et suppléant du Conseil municipal au sein de l'assemblée générale des copropriétaires de cette nouvelle copropriété :

Sont candidats :

- Titulaire :
- Suppléant :

Ont obtenu :

- Titulaire : Voix
- Suppléant : Voix

Sont désignés en qualité de représentant de la Commune au sein de la copropriété du parking Paul Bert :

- Titulaire :
- Suppléant :

Article 4 : Approbation de la nouvelle liste des acquéreurs ci-annexée.

Article 5 : Approbation de l'acte type de vente des places de parking (une place par lots de copropriété) ci-annexé.

Article 6 : Autorise Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout acte nécessaire à cette vente.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Commune de Nogent-sur-Marne

(Val-de-Marne)

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN COPROPRIÉTÉ

Ensemble immobilier sis :

n°6, rue Brillet et n°19, rue Paul Bert

Cadastré section L n°159 et 186

Volume n°3000

SSAFT – Cabinet Denis Brachet
Géomètre-Expert D.P.L.G.
Expert près la Cour d'Appel de Paris
6, rue Gustave Lebègue 94130 Nogent-sur-Marne
Tél. : 01.48.73.00.68– Fax : 01.48.77.55.01
ssaft@cabinet-brachet.fr

Dossier : 8659
Date : 25 mars 2015

GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

PREMIERE PARTIE - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER : OBJET DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

ARTICLE 1 OBJET

Il a pour objet :

1°/ de déterminer les parties communes affectées à l'usage de plusieurs ou de tous les copropriétaires et les parties privatives affectées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire.

2°/ de fixer, en conséquence, les droits et obligations des copropriétaires tant sur les installations qui seront leur propriété exclusive que sur les parties qui seront communes.

3°/ d'organiser l'administration de l'immeuble.

L'article 10, 4ème alinéa, de la Loi du 10 juillet 1965 dispose que *tout règlement de copropriété publié à compter du 31 décembre 2002 indique les éléments pris en considération et la méthode de calcul permettant de fixer les quotes-parts de parties communes et la répartition des charges*.

Cette disposition s'inscrit dans le cadre législatif de la loi du 10 juillet 1965 et notamment les articles 5 et 10 rappelés partiellement ci-après

Les éléments pris en considération et la méthode de calcul permettant de fixer les quotes-parts de parties communes et la répartition des charges ont été définis par la SELAS S.S.A.F.T., Géomètre Expert, situé à NOGENT SUR MARNE (94130), 6 rue Gustave Lebègue, de la façon suivante :

APPLICATION DU DERNIER ALINÉA DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1965

Dans le silence ou la contradiction des titres, la quote-part des parties communes afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble des valeurs desdites parties, telles que ces valeurs résultent lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots, sans égard à leur utilisation.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 10 juillet 1965, alinéa 2 :

Les copropriétaires sont tenus de participer aux charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes proportionnellement aux valeurs relatives des parties privatives comprises dans leurs lots, telles que ces valeurs résultent des dispositions de l'article 5.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 10 juillet 1965, alinéa 1er :

Les copropriétaires sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun en fonction de l'utilité que ces services et éléments présentent à l'égard de chaque lot.

Il a été tenu compte dans les charges des lots effectivement desservis par l'équipement commun en fonction de son utilité potentielle.

I. Quote-part des parties communes générales

Le calcul de la quote-part des parties communes générales de la copropriété attachées à un lot, résulte de l'application de l'article 5 tenant compte de la valeur relative de chaque lot. Celle-ci est calculée sur la base de la superficie fractionnée en fonction des divers éléments constitutifs du lot tels que la superficie privative « loi Carrez » et les superficies annexes (balcon, terrasse, jardin……). Ces superficies sont pondérées par les éléments suivants :

- ***La consistance comprenant** :*
  - ***La nature***

Nature	*Coefficient*
Parkings	*0,25*

  - ***La configuration***

Nature	*Coefficient*
Parkings	*Variant entre 1 et 0,85*

Afin de tenir compte de la spécificité de certains emplacements de stationnement il a été fait application d'une pondération spécifique représentative de la configuration des lots.

  - ***Les hauteurs sous plafond***

Les lots présentent tous une même hauteur sous plafond.

- ***La situation comprenant** :*
  - ***Le niveau***

Lots	*Coefficient avec ascenseur*
Sous-sol 1	*0.95*

Les lots sont tous situés au même niveau..

II. Répartition des charges :

Conformément aux dispositions de l'article 10, deux types de charges ont été définis, les charges d'entretien, de conservation et d'administration des parties communes d'une part, et les charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun d'autre part.

1) Répartition des charges communes

Les charges communes générales se calculent suivant les mêmes critères que ceux du calcul de la répartition des quotes-parts des parties communes générales appliqués à cet immeuble conformément à l'article 5 comme défini ci-dessus.

2) Répartition des charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun

Il est tenu compte pour ces charges des lots effectivement desservis par l'équipement commun en fonction de son utilité potentielle.

- ***Charges d'ascenseur*** *:*

Les charges d'ascenseur sont réparties entre tous les lots concernés à raison d'une quote-part égale par emplacement de stationnement simple et d'une quote-part double pour l'emplacement de stationnement double.

À savoir :

Lots n°3002 à 30029 et 3031 à 3046 : 1/47èmes

Lot n°3030 : 2/47èmes

Ces charges seront dues par les copropriétaires concernés auprès du propriétaire du volume n°5000 au titre de la servitude de passage dont est grevé le volume n°5000.

CHAPITRE DEUXIÈME : DÉSIGNATION ET DIVISION DE L'IMMEUBLE

I - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

ARTICLE 2 **Désignation :**

Le présent état descriptif de division s'applique à un immeuble situé à NOGENT SUR MARNE (94130) – 19 Rue Paul Bert et 6 Rue Brillet

Volume numéro 3000 de la parcelle cadastrée :

Section	Numéro	Volume	Lieudit	Surface
L	159	3000	6 Rue Brillet	00ha 22a 86ca
L	183	3000	19 Rue Paul Bert	00ha 07a 73ca
			Total :	00ha 30a 59ca

Le volume 3000 est défini de la manière suivante :

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

Au niveau du 1er sous-sol, par un parc de stationnement automobile «public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2" et deux épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des rampes voitures, l'une d'accès (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol) depuis la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux surplus de cages d'escaliers liaison rez-de-chaussée / sous-sol dénommés "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment "C" (volume 4000) l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME TROIS MILLE (3000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de DIX VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (10) Bases (1-3000). (2-3000), (3-3000), (4-3000), (5-3000), (6-3000), (7-3000), (8-3000), (9-3000) et (10-3000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-3000) d'une superficie de 1607 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un parc de stationnement automobiles "public" avec deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie et deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.00, 81.08, 81.30, 81.43, 81.75, figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 3 – 1er SOUS-SOL – ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre Expert Foncier D.P.L.G. à Paris 14ème arrondissement 27-29, rue Ledlon d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.
- BASE (2-3000) d'une superficie de 55 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus de la rampe d'accès voitures sur la rue Paul Bert, entre les cotes N.G.F. 81.30 et 85.67 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (3-3000) d'une superficie de 9 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus d'une cage d'escalier (départ) sur la rue Paul Bert dénommée "S1" et à un conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 85.93 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (4-3000) d'une superficie de 67 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant aux surplus de la rampe de sortie voitures et à un escalier dénommé "S2" sur la rue Brillet, entre les cotes N.G.F. 81.43, 81.50 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (5-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.43 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans ri" 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (6-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.75 et 84.60 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (7-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.60 et 90.10 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (8-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.30 et 89.80 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (9-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 89.80 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) COMPREND :

- au niveau du 1er sous-sol, un parc de stationnement automobiles "public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2", les voiles périmétriques cotés épaisseurs de tréfonds du VOLUME 4000 et du VOLUME 3000, côté rue Paul Bert et en limites séparatives gauche et droite de l'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (2-2000) et 4000, parties de bases (2-4000), (3-4000), (4-4000), (6-4000), (7-4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000) et (11-4000) et la dalle formant le plancher bas du 1er sous-sol; étant spécifié ici que la dalle formant le plancher haut dépend en totalité des VOLUMES 2000 et 4000 (gros œuvre, étanchéité et protection d'étanchéité);

- au niveau du 1er sous-sol, deux épaisseurs de tréfonds, l'un côté rue Paul Bert et l'autre côté rue Brillet;

- en dessous des deux rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux "cuves de rétention d'eau" situées pour l'une, sous la rampe d'accès rue Paul Bert et pour l'autre, sous la rampe de sortie rue Brillet (éléments constitutifs et systèmes de fonctionnement);

- au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des gros œuvres des rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet et les escaliers dénommés "S1" et "S2": "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (3-2000) et 4000, partie de base (13-4000);

- et le gros œuvre des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés respectivement l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment dénommé "C" (VOLUME 4000), les demi épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 4000 et les deux espaces aériens (ou volumes d'air) au-dessus des deux conduits situés dans les bâtiments "A" et "C", sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 3000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME TROIS MILLE (3000) est figuré sous "teinte bleue" aux plans ci-joints et annexés.

PRECISIONS – SERVITUDES :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) - FONDS SERVANT - EST GREVÉ :

A - AU PROFIT DU VOLUME QUATRE MILLE (4000)

a) d'une servitude de passage pour véhicules automobiles et motos en tout temps sur:

* la rampe d'accès voitures liaison rez-de-chaussée rue Paul Bert 1er sous-sol, jusqu'a la porte d'accès du parc de stationnement automobiles privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1"' sous-sol;

* et la rampe de sortie voiture liaison 1er sous-sol/rez-de-chaussée rue Brillet depuis la porte de sortie du parc de stationnement automobile privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1er sous-sol.

Servitudes de passage telles que délimitées sous "étoiles espacées rouges" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - ET 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE -

L'entretien et la réfection des deux rampes, l'une d'accès rue Paul Bert et l'autre de sortie rue Brillet (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol jusqu'aux portes d'accès du parc de stationnement automobiles privé niveau 1er sous-sol); l'entretien, les réparations et le remplacement des portes d'accès et de sortie voitures (accès rue Paul Bert et sortie rue Brillet), accessoires et systèmes d'ouverture, des deux caillebotis situés au bas des rampes d'accès et de sortie voitures (s'il en existe) seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES TROIS MILLE (3000) - parc de stationnement automobiles "public" et QUATRE MILLE (4000) parc de stationnement automobiles "privé", au prorata de leur nombre respectif d'emplacements à voitures couverts.

Le VOLUME 3000 (parc de stationnement automobiles "public") étant affecté du coefficient de pondération de 2.00 (eu égard à la fréquentation automobiles du parking public) et de 1,00 concernant le parc de stationnement automobiles "privé" (VOLUME 4000).

VOLUME 3000 :46 emplacements à voitures couverts

VOLUME 4000 : 72 emplacements à voitures couverts

Soit la répartition suivante :

VOLUME 3000 : 56%

VOLUME 4000 : 44%

TOTAL : 100%

b) et d'une servitude d'accès en tout temps au "LOCAL EAU LOGEMENTS" situé au 1er sous-sol, partie de base (1-3000).

B - AU PROFIT DES VOLUMES DEUX MILLE (2000) & QUATRE MILLE (4000)

- d'une servitude d'accès et d'utilisation des deux "CUVES DE RÉTENTION D'EAU" situées respectivement, l'une sous la rampe d'accès voiture depuis la rue Paul Bert et l'autre sous la rampe de sortie voiture côté rue Brillet.

L'entretien, les réparations, la réfection et le remplacement des deux "CUVES DE RÉTENTION D'EAU", des trappes de visite et de tous les systèmes de récupération des eaux pluviales permettant le bon fonctionnement des deux "CUVES DE RÉTENTION D'EAU" seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) entre les VOLUMES DEUX MILLE (2000) et QUATRE MILLE (4000) au prorata de la superficie des toitures, "terrasses - balcons", "sursols" et "courette anglaise".

Soit la répartition suivante :

VOLUME 2000 : 700 / 10 000émes

VOLUME_4000 : 9 300 / 10 000émes

TOTAL : 10 000 / 10 000émes

ARTICLE 3 **Description et plans :**

A/ Description

L'immeuble objet du présent acte comprend :

Un bâtiment en infrastructure à usage de parking élevé sur un niveau de sous-sol, et un rez-de-chaussée d'accès.

Il est desservi par deux cages d'escalier et un ascenseur faisant partie du volume 4000 de l'ensemble immobilier.

Il est composé :

Au sous-sol

- ✓ 2 cages d'escalier desservant le rez-de-chaussée,
- ✓ 1 sas,
- ✓ 1 local technique,
- ✓ 1 aire de circulation,
- ✓ 46 emplacements de stationnement dont un double,
- ✓ 2 Emplacements stationnement moto,
- ✓ 2 portes coulissantes,
- ✓ 2 cuves de rétention,
- ✓ Des circulations,
- ✓ Rampes d'entrée/sortie du parking,
- ✓ Ventilations hautes et basses,

Au rez-de-chaussée

- ✓ Rampes d'entrée/sortie du parking,
- ✓ Portes basculantes,

Le tout conformément aux plans dont l'énumération est la suivante :

B/ Plans

Au présent acte, il sera annexé après mention

- ✓ Un plan du rez-de-chaussée,
- ✓ Un plan du premier sous-sol,

Lesdits plans ont été réalisés par la SELAS S.S.A.F.T., Géomètre Expert, situé à NOGENT SUR MARNE (94130), 6 rue Gustave Lebègue.

II - ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

ARTICLE 4 Désignation des lots

L'immeuble ci-dessus désigné est divisé en **QUARANTE SIX (46) LOTS** numérotés 3001 à 3046

La désignation de ces lots est établie ci-après.

Elle comprend pour chacun d'eux, l'indication des parties privatives réservées à la jouissance exclusive de son propriétaire et une quote-part indivise des parties communes générales exprimée en tantièmes.

Observation faite que les numéros des locaux contenus dans cette désignation, après l'identification du numéro du lot, se réfèrent exclusivement aux indications portées sur les plans annexés au présent acte, à l'exclusion de toutes autres et notamment de tout numérotage pouvant être apposé sur le sol.

DÉSIGNATION DES LOTS

Cf. descriptif des lots joint

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Conformément à l'article 71 du Décret numéro 55-1350 du 14 octobre 1955, modifié par le Décret 59-90 du 7 janvier 1959 et numéro 79-405 du 21 mai 1979, il est établi un tableau récapitulatif de l'état descriptif de division qui précède, qui est annexé au présent acte.

Cf. tableaux joints

DÉSIGNATION DES LOTS

Lot numéro trois mille un (3001)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 1

Quote-part générale : 31 / 1000 soit : trente et un millièmes

Lot numéro trois mille deux (3002)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 2

Quote-part générale : 31 / 1000 soit : trente et un millièmes

Lot numéro trois mille trois (3003)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 3

Quote-part générale : 21 / 1000 soit : vingt et un millièmes

Lot numéro trois mille quatre (3004)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 4

Quote-part générale : 22 / 1000 soit : vingt deux millièmes

Lot numéro trois mille cinq (3005)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 5

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille six (3006)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 6

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille sept (3007)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 7

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille huit (3008)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 8

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille neuf (3009)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 9

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille dix (3010)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 10

Quote-part générale : 21 / 1000 soit : vingt et un millièmes

Lot numéro trois mille onze (3011)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 11

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille douze (3012)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 12

Quote-part générale : 22 / 1000 soit : vingt deux millièmes

Lot numéro trois mille treize (3013)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 13

Quote-part générale : 24 / 1000 soit : vingt quatre millièmes

Lot numéro trois mille quatorze (3014)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 14

Quote-part générale : 17 / 1000 soit : dix sept millièmes

Lot numéro trois mille quinze (3015)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 15

Quote-part générale : 24 / 1000 soit : vingt quatre millièmes

Lot numéro trois mille seize (3016)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 16

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille dix sept (3017)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 17

Quote-part générale : 24 / 1000 soit : vingt quatre millièmes

Lot numéro trois mille dix huit (3018)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 18

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille dix neuf (3019)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 19

Quote-part générale : 24 / 1000 soit : vingt quatre millièmes

Lot numéro trois mille vingt (3020)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 20

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille vingt et un (3021)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 21

Quote-part générale : 18 / 1000 soit : dix huit millièmes

Lot numéro trois mille vingt deux (3022)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 22

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille vingt trois (3023)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 23

Quote-part générale : 26 / 1000 soit : vingt six millièmes

Lot numéro trois mille vingt quatre (3024)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 24

Quote-part générale : 24 / 1000 soit : vingt quatre millièmes

Lot numéro trois mille vingt cinq (3025)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 25

Quote-part générale : 21 / 1000 soit : vingt et un millièmes

Lot numéro trois mille vingt six (3026)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 26

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille vingt sept (3027)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 27

Quote-part générale : 21 / 1000 soit : vingt et un millièmes

Lot numéro trois mille vingt huit (3028)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 28

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille vingt neuf (3029)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 29

Quote-part générale : 19 / 1000 soit : dix neuf millièmes

Lot numéro trois mille trente (3030)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement double non clos n° 30 et 32

Quote-part générale : 38 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille trente et un (3031)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 31

Quote-part générale : 19 / 1000 soit : dix neuf millièmes

Lot numéro trois mille trente deux (3032)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 33

Quote-part générale : 23 / 1000 soit : vingt trois millièmes

Lot numéro trois mille trente trois (3033)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 34

Quote-part générale : 21 / 1000 soit : vingt et un millièmes

Lot numéro trois mille trente quatre (3034)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 35

Quote-part générale : 23 / 1000 soit : vingt trois millièmes

Lot numéro trois mille trente cinq (3035)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 36

Quote-part générale : 23 / 1000 soit : vingt trois millièmes

Lot numéro trois mille trente six (3036)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 37

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille trente sept (3037)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 38

Quote-part générale : 22 / 1000 soit : vingt deux millièmes

Lot numéro trois mille trente huit (3038)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 39

Quote-part générale : 28 / 1000 soit : vingt huit millièmes

Lot numéro trois mille trente neuf (3039)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 40

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille quarante (3040)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 41

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille quarante et un (3041)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 42

Quote-part générale : 20 / 1000 soit : vingt millièmes

Lot numéro trois mille quarante deux (3042)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 43

Quote-part générale : 17 / 1000 soit : dix sept millièmes

Lot numéro trois mille quarante trois (3043)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 44

Quote-part générale : 18 / 1000 soit : dix huit millièmes

Lot numéro trois mille quarante quatre (3044)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 45

Quote-part générale : 18 / 1000 soit : dix huit millièmes

Lot numéro trois mille quarante cinq (3045)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 46

Quote-part générale : 19 / 1000 soit : dix neuf millièmes

Lot numéro trois mille quarante six (3046)

Parking intérieur non clos, situé au 1er sous-sol du bâtiment UNIQUE, cage d'escalier S1 S2

Comprenant : Un emplacement de stationnement non clos n° 47

Quote-part générale : 21 / 1000 soit : vingt et un millièmes

Tableau Récapitulatif des Quotes-parts de Parties communes générales

N° de lot	Bât.	Esc.	Niv.	Nature	Quote-Part parties communes générales
3001	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	31
3002	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	31
3003	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	21
3004	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	22
3005	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3006	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3007	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3008	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3009	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3010	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	21
3011	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3012	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	22
3013	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	24
3014	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	17
3015	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	24
3016	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3017	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	24
3018	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3019	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	24
3020	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3021	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	18
3022	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3023	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	26
3024	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	24
3025	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	21

N° de lot	Bât.	Esc.	Niv.	Nature	Quote-Part parties communes générales
3026	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3027	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	21
3028	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3029	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	19
3030	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos double	38
3031	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	19
3032	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	23
3033	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	21
3034	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	23
3035	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	23
3036	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3037	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	22
3038	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	28
3039	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3040	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3041	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	20
3042	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	17
3043	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	18
3044	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	18
3045	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	19
3046	Unique	S1 S2	-1	Parking intérieur non clos	21

Total	**1 000**

CHAPITRE TROISIEME : PARTIES COMMUNES ET PARTIES PRIVATIVES.

I - DÉFINITION DES PARTIES COMMUNES

Les parties communes sont celles qui ne sont pas affectées à l'usage exclusif d'un ou plusieurs copropriétaires déterminés. Les parties communes appartenant à l'ensemble des copropriétaires sont qualifiées de « parties communes générales ».

ARTICLE 5 Parties communes générales

Les parties communes sont celles qui ne sont pas affectées à l'usage exclusif d'un ou plusieurs copropriétaires déterminés.

Elles appartiennent indivisément à l'ensemble des copropriétaires chacun pour la quote-part de droits afférente à chaque lot ainsi qu'il est indiqué dans l'état descriptif de division qui précède.

Elles comprennent (cette énumération étant purement énonciative et non limitative) :

- ✓ L'emprise foncière représentée par les volumes n°3000, 6000 et 7000 tant dans ses parties bâties que dans ses parties non bâties,
- ✓ Les fondations, les dalles de couverture et de planchers et tout mur constituant l'ossature du bâtiment dans les limites des emprises des volumes n°3000, 6000 et 7000,
- ✓ Les servitudes actives ou passives pouvant, présentement, exister ou être créées dans l'avenir,
- ✓ Les canalisations propres aux volumes n°3000, 6000 et 7000 y compris pour leur partie qui bien que non comprise dans l'emprise volumes n°3000, 6000 et 7000 seraient réputées en être la propriété aux termes de l'état descriptif de division en volumes et ses modificatifs,
- ✓ Le gros œuvre des cages d'escaliers, des locaux techniques, des circulations du bâtiment et de la rampe d'accès aux parkings,
- ✓ Les installations d'éclairage et les minuteries dans les parties communes du bâtiment,
- ✓ Les murs et cloisons séparant les parties privatives des parties communes,
- ✓ Tous les appareils et installations assurant la distribution et le comptage éventuel de l'eau et de l'électricité, et plus généralement de l'ensemble des fluides et courants,
- ✓ Les équipements collectifs de sécurité et de contrôle d'accès situés dans les volumes n°3000, 6000 et 7000 dès lors que ceux-ci sont à l'usage et à l'utilité de tous les copropriétaires,
- ✓ Les cages d'escalier, les paliers, les couloirs, en ce qui concerne leurs équipements, revêtements, portes, contrôles d'accès, ...
- ✓ Les locaux collectifs et techniques à l'usage et à l'utilité de tous les copropriétaires,
- ✓ Les branchements de télécommunications et antennes,
- ✓ Tous les accessoires de ces parties communes et, en général, tous les accessoires des parties communes ci-dessus définies, leurs appareillages, objets mobiliers, portes, équipements, outillages et fournitures en conséquence,
- ✓ Le local technique,
- ✓ Les circulations, sas d'accès et dégagements en sous-sol,

- ✓ Les deux escaliers desservant le rez-de-chaussée,
- ✓ Les portes coupe-feux,
- ✓ Les systèmes de protection et de sécurité réglementaires en matière d'incendie et les dispositifs de signalisation,
- ✓ Les gaines d'aération et de ventilation du parc de stationnement ainsi que les extracteurs d'air,
- ✓ Les canalisations et évacuations particulières (séparateur d'hydrocarbures, pompe de relevage, par exemple),
- ✓ Les aires de circulations et le revêtement du sol des emplacements de stationnement,
- ✓ Les portes basculantes en rez-de-chaussée, ainsi que les systèmes de fermetures,
- ✓ Les portes coulissantes au 1er sou sol.

La présente désignation n'étant qu'énonciative et non limitative

II - DÉFINITION DES PARTIES PRIVATIVES

ARTICLE 6 Parties privatives

Les parties privatives sont celles qui sont affectées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire, c'est-à-dire, les espaces compris dans son lot avec tous leurs accessoires.

Les parties privatives sont la propriété privative de chaque copropriétaire, lequel en assurera l'entretien et la réparation à ses frais exclusifs.

DEUXIÈME PARTIE
CONDITIONS D'USAGE DE L'IMMEUBLE

CHAPITRE PREMIER : DESTINATION DE L'IMMEUBLE

ARTICLE 7 **Destination des parties privatives**

L'immeuble est destiné à l'usage de parc de stationnement.

L'exercice de toute autre activité (commerciale, industrielle ou artisanale etc…) demeure proscrite.

Tous les lots sont affectés exclusivement au stationnement de véhicules.

CHAPITRE DEUXIÈME : USAGE DES PARTIES PRIVATIVES

ARTICLE 8 **Principes**

Chacun des copropriétaires aura le droit de jouir comme bon lui semble des parties privatives comprises dans son lot, à la condition de ne pas nuire aux droits des autres copropriétaires et de ne rien faire qui puisse compromettre la solidité, la sécurité ou la tranquillité de l'immeuble, ni porter atteinte à sa destination.

ARTICLE 9 **Occupation**

Les emplacements de stationnement ne pourront servir qu'au stationnement des véhicules. Il ne pourra y être exploité aucun atelier de réparation.

Il ne pourra y être déposé aucun produit explosif, inflammable, dangereux ou malodorant.

Il est interdit d'entreposer les voitures d'enfants dans les sous-sols à usage de places de stationnement.

L'emploi des avertisseurs sonores sera interdit même pour l'entrée et la sortie des véhicules.

Il sera également interdit de faire tourner les moteurs autrement que pour les besoins des départs et arrivées.

Les places de stationnement ne pourront pas servir d'aire de lavage. Il ne pourra y être exécuté aucune opération d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 10 **Réparations et entretien - Accès des ouvriers**

Les copropriétaires devront souffrir, de jour comme de nuit, sans indemnité, l'exécution des réparations ou des travaux d'entretien qui deviendraient nécessaires aux parties communes quelle qu'en soit la durée, et si besoin est, livrer accès aux architectes, syndic, entrepreneurs, techniciens et ouvriers chargés de surveiller, conduire ou faire ces travaux.

ARTICLE 11 **Modifications**

Un copropriétaire aura la possibilité de clore son emplacement non boxé sous réserve des autorisations administratives réglementaires et notamment en veillant au respect de la norme NF.P 91.120 et l'arrêté du 31/01/1986 relatif à la protection contre l'incendie.

Il devra également obtenir l'accord des voisins immédiats situés de part et d'autre de son emplacement de stationnement.

Compte tenu de la configuration des constructions, l'utilisation des rampes de circulation ou aires de stationnement pourra être difficile pour certains types de véhicules.

Tout copropriétaire de parkings devra supporter le passage de toutes canalisations, ventilations ; réseaux, poutres et l'installation de toute vannes, regards, et équipements destinés aux besoins de l'immeuble.

ARTICLE 12 Locations

Les copropriétaires pourront louer leur lot comme bon leur semblera à la condition que les locataires espectent les prescriptions du présent règlement ainsi que la destination de l'immeuble telle qu'elle est définie ci-dessus.

Les baux et engagements de location devront imposer aux locataires l'obligation de se conformer aux prescriptions du présent règlement.

Les copropriétaires resteront personnellement garants et responsables de l'exécution de cette obligation.

ARTICLE 13 Responsabilité.

Tout copropriétaire restera responsable à l'égard des autres copropriétaires des conséquences dommageables entraînées par sa faute ou sa négligence ou celles des personnes dont il doit répondre ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

CHAPITRE TROISIÈME : USAGE DES PARTIES COMMUNES

ARTICLE 14 Principe.

Chacun des copropriétaires pourra user librement des parties communes, pour la jouissance de sa fraction divise, suivant leur destination propre, telle qu'elle résulte du règlement de copropriété, à condition de ne pas faire obstacle aux droits des autres copropriétaires et sous réserve des limitations ci-après stipulées.

Pour l'exercice de ce droit, il sera responsable dans les termes qui sont indiqués à l'article 16 du présent acte.

Chacun des copropriétaires devra respecter la réglementation intérieure qui pourrait être édictée pour l'usage de certaines parties communes et le fonctionnement des services collectifs et des éléments d'équipement commun.

ARTICLE 15 Encombrement des parties communes.

Nul ne pourra, même temporairement, encombrer les parties communes ni y déposer quoi que ce soit, ni les utiliser pour son usage personnel, en dehors de leur destination normale, sauf cas de nécessité.

Les passages, paliers, escaliers, couloirs, entrées, devront être laissés libres en tout temps.

En cas d'encombrement d'une partie commune en contravention avec les présentes stipulations, le syndic est fondé à faire enlever l'objet de la contravention, quarante huit heures après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet, aux frais du contrevenant et à ses risques et périls. En cas de nécessité, la procédure ci-dessus sera simplement réduite à la signification faite par le syndic au contrevenant par lettre recommandée, qu'il a été procédé au déplacement de l'objet.

ARTICLE 16 Dédommagement.

L'ensemble des services collectifs et éléments d'équipements communs étant propriété collective, un copropriétaire ne pourra réclamer de dommages et intérêts en cas d'arrêt permanent, imputable à un cas de force majeure, ou de suspension momentanée pour des nécessités d'entretien ou des raisons accidentelles.

ARTICLE 17 **Servitudes.**

Les copropriétaires devront respecter toutes les servitudes et autres sujétions qui grèvent ou pourront grever la propriété. Ces servitudes sont rappelées aux termes de l'exposé ci-après.

Chaque copropriétaire sera personnellement responsable des dégradations causées aux parties communes et, d'une manière générale, de toutes les conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à la destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait des occupants ou de ses locataires ou par celui des personnes se rendant chez lui.

ARTICLE 18 **Carence d'un copropriétaire.**

En cas de carence de la part d'un copropriétaire dans l'entretien de ses parties privatives, tout au moins pour celles visibles de l'extérieur, ainsi que d'une façon générale pour toutes celles dont le défaut d'entretien peut avoir des incidences à l'égard des parties communes ou des autres parties privatives ou de l'aspect extérieur de l'immeuble, le syndic, après décision de l'assemblée générale, pourra remédier aux frais du copropriétaire défaillant à cette carence, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai d'un mois.

CHARGES COMMUNES DE L'IMMEUBLE
ÉTAT DE REPARTITION DES CHARGES

CHARGES GÉNÉRALES

ARTICLE 19 **Définition**

Les charges générales comprennent :

Impôts

- ✓ Les impôts, contributions et taxes sous quelque forme et dénomination que ce soit, auxquels seront assujetties toutes les « parties communes générales » de l'ensemble et même celles afférentes aux « parties privatives » tant que, en ce qui concerne ces dernières, le Service des Contributions Directes ne les aura pas réparties entre les divers copropriétaires.

Services communs

- ✓ Les charges liées au fonctionnement de l'ensemble immobilier supportées par les volumes n°3000, 6000 et 7000, telles que définies à l'état descriptif de division en Volumes et à son modificatif.
- ✓ Les honoraires du Syndic, ses frais de bureau et de correspondance et les frais nécessités par le fonctionnement du syndicat et du Conseil syndical.
- ✓ Les honoraires d'architecte pour l'entretien courant des parties communes générales.
- ✓ Les primes d'assurances souscrites par le syndicat pour l'immeuble.

Parties communes générales

- ✓ Les frais d'entretien, de réfection et, le cas échéant, de remplacement de toutes les parties communes générales,
- ✓ Les frais de réparation, de toutes natures, grosses ou menues, à faire au gros œuvre,
- ✓ Les frais d'entretien et de remplacement de l'installation d'eau à usage commun, la location, la pose et l'entretien du compteur à usage collectif, la consommation d'eau,
- ✓ Les frais d'entretien, de réparation même de remplacement des portes coupe-feu, des sas d'accès et, le cas échéant, de l'escalier de secours, desservant les emplacements de stationnement.
- ✓ les frais d'entretien, de réparation ou de réfection relatifs aux aires de circulation et aux surfaces de stationnement malgré leur affectation privative, ainsi que toutes les installations servant exclusivement au parking (système de ventilation, porte basculante/portail sur rue et leurs systèmes de fermeture, frais de peinture, numérotation, délimitation des emplacements de voitures, système de sécurité réglementaire en matière d'incendie et les dispositifs de signalisation, primes d'assurances souscrites uniquement pour ces parkings, bacs de décantation etc…),
- ✓ Les frais d'entretien et de remplacement de l'installation électrique à l'usage du parc de stationnement, la location, la pose et l'entretien des compteurs à l'usage du parc de stationnement, le coût de la consommation d'électricité déterminé par le compteur divisionnaire du parc de stationnement s'il existe.
- ✓ L'entretien et la réfection des deux rampes, l'une d'accès rue Paul Bert et l'autre de sortie rue Brillet (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol jusqu'aux portes d'accès du parc de stationnement automobile privé niveau 1er sous-sol) ; l'entretien, les réparations et le remplacement des portes d'accès et de sortie voitures (accès rue Paul Bert et sortie rue Brillet), accessoires et système d'ouverture, des deux caillebotis situés au bas des rampes d'accès et de sortie voitures (s'il en existe) .
- ✓ L'entretien, la rénovation et la réfection de la partie du porche d'accès au « DOJO », y compris de l'étanchéité et la protection d'étanchéité de la dalle séparation rez-de-chaussée/sous sol ; l'entretien du système d'éclairage et de location du compteur ou sous compteur électrique y afférent ; l'entretien, la réparation et même de remplacement de l'ascenseur dénommé « D »(liaison 1er sous sol/rez-de-chaussée/1er étage bâtiment « DOJO », cabine, cage, agrès, poulies, câbles, treuils, systèmes de freinage, contrepoids, guidages et accessoires, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement des dispositifs de secours, des postes d'alarme et du système de télésurveillance, si toutefois il existe, l'entretien et la réparation des locaux machineries et des machines, les frais de consommation d'électricité occasionnés par l'ascenseur, le coût de la location du compteur, les primes et cotisations de l'assurance contre les accidents pouvant être provoqués par l'ascenseur, si toutefois les primes y afférentes peuvent être individualisées.
- ✓ L'entretien, les réparations, la réfection du bac de décantation (séparateur d'hydrocarbures) et de la fosse, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement de la (ou les pompe(s) de relevage ; l'entretien, les réparations des siphons de sol, caniveaux, grilles ou regards et canalisations y afférentes des aires de circulation et de dégagement des voitures.

La présente énumération est purement énonciative et non limitative.

Elles sont réparties entre tous les copropriétaires au prorata des quotes-parts des parties communes générales

CHARGES PARTICULIÈRES

Les charges particulières à certains lots ou à certains équipements sont réparties selon les définitions suivantes :

Charges d'entretien d'ascenseur

Les charges d'ascenseur comprennent les dépenses relatives à l'entretien et au remplacement éventuel des éléments d'équipement (cabine, poulies, machineries, ...), la consommation électrique (ceci sous réserve qu'il existe un système de sous comptage spécifique à cette consommation électrique, dans le cas contraire la consommation est répartie au titre des charges générales), les contrats de maintenance, l'abonnement pour la ligne téléphonique, et les assurances éventuelles.

Les charges d'ascenseur sont réparties entre tous les lots concernés à raison d'une quote-part égale par emplacement de stationnement simple et d'une quote-part double pour l'emplacement de stationnement double.

À savoir :

Lots n°3001 à 3029 et 3031 à 3046 : 1/47èmes

Lot n°3030 : 2/47èmes

Ces charges seront dues par les copropriétaires concernés auprès du propriétaire du volume n°5000 au titre de la servitude de passage dont est grevé le volume n°5000.

CHAPITRE TROISIÈME – AFUL - SERVITUDES

CONVENTION

(Cahier des charges) établi le 27 août 2007 par Maître Chavane de Dalmassy et Maître Chauvin-Coqueux Notaires à Paris,

Il a été notamment institué des servitudes de passage relatées dans les actes établis par Maître Chavane de Dalmassy et Maître Chauvin-Coqueux Notaires à Paris, le 27/08/2007 et représentées sur les plans annexés aux présentes.

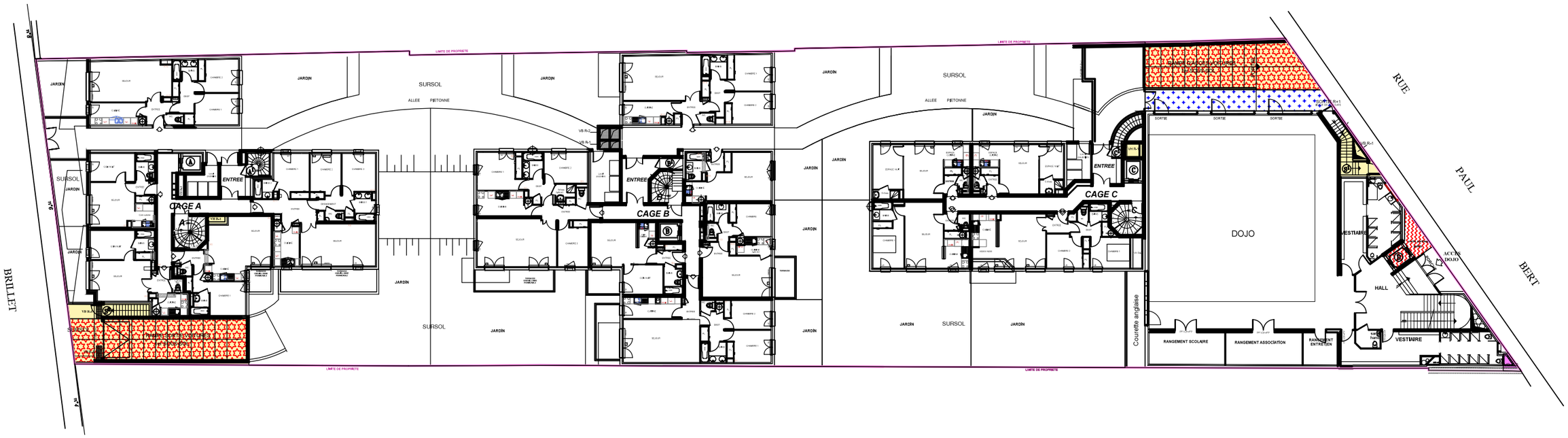
L'immeuble fait partie d'un ensemble immobilier comprenant divers bâtiments implantés sur un terrain aménagé en espaces verts, voies diverses, etc...

Il a été établi une convention qui a pour objet la mise en oeuvre des actions tendant à faire respecter les servitudes, règles, charges et conditions résultant de la division en volumes.

Sont parties prenantes à cette convention à laquelle ils adhèrent du seul fait de la signature des actes de cession qui leur sont consentis : les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, propriétaires des volumes définis à l'état descriptif en volumes de l'ensemble immobilier.

Chaque propriétaire devra en cas d'aliénation, imposer à ses acquéreurs l'obligation de prendre ses lieus et place dans cette convention, faute de quoi il restera personnellement engagé vis-à-vis d'elle.

Rez-de-chaussée



Servitude de passage piétons en tout temps sur le Volume 2000 au profit du Volume 4000.

Servitude de passage véhicules automobiles et motos en tout temps sur le Volume 3000 au profit du Volume 4000.

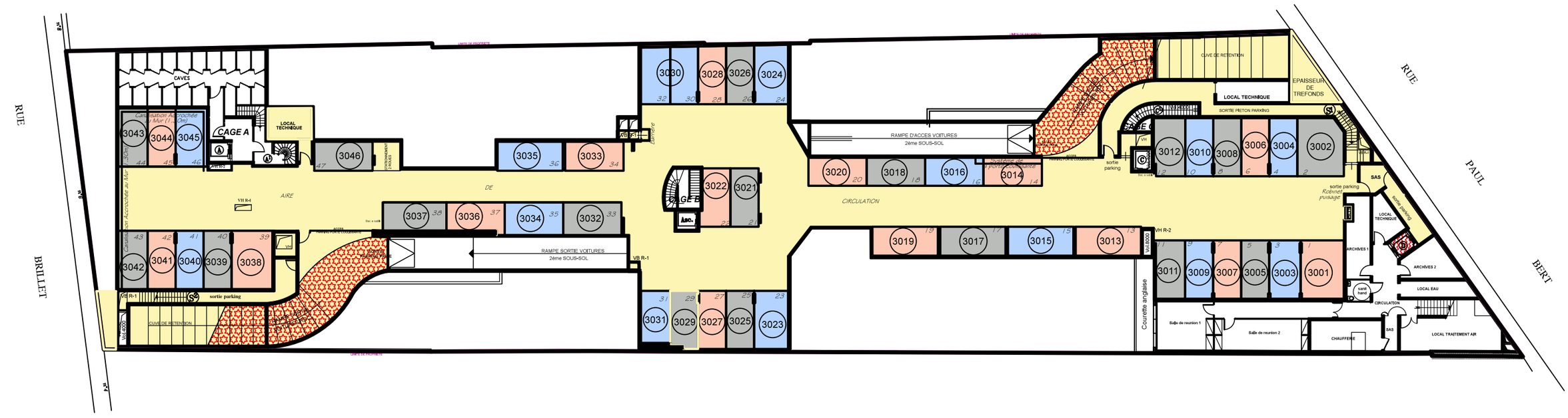
Servitude de passage piétons en tout temps (par l'ascenseur) sur le Volume 2000 au profit du Volume 3000.

S S A F T - Cabinet Denis Brachet
Géomètre Expert DPLG
Expert près la Cour d'Appel de Paris
6, rue Gustave Lebègue 94130 Nogent sur Marne
Tél. : 01.48.73.00.68 - Fax : 01.48.77.55.01
ssaft@cabinet-brachet.fr

DOSSIER :	DATE :	PLAN NUMÉRO : 1	INDICE : a
8659	25 mars 2015		

Échelle : 1/350

Premier sous-sol



Servitude de passage piétons en tout temps sur le Volume 2000 au profit du Volume 4000.

Servitude de passage véhicules automobiles et motos en tout temps sur le Volume 3000 au profit du Volume 4000.

Servitude de passage piétons en tout temps (par l'ascenseur) sur le Volume 2000 au profit du Volume 3000.

S S A F T - Cabinet Denis Brachet
Géomètre Expert DPLG
Expert près la Cour d'Appel de Paris
6, rue Gustave Lebègue 94130 Nogent sur Marne
Tél. : 01.48.73.00.68 - Fax : 01.48.77.55.01
ssaft@cabinet-brachet.fr

DOSSIER :	DATE :	PLAN NUMÉRO : 2	INDICE : B
8659	25 mars 2015		

Échelle : 1/350

30685802
67/67/AG

L'AN DEUX MILLE QUINZE,

LE ,

A NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), en l'Hôtel de Ville, Place Roland Nungesser,

Maître Xavier CALMET, membre de la Société Civile Professionnelle "Catherine CARELY, Vincent VIE, Xavier CALMET, Loïc GUEZ et Cyril TAILLANDIER, Notaires associés", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), 78, Grande Rue Charles de Gaulle,

A reçu le présent acte contenant MODIFICATIF A L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE DU 27 AOUT 2007 CONSISTANT EN LA MISE A JOUR SUPERFICIELLE DE CERTAINS DES VOLUMES EXISTANTS ET DES STATUTS DE L'AFUL.

A LA REQUETE DE:

1°) - La **COMMUNE de NOGENT SUR MARNE**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Val de Marne, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de NOGENT SUR MARNE (94130), Place Rolland Nungesser, identifiée au SIREN sous le numéro 219 400 520.

Représentée par :

Monsieur Jacques JP MARTIN, agissant pour le compte de ladite Commune en qualité de Maire de celle-ci, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro 15/60 en date du 9 avril 2015, transmise à la Préfecture du Val de Marne pour contrôle de légalité, le 16 avril 2015, dont une copie par extrait, certifiée conforme, du procès-verbal est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectuée dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivité Territoriales le prévoit.

En outre, le représentant de la Commune déclare que cette délibération n'a fait l'objet à ce jour ni d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de MELUN, ni d'un recours gracieux.

D'UNE PART

2°) - **Le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS A NOGENT SUR MARNE (VAL DE MARNE), 19TER RUE PAUL BERT, ET 6 RUE BRILLET,**

Représenté par :

Kbis et pouvoirs à fournir par FONCIA

Monsieur Marco ROLO, domicilié professionnellement à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle,

Agissant en qualité de gérant de la société dénommée « FONCIA VAL DE MARNE », société à responsabilité limitée, dont le siège est à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro ... RCS CRETEIL.

Ladite Société agissant elle-même en qualité de syndic et au nom du Syndicat, représentant légal doté de la personnalité civile de la collectivité des COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS A NOGENT SUR MARNE (VAL DE MARNE), 19TER RUE PAUL BERT, ET 6 RUE BRILLET ; Fonction à laquelle elle a été renouvelée aux termes d'une délibération dudit Syndicat en date du 12 février 2015 dont une copie certifiée conforme est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes.

Ladite Société agissant également :

En vertu des dispositions de l'article 18 de la Loi du 10 juillet 1965 et des dispositions de la Loi du 31 décembre 1985, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, la chargeant notamment d'assurer l'exécution des dispositions des délibérations de l'Assemblée générale des Copropriétaires.

Et par suite des décisions prises aux termes de l'Assemblée Générale des Copropriétaires tenue le 12 février 2015 dont copie certifiée conforme est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes.

DE SECONDE PART

ET

3°) - **L'ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE dénommée « ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE PAUL BERT BRILLET »,** dont le siège est à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), 19ter rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, régie par l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 ayant abrogé la loi du 21 juin 1865 et les articles L 322-1, L 322-2, L 322-4-1, L 322-9, L 322-9-1, L 322-10 et R 322-2-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007.

Représentée par :

A confirmer par FONCIA

Delib autorisant signature de l'acte à fournir.

A revoir avec les parties

Monsieur Marco ROLO, domicilié professionnellement à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle,

Agissant en qualité de gérant de la société dénommée « FONCIA VAL DE MARNE », société à responsabilité limitée, dont le siège est à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro ... RCS CRETEIL.

Ladite Société agissant elle-même en qualité de Président de l'AFUL ; Fonction à laquelle elle a été renouvelée aux termes d'une délibération dudit Syndicat en date du ... 2015 dont une copie certifiée conforme est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes.

Ladite Société agissant également par suite des décisions prises aux termes de l'Assemblée Générale de l'AFUL tenue le ... 2015 dont copie certifiée conforme est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes.

DE TROISIEME PART

LESQUELLES, préalablement au modificatif à l'état descriptif de division en volumes de l'immeuble ci-après désigné, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

- I -

Constitution d'une volumétrie - Association foncière urbaine libre

La société ALTAREA HABITATION a requis Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007, d'établir un acte contenant:

1. un état descriptif de division volumétrique avec cahier des charges

➢ *ayant pour assiette foncière* les parcelles figurant au cadastre de ladite Commune de la manière suivante :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	L	183	19 rue Paul Bert	00 ha 22 a 86 ca
	L	159	6 rue Brillet	00 ha 07 a 73 ca

Total surface : 00 ha 30 a 59 ca

➢ *ayant emporté création de QUATRE (4) volumes immobiliers* numérotés MILLE (1.000), DEUX MILLE (2.000), TROIS MILLE (3.000) et QUATRE MILLE (4.000),

➢ *au sein desquels s'inscrivent* les ouvrages constitutifs de l'ensemble immobilier situé à NOGENT-SUR-MARNE (VAL-DE-MARNE) 94130, 19bis rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, comprenant trois (3) bâtiments distincts à usage d'habitation et salles omnisport municipales, sur parcs de stationnement.

Le premier bâtiment à l'alignement de la rue Paul Bert intègre de façon indépendante les salles omnisport et des logements collectifs,
Le deuxième en coeur de parcelle et le troisième donnant sur la rue Brillet sont des immeubles d'habitation de logements collectifs.
L'ensemble des trois bâtiments est implanté sur deux niveaux.

➢ *avec constitution de diverses servitudes particulières entre les différents volumes*

2. Les statuts d'une Association Foncière Urbaine Libre dénommée « PAUL BERT BRILLET » qui a notamment pour objet :

- L'affectation sur sa tête du volume n°1
- La création de tous éléments nouveaux
- Le contrôle et l'application du Cahier des charges de la division en volume
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle
- La gestion et la police de l'ensemble immobilier
- La représentation en justice
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières concourant aux objets ci-dessus définis.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au 4ème bureau des hypothèques de CRETEIL le 11 septembre 2007 volume 2007P numéro 6437.

- II -

Etat descriptif de division – règlement de copropriété

Le VOLUME QUATRE MILLE (4000) de l'Etat Descriptif de Division Volumétrique de l'ensemble immobilier sus visé a fait l'objet d'un règlement de copropriété contenant état descriptif de division suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007 dont une copie authentique a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 11 septembre 2007 volume 2007P numéro 6441.

Aux termes dudit acte, il a été créé 179 lots de copropriété au sein du volume 4000.

- III -

Vente à la Commune de NOGENT SUR MARNE des volumes 2000 et 3000

Suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007 dont une copie authentique a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 7 novembre 2007 volume 2007P numéro 7837,

La société ALTAREA HABITATION a vendu en l'état futur d'achèvement à la Commune de NOGENT SUR MARNE les volumes 2000 et 3000 moyennant un prix de 2.265.224 euros.

- IV -

Vente à l'AFUL PAUL BERT BRILLET du volume 1000

Suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 13 octobre 2009 dont une copie authentique a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 28 octobre 2009 volume 2009P numéro 5934,

La société ALTAREA HABITATION a vendu à l'AFUL PAUL BERT BRILLET le volume 1000 moyennant un prix d'un euro.

- IV -

Mise à jour de l'emprise superficielle des volumes n°2000, 3000 et 4000

Après recolement, il a été constaté par les requérants que les définitions des limites entre volumes différaient légèrement par rapport à celles du bâtiment édifié.

En conséquence, les réquérants ont requis le Cabinet SSAFT, Géomètre-Expert DPLG, sis à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), 6 rue Gustave Lebègue, de procéder à la mise à jour de l'emprise superficielle des volumes numéros 2000, 3000 et 4000.

CECI EXPOSE, il est passé à l'acte MODIFICATIF A L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE DU 27 AOUT 2007 CONSISTANT EN LA MISE A JOUR SUPERFICIELLE DE CERTAINS DES VOLUMES EXISTANTS ET DES STATUTS DE L'AFUL.

1. MISE A JOUR DE L'EMPRISE SUPERFICIELLE DU VOLUME N°2000

1.1 RAPPEL DE LA SITUATION ANTERIEURE - VOLUME DEUX MILLE (N°2000) AVANT MODIFICATION

1.1.1 DESIGNATION

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

En dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas de la cuvette d'ascenseur du « DOJO »,par une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) jusqu'à la cote N.G.F. 66.00 ; au 2ème sous-sol, par une cuvette d'ascenseur « DOJO » ; au 1er sous-sol, par un niveau avec divers locaux dont certains techniques et une « courette anglaise ».

* En superstructure :

Par un bâtiment superstructure dénommé « DOJO » composé d'un rez-de-chaussée, d'un niveau intermédiaire partiel entre rez-de-chaussée et 1er étage et d'un premier étage et par l'épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) de la « courette anglaise » au niveau du rez-de-chaussée et du 1er étage.

Le présent VOLUME DEUX MILLE (2000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de CINQ VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (5) Bases (1-2000), (2-2000), (3-2000), (4-2000) et (5-2000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-2000) d'une superficie de 4 m² environ correspondant à une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol et au 2ème sous-sol à une cuvette d'ascenseur, entre les cotes N.G.F. 66.00 et 78.26 figurant sous « teinte verte » aux plans n°2 – 2ème SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexes, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre-Expert Foncier D.P.L.G. à PARIS 14ème arrondissement 27.29, rue Ledion d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOU IN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Epi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.

- BASE (2-2000) d'une superficie de 220 m² environ correspondant à un niveau de sous-sol (le 1er) et à une « courette anglaise » avec épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) au-dessus, entre les cotes N.G.F. 78.26 et 81.08 figurant sous « teinte verte » aux plans n°3 - 1er SOUS-SOL

- ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (3-2000) d'une superficie de 546 m² environ correspondant au rez-de-chaussée du bâtiment superstructure dénommé « DOJO » et à une épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) audessus de la « courette anglaise », entre les cotes N.G.F. 81.08, 81.30 et 85.67, 85.93 figurant sous « teinte verte » aux plans n°4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (4-2000) d'une superficie de 611 m² environ correspondant au niveau intermédiaire entre rez-de-chaussée et 1er étage, et au 1er étage du bâtiment superstructure dénommé « DOJO » et à une épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air), entre les cotes N.G.F. 83.70, 85.67, 85.93 et 90.08, figurant sous « teinte verte » aux plans n°5 – 1er & 2ème ÉTAGES (V OLUME 4000)

– NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 1er ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (5-2000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'une gaine ou conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote NGF 90.08 sans limitation de hauteur figurant sous « teinte verte » aux plans n°6

- 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS - et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

LE VOLUME DEUX MILLE (2000) COMPREND :

- en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol jusqu'à la cote N.G.F. 66.00, une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité);

- au 2ème sous-sol, une cuvette d'ascenseur, la dalle formant le plancher bas et la demi-épaisseur du voile séparatif du VOLUME limitrophe 4000, base (1-4000) ;

- au 1er sous-sol, divers locaux dont certains techniques, les voiles périmétriques côtés rue Paul Bert et limite gauche d'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi-épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 3000, partie de base (1-3000) et 4000, partie de base (12-4000) et les dalles formant les planchers haut et bas ;

- une « courette anglaise » située au niveau du 1er sous-sol, les voiles périmétriques côté tréfonds du VOLUME 4000, partie de base (5-4000) et côté limite gauche d'assiette foncière de la volumétrie et une épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) dans l'enveloppe du 1er soussol;

- la totalité du gros oeuvre du rez-de-chaussée, du niveau intermédiaire partiel entre rez-dechaussée et 1er étage et du 1er étage formant le bâtiment superstructure dénommé « DOJO », y compris le passage couvert liaison rue Paul Bert/VOLUME 4000 « HABITATION », le porche (accès « DOJO ») sur la rue Paul Bert situés au rez-de-chaussée, la demi-épaisseur des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes

3000, parties de bases (2-3000), (3-3000), (6-3000) et (7-3000) et 4000 base (14-4000) ; étant spécifié ici que la limite séparative entre le bâtiment « DOJO » (rez-de-chaussée, niveau intermédiaire partiel, 1er étage) et le bâtiment dénommé « C » (rez-dechaussée/1er/2ème étage), partie du VOLUME 4000 bases (13-4000) et (15-4000) est le joint de dilatation situé entre les deux bâtiments ; les dalles formant les planchers bas et hauts ; étant spécifié ici que la dalle (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité) formant le plancher haut du 1er étage dépend en totalité du VOLUME 4000 « HABITATION » base (16-4000) ;

- et le gros oeuvre d'une gaine ou conduit de ventilation au niveau du 3ème étage du bâtiment dénommé « C » (VOLUME 4000), la demi-épaisseur du voile séparatif du VOLUME limitrophe 4000 dans sa partie bâtie et l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus de la gaine ou conduit sans limitation de hauteur;

- et l'épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) au-dessus de la « courette anglaise » niveaux rez-de-chaussée et 1er étage.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 2000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME DEUX MILLE (2000) est figuré sous « teinte verte » aux plans ci-joints et annexés.

1.1.2. PRÉCISIONS – SERVITUDES :

LE VOLUME DEUX MILLE (2000) - FONDS SERVANT - EST GREVÉ :

1.1.2.1 – AU PROFIT DU VOLUME TROIS MILLE (3000)

- d'une servitude de passage piétons en tout temps au profit du parc de stationnement automobile « public » niveau 1er sous-sol VOLUME 3000 (base 1-3000).

Cette servitude s'exerçant au Rez-de-chaussée sur une partie du porche d'accès au « DOJO » côté rue Paul Bert et par l'ascenseur dénommé « D » liaison Rez-de-chaussée/1er sous-sol, bases (2-2000) et (3-2000).

Servitude de passage telle que délimitée sous « lignes brisées rouges » aux plans n°s 3 – 1er SOUS-SOL - EPAISSEURS DE TRÉFONDS - et 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE -

L'entretien, la rénovation, et la réfection de la partie du porche d'accès au « DOJO », y compris de l'étanchéité et de la protection d'étanchéité de la dalle séparation rez-de-chaussée/sous-sol; l'entretien du système d'éclairage et de location du compteur ou sous-compteur électrique y afférent ; l'entretien, la réparation et même de remplacement de l'ascenseur dénommé « D » (liaison 1er sous-sol/rez-dechaussée/1er étage bâtiment « DOJO », cabine, cage, agrès, poulies, câbles, treuils, systèmes de freinage, contrepoids, guidages et accessoires, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement des dispositifs de secours, des

postes d'alarme et du système de télésurveillance, si toutefois il existe, l'entretien et la réparation des locaux machineries et des machines, les frais de consommation d'électricité occasionnés par l'ascenseur le coût de la location du compteur, les primes et cotisations de l'assurance contre les accidents pouvant être provoqués par l'ascenseur, si toutefois les primes y afférentes peuvent être individualisées, seront effectuées par l'A.F.U.L (Association Foncière Urbaine Libre) entre les VOLUMES DEUX MILLE (2000) et TROIS MILLE (3000) dans les proportions suivantes :

VOLUME 2000 : 20 %
VOLUME 3000 : 80 %
TOTAL : 100 %

1.1.2.2 - AU PROFIT DU VOLUME QUATRE MILLE (4000)

- d'une servitude de passage piétons en tout temps sur le passage couvert dénommé « DOJO » situé au rez-de-chaussée du bâtiment superstructure « DOJO » depuis la rue Paul Bert jusqu'au « SURSOL » aménagé du VOLUME 4000, partie de base (13-4000).

Servitude de passage telle que délimitée sous « croix espacées bleues » au plan n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - ci-joint et annexé.

L'entretien, la rénovation et la réfection du passage couvert dénommé « DOJO », y compris de l'étanchéité et de la protection d'étanchéité de la dalle séparation rez-de-chaussée/sous-sol (étant précisé ici que la dalle gros-oeuvre dépend du seul VOLUME 2000) ; seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES DEUX MILLE (2000) - « DOJO » - et QUATRE MILLE (4000) - « HABITATION » - au prorata de leur S.H.O. (Surface Hors OEuvre = surface périmétrique du bâtiment).

Les parties des VOLUMES infrastructure étant affectées du coefficient de pondération de 0,30 et les parties superstructure bâties du coefficient de pondération de 1,00 (les « SURSOLS » n'étant pas pris en considération.)

Soit la répartition suivante :

VOLUME 2000 : 1 683/10 000èmes
VOLUME 4000 : 8 317/10 0000èmes
TOTAL : 10 000/10 000èmes

1.2 MISE A JOUR DE L'EMPRISE SUPERFICIELLE DU VOLUME N°2000

1.2.1 DESIGNATION DU VOLUME DEUX MILLE (N°2000) APRÈS MODIFICATION

Seule la base (2-2000) est sujette à la modification de l'emprise du volume n°2000.

En conséquence, le volume 2000 se définit dorénavant de la manière suivante :

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

En dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas de la cuvette d'ascenseur du « DOJO », par une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) jusqu'à la cote N.G.F. 66.00 ; au 2ème sous-sol, par une cuvette d'ascenseur « DOJO » ; au 1er sous-sol, par un niveau avec divers locaux dont certains techniques et une « courette anglaise ».

* En superstructure :

Par un bâtiment superstructure dénommé « DOJO » composé d'un rez-de-chaussée, d'un niveau intermédiaire partiel entre rez-de-chaussée et 1er étage et d'un premier étage et par l'épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) de la « courette anglaise » au niveau du rez-de-chaussée et du 1er étage.

Le présent VOLUME DEUX MILLE (2000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de CINQ VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (5) Bases (1-2000), (2-2000), (3-2000), (4-2000) et (5-2000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-2000) d'une superficie de 4 m² environ correspondant à une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol et au 2ème sous-sol à une cuvette d'ascenseur, entre les cotes N.G.F. 66.00 et 78.26 figurant sous « teinte verte » aux plans n°2 – 2ème SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexes, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre-Expert Foncier D.P.L.G. à PARIS 14ème arrondissement 27.29, rue Ledion d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOU IN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Epi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.

- BASE (2-2000) d'une superficie de 219 m² environ correspondant à un niveau de sous-sol (le 1er) et à une « courette anglaise » avec épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) au-dessus, entre les cotes N.G.F. 78.26 et 81.08 figurant sous « teinte verte » aux plans n°3 - 1er SOUS-SOL

- ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (3-2000) d'une superficie de 546 m² environ correspondant au rez-de-chaussée du bâtiment superstructure dénommé « DOJO » et à une épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) audessus de la « courette anglaise », entre les cotes N.G.F. 81.08, 81.30 et 85.67, 85.93 figurant sous « teinte verte » aux plans n°4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (4-2000) d'une superficie de 611 m² environ correspondant au niveau intermédiaire entre rez-de-chaussée et 1er étage, et au 1er étage du bâtiment superstructure dénommé « DOJO » et à une épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air), entre les cotes N.G.F. 83.70, 85.67, 85.93. et 90.08, figurant sous « teinte verte » aux plans n°5 – 1er & 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) – NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 1er ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (5-2000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'une gaine ou conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote NGF 90.08 sans limitation de hauteur figurant sous « teinte verte » aux plans n°6

- 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS - et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

LE VOLUME DEUX MILLE (2000) COMPREND :

- en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol jusqu'à la cote N.G.F. 66.00, une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité);
- au 2ème sous-sol, une cuvette d'ascenseur, la dalle formant le plancher bas et la demi-épaisseur du voile séparatif du VOLUME limitrophe 4000, base (1-4000) ;
- au 1er sous-sol, divers locaux dont certains techniques, les voiles périmétriques côtés rue Paul Bert et limite gauche d'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi-épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 3000, partie de base (1-3000) et 4000, partie de base (12-4000) et les dalles formant les planchers haut et bas ;
- une « courette anglaise » située au niveau du 1er sous-sol, les voiles périmétriques côté tréfonds du VOLUME 4000, partie de base (5-4000) et côté limite gauche d'assiette foncière de la volumétrie et une épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) dans l'enveloppe du 1er soussol;
- la totalité du gros oeuvre du rez-de-chaussée, du niveau intermédiaire partiel entre rez-dechaussée et 1er étage et du 1er étage formant le bâtiment superstructure dénommé « DOJO », y compris le passage couvert liaison rue Paul Bert/VOLUME 4000 « HABITATION », le porche (accès « DOJO ») sur la rue Paul Bert situés au rez-de-chaussée, la demi-épaisseur des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 3000, parties de bases (2-3000), (3-3000), (6-3000) et (7-3000) et 4000 base (14-4000) ; étant spécifié ici que la limite séparative entre le bâtiment « DOJO » (rez-de-chaussée, niveau intermédiaire partiel, 1er étage) et le bâtiment dénommé « C » (rez-dechaussée/1er/2ème étage), partie du VOLUME 4000 bases (13-4000) et (15-4000) est le joint de dilatation situé entre les deux bâtiments ; les dalles formant les planchers bas et hauts ; étant spécifié ici que la dalle (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité) formant le plancher haut du 1er étage dépend en totalité du VOLUME 4000 « HABITATION » base (16-4000) ;
- et le gros oeuvre d'une gaine ou conduit de ventilation au niveau du 3ème étage du bâtiment dénommé « C » (VOLUME 4000), la demi-épaisseur du voile séparatif du VOLUME limitrophe 4000 dans sa partie bâtie et l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus de la gaine ou conduit sans limitation de hauteur;
- et l'épaisseur d'espace aérien (ou de volume d'air) au-dessus de la « courette anglaise » niveaux rez-de-chaussée et 1er étage.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 2000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME DEUX MILLE (2000) est figuré sous « teinte verte » aux plans ci-joints et annexés.

1.2.2 PRÉCISIONS – SERVITUDES :

LE VOLUME DEUX MILLE (2000) - FONDS SERVANT - EST GREVÉ :

1.2.2.1 - AU PROFIT DU VOLUME TROIS MILLE (3000)

- d'une servitude de passage piétons en tout temps au profit du parc de stationnement automobile « public » niveau 1er sous-sol VOLUME 3000 (base 1-3000).

Cette servitude s'exerçant au Rez-de-chaussée sur une partie du porche d'accès au « DOJO » côté rue Paul Bert et par l'ascenseur dénommé « D » liaison Rez-de-chaussée/1er sous-sol, bases (2-2000) et (3-2000).

Servitude de passage telle que délimitée sous « lignes brisées rouges » aux plans n°s 3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE -

L'entretien, la rénovation, et la réfection de la partie du porche d'accès au « DOJO », y compris de l'étanchéité et de la protection d'étanchéité de la dalle séparation rez-de-chaussée/sous-sol; l'entretien du système d'éclairage et de location du compteur ou sous-compteur électrique y afférent ; l'entretien, la réparation et même de remplacement de l'ascenseur dénommé « D » (liaison 1er sous-sol/rez-dechaussée/1er étage bâtiment « DOJO », cabine, cage, agrès, poulies, câbles, treuils, systèmes de freinage, contrepoids, guidages et accessoires, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement des dispositifs de secours, des postes d'alarme et du système de télésurveillance, si toutefois il existe, l'entretien et la réparation des locaux machineries et des machines, les frais de consommation d'électricité occasionnés par l'ascenseur le coût de la location du compteur, les primes et cotisations de l'assurance contre les accidents pouvant être provoqués par l'ascenseur, si toutefois les primes y afférentes peuvent être individualisées, seront effectuées par l'A.F.U.L (Association Foncière Urbaine Libre) entre les VOLUMES

DEUX MILLE (2000) et TROIS MILLE (3000) clans les proportions suivantes :

VOLUME 2000 : 20 %
VOLUME 3000 : 80 %
TOTAL : 100 %

1.2.2.2 - AU PROFIT DU VOLUME QUATRE MILLE (4000)

- d'une servitude de passage piétons en tout temps sur le passage couvert dénommé « DOJO » situé au rez-de-chaussée du bâtiment superstructure « DOJO » depuis la rue Paul Bert jusqu'au « SURSOL » aménagé du VOLUME 4000, partie de base (13-4000).

Servitude de passage telle que délimitée sous « croix espacées bleues » au plan n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - ci-joint et annexé.

L'entretien, la rénovation et la réfection du passage couvert dénommé « DOJO », y compris de l'étanchéité et de la protection d'étanchéité de la dalle séparation rez-de-chaussée/sous-sol (étant précisé ici que la dalle gros-oeuvre dépend du seul VOLUME 2000) seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES DEUX MILLE (2000) - « DOJO » - et QUATRE MILLE (4000) - « HABITATION » - au prorata de leur S.H.O. (Surface Hors OEuvre = surface périmétrique du bâtiment).

Les parties des VOLUMES infrastructure étant affectées du coefficient de pondération de 0,30 et les parties superstructure bâties du coefficient de pondération de 1,00 (les « SURSOLS » n'étant pas pris en considération.)

Soit la répartition suivante :

VOLUME 2000 : 1 683/10 000èmes
VOLUME 4000 : 8 317/10 0000èmes
TOTAL : 10 000/10 000èmes

2. MISE A JOUR DE L'EMPRISE SUPERFICIELLE DU VOLUME N°3000

2.1 RAPPEL DE LA SITUATION ANTERIEURE - VOLUME TROIS MILLE (N°3000) AVANT MODIFICATION

2.1.1 DESIGNATION

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

Au niveau du 1er sous-sol, par un parc de stationnement automobile «public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2" et deux épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des rampes voitures, l'une d'accès (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol) depuis la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux surplus de cages d'escaliers liaison rez-de-chaussée / sous-sol dénommés "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment "C" (volume 4000) l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME TROIS MILLE (3000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de DIX VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (10) Bases (1-3000). (2-3000), (3-3000), (4-3000), (5-3000), (6-3000), (7-3000), (8-3000), (9-3000) et (10-3000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-3000) d'une superficie de 1594 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un parc de stationnement automobiles "public" avec deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie et deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.00, 81.08, 81.30, 81.43, 81.75, figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 3 – 1er SOUS-SOL – ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre Expert Foncier D.P.L.G. à Paris 14ème arrondissement 27-29, rue Ledlon d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.
- BASE (2-3000) d'une superficie de 55 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus de la rampe d'accès voitures sur la rue Paul Bert, entre les cotes N.G.F. 81.30 et 85.67 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (3-3000) d'une superficie de 9 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus d'une cage d'escalier (départ) sur la rue Paul Bert dénommée "S1" et à un conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 85.93

figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-D ECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (4-3000) d'une superficie de 67 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant aux surplus de la rampe de sortie voitures et à un escalier dénommé "S2" sur la rue Brillet, entre les cotes N.G.F. 81.43, 81.50 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (5-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.43 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans ri" 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (6-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.75 et 84.60 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (7-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.60 et 90.10 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (8-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.30 et 89.80 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (9-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 89.80 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) COMPREND :

- au niveau du 1er sous-sol, un parc de stationnement automobiles "public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2", les voiles périmétriques cotés épaisseurs de tréfonds du VOLUME 4000 et du VOLUME 3000, côté rue Paul Bert et en limites séparatives gauche et droite de l'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (2-2000) et 4000, parties de bases (2-4000), (3-4000), (4-4000), (6-4000), (7-4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000) et (11-4000) et la dalle formant le plancher bas du 1er sous-sol; étant spécifié ici que la dalle formant le plancher haut dépend en totalité des VOLUMES 2000 et 4000 (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité);

- au niveau du 1er sous-sol, deux épaisseurs de tréfonds, l'un côté rue Paul Bert et l'autre côté rue Brillet;

- en dessous des deux rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux "cuves de rétention d'eau" situées pour l'une, sous la rampe d'accès rue Paul Bert et pour l'autre, sous la rampe de sortie rue Brillet (éléments constitutifs et systèmes de fonctionnement);

- au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des gros oeuvres des rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet et les escaliers dénommés "S1" et "S2": "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (3-2000) et 4000, partie de base (13-4000);
- et le gros oeuvre des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés respectivement l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment dénommé "C" (VOLUME 4000), les demi épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 4000 et les deux espaces aériens (ou volumes d'air) au-dessus des deux conduits situés dans les bâtiments "A" et "C", sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 3000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME TROIS MILLE (3000) est figuré sous "teinte bleue" aux plans ci-joints et annexés.

2.1.2 PRECISIONS – SERVITUDES :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) - FONDS SERVANT - EST GREVÉ:

2.1.2.1 - AU PROFIT DU VOLUME QUATRE MILLE (4000)

a) d'une servitude de passage pour véhicules automobiles et motos en tout temps sur:

* la rampe d'accès voitures liaison rez-de-chaussée rue Paul Berthe 1er sous-sol, jusqu'a la porte d'accès du parc de stationnement automobiles privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1'" sous-sol;
* et la rampe de sortie voiture liaison 1er sous-sol/rez-de-chaussée rue Brillet depuis la porte de sortie du parc de stationnement automobile privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1er sous-sol.

Servitudes de passage telles que délimitées sous “étoiles espacées rouges" aux plans n°s 3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉF ONDS - ET 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE -

L'entretien et la réfection des deux rampes, l'une d'accès rue Paul Bert et l'autre de sortie rue Brillet (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol jusqu'aux portes d'accès du parc de stationnement automobiles privé niveau 1er sous-sol); l’entretien, les réparations et le remplacement des portes d'accès et de sortie voitures (accès rue Paul Bert et sortie rue Brillet), accessoires et systèmes d'ouverture, des deux caillebotis situés au bas des rampes d'accès et de sortie voitures (s'il en existe) seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES TROIS MILLE (3000) -parc de stationnement automobiles "public“- et QUATRE MILLE (4000) -parc de stationnement automobiles "privé"-, au prorata de leur nombre respectif d’emplacements à voitures couverts.

Le VOLUME 3000 (parc de stationnement automobiles "public") étant affecté du coefficient de pondération de 2.00 (eu égard à la fréquentation automobiles du parking public) et de 1,00 concernant le parc de stationnement automobiles "privé" (VOLUME 4000).

VOLUME 3000 :46 emplacements à voitures couverts
VOLUME 4000 : 72 emplacements à voitures couverts

Soit la répartition suivante :

VOLUME 3000 : 56%
VOLUME 4000 : 44%
TOTAL : 100%

b) et d'une servitude d'accès en tout temps au “LOCAL EAU LOGEMENTS" situé au 1er sous-sol, partie de base (1-3000).

2.1.2.2 - AU PROFIT DES VOLUMES DEUX MILLE (2000) & QUATRE MILLE (4000)

- d'une servitude d'accès et d'utilisation des deux "CUVES DE RÉTENTION D'EAU" situées respectivement, l'une sous la rampe d'accès voiture depuis la rue Paul Bert et l'autre sous la rampe de sortie voiture côté rue Brillet.

L'entretien, les réparations, la réfection et le remplacement des deux “CUVES DE RÉTENTION D'EAU", des trappes de visite et de tous les systèmes de récupération des eaux pluviales permettant le bon fonctionnement des deux “CUVES DE RÉTENTION D'EAU" seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) entre les VOLUMES DEUX MILLE (2000) et QUATRE MILLE (4000) au prorata de la superficie des toitures, "terrasses-balcons", “SURSOLS" et “courette anglaise".

Soit la répartition suivante :

VOLUME 2000 : 700 / 10000émes
VOLUME 4000 : 9300 / 10000émes
TOTAL : 10000 / 10000émes

2.2 MISE A JOUR DE L’EMPRISE SUPERFICIELLE DU VOLUME N°3000

2.2.1 DESIGNATION DU VOLUME TROIS MILLE (N°3000) APRÈS MODIFICATION

Seule la base (1-3000) est sujette à la modification de l’emprise du volume n°3000.

En conséquence, le volume 3000 se définit dorénavant de la manière suivante :

Un VOLUME immobilier dans lequel s’inscrit une partie de l’ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

Au niveau du 1er sous-sol, par un parc de stationnement automobile «public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l’une d'accès et l'autre de sortie, deux

parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2" et deux épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des rampes voitures, l'une d'accès (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol) depuis la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux surplus de cages d'escaliers liaison rez-de-chaussée / sous-sol dénommés "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment "C" (volume 4000) l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME TROIS MILLE (3000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de DIX VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (10) Bases (1-3000). (2-3000), (3-3000), (4-3000), (5-3000), (6-3000), (7-3000), (8-3000), (9-3000) et (10-3000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-3000) d'une superficie de 1607 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un parc de stationnement automobiles "public" avec deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie et deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.00, 81.08, 81.30, 81.43, 81.75, figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 3 – 1er SOUS-SOL – ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre Expert Foncier D.P.L.G. à Paris 14ème arrondissement 27-29, rue Ledlon d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.
- BASE (2-3000) d'une superficie de 55 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus de la rampe d'accès voitures sur la rue Paul Bert, entre les cotes N.G.F. 81.30 et 85.67 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (3-3000) d'une superficie de 9 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus d'une cage d'escalier (départ) sur la rue Paul Bert dénommée "S1" et à un conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 85.93 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-D ECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (4-3000) d'une superficie de 67 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant aux surplus de la rampe de sortie voitures et à un escalier dénommé "S2" sur la rue Brillet, entre les cotes N.G.F. 81.43, 81.50 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (5-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.43 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans ri" 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (6-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.75 et 84.60 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (7-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.60 et 90.10 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (8-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.30 et 89.80 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES

(VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (9-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 89.80 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) COMPREND :

- au niveau du 1er sous-sol, un parc de stationnement automobiles "public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2", les voiles périmétriques cotés épaisseurs de tréfonds du VOLUME 4000 et du VOLUME 3000, côté rue Paul Bert et en limites séparatives gauche et droite de l'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (2-2000) et 4000, parties de bases (2-4000), (3-4000), (4-4000), (6-4000), (7-4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000) et (11- 4000) et la dalle formant le plancher bas du 1er sous-sol; étant spécifié ici que la dalle formant le plancher haut dépend en totalité des VOLUMES 2000 et 4000 (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité);
- au niveau du 1er sous-sol, deux épaisseurs de tréfonds, l'un côté rue Paul Bert et l'autre côté rue Brillet;
- en dessous des deux rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux “cuves de rétention d'eau" situées pour l'une, sous la rampe d'accès rue Paul Bert et pour l'autre, sous la rampe de sortie rue Brillet (éléments constitutifs et systèmes de fonctionnement);
- au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des gros oeuvres des rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet et les escaliers dénommés "S1" et "S2": "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (3-2000) et 4000, partie de base (13-4000);
- et le gros oeuvre des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés respectivement l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment dénommé "C" (VOLUME 4000), les demi épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 4000 et les deux espaces aériens (ou volumes d'air) au-dessus des deux conduits situés dans les bâtiments "A" et "C", sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 3000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME TROIS MILLE (3000) est figuré sous "teinte bleue" aux plans ci-joints et annexés.

2.2.2 PRECISIONS – SERVITUDES :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) -FONDS SERVANT - EST GREVÉ:

2.2.2.1 - AU PROFIT DU VOLUME QUATRE MILLE (4000)

a) d'une servitude de passage pour véhicules automobiles et motos en tout temps sur:

* la rampe d'accès voitures liaison rez-de-chaussée rue Paul Berthe 1er sous-sol, jusqu'a la porte d'accès du parc de stationnement automobiles privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1"' sous-sol;
* et la rampe de sortie voiture liaison 1er sous-sol/rez-de-chaussée rue Brillet depuis la porte de sortie du parc de stationnement automobile privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1er sous-sol.

Servitudes de passage telles que délimitées sous “étoiles espacées rouges" aux plans n°s 3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉF ONDS - ET 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE -

L'entretien et la réfection des deux rampes, l'une d'accès rue Paul Bert et l'autre de sortie rue Brillet (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol jusqu'aux portes d'accès du parc de stationnement automobiles privé niveau
1er sous-sol); l'entretien, les réparations et le remplacement des portes d'accès et de sortie voitures (accès rue Paul Bert et sortie rue Brillet), accessoires et systèmes d'ouverture, des deux caillebotis situés au bas des rampes d'accès et de sortie voitures (s'il en existe) seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES TROIS MILLE (3000) -parc de stationnement automobiles "public“- et QUATRE MILLE (4000) -parc de stationnement automobiles "privé"-, au prorata de leur nombre respectif d'emplacements à voitures couverts.

Le VOLUME 3000 (parc de stationnement automobiles "public") étant affecté du coefficient de pondération de 2.00 (eu égard à la fréquentation automobiles du parking public) et de 1,00 concernant le parc de stationnement automobiles "privé" (VOLUME 4000).

VOLUME 3000 :46 emplacements à voitures couverts
VOLUME 4000 : 72 emplacements à voitures couverts

Soit la répartition suivante :

VOLUME 3000 : 56%
VOLUME 4000 : 44%
TOTAL : 100%

b) et d'une servitude d'accès en tout temps au “LOCAL EAU LOGEMENTS" situé au 1er sous-sol, partie de base (1-3000).

2.2.2.2 - AU PROFIT DES VOLUMES DEUX MILLE (2000) & QUATRE MILLE (4000)

- d'une servitude d'accès et d'utilisation des deux "CUVES DE RÉTENTION D'EAU" situées respectivement, l'une sous la rampe d'accès voiture depuis la rue Paul Bert et l'autre sous la rampe de sortie voiture côté rue Brillet.

L'entretien, les réparations, la réfection et le remplacement des deux “CUVES DE RÉTENTION D'EAU", des trappes de visite et de tous les systèmes de récupération des eaux pluviales permettant le bon fonctionnement des deux “CUVES DE ÉTENTION D'EAU" seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) entre les VOLUMES DEUX MILLE (2000) et QUATRE MILLE (4000) au prorata de la superficie des toitures, "terrasses-balcons", “SURSOLS" et “courette anglaise".

Soit la répartition suivante :

VOLUME 2000 : 700 / 10000émes
VOLUME_4000 : 9300 / 10000émes
TOTAL : 10000 / 10000émes

3. MISE A JOUR DE L’EMPRISE SUPERFICIELLE DU VOLUME N°4000

3.1 RAPPEL DE LA SITUATION ANTERIEURE - VOLUME QUATRE MILLE (N°4000) AVANT MODIFICATION

3.1.1 DESIGNATION

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit la plus grande partie de l’ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

En dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol, par une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) jusqu'à la cote N.G.F. 66.00, au 2ème sous-sol, par un parc de stationnement automobiles avec divers locaux dont certains techniques et six épaisseurs de tréfonds, au 1er sous-sol, des locaux dont certains techniques, une rampe d’accès et une rampe de sortie voitures liaison 2ème soussol/1er sous-sol, trois cages d'escaliers dénommées « A1 », « B1 » et « C1 » et d'ascenseurs dénommées « A », « B » et « C », des conduits de ventilation et cinq épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Par la totalité de trois bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » (bâtiment « A » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d’une moindre importance) (bâtiment « B » composé d’un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d‘une moindre importance) et (bâtiment « C » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, les rez-de-chaussée, 1er et 2ème étages d'une moindre importance), par trois « SURSOLS » aménagés au niveau du rez-de-chaussée et |’espace aérien (ou volume d'air) au-dessus des « SURSOLS » et des bâtiments dénommés « A », « B » et « C » sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME QUATRE MILLE (4000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de SEIZE VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (16) Bases (1-4000), (2-4000), (3-4000), (4-4000), (5-4000), (6-4000), (7-

4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000), (11-4000), (12-4000), (13-4000), (14-4000), (15-4000) et (16-4000) dont chacun est défini comme suit:

- BASE (1-4000) d'une superficie de 3012 m² environ correspondant à une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol et au 2ème sous-sol à un parc de stationnement automobiles, à divers locaux dont certains techniques et à six épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F., 66.00 et 78.26, 78.60 figurant sous « teinte rose » aux plans n°2 – 2ème SOUS-SOL - ÉPAIS SEURS DE TRÉFONDS – et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre-Expert Foncier D.P.L.G. à PARIS 14ème arrondissement 27.29, rue Ledion d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.

- BASE (2-4000) d'une superficie de 229 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à une rampe d'accès voitures et à une épaisseur de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.65, 81.75, 81.95 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (3-4000) d'une superficie de 433 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à des caves, à une partie (épaisseur) de cage d'escalier et de cage d'ascenseur et à deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.43, 81.65, 81.80 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (4-4000) d'une superficie de 239 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à une rampe de sortie voitures et à une épaisseur de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.43, 81.65 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (5-4000) d'une superficie de 253 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à une épaisseur de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.65, 81.95 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (6-4000) d'une superficie de 13 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un « local eau logements », entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.30 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 - 1er SOU S-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (7-4000) d'une superficie de 14 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de cage d'escalier et d'ascenseur (cage « B »), entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.43 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (8-4000) d'une superficie de 10 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de cage d'escalier « C1 », entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.75 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (9-4000) d'une superficie de 4 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de cage d'ascenseur « C », entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.75 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-4000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.75 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (11-4000) d'une superficie de 3 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.50 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (12-4000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F.

78.26 et 81.08 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (13-4000) d'une superficie de 2335 m² environ correspondant aux rez-de-chaussée des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » et à trois « SURSOLS » aménagés avec trois épaisseurs d'espaces aériens (ou de volumes d'air), entre les cotes N.G.F. 81.00, 81.43, 81.65, 81.75, 81.95 et 84.30, 84.60 figurant sous "teinte rose" aux plans n°4 - REZ-DECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (14-4000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 83.70 figurant sous "teinte rose" aux plans n°4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (15-4000) d'une superficie de 2402 m² environ correspondant aux 1er et 2ème étages des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » et à trois épaisseurs d'espaces aériens (ou de volumes d'air), entre les cotes N.G.F. 84.30, 84.60 et 89.80, 90.10 figurant sous "teinte rose" aux plans n°5 – 1er & 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMÉDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (16-4000) d'une superficie de 3011 m² environ correspondant aux surplus des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » niveau 3ème étage et les espaces aériens (ou volumes d'air) autour et au-dessus des bâtiments, à partir des cotes N.G.F. 89,80, 90.08, 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous « teinte rose » aux plans n°6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS - et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

A) LE VOLUME QUATRE MILLE (4000) COMPREND :

- en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol, une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) jusqu'à la cote N.G.F. 66.00 ;

- au 2ème sous-sol, un parc de stationnement automobiles « privé », divers locaux dont certains techniques, six épaisseurs de tréfonds, trois parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés « A1 », « B1 » et « C1 » et de cages d'ascenseurs dénommés « A », « B » et « C » et deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures (liaison 2ème sous-sol/1er sous-sol) la totalité des voiles périmétriques, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres et la dalle formant le plancher bas ; étant spécifié ici que la plus grande partie de la dalle formant le plancher haut dépend des VOLUMES 2000 et 3000 ;

- au 1er sous-sol, la totalité de la dalle formant le plancher haut, séparation VOLUME 3000 1er soussol/VOLUME 4000 niveau rez-de-chaussée (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité), le surplus des deux rampes voitures, l'une d'accès, l'autre de sortie (gros oeuvre) et les demiépaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME 3000, une partie (épaisseur) de cage d'escalier dénommé « A1 » et d'ascenseur dénommé « A » avec des caves, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés « B1 » et « C1 » et d'ascenseurs dénommés « B » et « C », « un local eau logements », cinq épaisseurs de tréfonds et des parties (épaisseurs) de conduits de ventilation et les demi-épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 3000 dans les parties hors tréfonds et les dalles formant plancher bas des parties de VOLUME 4000 bâties ;

- la totalité des gros oeuvres formant les bâtiments habitation en superstructure dénommés « A »,

« B » et « C » (bâtiment « A » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d'une moindre importance), (bâtiment « B » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d'une moindre importance) et

(bâtiment « C » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, les rez-de-chaussée, 1er et 2ème étages d'une moindre importance, le 3ème étage en retrait d'une plus grande importance), y compris les parties de dalles séparatives des jardins (rez-de-chaussée) et du 1er sous-sol (VOLUME 3000) ; étant spécifié ici que la limite séparative entre le bâtiment « DOJO » (rez-de-chaussée, niveau intermédiaire partiel, 1er étage) et le bâtiment dénommé « C » (rez-de-chaussée/1er/2ème étage), partie du VOLUME 4000 est le joint de dilatation situé entre les deux bâtiments et que la dalle (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité) formant le plancher bas du bâtiment dénommé « C » niveau 3ème étage, séparation du 1er étage bâtiment « DOJO », dépend du seul VOLUME 4000 ;

- trois « SURSOLS » situés au niveau du rez-de-chaussée, aménagés l'un sur la rue Brillet, en avant du bâtiment superstructure dénommé « A », un autre entre les bâtiments superstructure dénommes « A » et « B » et le dernier entre les bâtiments superstructure dénommés « B » et « C »;

- et l'espace aérien (ou volume d'air) situé au-dessus des trois « SURSOLS » et des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C », sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 4000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME QUATRE MILLE (4000) est figuré sous « teinte rose » aux plans ci-joints et annexés.

3.1.2. PRECISIONS - SERVITUDES :

LE VOLUME QUATRE MILLE (4000) - FONDS SERVANT - EST GREVE :

3.1.2.1 — AU PROFIT DU VOLUME DEUX MILLE (2000)

a) d'une servitude d'appuis, d'ancrage ou d'accrochage d'un « élément de couverture » en zinc sur la rue Paul Bert sur une partie de dalle formant le plancher bas du 3ème étage dépendant du VOLUME 4000 « HABITATION » base (16-4000).

Servitude telle que délimitée sous « hachures vertes » aux plans n°s 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS.

Les frais d'entretien, de réparation et de réfection de « l'élément de couverture », des points d'appuis, d'ancrage ou d'accrochage seront à l'entière charge du propriétaire du VOLUME DEUX MILLE (2000).

b) et d'une servitude d'accès afin de permettre l'entretien, la rénovation et même le remplacement desdits « éléments de couverture ».

Ces servitudes ne générant aucune charge.

3.1.2.2 - AU PROFIT DU VOLUME TROIS MILLE (3000)

- d'une servitude d'utilisation de la fosse de décantation (séparateur d'hydrocarbures) située au 2ème sous-sol VOLUME 4000 (base 1-4000).

L'entretien, les réparations, la réfection du bac de décantation (séparateur d'hydrocarbures) et de la fosse, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement de la (ou des) pompe(s) de relevage ; l'entretien, les réparations des siphons de sol, caniveaux, grilles ou regards et canalisations y afférentes des aires de circulation et de dégagement des voitures, seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES TROIS MILLE (3000) - parc de stationnement automobiles « public » - et QUATRE MILLE (4000) parc de stationnement automobiles « privé » -, au prorata de leur nombre respectif d'emplacements à voitures couverts.

VOLUME 3000 : 46 emplacements à voitures couverts
VOLUME 4000 : 72 emplacements à voitures couverts

Soit la répartition suivante:

VOLUME 3000 : 39 %
VOLUME 4000 : 61 %
TOTAL : 100 %

3.2 MISE A JOUR DE L'EMPRISE SUPERFICIELLE DU VOLUME N°4000

3.2.1 DESIGNATION DU VOLUME QUATRE MILLE (N°4000) A PRÈS MODIFICATION

Seule la base (3-4000) est sujette à la modification de l'emprise du volume n°4000.

En conséquence, le volume 4000 se définit dorénavant de la manière suivante :

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit la plus grande partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

En dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol, par une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) jusqu'à la cote N.G.F. 66.00, au 2ème sous-sol, par un parc de stationnement automobiles avec divers locaux dont certains techniques et six épaisseurs de tréfonds, au 1er sous-sol, des locaux dont certains techniques, une rampe d'accès et une rampe de sortie voitures liaison 2ème soussol/1er sous-sol, trois cages d'escaliers dénommées « A1 », « B1 » et « C1 » et d'ascenseurs dénommées « A », « B » et « C », des conduits de ventilation et cinq épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Par la totalité de trois bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » (bâtiment « A » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d'une moindre importance) (bâtiment « B » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d'une moindre importance) et (bâtiment « C » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, les rez-de-chaussée, 1er et 2ème étages d'une moindre importance), par trois « SURSOLS » aménagés au niveau du rez-de-

chaussée et |'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus des « SURSOLS » et des bâtiments dénommés « A », « B » et « C » sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME QUATRE MILLE (4000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de SEIZE VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (16) Bases (1-4000), (2-4000), (3-4000), (4-4000), (5-4000), (6-4000), (7-4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000), (11-4000), (12-4000), (13-4000), (14-4000), (15-4000) et (16-4000) dont chacun est défini comme suit:

- BASE (1-4000) d'une superficie de 3012 m² environ correspondant à une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol et au 2ème sous-sol à un parc de stationnement automobiles, à divers locaux dont certains techniques et à six épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F., 66.00 et 78.26, 78.60 figurant sous « teinte rose » aux plans n°2 – 2ème SOUS-SOL - ÉPAIS SEURS DE TRÉFONDS – et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre-Expert Foncier D.P.L.G. à PARIS 14ème arrondissement 27.29, rue Ledion d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.

- BASE (2-4000) d'une superficie de 229 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à une rampe d'accès voitures et à une épaisseur de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.65, 81.75, 81.95 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (3-4000) d'une superficie de 421 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à des caves, à une partie (épaisseur) de cage d'escalier et de cage d'ascenseur et à deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.43, 81.65, 81.80 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (4-4000) d'une superficie de 239 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à une rampe de sortie voitures et à une épaisseur de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.43, 81.65 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (5-4000) d'une superficie de 253 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à une épaisseur de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.65, 81.95 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (6-4000) d'une superficie de 13 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un « local eau logements », entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.30 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 - 1er SOU S-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (7-4000) d'une superficie de 14 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de cage d'escalier et d'ascenseur (cage « B »), entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.43 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (8-4000) d'une superficie de 10 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de cage d'escalier « C1 », entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.75 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (9-4000) d'une superficie de 4 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de cage d'ascenseur « C », entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.75 figurant sous « teinte rose » aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-4000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.75 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (11-4000) d'une superficie de 3 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.50 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (12-4000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 78.26 et 81.08 figurant sous "teinte rose" aux plans n°3 – 1er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (13-4000) d'une superficie de 2335 m² environ correspondant aux rez-de-chaussée des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » et à trois « SURSOLS » aménagés avec trois épaisseurs d'espaces aériens (ou de volumes d'air), entre les cotes N.G.F. 81.00, 81.43, 81.65, 81.75, 81.95 et 84.30, 84.60 figurant sous "teinte rose" aux plans n°4 - REZ-DECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (14-4000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 83.70 figurant sous "teinte rose" aux plans n°4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (15-4000) d'une superficie de 2402 m² environ correspondant aux 1er et 2ème étages des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » et à trois épaisseurs d'espaces aériens (ou de volumes d'air), entre les cotes N.G.F. 84.30, 84.60 et 89.80, 90.10 figurant sous "teinte rose" aux plans n°5 – 1er & 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMÉDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (16-4000) d'une superficie de 3011 m² environ correspondant aux surplus des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C » niveau 3ème étage et les espaces aériens (ou volumes d'air) autour et au-dessus des bâtiments, à partir des cotes N.G.F. 89,80, 90.08, 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous « teinte rose » aux plans n°6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS - et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

A) LE VOLUME QUATRE MILLE (4000) COMPREND :

- en dessous de la « sous face » de la dalle formant le plancher bas du 2ème sous-sol, une épaisseur de tréfonds (marge de sécurité) jusqu'à la cote N.G.F. 66.00 ;

- au 2ème sous-sol, un parc de stationnement automobiles « privé », divers locaux dont certains techniques, six épaisseurs de tréfonds, trois parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés « A1 », « B1 » et « C1 » et de cages d'ascenseurs dénommés « A », « B » et « C » et deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures (liaison 2ème sous-sol/1er sous-sol) la totalité des voiles périmétriques, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres et la dalle formant le plancher bas ; étant spécifié ici que la plus grande partie de la dalle formant le plancher haut dépend des VOLUMES 2000 et 3000 ;

- au 1er sous-sol, la totalité de la dalle formant le plancher haut, séparation VOLUME 3000 1er sous-sol/VOLUME 4000 niveau rez-de-chaussée (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité), le surplus des deux rampes voitures, l'une d'accès, l'autre de sortie (gros oeuvre) et les demi-épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME 3000, une partie (épaisseur) de cage d'escalier dénommé « A1 » et d'ascenseur dénommé « A » avec des caves, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés « B1 » et « C1 » et d'ascenseurs dénommés « B » et « C », « un local eau logements », cinq épaisseurs de tréfonds et des parties (épaisseurs) de conduits de ventilation et les demi-épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 3000 dans les parties hors tréfonds et les dalles formant plancher bas des parties de VOLUME 4000 bâties ;

- la totalité des gros oeuvres formant les bâtiments habitation en superstructure dénommés « A », « B » et « C » (bâtiment « A » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d'une moindre importance), (bâtiment « B » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, le 3ème étage d'une moindre importance) et (bâtiment « C » composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, les rez-de-chaussée, 1er et 2ème étages d'une moindre importance, le 3ème étage en retrait d'une plus grande importance), y compris les parties de dalles séparatives des jardins (rez-de-chaussée) et du 1er sous-sol (VOLUME 3000) ; étant spécifié ici que la limite séparative entre le bâtiment « DOJO » (rez-de-chaussée, niveau intermédiaire partiel, 1er étage) et le bâtiment dénommé « C » (rez-de-chaussée/1er/2ème étage), partie du VOLUME 4000 est le joint de dilatation situé entre les deux bâtiments et que la dalle (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité) formant le plancher bas du bâtiment dénommé « C » niveau 3ème étage, séparation du 1er étage bâtiment « DOJO », dépend du seul VOLUME 4000 ;

- trois « SURSOLS » situés au niveau du rez-de-chaussée, aménagés l'un sur la rue Brillet, en avant du bâtiment superstructure dénommé « A », un autre entre les bâtiments superstructure dénommes « A » et « B » et le dernier entre les bâtiments superstructure dénommés « B » et « C »;

- et l'espace aérien (ou volume d'air) situé au-dessus des trois « SURSOLS » et des bâtiments superstructure dénommés « A », « B » et « C », sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 4000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME QUATRE MILLE (4000) est figuré sous « teinte rose » aux plans ci-joints et annexés.

3.2.2 PRECISIONS - SERVITUDES :

LE VOLUME QUATRE MILLE (4000) - FONDS SERVANT - EST GREVE :

3.2.2.1 — AU PROFIT DU VOLUME DEUX MILLE (2000)

a) d'une servitude d'appuis, d'ancrage ou d'accrochage d'un « élément de couverture » en zinc sur la rue Paul Bert sur une partie de dalle formant le plancher bas du 3ème étage dépendant du VOLUME 4000 « HABITATION » base (16-4000).

Servitude telle que délimitée sous « hachures vertes » aux plans n°s 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS

Les frais d'entretien, de réparation et de réfection de « l'élément de couverture », des points d'appuis, d'ancrage ou d'accrochage seront à l'entière charge du propriétaire du VOLUME DEUX MILLE (2000).

b) et d'une servitude d'accès afin de permettre l'entretien, la rénovation et même le remplacement desdits « éléments de couverture ».

Ces servitudes ne générant aucune charge -

3.2.2.2 - AU PROFIT DU VOLUME TROIS MILLE (3000)

- d'une servitude d'utilisation de la fosse de décantation (séparateur d'hydrocarbures) située au 2ème sous-sol VOLUME 4000 (base 1-4000).

L'entretien, les réparations, la réfection du bac de décantation (séparateur d'hydrocarbures) et de la fosse, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement de la (ou des) pompe(s) de relevage ; l'entretien, les réparations des siphons de sol, caniveaux, grilles ou regards et canalisations y afférentes des

aires de circulation et de dégagement des voitures, seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES TROIS MILLE (3000) - parc de stationnement automobiles « public » - et QUATRE MILLE (4000) parc de stationnement automobiles « privé » -, au prorata de leur nombre respectif d'emplacements à voitures couverts.

VOLUME 3000 : 46 emplacements à voitures couverts
VOLUME 4000 : 72 emplacements à voitures couverts

Soit la répartition suivante:

VOLUME 3000 : 39 %
VOLUME 4000 : 61 %
TOTAL : 100 %

4. MAINTIEN DES SERVITUDES CONVENTIONNELLES EXISTANTES

4.1. SERVITUDES GENERALES

Le présent modificatif de division en volumes ne modifie en rien les «servitudes générales» énoncées à l'acte de division en volumes, au titre II « Cahier des charges et servitudes générales ».

4.2. SERVITUDES PARTICULIÈRES

Le présent modificatif de division en volumes ne modifie en rien les «servitudes particulières» énoncées à l'acte de division en volumes, au titre III « Servitudes particulières constituées entre les différents lots volume ».

TABLEAU RECAPITULATIF

Par suite de la mise à jour superficielle de certains des volumes existants ci-dessus constatée, le tableau contenant répartition des parties communes est purement et simplement supprimé pour être remplacé par le tableau ci-après établi en conformité avec l'article 71 du décret 55-1130 du 14 octobre 1955, modifié par le décret numéro 59-90 du 7 janvier 1959 pris pour l'application du décret 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique du présent acte sera publiée service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème.

POUVOIRS POUR PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc habilité et assermenté de la Société Civile Professionnelle dénommée en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

FRAIS

A confirmer par les parties

Les frais d'établissement du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront réglés ce jour par le Cabinet FONCIA VAL DE MARNE et ensuite récupérés par ce dernier sur chaque propriétaire de volumes au prorata de sa quote-part dans la superficie générale.

ELECTION DE DOMICILE

Les requérants font élection de domicile en leurs sièges sus-indiqués.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 20 13, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil supérieur du notariat ou à son délégataire pour être transcrites dans une base de données immobilières.

En vertu de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relati ve à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur vingt-neuf pages

Comprenant **Paraphes**
- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

NOGENT PARIS EST
NOTAIRES
Projet du 13 mai 2015

30685803
67/67/AG

L'AN DEUX MILLE QUINZE,

LE ,

A NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), en l'Hôtel de Ville, Place Roland Nungesser,

Maître Xavier CALMET, membre de la Société Civile Professionnelle "Catherine CARELY, Vincent VIE, Xavier CALMET, Loïc GUEZ et Cyril TAILLANDIER, Notaires associés", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), 78, Grande Rue Charles de Gaulle,

A REÇU le présent acte à la requête de :

La **COMMUNE de NOGENT SUR MARNE**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Val de Marne, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de NOGENT SUR MARNE (94130), Place Rolland Nungesser, identifiée au SIREN sous le numéro 219 400 520.

Représentée par :

Monsieur Jacques JP MARTIN, agissant pour le compte de ladite Commune en qualité de Maire de celle-ci, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro 15/60 en date du 9 avril 2015, transmise à la Préfecture du Val de Marne pour contrôle de légalité, le 16 avril dont une copie par extrait, certifiée conforme, du procès-verbal est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectuée dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivité Territoriales le prévoit.

En outre, le représentant de la Commune déclare que cette délibération n'a fait l'objet à ce jour ni d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de MELUN, ni d'un recours gracieux.

A l'effet d'établir ainsi qu'il suit **L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPROPRIETE** concernant le volume 3000 de l'Etat Descriptif de Division Volumétrique de l'ensemble immobilier situé à NOGENT-SUR-MARNE (VAL-DE-MARNE) 94130, 19bis rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, ci-après plus amplement visé,

Laquelle ès-qualité a d'abord exposé ce qui suit :

E X P O S E

- I -

Constitution d'une volumétrie - Association foncière urbaine libre

La société ALTAREA HABITATION a requis Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007, d'établir un acte contenant:

1. un état descriptif de division volumétrique avec cahier des charges

➢ *ayant pour assiette foncière* les parcelles figurant au cadastre de ladite Commune de la manière suivante :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	L	183	19 rue Paul Bert	00 ha 22 a 86 ca
	L	159	6 rue Brillet	00 ha 07 a 73 ca

Total surface : 00 ha 30 a 59 ca

➢ *ayant emporté création de QUATRE (4) volumes immobiliers* numérotés MILLE (1.000), DEUX MILLE (2.000), TROIS MILLE (3.000) et QUATRE MILLE (4.000),

➢ *au sein desquels s'inscrivent* les ouvrages constitutifs de l'ensemble immobilier situé à NOGENT-SUR-MARNE (VAL-DE-MARNE) 94130, 19bis rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, comprenant trois (3) bâtiments distincts à usage d'habitation et salles omnisport municipales, sur parcs de stationnement.

Le premier bâtiment à l'alignement de la rue Paul Bert intègre de façon indépendante les salles omnisport et des logements collectifs,
Le deuxième en coeur de parcelle et le troisième donnant sur la rue Brillet sont des immeubles d'habitation de logements collectifs.
L'ensemble des trois bâtiments est implanté sur deux niveaux.

➢ *avec constitution de diverses servitudes particulières entre les différents volumes*

2. Les statuts d'une Association Foncière Urbaine Libre dénommée « PAUL BERT BRILLET » qui a notamment pour objet :

- L'affectation sur sa tête du volume n°1
- La création de tous éléments nouveaux
- Le contrôle et l'application du Cahier des charges de la division en volume
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle
- La gestion et la police de l'ensemble immobilier
- La représentation en justice
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières concourant aux objets ci-dessus définis.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au 4ème bureau des hypothèques de CRETEIL le 11 septembre 2007 volume 2007P numéro 6437.

- II -

Etat descriptif de division – règlement de copropriété

Le VOLUME QUATRE MILLE (4000) de l'Etat Descriptif de Division Volumétrique de l'ensemble immobilier sus visé a fait l'objet d'un règlement de copropriété contenant état descriptif de division suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007 dont une copie authentique a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 11 septembre 2007 volume 2007P numéro 6441.

Aux termes dudit acte, il a été créé 179 lots de copropriété au sein du volume 4000.

- III -

Propriéte du requérant - Vente à la Commune de NOGENT SUR MARNE des volumes 2000 et 3000

Suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007 dont une copie authentique a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 7 novembre 2007 volume 2007P numéro 7837,

La société ALTAREA HABITATION a vendu en l'état futur d'achèvement à la Commune de NOGENT SUR MARNE les volumes 2000 et 3000 moyennant un prix de 2.265.224 euros.

- IV -

Vente à l'AFUL PAUL BERT BRILLET du volume 1000

Suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 13 octobre 2009 dont une copie authentique a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 28 octobre 2009 volume 2009P numéro 5934,

La société ALTAREA HABITATION a vendu à l'AFUL PAUL BERT BRILLET le volume 1000 moyennant un prix d'un euro.

- V -

Mise à jour de l'emprise superficielle des volumes n°2000, 3000 et 4000

Après recolement, il a été constaté par les requérants que les définitions des limites entre volumes différaient légèrement par rapport à celles du bâtiment édifié.

En conséquence, le Cabinet SSAFT, Géomètre-Expert DPLG, sis à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), 6 rue Gustave Lebègue, a été requis de procéder à la mise à jour de l'emprise superficielle des volumes numéros 2000, 3000 et 4000.

Le modificatif à l'état descriptif de division en volumes consistant en la mise à jour superficielle de certains des volumes existants et des statuts de l'AFUL a été reçu par Maître Xavier CALMET, Notaire Associé soussigné, ce jour, préalablement aux présentes.

CECI EXPOSE, Monsieur Jacques JP MARTIN, Maire de la Commune de NOGENT SUR MARNE, ès-qualités, comparant aux présentes, établit de la manière ci-après le règlement de copropriété contenant état descriptif de division de l'ensemble immobilier ci-après désigné.

PARTIE PRÉLIMINAIRE

DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

Article 1 : OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

Le présent Etat Descriptif de Division et règlement de copropriété est établi en conformité de la loi numéro 65-557 du 10 Juillet 1965, modifiée par la loi numéro 79-2 du 2 Janvier 1979, la loi numéro 85-1470 du 31 Décembre 1985 et du décret numéro 67-223 du 17 Mars 1967 modifié par le décret numéro 73-748 du 26 Juillet 1973 et le décret numéro 86-768 du 9 Juin 1986, et la loi relative à la Solidarité et au renouvellement urbain du 13 décembre 2000, à l'effet de :

1) Etablir l'Etat Descriptif de Division de l'immeuble conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 10 Juillet 1965.

2) Définir les diverses catégories de charges conformément à l'article 10 de la loi du 10 Juillet 1965 et de l'article 1er du décret du 17 Mars 1967 précité, de déterminer les parties communes affectées à l'usage collectif des propriétaires et les parties privatives affectées à l'usage exclusif des propriétaires.

3) Fixer les droits et obligations des propriétaires des différents locaux composant l'immeuble, tant sur les choses qui seront leur propriété privative et exclusive, que sur celles qui leur seront communes.

4) Organiser l'administration de l'immeuble en vue de sa bonne tenue, de son entretien, de la gestion des parties communes et de la participation de chaque copropriétaire au paiement des charges.

5) Préciser les conditions dans lesquelles le présent règlement pourra être modifié et comment seront réglés les litiges auxquels son application pourra donner lieu.

Ce règlement de copropriété et toutes modifications qui lui seraient apportées en respectant les conditions prévues par l'article 26b de la loi du 10 Juillet 1965 seront obligatoires pour tous les propriétaires d'une partie quelconque de l'immeuble, leurs ayants droit et leurs ayants cause (et en cas de démembrement du droit de propriété tel que le prévoit le titre III du livre II du Code Civil, pour les nu-propriétaires et usufruitiers et tous bénéficiaires d'un droit d'usage et d'habitation).

Il sera la loi commune à laquelle ils devront tous se conformer.

Tout ce qui n'est pas prévu par le règlement restera régi par le droit commun.

Article 2 - DESIGNATION - DESCRIPTION - PLANS

2.1 - Désignation

Le présent état descriptif de division et règlement de copropriété s'applique à un immeuble situé à NOGENT SUR MARNE (94130) – 19 Rue Paul Bert et 6 Rue Brillet,

Volume numéro 3000 de la parcelle cadastrée :

Section	Numéro	Volume	Lieudit	Surface
L	159	3000	6 Rue Brillet	00ha 22a 86ca
L	183	3000	19 Rue Paul Bert	00ha 07a 73ca
			Total :	00ha 30a 59ca

Le volume 3000 est défini de la manière suivante :

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

Au niveau du 1er sous-sol, par un parc de stationnement automobile «public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2" et deux épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des rampes voitures, l'une d'accès (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol) depuis la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux surplus de cages d'escaliers liaison rez-de-chaussée / sous-sol dénommés "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment "C" (volume 4000) l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME TROIS MILLE (3000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de DIX VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES (10) Bases (1-3000). (2-3000), (3-3000), (4-3000), (5-3000), (6-3000), (7-3000), (8-3000), (9-3000) et (10-3000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-3000) d'une superficie de 1607 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un parc de stationnement automobiles "public" avec deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie et deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.00, 81.08, 81.30, 81.43, 81.75, figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 3 – 1er SOUS-SOL – ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre Expert Foncier D.P.L.G. à Paris 14ème arrondissement 27-29, rue Ledlon d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.
- BASE (2-3000) d'une superficie de 55 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus de la rampe d'accès voitures sur la rue Paul Bert, entre les cotes N.G.F. 81.30 et 85.67 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (3-3000) d'une superficie de 9 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus d'une cage d'escalier (départ) sur la rue Paul Bert dénommée "S1" et à un conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 85.93 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-D E-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (4-3000) d'une superficie de 67 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant aux surplus de la rampe de sortie voitures et à un escalier dénommé "S2" sur la rue Brillet, entre les cotes N.G.F. 81.43, 81.50 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.
- BASE (5-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F.

81.43 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans ri" 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (6-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.75 et 84.60 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (7-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.60 et 90.10 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (8-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.30 et 89.80 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (9-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 89.80 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

PRECISION ETANT ICI FAITE **que ledit volume TROIS MILLE (3000) comprend :**

- au niveau du 1er sous-sol, un parc de stationnement automobiles "public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2", les voiles périmétriques cotés épaisseurs de tréfonds du VOLUME 4000 et du VOLUME 3000, côté rue Paul Bert et en limites séparatives gauche et droite de l'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (2-2000) et 4000, parties de bases (2-4000), (3-4000), (4-4000), (6-4000), (7-4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000) et (11-4000) et la dalle formant le plancher bas du 1er sous-sol; étant spécifié ici que la dalle formant le plancher haut dépend en totalité des VOLUMES 2000 et 4000 (gros œuvre, étanchéité et protection d'étanchéité);

- au niveau du 1er sous-sol, deux épaisseurs de tréfonds, l'un côté rue Paul Bert et l'autre côté rue Brillet;

- en dessous des deux rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux "cuves de rétention d'eau" situées pour l'une, sous la rampe d'accès rue Paul Bert et pour l'autre, sous la rampe de sortie rue Brillet (éléments constitutifs et systèmes de fonctionnement);

- au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des gros œuvres des rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet et les escaliers dénommés "S1" et "S2": "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (3-2000) et 4000, partie de base (13-4000);

- et, le gros œuvre des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés respectivement l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment dénommé "C" (VOLUME 4000), les demi épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 4000 et les deux espaces aériens (ou volumes d'air) au-dessus des deux conduits situés dans les bâtiments "A" et "C", sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS *:*

La propriété du volume 3000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

Le VOLUME TROIS MILLE (3000) est figuré sous "teinte bleue" aux plans ci-joints et annexés.

2.2 - <u>Servitudes</u> :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) - FONDS SERVANT - EST GREVÉ :

<u>2.2.1 - AU PROFIT DU VOLUME QUATRE MILLE (4000)</u>

a) d'une servitude de passage pour véhicules automobiles et motos en tout temps sur:
* la rampe d'accès voitures liaison rez-de-chaussée rue Paul Bert 1er sous-sol, jusqu'a la porte d'accès du parc de stationnement automobiles privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1'" sous-sol;
* et la rampe de sortie voiture liaison 1er sous-sol/rez-de-chaussée rue Brillet depuis la porte de sortie du parc de stationnement automobile privé VOLUME 4000, porte située au niveau du 1er sous-sol.

Servitudes de passage telles que délimitées sous “étoiles espacées rouges" aux plans n°3 – 1 er SOUS-SOL - ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - ET 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE -

L'entretien et la réfection des deux rampes, l'une d'accès rue Paul Bert et l'autre de sortie rue Brillet (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol jusqu'aux portes d'accès du parc de stationnement automobiles privé niveau 1er sous-sol); l'entretien, les réparations et le remplacement des portes d'accès et de sortie voitures (accès rue Paul Bert et sortie rue Brillet), accessoires et systèmes d'ouverture, des deux caillebotis situés au bas des rampes d'accès et de sortie voitures (s'il en existe) seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) ENTRE LES VOLUMES TROIS MILLE (3000) - parc de stationnement automobiles "public" et QUATRE MILLE (4000) parc de stationnement automobiles "privé", au prorata de leur nombre respectif d'emplacements à voitures couverts.

Le VOLUME 3000 (parc de stationnement automobiles "public") étant affecté du coefficient de pondération de 2.00 (eu égard à la fréquentation automobiles du parking public) et de 1,00 concernant le parc de stationnement automobiles "privé" (VOLUME 4000).

VOLUME 3000 : 46 emplacements à voitures couverts
VOLUME 4000 : 72 emplacements à voitures couverts

Soit la répartition suivante :

VOLUME 3000 : 56%
VOLUME 4000 : 44%

TOTAL : 100%

b) et d'une servitude d'accès en tout temps au “LOCAL EAU LOGEMENTS" situé au 1er sous-sol, partie de base (1-3000).

2.2.2 - AU PROFIT DES VOLUMES DEUX MILLE (2000) & QUATRE MILLE (4000)

- d'une servitude d'accès et d'utilisation des deux "CUVES DE RÉTENTION D'EAU" situées respectivement, l'une sous la rampe d'accès voiture depuis la rue Paul Bert et l'autre sous la rampe de sortie voiture côté rue Brillet.

L'entretien, les réparations, la réfection et le remplacement des deux “CUVES DE RÉTENTION D'EAU", des trappes de visite et de tous les systèmes de récupération des eaux pluviales permettant le bon fonctionnement des deux “CUVES DE RÉTENTION D'EAU" seront effectués par l'A.F.U.L. (Association Foncière Urbaine Libre) entre les VOLUMES DEUX MILLE (2000) et QUATRE MILLE (4000) au prorata de la superficie des toitures, "terrasses - balcons", “sursols" et “courette anglaise".

Soit la répartition suivante :

VOLUME 2000 : 700 / 10 000émes
VOLUME 4000 : 9 300 / 10 000émes

TOTAL : 10 000 / 10 000émes

2.3 - Description

L’immeuble objet du présent acte comprend :

Un bâtiment en infrastructure à usage de parking élevé sur un niveau de sous-sol, et un rez-de-chaussée d’accès.

Il est desservi par deux cages d’escalier et un ascenseur faisant partie du volume 4000 de l’ensemble immobilier.

Il est composé :

Au sous-sol

- 2 cages d’escalier desservant le rez-de-chaussée,
- 1 sas,
- 1 local technique,
- 1 aire de circulation,
- 46 emplacements de stationnement dont un double,
- 2 Emplacements stationnement moto,

- 2 portes coulissantes,
- 2 cuves de rétention,
- Des circulations,
- Rampes d'entrée/sortie du parking,
- Ventilations hautes et basses,

Au rez-de-chaussée

- Rampes d'entrée/sortie du parking,
- Portes basculantes,
- Le tout conformément aux plans ci-après visés.

2.4 - Plans

Au présent acte, il sera annexé après mention

- Un plan du rez-de-chaussée échelle 1/350
- Un plan du premier sous-sol échelle 1/350.

Lesdits plans ont été réalisés par la SELAS S.S.A.F.T., Géomètre Expert, situé à NOGENT SUR MARNE (94130), 6 rue Gustave Lebègue.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le volume 3000 objet des présentes appartient à la Commune de NOGENT SUR MARNE pour l'avoir acquis avec le volume 2000, en l'état futur d'achèvement de la société ALTAREA HABITATION, société en nom collectif, au capital de 10.000 euros, ayant son siège social à PARIS (2ème arrondissement), 108 rue de Richelieu, identifée au SIREN sous le numéro 479 108 805 RCS PARIS,

Suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007,

Moyennant un prix principal de 2.265.224 euros.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 7 novembre 2007 volume 2007P numéro 7837.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

L'origine de propriété antérieure est énoncée dans une note demeurée ci-jointet et annexée aux présentes.

AFFECTATION DES BIENS - DOMANIALITE PUBLIQUE

Le requérant déclare :

- que le volume 3000 objet des présentes ressortait de son domaine public mais qu'il a été désaffecté,

copie de la délib du CM sur le déclassement du volume à fournir

- qu'en suite de cette désaffectation, il a été procédé au déclassement du volume 3000 suivant délibération n° ... du Conseil Municipal en date du ....,
- que cette délibération, exécutoire par suite de sa transmission en Préfecture intervenue le ..., a fait l'objet des mesures légales de publicité et est devenue définitive,
- que le volume 3000 n'a depuis lors pas réintégré le domaine public de la Commune et qu'il n'a en particulier été réaffecté à l'usage direct du public ou à un service public au sens de l'article L. 2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, le parking n'étant plus utilisé depuis le déclassement du ....

A confirmer par la Ville

Une copie de la délibération ci-dessus mentionnée est demeurée annexée

PRECISIONS DIVERSES RELATIVES AUX REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

Permis de construire - Achèvement - Conformité

Le requérant déclare que l'ensemble immobilier situé à NOGENT-SUR-MARNE (VAL-DE-MARNE) 94130, 19bis rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, dont dépend le volume 3000 objet de la présente mise en copropriété a été édifié en vertu d'un permis de construire délivré par Monsieur le Maire de la Commune de NOGENT SUR MARNE en date du 18 mai 2006 sous le numéro PC 94 052 05N1062.

DAT et conformité à fournir par la Mairie de NOGENT

La déclaration d'achèvement des travaux a été effectuée le .....

Le certificat de conformité a été délivré le .....

Une copie du permis de construire, de la déclaration d'achèvement des travaux et du certificat de conformité demeureront ci-joint et annexé aux présentes après mention.

Réglementation sur l'amiante

L'article L 1334-13 premier alinéa du Code de la santé publique prescrit au **VENDEUR** de faire établir un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante, état à annexer à l'avant-contrat et à la vente.

Cet état s'impose à tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er Juillet 1997.

Le **REQUERANT** déclare que biens et droits immobiliers objet des présentes ont fait l'objet de permis de construire délivré postérieurement au 30 Juin 1997, soit le 18 mai 2006 sous le numéro PC 94 052 05N1062 ainsi qu'il en est justifié par une copie dudit permis demeurée annexée aux présentes.

Par suite, les dispositions sus-visées n'ont pas vocation à s'appliquer aux présentes.

Lutte contre les termites

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, à ce jour, le terrain objet des présentes ne contient ni termites ni autres insectes xylophages, qu'il n'a pas eu connaissance de l'infestation du terrain par de tels insectes, qu'à ce jour, le terrain n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites, au sens de l'article 3 de la loi numéro 99-471 du 8 juin 1999 et qu'il n'a reçu

du Maire aucune injonction de recherches des termites ou de procéder à des travaux préventifs ou d'éradication sur le terrain.

Plan Climat Diagnostic de Performance Energetique

Le diagnostic de performance énergétique contenu aux articles L 134-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation n'a pas été établi, le **BIEN** entrant dans l'une des catégories d'exceptions prévues par l'article R 134-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Diagnostic technique avant mise en copropriété

En application des dispositions de l'article L 731-1 du Code de la construction et de l'habitation, il est rappelé qu'un diagnostic technique global de l'immeuble est obligatoire pour toute mise en copropriété d'un immeuble construit depuis plus de dix (10) ans et à destination partielle ou totale à usage d'habitation.

En l'espèce, le volume 3000 objet de la présente mise en copropriété dépend d'un ensemble immobilier édifié depuis moins de dix (10) ans et est intégralement à usage de parking.

Par suite, les dispositions sus-visées n'ont pas vocation à s'appliquer aux présentes.

Etat des risques naturels, technologiques et miniers

Aux termes des dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement, les acquéreurs des biens immobiliers situés dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.

Il résulte d'un arrêté préfectoral n°2008-711 du 13 février 2008 que la Commune de NOGENT SUR MARNE est située dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels approuvé.

En conséquence, le requérant a fait établir l'état des risques naturels et technologiques prescrit par les dispositions du deuxième alinéa du I de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement et l'article R 125-6 du même code.

Les documents suivants ont été annexés à l'état des risques naturels et technologiques savoir :

Les documents suivants ont été annexés à l'état des risques naturels et technologiques savoir :

- la carte des aléas du PPRI de la Marne et de la Seine
- la carte de l'aléas retrait-gonflement des sols argileux,
- et la copie de l'arrêté préfectoral n°2011-3356 d u 30 décembre 2011.

L'ensemble immobilier est par conséquent soumis aux dispositions réglementaires résultant des plans de prévention des risques naturels et technologiques précités ou zone de sismicité qui leur sont applicables.

Une copie de l'état des risques naturels et technologiques accompagnée de sa documentation est demeurée ci-annexée aux présentes après mention.

Le requérant déclare que :

- depuis qu'il est propriétaire de l'ensemble immobilier objet des présentes, ce derniers n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou L 128-2 du Code des Assurances.
- il n'a pas été informé en application des dispositions de l'article L 125-5 du Code précité d'un tel sinistre ayant affecté lesdits BIENS.

PREMIERE PARTIE

OBJET DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ
PARTIES PRIVATIVES ET PARTIES COMMUNES

CHAPITRE PREMIER
OBJET DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ

Article 3 -

Le présent règlement de copropriété s'applique à l'ensemble immobilier ci-dessus désigné à l'Article 2.

Il a pour objet :

1°) de déterminer les parties affectées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire, dites "parties privatives" et celles qui serviront à l'usage collectif, dites "parties communes générales".

2°) de fixer les droits et obligations des copropriétaires.

3°) d'organiser l'administration des copropriétaires.

4°) d'indiquer les conditions dans lesquelles seront prises, le cas échéant, les décisions extraordinaires concernant l'ensemble immobilier

CHAPITRE DEUXIÈME
PARTIES PRIVATIVES ET PARTIES COMMUNES

Article 4 - Définition des parties communes

Les parties communes sont celles qui sont affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires ou de plusieurs d'entre eux.

Les parties communes appartenant à l'ensemble des copropriétaires sont qualifiées de « parties communes générales ». Celles qui appartiennent à certains d'entre eux seulement sont qualifiées de « parties communes spéciales ».

Les parties communes générales ou spéciales seront l'objet d'une propriété indivise entre les copropriétaires des lots concernés pour une quote-part de droits afférents à chacun desdits lots ainsi qu'il est indiqué dans l'état descriptif de division ci-après et compte tenu des stipulations du règlement de copropriété.

4.1 - Parties communes générales

Les « parties communes générales » sont celles qui sont affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les copropriétaires.

Elles comprennent notamment, dans la mesure où elles existent (cette énumération étant purement énonciative et non limitative) :

- L'emprise foncière représentée par le volume n°3000 tant dans ses parties bâties que dans ses parties non bâties,
- Les fondations, les dalles de couverture et de planchers et tout mur constituant l'ossature du bâtiment dans les limites des emprises du volume n°3000,

- Les servitudes actives ou passives pouvant, présentement, exister ou être créées dans l'avenir,
- Les canalisations propres au volume n°3000 y compris pour leur partie qui bien que non comprise dans l'emprise du volume n°3000 seraient réputées en être la propriété aux termes de l'état descriptif de division en volumes et ses modificatifs,
- Le gros œuvre des cages d'escaliers, des locaux techniques, des circulations du bâtiment et de la rampe d'accès aux parkings,
- Les installations d'éclairage et les minuteries dans les parties communes du bâtiment,
- Les murs et cloisons séparant les parties privatives des parties communes,
- Tous les appareils et installations assurant la distribution et le comptage éventuel de l'eau et de l'électricité, et plus généralement de l'ensemble des fluides et courants,
- Les équipements collectifs de sécurité et de contrôle d'accès situés dans le volume n°3000 dès lors que ceux-ci sont à l'usage et à l'utilité de tous les copropriétaires,
- Les cages d'escalier, les paliers, les couloirs, en ce qui concerne leurs équipements, revêtements, portes, contrôles d'accès, ...
- Les locaux collectifs et techniques à l'usage et à l'utilité de tous les copropriétaires,
- Les branchements de télécommunications et antennes,
- Tous les accessoires de ces parties communes et, en général, tous les accessoires des parties communes ci-dessus définies, leurs appareillages, objets mobiliers, portes, équipements, outillages et fournitures en conséquence,
- Le local technique,
- Les circulations, sas d'accès et dégagements en sous-sol,
- Les deux escaliers desservant le rez-de-chaussée,
- Les portes coupe-feux,
- Les systèmes de protection et de sécurité réglementaires en matière d'incendie et les dispositifs de signalisation,
- Les gaines d'aération et de ventilation du parc de stationnement ainsi que les extracteurs d'air,
- Les canalisations et évacuations particulières (séparateur d'hydrocarbures, pompe de relevage, par exemple),
- Les aires de circulations et le revêtement du sol des emplacements de stationnement,
- Les portes basculantes en rez-de-chaussée, ainsi que les systèmes de fermetures,
- Les portes coulissantes au 1er sous-sol.

Article 4.2 - Accessoires aux parties communes générales

Sont accessoires aux parties communes générales :

- Le droit de surélever le bâtiment ou d'en affouiller le sol,
- Le droit d'édifier des bâtiments nouveaux dans les cours, parc ou jardins constituant des parties communes,
- Le droit d'affouiller de tels parc, cours ou jardins,
- Et le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes.

Accès aux canalisations collectives :

Tous les lots doivent laisser l'accès aux canalisations collectives traversant leur lot.

Article 5 – Définition des parties privatives

Les parties privatives sont celles qui sont affectées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire, c'est-à-dire, les locaux compris dans son lot avec tous leurs accessoires, notamment :

Les parties privatives sont la propriété privative de chaque copropriétaire, lequel en assurera l'entretien et la réparation à ses frais exclusifs.

Article 6 - PARTAGE - LICITATION

Les parties communes et les droits qui leur sont accessoires ne peuvent faire l'objet, séparément des parties privatives, d'une action en partage ni d’une licitation forcée.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Désignation des lots

L'immeuble ci-dessus désigné est divisé en **QUARANTE SIX (46) lots** numérotés 3001 à 3046.

La désignation de ces lots est établie ci-après.

Elle comprend pour chacun d'eux :

- l'indication des parties privatives réservées à la jouissance exclusive de son propriétaire.

- une quote-part indivise des parties communes générales et spéciales exprimée en tantièmes.

OBSERVATION ETANT ICI FAITE que les numéros des locaux contenus dans cette désignation se réfèrent exclusivement aux numéros de lots portés sur les plans ci-annexés, à l'exclusion de tous autres et notamment de tout numérotage pouvant être apposé sur le sol.

DÉSIGNATION DES LOTS

Lot numéro trois mille un (3001) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les trente et un millièmes (31 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille deux (3002) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les trente et un millièmes (31 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trois (3003) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt et un millièmes (21 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quatre (3004) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-deux millièmes (22 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille cinq (3005) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille six (3006) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille sept (3007) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat

Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille huit (3008) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille neuf (3009) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille dix (3010) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt et un millièmes (21 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille onze (3011) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille douze (3012) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-deux millièmes (22 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille treize (3013) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat

Avec les vingt-quatre millièmes (24 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quatorze (3014) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-sept millièmes (17 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quinze (3015) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-quatre millièmes (24 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille seize (3016) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille dix-sept (3017) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-quatre millièmes (24 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille dix-huit (3018) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille dix-neuf (3019) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-quatre millièmes (24 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt (3020) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}

\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt et un (3021) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-huit millièmes (18 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-deux (3022) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-trois (3023) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-six millièmes (26 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-quatre (3024) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-quatre millièmes (24 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-cinq (3025) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt et un millièmes (21 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-six (3026) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-sept (3027) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt et un millièmes (21 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-huit (3028) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille vingt-neuf (3029) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-neuf millièmes (19 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente (3030) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les trente-huit millièmes (38 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente et un (3031) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-neuf millièmes (19 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-deux (3032) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-trois millièmes (23 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-trois (3033) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt et un millièmes (21 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-quatre (3034) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-trois millièmes (23 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-cinq (3035) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-trois millièmes (23 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-six (3036) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-sept (3037) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-deux millièmes (22 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-huit (3038) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt-huit millièmes (28 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille trente-neuf (3039) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante (3040) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante et un (3041) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt millièmes (20 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante-deux (3042) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-sept millièmes (17 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante-trois (3043) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-huit millièmes (18 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante-quatre (3044) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-huit millièmes (18 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante-cinq (3045) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les dix-neuf millièmes (19 /1000 èmes) des parties communes générales.

Lot numéro trois mille quarante-six (3046) :

{\rtf1\ansi\ansicpg1252\deff0{\fonttbl{\f0\fnil\fcharset0 Times New Roman;}}
\viewkind4\uc1\pard\lang1036\f0\fs20 Parking int\'e9rieur non clos, situ\'e9 au 1er sous-sol du b\'e2timent unique, cage d'escalier S1 S2 comprenant:\par
Un emplacement de stat
Avec les vingt et un millièmes (21 /1000 èmes) des parties communes générales.

TABLEAU RÉCAPITULATIF

L'état descriptif de division qui précède est résumé dans un tableau descriptif récapitulatif établi ci-après, conformément à l'article 71 du décret 55-1350 du 14 octobre 1955, modifié par le décret 59-90 du 7 janvier 1959, pris pour l'application du décret 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière.

TROISIÈME PARTIE

TITRE I
DESTINATION DE L'IMMEUBLE - USAGE DE SES PARTIES

CHAPITRE PREMIER
DESTINATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

Article 7

L'immeuble est destiné à l'usage de parc de stationnement.

L'exercice de toute autre activité (commerciale, industrielle ou artisanale etc...) demeure proscrit.

L'état descriptif de division, qui a même valeur contractuelle que le règlement lui-même, détermine l'affectation particulière de chaque lot compris dans l'immeuble.

Tous les lots sont affectés exclusivement au stationnement de véhicules.

CHAPITRE DEUXIEME
USAGES DES « PARTIES PRIVATIVES »

Article 8

Sous les réserves qui vont être ci-après formulées, chacun des copropriétaires aura le droit de jouir comme bon lui semblera des parties privatives comprises dans son lot, à la condition de ne pas nuire aux droits des autres copropriétaires et de ne rien faire qui puisse, soit compromettre la solidité de l'ensemble immobilier, soit porter atteinte à sa destination.

Toutefois, si les circonstances l'exigent et à condition que l'affectation, la consistance ou la jouissance de leurs parties privatives n'en soient pas altérées, de manière durable, les copropriétaires ne peuvent s'opposer à l'exécution même à l'intérieur de celles-ci, des travaux visés à l'article 9 de la loi du 10 juillet 1965 dès lors que le Syndicat les réalise dans les conditions et moyennant les éventuelles indemnités prévues par cet article.

8.1. - Occupation

Les emplacements de stationnement devront être occupés conformément à la destination de l'ensemble immobilier. Ils ne pourront servir qu'au stationnement des automobiles ou véhicules deux et trois roues, à l'exclusion de tout autre véhicule ou caravane.

Il ne pourra y être exploité aucun atelier de réparation. Tous travaux d'entretien mécanique y sont par ailleurs interdits.

Il ne pourra y être déposé aucun produit explosif, inflammable, dangereux ou malodorant.

Les places de stationnement ne pourront pas servir d'aire de lavage. Il ne pourra y être exécuté aucune opération d'entretien ou de réparation.

Il est interdit d'entreposer les voitures d'enfants dans les sous-sols à usage de places de stationnement.

L'emploi des avertisseurs n'est pas autorisé. Il est interdit de faire tourner les moteurs autrement que pour les besoins des départs et des arrivées.

Tous les véhicules reconnus comme épaves sont interdits.

8.2. – Réparations et entretien - Accès des ouvriers

Tous les lots sont grevés d'une contrainte d'accès aux réseaux divers qui les traverseraient, en vue de procéder à leur entretien et remplacement, le cas échéant. Leurs propriétaires ou occupants devront en conséquence souffrir, sans indemnité, l'exécution des réparations ou des travaux d'entretien qui deviendraient nécessaires aux « parties communes », quelle qu'en soit la durée et permettre l'accès aux architectes, entrepreneurs et ouvriers chargés de surveiller, conduire ou faire ces travaux.

8.3. – Modifications

Un copropriétaire aura la possibilité de clore son emplacement non boxé sous réserve des autorisations administratives réglementaires et notamment en veillant au respect de la norme NF.P 91.120 et l'arrêté du 31/01/1986 relatif à la protection contre l'incendie.

Il devra également obtenir l'accord des voisins immédiats situés de part et d'autre de son emplacement de stationnement.

Compte tenu de la configuration des constructions, l'utilisation des rampes de circulation ou aires de stationnement pourra être difficile pour certains types de véhicules.

Tout copropriétaire de parkings devra supporter le passage de toutes canalisations, ventilations ; réseaux, poutres et l'installation de toute vannes, regards, et équipements destinés aux besoins de l'immeuble.

8.4. – Locations

Les copropriétaires pourront louer leur lot comme bon leur semblera à la condition que les locataires respectent les prescriptions du présent règlement ainsi que la destination de l'immeuble telle qu'elle est définie ci-dessus.

Les baux et engagements de location devront imposer aux locataires l'obligation de se conformer aux prescriptions du présent règlement.

Les copropriétaires resteront personnellement garants et responsables de l'exécution de cette obligation.

8.5. – Responsabilité

Tout copropriétaire restera responsable à l'égard des autres copropriétaires des conséquences dommageables entraînées par sa faute ou sa négligence ou celles des personnes dont il doit répondre ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

CHAPITRE TROISIEME

USAGE DES PARTIES COMMUNES

Article 9 - USAGE DES PARTIES COMMUNES GENERALES

9.1. - Principe

Chacun des copropriétaires pourra user librement des parties communes, pour la jouissance de sa fraction divise, suivant leur destination propre, telle qu'elle résulte du présent règlement, à condition de ne pas faire obstacle aux droits des autres copropriétaires et sous réserve des limitations ci-après stipulées.

Pour l'exercice de ce droit, il sera responsable dans les termes qui sont indiqués à l'article 8.5 du présent acte.

Chacun des copropriétaires devra respecter la réglementation intérieure qui pourrait être édictée pour l'usage de certaines parties communes et le fonctionnement des services collectifs et des éléments d'équipement commun.

L'arrêt et le stationnement des véhicules automobiles est interdit dans les voies et parties communes et, de façon générale, en dehors des endroits qui pourraient être prévus à cet effet, le tout sauf cas de nécessité dûment justifié.

9.2. - Encombrement des parties communes

Nul ne pourra, même temporairement, encombrer les parties communes ni y déposer quoi que ce soit, ni les utiliser pour son usage personnel, en dehors de leur destination normale, sauf cas de nécessité.

Les passages, paliers, escaliers, couloirs, entrées, devront être laissés libres en tout temps.

En cas d'encombrement d'une partie commune en contravention avec les présentes stipulations, le syndic est fondé à faire enlever l'objet de la contravention, quarante huit heures après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet, aux frais du contrevenant et à ses risques et périls. En cas de nécessité, la procédure ci-dessus sera simplement réduite à la signification faite par le syndic au contrevenant par lettre recommandée, qu'il a été procédé au déplacement de l'objet.

9.3. - Dédommagement

L'ensemble des services collectifs et éléments d'équipements communs étant propriété collective, un copropriétaire ne pourra réclamer de dommages et intérêts en cas d'arrêt permanent, imputable à un cas de force majeure, ou de suspension momentanée pour des nécessités d'entretien ou des raisons accidentelles.

9.4. - Servitudes

Les copropriétaires devront respecter toutes les servitudes et autres sujétions qui grèvent ou pourront grever la propriété. Ces servitudes sont rappelées aux termes de l'exposé ci-dessus ainsi qu'aux termes d'un acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007, contenant Etat Descriptif de Division Volumétrique de l'ensemble immobilier situé à NOGENT-SUR-MARNE (VAL-DE-MARNE), 19bis rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, et statuts de l'Association Foncière Urbaine Libre dénommée « PAUL BERT BRILLET », suivi d'un modificatif à l'état descriptif de division en volumes consistant en la mise à jour superficielle de certains des volumes existants, reçu par Maître Xavier CALMET, Notaire Associé soussigné, ce jour, préalablement aux présentes.

Chaque copropriétaire sera personnellement responsable des dégradations causées aux parties communes et, d'une manière générale, de toutes les

conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à la destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait des occupants ou de ses locataires ou par celui des personnes se rendant chez lui.

9.5. - Carence d'un copropriétaire

En cas de carence de la part d'un copropriétaire dans l'entretien de ses parties privatives, tout au moins pour celles visibles de l'extérieur, ainsi que d'une façon générale pour toutes celles dont le défaut d'entretien peut avoir des incidences à l'égard des parties communes ou des autres parties privatives ou de l'aspect extérieur de l'immeuble, le syndic, après décision de l'assemblée générale, pourra remédier aux frais du copropriétaire défaillant à cette carence, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai d'un mois.

9.6. – AFUL - Adhésion - rappel de servitudes

Il est ici rappelé :

* qu'aux termes d'un acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007, il a été établi les statuts d'une Association Foncière Urbaine Libre dénommée « PAUL BERT BRILLET » qui a notamment pour objet :

- L'affectation sur sa tête du volume n°1
- La création de tous éléments nouveaux
- Le contrôle et l'application du Cahier des charges de la division en volume
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle
- La gestion et la police de l'ensemble immobilier
- La représentation en justice
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières concourant aux objets ci-dessus définis.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au 4ème bureau des hypothèques de CRETEIL le 11 septembre 2007 volume 2007P numéro 6437.

* et qu'aux termes dudit acte, il a été notamment institué des servitudes de passage représentées sur les plans annexés aux présentes.

Le volume 3000 objet de la présente mise en copropriété fait partie d'un ensemble immobilier comprenant divers bâtiments implantés sur un terrain aménagé en espaces verts, voies diverses, etc...

Il a été établi une convention qui a pour objet la mise en oeuvre des actions tendant à faire respecter les servitudes, règles, charges et conditions résultant de la division en volumes.

Sont parties prenantes à cette convention à laquelle ils adhèrent du seul fait de la signature des actes de cession qui leur sont consentis : les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, propriétaires des volumes définis à l'état descriptif en volumes de l'ensemble immobilier.

Chaque propriétaire devra en cas d'aliénation, imposer à ses acquéreurs l'obligation de prendre ses lieus et place dans cette convention, faute de quoi il restera personnellement engagé vis-à-vis d'elle.

TITRE II
ÉTAT DE RÉPARTITION DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER
CHARGES COMMUNES GÉNÉRALES

Article 10

I – DEFINITION

Les charges générales comprennent :

a) Impôts

- Les impôts, contributions et taxes sous quelque forme et dénomination que ce soit, auxquels seront assujetties toutes les « parties communes générales » de l'ensemble et même celles afférentes aux « parties privatives » tant que, en ce qui concerne ces dernières, le Service des Contributions Directes ne les aura pas réparties entre les divers copropriétaires.

b) Services communs de l'ensemble immobilier

- Les charges liées au fonctionnement de l'ensemble immobilier supportées par le volume n°3000, telles que définies à l'état descriptif de division en Volumes et à son modificatif.
- Les honoraires du Syndic, ses frais de bureau et de correspondance et les frais nécessités par le fonctionnement du syndicat et du Conseil syndical.
- Les honoraires d'architecte pour l'entretien courant des parties communes générales.
- Les primes d'assurances souscrites par le syndicat pour l'immeuble.

c) Partie communes générales à tous les lots de l'ensemble immobilier

- Les frais d'entretien, de réfection et, le cas échéant, de remplacement de toutes les parties communes générales,
- Les frais de réparation, de toutes natures, grosses ou menues, à faire au gros œuvre,
- Les frais d'entretien et de remplacement de l'installation d'eau à usage commun, la location, la pose et l'entretien du compteur à usage collectif, la consommation d'eau,
- Les frais d'entretien, de réparation même de remplacement des portes coupe-feu, des sas d'accès et, le cas échéant, de l'escalier de secours, desservant les emplacements de stationnement.
- les frais d'entretien, de réparation ou de réfection relatifs aux aires de circulation et aux surfaces de stationnement malgré leur affectation privative, ainsi que toutes les installations servant exclusivement au parking (système de ventilation, porte basculante/portail sur rue et leurs systèmes de fermeture, frais de peinture, numérotation, délimitation des emplacements de voitures, système de sécurité réglementaire en matière d'incendie et les dispositifs de signalisation, primes d'assurances souscrites uniquement pour ces parkings, bacs de décantation etc…),
- Les frais d'entretien et de remplacement de l'installation électrique à l'usage du parc de stationnement, la location, la pose et l'entretien des compteurs à l'usage du parc de stationnement, le coût de la consommation d'électricité déterminé par le compteur divisionnaire du parc de stationnement s'il existe.

- L'entretien et la réfection des deux rampes, l'une d'accès rue Paul Bert et l'autre de sortie rue Brillet (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol jusqu'aux portes d'accès du parc de stationnement automobile privé niveau 1er sous-sol) ; l'entretien, les réparations et le remplacement des portes d'accès et de sortie voitures (accès rue Paul Bert et sortie rue Brillet), accessoires et système d'ouverture, des deux caillebotis situés au bas des rampes d'accès et de sortie voitures (s'il en existe) .
- L'entretien, la rénovation et la réfection de la partie du porche d'accès au « DOJO », y compris de l'étanchéité et la protection d'étanchéité de la dalle séparation rez-de-chaussée/sous sol ; l'entretien du système d'éclairage et de location du compteur ou sous compteur électrique y afférent ; l'entretien, la réparation et même de remplacement de l'ascenseur dénommé « D » (liaison 1er sous sol/rez-de-chaussée/1er étage bâtiment « DOJO », cabine, cage, agrès, poulies, câbles, treuils, systèmes de freinage, contrepoids, guidages et accessoires, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement des dispositifs de secours, des postes d'alarme et du système de télésurveillance, si toutefois il existe, l'entretien et la réparation des locaux machineries et des machines, les frais de consommation d'électricité occasionnés par l'ascenseur, le coût de la location du compteur, les primes et cotisations de l'assurance contre les accidents pouvant être provoqués par l'ascenseur, si toutefois les primes y afférentes peuvent être individualisées.
- L'entretien, les réparations, la réfection du bac de décantation (séparateur d'hydrocarbures) et de la fosse, y compris les frais d'entretien, de réparation et de remplacement de la (ou les pompe(s) de relevage ; l'entretien, les réparations des siphons de sol, caniveaux, grilles ou regards et canalisations y afférentes des aires de circulation et de dégagement des voitures.

La présente énumération est purement énonciative et non limitative.

II – REPARTITION

Les charges générales seront réparties entre tous les copropriétaires de l'immeuble au prorata de leurs quotes-parts dans les parties communes générales,

Toutefois, les copropriétaires qui aggraveraient les charges générales par leur fait, celui de leurs locataires ou des gens de leur service, supporteraient seuls les frais et dépenses occasionnés.

CHAPITRE DEUXIEME
CHARGES COMMUNES SPÉCIALES

Article 11 - Charges spéciales relatives à l'ascenseur

I - DEFINITION

Les charges spéciales afférentes à l'ascenseur comprennent :

- L'entretien, les réparations et même le remplacement de l'ascenseur, de son mécanisme, agrès et de tous ses accessoires, l'entretien et la réparation de sa cage et de ses locaux techniques.
- Les frais de fonctionnement de ces appareils, entretien périodique, l'assurance contre les accidents causés par leur fonctionnement, si la prime y afférente peut être individualisée.
- Le coût de la consommation électrique indiquée par le compteur électrique de l'ascenseur, le coût de la location et l'entretien de ce compteur.

II - REPARTITION

Les charges d'ascenseur sont réparties entre tous les lots concernés à raison d'une quote-part égale par emplacement de stationnement simple et d'une quote-part double pour l'emplacement de stationnement double.

À savoir :

Lots n°3001 à 3029 et 3031 à 3046 : 1/47 èmes

Lot n°3030 : 2/47 èmes

Ces charges seront dues par les copropriétaires concernés auprès du propriétaire du volume n°2000 au titre de la servitude de passage dont est grevé le volume n°2000.

CHAPITRE TROISIEME

ELEMENTS PRIS EN CONSIDERATION ET METHODE DE CALCUL PERMETTANT DE FIXER LES QUOTES-PARTS DE PARTIES COMMUNES ET LA REPARTITION DES CHARGES

Article 12

Conformément à l'article 76 de la loi S.R.U. n° 200 0-1208 du 13 décembre 2000 modifiant l'article 10 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, dans les termes suivants : *« Tout règlement de copropriété publié à compter du 31 décembre 2002 doit indiquer les éléments pris en considération et la méthode de calcul permettant de fixer les quotes-parts de parties communes et la répartition des charges »*, il a été attesté par la société S.S.A.F.T., Géomètre Expert à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), 6 rue Gustave Lebègue, chargé de déterminer les quotes-parts de charges générales et spéciales attachées à chacun des lots créés aux présentes, aux termes du dossier de mise en copropriété du 25 mars 2015, mis à jour le 4 avril 2015, ce qui suit ci-après littéralement rapporté :

I. Quote-part des parties communes générales

Le calcul de la quote-part des parties communes générales de la copropriété attachées à un lot, résulte de l'application de l'article 5 tenant compte de la valeur relative de chaque lot. Celle-ci est calculée sur la base de la superficie fractionnée en fonction des divers éléments constitutifs du lot tels que la superficie privative « loi Carrez » et les superficies annexes (balcon, terrasse, jardin……). Ces superficies sont pondérées par les éléments suivants :

- ***La consistance comprenant** :*
  - ***La nature***

Nature	*Coefficient*
Parkings	*0,25*

  - ***La configuration***

Nature	*Coefficient*
Parkings	*Variant entre 1 et 0,85*

Afin de tenir compte de la spécificité de certains emplacements de stationnement il a été fait application d'une pondération spécifique représentative de la configuration des lots.

- ***Les hauteurs sous plafond***

Les lots présentent tous une même hauteur sous plafond.

- ***La situation comprenant** :*

- ***Le niveau***

Lots	*Coefficient avec ascenseur*
Sous-sol 1	*0.95*

Les lots sont tous situés au même niveau.

II. Répartition des charges :

Conformément aux dispositions de l'article 10, deux types de charges ont été définis, les charges d'entretien, de conservation et d'administration des parties communes d'une part, et les charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun d'autre part.

1) Répartition des charges communes

Les charges communes générales se calculent suivant les mêmes critères que ceux du calcul de la répartition des quotes-parts des parties communes générales appliqués à cet immeuble conformément à l'article 5 comme défini ci-dessus.

2) Répartition des charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun

Il est tenu compte pour ces charges des lots effectivement desservis par l'équipement commun en fonction de son utilité potentielle.

- ***Charges d'ascenseur** :*

Les charges d'ascenseur sont réparties entre tous les lots concernés à raison d'une quote-part égale par emplacement de stationnement simple et d'une quote-part double pour l'emplacement de stationnement double.

À savoir :
Lots n°3002 à 30029 et 3031 à 3046 : 1/47 èmes
Lot n°3030 : 2/47 èmes

Ces charges seront dues par les copropriétaires concernés auprès du propriétaire du volume n°2000 au titre de la servit ude de passage dont est grevé le volume n°2000."

CHAPITRE QUATRIEME
REPRISE DES VESTIGES

Article 13

En cas de réparation ou de reconstitution d'un élément d'équipement, la valeur de reprise ou le produit de la vente des vieux matériaux ou vestiges bénéficiera aux seuls copropriétaires qui auront à supporter les frais des travaux.

TITRE III

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ ET DE JOUISSANCE CONSTITUTION DE DROITS RÉELS SUR LES PARTIES PRIVATIVES

CHAPITRE PREMIER OPPOSABILITÉ DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ AUX TIERS

Article 14

Le présent règlement de copropriété et les modifications qui pourraient y être apportées seront, à compter de leur publication au fichier immobilier, opposables aux ayants-cause à titre particulier des copropriétaires.

Quand bien même le présent règlement de copropriété et ses éventuels modificatifs n'auraient pas été publiés, ils seraient néanmoins opposables auxdits ayants-cause qui, après en avoir eu préalablement connaissance, auraient adhéré aux obligations en résultant.

Les dispositions ci-dessus rapportées s'appliquent à l'état descriptif de division et à ses modificatifs.

CHAPITRE DEUXIÈME MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ

Article 15

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent non seulement aux mutations qui portent sur le droit de propriété mais encore à celles qui ont pour objet l'un de ses démembrements, c'est-à-dire la nue propriété, l'usufruit et les droits d'usage ou d'habitation.

Section 1 : COMMUNICATION DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ ET DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Article 16 - DOCUMENTS PUBLIES

Le règlement de copropriété et ses modificatifs qui auront été effectivement publiés à l'époque où sera dressé un acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot devront être, préalablement à la régularisation de l'acte, portés à la connaissance du nouveau propriétaire ou du nouveau titulaire des droits cédés. Mention expresse devra en être portée à l'acte. Le tout à peine d'engager, le cas échéant, la responsabilité du disposant envers le nouveau propriétaire ou le cessionnaire.

Article 17 - DOCUMENTS NON ENCORE PUBLIES

Les prescriptions qui figurent à l'article précédent devront être suivies à l'égard du règlement de copropriété et de ses modificatifs qui n'auront pas encore été publiés au moment où sera dressé un acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot.

En outre, le disposant devra exiger du nouveau propriétaire ou du cessionnaire qu'il adhère, aux termes de l'acte, aux obligations susceptibles de résulter des documents non encore publiés. Le tout à peine d'engager, le cas échéant, la responsabilité du disposant vis-à-vis du syndicat.

Article 18

Les dispositions contenues dans les deux articles précédents s'appliquent à l'état descriptif de division et à ses modificatifs.

Section 2 : LES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ ET LES CHARGES

§ 1 - OBLIGATION AUX CHARGES

Article 19

En cas de mutation, l'ancien copropriétaire reste tenu du paiement de toutes les créances du syndicat qui, à la date de la mutation, sont liquides et exigibles, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif. L'ancien copropriétaire ne peut exiger la restitution, même partielle, de sommes versées à titre d'avance ou de provisions.

Le nouveau copropriétaire est tenu au paiement des créances du syndicat, qui deviennent liquides et exigibles après la mutation.

Les sommes restant disponibles sur les provisions versées par l'ancien copropriétaire sont imputées sur ce dont le nouveau copropriétaire devient débiteur envers le syndicat.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront à toutes les mutations, qu'elles aient lieu à titre particulier ou à titre universel, à titre gratuit ou à titre onéreux.

Imputation des frais aux copropriétaires défaillants

Le copropriétaire qui n'aura pas payé ses charges après mise en demeure, sommation ou commandement, sans avoir engagé un recours, conformément à l'article 42 de la loi du 10 juillet 1965 ou indiqué de façon motivée l'erreur matérielle dont serait affecté son compte, sera redevable de plein droit :

- des intérêts au taux légal sur les sommes mentionnées dans la mise en demeure, la sommation ou le commandement à payer, sans préjudice des intérêts sur les sommes qui pourraient être dues postérieurement,

- des frais, honoraires et débours de toute nature et tout particulièrement, et de façon non exhaustive, des frais de commandement, des honoraires d'huissier, d'expert, d'avocat, et le cas échéant, des honoraires et frais du syndic en application du contrat de syndic, et plus généralement de tous les intervenants chargés d'obtenir le règlement des provisions ou charges dues.

L'ensemble de ces frais et honoraires sera payé par la Trésorerie du syndicat des copropriétaires et comptablement imputé au débit du compte du copropriétaire défaillant jusqu'à complet recouvrement par le syndicat.

§ 2 - INFORMATION DES PARTIES

Article 20

Le syndic, avant l'établissement de tout acte conventionnel réalisant ou

constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, ou la constitution sur ces derniers d'un droit réel, adresse au notaire chargé de recevoir l'acte, à la demande de ce dernier ou à celle du copropriétaire qui transfère tout ou partie de ses droits sur le lot, un état daté comportant trois parties :

1° Dans la première partie, le syndic indique, d'une manière même approximative et sous réserve de l'apurement des comptes, les sommes pouvant rester dues, pour le lot considéré, au syndicat par le copropriétaire cédant, au titre :

a) des provisions exigibles du budget prévisionnel,
b) des provisions exigibles des dépenses non comprises dans le budget prévisionnel,
c) des charges impayées sur les exercices antérieurs,
d) des sommes mentionnées à l'article 33 de la loi du 10 juillet 1965,
e) des avances exigibles.

Ces indications sont communiquées par le syndic au notaire ou au propriétaire cédant, à charge pour eux de les porter à la connaissance, le cas échéant, des créanciers inscrits.

2° Dans la deuxième partie, le syndic indique, d'une manière même approximative et sous réserve de l'apurement des comptes, les sommes dont le syndicat pourrait être débiteur, pour le lot considéré, à l'égard du copropriétaire cédant, au titre :

a) des avances mentionnées à l'article 45-1 du décret n°67-223 du 17 mars 1967 modifié,
b) des provisions du budget prévisionnel pour les périodes postérieurs à la période en cours et rendues exigibles en raison de la déchéance du terme prévue par l'article 19-2 de la loi du 10 juillet 1965.

3° Dans la troisième partie, le syndic indique les sommes qui devraient incomber au nouveau copropriétaire, pour le lot considéré, au titre :

a) de la reconstitution des avances mentionnées à l'article 45-1 susvisé et ce d'une manière même approximative,
b) des provisions non encore exigibles du budget prévisionnel,
c) des provisions non encore exigibles dans les dépenses non comprises dans le budget prévisionnel.

Dans une annexe à la troisième partie de l'état daté, le syndic indique la somme correspondant, pour les deux exercices précédents, à la quote-part afférente au lot considéré dans le budget prévisionnel et dans le total des dépenses hors budget prévisionnel. Il mentionne, s'il y a lieu, l'objet et l'état des procédures en cours dans lesquelles le syndicat est partie.

Quel que soit le requérant, le syndic adresse l'état au notaire chargé de recevoir l'acte.

§ 3 - MUTATIONS A TITRE ONÉREUX - APUREMENT DE LA SITUATION DU VENDEUR A L'ÉGARD DU SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES

Article 21

Lors de la mutation à titre onéreux d'un lot, et si le vendeur n'a pas présenté au notaire un certificat du syndic ayant moins d'un mois de date, attestant qu'il est libre de toute obligation à l'égard du syndicat, avis de la mutation doit être donné par

le Notaire au syndic de l'immeuble, par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date du transfert de propriété.

Avant l'expiration d'un délai de QUINZE jours à compter de la réception de cet avis, le syndic peut former au domicile élu, par acte extrajudiciaire, opposition au versement des fonds, dans la limite ci-après, pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire. Cette opposition contient élection de domicile dans le ressort du Tribunal de Grande Instance de la situation de l'immeuble, et, à peine de nullité, énonce le montant et les causes de la créance. Les effets de l'opposition sont limités au montant ainsi énoncé.

Tout paiement ou transfert amiable ou judiciaire du prix opéré en violation des dispositions de l'alinéa précédent est inopposable au Syndic ayant régulièrement fait opposition.

L'opposition régulière vaut au profit du Syndicat mise en oeuvre du privilège spécial mentionné à l'article 2374 1° bis du Code Civil.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, il n'est tenu compte que des créances du syndicat effectivement exigibles et liquides à la date de la mutation.

L'opposition éventuellement formée par le syndic doit énoncer de manière précise :

1° Le montant et les causes des créances du syndicat afférentes aux charges et travaux mentionnés aux articles 10 et 30 de la loi du 10 juillet 1965 de l'année courante et des deux dernières années échues ;

2° Le montant et les causes des créances du syndicat afférentes aux charges et travaux mentionnés aux articles 10 et 30 de la loi du 10 juillet 1965 des deux années antérieures aux deux dernières années échues ;

3° Le montant et les causes des créances de toute nature du syndicat garanties par une hypothèque légale et non comprises dans les créances privilégiées, visées au 1° et 2° ci-dessus ;

4° le montant et les causes des créances de toute nature du syndicat non comprises dans les créances visées au 1°, 2° et 3 ° ci-dessus ;

Si le lot fait l'objet d'une vente sur licitation ou sur saisie immobilière, l'avis de mutation prévu à l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 est donné au syndic selon le cas, soit par le notaire, soit par l'avocat du demandeur ou du créancier poursuivant ; si le lot fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, l'avis de mutation est donné au syndic, selon le cas, soit par le notaire ou l'expropriant, soit par le titulaire du droit de préemption ; si l'acte est reçu en la forme administrative, l'avis de mutation est donné au syndic par l'autorité qui authentifie la convention.

A l'occasion de la mutation à titre onéreux d'un lot :

1° le paiement de la provision exigible du budget prévisionnel, en application du troisième alinéa de l'article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965, incombe au vendeur,

2° le paiement des provisions des dépenses non comprises dans le budget prévisionnel incombe à celui, vendeur ou acquéreur, qui est copropriétaire au moment de l'exigibilité,

3° le trop ou moins perçu sur provisions, révélé par l'approbation des comptes, est porté au crédit ou au débit du compte de celui qui est copropriétaire lors de l'approbation des comptes.

Toute convention contraire aux dispositions ci-dessus n'a d'effet qu'entre les parties à la mutation à titre onéreux.

Article 21bis - MUTATION PAR DECES

En cas de mutation par décès, les héritiers et ayants droit doivent, dans les deux mois du décès, justifier au syndic de leurs qualités héréditaires par une lettre du notaire chargé de régler la succession sauf dans les cas où le Notaire est dans l'impossibilité d'établir exactement la dévolution successorale.

Si l'indivision vient à cesser par suite d'un acte de partage, cession ou licitation entre héritiers, le syndic doit en être informé dans le mois de cet événement dans les conditions de larticle 6 du décret du 17 Mars 1967.

En cas de mutation résultant dun legs particulier, les dispositions ci-dessus sont applicables. Le légataire reste tenu solidairement et indivisiblement avec les héritiers des sommes afférentes au lot cédé, dues à quelque titre que ce soit au jour de la mutation.

Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit, de nue-propriété, d'usage ou d'habitation, tout transfert de l'un de ces droits doit être notifié, sans délais au syndic, dans les conditions prévues à l'article 6 du décret du 17 Mars 1967.

En toute hypothèse, le ou les nouveaux copropriétaires sont tenus de notifier au syndic leur domicile réel ou élu dans les conditions de l'article 64 du décret susvisé, dans la notification visée à l'alinéa précédent, faute de quoi ce domicile sera considéré de plein droit comme étant élu à l'ENSEMBLE IMMOBILIER, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 64 du décret précité.

Article 22 - INDIVISION - DEMEMBREMENT DE LA PROPRIETE

Les indivisaires devront se faire représenter auprès du syndic et aux assemblées des copropriétaires par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord, désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance à la requête de l'un d'entre eux ou du syndic.

Il y aura solidarité entre les indivisaires quant au règlement de toutes les dépenses afférentes aux lots.

En cas de démembrement de la propriété d'un lot, il y aura solidarité entre le nu-propriétaire et l'usufruitier quant au règlement de toutes les dépenses afférentes aux lots.

Les intéressés devront se faire représenter auprès du syndic et aux assemblées de copropriétaires par l'un d'eux ou un mandataire commun, qui, à défaut d'accord sera désigné comme il est dit ci-dessus.

Jusqu'à cette désignation, l'usufruitier représentera valablement le nu-propriétaire, sauf en ce qui concerne les décisions visées à l'article 26 de la Loi du 10 Juillet 1965.

Section 3 - NOTIFICATION DES MUTATIONS - ÉLECTION DE DOMICILE

Article 27 - NOTIFICATION DES MUTATIONS

Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit, de nue propriété, d'usage ou d'habitation, tout

transfert de l'un de ces droits est notifié, sans délai, au syndic, soit par les parties, soit par le notaire qui établit l'acte, soit par l'avocat ou l'avoué qui a obtenu la décision judiciaire, acte ou décision qui, suivant le cas, réalise, atteste, constate ce transfert ou cette constitution.

Cette notification comporte la désignation du lot ou de la fraction de lot intéressé, ainsi que l'indication des nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur ou du titulaire de droit et, le cas échéant, du mandataire commun prévu à l'article 23, alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le notaire ou, selon le cas, l'une des personnes mentionnées au dernier alinéa de l'article 5-1 du décret du 17 mars 1967, informe les créanciers inscrits de l'opposition formée par le syndic et, sur leur demande, leur en adresse copie.

Article 27bis - ÉLECTION DE DOMICILE PAR LES NOUVEAUX COPROPRIÉTAIRES

Tout nouveau copropriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nue propriété sur un lot ou une fraction de lot doit notifier au syndic son domicile réel ou élu en France métropolitaine, faute de quoi ce domicile sera considéré, de plein droit, comme étant élu au siège social du Syndic.

Section 4 : MODIFICATION DES LOTS

Article 28

Les copropriétaires pourront échanger entre eux des éléments détachés de leurs lots ou en céder aux propriétaires voisins ou, encore, diviser leurs locaux en plusieurs lots. Ils auront la faculté de modifier en conséquence la quote-part des charges de toute nature afférente aux locaux en question, à la condition que le total reste inchangé et dans les conditions du paragraphe ci-dessous, savoir :

Le total des tantièmes de copropriété et des charges de toute nature afférents aux locaux concernés seront répartis entre les nouveaux lots créés à la suite de l'échange ou de la division d'un commun accord entre les propriétaires de ces lots, conformément aux règles posées par les articles 5 et 10 de la loi 65-557 du 10 juillet 1965 et des textes subséquents et aux critères retenus pour l'établissement du présent état descriptif de division et règlement de copropriété.

La nouvelle répartition des charges n'aura pas dès lors, comme il est prévu par l'article 11, alinéa 2 de ladite loi, à être soumise à l'approbation de l'assemblée générale des copropriétaires, mais simplement à être notifiée pour information par les parties concernées au syndic, immédiatement ou dès la désignation de celui-ci.

Bien entendu, tout copropriétaire de plusieurs lots jouira de la faculté de modifier la composition de ses lots mais sous les mêmes conditions.

Toute modification des lots devra faire l'objet d'un acte modificatif de l'état descriptif de division ainsi que de l'état de répartition des charges.

En cas de division d'un lot, cet acte attribuera un numéro nouveau à chacune des parties du lot divisé, lesquelles formeront autant de lots distincts.

De même, en cas de réunion de plusieurs lots pour former un lot unique, l'acte modificatif attribuera à ce dernier un nouveau numéro. Toutefois, la réunion de plusieurs lots en un lot unique ne pourra avoir lieu que si cette réunion est susceptible

d'être publiée au fichier immobilier, ce qui implique que les lots réunis ne soient pas grevés de droits ou charges différents publiés au fichier immobilier.

Les numéros désignant les nouveaux lots seront pris à la suite des numéros existants, en tenant compte, le cas échéant, des séries retenues pour chaque bâtiment en cas de pluralité de ceux-ci.

Dans l'intérêt commun des futurs copropriétaires et de leurs ayants-cause, il est stipulé qu'au cas où l'état descriptif de division ou le règlement de copropriété viendrait à être modifié, une expédition de l'acte modificatif rapportant la mention de publicité foncière devra être remise :

1°- au syndic de la copropriété alors en fonction ;
2°- au notaire détenteur de l'original des présente s, ou à son successeur, pour en être effectué le dépôt en suite de celles-ci au rang de ses minutes.

Le coût de ces expéditions et de l'acte de dépôt au rang des minutes dudit notaire sera à la charge du ou des copropriétaires ayant opéré cette modification.

CHAPITRE TROISIÈME

LOCATIONS

Article 29

Le copropriétaire qui consentira une location de son lot devra remettre au locataire une copie du présent règlement de copropriété concernant la destination, la jouissance, l'usage des parties communes et privatives et précisant la quote-part afférente aux lots loués dans chacune des catégories de charges, conformément à l'article 3 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 198 6 et l'obliger à en exécuter les prescriptions.

Le locataire devra prendre l'engagement dans le contrat de bail de respecter les dispositions dudit règlement.

En outre, le copropriétaire pourra s'il le souhaite informer dans les meilleurs délais le syndic de la date d'entrée dans les lieux du locataire et lui indiquer le nom du locataire, le montant du loyer et son mode de paiement pour permettre au syndic d'exercer éventuellement le privilège mobilier prévu par l'Article 19 de la Loi du 10 juillet 1965.

Article 30

Le copropriétaire bailleur restera solidairement responsable du fait ou de la faute (dégats, désagréments,...) de ses locataires ou sous-locataires. Il demeurera seul redevable de la quote-part afférente à son lot dans les charges définies au présent règlement, comme s'il occupait personnellement les lieux loués.

Article 31

Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux autorisations d'occuper qui ne constitueraient pas des locations.

CHAPITRE QUATRIÈME
CONSTITUTION DE DROITS RÉELS

Article 32 - COMMUNICATION DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ ET DE L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Par application de l'article 4 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, tout acte conventionnel réalisant ou constatant la constitution d'un droit réel, sur un lot ou une fraction de lot, doit mentionner expressément que le titulaire du droit a eu préalablement connaissance, s'ils ont été publiés dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi du 10 juillet 1965, du règlement de copropriété ainsi que des actes qui l'ont modifié.

Il en est de même en ce qui concerne l'état descriptif de division et les actes qui l'ont modifié, lorsqu'ils existent et ont été publiés.

TITRE IV

ADMINISTRATION DES PARTIES COMMUNES

CHAPITRE PREMIER

SYNDICAT

Article 33

La collectivité des copropriétaires est constituée de plein droit en un syndicat doté de la personnalité civile.

Ce syndicat a pour objet la conservation de l'ensemble immobilier et l'administration des parties communes générales. Il peut revêtir la forme d'un syndicat coopératif conformément à l'article 14 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965.Il a qualité pour agir en justice tant en demandant qu'en défendant, même contre certains des copropriétaires.

Il peut modifier le présent règlement de copropriété dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes.

En ce qui concerne l'établissement du budget prévisionnel et l'établissement des comptes par le syndicat des copropriétaires principal, il est expressément renvoyé aux dispositions des articles 14-1 à 14-3 de la loi du 10 Juillet 1965 ainsi qu'aux articles 43, 44 et 45 du décret du 17 Mars 1967.

Article 34

Les décisions qui sont de la compétence du syndicat sont prises par l'assemblée des copropriétaires et exécutées par le syndic comme il sera expliqué plus loin.

Article 35

Le syndicat des copropriétaires est régi par la loi modifiée n° 65-557 du 10 juillet 1965 et le décret modifié n° 67-223 du 17 m ars 1967.

Article 36

Le syndicat doit comprendre au moins deux copropriétaires. Il prend naissance dès que cette situation sera réalisée. Si elle venait à cesser, le syndicat prendrait fin.

Article 37

Son siège est fixé au siège même du syndic.

Sa dénomination est : " Syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis à NOGENT SUR MARNE (94130), 6 rue Brillet et 19 rue Paul Bert - volume 3 ".

CHAPITRE DEUXIÈME
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE COPROPRIÉTAIRES

Section 1 - ÉPOQUE DES RÉUNIONS

Article 38

Les copropriétaires se réuniront en assemblée générale dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de la date à laquelle le Syndicat aura pris naissance, soit à compter de l'achèvement de l'immeuble.

Lors de cette première réunion, l'assemblée nommera le syndic, fixera le chiffre de sa rémunération et arrêtera le budget prévisionnel pour le temps restant à courir sur l'exercice en cours.

Article 39

Par la suite, il sera tenu au moins une fois chaque année une assemblée générale des copropriétaires sur convocation du syndic.

Article 40

L'assemblée générale peut être réunie extraordinairement par le syndic aussi souvent qu'il le jugera utile.

Le syndic devra convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il en sera requis par le conseil syndical dont il sera ci-après fait mention ou par un ou plusieurs copropriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les copropriétaires.

Section 2 - CONVOCATIONS

§ 1 - PERSONNES HABILITÉES A CONVOQUER L'ASSEMBLÉE

Article 41

Le syndic convoque l'assemblée générale.

Article 42

Le président du conseil syndical est en droit de convoquer l'assemblée générale après avoir mis le syndic en demeure de le faire en précisant les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée est demandée et si cette mise en demeure est restée infructueuse pendant plus de huit jours.

Article 43

Un ou plusieurs copropriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les copropriétaires peuvent provoquer la réunion de l'assemblée générale des copropriétaires.

Ils en font la demande au syndic en précisant les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée est demandée. Cette demande vaut mise en demeure au syndic.

Si la mise en demeure au syndic ainsi effectuée, reste infructueuse pendant plus de huit jours, tout copropriétaire adresse une nouvelle demande au président du conseil syndical. Cette demande précise les questions dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée. Elle vaut mise en demeure au président du conseil syndical.

Si cette nouvelle demande reste infructueuse pendant plus de huit jours, tout copropriétaire peut provoquer la convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du décret du 17 mars 1967. Conformément à ce texte, le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en matière de référé peut, à la requête de tout copropriétaire, habiliter un copropriétaire ou un mandataire de justice à l'effet de convoquer l'assemblée générale. Dans ce cas, il peut charger ce mandataire de présider l'assemblée. L'assignation est délivrée au syndic et, le cas échéant, au Président du conseil syndical.

Dans le cas où le conseil syndical ne serait pas pourvu d'un président, tout copropriétaire pourrait provoquer la convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du décret du 17 mars 1967, une fois expiré le délai de huit jours qui suit la mise en demeure au syndic.

§ 2 - CONTENU DES CONVOCATIONS - DOCUMENTS ANNEXES

Article 44

La convocation contient l'indication des lieu, date et heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour, lequel précise chacune des questions soumises à la délibération de l'assemblée.

Elle rappelle les modalités de consultation des pièces justificatives des charges telles qu'elles ont été arrêtées par l'Assemblée Générale en application de l'Article 18-1 de la Loi du 10 juillet 1965.

Article 45

Sont notifiées au plus tard en même temps que l'ordre du jour :

I – Pour la validité de la décision :

1° l'état financier du syndicat des copropriétaires et son compte de gestion général, lorsque l'assemblée est appelée à approuver les comptes. Ces documents sont présentés avec le comparatif des comptes de l'exercice précédent approuvé,

2° le projet du budget présenté avec le comparatif du dernier budget prévisionnel voté, lorsque l'assemblée est appelée à voter le budget prévisionnel,

La présentation des documents énumérés aux 1° et 2° ci-dessus est conforme aux modèles établis par le décret relatif aux comptes du syndicat des copropriétaires et ses annexes.

3° les conditions essentielles du contrat ou, en cas d'appel à la concurrence, des contrats proposés, lorsque l'assemblée est appelée à approuver un contrat, un devis ou un marché, notamment pour la réalisation de travaux,

4° le ou les projets de contrat du syndic, lorsque l'assemblée est appelée à

désigner le représentant légal du syndicat,

5° le projet de convention, ou la convention, mentionné à l'article 39 du décret n°67-223 du 17 mars 1967, outre les projets mentionnés au 4° ci-dessus,

6° le projet de règlement de copropriété, de l'état descriptif de division, de l'état de répartition des charges ou le projet de modification desdits actes, lorsque l'assemblée est appelée, suivant le cas, à établir ou à modifier ces actes,

7° le projet de résolution lorsque l'assemblée est appelée à statuer sur l'une des questions mentionnées aux articles 14-1 (2ème et 3ème alinéas), 14-2 (2ème alinéa), 18 (7ème alinéa), 24 (alinéas 2 et 3), 25, 26-2, 30 (alinéas 1er, 2 et 3), 35, 37 (alinéas 3 et 4) et 39 de la loi du 10 juillet 1965,

8° le projet de résolution tendant à autoriser, s'il y a lieu, le syndic à introduire une demande en justice,

9° les conclusions du rapport de l'administrateur provisoire lorsqu'il en a été désigné un par le Président du Tribunal de Grande Instance en application des dispositions de l'article 29-1 de la loi du 10 juillet 1965 et lorsque l'assemblée est appelée à statuer sur une question dont la mention à l'ordre du jour résulte de ces conclusions.

10° Les conclusions du rapport du mandataire ad hoc lorsqu'il en a été désigné un par le président du tribunal de grande instance en vertu de l'article 29-1B de la loi du 10 juillet 1965 et que l'assemblée générale est appelée à statuer sur les projets de résolution nécessaires à la mise en œuvre de ce rapport ;

11° Les projets de résolution mentionnant, d'une part, la saisie immobilière d'un lot, d'autre part, le montant de la mise à prix, ainsi que le montant des sommes estimées définitivement perdues, lorsque l'assemblée générale est appelée à autoriser le syndic à poursuivre la saisie immobilière d'un lot ;

12° Le projet de convention et l'avis du conseil syndical mentionnés au second alinéa de l'article 41-2 de la loi du 10 juillet 1965 ou la teneur de la délégation prévue à la deuxième phrase du premier alinéa de ce même article ;

13° La situation financière du ou des services dont la suppression est envisagée en application de l'article 41-4 de la loi du 10 juillet 1965. II – Pour l'information des copropriétaires :

1° les annexes au budget prévisionnel,

2° l'état détaillé des sommes perçues par le syndic au titre de sa rémunération,

3° l'avis rendu par le conseil syndical lorsque sa consultation est obligatoire, en application du deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965.

4° Le compte rendu de l'exécution de la mission du conseil syndical prévu au deuxième alinéa de l'article 22 du présent décret et le bilan établi par le conseil syndical en application du second alinéa de l'article 41-2 de la loi du 10 juillet 1965 ;

5° En vue de l'approbation des comptes par l'assemblée générale, le projet d'état individuel de répartition des comptes de chaque copropriétaire ;

6° L'état actualisé des lots délaissés prévu au second alinéa de l'article 24-6 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Le contenu de ces documents ne fait pas l'objet d'un vote par l'assemblée des copropriétaires.

§ 3 - ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

Article 46

A tout moment, un ou plusieurs copropriétaires, ou le conseil syndical, peuvent notifier au syndic la ou les questions dont ils demandent qu'elles soient inscrites à l'ordre du jour d'une assemblée générale. Le syndic porte ces questions à l'ordre du jour de la convocation de la prochaine assemblée générale. Toutefois, si la ou les questions notifiées ne peuvent être inscrites à cette assemblée compte tenu de la date de réception de la demande par le syndic, elles le sont à l'assemblée suivante.

§ 4 - DÉLAI DE CONVOCATION - FORMES

Article 47

Le convocations aux assemblées seront notifiées aux copropriétaires, sauf urgence, au moins vingt et un (21) jours avant la réunion soit par lettres recommandées, avec demande d'avis de réception, adressées à leur domicile réel ou élu, soit par télécopie avec récépissé au numéro indiqué par le destinataire, conformément aux dispositions de l'article 64 du décret du 17 Mars 1967, le délai qu'elles font courir a pour point de départ le lendemain du jour de la première présentation de la lettre recomrnandée au domicile du destinataire ou le lendemain du jour de la réception de la réception de la télécopie par le destinataire.

§ 5 - PERSONNES A CONVOQUER

Article 48

Tous les copropriétaires doivent être convoqués à l'assemblée générale, ainsi que les représentants statutaires des associations déclarées de locataires conformément à l'article 35 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.

Les mutations ne sont opposables au syndicat qu'à compter du moment où elles ont été notifiées au syndic. La convocation régulièrement adressée à l'ancien copropriétaire, antérieurement à la notification de la mutation survenue, n'a pas à être recommencée : elle vaut à l'égard du nouveau copropriétaire.

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, la convocation est valablement adressée au mandataire commun prévu à l'article 56 du présent règlement.

Lorsqu'une société est propriétaire de plusieurs lots dont elle attribue la jouissance à ses associés, chacun de ceux-ci reçoit notification des convocations ainsi que des documents annexes ci-dessus visés. A cet effet, le représentant légal de la société est tenu de communiquer, sans frais, au syndic ainsi que, le cas échéant, à toute personne habilitée à convoquer l'assemblée, et à la demande de ces derniers, les nom et domicile, réel ou élu, de chacun des associés. Il doit immédiatement informer le syndic de toute modification des renseignements ainsi communiqués.

A l'égard du syndicat, la qualité d'associé résulte suffisamment de la communication faite en application de l'alinéa qui précède.

La convocation de l'assemblée générale des copropriétaires est également notifiée au représentant légal de la société ; ce dernier peut assister à la réunion avec voix consultative.

Les locataires doivent également être avisés par voie d'affichage de la réunion de l'assemblée et des questions mises à l'ordre du jour, conformément à l'article 44, 4ème alinéa de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 mo difiée par l'article 193 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite loi SRU.

§ 6 - FIXATION DES LIEU, DATE ET HEURE DE LA REUNION

Article 49

La personne qui convoque l'assemblée fixe le lieu, la date et l'heure de la réunion.

L'assemblée générale est réunie en un lieu de la commune de la situation de l'immeuble ou dans une commune limitrophe.

§ 7 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE TENUE SUR DEUXIÈME CONVOCATION

Article 50

Le délai de convocation peut être réduit à huit jours et les notifications prévues ci-dessus n'ont pas à être renouvelées lorsqu'elles ont lieu dans l'hypothèse où une assemblée n'a pu prendre de décision, ou, si l'ordre du jour de cette dernière, ne porte que sur des questions déjà inscrites à l'ordre du jour de la précédente.

§ 8 – DROIT D'ACCES AUX PIECES JUSTIFICATIVES DES CHARGES

Article 51

Pendant le délai s'écoulant entre la convocation de l'assemblée générale appelée à connaître des comptes et la tenue de celle-ci, les pièces justificatives des charges de copropriété, notamment les factures, ainsi que la quantité consommée et le prix unitaire ou forfaitaire de chacune des catégories de charges, sont tenues à la disposition de tous les copropriétaires par le syndic, au moins un jour ouvré, selon des modalités définies par l'assemblée générale.

Celle-ci peut décider que la consultation aura lieu un jour où le syndic reçoit le conseil syndical pour examiner les pièces mentionnées ci-dessus, tout copropriétaire pouvant alors se joindre au conseil syndical ; toutefois, tout copropriétaire ayant manifesté son opposition à cette procédure lors de l'assemblée générale, pourra consulter individuellement les pièces le même jour.

Section 3 : TENUE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 52

L'assemblée générale se réunit au lieu fixé par la convocation.

Article 53

Au début de chaque réunion, l'assemblée générale désigne son président (sauf désignation de celui-ci par le Président du Tribunal de Grande Instance, lorsque cela est prévu par la Loi).

Est élu celui des copropriétaires présents ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité entre eux, le président est désigné par le sort parmi les copropriétaires présents ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages.

Le syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent présider l'assemblée.

Toutefois, dans le cas prévu à l'article 43 du présent règlement, l'Assemblée Générale est présidée par le mandataire nommé en conformité de ce texte s'il est judiciairement chargé de le faire.

Article 54

Il est formé un bureau composé de deux scrutateurs et d'un secrétaire.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui possèdent et représentent le plus grand nombre de quotes-parts de copropriété, tant en leur nom que comme mandataire.

Le syndic assure le secrétariat de la séance sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Article 55

Il est tenu une feuille de présence pouvant comporter plusieurs feuillets. Elle contient les nom et domicile de chaque copropriétaire ou associé, membre de l'assemblée, et le cas échéant, de son mandataire. Elle indique le nombre de voix dont dispose chaque membre de l'assemblée, compte tenu s'il y a lieu, des dispositions de l'article 22 (alinéas 2 et 3) et de l'article 24 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965.

Cette feuille est émargée par chaque copropriétaire ou associé présent, ou par son mandataire.

Elle est certifiée exacte par le président de l'assemblée.

La feuille de présence constitue une annexe du procès-verbal avec lequel elle est conservée.

Elle peut être tenue sous forme électronique dans les conditions définies par les articles 1316-1 et suivants du Code Civil.

Article 56

Chaque copropriétaire peut se faire représenter par un mandataire de son choix, membre ou non du syndicat, habilité par simple lettre. Toutefois le syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent représenter un copropriétaire.

Un mandataire ne peut recevoir plus de trois délégations de vote sauf si le total des voix dont il dispose lui-même et celle de ses mandants n'excède pas 5% des voix du syndicat. Le mandataire peut en outre recevoir plus de trois délégations de votes s'il participe à l'assemblée du syndicat principal et si tous ses mandants appartiennent à un même syndicat secondaire.

Les représentants légaux des mineurs, interdits ou autres incapables participent aux assemblées en leur lieu et place.

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, les intéressés doivent être représentés par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord, désigné par le président du tribunal de grande instance, à la requête de l'un d'entre eux ou du syndic.

Jusqu'à la désignation d'un mandataire commun l'usufruitier pourra valablement représenter le nu-propriétaire sauf pour les décisions devant être prise selon les règles de majorité prévues à l'article 26 de la loi du 10 Juillet 1965.

Article 57

Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour et dans la mesure où les notifications réglementaires ont été effectuées.

Article 58

Il est établi un procès-verbal des décisions de chaque assemblée qui est signé, à la fin de la séance, par le président, par le secrétaire et par le ou les scrutateurs. Lorsque le registre est tenu sous forme électronique, ces signatures sont établies conformément au deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code Civil.

Le procès-verbal comporte, sous l'intitulé de chaque question inscrite à l'ordre du jour, le résultat du vote. Il précise les noms des copropriétaires ou associés qui se sont opposés à la décision et leur nombre de voix, ainsi que les noms des copropriétaires ou associés qui se sont abstenus et leur nombre de voix.

Le procès-verbal mentionne les réserves éventuellement formulées par les copropriétaires ou associés opposants sur la régularité des décisions.

Les procès-verbaux des séances sont inscrits, à la suite les uns des autres, sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre peut être tenu sous forme électronique dans les conditions définies par les articles 1316-1 et suivants du Code Civil.

Section 4 : VOIX - MAJORITÉ

Article 59

Dans les assemblées générales, chacun des copropriétaires dispose d'autant de voix qu'il possède de quotes-parts de copropriété.

Chacun des associés des sociétés propriétaires de lots dispose d'un nombre de voix égal à la quote-part dans les parties communes correspondant au lot dont il a la jouissance.

Article 60

Toutefois, lorsqu'un copropriétaire possède plus de la moitié des quotes-parts de parties communes appartenant à tous les copropriétaires, le nombre de voix dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres copropriétaires.

Article 61

Lorsque les frais qui seraient entraînés par l'exécution de la décision mise aux voix, en vertu du présent règlement, incombent à tous les copropriétaires mais dans une proportion autre que celle résultant de leurs droits dans les parties communes, les copropriétaires disposent d'un nombre de voix proportionnel à leur participation aux frais.

Article 62

Lorsqu'aux termes du présent règlement, les frais qui seraient entraînés par l'exécution de la décision mise aux voix n'incombent qu'à certains seulement des copropriétaires, seuls ces copropriétaires prennent part au vote, et ce, avec un nombre de voix proportionnel à leur participation aux frais.

1°) DECISIONS ORDINAIRES

Article 63

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité prévue par l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée, c'est à dire à la majorité des voix exprimées des copropriétaires présents ou représentés, ayant, en vertu du présent règlement, voix délibérative au sujet de la résolution mise aux voix à l'exception des décisions requérant une autre majorité notamment pour celles visées aux articles 65 à 71 ci-après du présent règlement.

Article 64

Ces décisions ordinaires concernent, en application dudit règlement, la gestion des parties communes, le fonctionnement des services collectifs et des éléments d'équipements communs et plus généralement toutes les questions intéressant la copropriété autres que celles exigeant une majorité renforcée et visée aux articles suivants.

2°) DECISIONS PRISES A LA MAJORITE ABSOLUE DES VOIX

Article 65

L'assemblée générale réunie sur première convocation ne peut adopter qu'à la majorité prévue par l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée, c'est à dire à la majorité des voix de tous les copropriétaires les décisions concernant :

a) Toute délégation du pouvoir de prendre l'une des décisions visées à l'article 24;

b) L'autorisation donnée à certains copropriétaires d'effectuer à leurs frais des travaux affectant les parties communes ou l'aspect extérieur de l'immeuble, et conformes à la destination de celui-ci;

c) La désignation ou la révocation du ou des syndics et des membres du conseil syndical ;

d) Les conditions auxquelles sont réalisés les actes de disposition sur les parties communes ou sur des droits accessoires à ces parties communes, lorsque ces actes résultent d'obligations légales ou réglementaires telles que celles relatives à l'établissement de cours communes, d'autres servitudes ou à la cession de droits de mitoyenneté ;

e) Les modalités de réalisation et d'exécution des travaux rendus obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ;

f) La modification de la répartition des charges visées à l'alinéa 1er de l'article 10 ci-dessus rendue nécessaire par un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives ;

g) A moins qu'ils ne relèvent de la majorité prévue par l'article 24, les travaux d'économies d'énergie ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces travaux peuvent comprendre des travaux d'intérêt collectif réalisés sur les parties privatives et aux frais du copropriétaire du lot concerné, sauf dans le cas où ce dernier est en mesure de produire la preuve de la réalisation de travaux équivalents dans les dix années précédentes. Pour la réalisation des travaux d'intérêt collectif réalisés sur les parties privatives, le syndicat exerce les pouvoirs du maître d'ouvrage jusqu'à réception des travaux.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent g.

h) La pose dans les parties communes de canalisations, de gaines, et la réalisation des ouvrages, permettant d'assurer la mise en conformité des logements avec les normes de salubrité, de sécurité et d'équipement définies par les dispositions prises pour l'application de l'article 1er de la loi n° 67-561 du 12 juillet 1967 relative à l'amélioration de l'habitat ;

i) La suppression des vide-ordures pour des impératifs d'hygiène ;

j) L'installation ou la modification d'une antenne collective ou d'un réseau de communications électroniques interne à l'immeuble dès lors qu'elle porte sur des parties communes ;

k) L'autorisation permanente accordée à la police ou à la gendarmerie nationale de pénétrer dans les parties communes ;

l) L'installation ou la modification des installations électriques intérieures permettant l'alimentation des emplacements de stationnement d'accès sécurisé à usage privatif pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides, ainsi que la réalisation des installations de recharge électrique permettant un comptage individuel pour ces mêmes véhicules ;

m) L'installation de compteurs d'eau froide divisionnaires.

n) Les travaux à effectuer sur les parties communes en vue de prévenir les atteintes aux personnes et aux biens ;

o) L'installation de compteurs d'énergie thermique ou de répartiteurs de frais de chauffage ;

p) L'autorisation de transmettre aux services chargés du maintien de l'ordre les images réalisées en vue de la protection des parties communes, dans les conditions prévues à l'article L. 126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 66

Lorsque l'assemblée générale des copropriétaires n'a pas décidé à la majorité prévue à l'article précédent mais que le projet a recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires composant le syndicat, la même assemblée peut décider à la majorité prévue à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965 en procédant immédiatement à un second vote.

Lorsque le projet n'a pas recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires, une nouvelle assemblée générale, si elle est convoquée dans le délai maximal de trois mois, peut statuer à la majorité de l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965 précité.

3°) DECISIONS EXIGEANT UNE DOUBLE MAJORITE

Article 67

a) Les actes d'acquisition immobilière et les actes de disposition autres que ceux visés à l'article 65 d ;

b) La modification, ou éventuellement l'établissement, du règlement de copropriété dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes ;

c) Les travaux comportant transformation, addition ou amélioration, à l'exception de ceux visés aux e, g, h, i, j, m , n et o de l'article 25 ;

d) La demande d'individualisation des contrats de fourniture d'eau et la réalisation des études et travaux nécessaires à cette individualisation prévus par l'article 93 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

e) Les modalités d'ouverture des portes d'accès aux immeubles. En cas de fermeture totale de l'immeuble, celle-ci doit être compatible avec l'exercice d'une activité autorisée par le règlement de copropriété. La décision d'ouverture est valable jusqu'à la tenue de l'assemblée générale suivante ;

f) La suppression du poste de concierge ou de gardien et l'aliénation du logement affecté au concierge ou au gardien lorsqu'il appartient au syndicat, sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte à la destination de l'immeuble ou aux modalités de jouissance des parties privatives de l'immeuble.

L'assemblée générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un copropriétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent du règlement de copropriété.

Elle ne peut, sauf à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, décider l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble.

A défaut d'avoir été approuvés dans les conditions de majorité prévues au premier alinéa du présent article, les travaux d'amélioration mentionnés au c du présent article qui ont recueilli l'approbation de la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux tiers des voix des copropriétaires présents ou représentés peuvent être décidés par une nouvelle assemblée générale, convoquée à cet effet, qui statue à cette dernière majorité.

Cette nouvelle assemblée doit être convoquée par le syndic. Les notifications prévues à l'article 11 du décret du 17 mars 1967 n'ont pas à être renouvelées si l'ordre du jour de cette nouvelle assemblée ne porte que sur des questions inscrites à l'ordre du jour de la précédente assemblée.

La convocation à cette nouvelle assemblée doit mentionner que les décisions portant sur des travaux d'amélioration prévus au c de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 pourront être prises à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux tiers des voix des copropriétaires présents ou représentés à cette nouvelle assemblée générale.

Article 68

Par dérogation aux dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965, l'assemblée générale peut décider, à la double majorité qualifiée

prévue au premier alinéa dudit article, les travaux à effectuer sur les parties communes en vue d'améliorer la sécurité des personnes et des biens au moyen de dispositifs de fermeture permettant d'organiser l'accès de l'immeuble.

Article 69

Lorsque l'assemblée générale a décidé d'installer un dispositif de fermeture prévu à l'article 26-1 de la loi du 10 juillet 1965, elle détermine également, aux mêmes conditions de majorité, les périodes de fermeture totale de l'immeuble compatibles avec l'exercice d'une activité autorisée par le règlement de copropriété. La fermeture de l'immeuble en dehors de ces périodes ne peut être décidée qu'à l'unanimité, sauf si le dispositif de fermeture permet une ouverture à distance.

Article 70

Par dérogation aux dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965, l'assemblée générale décide, à la double majorité qualifiée prévue au premier alinéa dudit article, les aliénations de parties communes et les travaux à effectuer sur celles-ci, pour l'application de l'article 25 de la loi n°96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.

Article 71

L'assemblée générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un copropriétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent du règlement de copropriété.

Elle ne peut, sauf à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, décider l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble.

Section 5 : EFFETS ET NOTIFICATIONS DES DELIBERATIONS

Article 72

L'assemblée générale ne prend de décision valide que sur les questions inscrites à l'ordre du jour et dans la mesure où les notifications ont été faites conformément aux dispositions des articles 9 à 11-I. du décret n°67-223 du 17 mars 1967 modifié.

Elle peut, en outre, examiner sans effet décisoire toutes questions non inscrites à l'ordre du jour.

Les décisions régulièrement prises obligeront tous les copropriétaires, même les opposants et ceux qui n'auront pas été représentés à la réunion. Dans un délai de 2 mois à compter de la tenue de l'assemblée générale une copie ou un extrait du procès verbal en est notifié, à la diligence du syndic, aux copropriétaires opposants ou défaillants, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception ou par remise contre récépissé.

Cette notification doit mentionner le résultat du vote et reproduire le texte de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 juillet 1965.

Si une société est propriétaire de plusieurs lots, cette notification est adressée au représentant légal de la société lorsqu'un ou plusieurs associés se sont opposés ou ont été défaillants. En outre, un extrait du procès-verbal de l'Assemblée est notifié au représentant légal de la société, s'il n'a pas assisté à la réunion.

Le délai de deux mois prévu à l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 juillet 1965 pour contester les décisions de l'assemblée générale court à compter des notifications ci-dessus prévues.

Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 10 juillet 1965 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de 2 mois visé à l'alinéa précédent.

CHAPITRE TROISIÈME
CONSEIL SYNDICAL

Section 1 - COMPOSITION

Article 73

En vue d'éclairer la collectivité des copropriétaires sur les questions concernant la copropriété, d'assister le syndic et de contrôler sa gestion, il est créé un conseil syndical.

En outre, il est ici rappelé, en application de l'article 17-1 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée que :

- dans le cas où l'administration de la copropriété est confiée à un syndicat coopératif, la constitution d'un conseil syndical est obligatoire et le syndic est élu par les membres de ce conseil et choisi parmi ceux-ci. Il exerce de plein droit les fonctions de président du conseil syndical. En outre, le conseil syndical peur élire, dans les mêmes conditions, un vice-président qui supplée le syndic en cas d'empêchement de celui-ci.

- le président et le vice-président sont l'un et l'autre révocables dans les mêmes conditions. L'assemblée générale désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui peuvent être des copropriétaires ou des personnes extérieures qualifiées pour en assurer le contrôle des comptes du syndicat.

- l'adoption ou l'abandon de la forme coopérative du syndicat est décidée à la majorité de l'article 25 et le cas échéant de l'article 25-1 de la loi du 10 juillet 1965.

Article 74

Le conseil syndical est composé au minimum de trois membres et au maximum de cinq membres en ce compris le Président.

Article 75

Les membres du conseil syndical sont désignés parmi les copropriétaires.

Peuvent en outre être membres du Conseil syndical :

- les associés d'une société propriétaire de plusieurs lots qui leur sont attribués en jouissance,

- les accédants ou les acquéreurs à terme mentionnés à l'article 41 de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

- leurs conjoints ou représentants légaux.

Lorsqu'une personne morale est nommée en qualité de membre du conseil syndical, elle peut s'y faire représenter, à défaut de son représentant légal ou statutaire, par un fondé de pouvoir spécialement habilité à cet effet.

Le syndic, son conjoint, ses ascendants ou descendants, ses préposés, même s'ils sont copropriétaires, associés ou acquéreurs à terme, ne peuvent être membres du Conseil syndical, sauf si le syndicat revêt la forme d'un syndicat coopératif.

Article 76

Les membres du Conseil syndical sont désignés par l'assemblée générale à la majorité des voix de tous les copropriétaires, sur première convocation ou à la majorité des copropriétaires présents ou représentés sur deuxième convocation.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale statuant à la même majorité.

Lorsque l'assemblée ne parvient pas à défaut de candidature ou faute pour les candidats d'obtenir la majorité requise, à la désignation des membres du conseil Syndical, le procès-verbal qui en fait explicitement mention est notifié, dans le délai d'un mois, à tous les copropriétaires.

Sauf en cas de syndicat coopératif, l'assemblée générale peut, à la double majorité des membres du syndicat représentant au moins les 2/3 des voix, décider la suppression du Conseil Syndical. La décision de l'instituer à nouveau est prise à la majorité des voix de tous les copropriétaires.

A défaut de désignation par l'assemblée générale à la majorité requise, et sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, le juge saisi par un ou plusieurs copropriétaires ou par le syndic, peut avec l'acceptation des intéressés, désigner les membres du Conseil syndical ; il peut également constater l'impossibilité de l'instituer.

En pareil cas, l'ordonnance est notifiée dans le mois de son prononcé, par le Syndic ou l'administrateur provisoire désigné à tous les copropriétaires qui peuvent en référer au Président du Tribunal de Grande Instance dans les 15 jours de cette notification.

Article 77

Les membres du conseil syndical sont nommés pour trois ans. Ils sont rééligibles.

Article 78

L'assemblée générale peut pourvoir chaque membre titulaire d'un ou plusieurs suppléants.

Ces membres suppléants, sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité et sont désignés dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

Article 79

Si l'assemblée générale use de la faculté qui lui est offerte par le précédent article, en cas de cessation définitive des fonctions d'un membre titulaire, son

suppléant siège au conseil syndical, jusqu'à l'expiration du mandat du membre titulaire qu'il remplace.

Si un membre titulaire a été pourvu de plusieurs suppléants, ceux-ci siègent au conseil syndical, le cas échéant, dans l'ordre de leur élection.

Article 80

En cas de cessation définitive des fonctions soit d'un membre titulaire non pourvu d'un suppléant soit de son suppléant soit du dernier de ses suppléants, son remplaçant est désigné par l'assemblée générale.

A défaut, il est désigné par le président du Tribunal de Grande Instance dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 48 du décret du 17 mars 1967.

Article 81

Pour l'application des deux articles précédents, sera considérée comme une cessation définitive des fonctions le fait de ne pas assister à trois réunions consécutives du conseil syndical.

Article 82

Le conseil syndical n'est plus régulièrement constitué si plus du quart des sièges devient vacant pour quelque cause que ce soit.

Section 2 : ORGANISATION

Article 83

Le conseil syndical statuant à la majorité élit son président parmi ses membres.

Le conseil syndical peut, pour l'exécution de sa mission, prendre conseil auprès de toute personne de son choix. Il peut aussi, sur une question particulière, demander un avis technique à tout professionnel de la spécialité.

Les dépenses nécessitées par l'exécution de la mission du conseil syndical constituent des dépenses courantes d'administration. Elles sont supportées par le syndicat et réglées par le syndic.

Article 84

Les fonctions de président et de membre du conseil syndical ne donnent pas lieu à rémunération.

Les débours exposés par les membres du conseil syndical dans l'exercice de leur mandat et dûment justifiés leur sont remboursés par le syndicat.

Les honoraires des techniciens dont le conseil syndical se fait assister ainsi que les frais de fonctionnement de ce conseil sont payés par le syndic, sur l'indication du président du conseil syndical, dans la limite du budget prévisionnel voté à ce sujet, par l'assemblée générale statuant à la majorité des voix dont disposent les copropriétaires présents ou représentés.

Section 3 : ATTRIBUTIONS

Article 85

Le conseil syndical donne son avis au syndic ou à l'assemblée générale sur les questions pour lesquelles il est consulté ou dont il se saisit lui-même.

Les tiers ne peuvent jamais exiger qu'une question soit soumise au conseil syndical ni qu'il leur soit justifié de son avis.

L'institution du conseil syndical ne comporte aucune restriction des pouvoirs du syndic vis-à-vis des tiers. Les avis donnés par le conseil syndical à l'assemblée générale ou au syndic ne lient pas ces derniers.

L'assemblée générale, statuant à la majorité de l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965, arrête un montant des marchés et des contrats à partir duquel la consultation du conseil syndical est rendue obligatoire.

A la même majorité, elle arrête un montant des marchés et des contrats à partir duquel une mise en concurrence est rendue obligatoire.

Article 86

Le conseil syndical contrôle la gestion du syndic, notamment la comptabilité du syndicat, la répartition des dépenses, les conditions dans lesquelles sont passées et exécutées les marchés et tous autres contrats, ainsi que l'élaboration du budget prévisionnel dont il suit l'exécution.

Un ou plusieurs membres du conseil habilités à cet effet par ce dernier peuvent prendre connaissance et copie, au bureau du syndic, après lui en avoir donné avis, de toutes pièces, documents, correspondances ou registres se rapportant à la gestion du syndic et d'une manière générale à l'administration de la copropriété. Ils peuvent se faire assister, pour l'exercice de ces investigations, par tout technicien désigné par le conseil syndical.

Le conseil reçoit, en outre, sur sa demande, communication de tous documents intéressant le syndicat.

Article 87

Le conseil syndical peut également recevoir d'autres missions ou délégations de l'assemblée générale statuant à la majorité des voix de tous les copropriétaires, sur première convocation ou à la majorité des copropriétaires présents ou représentés sur deuxième convocation.

Article 88

Le conseil syndical présente chaque année à l'assemblée générale un rapport d'activité portant notamment sur les avis qu'il a donnés au syndic, au cours de l'exercice écoulé, sur le contrôle de la gestion du syndic et sur l'exécution des missions et délégations que l'assemblée générale aurait pu lui confier.

Section 4 : DÉLIBÉRATIONS

Article 89

Les délibérations du conseil syndical sont constatées par des procès-verbaux.

Article 90

Lorsque les membres du conseil, présents à une réunion, ne sont pas unanimes, le procès-verbal mentionne les différentes thèses qui ont été présentées et les motifs allégués à l'appui de chacune d'elles. Il indique, pour chacune de ces thèses, le nombre de membres du conseil qui se sont prononcés en sa faveur.

Le cas échéant, le procès verbal indique en outre le nombre de membres du conseil qui se sont abstenus.

Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la régularité de la gestion du syndic, le conseil syndical arrête son avis à la majorité des membres présents à la délibération. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 91

Les procès-verbaux, inscrits sur un registre ouvert à cet effet, sont signés par les membres du conseil ayant assisté à la réunion.

Article 92

Le président du conseil syndical doit délivrer, à tout copropriétaire et au syndic, à leur demande, la copie du procès-verbal de toute délibération prise par le conseil syndical.

CHAPITRE QUATRIÈME
SYNDIC

Section 1 : NOMINATION - RÉVOCATION - RÉMUNÉRATION

Article 93

Sous réserve des dispositions de l'article L 443.15 du Code de la Construction et de l'Habitation, les fonctions de syndic peuvent être assumées par toute personne physique ou morale.

Article 94

La décision qui désigne le syndic et qui approuve le contrat de mandat est votée par l'assemblée générale à la majorité de l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

Si l'assemblée générale, dûment convoquée à cet effet, ne nomme pas de syndic, le syndic est désigné par le président du tribunal de grande instance, dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 46 du décret du 17 mars 1967.

Dans tous les cas autres que celui envisagé à l'alinéa précédent, où le syndicat est dépourvu de syndic, le président du tribunal de Grande Instance statuant par ordonnance sur requête à la demande de tout intéressé, désigne dans les conditions prévues par l'article 47 du décret précité, un administrateur provisoire de la copropriété, chargé notamment dans les délais fixés par l'ordonnance, de se faire remettre les fonds et l'ensemble des documents et archives du Syndicat et sous réserve de l'application de l'article 9 du Décret du 17 Mars 1967, de convoquer l'assemblée générale en vue de la nomination du syndic.

En pareil cas, l'ordonnance est notifiée dans le mois de son prononcé, par le Syndicat ou Administrateur provisoire désigné, à tous les copropriétaires qui peuvent en référer au Président du Tribunal de Grande Instance dans les 15 Jours de cette notification.

Article 95

L'assemblée générale fixe la durée des fonctions du syndic.

Cette durée est fixée par le président du tribunal de grande instance dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article précédent.

En dehors de l'hypothèse prévue par l'article L.443-15 du Code de la Construction et de l'Habitation, la durée des fonctions du syndic ne peut excéder trois années. Toutefois, pendant le délai prévu aux articles 1792 et 1792-4-1 du Code Civil, elle ne peut dépasser une année lorsque le syndic, son conjoint, leurs commettants ou employeurs, leurs préposés, leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus ont, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, même par personne interposée, participé à la construction de l'immeuble.

Le syndic peut être de nouveau désigné par l'assemblée générale pour les durées prévues à l'article 28 du décret n°67-223 du 17 mars 1967 modifié.

La décision, prise en application du septième alinéa de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, par laquelle l'assemblée générale dispense le syndic de l'obligation d'ouvrir un compte bancaire ou postal séparé au nom du syndicat, fixe la durée pour laquelle la dispense est donnée.

Cette dispense est renouvelable. Elle prend fin de plein droit en cas de désignation d'un autre syndic.

Article 96

L'assemblée générale peut, à tout moment, révoquer le syndic sauf à l'indemniser si ses fonctions sont rémunérées et si la révocation n'est pas fondée sur un motif légitime.

Le mandat du syndic est en outre de plein droit frappé de nullité si, dans les trois mois de sa nomination, il n'a pas ouvert un compte bancaire ou postal séparé au nom du syndicat dans les conditions prévues à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, sauf s'il en a été décidé autrement par l'assemblée générale statuant à la majorité de l'article 25 ou le cas échéant à celle de l'article 25-1 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée.

Article 97

Si le syndic avait l'intention de se démettre de ses fonctions, il devrait en aviser le conseil syndical trois mois au moins à l'avance.

Article 98

En cas d'empêchement du syndic, pour quelque cause que ce soit, ou en cas de carence de sa part à exercer les droits et actions du syndicat, un administrateur provisoire de la copropriété pourrait être nommé dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 49 du décret du 17 mars 1967.

A dater de la cessation de ses fonctions le syndic est tenu :

- dans le délai d'un mois, de remettre au nouveau syndic la situation de trésorerie, la totalité des fonds immédiatement disponibles et l'ensemble des documents et archives du syndicat.

- dans le délai de trois mois, de verser au nouveau syndic le solde des fonds disponibles après apurement des comptes et de lui fournir l'état des comptes des copropriétaires ainsi que celui du syndicat.

Après mise en demeure restée infructueuse, le syndic nouvellement désigné ou le président du Conseil syndical pourra demander au juge statuant en référé, d'ordonner sous astreinte la remise des pièces et fonds sus-visés ainsi que le versement d'intérêts dus à compter du jour de la mise en demeure.

Article 99

Le contrat de mandat du syndic fixe sa durée, sa date de prise d'effet ainsi que les éléments de détermination de la rémunération du syndic. Il détermine les conditions d'exécution de la mission de ce dernier en conformité avec les dispositions des articles 14 et 18 de la loi du 10 juillet 1965.

Article 100

A confirmer par la Commune de NOGENT SUR MARNE

La société dénommée « FONCIA VAL DE MARNE », société à responsabilité limitée, dont le siège est à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro ... RCS CRETEIL, est

nommée syndic provisoire de l'ensemble immobilier. Il exercera, à titre provisoire, les fonctions de syndic jusqu'à la première assemblée générale.

Le syndic provisoire ci-dessus a pouvoir pour prendre possession au nom et pour le compte du syndicat des copropriétaires, des diverses parties communes déterminées dans l'état descriptif de division ci-dessus.

Section 2 : ATTRIBUTIONS

Article 101 : RÈGLES GÉNÉRALES

Le syndic est chargé :

- d'assurer l'exécution des dispositions du règlement de copropriété et des délibérations de l'assemblée générale ;

- d'administrer l'immeuble, de pourvoir à sa conservation, à sa garde et à son entretien et, en cas d'urgence de faire procéder, de sa propre initiative, à l'exécution de tous travaux nécessaires à la sauvegarde dudit immeuble ;

- d'établir le budget prévisionnel du syndicat, de le soumettre au vote de l'assemblée générale et de tenir la comptabilité du syndicat ;

- d'ouvrir un compte bancaire ou postal séparé au nom du syndicat, sur lequel seront versées toutes les sommes ou valeurs reçues par ce dernier; sauf disposition contraire décidée en assemblée générale en application de l'article 25 et le cas échéant de l'article 25-1 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée.

- de représenter le syndicat dans tous les actes civils et en justice ;

- de soumettre, lors de sa première désignation, et au moins tous les trois ans, au vote de l'assemblée générale la décision de constituer des provisions spéciales en vue de faire face aux travaux d'entretien ou de conservation des parties communes et des éléments d'équipement commun, susceptibles d'être nécessaires dans les trois années à échoir et non encore décidés par l'assemblée générale. Cette décision est prise à la majorité mentionnée à l'article 25 de la Loi numéro 65-557 du 10 juillet 1965.

D'une manière générale, le syndic est investi des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi du 10 juillet 1965, et notamment, par l'article 18 de cette Loi, ainsi que par le décret du 17 mars 1967, par la loi du 31 décembre 1985 et par le décret du 9 juin 1986, et de tous textes subséquents.

Article 102 - TRAVAUX URGENTS

Lorsqu'en cas d'urgence le syndic fait procéder, de sa propre initiative, à l'exécution de travaux nécessaires à la sauvegarde de l'immeuble, il en informe les copropriétaires et convoque immédiatement une assemblée générale.

Par dérogation aux dispositions ci-après, il peut, dans ce cas, en vue de l'ouverture du chantier et de son premier approvisionnement, demander, sans délibération préalable de l'assemblée générale mais après avoir pris l'avis du conseil syndical, le versement d'une provision qui ne peut excéder le tiers du montant du devis estimatif des travaux.

Article 103 - PERSONNEL

Le syndic engage et congédie le personnel employé par le syndicat et fixe les conditions de son travail suivant les usages locaux et les textes en vigueur.

L'assemblée générale a seule qualité pour fixer le nombre et la catégorie des emplois.

Article 104 - LISTE DES COPROPRIÉTAIRES

Le syndic établit et tient à jour une liste de tous les copropriétaires avec l'indication des lots qui leur appartiennent, ainsi que de tous les titulaires d'un droit d'usufruit, de nue propriété, d'usage ou d'habitation ; il mentionne leur état civil ainsi que leur domicile réel ou élu.

Le syndic remet le premier janvier de chaque année au président du conseil syndical un exemplaire mis à jour de la liste ci-dessus prévue.

En cours d'année le syndic fait connaître immédiatement au président du conseil syndical les modifications qu'il y a lieu d'apporter à cette liste.

Article 105 - ARCHIVES

Le syndic détient les archives du syndicat, notamment une expédition ou une copie des actes énumérés aux articles 1 à 3 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, ainsi que toutes conventions, pièces, correspondances, plans, registres, documents et décisions de justice relatifs à l'immeuble et au syndicat, ainsi que les documents comptables du syndicat, le carnet d'entretien de l'immeuble et, le cas échéant, le diagnostic technique.

Il détient, en particulier, les registres contenant les procès-verbaux des assemblées générales des copropriétaires et les pièces annexes ainsi que la police d'assurance "Dommages ouvrage" prévue par l'article L.242.1 du Code des Assurances.

Il délivre des copies ou extraits, qu'il certifie conformes, de ces procès-verbaux des assemblées générales et des annexes.

Il remet au copropriétaire qui en fait la demande, aux frais de ce dernier, copie du carnet d'entretien de l'immeuble et, le cas échéant, du diagnostic technique.

S'il vient à cesser ses fonctions il sera tenu de remettre les documents et archives du syndicat au nouveau syndic dans les conditions précisées ci-dessus.

En cas de changement de syndic, la transmission des documents et archives du syndicat doit être accompagnée d'un bordereau récapitulatif de ces pièces. Copie de ce bordereau est remise au conseil syndical.

Article 106 - COMPTABILITÉ

Le syndic tient une comptabilité séparée pour le syndicat. Il l'organise de façon à faire apparaître la position comptable de chaque copropriétaire à l'égard du syndicat ainsi que la situation de trésorerie de celui-ci.

Il procède au plus tard dans les six mois de la décision prise par l'assemblée générale de l'ouverture d'un compte bancaire ou postal séparé au nom du syndicat ou à la modification des modalités de dépôt des fonds dudit syndicat.

Pendant la période s'écoulant entre la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes du syndicat et la tenue de celle-ci, le syndic est tenu de mettre à la disposition des copropriétaires les pièces justificatives des charges de copropriété, dans les conditions prescrites par l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965.

Article 107 – CARNET D'ENTRETIEN DE L'IMMEUBLE

Le syndic est tenu d'établir et de tenir à jour un carnet d'entretien de l'immeuble mentionnant :

- l'adresse de l'immeuble pour lequel il est établi
- l'identité du syndic
- et les références des contrats d'assurance de l'immeuble souscrits par le syndicat des copropriétaires, ainsi que la date d'échéances de ces contrats.

Le carnet d'entretien mentionne également s'il y a lieu :
- l'année de réalisation des travaux importants, tels que ravalement des façades, la réfection des toitures, le remplacement de l'ascenseur, de la chaudière ou des canalisations, ainsi que l'identité des entreprises ayant réalisés ces travaux ;
- la référence des contrats d'assurance dommages ouvrages souscrits pour le compte du syndicat des copropriétaires, dont la garantie est en cours ;
- s'ils existent les références des contrats d'entretien et de maintenance des équipements communs, ainsi que la date d'échéance des contrats ;
- et s'il existe, l'échéancier du programme pluriannuel des travaux décidés par l'assemblée générale des copropriétaires.

Le carnet d'entretien peut en outre sur décision de l'assemblée générale des copropriétaires, contenir des informations complémentaires portant sur l'immeuble, telles que celles relatives à sa construction ou celles relatives aux études techniques réalisées.

Lorsque le candidat à l'acquisition d'un lot ou d'une fraction de lot le demande, le propriétaire cédant est tenu de porter à sa connaissance le carnet d'entretien de l'immeuble ainsi que le diagnostic technique.

Article 108- PROVISIONS

Le syndic peut exiger le versement des provisions dans les conditions ci-après prévues.

Article 108bis - DEPOT DE FONDS

Le syndic est tenu d'ouvrir un compte bancaire ou postal séparé au nom du syndicat, sur lequel sont versées sans délai toutes les sommes ou valeurs reçues au nom ou pour le compte du syndicat.

L'assemblée générale peut en décider autrement à la majorité fixée par l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965 et, le cas échéant, à la majorité fixée par l'article 25-1 de ladite loi, lorsque l'immeuble est administré par un syndic soumis aux dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 ré glementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ou pas un syndic dont l'activité est soumise à une réglementation professionnelle organisant le maniement des fonds du syndicat.

Article 109 - CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Toute convention entre le syndicat et le syndic, ses préposés, parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, la personne liée à lui par un pacte civil de solidarité ou ceux de son conjoint au même degré, doit être spécialement autorisée par une décision de l'assemblée générale.

Il en est de même des conventions entre le syndicat et une entreprise dont les personnes mentionnées à l'alinéa précédent sont propriétaires ou détiennent une participation dans son capital, ou dans lesquelles elles exercent des fonctions de direction ou de contrôle, ou dont elles sont salariées ou préposées.

Le syndic, lorsqu'il est une personne morale, ne peut, sans y avoir été spécialement autorisé par une décision de l'assemblée générale, contracter pour le compte du syndicat avec une entreprise qui détient, directement ou indirectement, une participation dans son capital.

Les décisions d'autorisation prévues au présent article sont prises à la majorité de l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

Article 110 - ACTIONS EN JUSTICE

Le Syndic ne peut agir en justice au nom du Syndicat sans y avoir été autorisé par une décision de l'assemblée générale. Toutefois, une telle autorisation n'est pas nécessaire pour les actions en recouvrement de créance, la mise en œuvre des voies d'exécution forcée à l'exception de la saisie en vue de la vente d'un lot, des mesures conservatoires et des demandes qui relèvent des pouvoirs du Juge des Référés ainsi que pour défendre aux actions intentées contre le Syndicat.

Dans tous les cas, le syndic doit rendre compte des actions qu'il a introduites à la prochaine Assemblée Générale.

A l'occasion de tous litiges dont est saisie une juridiction et qui concernent le fonctionnement d'un syndicat ou dans lesquels le syndicat est partie, le syndic avise chaque copropriétaire de l'existence et de l'objet de l'instance.

Tout copropriétaire exerçant une action en justice concernant la propriété ou la jouissance de son lot, en vertu de l'article 15 (alinéa 2) de la loi du 10 Juillet 1965, doit veiller à ce que le syndic en soit informé dans les conditions prévues à l'article 51 du décret du 17 mars 1967.

Section 3 : EXERCICE PAR LE SYNDIC DE SES ATTRIBUTIONS

Article 111

Seul responsable de sa gestion, le syndic ne peut se faire substituer. Toutefois le syndic peut à l'occasion de l'exécution de sa mission, se faire représenter par l'un de ses préposés.

L'assemblée générale statuant à la majorité des voix de tous les copropriétaires sur première convocation ou à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés sur deuxième convocation, peut autoriser une délégation de pouvoirs à une fin déterminée.

Lorsque certains copropriétaires peuvent bénéficier de subventions publiques pour la réalisation de travaux sur les parties communes, le syndic, s'il est soumis à une réglementation professionnelle organisant le maniements des fonds d'autrui, peut être le mandataire de ces copropriétaires. Ce mandat est soumis aux dispositions des

articles 1984 et suivants du Code Civlil.

CHAPITRE CINQUIÈME
PAIEMENT DES CHARGES

PROVISIONS RECOUVREMENT DES CRÉANCES DU SYNDICAT

Article 112 – PROVISIONS

Les copropriétaires verseront au syndic, savoir :

1°) Une avance de trésorerie permanente constituant la réserve, égale à un/sixième (1/6ème) du montant du budget prévisionnel, exclusion faite des dépenses exceptionnelles telles que celles relatives à des travaux. Cette avance sera réajustée, en plus ou en moins, lorsque le budget prévisionnel de l'exercice en cours présentera, par rapport à celui ayant servi de base au calcul de l'avance effectivement versée, une variation de plus de dix pour cent. La première avance sera calculée par le syndic pour chaque lot au prorata de leurs tantièmes.

2°) des provisions du budget prévisionnel qui, sous réserve des décisions de l'assemblée générale, ne pourra excéder le quart du budget prévisionnel voté pour l'exercice considéré, tel que prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 14-1 de la Loi du 10 juillet 1965.

La provision est exigible le premier jour de chaque trimestre ou le premier jour de la période fixée par l'assemblée générale. Les sommes afférentes aux dépenses pour travaux non compris dans le budget prévisionnel seront exigibles selon les modalités votées par l'assemblée générale.

3°) En cours d'exercice, des provisions pour les dépenses non comprises dans le budget prévisionnel prévues à l'article 14.2. de la loi du 10 juillet 1965 et énoncées à l'article ci-après, .

4°) Des avances correspondant à l'échéancier prévu dans le plan pluriannuel de travaux adopté par l'assemblée générale,

5°) Des avances constituées par les provisions spéciales éventuellement décidées par l'assemblée générale des copropriétaires en application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, en vue de faire face aux travaux d'entretien ou de conservation des parties communes et des éléments d'équipement commun, susceptibles d'être nécessaires dans les trois années à échoir et non encore décidés par l'assemblée générale.

L'ensemble de ces sommes sera versé au compte bancaire ou postal ouvert au nom du syndicat, sauf si l'assemblée décide de ne pas ouvrir de compte bancaire ou postal dans les conditions de majorité de l'article 25 et, le cas échéant de l'article 25-1, lorsque l'immeuble est administré par un syndic soumis aux dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ou par un syndic dont l'activité est soumise à une activité professionnelle organisant le maniement des fonds du syndicat.

Etant ici rappelé que l'ensemble de ces versements devra également respecter les dispositions des articles 14-1 à 14-3 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée.

L'assemblée générale décide, s'il y a lieu, du placement des fonds recueillis et de l'affectation des intérêts produits par ce placement.

Pour l'exécution du budget prévisionnel, le syndic adresse à chaque copropriétaire, par lettre simple, préalablement à la date d'exigibilité déterminée par la loi, un avis indiquant le montant de la provision exigible.

Pour les dépenses non comprises dans le budget prévisionnel, le syndic adresse à chaque copropriétaire, par lettre simple, préalablement à la date d'exigibilité déterminée par la décision d'assemblée générale, un avis indiquant le montant de la somme exigible et l'objet de la dépense.

Article 113 – COMPTABILITE DU SYNDIC

Le budget prévisionnel couvre un exercice comptable de douze mois. Il est voté avant le début de l'exercice qu'il concerne.

Toutefois, si le budget prévisionnel ne peut être voté qu'au cours de l'exercice comptable qu'il concerne, le syndic, préalablement autorisé par l'assemblée générale des copropriétaires, peut appeler successivement deux provisions trimestrielles, chacune égale au quart du budget prévisionnel précédemment voté. La procédure prévue à l'article 19-2 de la loi du 10 juillet 1965 ne s'applique pas à cette situation.

Les dépenses non comprises dans le budget prévisionnel sont celles afférentes :

1° aux travaux de conservation ou d'entretien de l'immeuble, autres que ceux de maintenance,

2° aux travaux portant sur les éléments d'équipements communs, autres que ceux de maintenance,

3° aux travaux d'amélioration, tels que la transformation d'un ou de plusieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux, l'affouillement du sol et la surélévation de bâtiments,

4° aux études techniques, telles que les diagnostics et consultations,

5° et, d'une manière générale, aux travaux qui ne concourent pas à la maintenance et à l'administration des parties communes ou à la maintenance et au fonctionnement des équipements communs de l'immeuble.

Les travaux de maintenance sont les travaux d'entretien courant, exécutés en vue de maintenir l'état de l'immeuble ou de prévenir la défaillance d'un élément d'équipement commun ; ils comprennent les menues réparations.

Sont assimilés à des travaux de maintenance les travaux de remplacement d'éléments d'équipement communs, tels que ceux de la chaudière ou de l'ascenseur, lorsque le prix de ce remplacement est compris forfaitairement dans le contrat de maintenance ou d'entretien y afférent.

Sont aussi assimilées à des travaux de maintenance les vérifications périodiques imposées par les réglementations en vigueur sur les éléments d'équipements communs.

Les charges sont les dépenses incombant définitivement aux copropriétaires, chacun pour sa quote-part. L'approbation des comptes du syndicat par l'assemblée générale ne constitue par une approbation du compte individuel de chacun des

copropriétaires.

Au sens et pour l'application des règles comptables du syndicat :
- sont nommées provisions sur charges les sommes versées ou à verser en attente du solde définitif qui résultera de l'approbation des comptes du syndicat,
- sont nommés avances les fonds destinés, par le règlement de copropriété ou une décision de l'assemblée générale, à constituer des réserves, ou qui représentent un emprunt du syndicat auprès des copropriétaires ou de certains d'entre eux.

Les avances sont remboursables.

Article 114 - INTÉRÊTS DE RETARD - RECOUVREMENT DES FONDS

Les sommes dues au titre du présent article portent intérêt au profit du syndicat. Cet intérêt, fixé au taux légal en matière civile, est du à compter de la mise en demeure adressée par le syndic au copropriétaire défaillant.

A défaut de versement à sa date d'exigibilité d'une provision prévue à l'article 14-1 de la loi du 10 juillet 1965, les autres provisions prévues au même article et non encore échues deviennent immédiatement exigibles après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse pendant trente jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre au domicile de son destinataire.

Les frais nécessaires exposés par le syndicat à compter de la mise en demeure, pour le recouvrement d'une créance justifiée à l'encontre d'un copropriétaire, sont imputables à ce seul copropriétaire.

Toutefois, le copropriétaire qui, à l'issue d'une instance judiciaire l'opposant au syndicat, voit sa prétention déclarée fondée par le Juge, est dispensé de toute participation à la dépense commune des frais de procédure, dont la charge est répartie entre les autres copropriétaires. Le Juge peut toutefois en décider autrement en considération de l'équité ou de la situation économique des parties au litige.

Article 115 - SURETES

Les créances de toute nature du syndicat à l'encontre de chaque copropriétaire seront, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif, garanties par les sûretés et actions prévues par les articles 19, 19-1 et 19-2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 modifiée.

En outre, l'obligation de participer aux charges et aux travaux mentionnés aux articles 10 et 30 de la loi du 10 juillet 1965 est garantie, conformément aux dispositions de l'article 19-1 de la loi précitée, par le privilège immobilier spécial prévu à l'article 2374 1°bis du Code Civil.

Article 116 - INDIVISIBILITE-SOLIDARITE

Les obligations de chaque copropriétaire sont indivisibles à l'égard du syndicat, lequel, en conséquence, pourra exiger leur entière exécution de n'importe lequel des héritiers ou représentants d'un copropriétaire.

Dans le cas où un ou plusieurs lots viendraient à appartenir indivisément à plusieurs copropriétaires, ceux-ci seront tenus solidairement des charges vis-à-vis du syndicat, lequel pourra, en conséquence, exiger l'entier paiement de n'importe lequel des copropriétaires indivis.

De même, les nus-propriétaires, les usufruitiers et les titulaires d'un droit d'usage ou d'habitation seront tenus solidairement vis-à-vis du syndicat, qui pourra exiger de n'importe lequel d'entre eux l'entier paiement de ce qui lui sera du au titre du ou des lots dont la propriété sera démembrée.

Article 117 – EQUILIBRE FINANCIER DU SYNDICAT

Si l'équilibre financier du syndicat des copropriétaires est gravement compromis ou si le Syndicat des Copropriétaires est dans l'impossibilité de pourvoir à la conservation de l'immeuble, le président du Tribunal de Grande Instance, statuant comme en matière de référé ou sur requête, peut désigner un administrateur provisoire du syndicat.

Le président du tribunal de Grande instance ne peut être saisi à cette fin que par des copropriétaires représentant ensemble 15% au moins des voix du syndicat, par le syndic ou par le procureur de la République.

Le président du Tribunal de Grande Instance charge l'administrateur provisoire de prendre les mesures nécessaires au rétablissement du fonctionnement normal de la copropriété. A cette fin, il lui confie tous les pouvoirs du syndic, dont le mandat cesse de plein droit sans indemnité et tout ou partie des pouvoirs de l'assemblée générale des copropriétaires (à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965) et du conseil syndical. Le conseil syndical et l'assemblée générale, convoqués et présidés par l'administrateur provisoire, continuent à exercer ceux des autres pouvoirs qui ne seraient pas compris dans la mission de l'administrateur provisoire.

La décision désignant l'administrateur provisoire fixe la durée de sa mission. Le Président du Tribunal de Grande Instance peut, à tout moment, modifier la mission de l'administrateur provisoire, la prolonger ou y mettre fin à la demande de ce dernier, d'un ou plusieurs copropriétaires, du Procureur de la République ou d'office.

CHAPITRE SIXIÈME
ASSURANCES

Article 118

Le syndicat sera assuré contre :

1° L'incendie, la foudre, les explosions, les dégâts causés par l'électricité et le gaz, les dégâts des eaux et les bris de glaces (avec renonciation au recours contre les copropriétaires de l'immeuble occupant un appartement ou local ou contre les locataires et occupants de ces locaux) ;

2° Le recours des voisins et le recours des locataires ;

3° La responsabilité civile pour dommages causés aux tiers par l'ensemble immobilier (défaut de réparations, vices de construction ou de réparations, etc…).

L'ascenseur fera l'objet d'une assurance spéciale contre les dommages causés aux 1/3.

Article 119

Les questions relatives aux assurances seront débattues et tranchées par les copropriétaires à qui incombera le paiement des primes.

Ils décideront notamment du chiffre des risques à assurer et du choix de la ou des compagnies.

Les polices seront signées par le syndic en exécution des résolutions de l'assemblée générale.

Article 120

Les copropriétaires qui estimeraient insuffisantes les assurances ainsi décidées pourront toujours souscrire, en leur nom personnel, une assurance complémentaire. Ils en paieront seuls les primes mais auront seuls droit à l'indemnité à laquelle elle pourrait donner lieu.

Article 121

Chaque copropriétaire sera tenu d'assurer, en ce qui concerne son propre lot, le recours des voisins contre l'incendie, l'explosion du gaz, les accidents causés par l'électricité et les dégâts des eaux.

Cette assurance devra être souscrite auprès d'une Compagnie notoirement solvable.

Article 122

En cas de sinistre, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront encaissées par le syndic en présence d'un des copropriétaires désigné par l'assemblée générale, à charge pour le syndic d'en effectuer le dépôt en banque dans les conditions à déterminer par cette assemblée.

Article 123

Les indemnités de sinistre seront, sous réserve des droits des créanciers inscrits, affectées par privilège aux réparations ou à la reconstruction. Au cas où il serait décidé de ne pas reconstituer le bâtiment ou l'élément d'équipement sinistré, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront réparties entre les copropriétaires qui, en cas de reconstitution en auraient supporté les charges, et dans les proportions où elles leur auraient incombé.

CHAPITRE SEPTIÈME
TRAVAUX IMMOBILIERS

Section 1 : AMELIORATIONS, ADDITIONS, SURELEVATIONS

§ I – AMELIORATIONS

Article 124

L'assemblée générale des copropriétaires, statuant à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux tiers des voix, pourra, à condition qu'elles soient conformes à la destination de l'immeuble, décider toutes améliorations telles que la transformation d'un ou de plusieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux.

Article 125

L'assemblée générale fixe alors, à la même majorité :

- la répartition du coût des travaux et de la charge des indemnités prévues à l'article ci-après, en proportion des avantages qui résulteront des travaux envisagés pour chacun des copropriétaires, sauf à tenir compte de l'accord de certains d'entre eux pour supporter une part de dépense plus élevée ;

- la répartition des dépenses de fonctionnement, d'entretien et de remplacement des parties communes ou des éléments d'équipements transformés ou créés.

Article 126

Si les circonstances l'exigent et à condition que l'affectation, la consistance et la jouissance des parties comprises dans son lot n'en soient pas altérées de manière durable, aucun des copropriétaires ou de leurs ayants droit ne peut faire obstacle à l'exécution, même à l'intérieur de ses parties privatives, des travaux régulièrement et expressément décidés par l'assemblée générale en vertu, soit de l'article précédent, soit de l'article 65 ci-dessus, alinéas *e*, *g*, *h i, j, l, m, n, o* soit de l'article 67 ci-dessus, alinéa *d*.

Les travaux entraînant un accès aux parties privatives devront toutefois être notifiés aux copropriétaires au moins huit jours avant le début de leur réalisation, sauf impératif de sécurité ou de conservation des biens.

Les copropriétaires qui subiraient un préjudice par suite de la réalisation desdits travaux, en raison, soit d'une diminution définitive de la valeur de leurs lots, soit d'un trouble de jouissance grave, même s'il est temporaire, soit de dégradation, auront droit à une indemnité dont le montant, à la charge de l'ensemble des copropriétaires, sera réparti en proportion de la participation de chacun d'entre eux au coût des travaux dont s'agit.

Article 127

La décision prise par l'assemblée générale, en application des articles 119 et 120 ci-dessus, obligera les copropriétaires à participer, dans les proportions fixées par cette décision, au paiement des travaux, à la charge des indemnités prévues à l'article qui précède, ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement, d'administration, d'entretien et de remplacement des parties communes ou des éléments d'équipement transformés ou créés.

Article 128

La part du coût des travaux, des charges financières y afférentes et des indemnités incombant aux copropriétaires qui n'auront pas donné leur accord à la décision prise par l'assemblée générale d'exécuter les travaux, pourra n'être payée que par annuités égales au 1/10e de cette part.

Lorsque le syndicat n'aura pas contracté d'emprunt en vue de la réalisation desdits travaux, les charges financières dues par les copropriétaires payant par annuités, seront égales au taux d'intérêt légal. Toutefois, les sommes visées ci-dessus deviendront immédiatement exigibles lors de la première mutation entre vifs du lot de l'intéressé, même si cette mutation est réalisée par voie d'apport en société.

La possibilité de règlement différé prévue au présent article n'est cependant pas applicable lorsqu'il s'agit de travaux imposés par le respect d'obligations légales ou réglementaires ou de travaux d'entretien ou de réparation.

Article 129

La décision prévue à l'article 126 ci-dessus n'est pas opposable au copropriétaire opposant qui a, dans le délai prévu à l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 juillet 1965, saisi le tribunal de grande instance en vue de faire reconnaître que l'amélioration décidée présente un caractère somptuaire, eu égard à l'état, aux caractéristiques et à la destination de l'immeuble.

Article 130

Lorsque l'assemblée générale refuse l'autorisation prévue à l'article 65 ci-dessus, alinéa *b*, tout copropriétaire ou groupe de copropriétaires peut être autorisé par le tribunal de grande instance à exécuter, aux conditions fixées par le tribunal, tous travaux d'amélioration visés à l'article 126 ci-dessus ; le tribunal fixe, en outre, les conditions dans lesquelles d'autres copropriétaires pourront utiliser les installations ainsi réalisées. Lorsqu'il est possible d'en réserver l'usage à ceux des copropriétaires qui les ont exécutés, les autres copropriétaires ne pourront être autorisés à les utiliser qu'en versant leur quote-part du coût de ces installations, évaluée à la date où cette faculté est exercée.

§ 2 – SURELEVATIONS - ADDITIONS

Article 131

La surélévation ou la construction de bâtiments aux fins de créer de nouveaux locaux à usage privatif ne peut être réalisée par les soins du syndicat que si la décision en est prise à l'unanimité de ses membres.

La décision d'aliéner aux mêmes fins le droit de surélever l'immeuble existant exige, outre la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux tiers des voix, l'accord des copropriétaires de l'étage supérieur du bâtiment à surélever.

Article 132

Les copropriétaires qui subiraient un préjudice par suite de l'exécution des travaux de surélévation, en raison, soit d'une diminution définitive de la valeur de leurs lots, soit d'un trouble de jouissance grave, même s'il est temporaire, soit de dégradations, ont droit à une indemnité à la charge de l'ensemble des copropriétaires et répartie selon la proportion initiale des droits de chacun dans les parties communes.

Section 2 : RECONSTRUCTION

Article 133

En cas de destruction totale ou partielle de l'immeuble, l'assemblée générale des copropriétaires dont les lots composent le bâtiment sinistré peut décider, à la majorité des voix de ces copropriétaires, la reconstruction de ce bâtiment ou la remise en état de la partie endommagée.

Dans le cas où la destruction affecte moins de la moitié du bâtiment, la remise en état est obligatoire si la majorité des copropriétaires sinistrés la demande.

Article 134

S'il est décidé de procéder à la reconstruction de l'immeuble dans les conditions prévues ci-dessus, les indemnités d'assurance seront affectées par le syndicat au règlement des dépenses entraînées par les travaux.

Article 135

Les dépenses de reconstruction ou de remise en état non couvertes par les indemnités d'assurance seront réparties entre les copropriétaires en fonction de la participation de chacun d'eux aux dépenses d'entretien des parties communes ou éléments d'équipement à reconstruire ou à remettre en état.

Chaque copropriétaire, agissant individuellement et pour son propre compte, pourra néanmoins s'affranchir de l'obligation de participer à ces dépenses en cédant, soit à un autre copropriétaire, soit à un tiers, l'intégralité de ses droits dans la copropriété et dans l'indemnité d'assurance, mais à charge, pour l'acquéreur, subrogé purement et simplement dans les droits et obligations de son cédant, de se conformer à toutes les stipulations du présent règlement et, notamment, à celles du présent article, qui devront être expressément visées dans l'acte de cession.

Article 136

Si, à l'occasion de la reconstruction ou de la remise en état, il est envisagé d'apporter des améliorations ou additions par rapport à l'état antérieur au sinistre, celles-ci devront faire l'objet d'une décision préalable de l'assemblée générale des copropriétaires statuant dans les conditions indiquées à l'article 126 du présent règlement.

Le coût des travaux se rapportant aux améliorations ou additions sera réparti selon les règles énoncées à l'article 127 du présent règlement.

Article 137

Si la reconstruction ou la remise en état n'est pas décidée, il sera procédé comme suit :

- en cas de destruction totale, l'immeuble sinistré sera mis en vente aux enchères publiques selon les modalités arrêtées par l'assemblée générale. Les indemnités d'assurance et le produit de la cession seront réparties par le syndic entre tous les copropriétaires, au prorata de leur quote-part de propriété des parties communes.

- en cas de destruction partielle, le syndicat rachètera les droits dans l'immeuble appartenant aux copropriétaires des lots non reconstitués.

CHAPITRE HUITIEME
DISPOSITIONS COMMUNES

Article 138

Les notifications et mise en demeure prévues par le présent règlement de copropriété tant au présent titre qu'au titre suivant sont valablement faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Toutefois les notifications des convocations peuvent valablement résulter d'une remise contre récépissé ou émargement.

Il en est de même pour l'avis donné par le syndic aux copropriétaires de l'existence d'une instance.

TITRE V
DÉCISIONS EXTRAORDINAIRES

CHAPITRE PREMIER

MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ

Article 139

L'assemblée générale peut modifier le présent règlement de copropriété dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes.

Article 140

Les décisions prises dans le cadre de l'article précédent sont adoptées par l'assemblée générale à la majorité prescrite par l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965, c'est à dire à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux tiers des voix.

Article 141

L'assemblée générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un copropriétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent du présent règlement de copropriété.

Article 142

De même, la répartition des charges ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des copropriétaires.

Article 143

Toutefois, la participation des copropriétaires aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun doit demeurer fonction de l'utilité que ces services et éléments présentent à l'égard de chaque lot.

Quant à la participation des copropriétaires aux charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes, elle doit rester proportionnelle aux valeurs relatives des parties privatives comprises dans leurs lots telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots sans égard à leur utilisation.

En conséquence :

a) Lorsque des travaux ou des actes d'acquisition ou de dispositions sont décidés par l'assemblée générale statuant à la majorité exigée par la loi, la modification de la répartition des charges ainsi rendue nécessaire peut être décidée par l'assemblée générale statuant à la même majorité.

En cas d'aliénation séparée d'une ou plusieurs fractions d'un lot, la répartition des charges entre ces fractions est soumise à l'approbation de l'assemblée générale statuant à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

A défaut de décision de l'assemblée générale modifiant les bases de répartition des charges dans les cas ci-dessus prévus, tout copropriétaire pourra saisir le tribunal de grande instance de la situation de l'immeuble à l'effet de faire procéder à la nouvelle répartition rendue nécessaire.

b) Lorsqu'un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives rend nécessaire la modification de la répartition des charges entraînées par les services et les éléments d'équipement collectifs, cette modification est décidée par une assemblée générale réunie sur première convocation, à la majorité des voix de tous les copropriétaires et, à défaut de décision dans ces conditions, par une nouvelle assemblée générale statuant à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

CHAPITRE DEUXIÈME

ACTES D'ACQUISITION ET DE DISPOSITION

Section 1 : ACTES D'ACQUISITION

Article 144

Le syndicat peut acquérir des parties communes ou constituer des droits réels immobiliers au profit de ces parties communes. Les actes d'acquisition sont passés par le syndicat lui-même et de son chef.

Le syndicat peut également acquérir lui-même, à titre onéreux ou gratuit, des parties privatives sans que celles-ci perdent pour autant leur caractère privatif. Le syndicat ne dispose pas de voix, en assemblée générale, au titre des parties privatives acquises par lui.

Article 145

Les décisions concernant les actes d’acquisition immobilière et les actes de disposition autres que ceux visés à l’article 25 d de la loi du 10 juillet 1965 sont prises à la majorité prescrite par l'article 26 de ladite loi, c'est à dire à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux/tiers des voix.

Article 146 - DROITS D'ABANDON AU SYNDICAT

Chaque copropriétaire aura le droit d'abandonner au syndicat des copropriétaires le ou les lots dont il est propriétaire.

Cet abandon devra porter sur la totalité des éléments composant le lot, c'est-à-dire les parties privatives et la quote-part des parties communes et tous autres droits pouvant y être attachés.

Cet abandon aura pour conséquence de diminuer le nombre total des tantièmes de charges affectés aux lots du nombre de tantièmes du lot supprimé et d'augmenter d'autant la contribution aux charges pour les autres lots.

Cette faculté est soumise à la condition que le lot soit libre de location ou occupation ou autres droits réels, qu'il ne soit grevé d'aucune servitude du chef du propriétaire usant de cette faculté et de ses prédécesseurs, à l'exception de celles créées dans le règlement de copropriété ou par l'Assemblée, ou celles préexistantes à ce règlement n'ai subi aucun démembrement de la propriété.

L'abandon de propriété prendra effet quinze jours après envoi par le propriétaire au syndic d'une lettre recommandée avec accusé de réception l'informant de sa décision et sous réserve qu'il ait soldé la totalité des charges dont il est débiteur aux termes du règlement.

Section 2 : ACTES DE DISPOSITION

Article 147

Le syndicat peut aliéner des parties communes ou constituer des droits réels immobiliers à la charge des parties communes. Les actes de disposition sont passés par le syndicat lui-même et de son chef.

Le syndicat peut aliéner les parties privatives dont il s'est rendu propriétaire.

Article 148

Lorsque les actes de disposition sur les parties communes ou sur des droits accessoires à ces parties communes résultent d'obligations légales ou réglementaires, telles que celles relatives à l'établissement de cours communes, d'autres servitudes ou à la cession de droits de mitoyenneté, les décisions concernant les conditions auxquelles sont réalisées ces actes sont adoptés par l'assemblée générale réunie sur première convocation, à la majorité des voix de tous les copropriétaires, et, à défaut de décision dans ces conditions, par une nouvelle assemblée générale statuant à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

Article 149

Les décisions concernant les actes de disposition autres que ceux visés à l'article précédent sont pris à la majorité prescrite par l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965, c'est à dire à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les deux/tiers des voix.

Article 150

L'assemblée générale ne peut, sauf à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, décider l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 151 - LITIGES

Sans préjudice de l’application des textes spéciaux fixant des délais plus courts, les actions personnelles nées de l’application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 et du présent règlement entre certains copropriétaires, ou entre un copropriétaire et le syndicat, se prescrivent par un délai de dix ans.

Les actions qui ont pour objet de contester les décisions d’une assemblée générale doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un délai de deux mois à compter de la notification des décisions qui leur est faite à la diligence du syndic.

En cas de modification, par l'assemblée générale, des bases de répartition des charges dans le cas où cette faculté lui est reconnue par la loi, le tribunal de grande instance, saisi par un copropriétaire, dans le délai précité, d'une contestation relative à cette modification, pourra si l'action est reconnue fondée, procéder à la nouvelle répartition.

Il en est de même en ce qui concerne les répartitions votées en application de l'article 136 du présent règlement.

Article 152 - PUBLICITE FONCIERE

Le présent état descriptif de division volumétrique et règlement de copropriété sera publié au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème conformément à la loi du 10 juillet 1965 et aux dispositions légales relatives à la publicité foncière.

Il en sera de même de toutes modifications pouvant être apportées par la suite au présent règlement.

Article 153 - POUVOIRS

Monsieur Jacques JP MARTIN, Maire de la Commune de NOGENT SUR MARNE, ès-qualités, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de Notaire de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet d'établir et signer tous actes complémentaires, modificatifs ou rectificatifs des présentes, afin de mettre celles-ci en harmonie avec tous documents hypothécaires, cadastraux, d'état-civil et d'en assurer ainsi la publication.

Article 154 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Commune de NOGENT SUR MARNE.

Article 155 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application du présent règlement de copropriété, les parties aux présentes font élection de domicile en leur siège social et demeure respectifs.

Article 156 – CARACTERE AUTHENTIQUE DES ANNEXES

Toutes les annexes sus-relatées ont été portées à la connaissance des parties et sont revêtues d'une mention d'annexe signée par le notaire. Elles ont le caractère authentique comme faisant partie intégrante de la minute.

DONT ACTE sur pages

Comprenant **Paraphes**
- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.
Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

CIVILITE	NOM	PRENOM	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL	NUMERO PLACES	Prix unitaire des places HT
C.B.E	CLAUDE BERGER EXPERTISE		26, lot.Vince Arnouville	PETIT BOURG	97170	1	19 500,00
Monsieur	CHOLVY	Lionel	17 bis, rue Manessier	Nogent sur Marne	94130	2 12-24	19 500,00 18 500,00
Monsieur Madame	GOSSELIN	Nicolas Lynda	21, rue des Héros Nogentais	Nogent sur Marne	94130	3	18 500,00
Madame,Monsieur	VITALI	Dominique	10, rue pasteur	Le Perreux sur Marne	94170	4-15	18 500,00
Monsieur	BENOSIO	Henri	4, rue du Jeu de l'Arc	Nogent sur Marne	94130	5-6	18 500,00
Madame	HAVARD	Jessica	4, rue de l'Abbé Guillemineau	Nogent sur Marne	94130	7	18 500,00
Madame Monsieur	LONCHAMBON-EUGENIE	Céline/Thomas	3, Grande rue Charles de Gaulle	Nogent sur Marne	94130	8	18 500,00
Monsieur Madame	MESTAS	jean-luc/Joëlle	22, rue François Rolland	Nogent sur Marne	94130	13	18 500,00
Madame	THIBAUDOT pour Monsieur CHASTAGNIER	Nicole Christophe	1 place de l'hopital 23, rue Paul Bert	Marsanne Nogent sur Marne	26740 94130	19	18 500,00
Madame	DROPSY	Françoise	11, rue de l'Abbé Guillemineau	Nogent sur Marne	94130	20-34	18 500,00
Monsieur Madame	LYOT	Jean-Louis/Angèle	37, rue Parmentier	Nogent sur Marne	94130	21-26	18 500,00
Monsieur	RAUMER	Jean-Michel	11, Bld des 2 communes	Fontenay sous bois	94120	22	18 500,00
Monsieur	BOUILLON	Jean-François	47 bis, rue Paul Bert	Nogent sur Marne	94130	23	18 500,00
Madame, Monsieur	THIEBAUD MOURY		15, rue Guy Moquet	Nogent sur Marne	94130	25	18 500,00
Monsieur	JEAN	Loïc	10, rue des Clamarts	Nogent sur Marne	94130	27	18 500,00
Monsieur	BESNARD	Philippe	44, rue Lequesne	Nogent sur Marne	94130	31	18 500,00
Madame, Monsieur	AGNOLET	Damien	8, rue des Héros Nogentais	Nogent sur Marne	94130	35	18 500,00
Monsieur	BOUIS	Jean-Marc	8, rue des Héros Nogentais	Nogent sur Marne	94130	38	18 500,00
Madame	GROJEAN	Martine	35, rue Brillet	Nogent sur Marne	94130	39	19 500,00
Madame, Monsieur	DE SOUSA		67, rue Parmentier	Nogent sur Marne	94130	40-41	18 500,00
Madame	MULLER - MONTI	Julie - Pierre-henri	10, rue Brillet	Nogent sur Marne	94130	36	18 500,00
Monsieur	IPOUSTEGUI	Jean-Gérard	44, rue des Héros Nogentais	Nogent sur Marne	94130	33-44-47	18 500,00
SCI	JUZA		24 Rue Paul Bert	Nogent sur Marne	94130	17	18 500,00
Monsieur Madame	Drouilly et Rigoll	Damien/anne stéphanie	28 bld de la Marne	Nogent sur Marne	94130	10	18 500,00
Monsieur Madame	BONACORSI	Stéphane/Catherine	23 rue pau Bert	Nogent sur Marne	94130	30	18 500,00

30685806

67/67/AG

L'AN DEUX MILLE QUINZE,

LE ,

A NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), 78, Grande Rue Charles de Gaulle, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

OU

A l'Hôtel de Ville de NOGENT-SUR-MARNE (Val de Marne), Place de Rolland Nungesser,

Maître Xavier CALMET, membre de la Société Civile Professionnelle "Catherine CARELY, Vincent VIE, Xavier CALMET, Loïc GUEZ et Cyril TAILLANDIER, Notaires associés", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à NOGENT-SUR-MARNE (Val-de-Marne), 78, Grande Rue Charles de Gaulle,

A REÇU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après identifiées.

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite « partie normalisée » constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite « partie développée » comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La **COMMUNE de NOGENT SUR MARNE**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Val de Marne, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de NOGENT SUR MARNE (94130), Place Rolland Nungesser, identifiée au SIREN sous le numéro 219 400 520.

ACQUEREUR

M ...

INTERVENTION DU RECEVEUR MUNICIPAL

En attente procuration du receveur

Aux termes d'une procuration sous seing privé en date du .... Madame Marie-Christine VILAINE, comptable public, responsable de la Trésorerie Municipale de NOGENT SUR MARNE, a donné pouvoir, en application de l'article 16 du décret numéro 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, à M..... clerc de l'office notarial dénommée en tête des présentes, à l'effet d'effectuer les vérifications nécessaires à la régularisation de la vente entre les parties sus-nommées, de reconnaitre avoir reçu de l'**ACQUEREUR**, en moyen légaux de paiement, le montant du prix de vente et à cet effet donner, tel qu'il est indiqué ci-dessus, quittance pure et simple, avec désistement de tous droit de privilège, action résolutoire et autres.

Une copie de ladite procuration demeure ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

QUOTITES ACQUISES

Monsieur et Madame ..... acquièrent la pleine propriété pour le compte de leur communauté.

Ou

M..... acquiert la pleine propriété des biens.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les contractants attestent par eux-mêmes ou leur représentant, que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'ils vont prendre et déclarent notamment pour l'**ACQUEREUR** :

- Que l'identité complète de l'**ACQUEREUR** telle qu'elle est indiquée sous le paragraphe ci-dessus, a été régulièrement justifiée
- Avoir son siège effectivement établi à l'adresse sus-indiquée
- Ne pas être en état de cessation de paiement, de règlement amiable, de redressement, liquidation judiciaire ou procédure similaire
- Ne pas faire et n'avoir jamais fait l'objet des poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens

- Que rien dans sa situation n'est susceptible de mettre obstacle à la libre réalisation des présentes

- Le **VENDEUR** déclare

- Que son état-civil et ses qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Qu'il n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'il n'a pas été associé depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans laquelle il était tenu indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'il n'est pas concerné :

Par aucune des mesures légales des majeurs protégés sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.

Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

- Le **VENDEUR** déclare en outre en ce qui concerne les biens immobiliers, objet des présentes, qu'il n'existe aucun obstacle ni restriction d'ordre légal ou contractuel à leur libre disposition, notamment par suite d'existence de droit de préemption, de cause de rescision, résolution, annulation ou toutes autres raisons.

- Le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au Notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la Commune.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.

Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'Office Notarial.

PRESENCE - REPRESENTATION

Délégation à fournir par la Ville

A revoir

- La **COMMUNE de NOGENT SUR MARNE** est représentée à l'acte par:

M

Clerc de notaire domicilé professionnellement à NOGENT SUR MARNE (Val de Marne), 78 Grande rue Charles de Gaulle en vertu de la délégation de pouvoir qui lui a été consenti par Monsieur Jacques JP MARTIN, en sa qualité de Maire de la Commune de NOGENT SUR MARNE.

Monsieur Jacques JP MARTIN, agissant pour le compte de ladite Commune en qualité de Maire de celle-ci, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal numéro 15/60 en date du 9 avril 2015, transmise à la Préfecture du Val de Marne pour contrôle de légalité, le 16 avril 2015 dont une copie par extrait, certifiée conforme, du procès-verbal est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectuée dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivité Territoriales le prévoit.

En outre, le représentant de la Commune déclare que cette délibération n'a fait l'objet à ce jour ni d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de MELUN, ni d'un recours gracieux.

- M *(ACQUEREUR)* est présent à l'acte.

DELIBERATION MUNICIPALE - AVIS DES DOMAINES

Copie de l'avis des domaines à fournir

Le représentant de la Commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du 9 avril 2015, transmise à la Préfecture du Val de Marne pour contrôle de légalité, le 16 avril 2015, dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

La délibération a été prise au vu des avis du service des domaines en date du .... dont une copie des ampliations est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

En outre, le représentant de la Commune déclare que cette délibération n'est pas frappée de recours.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :
- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Le mot « **ENSEMBLE IMMOBILIER** » désigne l'immeuble dont dépendent les **BIENS** objet des présentes.
- Les mots "**BIENS**" ou "**BIEN**" ou "**LOTS**" désigneront indifféremment le ou les lots de copropriété objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les lots de copropriété et vendus avec ceux-ci.

V E N T E

Le **VENDEUR**, en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, les **BIENS** dont la désignation suit :

DESIGNATION

1 - Désignation générale de l'ensemble immobilier dont dépendent les biens et droits immobiliers vendus

Les biens et droits immobiliers objet des présentes dépendent d'un ensemble immobilier situé à **NOGENT-SUR-MARNE (VAL-DE-MARNE) 94130 6 Rue Brillet, et 19 rue paul Bert**, comprenant trois (3) bâtiments distincts à usage d'habitation et salles omnisport municipales, sur parcs de stationnement.

Le premier bâtiment à l'alignement de la rue Paul Bert intègre de façon indépendante les salles omnisport et des logements collectifs,

Le deuxième en coeur de parcelle et le troisième donnant sur la rue Brillet sont des immeubles d'habitation de logements collectifs.

L'ensemble des trois bâtiments est implanté sur deux niveaux.

Le tout cadastré:

Section	Numéro	Volume	Lieudit	Surface
L	159	3000	6 Rue Brillet	00ha 22a 86ca
L	183	3000	19 Rue Paul Bert	00ha 07a 73ca
			Total :	00ha 30a 59ca

2 - Désignation des biens et droits immobiliers dont dépendent les biens et droits immobiliers vendus

VOLUME TROIS MILLE (N°3000)

Seule la base (1-3000) est sujette à la modification de l'emprise du volume n°3000.

En conséquence, le volume 3000 se définit dorénavant de la manière suivante:

Un VOLUME immobilier dans lequel s'inscrit une partie de l'ensemble immobilier formé :

* En infrastructure :

Au niveau du 1er sous-sol, par un parc de stationnement automobile «public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2" et deux épaisseurs de tréfonds.

* En superstructure :

Au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des rampes voitures, l'une d'accès (liaison rez-de-chaussée/1er sous-sol) depuis la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux surplus de cages d'escaliers liaison rez-de-chaussée / sous-sol dénommés "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment "C" (volume 4000) l'espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, sans limitation de hauteur.

Le présent VOLUME TROIS MILLE (3000) est constitué par le VOLUME GLOBAL résultant de la somme de DIX VOLUMES PARTIELS OU SOUS-VOLUMES

(10) Bases (1-3000). (2-3000), (3-3000), (4-3000), (5-3000), (6-3000), (7-3000), (8-3000), (9-3000) et (10-3000) dont chacun est défini comme suit :

- BASE (1-3000) d'une superficie de 1607 m² environ niveau 1er sous-sol correspondant à un parc de stationnement automobiles "public" avec deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie et deux épaisseurs de tréfonds, entre les cotes N.G.F. 78.60 et 81.00, 81.08, 81.30, 81.43, 81.75, figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 3 – 1er SOUS-SOL – ÉPAISSEURS DE TRÉFONDS - et coupes ci-joints et annexés, dressés par Georges DUBESSET, Géomètre Expert Foncier D.P.L.G. à Paris 14ème arrondissement 27-29, rue Ledlon d'après les fichiers informatiques des plans D.C.E. de mai 2006 fournis par Francis AUDOUIN, Architecte D.P.L.G. - Résidence l'Épi d'Or (RN 386) 78000 VERSAILLES.

- BASE (2-3000) d'une superficie de 55 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus de la rampe d'accès voitures sur la rue Paul Bert, entre les cotes N.G.F. 81.30 et 85.67 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (3-3000) d'une superficie de 9 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant au surplus d'une cage d'escalier (départ) sur la rue Paul Bert dénommée "S1" et à un conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.08 et 85.93 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-D ECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (4-3000) d'une superficie de 67 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant aux surplus de la rampe de sortie voitures et à un escalier dénommé "S2" sur la rue Brillet, entre les cotes N.G.F. 81.43, 81.50 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DECHAUSSÉE - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (5-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.43 et 84.30 figurant sous "teinte bleue" aux plans ri" 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (6-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau rez-de-chaussée correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 81.75 et 84.60 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 4 - REZ-DE-CHAUSSÉE – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (7-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.60 et 90.10 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (8-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveaux 1er et 2ème étages correspondant à partie (épaisseur) de conduit de ventilation, entre les cotes N.G.F. 84.30 et 89.80 figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 5 – 1er et 2ème ÉTAGES (VOLUME 4000) - NIVEAU INTERMEDIAIRE PARTIEL – 2ème ÉTAGE (VOLUME 2000) - et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (9-3000) d'une superficie de 1 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 89.80 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

- BASE (10-3000) d'une superficie de 2 m² environ niveau 3ème étage et au-dessus correspondant au surplus d'un conduit de ventilation avec espace aérien (ou volume d'air) au-dessus, à partir de la cote N.G.F. 90.10 sans limitation de hauteur figurant sous "teinte bleue" aux plans n° 6 – 3ème ÉTAGE & ESPACES AÉRIENS – et coupes ci-joints et annexés.

ÉTANT PRECISÉ ICI QUE :

LE VOLUME TROIS MILLE (3000) COMPREND :

- au niveau du 1er sous-sol, un parc de stationnement automobiles "public", deux parties (épaisseurs) de rampes voitures, l'une d'accès et l'autre de sortie voitures, deux parties (épaisseurs) de cages d'escaliers dénommés "S1" et "S2", les voiles périmétriques cotés épaisseurs de tréfonds du VOLUME 4000 et du VOLUME 3000, côté rue Paul Bert et en limites séparatives gauche et droite de l'assiette foncière de la volumétrie, les voiles intérieurs, parties de voiles, piliers, poteaux de soutènement, poutres, les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (2-2000) et 4000, parties de bases (2-4000), (3-4000), (4-4000), (6-4000), (7-4000), (8-4000), (9-4000), (10-4000) et (11- 4000) et la dalle formant le plancher bas du 1er sous-sol; étant spécifié ici que la dalle formant le plancher haut dépend en totalité des VOLUMES 2000 et 4000 (gros oeuvre, étanchéité et protection d'étanchéité);

- au niveau du 1er sous-sol, deux épaisseurs de tréfonds, l'un côté rue Paul Bert et l'autre côté rue Brillet;

- en dessous des deux rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet, deux “cuves de rétention d'eau" situées pour l'une, sous la rampe d'accès rue Paul Bert et pour l'autre, sous la rampe de sortie rue Brillet (éléments constitutifs et systèmes de fonctionnement);

- au niveau du rez-de-chaussée, le surplus des gros oeuvres des rampes voitures, l'une d'accès sur la rue Paul Bert et l'autre de sortie sur la rue Brillet et les escaliers dénommés "S1" et "S2": "S1" côté rue Paul Bert et "S2" côté rue Brillet et les demi épaisseurs des voiles séparatifs des VOLUMES limitrophes 2000, partie de base (3-2000) et 4000, partie de base (13-4000);

- et le gros oeuvre des conduits de ventilation avec pour deux d'entre eux situés respectivement l'un dans le bâtiment dénommé "A" et l'autre dans le bâtiment dénommé "C" (VOLUME 4000), les demi épaisseurs des voiles séparatifs du VOLUME limitrophe 4000 et les deux espaces aériens (ou volumes d'air) au-dessus des deux conduits situés dans les bâtiments "A" et "C", sans limitation de hauteur.

Étant spécifié ici que sont réputés mitoyens entre les VOLUMES, voiles, piliers, poutres et poteaux, lorsqu'ils sont contigus et non expressément compris dans un VOLUME déterminé.

OBSERVATIONS :

La propriété du volume 3000 global, tel que décrit ci-dessus, comporte le droit de réaliser à l'intérieur dudit volume toutes constructions, comporte la propriété desdites constructions et après leur réalisation, le droit de procéder ultérieurement, s'il en est besoin, à toute subdivision ou réunion de ladite propriété.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUME

L'ensemble immobilier complexe sus désigné a fait l’objet d’un état descriptif de division volumétrique reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007, divisant ledit ensemble en QUATRE LOTS DE VOLUMES, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème bureau, le 11 septembre 2007, volume 2007P, numéro 6437.

Ledit état descriptif de division volumétrique suivi d'un modificatif à l'état descriptif de division en volumes consistant notamment en la mise à jour superficielle de certains volumes, reçu par Maître Xavier CALMET, Notaire Associé soussigné, le ..... dont une copie est en cours de publication au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème Bureau.

3 - Désignation des biens et droits immobiliers objet des présentes

Lot numéro ..... de l'état descriptif de division contenant règlement de copropriété établi au sein du LOT DE VOLUME TROIS MILLE (3.000)

.....

Tels que lesdits **BIENS** existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

Une copie du plan dudit lot annexé au règlement de copropriété ci-après plus amplement visé est demeurée ci-jointe et annexée aux présentes après mention.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION - REGLEMENT DE COPROPRIETE ETABLI AU SEIN DU LOT DE VOLUME TROIS MILLE (3.000)

Il a été établi un état descriptif de division contenant règlement de copropriété régissant le parc de stationnement édifié au sein du lot de volume numéro TROIS MILLE reçu par Maître Xavier CALMET, Notaire Associé Soussigné le ....., dont une copie est en cours de publication au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème bureau.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le présent acte porte sur la totalité de la pleine propriété des **BIENS** sus-désignés.
Ces **BIENS** appartiennent au **VENDEUR** ainsi qu'il sera expliqué ci-après à la suite de la partie normalisée sous le titre « Origine de Propriété ».

EFFET RELATIF

Acquisition en état futur d'achèvement suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème bureau le 7 novembre 2007 volume 2007P numéro 7837.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation.

PRIX

La présente vente est conclue moyennant le prix de ...

Le paiement de ce prix a lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

L'**ACQUEREUR** a payé le prix comptant à l'instant même ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes,

QUITTANCE DU COMPTABLE DU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

M

Clerc de Notaire domicilié professionnellement au siège de l'office notarial dénommée en tête des présentes, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par Madame Marie Christine VILAINE, Comptable public, responsable de la Trésorerie Municipale de NOGENT SUR MARNE, intervenant en qualité de Comptable assignataire de la Commune de NOGENT SUR MARNE, donne quittance pure et simple à l'**ACQUEREUR** avec désistement de tous droits de privilège, action résolutoire et autres.

Par suite de ces paiements et quittances, en vertu de l'article L2241-3 du Code général des collectivités territoriales et l'article L2241-1 Code général des collectivités territoriales, le comptable public est déchargé de toute rsponsabilité.

DONT QUITTANCE

DESISTEMENT DE PRIVILEGE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le **VENDEUR** se désiste de tous droits de privilège de vendeur et action résolutoire, même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et ce pour quelque cause que ce soit.

PUBLICITE FONCIERE

L'acte sera soumis à la formalité de publicité foncière au service de la publicité foncière de CRETEIL 4EME.

DECLARATIONS FISCALES

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

Exonération de plus-values immobilières – Article 150 U I du Code général des impôts.

Le **VENDEUR** n'est pas soumis à l'impôt sur les plus-values compte tenu de sa qualité.

IMPOT SUR LA MUTATION

Le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** déclarent ne pas être assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts.

Les présentes seront soumises au tarif de droit commun en matière immobilière tel que prévu par l'article 1594D du Code général des impôts.

L'assiette des droits est constituée par le prix de la présente vente, soit .....

DROITS

			Mt à payer
Taxe départementale	x 4,50 %	=	....
Frais d'assiette	x 2,37 %	=	....
		TOTAL	**.....**

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'Etat telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme :

Type de contribution	Assiette	Taux	Montant
Contribution proportionnelle taux plein	....	0,10%	.... euros

FIN DE PARTIE NORMALISEE

PARTIE DEVELOPPEE

La partie développée comprend les éléments de l'acte de vente qui ne sont pas nécessaires à la publicité foncière ainsi qu'à l'assiette des droits, taxes, salaires et impôts.

ABSENCE DE FACULTE DE RETRACTATION

L'ACQUEREUR déclare
- qu'il est bien un "acquéreur non professionnel" au sens de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation,
- mais que le **BIEN** n'est pas destiné par lui à l'habitation,
- et, qu'en conséquence, les dispositions protectrices de l'acquéreur immobilier prévues par l'article L.271-1 précité n'étaient pas applicables à la promesse de vente qui aurait précédé les Présentes et ne sont pas applicables à la Vente.

AFFECTATION DES BIENS - DOMANIALITE PUBLIQUE

Le **VENDEUR** déclare et garantit :

copie de la délib du CM sur le déclassement du volume à fournir

- que les **BIENS** objet des présentes ressortaient de son domaine public mais qu'ils ont été désaffectés,
- qu'en suite de cette désaffectation, il a été procédé au déclassement des **BIENS** suivant délibération n°... du Conseil Municipal e n date du ....,
- que cette délibération, exécutoire par suite de sa transmission en Préfecture intervenue le ..., a fait l'objet des mesures légales de publicité et est devenue définitive,
- que les **BIENS** n'ont depuis lors pas réintégré le domaine public de la commune et qu'ils n'ont en particulier été réaffectés à l'usage direct du public ou à un service public au sens de l'article L. 2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, le parking n'étant plus utilisé depuis le déclassement du ....

Une copie de la délibération ci-dessus mentionnée est demeurée annexée aux présentes.

Il est ici fait observer que le déclassement ci-dessus est intervenu préalablement à la délibération du Conseil municipal décidant la **VENTE**.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

A la charge du VENDEUR

Le **VENDEUR** :

- Supportera les conséquences de l'existence des servitudes qu'il aurait conférées sur les **BIENS** et qu'il n'aurait pas indiquées aux présentes.

- Devra, s'il existe un ou plusieurs créanciers inscrits de son chef ou de celui de précédents propriétaires, régler l'intégralité des sommes pouvant leur être dues, supporter s'il y a lieu les frais de purge, et rapporter à ses frais les mainlevées des inscriptions au plus tard dans le délai de six mois des présentes et les certificats de radiation correspondants dans les meilleurs délais.

- S'oblige à payer le syndic et à supporter définitivement toutes les charges mises en recouvrement par ce dernier au jour de l'entrée en jouissance

- Fera son affaire personnelle du paiement de la totalité de la taxe d'habitation, si elle est exigible. Il réglera l'impôt foncier sauf à tenir compte de la convention de répartition ci-après. Il est précisé en tant que de besoin qu'il reste seul tenu du paiement des taxes foncières relatives aux années antérieures de manière que **l'ACQUEREUR** ne puisse être recherché à ce sujet.

- Ne pourra pas se retrancher derrière les clauses d'exonération de garantie des vices cachés envers l'**ACQUEREUR** s'il venait à être considéré comme un professionnel de l'immobilier.

A la charge de L'ACQUEREUR

L'ACQUEREUR, sauf à tenir compte de ce qui peut être indiqué par ailleurs :

- Prendra les **BIENS** vendus dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance sans aucune garantie de la part du **VENDEUR** pour raison :
- soit de l'état du sol ou du sous-sol de **L'IMMEUBLE** à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées.
- soit de l'état des **BIENS** vendus, de **L'IMMEUBLE** dont ils dépendent, des vices de toute nature apparents ou cachés dont ils peuvent être affectés, sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires contraires analysées le cas échéant ci-après.
- soit de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation qui précède.
- soit même de l'état parasitaire de l'immeuble vendu notamment concernant les termites ou autres insectes xylophages et ennemis des matériaux dans la mesure où les prescriptions de la loi numéro 99-471 du 8 Juin 1999 sont respectées.
- soit même de la surface du terrain sur lequel **L'IMMEUBLE** est édifié et, le cas échéant, de la surface des **BIENS** vendus n'entrant pas dans le champ d'application des dispositions de la loi Carrez, la différence en plus ou en moins s'il en existe entre la contenance sus-indiquée et celle réelle devant faire le profit ou la perte de **L'ACQUEREUR** sans aucun recours contre le **VENDEUR**.

- Souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les **BIENS** ou **L'IMMEUBLE**, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe.

A cet égard, le **VENDEUR** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir sur ceux ci aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter des servitudes d'urbanisme, de la situation naturelle des lieux, des stipulations aux présentes et au règlement de copropriété, de tous titres et de la loi.

- Sera subrogé dans tous les droits et obligations du **VENDEUR** relativement au bien.

- Sera subrogé dans tous les droits et obligations du **VENDEUR** relativement au bien et notamment du bénéfice des garanties des articles 1792 et suivants du Code civil

Le **VENDEUR** subroge l'**ACQUEREUR** dans le bénéfice des garanties prévues par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code civil en ce que ces garanties peuvent encore exister compte tenu des délais fixés par l'article 1792-4-1 du Code civil.

- Acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, taxes et autres charges de toute nature auxquels les **BIENS** peuvent et pourront être assujettis ; il remboursera au **VENDEUR** le prorata de la taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

- Paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte, de ses suites et conséquences.

- Ne continuera pas, s'il en existe, les polices actuelles complémentaires garantissant les **BIENS** souscrites directement par le **VENDEUR** et confère mandat à ce dernier, qui accepte, de résilier lesdits contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

Etant ici précisé que les **BIENS** et droits immobiliers vendus sont garantis contre l'incendie par une police souscrite par le syndicat des copropriétaires de l'immeuble, **l'ACQUEREUR** devant se conformer à toutes les décisions régulièrement prises par ce syndicat concernant cette assurance.

CHARGES ET CONDITIONS RESULTANT DE L'APPLICATION DE REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES

Sont demeurées ci-jointes et annexées au présent acte, après visa de **L'ACQUEREUR** et mention du Notaire Soussigné, les pièces suivantes dont l'**ACQUEREUR** reconnaît avoir connaissance tant par la lecture qui lui en a été faite qu'après examen par lui-même des documents administratifs sur lesquels il a apposé sa signature:

copie note de renseignements d'urbanisme à fournir par la Commune

- Note de renseignements d'urbanisme délivrée par la Mairie de NOGENT SUR MARNE en date du ....
- Plan de situation.

L'**ACQUEREUR** s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées sur les documents sus-visés sans recours contre le **VENDEUR**, qu'il décharge de toutes garanties à cet égard, même en ce qui concerne les modifications qui ont pu intervenir depuis la date de délivrance desdits documents.

Il reconnaît avoir reçu du Notaire soussigné toutes explications et éclaircissements sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges, prescriptions et limitations.

REGLEMENTATION SUR LE DROIT DE PREEMPTION

Purge du droit de préemption urbain

A purger

Le **BIEN** étant situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée au bénéficiaire du droit de préemption le .....

Par lettre en date du ....., le titulaire du droit de préemption a fait connaître sa décision de ne pas l'exercer.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner avec la réponse sus-visée, sont demeurées ci-jointes et annexées après mention.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION

- Permis de construire – declaration d'achevement des travaux – certificat de conformite

En attente éléments Ville

Le **VENDEUR** déclare que l'ensemble immobilier situé à NOGENT-SUR-MARNE (Val de Marne), 19bis rue Paul Bert, et 6 rue Brillet, dont dépendent les biens et droits immobiliers objet des présentes a été édifié en vertu d'un permis de construire délivré par Monsieur le Maire de la Commune de NOGENT SUR MARNE en date du 18 mai 2006 sous le numéro PC 94 052 05N1062.

La déclaration d'achèvement des travaux a été effectuée le .....

Le certificat de conformité a été délivré le .....

Une copie du permis de construire, de la déclaration d'achèvement des travaux et du certificat de conformité demeureront ci-joint et annexé aux présentes après mention.

- Assurances dommages-ouvrages

Pour la construction de l'ensemble immobilier dont dépendent les **BIENS** a été souscrite une assurance de dommages et une assurance responsabilité décennale CNR conformément à l'article L242-1 du code la construction et de l'habitation garantissant en dehors de toute recherche de responsabilité le paiement des travaux de réparation des dommages dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792 du Code civil.

Ces assurances ont été souscrites auprès de la compagnie ..... sise à ....., suivant polices numéros ....., avec date d'effet au .....

A cet égard, le **VENDEUR** déclare et garantit à l'**ACQUEREUR** :

* que la totalité des primes desdites police d'assurances a été acquittée par leur souscripteur ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par ladite compagnie le ....., dont une copie demeure ci-jointe et annexée aux présentes.

* qu'il n'a été engagé à ce jour aucune procédure tendant à mettre en jeu les garanties des vices et/ou les polices d'assurances ci-dessus,

* n'avoir pas eu à mettre en œuvre cette assurance.

Le **VENDEUR** subroge purement et simplement l'**ACQUEREUR** dans tous les droits et obligations pouvant résulter pour lui de l'existence de cette police.

ASSAINISSEMENT

Le **VENDEUR** déclare que l'**ENSEMBLE IMMOBILIER** est raccordé à l'assainissement communal, mais ne garantit aucunement la conformité des installations aux normes actuellement en vigueur.

L'**ACQUEREUR**, dûment informé de l'obligation faite à tout propriétaire de maintenir en bon état de fonctionnement les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement, déclare être averti que la Commune peut contrôler la qualité de l'exécution de ces ouvrages et vérifier leur maintien en bon état de fonctionnement. Faute de respecter les obligations édictées ci-dessus, la

Commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais du syndicat des copropriétaires aux travaux indispensables.

Il est, en outre, précisé que le système d'écoulement des eaux pluviales doit être distinct de l'installation d'évacuation des eaux usées, étant précisé le régime d'évacuation des eaux pluviales est fixé par le règlement sanitaire départemental.

L'évacuation des eaux pluviales doit être assurée et maîtrisée en permanence, elles ne doivent pas être versées sur les fonds voisins et la voie publique.

ASCENSEUR - REGLEMENTATION

Tous les ascenseurs desservant de manière permanente tous les types de bâtiments, quelle que soit leur date d'installation, sont concernés par les obligations de mise en conformité, de contrôle technique quinquennal et d'établissement d'un contrat d'entretien et de maintenance.

Le Notaire rappelle les articles L125-1, L 125-2, L 125-2-1, L 125-2-2 et R 125- et suivants du Code de la Construction et de l'habitation.

Mise en conformité

Les ascenseurs existants doivent être équipés d'un ensemble de dispositifs de sécurité selon un calendrier comportant trois dates butoir : Décembre 2010, Juillet 2013 et Juillet 2018.

Contrôle technique

Ce contrôle doit avoir lieu tous les cinq ans et a pour objet :

- de vérifier que les ascenseurs sont équipés de dispositifs de sécurité en bon état et des dispositifs techniques rendus obligatoires par la loi,
- de repérer tout défaut présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil.

Le tout sous peine d'une contravention et de mise en cause de la responsabilité civile en cas de dommages aux personnes.

Contrat d'entretien et de maintenance

Ce contrat doit prévoir des visites régulières et le contrôle des dispositifs de sécurité.

La mise en conformité, le contrôle technique ainsi que l'entretien et la maintenance doivent être effectués par des contrôleurs spécialement agréés pour ce type d'intervention sur les ascenseurs.

En conséquence, il appartient au syndic de copropriété de faire mettre en place, conformément aux dispositions de l'article R.125-1-2 du Code de la construction et de l'habitation et selon le calendrier fixé par ce texte, différents dispositifs de sécurité.

ETAT PARASITAIRE

Le **VENDEUR** déclare :

- qu'à sa connaissance les **BIENS** objet des présentes ne sont pas infestés par les termites ;
- qu'il n'a reçu du maire aucune injonction de rechercher des termites ou de procéder à des travaux préventifs ou d'éradication ;
- que lesdits **BIENS** ne sont pas situés dans une zone prévue par l'article 3 de la loi numéro 99-471 du 8 Juin 1999, ainsi qu'il résulte d'un courrier délivré par la

Mairie de NOGENT SUR MARNE le ....., dont l'original est demeuré ci-joint et annexé aux présentes après mention.

MERULES

Les parties ont été informées des dégâts pouvant être occasionnés par la présence de mérules dans un bâtiment, la mérule étant un champignon qui se développe dans l'obscurité, en espace non ventilé et en présence de bois humide.

Le **BIEN** ne se trouve pas actuellement dans une zone de présence d'un risque de mérule délimitée par un arrêté préfectoral.

Le **VENDEUR** déclare ne pas avoir constaté l'existence de zones de condensation interne, de traces d'humidité, de moisissures, ou encore de présence d'effritements ou de déformation dans le bois ou de tache de couleur marron ou l'existence de filaments blancs à l'aspect cotonneux, tous des éléments parmi les plus révélateurs de la potentialité de la présence de ce champignon.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE ET LA SECURITE DES PERSONNES

AMIANTE

L'article L 1334-13 premier alinéa du Code de la santé publique prescrit au **VENDEUR** de faire établir un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante, état à annexer à l'avant-contrat et à la vente.

Cet état s'impose à tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er Juillet 1997.

Le **VENDEUR** déclare que biens et droits immobiliers objet des présentes ont fait l'objet de permis de construire délivré postérieurement au 30 Juin 1997, soit le 18 mai 2006 sous le numéro PC 94 052 05N1062 ainsi qu'il en est justifié par une copie dudit permis demeurée annexée aux présentes.

Par suite, les dispositions sus-visées n'ont pas vocation à s'appliquer aux présentes.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES
REGLEMENTATION GENERALE

Aux termes des dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement, les acquéreurs des biens immobiliers situés dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.

Il résulte de l'arrêté préfectoral n°2008-711 du 13 février 2008 que l'ensemble immobilier dont dépendent les biens immobiliers objets des présentes est situé dans le périmètre de plan de prévention de risques naturels.

En conséquence, le **VENDEUR** a fait établir, l'état des risques naturels, miniers et technologiques prescrit par les dispositions du deuxième alinéa du I de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement et l'article R 125-6 du même code.

Les documents suivants ont été annexés à l'état des risques naturels, miniers et technologiques savoir :

- la carte des aléas du PPRI de la Marne et de la Seine approuvé le 12 novembre 2007,
- la carte des vitesses de l'étude SAFEGE,
- la carte des risques mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols concernant la commune de NOGENT SUR MARNE,
- et la copie de l'arrêté préfectoral n°2008-711 du 13 février 2008.

Les **BIENS** sont par conséquent soumis aux dispositions réglementaires résultant des plans de prévention des risques naturels, miniers et technologiques précités ou zone de sismicité qui leur sont applicables.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé tant par le **VENDEUR** que le notaire soussigné de la situation des **BIENS** acquis au regard des risques naturels, miniers et technologiques ainsi que des conséquences qui en découlent.

L'état des risques naturels, miniers et technologiques accompagnée de sa documentation est demeuré ci-joint et annexé aux présentes.

Le **VENDEUR** déclare que :

- depuis qu'il est propriétaire des BIENS, l'ensemble immobilier dont ils dépendent, n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou L 128-2 du Code des Assurances.
- il n'a pas été informé en application des dispositions de l'article L 125-5 du Code précité d'un tel sinistre ayant affecté lesdits BIENS.

L'**ACQUEREUR** informé de ladite situation s'oblige à en faire son affaire personnelle sans recours contre le **VENDEUR.**

REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES A LA COPROPRIETE

STATUT DE LA COPROPRIETE

Syndic de copropriété

Le **VENDEUR** informe l'**ACQUEREUR** que :

- le syndic provisoire de l'immeuble dont dépendent les **BIENS** et droits immobiliers objet des présentes est le CABINET FONCIA VAL DE MARNE sis à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle.

L'**ACQUEREUR** s'oblige :

- à respecter les stipulations du règlement de copropriété, de ses modificatifs éventuels visés ci-dessus ainsi que les dispositions des lois et décrets postérieurs régissant la copropriété ;
- à supporter les obligations qui en découlent et notamment acquitter les charges incombant au propriétaire dudit immeuble en vertu de ces documents.

Les formalités de l'article 20 II de la loi du 10 juillet 1965 n'ont pas révélé d'empêchement à la réalisation des présentes.

Etat contenant diverses informations sur la copropriété - Dispense

Compte tenu de la mise en copropriété du volume 3000 intervenu récemment, les parties requièrent expressément le Notaire Associé soussigné de recevoir la présente vente sans obtention préalable de l'état contenant les informations prévues par l'article 5 du décret du 17 mars 1967 issu du décret numéro 2004-479 du 27 Mai 2004 sur la copropriété, déclarant vouloir faire leur affaire personnelle de sa communication.

Assemblée générale

Le **PROMETTANT** déclare et garantit qu'aucune assemblée générale ne s'est tenue depuis la création de la copropriété.

La première Assemblée Générale des copropriétaires sera convoquée par le CABINET FONCIA VAL DE MARNE sis à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle.

Charges

L'ACQUEREUR devra supporter sa quote-part dans les charges de copropriété à compter de la date à laquelle le **VENDEUR** lui aura notifié que les locaux vendus sont mis à sa disposition ou à compter de la prise de possession effective, si celle-ci est antérieure.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations en résultant dont il profitera.

Convention des parties sur les procédures

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'existe actuellement aucune procédure en cours.

Carnet d'entretien

Le **VENDEUR** déclare que le carnet d'entretien n'a pas encore été établi.

Notification de la mutation au syndic

En application de l'article 20 de la loi numéro 65-557 du 10 Juillet 1965, avis de la présente mutation sera donné au syndic de l'immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers objets de la vente, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le **VENDEUR** reconnaît avoir été averti des dispositions de l'article 20 de la loi du 10 Juillet 1965 précitée et de l'article 5 du décret numéro 67-223 du 17 Mars 1967, interdisant à son notaire de délivrer, même partiellement, le prix de la vente tant qu'il ne lui aura pas été représenté un certificat de syndic ayant moins d'un mois de date, attestant que le **VENDEUR** est libre de toute obligation à l'égard du syndicat.

Le notaire libèrera le prix de vente disponible dès l'accord entre le syndic et le **VENDEUR** sur les sommes restant dues. A défaut d'accord dans les trois mois de la constitution par le syndic de l'opposition régulière, il versera les sommes retenues au syndicat, sauf contestation de l'opposition devant les tribunaux par une des parties.

La notification de transfert sera également adressée par les soins du notaire soussigné au syndic de copropriété.

Election de domicile pour l'opposition du syndic

Pour l'opposition éventuelle du syndic, domicile spécial est élu en l'office notarial du notaire rédacteur des présentes, détenteur des fonds.

ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE "PAUL BERT BRILLET"

L'ensemble immobilier ci-dessus désigné est régi par une Association Foncière Urbaine Libre « PAUL BERT BRILLET » qui a été constituée aux termes d'un acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007, publié au service de la publicité foncière de CRETEIL 4ème bureau le 11 septembre 2007 volume 2007P numéro 6437.

Le **VENDEUR** déclare, savoir :

A confirmer par FONCIA

- que les copropriétaires sont représentés aux Assemblées de ladite association foncière urbaine libre par le Cabinet FONCIA VAL DE MARNE, syndic de l'immeuble.

- que les charges de l'AFUL sont incluses dans les charges de copropriété du Syndicat des Copropriétaires,

- que l'Association Foncière Urbaine Libre est gérée par le Cabinet FONCIA VAL DE MARNE sis à SAINT MAUR DES FOSSES (Val de Marne), 5 avenue Charles de Gaulle,

- que la dernière assemblée générale a eu lieu le .....

Une copie du procès-verbal de ladite assemblée demeure ci-jointe et annexée aux présentes.

L'**ACQUEREUR** reconnaît en avoir été parfaitement informé.

SITUATION HYPOTHECAIRE

En attente

Un renseignement sommaire hors formalité délivré le 10 mars 2015 et certifié à la date du 8 février 2015 suivi d'une prorogation en date du ..... ne révèle aucune inscription.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire résultant du renseignement sus-visé est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le volume 3000 dont dépendent les biens et droits immobiliers objet des présentes appartient à la Commune de NOGENT SUR MARNE pour l'avoir acquis avec le volume 2000, en l'état futur d'achèvement de la société ALTAREA HABITATION, société en nom collectif, au capital de 10.000 euros, ayant son siège social à PARIS (2ème arrondissement), 108 rue de Richelieu, identifée au SIREN sous le numéro 479 108 805 RCS PARIS,

Suivant acte reçu par Maître CHAUVIN COQUEUX, Notaire à PARIS, le 27 août 2007,

Moyennant un prix principal de 2.265.224 euros.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au 4EME bureau des hypothèques de CRETEIL (VAL-DE-MARNE), le 7 novembre 2007 volume 2007P numéro 7837.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

L'origine de propriété antérieure est énoncée dans une note demeurée ci-jointet et annexée aux présentes.

DECLARATIONS DU VENDEUR

Le **VENDEUR** déclare :

Sur l'état et la configuration des BIENS vendus

- Que les **BIENS** vendus ne sont pas insalubres et ne font l'objet d'aucune interdiction d'habiter, mesure de séquestre ou de confiscation ni d'injonction de travaux.

- Que les biens ont été édifiés conformément aux règles de l'urbanisme, qu'ils sont édifiés depuis plus de dix ans et qu'ils n'ont pas fait l'objet, depuis moins de dix ans, de travaux entrant dans le champ d'application de la loi sur les assurances obligatoires de construction (assurance dommages-ouvrages et assurance de responsabilité décennale du constructeur);

Et plus particulièrement qu'il n'a pas, personnellement, fait ou fait faire, depuis qu'il en est propriétaire, aucun travaux dans les **BIENS** ayant pu affecter ou absorber des parties communes de **l'IMMEUBLE** ou modifié l'aspect extérieur de **l'IMMEUBLE** ni encore aucun travaux soumis à autorisation administrative préalable ou à la souscription d'une assurance obligatoire de construction.

Sur l'absence de restriction à son droit de disposer

- Qu'il n'existe sur les **BIENS** vendus aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation.

- Qu'il n'a conféré à personne d'autre que L'**ACQUEREUR**, un droit quelconque sur ces **BIENS** résultant d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à cette vente.

- Qu'il n'existe sur les biens vendus aucun litige en cours et aucune procédure.

Sur les servitudes

- Qu'il n'a laissé acquérir aucune servitude sur les **BIENS** vendus et qu'à sa connaissance, il n'en existe aucune autres que celles pouvant résulter : de la loi, de l'usage ou de la situation naturelle des lieux, des prescriptions administratives relatives notamment à l'urbanisme et à l'alignement, des dispositions de l'état descriptif de division en volumes et de son modificatif, du règlement de copropriété et du présent acte.

Sur la situation locative

- Que les **BIENS** vendus ne font actuellement l'objet d'aucune location ou occupation quelconque.

- Que le droit de jouissance des lieux n'est susceptible d'être revendiqué par aucun locataire, ancien locataire ou occupant, ni aucun de leurs héritiers, ayants-cause ou personnes à charges, en vertu de tous textes, et notamment de la loi du 1er septembre 1948 et de la loi du 6 juillet 1989.

Il déclare en outre n'avoir délivré aucun congé en vue de la vente des biens faisant l'objet des présentes.

NEGOCIATION

Les parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'adresse suivante ....

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera en l'Hôtel de Ville de NOGENT SUR MARNE (94130), Place Rolland Nungesser.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le Notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes physiques et commune, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée pour les personnes physiques au vu de leurs extraits d'acte de naissance et pour la Commune au vu du certificat d'identification délivré par l'INSEE pour son numéro SIREN.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur pages

Comprenant **Paraphes**

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT PAYANT

La loi 2015-300 promulguée le 18 mars 2015 impose aux communes depuis le 18 mai dernier la gratuité du stationnement sur voirie pour les personnes porteuses de handicap et titulaires de la carte européenne ainsi que pour leurs accompagnants sur l'ensemble du territoire.

Le stationnement est gratuit au moins pour 12 heures d'affilées. Au delà, les communes peuvent le règlementer. Afin de faciliter la rotation des véhicules sur la voirie, il est proposé de limiter le stationnement pour les personnes porteuses de handicap à 12 heures consécutives.

Il est rappelé que cette gratuité est uniquement valable en voirie, le stationnement dans les parcs en ouvrage et en enclos reste payant aux tarifications habituelles.

Il est à noter que les dispositions de l'article L 417-1 du Code la route continuent de s'appliquer. Ainsi, les véhicules laissés en stationnement en un même point de la voie publique (…) pendant une durée excédant 7 jours consécutifs peuvent être mis en fourrière.

Les places réservées aux personnes porteuses de handicap en zones réglementées étaient les suivantes :

N°RUE	LOCALISATION	NBRE PLACE	REGLEMENTATION
38	armistice	1	payant
17	Charles VII	1	payant
4	Fontenay	1	payant
2	Eugene Galbrun	1	payant
	bld Gallieni	1	payant
20	bld Gallieni	1	payant
32	bld Gallieni	1	payant
1	bld Gambetta	1	payant
18	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
84	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
112	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
32	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
167	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
5	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
158	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
66	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
182	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
70	Héros nogentais	1	payant
21 C	Héros nogentais	1	payant
34	Héros nogentais	1	payant
32	Héros nogentais	1	payant
8	Hoche	1	payant
Place	Jean Mermoz	1	payant
	Jean Monnet	1	payant
	Jean Soules	1	payant
2	av. Joinville	1	payant
2	place Leclerc	1	payant

N°RUE	LOCALISATION	NBRE PLACE	REGLEMENTATION
	Lieutenant Ohresser	1	payant
	Lieutenant Ohresser	1	payant
	av. Madeleine Smith champion	1	payant
	av. Madeleine Smith champion	1	payant
11	pasteur	1	payant
7	Paul Doumer	1	payant
3	Paul Doumer	1	payant
	Place de la mairie	2	payant
	port	1	payant
8	port	1	payant
En face 20	Rue André Pontier	1	Payant
4	source av.	1	zone bleue
15	bd Strasbourg	1	payant
48	bd Strasbourg	1	payant
11	Thiers	1	payant
5 Bis	Victor Basch	1	payant
43	Victor Basch	1	zone bleue
6	av. Watteau	1	payant
Vis-à-vis 5	Jean Monnet	1	payant
Ilôt	Chateaudun/Stalingrad	1	payant
Nombre total de places réglementées		47	

La nouvelle réglementation s'applique donc sur ces places.

Par ailleurs, lors des travaux de l'opération Nogent/Baltard, le parking RER A sera détruit et pour permettre aux usagers de stationner aux abords de cette zone, 170 places nouvelles en zone jaune, avenue de la Belle Gabrielle côté bois de Vincennes, vont être matérialisées. A noter que dès le 15 juin prochain les 36 places en zone rouge de l'avenue Watteau seront neutralisées.

NOM DE LA VOIE	ROUGE		JAUNE	
	Pair	Impair	Pair	Impair
Avenue Clémenceau			3	6
Avenue de Joinville			39	41
Avenue Smith Champion			9	9
Avenue Watteau (***suppression des places en zone rouge à compter du 15/06/2015)***	**21**	**15**	5	3
Boulevard de la République			8	6
Boulevard de Strasbourg			52	63
Boulevard Gallieni		33	20	19
Boulevard Gambetta			3	25
Circulaire Leclerc				19
Grande Rue Charles de Gaulle	83	34	9	16
Place Pierre Semard				22
Rue de l'Abbé Guilleminault			12	2
Boulevard Albert 1er			35	
Rue Alphonse Ancellet	10	13		
Rue André Pontier		10		18
Rue de l'Armistice			27	
Rue Brillet	7			
Rue Charles VII			15	13
Rue Nazaré				16
Rue de Coulmiers			17	20
Avenue de la Belle Gabrielle				170

(Côté Bois de Vincennes)				
Rue Curé Carreau			12	
Rue des Défenseurs de Verdun				20
Rue Edmond Vitry			22	26
Rue Emile Brisson			15	
Rue Eugéne Galbrun	7	17		
Rue de Fontenay			6	6
Rue Gabriel Péri				11
Rue Gustave Lebègue			9	
Rue Guy Moquet			15	5
Rue des Héros Nogentais	12	23	31	21
Rue Hoche			27	16
Place Jean Mermoz				27
Rue Jean Monnet			13	36
Rue Jean Moulin			16	
Rue Jean Soulès			15	
Rue du Jeu de l'Arc	8			
Rue du Jeu de Paume			9	
Rue Jules Ferry	12			
Rue de l'Arboust			5	11
Rue du Lieutenant Ohresser	7	20		
Rue Maréchal Vaillant				11
Rue Pasteur				13
Rue Paul Bert	7			
Rue Paul Doumer			11	5
Rue Pierre Brossolette			8	11
Rue de Plaisance	14			
Rue du Port			24	8
Rue Dagobert				33
Rue Saint Sébastien	14			
Rue Théodore Honoré				8
Rue Thiers	16	17		
Rue Victor Basch				32
Route de Stalingrad			4	6
S/TOTAL PAR ZONE	**400**		**1282**	
Parking de la Mairie Square d'Estienne d'Orves				81
Parking Maurice Chevalier Place Maurice Chevalier				31
Parking Jean Soulés Rue Jean Soulès				24
Îlot Rue de Chateaudun – Route de Stalingrad				12
SOUS TOTAUX				**148**
TOTAL		**1830**		

En ce qui concerne les tarifs de voirie, pour les déménagements et les travaux, et afin de tenir compte de la nouvelle tarification sur voirie votée en conseil municipal le 9 mars 2015, ils sont modifiés de la manière suivante :

Les tarifs relatifs à la neutralisation de places de stationnement liée à l'occupation du domaine public pour les déménagements, seront par place occupée et par jour de 8 € en zone jaune et 10 € en zone rouge. En ce qui concerne la neutralisation de places de stationnement liée à l'occupation du domaine public pour les travaux et autres, ils seront de 7 € par jour et par place occupée quel que soit la zone.

De plus, lors du conseil municipal du 9 mars dernier, une erreur s’est glissée dans les horaires de stationnement en zone rouge. Celle-ci est rétablie comme suit :

La zone rouge est payante de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 19h00.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/91
Modification de la règlementation du stationnement payant

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-29 et L.2333-87,

Vu la délibération n°10-142 du 13 septembre 2010 relative à l'approbation des contrats cadre d'abonnement dans les parcs de stationnement de la Commune,

Vu la délibération n°12/191 du 19 décembre 2012 approuvant la convention de mutualisation du parking Marie Curie et du parking de la S.A.I.E.M. rue Hoche,

Vu la délibération n°13/40 du 25 mars 2013 approuvant la création du parking Marie Curie, les tarifs et les nouveaux moyens de paiement de ce parking et du parking du port,

Vu la délibération n°13/138 du 18 novembre 2013 instaurant un tarif spécifique et provisoire pour les enseignants au parking marie curie ainsi que la modification du périmètre du stationnement payant,

Vu la délibération générale 15/29 du 9 mars 2015 portant réglementation du stationnement payant,

Considérant que la Commune de Nogent-sur-Marne gère le service de stationnement payant en régie directe,

Considérant que le Conseil Municipal fixe, sur les voies qu'il détermine, les tarifs de stationnement payant pour la surface et les ouvrages,

Considérant que les tarifs relatifs à la neutralisation de places de stationnement liée à l'occupation du domaine public (travaux, déménagements…) doivent être en conformité avec les nouveaux tarifs de voirie votés au conseil municipal de mars dernier,

Considérant que la réglementation du stationnement doit permettre la meilleure utilisation du domaine public en favorisant la rotation des véhicules et l'accès aux différents points d'intérêts du centre-ville,

Considérant qu'il existe un système de zonage suivant un système de couleur jaune et rouge modulant la tarification en fonction de l'implantation des zones de stationnement, permettant une rotation des véhicules sur le domaine public réservé au stationnement.

Considérant que le budget GPS doit s'équilibrer de manière autonome en dépenses comme en recettes,

Considérant que la loi 2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement, impose la gratuité sur l'ensemble de la voirie de la ville avec une limitation possible à 12 heures sans interruption,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Complète et modifie la délibération n°15/29 du 9 mars 2015 relative à la modification du périmètre et des tarifs de stationnement payant comme suit :

- Les titulaires d'une carte de Grands Invalides de Guerre ou Grands Invalides Civils (G.I.G-G.I.C) peuvent stationner gratuitement pendant 12 heures maximum sur tous les emplacements de voirie de la ville, s'ils sont en possession d'une carte européenne pour personne porteuse de handicap

Les places de stationnement relevant de la réglementation des G.I.G-G.I.C sont réparties dans les zones de stationnement réglementé de la manière suivante :

N°RUE	LOCALISATION	NBRE PLACE	REGLEMENTATION
38	armistice	1	payant
17	Charles VII	1	payant
4	Fontenay	1	payant
2	Eugene Galbrun	1	payant
	bld Gallieni	1	payant
20	bld Gallieni	1	payant
32	bld Gallieni	1	payant
1	bld Gambetta	1	payant
18	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
84	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
112	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
32	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
167	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
5	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
158	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
66	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
182	grande rue Charles de Gaulle	1	payant
70	Héros nogentais	1	payant
21 C	Héros nogentais	1	payant
34	Héros nogentais	1	payant
32	Héros nogentais	1	payant
8	Hoche	1	payant
Place	Jean Mermoz	1	payant
	Jean Monnet	1	payant
	Jean Soules	1	payant
2	av. Joinville	1	payant
2	place Leclerc	1	payant
	Lieutenant Ohresser	1	payant

N°RUE	LOCALISATION	NBRE PLACE	REGLEMENTATION
	Lieutenant Ohresser	1	payant
	av. Madeleine Smith champion	1	payant
	av. Madeleine Smith champion	1	payant
11	pasteur	1	payant
7	Paul Doumer	1	payant
3	Paul Doumer	1	payant
	Place de la mairie	2	payant
	port	1	payant
8	port	1	payant
En face 20	Rue André Pontier	1	Payant
4	source av.	1	zone bleue
15	bd Strasbourg	1	payant
48	bd Strasbourg	1	payant
11	Thiers	1	payant
5 Bis	Victor Basch	1	payant
43	Victor Basch	1	zone bleue
6	av. Watteau	1	payant
Vis-à-vis 5	Jean Monnet	1	payant
Ilôt	Chateaudun/Stalingrad	1	payant
Nombre total de places réglementées		47	

Le stationnement payant pour les personnes porteuses de handicap est maintenu dans tous les parcs en ouvrage et en enclos.

Article 2 : Abroge et remplace l'article 11 de la délibération 15/29 du 9 mars 2015 de la manière suivante :

- Les tarifs relatifs à la neutralisation de places de stationnement liée à l'occupation du domaine public pour les déménagements, seront par place occupée et par jour de 8 € en zone jaune et 10 € en zone rouge. En ce qui concerne la neutralisation de places de stationnement liée à l'occupation du domaine public pour les travaux et autres, ils seront de 7 € par jour et par place occupée

Article 3 : Redéfini les zones tarifaires du stationnement payant comme suit :

- Zone rouge de courte durée de 9h00 à 12h30 et de 14h à 19h00 stationnement gratuit les dimanches et jours fériés, en Août et limité à deux heures sur le même emplacement

- Zone jaune de longue durée de 9h00 à 19h00 stationnement gratuit les dimanches et jours fériés, en Août et limité à dix heures sur le même emplacement.

Les zones de stationnement payant sont les suivantes :

NOM DE LA VOIE	ROUGE		JAUNE	
	Pair	Impair	Pair	Impair
Avenue Clémenceau			3	6
Avenue de Joinville			39	41
Avenue Smith Champion			9	9

NOM DE LA VOIE	ROUGE		JAUNE	
	Pair	Impair	Pair	Impair
Avenue Watteau (***suppression des places en zone rouge à compter du 15/06/2015)***	**21**	**15**	5	3
Boulevard de la République			8	6
Boulevard de Strasbourg			52	63
Boulevard Gallieni		33	20	19
Boulevard Gambetta			3	25
Circulaire Leclerc				19
Grande Rue Charles de Gaulle	83	34	9	16
Place Pierre Semard				22
Rue de l'Abbé Guilleminault			12	2
Boulevard Albert 1er			35	
Rue Alphonse Ancellet	10	13		
Rue André Pontier		10		18
Rue de l'Armistice			27	
Rue Brillet	7			
Rue Charles VII			15	13
Rue Nazaré				16
Rue de Coulmiers			17	20
Avenue de la Belle Gabrielle (Côté Bois de Vincennes)				170
Rue Curé Carreau			12	
Rue des Défenseurs de Verdun				20
Rue Edmond Vitry			22	26
Rue Emile Brisson			15	
Rue Emile Zola			9	3
Rue Eugéne Galbrun	7	17		
Rue de Fontenay			6	6
Rue Gabriel Péri				11
Rue Gustave Lebègue			9	
Rue Guy Moquet			15	5
Rue des Héros Nogentais	12	23	31	21
Rue Hoche			27	16
Place Jean Mermoz				27
Rue Jean Monnet			13	36
Rue Jean Moulin			16	
Rue Jean Soulès			15	
Rue du Jeu de l'Arc	8			
Rue du Jeu de Paume			9	
Rue Jules Ferry	12			
Rue de l'Arboust			5	11
Rue du Lieutenant Ohresser	7	20		
Rue Maréchal Vaillant				11
Rue Pasteur				13
Rue Paul Bert	7			
Rue Paul Doumer			11	5
Rue Pierre Brossolette			8	11
Rue de Plaisance	14			
Rue du Port			24	8
Rue Dagobert				33

NOM DE LA VOIE	ROUGE		JAUNE	
	Pair	Impair	Pair	Impair
Rue Saint Sébastien	14			
Rue Théodore Honoré				8
Rue Thiers	16	17		
Rue Victor Basch				32
Route de Stalingrad			4	6
S/TOTAL PAR ZONE	**400**		**1282**	
Parking de la Mairie Square d'Estienne d'Orves			81	
Parking Maurice Chevalier Place Maurice Chevalier			31	
Parking Jean Soulés Rue Jean Soulès			24	
Îlot Rue de Chateaudun – Route de Stalingrad			12	
SOUS TOTAUX			**148**	
TOTAL	**1830**			

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE ET LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU SECOND DEGRE, RELATIVE A L'ORGANISATION DE LA MESURE DE RESPONSABILISATION

La mesure de responsabilisation figure dans le Code de l'Education au titre des sanctions applicables aux élèves qui commettent des actes répréhensibles dans le cadre scolaire. Elle consiste à faire participer l'élève, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures. Au cours de cette mesure, l'élève découvre les activités de la structure d'accueil (administration, association…) et assiste ou participe à l'exécution d'une tâche.

Ce dispositif est un outil de l'Education Nationale qui, tout en permettant à l'élève de conduire une réflexion sur la portée de son acte tant à l'égard de la victime que de la communauté éducative, vise à éviter un processus de déscolarisation. La mesure doit, en effet, permettre à l'élève de prendre conscience de ses potentialités et de construire son projet d'orientation scolaire, en favorisant sa responsabilisation.

Dans ce cadre, la Commune souhaite s'associer aux établissements nogentais du second degré et proposer un parcours pédagogique d'accueil sur ses services, élaboré en accord avec l'établissement concerné, en adéquation avec l'âge, la faute commise par le jeune et ses capacités. Le dispositif permet ainsi d'établir une cohérence de discours et d'actions entre les parents, l'établissement scolaire et la Commune.

Un représentant de l'administration municipale est ainsi amené à siéger à la commission éducative, instance composée du chef d'établissement, du Conseiller Principal d'Education (CPE), de parents, de professeurs et d'élèves, chargée de prononcer la mesure.

A titre d'information, en 2013 (délibération n°13/4 6), la Commune et la cité scolaire Edouard Branly ont signé une convention de partenariat pour la mise en oeuvre de « la mesure de responsabilisation ». A ce jour, 4 élèves du lycée ont été accueillis dans le cadre de ce dispositif et ont effectué des mesures d'une durée comprise entre 9 et 20 heures, au Pôle Jeunesse, au Centre Technique Municipal et au Service des Sports. Le bilan est positif, puisqu'aucun des élèves n'a fait l'objet de nouvelles sanctions disciplinaires.

Fort de cette expérience, cette action a été intégrée au contrat du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) 2014-2017, dans le programme d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance, l'objectif étant de généraliser cette mesure à l'ensemble des collèges et lycées publics et privés, qui le souhaitent.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la convention-type de partenariat entre la Commune et les établissements scolaires du secondaire, fixant les modalités d'exécution et le cadre réglementaire de la mesure de responsabilisation.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/92
Signature d'une convention de partenariat entre la Commune et les établissements scolaires du second degré, relative à l'organisation de la mesure de responsabilisation

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de l'Education et notamment son article R.511-13 relatif aux sanctions pouvant être prononcées à l'encontre des élèves des collèges et des lycées,

Vu le projet de convention de partenariat à signer entre la Commune et les établissements scolaires du second degré, prise en application de l'article R.511-13 du Code de l'éducation, pour la mise en œuvre de la mesure de responsabilisation,

Considérant que la mesure de responsabilisation consiste à proposer à un élève de participer à une activité éducative (20 heures au maximum) au sein d'un organisme public ou d'une association, en dehors des heures d'enseignement, afin de l'amener à réfléchir, d'une part, à la portée de son acte et d'autre part, à un projet d'orientation scolaire, l'objectif final étant de l'aider à prendre conscience de ses potentialités et d'éviter un processus de déscolarisation,

Considérant que la mise en œuvre de la mesure de responsabilisation est subordonnée à la signature d'une convention de partenariat associant le collège ou le lycée et la structure d'accueil,

Considérant que la Commune souhaite soutenir les établissements scolaires mettant en place des projets visant à responsabiliser les jeunes et à lutter contre le processus de déscolarisation,

Considérant que ce dispositif a été intégré au contrat du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) 2014-2017, dans le programme d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance,

Après examen lors de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve la convention de partenariat à passer entre la Commune et les établissements d'enseignement nogentais du second degré (collèges et lycées), relative à l'organisation de « La mesure de responsabilisation ».

Article 2 : Autorise le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout acte relatif à la mise en place de ce dispositif éducatif.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Convention de partenariat entre le ……et la commune de Nogent-sur-Marne, pour la mise en œuvre de « la mesure de responsabilisation »

prévue à l'article R. 511-13 du Code de l'éducation

Entre, d'une part,

L'établissement d'enseignement du second degré, **……. situé rue ……. 94130 Nogent-sur-Marne,** représenté par ……en qualité de **chef d'établissement**, après accord du conseil d'administration de l'établissement du 2015.
Tel : Fax :
Mail : @ac-creteil.fr
Site : www.

□ **Collège** □ **Lycée**

ci-après dénommé « l'Etablissement »,

Et, d'autre part,

La structure d'accueil, **la Commune de Nogent-sur-Marne** sise, Place Roland NUNGESSER, 94130 Nogent-sur-Marne, représentée par son Maire, **M. Jacques J.P.MARTIN dûment habilité à cet effet par la délibération n°15/ du 1er juin 2015**

ci-après dénommée « la Structure »,

Préambule

La présente convention, prise en application de l'article R. 511-13 du Code de l'éducation relatif aux sanctions qui peuvent être prononcées à l'encontre des élèves, est conclue entre l'Etablissement et la Structure susceptible d'accueillir des élèves dans le cadre de mesures de responsabilisation après accord du conseil d'administration de l'établissement conformément au c) du 6° de l'article R. 421-20 du Code de l'éducation.

La mesure de responsabilisation a pour objectif de faire participer les élèves, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives. Au cours de cette mesure, les élèves peuvent découvrir les activités de la Structure d'accueil, assister ou participer à l'exécution d'une tâche ou d'un atelier pédagogique avec les jeunes qui y sont accueillis.

Le contenu de la mesure de responsabilisation doit respecter la dignité de l'élève, ne pas l'exposer à un danger pour sa santé, et demeurer en adéquation avec son âge et ses capacités.

La mesure de responsabilisation est mise en place pour éviter un processus de déscolarisation tout en permettant à l'élève de témoigner de sa volonté de conduire une réflexion sur la portée de son acte tant à l'égard de la victime que de la communauté éducative. Cette mesure est destinée à aider l'élève à prendre conscience de ses potentialités et à favoriser un processus de responsabilisation.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les règles que l'Etablissement scolaire et la Structure susceptible d'accueillir des élèves, dans le cadre de mesures de responsabilisation, s'engagent à respecter pour la mise en œuvre d'une telle mesure.

Article 2 - Modalités d'exécution

Préalablement à la mise en œuvre de chaque mesure de responsabilisation, **l'annexe 1** de la présente convention détermine les modalités d'exécution de la mesure.

Elle est signée par le chef d'établissement, le responsable de la Structure accueillante, l'élève ou son représentant légal s'il est mineur.

Il comprend les éléments suivants :

- nom de l'élève concerné ;
- date de naissance ;
- nom du représentant légal de l'élève, s'il est mineur ;
- nom et qualité de la personne en charge de l'accueil au sein de la structure d'accueil ;
- nom du personnel de l'établissement en charge de suivre le déroulement de la mesure ;
- dates, durée et modalités d'exécution de la mesure ;
- objectifs de la mesure de responsabilisation ;
- principales activités à réaliser et lieu(x) d'exécution ;

Il précise, autant que nécessaire, les conditions de transport.
Il mentionne les assurances souscrites par l'établissement et la structure d'accueil.
Le temps consacré à la mesure de responsabilisation ne peut excéder trois heures par jour, en dehors des heures d'enseignement de l'élève, ni requérir la présence de l'élève plus de quatre jours par semaine. Cette mesure peut être réalisée dans différents services d'une même structure et ne doit pas dépasser 20 heures.

Article 3 - Statut de l'élève

L'élève demeure pendant toute la durée de la mesure de responsabilisation sous statut scolaire et reste, à ce titre, sous l'autorité du chef de son établissement.

Article 4 - Obligations du responsable de la structure d'accueil

Les obligations du responsable de la Structure sont notamment de :

- présenter à l'élève la structure d'accueil ;
- faire accomplir à l'élève des activités correspondant à la fois à ses aptitudes et aux objectifs de la mesure de responsabilisation (voir préambule) ;
- diriger, accompagner et contrôler l'exécution de l'activité ou des tâches à accomplir;
- renseigner la fiche bilan des objectifs de la mesure de responsabilisation (**annexe 2).**

Article 5 – Assurances

Le responsable de la Structure d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à la Structure à l'égard de l'élève ;
- soit en ajoutant à son contrat « responsabilité civile » déjà souscrit un avenant relatif à l'accueil des élèves.

Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile des élèves pour les dommages qu'ils pourraient causer pendant la durée ou à l'occasion de la mesure de responsabilisation, en dehors de la structure d'accueil ou sur le trajet menant soit au lieu où se déroule la mesure de responsabilisation, soit au domicile, soit au retour vers l'établissement.

Article 6 - En cas d'accident

En cas d'accident survenu à l'élève, soit au cours de la réalisation de la mesure de responsabilisation, soit au cours du trajet, le responsable de la Structure s'engage à informer le chef d'établissement sans délai, qui effectuera les démarches auprès de son assurance.

Article 7 - Suivi du dispositif

Le chef d'établissement et le responsable de Structure se tiennent mutuellement informés des difficultés, notamment celles liées aux absences éventuelles de l'élève, qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront d'un commun accord, avec les personnes en charge de suivre le déroulement de la mesure, les dispositions adéquates pour y mettre un terme.

Le chef d'établissement met fin à la mesure de responsabilisation à tout moment lorsque, notamment, la structure d'accueil ne satisfait plus :

- aux conditions d'hygiène, de sécurité et de moralité indispensables au bon déroulement de la mesure ;

- aux conditions d'encadrement nécessaires à la mise en œuvre des objectifs précisés dans les dispositions particulières d'ordre éducatif.

Le responsable de la Structure informe sans délai le chef d'établissement de tout manquement par l'élève à ses obligations ainsi que de tout incident survenu du fait de l'élève et notamment de son absence éventuelle, ainsi que de tout problème pouvant entraîner une suspension ou la fin de la mesure (décision devenant exécutoire dès que le chef d'établissement a été informé).

A l'issue du parcours d'accueil du jeune au sein de la Structure, son responsable organise avec lui un moment d'échange réflectif afin qu'il renseigne la fiche bilan de la mesure d'accompagnement **(annexe 3 de la présente convention)**.

Article 8 – Communication

Un exemplaire de la présente convention est remis à l'élève ou à son représentant légal, s'il est mineur, ainsi qu'au personnel de l'établissement et de la structure d'accueil en charge de suivre la réalisation de la mesure.

Article 9 - Durée de la convention cadre, modification et renouvellement

La présente convention est signée pour une durée de **3 ans** à compter de la date de sa signature.
Elle est tacitement reconductible. Elle peut être modifiée par avenant à la demande de l'un ou l'autre des signataires. Avant la date d'échéance, la convention peut être dénoncée à la condition de respecter un délai de trois mois précédant la rentrée scolaire.
Elle sera résiliée de plein droit dans l'hypothèse où l'une des parties ne respecterait pas les engagements, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Un rapport d'activité est établi par les signataires. Il comporte une évaluation du dispositif avec les indicateurs associés.

Fait le … 2015

Pour l'établissement
M./Mme
Chef d'établissement

Pour la Commune,
M. Jacques J.P. Martin
Maire de Nogent sur Marne
Président de la Communauté
d'Agglomération de la Vallée de la Marne

ANNEXE 1 (1/2)

MODALITÉS DE RÉALISATION

Document précisant les modalités de réalisation d'une mesure de responsabilisation

L'établissement
Nom :
N° UAI :
Adresse :
N° téléphone :
Représenté par (nom), chef d'établissement
Mél. :

La structure d'accueil
Nom:
Adresse :
Domaine d'activités :
N° téléphone :
Représenté(e) par (nom), responsable de la structure d'accueil
Mél. :

L'élève
Prénom :
Nom :
Date de naissance :
Classe :
Nom du représentant légal de l'élève, s'il est mineur :
Adresse personnelle :
N° téléphone :

Annexe pédagogique
Nom de la personne en charge de l'accueil au sein de la structure d'accueil :
Fonction :
Nom du membre du personnel de l'établissement chargé de suivre le déroulement de la mesure de responsabilisation :
Fonction :
Dates du début et de fin de la mesure de responsabilisation :
Durée de la mesure de responsabilisation :

Horaires journaliers de l'élève (sous réserve de modifications liées à l'organisation du travail ou aux intérêts pédagogiques) :

	Matin		Après-midi	
Lundi	de	à	de	à
Mardi	de	à	de	à
Mercredi	de	à	de	à
Jeudi	de	à	de	à
Vendredi	de	à	de	à
Samedi	de	à	de	à

ANNEXE 1 (2/2)

1. Modalités d'exécution de la mesure de responsabilisation : (déplacement)

2. Objectifs de la mesure de responsabilisation :

3. Principales activités à réaliser et lieu(x) d'exécution :

Assurances

Pour la structure d'accueil
Nom de l'assureur :
N° du contrat :

Pour l'établissement
Nom de l'assureur :
N° du contrat :
Fait le 26 février 2013

Pour l'établissement
M. Bernard PRADEILLES
Chef d'établissement

Pour la Commune,
M. Jacques J.P. Martin
Maire de Nogent sur Marne
Conseiller Général du Val de Marne
Président de la communauté
d'agglomération de la Vallée de la Marne

L'élève et son représentant légal, s'il est mineur.

À notifier au responsable de la structure d'accueil et à l'élève ou, si ce dernier est mineur, à son représentant légal.

ANNEXE 2

Date :

BILAN DE LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT

(A compléter par la structure d'accueil)

Appréciation établie par M. ……. structure d'accueil : …….

A l'attention de l'élève …….. …….

	BILAN DE L'ACCOMPAGNEMENT *placer des croix dans les cases*			
	Très bien	Bien	Moyen	Insuffisant
Ponctualité/Assiduité				
Compréhension de la mesure d'accompagnement				
Implication de l'élève dans l'accomplissement des tâches				
Initiatives personnelles				
Relationnel avec les autres membres de l'équipe				
Respect des règles de fonctionnement de la structure d'accueil				

Observation du responsable de la structure d'accueil :

Investissement et comportement général de l'élève :

Conseils pour progresser :

Signature et cachet du responsable de la structure :

Signature de l'élève :

ANNEXE 3

Date :

FICHE BILAN DE LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT

(A compléter par l'élève)

<u>Détail des tâches accomplies durant la mesure d'accompagnement</u> :

-

-

-

-

-

-

-

<u>Ce que tu retiens de positif</u>

<u>Ce que tu retiens de négatif</u>

Signature de l'élève :

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF MUNICIPAL « AIDE AUX PROJETS JEUNES », EN DIRECTION DES JEUNES NOGENTAIS AGES DE 16 A 25 ANS

Par la délibération n°14/148 du 10 juillet 2014, la Commune a décidé de ne plus verser à l'association « Ecole de la 2ème Chance du Val de Marne » une cotisation annuelle de 6 000 €.

Il est proposé d'affecter cette somme à de nouvelles actions portées par le Pôle Jeunesse et en particulier, au développement d'un nouveau dispositif, qui répondrait plus largement aux attentes et aux besoins des jeunes Nogentais âgés de 16 à 25 ans.

Ce dispositif municipal d'« Aide aux Projets Jeunes » a pour objectif d'assurer un accompagnement des jeunes vers l'autonomie et de les soutenir dans leurs projets individuels ou collectifs.

Ce dispositif municipal d'« Aide aux Projets Jeunes » se décline sous la forme de bourses et s'articule autour de 3 thématiques, comme suit :

1- Bourse à la formation

Diplômes concernés :

- Le BAFA (stage théorique et stage perfectionnement)

Le coût moyen des deux stages est de 450€ soit environ 900€ au total, selon les organismes et la spécialisation.

Pour les jeunes Val de Marnais, il existe déjà deux aides :

- Le Conseil Général verse 100€ par stage effectué, cette somme étant déduite du coût de la formation facturé par l'organisme conventionné.
- La CAF accorde une aide aux stagiaires inscrits en phase BAFA3 (stage de perfectionnement), sans condition de ressources ni d'âge, y compris pour les non allocataires. Celle-ci est de 91,47€ (cette aide n'est pas valable pour les formations organisées à l'étranger). Une autre subvention d'un montant maximum de 106,71€ est accordée pour les sessions «animation de la petite enfance».

Stage théorique 1 : 450 € - 100 € (CG) reste 350 € à la charge du jeune
Stage approfondissement 3 : 450 € - 91€ (CAF) - 100 euros (CG) = reste à payer 259 € pour le jeune.

- Nombre de bénéficiaires envisagé : 15
- Montant de la bourse : 50% du reste à payer par le jeune (autres aides déduites).
  Soit 175€ pour le stage théorique ou 130€ pour le stage d'approfondissement.
- Critères : être Nogentais, âgés de 17 à 25 ans. Justifier des aides du Conseil Général et de la CAF.

Montant annuel : 2 250 €

- Le PSC1

Le PSC1 est un diplôme de secourisme qui remplace l'ancienne Attestation de Formation aux Premiers Secours (AFPS). La formation au PSC1 ne nécessite aucun prérequis. Ce diplôme est obligatoire dans certains cas, notamment pour exercer des fonctions d'encadrement telles que la surveillance des piscines ou encore pour présenter des concours (professeurs des écoles par exemple).

- Nombre de bénéficiaires envisagé : 15
- Montant de la bourse : 60 euros
- Critères : être Nogentais, âgé de 16 à 25 ans

Montant annuel : 900 €

- Le Brevet de Surveillant de Baignade (BSB)

Ce diplôme permet d'assurer la surveillance des baignades en accueils de loisirs et séjours de vacances. Il est délivré à la suite d'un examen organisé par la DDICS la Fédération Française de Sauvetage et Secourisme (FFSS).
C'est une plus-value certaine lors d'un entretien d'embauche et la garantie de trouver un emploi saisonnier.

- Nombre de bénéficiaires envisagé : 6
- Montant de la bourse : 100 €
- Critères : être Nogentais, âgé de 18 à 25 ans, titulaire du PSC1

Montant annuel : 600 €

2- Bourses aux projets individuels ou associatifs

A travers l'expression artistique, sportive ou l'engagement associatif, les jeunes expriment à leur manière leur citoyenneté, leur regard sur le monde et leur souhait d'y trouver une place.

La Commune souhaite accompagner les projets de ces jeunes en leur proposant une aide financière, logistique ou administrative.

Chaque dossier sera étudié par une commission amenée à statuer sur le montant de l'aide accordé au projet. Cette dernière sera composée de l'élue de secteur, de la DGA en charge de la Jeunesse, du responsable du Pôle Jeunesse, de l'animateur en charge du dispositif et d'un membre du Conseil des Jeunes Nogentais.

- Critères : - être Nogentais, âgé de 16 à 25 ans.
  - la candidature de mineurs est admise sous réserve de l'accord du représentant légal.
  - proposer un budget en équilibre (dépenses égales aux recettes) et faire apparaitre d'autres recettes ou demandes de subventions.

Si le projet est collectif, le groupe doit comporter au minimum 50 % de Nogentais et justifier dans ce cas, des démarches engagées auprès des autres communes pour bénéficier d'aides financières.

Montant annuel : 1 000 €

3- Bourse à la mobilité

- Le Brevet de Sécurité Routière (BSR)

Depuis le 1er janvier 2004, les jeunes âgés de 16 ans doivent obligatoirement avoir le BSR pour conduire un cyclomoteur sur la route.

La Commune prendra en charge une partie du coût de la partie pratique, la partie théorique étant dispensée au collège, par l'obtention de l'Attestation scolaire de sécurité routière de premier niveau relative aux règles générales de sécurité routière.

- Critères : être Nogentais, âgé de 16 à 25 ans
- Montant de la bourse : 125 €

Montant annuel : 1250 €

En conclusion, ces nouveaux dispositifs permettront de répondre aux attentes et aux besoins de plus de 50 Nogentais.

Le montant alloué par thématique est prévisionnel et pourra être réévalué en fonction des demandes, dans le respect de l'enveloppe globale annuelle, qui s'élève pour l'année 2015 à 6 000 €.

Un règlement intérieur fixe les conditions d'utilisation de ce dispositif.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'approuver la mise en place du dispositif « Aide aux Projets Jeunes » en direction des jeunes nogentais âgés de 16 à 25 ans ainsi que son règlement intérieur.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/93
Mise en place du dispositif municipal « Aide aux Projets Jeunes », en direction des jeunes nogentais âgés de 16 à 25 ans

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu la délibération n° 14/148 du 10 juillet 2014 déc idant de l'arrêt du versement de la cotisation annuelle de 6000 €, de la Commune à l'association « École de la 2ème chance du Val de Marne » (E2C),

Considérant que le Pôle Jeunesse souhaite développer un dispositif d'aide financière, sous forme de bourses, en direction des jeunes Nogentais âgés de 16 à 25 ans, afin de répondre à leurs aspirations et leurs besoins dans le domaine de la formation, de l'engagement citoyen et de la mobilité,

Considérant que la Commune souhaite consacrer la somme précédemment versée à l'Ecole de la 2ème Chance à la mise en place de nouveaux projets en direction des jeunes Nogentais âgés de 16 à 25 ans,

Considérant qu'il est indispensable que ce dispositif soit doté d'un règlement intérieur,

Après examen lors de la Commission Permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er: Décide de la création du dispositif Municipal « Aide aux Projets Jeunes», en direction des jeunes Nogentais âgés de 16 à 25 ans.

Article 2 : Approuve le règlement intérieur du dispositif « Aide aux Projets Jeunes ».

Article 3 : Impute les dépenses correspondantes à la section de fonctionnement du budget du Pôle Jeunesse, de l'exercice en cours.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

REGLEMENT INTERIEUR DU DISPOSITIF
AIDE AUX PROJETS JEUNES

Préambule :

La Commune de Nogent sur Marne a mis en place un nouveau dispositif municipal, appelé « Aide aux projets Jeunes » qui vise à assurer un accompagnement des jeunes vers l'autonomie et à les soutenir dans leurs projets individuels ou collectifs.

ARTICLE 1 : OBJET

« **Aide aux projets jeunes** » est un dispositif municipal en direction des jeunes nogentais âgés de 16 à 25 ans autour de **3 thématiques** :

1- La formation

Diplômes concernés :

- Le BAFA (stage théorique et perfectionnement)
- Le PSC1
- Le Brevet de Surveillant de Baignade (BSB)

2- Les projets individuels ou associatifs

A travers l'expression artistique, sportive ou l'engagement associatif, les jeunes expriment à leur manière leur citoyenneté, leur regard sur le monde et leur souhait d'y trouver une place.

La Commune souhaite accompagner les projets de ces jeunes en leur proposant une aide financière, logistique ou administrative.

3- La mobilité

Formation concernée :

Le Brevet de Sécurité Routière (BSR)

ARTICLE 2 : NATURE DE L'AIDE

L'aide octroyée peut se décliner sous différentes formes :

- Administrative : conseils, aide à la rédaction, recherche de financement, accès à un réseau
- Logistique avec la mise à disposition de moyens matériels : recherche internet, locaux…
- Financière : versement d'une aide financière. L'aide s'effectue par l'attribution d'une bourse de compte à compte, après avis d'une commission d'attribution (article 7)

ARTICLE 3 : MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La Commune s'engage à soutenir les projets personnels ou collectifs des jeunes Nogentais par l'octroi d'une aide financière par projet, par jeune et une seule fois dans l'année.

BAFA (stage théorique et perfectionnement)
Montant de la bourse : 50% du reste à payer par le jeune (aides CAF et Conseil Général déduites). Soit 175€ pour le stage théorique ou 130 € pour le stage d'approfondissement.
Critères : être Nogentais, âgés de 17 à 25 ans. Justifier des aides du Conseil Général et de la CAF.

PSC1
Montant de la bourse : 60 euros
Critères : être Nogentais, âgé de 16 à 25 ans

Brevet de Surveillant de Baignade (BSB)
Montant de la bourse : 100 €
Critères : être Nogentais, âgé de 18 à 25 ans, titulaire du PSC1

Brevet de Sécurité Routière (BSR)
Montant de la bourse : 125 €
Critères : être Nogentais, âgé de 16 à 25 ans

Le montant de l'aide octroyée sera versé directement auprès de l'organisme de formation, sur présentation d'une facture, par mandat administratif, sous 30 jours.

Aide aux projets individuels ou associatifs
Montant fixé par la commission d'attribution en fonction du projet
Critères : être Nogentais, âgé de 16 à 25 ans.

La candidature des mineurs est admise sous réserve de l'accord du représentant légal.

Si le projet est collectif, le groupe doit comporter au minimum 50 % de Nogentais et justifier dans ce cas des démarches engagées auprès des autres communes pour bénéficier d'aides financières.

Les projets présentés par une association ne sont pas recevables, sauf si l'association est constituée pour l'objet même du projet. Sont exclues également les associations bénéficiant d'une subvention annuelle allouée par la Commune.

Il est demandé de faire apparaître obligatoirement un apport personnel ou un cofinancement.

En fonction de la thématique choisie, des critères spécifiques complémentaires sont appliqués :
- La dimension citoyenne du projet, et notamment l'implication des porteurs de projet pour associer d'autres jeunes, favoriser la rencontre et la réflexion, développer l'insertion sociale et culturelle, dynamiser la vie locale, favoriser la solidarité internationale.
- Le caractère original et innovant du projet,
- L'engagement propre du/des jeune(s) dans le projet (participation en nature ou financière).

Le montant de l'aide octroyée sera versé directement au jeune, en deux fois, par mandat administratif, sous 30 jours.
Un acompte de 50% avant le début du projet et le solde après la réalisation du projet sur présentation des justificatifs de dépenses et du bilan.

ARTICLE 4 : INSCRIPTION

Afin de solliciter l'aide la ville, le ou les jeunes doivent remettre un dossier de candidature rempli avec l'ensemble des pièces justificatives, au Pôle Jeunesse.

Pièces justificatives :

-Dossier de candidature dûment rempli
-Pièce d'identité
-Justificatif de domicile
-Descriptif détaillé du projet
-Budget prévisionnel en équilibre, faisant apparaitre les charges et les recettes
-Autre demandes de subventions
-RIB du demandeur pour les projets individuels ou collectifs

Dès lors, un récépissé attestant le dépôt du dossier sera remis.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DU JEUNE

Chaque jeune ou groupe s'engage ainsi à faire connaître les évolutions de son projet ainsi qu'un bilan et à participer aux actions de valorisation du dispositif organisées par la ville.

ARTICLE 6 : COMMISSION D'ATTRIBUTION

La commission est constituée : de l'Adjointe au maire chargé de l'Enfance, de l'Education et de la Jeunesse, de la Directrice Générale Adjointe des Services en charge de la Jeunesse, du responsable du Pôle Jeunesse, de l'agent en charge du dispositif « Aide aux Projets Jeunes » et d'un membre du Conseil des Jeunes Nogentais (CJN).

Les jeunes porteurs de projets peuvent être invités à présenter leur projet lors de ces commissions.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Si nécessaire, le ou les jeunes s'engagent à souscrire les assurances indispensables à la réalisation du projet. Ces documents devront être présentés avec le dossier de demande d'aide.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DES PROJETS

Toute modification ou annulation du projet retenu (par exemple : les objectifs, le calendrier ou la composition de l'équipe …) doit être notifiée au Service Jeunesse. Si la modification s'avère de nature à compromettre la bonne réalisation du projet, la Commune pourra demander le remboursement des sommes versées.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

Le présent règlement sera affiché au Pôle Jeunesse et remis aux jeunes lors du retrait du dossier.

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : RECONDUCTION DU PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE ET L'ECOLE DE CIRQUE ITALO MEDINI

Suite au succès rencontré lors du stage qui s'est tenu les 14 et 15 mars 2015 où une vingtaine d'enfants du Conservatoire ont pu bénéficier d'une initiation aux Arts du cirque, ainsi qu'aux nombreux retours très positifs des parents, le conservatoire souhaite reconduire le partenariat avec le cirque Italo Médini pour la rentrée scolaire 2015-2016.

Le partenariat se définit comme suit :

Dans le cadre de son activité « centre de formation professionnel », l'école de cirque Italo Medini sollicite la Commune (via son conservatoire) afin de conduire la mise en place du module d'enseignement « danse classique ».

Ainsi, pendant la durée de l'année scolaire 2015-2016, la Commune s'engage à dispenser des cours hebdomadaires de danse classique à destination des stagiaires en formation professionnelle de l'école de cirque Italo Médini ainsi qu'à une prise en charge complète de leurs frais et droits d'inscriptions, et ce, à hauteur de 4 élèves maximum.
Pour l'année scolaire 2014-2015, 3 stagiaires ont pu bénéficier de ce dispositif.

Pour information, ces frais et droits d'inscription s'élèvent à un montant de 320 euros par élève.

En échange de cette formation, l'école de cirque Italo Medini s'engage à mettre en place, gracieusement, une formation, sur un week-end de mars 2016, portant sur la thématique suivante : « Initiation aux arts du cirque » et ce, à destination du jeune public du conservatoire.
Le programme pédagogique sera communiqué avant la mise en place du stage.

Par conséquent, la Commune et l'école de cirque Italo Medini doivent conclure une convention précisant leurs obligations respectives et les modalités d'application de ce partenariat.

Il est à noter que ce dispositif pourra être reconduit dans le cadre d'une nouvelle convention.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/94
Reconduction du partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne et l'école de cirque Italo Medini

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le projet de convention de partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne et l'école de cirque Italo Medini,

Considérant qu'une convention de partenariat a été passée entre la Commune de Nogent-sur-Marne et l'école de cirque Italo Medini pour l'année scolaire 2014/2015,

Considérant que, dans le cadre de son activité « centre de formation professionnel », l'école de cirque Italo Medini sollicite de nouveau la Commune pour la mise en place du module d'enseignement « danse classique »,

Considérant que la Commune souhaite renouveler cette collaboration,

Considérant qu'ainsi, pendant la durée de l'année scolaire 2015-2016, la Commune s'engage à dispenser des cours hebdomadaires de danse classique à destination des stagiaires en formation professionnelle de l'école de cirque Italo Médini ainsi qu'à une prise en charge complète de leurs frais et droits d'inscriptions, et ce, à hauteur de 4 élèves maximum,

Considérant que ces frais et droits d'inscription s'élèvent à un montant de 320 euros par élève,

Considérant qu'en échange de cette formation, l'école de cirque Italo Medini s'engage à mettre en place, gracieusement, une formation, sur un week-end, portant sur la thématique suivante : « Initiation aux arts du cirque » et ce, à destination du jeune public du conservatoire,

Considérant que ce partenariat favorise l'échange de savoir-faire, le partage de compétences et la transversalité entre deux équipements culturels,

Considérant, par conséquent, que les modalités d'application de ce partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne et l'école de cirque Italo Médini doivent être définies par convention,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approuve la convention de partenariat à passer entre l'école de cirque Italo Médini et la Commune de Nogent-sur-Marne pour l'année scolaire 2015/2016.

Article 2 : Autorise le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention.

Article 3 : Décide d'imputer les dépenses correspondantes au budget communal.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE ET L'ECOLE DE CIRQUE ITALO MEDINI

Entre les soussignés :

L'école de cirque Italo Medini
Raison sociale : Association Verstraete Création
Association loi 1901
Adresse : Espace Culturel Gérard Philippe
26 rue Gérard Philippe 94120 Fontenay sous Bois

représentée par Anne Sophie Bremaud en tant que Directrice Administrative.

et

Raison sociale LA COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE
Adresse Hôtel de Ville de Nogent-sur-Marne
Place Roland Nungesser
94130 NOGENT-SUR-MARNE

représentée par Monsieur Jacques J.P. MARTIN, Maire de Nogent-sur-Marne, domicilié en cette qualité en l'hôtel de Ville de Nogent-sur-Marne, Place Roland Nungesser- 94130 Nogent-sur-Marne, dûment habilité par la délibération n°15 / du 1er juin 2015

OBJET de la Convention :

La présente convention a pour objet de reconduire le partenariat existant entre la Commune de Nogent-sur-Marne, via son Conservatoire, et l'école de cirque Italo Medini et d'en préciser les modalités de fonctionnement.

Ce partenariat se définit comme suit :

Dans le cadre de son activité « centre de formation professionnel», l'école de cirque Italo Medini sollicite la Commune de Nogent-sur-Marne, via son conservatoire, pour mettre en place un module d'enseignement « danse classique ».

En échange de cette formation, l'école de cirque Italo Medini s'engage à mettre en place, gracieusement, une formation, sur un week-end, portant sur la thématique suivante : « Initiation aux arts du cirque » à destination du jeune public du conservatoire.

Article 1 Obligations de la Commune :

Pendant la durée de l'année scolaire 2015-2016, la Commune, via son conservatoire, s'engage à accueillir dans le cadre d'un cours de danse classique d'une durée 1h15 hebdomadaire les stagiaires de la formation professionnelle de l'école de cirque Italo Medini et à prendre en charge complète les frais d'inscriptions, soit 320 euros par élève et ce, pour 4 élèves maximum.

Le Conservatoire dispensera les cours de danse dans des locaux adaptés aux exigences et conformités qu'exige la discipline, au sein de la nouvelle maison des associations située rue Jean Monnet, le cours sera assuré par son professeur de danse classique.

Article 2 <u>Conditions financières</u> :

La Commune prend en charge le coût des frais d'inscription au Conservatoire des quatre élèves de l'école du cirque Italo Medini soit un montant maximum de 1280 euros au total.

Article 3 <u>Obligations de l'Ecole de cirque</u> :

L'école de cirque s'engage à assurer, gratuitement, un stage d'initiation aux arts du cirque qui se déroulera sur un week-end, le samedi dans les locaux du Conservatoire et le dimanche sous le chapiteau Italo Medini à Fontenay-sous-Bois, la date restant à définir entre les 2 parties.

Le stage pourra accueillir jusqu'à 30 élèves du Conservatoire.

L'école du cirque dispensera le stage d'initiation aux arts du cirque dans des locaux adaptés. L'école du cirque devra être en conformité avec l'application du droit du travail. L'école de cirque met à disposition les professeurs qualifiés nécessaires au bon déroulement de ce stage et prend à sa charge les frais afférents aux salaires et charges de son personnel.

Article 4 <u>Assurances</u>:

La Commune déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à ses activités. Les élèves inscrits en danse devront toutefois fournir une attestation médicale certifiant qu'ils n'ont aucune contre-indication à cette pratique.

Les activités effectuées par l'école du cirque sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle devra donc être assurée en responsabilité civile.

Article 5 <u>Annulation du contrat :</u>

Le présent contrat se trouvera suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.

Article 6 <u>Résiliation :</u>

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs clauses de la convention, cette dernière sera résiliée après une mise en demeure préalable de 8 jours de se conformer aux dispositions de la convention. Cette mise en demeure sera adressée par courrier recommandé.
En cas de résiliation, la partie défaillante se trouvera dans l'obligation de verser à l'autre une indemnité égale aux frais engagés par cette dernière.

Article 7 <u>Compétence juridique :</u>

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun, mais seulement après épuisement des voies de recours amiables (conciliation…).

Article 8 <u>Élection de domicile :</u>

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :
- Pour la Commune de Nogent-sur-Marne en l'hôtel de Ville de Nogent-sur-Marne (94130),
- Pour l'Ecole de cirque au siège social de l'association désignée ci-dessus.

Fait à Nogent sur Marne, en trois exemplaires, le / /2015

Pour la Commune de Nogent-sur-Marne	Pour l’Ecole de cirque
Jacques J.P Martin	Anne Sophie Bremaud
Maire de Nogent-sur-Marne	Directrice Administrative

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

15/95

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION A LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES POUR LA RESTAURATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES

Depuis 1994, la ville de Nogent-sur-Marne consacre une part de son budget à la conservation de son patrimoine archivistique (registres paroissiaux, cadastres…). En 2015, elle entreprend de restaurer un ensemble de plans d'architectes.

Ces 216 plans constituent un témoignage rare et précieux du patrimoine bâti de Nogent-sur-Marne de l'entre-deux-guerres. En effet, avant 1943, la législation ne prévoit pas de permis de construire. Il n'existe que des déclarations de construction dont le dépôt est aléatoire et qui prend la forme de plans d'architectes. Or, ces plans sont aujourd'hui la seule représentation dont nous disposons de certaines propriétés nogentaises disparues dans les années cinquante ou soixante. Ces plans gardent la trace, souvent de qualité, de l'urbanisation (pavillons ou logements collectifs) des années vingt et trente de Nogent-sur-Marne.

Très endommagés, ces plans nécessitent des réparations, entoilages, mises en pochette au ph neutre. Ils pourront être désormais accessibles au public.

Il est donc nécessaire d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à solliciter cette subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles qui apporte un soutien aux activités patrimoniales des services territoriaux d'archives.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/95
Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour la restauration de documents d'archives

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code du patrimoine et notamment l'article L. 212-6,

Considérant le programme de restauration et de mise en valeur du patrimoine archivistique de la ville de Nogent-sur-Marne pour l'ensemble de plans d'architectes de l'entre-deux-guerres,

Considérant la possibilité de solliciter auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles une subvention,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Sollicite une subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles relative au programme de restauration et de mise en valeur de son patrimoine archivistique.

Article 2 : Autorise le Maire ou l'Adjoint Délégué à demander cette subvention et à signer tout acte relatif à ce dossier.

Article 3 : Inscrit la recette correspondante au budget communal.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE FRANCIS POULENC

Depuis la reprise en régie des activités du Conservatoire de Musique et d'Art Dramatique Francis Poulenc en février 2011, les tarifs ont été clarifiés et simplifiés, le quotient familial a été mis en place et des nouveaux tarifs ont été créés pour les nouvelles activités, seuls les tarifs de location des instruments ont été réévalués en 2014.

Les tarifs appliqués étant dans la moyenne des tarifs des établissements des villes alentour, nous vous proposons une augmentation générale de 2 % sur des tarifs identiques depuis 2011.

Une augmentation plus importante, de l'ordre de 6 % soit plus 10 € sur le tarif le plus élevé peut être appliqué sur l'éveil artistique. En effet le conservatoire de Nogent propose un éveil artistique global incluant le théâtre, la musique et l'éveil corporel avec un temps de cours double de celui des autres conservatoires.

Le tarif différencié selon le quotient familial des familles, pour les inscriptions et la location d'instruments ainsi que le tarif dégressif pour les inscriptions de plusieurs membres sont évidemment maintenu :

	ENFANTS NOGENTAIS				**ADULTES NOGENTAIS**	**NON NOGENTAIS**
	Tranches A à D jusqu'à 656	Tranches E de 656,1 à 1006	Tranche F de 1006,1 à 1500	Tranche G >1500		
Cycle instrument (Instrument + FM + chorale ou musique d'ensemble)	290 € *294 €*	350 € *357 €*	371 € *378 €*	412 € *420 €*	412 € *420 €*	597 € *608 €*
2ièm instrument (sur dossier)	200 € *203 €*	243 € *247 €*	257 € *261 €*	286 € *291 €*	286 € *291 €*	410 € *418 €*
Pratique collective seule - Formation musicale - Chorale - Atelier jazz - Ensembles - atelier de composition musicale - atelier d'expression sur les arts du cirque - Option musique au baccalauréat	140 € *143 €*	170 € *173 €*	180 € *184 €*	200 € *204 €*	200 € *204 €*	290 € *296 €*
Formation musicale + une pratique collective	224 € *228 €*	272 € *277 €*	288 € *293 €*	320 € *326 €*	320 € *326 €*	460 € *470 €*

	ENFANTS NOGENTAIS				ADULTES NOGENTAIS	NON NOGENTAIS
	Tranches A à D jusqu'à 656	Tranches E de 656,1 à 1006	Tranche F de 1006,1 à 1500	Tranche G >1500		
Eveil Artistique	122 € *130 €*	150 € *157 €*	158 € *166 €*	175 € *185 €*		252 € *262 €*
Initiation artistique	215 € *220 €*	260 € *268 €*	278 € *283 €*	309 € *315 €*		440 € *450 €*
Danse	224 € *228 €*	272 € *277 €*	288 € *293 €*	320 € *326 €*	320 € *326 €*	460 € *470 €*
Théâtre	203 € *207 €*	247 € *252 €*	261 € *266 €*	290 € *296 €*	290 € *296 €*	415 € *423 €*
Hors Cursus	600 €				650 €	650 €

Les tarifs de location des instruments ont été réévalués en 2014, nous vous proposons de maintenir les mêmes tarifs :

	ENFANTS NOGENTAIS				ADULTES NOGENTAIS	NON NOGENTAIS	CAUTION
	Tranches A à D jusqu'à 656	Tranches E de 656,1 à 1006	Tranche F de 1006,1 à 1500	Tranche G >1500			
Violons	70	85	90	**100**	**100**	**145**	**500**
Flûte	70	85	90	**100**	**100**	**145**	**390**
Violoncelles / Clarinettes	105 €	125 €	135 €	**150 €**	**150 €**	**215 €**	**800/ 1 000**
Alto	85 €	105 €	110 €	**125 €**	**125 €**	**175 €**	**800**
Contrebasse	120 €	150 €	160 €	**175 €**	**175 €**	**245 €**	**1 500**
Basson / Cor	140 €	170 €	180 €	**200 €**	**200 €**	**290 €**	**2 000**

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de valider la nouvelle grille tarifaire du conservatoire.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

N°15/96
Modification de la grille tarifaire du Conservatoire de Musique et d'Art Dramatique Francis Poulenc

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-29,

Vu la délibération 11/03 du 24 janvier 2011 actant la reprise en régie des activités du Conservatoire de Musique et d'Art Dramatique Francis Poulenc,

Vu la délibération 11/07 du 24 janvier 2011 fixant les tarifs d'inscription et de location d'instruments au conservatoire,

Vu la délibération 11/114 du 6 juin 2011 modifiant les tarifs d'inscription et de location d'instruments au conservatoire et modifiant le règlement intérieur,

Vu la délibération 12/131 du 9 juillet 2012 simplifiant la grille tarifaire,

Vu la délibération 14/81 du 12 mai 2014 incluant dans la grille tarifaire les nouvelles activités et revalorisant le tarif de location des instruments,

Considérant la nécessité de réévaluer la grille tarifaire,

Après examen lors de la commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Fixe les tarifs d'inscription comme suit :

	ENFANTS NOGENTAIS				**ADULTES NOGENTAIS**	**NON NOGENTAIS**
	Tranches A à D jusqu'à 656	Tranches E de 656,1 à 1006	Tranche F de 1006,1 à 1500	Tranche G >1500		
Cycle instrument (Instrument + FM + chorale ou musique d'ensemble)	294 €	357 €	378 €	420 €	420 €	608 €
2ièm instrument (sur dossier)	204 €	248 €	262 €	292 €	292 €	418 €
Pratique collective seule - Formation musicale - Chorale - Atelier jazz - Ensembles - atelier de composition musicale - atelier d'expression sur les arts du cirque - Option musique au Baccalauréat	143 €	173 €	184 €	204 €	204 €	296 €

	ENFANTS NOGENTAIS				ADULTES NOGENTAIS	NON NOGENTAIS
	Tranches A à D jusqu'à 656	Tranches E de 656,1 à 1006	Tranche F de 1006,1 à 1500	Tranche G >1500		
Formation musicale + une pratique collective	228 €	277 €	293 €	326 €	326 €	470 €
Eveil Artistique	130 €	157 €	166 €	185 €		257 €
Initiation Artistique	220 €	268 €	283 €	315 €		450 €
Danse	228 €	277 €	293 €	326 €	326 €	470 €
Théâtre	207 €	252 €	266 €	296 €	296 €	423 €
Hors Cursus	600 €				650 €	650 €
Aide au développement de la pratique amateur extérieure et accompagnement de projets artistiques	100 €	122 €	128 €	143 €	143 €	143 €

Le tarif enfants concerne les mineurs et les étudiants de moins de 26 ans.

Article 2 : Un tarif famille sera appliqué en cas de plusieurs inscriptions au sein d'une même famille : moins 15 % pour le second inscrit, moins 25 % pour le troisième et suivant inscrit.

Article 3 : Fixe les tarifs de location d'instrument pour une durée de douze mois comme suit :

	ENFANTS NOGENTAIS				ADULTES NOGENTAIS	NON NOGENTAIS	CAUTION
	Tranches A à D jusqu'à 656	Tranches E de 656,1 à 1006	Tranche F de 1006,1 à 1500	Tranche G >1500			
Violons	70	85	90	**100**	**100**	**145**	**500**
Flûte	70	85	90	**100**	**100**	**145**	**390**
Violoncelles / Clarinettes	105 €	125 €	135 €	**150 €**	**150 €**	**215 €**	**800/ 1 000**
Alto	85 €	105 €	110 €	**125 €**	**125 €**	**175 €**	**800**
Contrebasse	120 €	150 €	160 €	**175 €**	**175 €**	**245 €**	**1 500**
Basson / Cor	140 €	170 €	180 €	**200 €**	**200 €**	**290 €**	**2 000**

Article 4 : Dit que les recettes correspondantes seront inscrites au Budget communal, sous les rubriques correspondantes.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE, LES LYCEENS ET LA CPE DE BRANLY

Le Conservatoire ambitionne d'élargir ses missions et de toucher un plus large public, particulièrement celui de la tranche des 15-18 ans.

Ainsi, a été mise en place une nouvelle activité d'aide au développement de la pratique amateur (soutien de projets artistiques extérieurs à l'établissement).

Par ailleurs, le lycée Branly organise depuis plusieurs années un tremplin musical (rencontre musicale), offrant la possibilité aux jeunes lycéens-artistes de Branly de se produire au Théâtre « La Scène Watteau ».
Le Conservatoire est associé à cette opération, dans le cadre de la sélection sur audition des candidats au tremplin.

Le conservatoire souhaite donner un prolongement à cette action et soutenir le projet artistique d'un lycéen de Branly en ayant fait la demande

Pour ce faire, durant l'année scolaire 2015-2016, le conservatoire s'engage à accompagner et développer le projet artistique d'un lycéen de Branly, dont le dossier a été déposé, à raison d'une heure de soutien hebdomadaire, ainsi qu'à prendre en charge complètement les frais et droits d'inscriptions inhérents à cette aide, et ce, à hauteur du coût d'une inscription en pratique amateur.

Ces frais et droits d'inscription s'élèvent à un montant de 140 euros.

Ce partenariat favorise l'ouverture du Conservatoire sur une population qui ne fréquente pas l'établissement. De plus, cela élargit ses missions pour un service à la population optimisé.

Les modalités d'application de ce partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne, Zacharie De La Lande d'Olce, jeune lycéen-artiste de Branly, et Chantal Cocotier, CPE du lycée Branly, sont définies par convention.

Les membres du Conseil Municipal doivent ainsi délibérer sur la passation de cette convention de partenariat.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N° 15/97
Partenariat entre la Commune de Nogent sur Marne, les Lycéens et la CPE de Branly

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le projet de convention de partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne, le jeune lycéen-artiste Zacharie De La Lande d'Olce de Branly, et la CPE Chantal Cocotier du lycée Branly,

Considérant sa nouvelle activité d'aide au développement de la pratique amateur proposée au Conservatoire,

Considérant que le Conservatoire souhaite élargir ses missions et son public, sur la tranche des 15-18 ans,

Considérant que le Conservatoire a pour vocation d'aider au développement de projets artistiques extérieurs,

Considérant qu'ainsi, pendant la durée de l'année scolaire 2015-2016, le conservatoire s'engage à dispenser un cours hebdomadaire, visant à développer un projet artistique extérieur présenté par un lycéen de Branly, ainsi qu'à une prise en charge complète des frais et droits d'inscription, et ce, à hauteur du coût d'une inscription en pratique amateur,

Considérant que ces frais et droits d'inscription s'élèvent à un montant de 140 euros par élève,

Considérant que ce partenariat favorise l'ouverture du Conservatoire sur une population qui ne fréquente pas l'établissement, et que cela élargit ses missions pour un service à la population optimisé,

Considérant, par conséquent, que les modalités d'application de ce partenariat entre la Commune de Nogent-sur-Marne, le jeunes lycéen-artiste Zacharie De La Lande de Branly et la CPE Chantal Cocotier du lycée Branly, doivent être définies par convention,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Approuve la convention de partenariat à passer entre la Commune de Nogent-sur-Marne, le jeune lycéen-artiste Zacharie De La Lande d'Olce de Branly, et la CPE Chantal Cocotier du lycée Branly,

Article 2 : Autorise le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention.

Article 3 : Décide d'imputer les dépenses correspondantes au budget communal.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE, CHANTAL COCOTIER, CPE DU LYCEE BRANLY ET ZACHARIE DE LA LANDE D'OLCE, LYCEEN PORTEUR D'UN PROJET ARTISTIQUE.

Entre les soussignés :

De La Lande d'Olce Zacharie
22 avenue du Val de Beauté
94130 Nogent-sur-Marne

et

Cocotier Chantal
CPE du Lycée E.Branly
8 rue Bauyn de Perreuse
94130 Nogent-sur-Marne

et

LA COMMUNE DE NOGENT-SUR-MARNE
Hôtel de Ville de Nogent-sur-Marne
Place Roland Nungesser
94130 NOGENT-SUR-MARNE

représentée par Monsieur Jacques J.P. MARTIN, Maire de Nogent-sur-Marne, dûment habilité par la délibération n°15/ en date du

Objet de la Convention : Accompagnement de projet artistique extérieur

Le lycée Branly organise depuis plusieurs années un tremplin musical (rencontre musicale), offrant la possibilité aux jeunes lycéens-artistes de Branly de se produire au Théâtre « La Scène Watteau ».
Le Conservatoire est associé à cette opération, dans le cadre de la sélection sur audition des candidats au tremplin.
Le Conservatoire souhaite accompagner les lycéens sélectionnés dans leur projet musical en les aidant à le développer.

Le Conservatoire et le lycée Branly envisagent la démarche suivante :

Une vingtaine de candidats se présentent avec une œuvre musical qu'ils vont jouer.
Chaque projet musical est écouté et permet d'être ou non retenu pour se produire sur scène.
Les lauréats sont ensuite invités à présenter par l'intermédiaire d'un dossier de candidature, leur projet artistique (groupe de musique, ensemble instrumental, projet solo…), en y indiquant leurs perspectives et motivations.
Le Conservatoire et la CPE du lycée Branly, étudient la totalité des candidatures reçues et sélectionnent le projet le plus pertinent, offrant le plus de possibilités en termes de développement et d'optimisation. Le Conservatoire travaillera donc avec un projet qu'il sera en mesure de faire progresser, car il possède l'ensemble des compétences requises pour le faire évoluer, plutôt que de choisir un projet musical qu'il ne sera pas en mesure de développer car éloigné de son champs d'actions (un projet musical avec des compétences de disc-jockey par exemple)

Il sera alors proposé au jeune auteur du projet, de faire évoluer celui-ci auprès d'un enseignant « spécialiste » du domaine de compétence requis.

La durée de cette aide sera d'une heure hebdomadaire, et ce, durant toute une année scolaire. Conjointement à cette intervention, il lui sera proposé de disposer d'une salle équipée du Conservatoire une autre heure durant, afin de retravailler en autonomie ce qui a été préalablement « corrigé » par l'enseignant-référent.

Article 1 Obligations de la Commune :

La Commune s'engage à assurer la mise en place et le bon fonctionnement du dispositif suscité, à savoir offrir gratuitement au candidat dont le projet aura été retenu, une aide personnalisée auprès d'un enseignant spécialisé durant une heure hebdomadaire, et ce durant l'année scolaire 2015-2016.
Chaque semaine, le candidat bénéficiera également de la mise à disposition d'une salle équipée du Conservatoire, pendant une heure, afin de retravailler, en autonomie, les recommandations de l'enseignant.

Article 2 Conditions financières :

La Commune de Nogent-sur-Marne s'engage à prendre en charge le prix de cette inscription dont le coût s'élève à 140 euros (prix d'une inscription en pratique amateur au Conservatoire) pour l'année scolaire.

Article 3 Obligations du lycéen :

Le lycéen faisant partie du projet retenu s'engage à respecter la procédure d'inscription au Conservatoire et à en accepter le règlement intérieur.

Article 4 Assurances :

La Commune déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à ses activités.

Article 5 Annulation du contrat :

Le présent contrat se trouvera suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.

Article 6 Résiliation du contrat :

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs clauses de la convention, cette dernière sera résiliée après une mise en demeure préalable de se conformer aux dispositions de la convention, restée sans effet pendant 8 jours. Cette mise en demeure sera adressée par courrier recommandé.

Article 7 Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Melun, mais seulement après épuisement des voies de recours amiables (conciliation…).

Article 8 Élection de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :
- Pour la Commune de Nogent-sur-Marne en l'Hôtel de Ville de Nogent-sur-Marne (94130),
- Pour Chantal Cocotier, CPE du lycée Branly. 8, rue de Baüyn de Perreuse, 94130 Nogent-sur-Marne.

- Pour Zacharie De La Lande d’Olce, 22 avenue du Val de Beauté, 94130 Nogent-sur-Marne

Fait à Nogent sur Marne, en trois exemplaires, le / /2015

Pour la Commune de Nogent-sur-Marne	Pour le Lycée Branly	Le lycéen du projet retenu
Jacques J.P Martin	Chantal Cocotier	Zacharie De La Lande d’Olce
Maire de Nogent-sur-Marne	CPE du lycée Branly	

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPELLATION DE NOGENT SUR MARNE "COMMUNE TOURISTIQUE"

Dès 2004, la Ville de Nogent a œuvré pour obtenir de l'Etat la reconnaissance de son caractère touristique. Ces démarches ont finalement abouti à l'attribution à Nogent de la dénomination de « Commune touristique » par le Préfet du Val-de-Marne en 2010.

Cette dénomination s'appuie sur les éléments suivants :

- la capacité hôtelière
- la présence d'un Office de Tourisme classé
- la politique d'animation.

Elle participe ainsi à la notoriété de notre territoire et contribue à positionner Nogent comme ville-phare de l'Est parisien.

Le bénéfice de l'appellation étant attribué pour cinq ans, il convient de solliciter à nouveau l'Etat et donc de demander à la Communauté d'agglomération, compétente en matière de tourisme, de porter cette demande.

Forte de tous ses atouts, fière de son passé et de ses attraits, la Commune de Nogent-sur-Marne se projette demain comme LA ville touristique de l'est métropolitain.

Il est donc demandé aux membres du Conseil d'approuver l'appellation de la Commune de Nogent-sur-Marne comme « Ville touristique ».

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

N° 15/98
Appellation de Nogent sur Marne "Commune touristique"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu l'article L 133-11 du Code du Tourisme qui stipule notamment que « Les communes qui mettent en œuvre une politique du tourisme et qui offrent des capacités d'hébergement (…) peuvent être dénommées « communes touristiques »,

Vu l'article L 133-12 dudit code, qui indique : cette « dénomination est accordée par l'autorité administrative compétente prise pour une durée de cinq ans »,

Vu la circulaire interministérielle du 3 décembre 2009, qui précise les modalités de l'accord préfectoral,

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-5426 du 10 juin 2010 portant dénomination de la Commune en « Commune touristique »,

Vu la lettre du Préfet du Val-de-Marne en date du 13 avril 2010, établissant la compétence de la Communauté d'agglomération de la Vallée de la Marne en vue de porter cette démarche,

Considérant l'attribution de la dénomination « commune touristique » par le Préfet du Val-de-Marne par arrêté du 10 juin 2010,

Considérant qu'il convient de solliciter de nouveau cette dénomination,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Sollicite le renouvellement de la dénomination de Nogent comme « Commune touristique » et demande à la Communauté d'agglomération de la Vallée de la Marne de porter cette démarche.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

nogent marne
COMMUNE TOURISTIQUE
1001
Port de plaisance
RESTAURANT
SALLE

1. Nogent, le bien vivre à l'est de Paris

2. La trace du passé dans la ville

3. Un patrimoine original en banlieue

4. Un accueil de qualité au service des visiteurs

5. Nogent, ville littorale de l'intérieur

6. Une ville au rythme de la culture

7. Un tourisme résolument tourné vers la Marne

8. Une dynamique touristique en marche

9. Une démarche touristique reconnue

1. NOGENT, LE BIEN VIVRE A L'EST DE PARIS

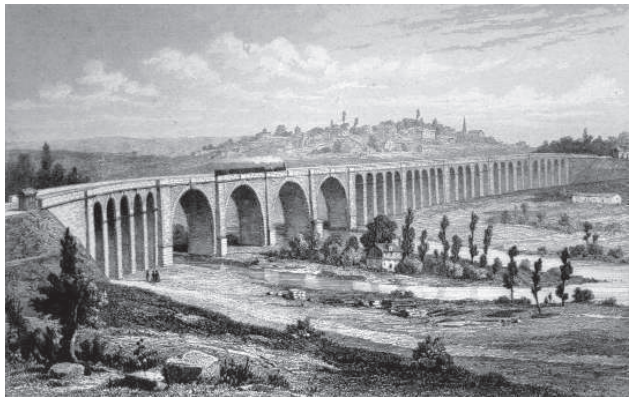
Située aux portes de Paris, Nogent-sur-Marne s'étend sur 286 hectares au nord du département du Val-de-Marne. Bordée à l'ouest par le Bois de Vincennes et au sud par la Marne, la commune s'étage sur le versant sud du plateau de Romainville.

Nogent apparaît aujourd'hui comme un pôle attractif pour les micro-entreprises et les services. Le territoire est bien desservi grâce à un important réseau d'infrastructures (autoroutes A4, A86, lignes de RER A et E…). Afin de promouvoir un développement socio-économique harmonieux, Nogent s'est engagé dans la Communauté d'agglomération de la Vallée de la Marne et dans l'ACTEP (Association des Collectivités Territoriales de l'Est Parisien).

Nogent a connu une croissance démographique importante ces dernières années, pour s'établir à 30 884 habitants (estimation insee 2015). La ville se caractérise par un tissu urbain dense et fortement résidentiel. L'habitat homogène est constitué en majorité de petits immeubles collectifs, mais l'habitat pavillonnaire est préservé.

Nogent, sous-préfecture du Val-de-Marne, offre à ses habitants une gamme complète d'équipements administratifs, scolaires, culturels et sportifs. Un tissu de commerces, qui privilégient la qualité, est complété par deux marchés, dont l'un, le marché du Centre, rayonne sur les villes voisines. En outre, la commune bénéficie d'un cadre de vie particulièrement agréable grâce à la proximité du Bois de Vincennes et de la Marne. Un effort particulier est réalisé par la ville sur l'environnement et le cadre de vie. Des plantations variées agrémentent la ville récompensée chaque année au concours des Villes et Villages Fleuris.

Le pressoir, musée de Nogent



Le viaduc de Nogent, musée de Nogent

2. LA TRACE DU PASSÉ DANS LA VILLE

Des traces d'occupation préhistoriques, gallo-romaines et mérovingiennes ont été trouvées à Nogent. Au XIIe siècle, on entreprend la construction, dans le style roman, du clocher de l'église Saint-Saturnin, dont la construction sera poursuivie dans le nouveau style ogival au XIIIe siècle. Deux Rois de France ont marqué l'histoire de la ville : Charles V fait construire (ou agrandir) le manoir de Beauté-sur-Marne, où il meurt en 1380. Au siècle suivant, Charles VII donne ce manoir à sa maîtresse Agnès Sorel, qui devient alors la Dame de Beauté. Aux XVIIe et au XVIIIe siècles, des nobles et bourgeois parisiens construisent des maisons de campagne à Nogent, à l'image de l'Hôtel des Coignard et de la Maison des Artistes.

Au milieu du XIXe siècle, avec l'arrivée du chemin de fer, le village de cultivateurs et de vignerons qu'est Nogent se transforme. Nogent va s'orienter vers une évolution résidentielle. En centre ville, les immeubles vont prendre la place des fermes. Une nouvelle forme de villégiature apparaît alors que le Parisien cossu construit sa résidence secondaire sur les bords de Marne. Le lotissement du Château du Perreux va conduire à la naissance d'un nouveau quartier qui sera érigé en commune distincte en 1887. Le chemin de fer va aussi favoriser l'installation des guinguettes sur les bords de Marne. C'est la Belle Epoque des canotiers, des fêtes nautiques, des baignades, qui valent à Nogent d'être passée dans la mémoire collective comme l'un des lieux de naissance des loisirs de masse…

Pendant l'entre-deux-guerres, l'évolution urbaine se poursuit et dans la deuxième moitié du XXe siècle, Nogent s'enrichit de nombreux équipements collectifs. La rénovation du centre ville est également entreprise. A l'orée du XXIe siècle, Nogent, coquette cité résidentielle de banlieue, garde dans son paysage urbain la trace d'un riche passé.

3. UN PATRIMOINE ORIGINAL EN BANLIEUE PARISIENNE

3.1 LES MONUMENTS CLASSÉS ET INSCRITS

L'église Saint-Saturnin (clocher seul MH)

Le clocher de style roman a été édifié au XIIe siècle. L'église, dont les plus anciennes voûtes remontent au XIIIe siècle, a plusieurs fois été remaniée, notamment aux XVIIe et XXe siècles. Elle est placée sous le vocable de Saint Saturnin, martyrisé dans le sud de la France, dont le culte a été diffusé en Ile-de-France par des pèlerins.

L'église Saint-Saturnin

L'Hôtel des Coignard (MH)

Bel exemple de maison de campagne, élevée à la fin du XVIIe siècle et acquise par la Ville en 1914 pour abriter police et justice. Son nom rappelle une dynastie d'imprimeurs du Roi qui l'occupa durant le XVIIIe siècle. Aujourd'hui, il abrite un pôle culturel pluridisciplinaire. Son théâtre de verdure paysagé a été aménagé pour proposer des spectacles. Il se prolonge par un parc public destiné aux familles.

L'Hôtel des Coignard

MH = Monument Historique
Inv = Classé à l'inventaire supplémentaire

Le Pavillon Baltard

Le Cinéma Royal Palace

La Maison des Artistes (MH)

Il s'agit de deux belles propriétés typiques des maisons de villégiature des nobles et bourgeois parisiens dans le courant des XVIIe et XVIIIe siècles. L'une d'elles a connu parmi ses propriétaires Henri-Charles Arnauld de Pomponne, Ambassadeur de France et Ministre des Affaires Etrangères.

Le Pavillon Baltard (MH)

Il s'agit d'un prestigieux témoin des premières architectures métalliques. Pour la construction des Halles Centrales, Napoléon III avait demandé à l'architecte Victor Baltard de construire des « parapluies de fer ». Au moment du transfert des Halles à Rungis, l'Etat décida de conserver l'un des pavillons remonté ensuite à Nogent.

Le Cinéma Royal Palace (Inv)

La belle façade du début des années 20 annonce les tendances architecturales de l'art déco. Avant d'être dédié au cinéma, le Royal Palace a été une salle de spectacles et de galas.

3.2 L'ARCHITECTURE ART NOUVEAU ET ART DÉCO

Villas et immeubles des Nachbaur

Nogent recèle quelques exemples très intéressants de l'architecture Art nouveau qui fleurit au début du XXe siècle. Une famille d'architectes locaux, les Nachbaur père et fils, a édifié de nombreuses villas et immeubles qui témoignent de ce style. Une attention particulière est donnée à l'ornementation des façades. Les motifs végétaux, les lignes courbes et les matériaux nouveaux comme le fer forgé et la céramique caractéristiques de l'Art nouveau sont largement employés dans l'architecture des Nachbaur. Une de ces villas, *La Détente*, maison d'Albert Nachbaur, figure aujourd'hui à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

Plaque apposée sur les constructions des Nachbaur

Villas de Gérard Tissoire

L'architecte Gérard Tissoire (1892-1979) a construit la plupart des villas du côté nord de la rue Lepoutre à Nogent entre 1924 et 1935. Tissoire, qui se disait «pauvre fils de maître maçon» voulait que chacune de ses maisons soit «conçue pour donner un maximum de commodité, de confort, de luminosité, pour la joie et la santé des occupants ; qu'elle soit harmonieuse avec un brin d'élégance.» Le style pittoresque et la variété des façades dus à l'emploi de volumes et de matériaux très divers (meulière, bois, fer forgé, enduit…) caractérisent son architecture.

Villas de Gérard Tissoire, rue Lepoutre

Le casino du Viaduc

Le casino Convert

3.3 L'HÉRITAGE DE LA BELLE EPOQUE DES BORDS DE MARNE

Les guinguettes des bords de Marne

Les guinguettes ont participé à la célébrité de Nogent à la Belle Epoque. Les quais comptaient de nombreuses guinguettes. Certaines sont restées présentes dans la mémoire collective comme les casinos Tanton et Convert.

Les guinguettes se sont développées autrefois aux abords de la capitale alors que Bercy, Charonne, Belleville n'étaient encore que de simples villages. Quelques restaurateurs voyant les canotiers s'emparer de la rivière prirent l'initiative d'installer des établissements sur les bords de Marne dans les années 1860.

L'essor du chemin de fer permit alors à une clientèle plus importante de quitter Paris le temps d'un dimanche pour profiter des plaisirs des guinguettes, d'autant qu'en 1906, une loi institue le repos dominical pour tous les travailleurs. Des plus modestes aux plus imposants, de nombreux établissements rivalisaient sur les bords de Marne. Pour ne citer que les plus célébres, le casino Tanton proposait une façade Art Nouveau, alors que le Casino Convert s'orientalisait dans le style mauresque et que le Casino du Viaduc reprenait le style anglo-normand des villas balnéaires et copiait le Moulin Rouge....

Les guinguettes permettaient à leur public de boire, manger, chanter, danser et profiter de toutes les attractions proposées (balançoires, tir, vélos fantaisistes). Pendant la saison, des fêtes nautiques et des courses d'aviron étaient organisées. Sur les bords de Marne, c'était pratiquement un véritable parc d'attractions qui fonctionnait ainsi le dimanche...

Régates sur la Marne

Les villas de l'île de Beauté

Clubs nautiques et garages à bateaux

Importés d'Angleterre, les sports nautiques et en particulier l'aviron font leur apparition en France sur la Marne vers 1850. Ces pratiques connaissent un large succès. De nombreux clubs nautiques et garages à bateaux s'installent sur la Marne. Ils se caractérisent par une architecture en bois de style balnéaire. Depuis plus d'un siècle, les clubs d'aviron de Nogent contribuent à animer le bassin.

Les villas des bords de Marne

Les bords de Marne deviennent au XIXe siècle un lieu de villégiature apprécié des Parisiens. Les villas sont construites dans les styles éclectiques de l'époque : néo-régionaliste, néo-gothique, art nouveau… Les maisons, orientées face à la Marne, profitent de la vue et de la lumière et sont surélevées à cause des inondations fréquentes. Les villas les plus cossues possèdent un garage à bateaux et une salle à manger d'été, petit pavillon isolé qui exprime l'art de vivre "à la campagne". Plusieurs de ces architectures peuvent être encore admirées à Nogent le long de la promenade de l'île de Beauté**.**

4. UN ACCUEIL DE QUALITÉ AU SERVICE DES VISITEURS

Office du tourisme

L'office de tourisme communautaire de la Vallée de la Marne (Nogent/Le Perreux), association loi 1901, est classé deux étoiles. Il a pour mission d'accueillir la population locale et les visiteurs, et de les informer sur les équipements et les activités de loisirs à Nogent, dans le Val-de-Marne et plus largement en Ile-de-France. Par ailleurs, l'office du tourisme propose des circuits découverte des bords de Marne et des visites guidées sur l'architecture Art nouveau à Nogent.

Visite guidée sur les bords de Marne

Hébergement

Plusieurs hôtels de qualité sont implantés à Nogent, sur les bords de Marne :

- **l'hôtel *Nogentel***, classé trois étoiles, est équipé de 60 chambres, ainsi que de salles de séminaires, d'un auditorium et de deux restaurants

- **l'hôtel *Campanile Nogent*** classé trois étoiles, propose 84 chambres, 2 salles de séminaires et un restaurant de 80 couverts

- **l'hôtel *Ibis*** classé deux étoiles, dispose de 74 chambres, une salle de séminaires et un restaurant de 74 couverts

- la résidence hôtelière *Adagio* classée résidence de tourisme 3 étoiles, dispose de 50 appartements confortables et climatisés, tous meublés et équipés d'une cuisine.

Restauration

On trouve également un nombre important de restaurants (environ 35). Ces restaurants proposent une cuisine variée : cuisine française traditionnelle, cuisine étrangère (italienne, marocaine, indienne, asiatique…) et restauration rapide.

Le port de Nogent

Promenade aménagée au port de Nogent

5. NOGENT, VILLE LITTORALE DE L'INTÉRIEUR

La Marne constitue un atout touristique majeur pour la Ville de Nogent. C'est pourquoi la majeure partie des activités de loisirs est concentrée sur les bords de la rivière.

Nogent est doté d'un important complexe touristique en bords de Marne constitué d'**un centre nautique** et d'**un port de plaisance**. Sa capacité d'accueil en fait l'un des plus importants ports de plaisance de la région parisienne. Le port dispose en effet de 110 anneaux. Chaque année, 30 000 nuitées sont enregistrées au port. 20% de la clientèle est d'origine étrangère (principalement des Belges, Anglais, Hollandais et Allemands). Le port propose également **des locations de pédalos et de petits bateaux** sans permis, électriques ou à moteur (que vont remplacer les premiers).

Par ailleurs, la société *Nayptune* organise sur la Marne **des croisières** de 45 minutes au départ du port de Nogent. La compagnie a accueilli 10 000 passagers en 2013. 85% de la clientèle est constituée de groupes dont 45% viennent de province. L'association « Au Fil de l'Eau » propose **des randonnées fluviales** pédagogiques d'une journée et de plusieurs jours. Depuis l'été 2003, **un service gratuit de passeur de rives** a été mis en place et relie le port de Nogent à la ville de Champigny située sur l'autre rive de la Marne.

Enfin, d'autres équipements complètent cette offre de loisirs :
- **une piscine,** équipée d'un bassin extérieur de 50 mètres, ouvert toute l'année, et d'une fosse à plongeon, a comptabilisé 161 000 entrées en 2014
- **2 clubs d'aviron** sur l'île des Loups
- **un bowling** situé au port de Nogent

Les bords de Marne offrent aussi **de belles promenades à pied et à vélo.**

6. UNE VILLE AU RYTHME DE LA CULTURE

La Ville de Nogent mène avec ses partenaires une politique culturelle active notamment à travers l'action de plusieurs établissements culturels de qualité.

Le musée de Nogent

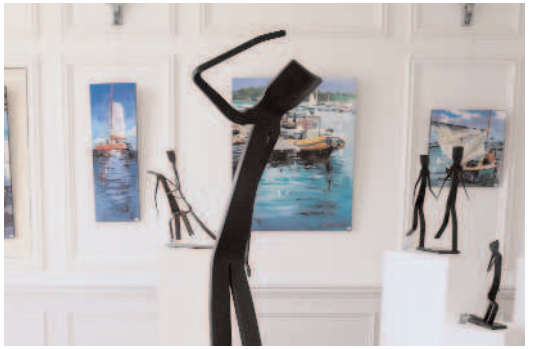
Le musée propose une exposition permanente consacrée à la Marne, à ses paysages, à ses architectures et aux loisirs qui s'y sont développés à la Belle Epoque (les guinguettes, le canotage, les baignades, les sports nautiques...). Par ailleurs, le musée présente des expositions temporaires sur un thème d'histoire régionale. Il propose également des visites guidées commentées et des activités pédagogiques.

En barque sur la Marne, musée de Nogent

L'Hôtel des Coignard

Le Carré des Coignard occupe le rez-de-chaussée de cette ancienne demeure du XVIIe siècle située en centre-ville. Ce lieu, géré par la commune est dédié à la création contemporaine. Il accueille des expositions en intérieur et extérieur.

Les deux étages supérieurs de l'Hôtel des Coignard sont occupés par le conservatoire de musique et d'art dramatique Francis Poulenc.



Exposition au Carré des Coignard

La Côte Baltard

Les Médièvales

Le Pavillon Baltard

Reconverti, le Pavillon Baltard accueille tout au long de l'année des manifestations événementielles, concerts, spectacles privés et des salons professionnels ou grand public. Quarante ans après son implantation, le Pavillon Baltard connaît une nouvelle jeunesse, une programmation davantage tournée vers le grand public pour répondre à ce nouveau challenge.

La Scène Watteau

La Scène Watteau est un théâtre en plein essor qui propose une programmation pluridisciplinaire essentiellement axée sur le théâtre et le spectacle vivant. Une "Petite scène" est destinée à la programmation musicale. La Scène Watteau s'est engagée dans une politique de création et de coproduction afin de mener une action culturelle forte et originale en direction des publics les plus larges et variés. Elle est notamment conventionnée "Jeune public".

Evénementiels

Des manifestations d'envergure sont organisées tout au long de l'année et donnent à la ville un caractère festif. *La Côte Baltard, le Festival de l'Oh !, les joutes parisiennes sur la Marne, la Fête nationale et son spectacle pyrotechnique musical, le Village des associations, les Médiévales, les Journées du Patrimoine, le Salon de l'artisanat et des métiers d'art* sont devenus des rendez-vous incontournables. Chaque année,d'autres événements viennent compléter cette programmation.

Les associations locales, en particulier la Maison des Jeunes et de la Culture, la Maison de la Culture juive, participent pleinement à cette dynamique culturelle.

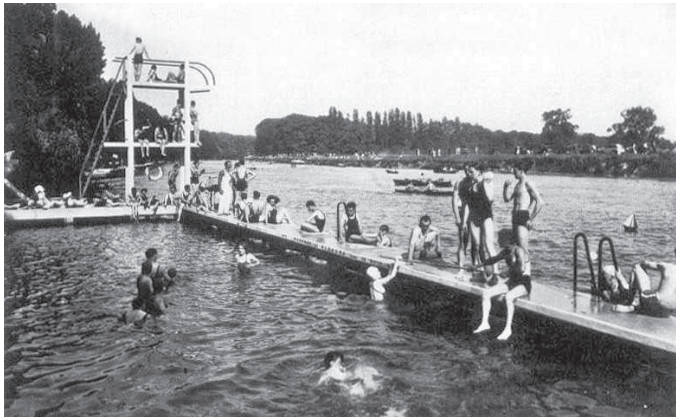
7. UN TOURISME RÉSOLUMENT TOURNÉ VERS LA MARNE

Les bords de Marne ont été à la Belle Epoque un véritable pôle d'attraction pour les Parisiens qui venaient se divertir dans les guinguettes et profiter des loisirs nautiques. Ce passé a doté le site d'un capital de notoriété important. En outre, la Marne a conservé un patrimoine culturel et naturel remarquable et fait aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt.

C'est pourquoi les Boucles de la Marne ont été retenues dans le cadre d'un projet d'*Itinéraire Culturel Européen*, label qui viendra distinguer le site et conforter sa notoriété. Cette démarche est portée par le Comité Départemental du Tourisme du Val-de-Marne.

La Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne, qui comprend les communes de Nogent et du Perreux, s'inscrit directement dans cette démarche départementale en proposant une véritable politique de développement touristique des bords de Marne sur son territoire.

Les projets mis en œuvre tiennent compte à la fois des différents potentiels touristiques (tourisme vert, fluvial, culturel) et des activités existantes (port de plaisance, hôtels, croisières...).



Les baignades dans la Marne

Vue aérienne du port de Nogent

Le passeur de rives

Festival de l'Oh ! 2013

8. UNE DYNAMIQUE TOURISTIQUE EN MARCHE

La politique communautaire du tourisme a retenu quatre orientations :

1 - Favoriser les circulations douces sur les bords de Marne

- Un passeur de rives a été établi pour permettre aux promeneurs de franchir la Marne, de Nogent à Champigny, sans emprunter le pont de Nogent. Un nouveau passseur verra le jour entre Nogent et Joinville

- Des itinéraires cyclables ont été aménagés à Nogent, pour sécuriser la circulation des deux roues. Ils permettent le raccordement du réseau cyclable du Bois de Vincennes à celui du Perreux

Il conviendra encore de :

- proposer la location de vélos en haute saison sur les bords de Marne

- poursuivre l'aménagement des berges de la Marne par la plantation d'arbres et la mise en place d'une signalétique et d'aires de repos

2 - Elargir l'offre touristique

Il s'agit de :

- proposer avec les différents partenaires locaux de nouveaux produits : croisières pour les seniors et les personnes à mobilité réduite, sorties en bateau pour les scolaires, visites guidées à vélo

- développer des manifestations sportives et culturelles pour animer les bords de Marne comme le *Festival de l'Oh!*

- renforcer le tourisme d'affaires sur le territoire par le développement de séminaires et de salons.

3 - Aménager l'île des Loups

Un parcours nature-découverte a été implanté sur un terrain de 3 hectares appartenant à la Ville de Nogent. Il s'agit de sensibiliser les publics (en particulier les scolaires) au patrimoine naturel remarquable et fragile des îles de la Marne. L'île n'étant accessible que par la voie d'eau, la fréquentation est maîtrisée afin de concilier les plaisirs de la découverte et la protection d'un environnement fragile

Visite pédagogique sur l'île des Loups

4 - Créer un équipement emblématique : la Maison de la Marne

La Communauté d'Agglomération a envisagé la création d'un équipement culturel et touristique à proximité du port de Nogent-sur-Marne. Sa réalisation a été différée en raison des contraintes budgétaires mais le projet pourrait être relancé dans le cadre de la métropole.

Cette structure aura pour vocation d'être un lieu de valorisation et de découverte du patrimoine culturel et naturel de la Marne à destination de tous les publics et en particulier des scolaires. **Un espace d'interprétation** permettra d'appréhender différentes thématiques : le paysage de la Vallée de la Marne, la faune et la flore, l'animation des bords de Marne à la Belle Epoque et l'usage de l'eau et de la rivière. La Maison de la Marne sera également **une vitrine touristique des Boucles de la Marne** et de la région Ile-de-France. Elle abritera un lieu d'accueil et d'informations touristiques. L'équipement sera aussi **un véritable lieu de vie et d'échanges**.

Atelier pédagogique autour de l'eau

Ce projet touristique sera un élément structurant pour la collectivité en favorisant la création d'emplois et d'activités sur son territoire.

9. UNE DEMARCHE TOURISTIQUE RECONNUE

Outre la distinction de *Ville fleurie*, Nogent s'est vu accorder deux labels qui viennent confirmer sa vocation touristique :

Commune touristique

C'est une distinction attribuée par le Préfet du Département du Val-de-Marne. Elle reconnaît :

- l'intérêt et la variété des ressources en hébergement

- la présence d'un Office de Tourisme classé

- la qualité de la politique d'animation de la Ville.

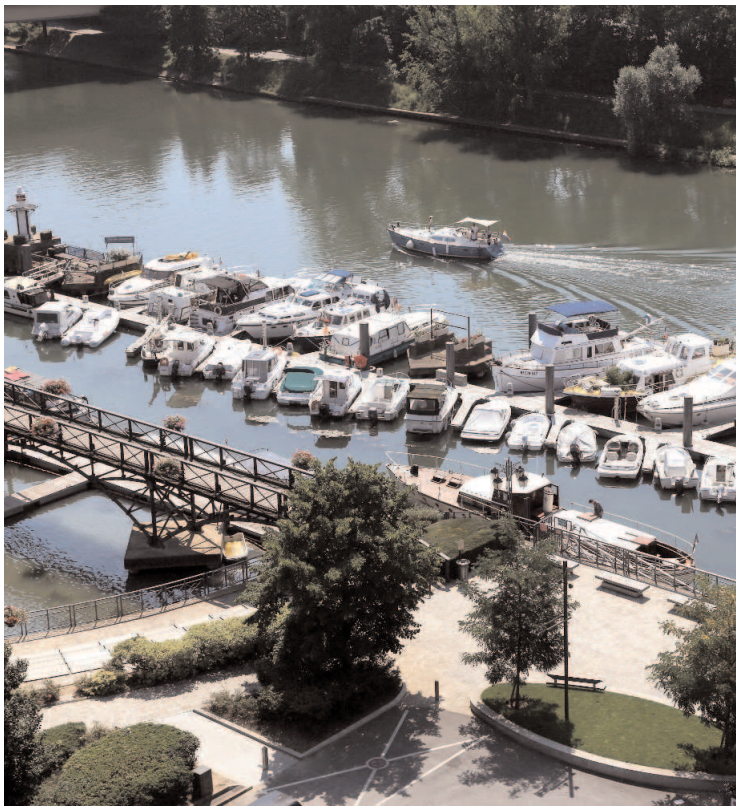
Station Nautique

Nogent est le seul port de rivière en France doté de ce label ! Les stations nautiques entrent dans une dynamique de progrès ayant pour objectif l'excellence de l'organisation locale du nautisme. Elle est animée par un Coordonnateur de Station.

La raison d'être de chaque Station : présenter, avec un objectif de qualité maximum, un ensemble de prestations, d'activités, de produits et de services répondant à la demande et aux besoins de tous les publics.

Un projet de nouveau label : le port, *Pavillon bleu*

Le *Pavillon Bleu* est un label à forte connotation touristique, symbole d'une qualité environnementale exemplaire. Créé par l'office français de la Fondation pour l'Education à l'Environnement en Europe, le Pavillon Bleu valorise chaque année les communes et les ports de plaisance qui mènent de façon permanente une politique active de développement touristique durable.



NOGENT, Ville phare de l'est parisien

Forte de tous ses atouts, fière de son passé et de ses attraits, la Commune de Nogent-sur-Marne se projette demain comme LA ville touristique de l'est métropolitain.

Nogent sur Marne

Conception et réalisation : mission Tourisme et services de la Ville de Nogent-sur-Marne - Mai 2015

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

15/99

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION D'UN PARTENARIAT LORS DE "LA FETE DES JARDINS" AVEC L'ASSOCIATION « LA RETRAITE SPORTIVE NOGENTAISE »

Dans le cadre de la manifestation « La Fête des jardins » organisée par la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement (D.E.V.E.) de Paris et à laquelle la Commune participe pour la 6ème année, le dimanche 27 septembre 2015, une randonnée sera organisée avec l'aide de l'association « la retraite sportive nogentais ».

L'association trace le trajet avec un départ à 13h30 au parc floral de Paris, un passage au Jardin tropical et une arrivée au parc Watteau.

Elle accompagnera les randonneurs qui se présenteront au rendez-vous.

La Commune met à disposition un ETAPS du service des sports qui accompagnera les randonneurs en assurant la promotion des activités municipales, notamment sportives envers les séniors.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/99
Approbation d'un partenariat lors de "la fête des jardins" avec l'association « La retraite sportive nogentaise »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que la Commune de Nogent-sur-Marne participe à l'organisation de la Fête des jardins avec la Ville de Paris le dimanche 27 septembre 2015,

Considérant que l'association « La retraite sportive » accepte d'organiser, dans le cadre de cette manifestation, une randonnée depuis le Parc floral de Paris jusqu'au Parc Watteau,

Considérant qu'il convient de signer une convention entre la Commune et cette Association pour l'organisation de la randonnée,

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Approbation du contrat de partenariat avec l'association La retraite sportive nogentaise pour l'organisation d'une randonnée lors de la manifestation « la Fête des jardins » du dimanche 27 septembre 2015 depuis le parc floral jusqu'au parc Watteau.

Article 2 : Autorise M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cette convention.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

Projet

Partenariat avec l'Association sportive nogentaise

Dans le cadre de « La Fête des jardins » le 27 septembre 2015

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

La Commune de Nogent-sur-Marne, représentée par **son Maire en exercice, Monsieur Jacques J.P. MARTIN**, domicilié en cette qualité en l'hôtel de Ville, place Roland Nungesser - 94130 Nogent-sur-Marne, dûment habilité par délibération n° du 1er juin 2015,

Ci-après désignée « **l'organisateur** »

Et

L'Association « La retraite sportive nogentaise »
Affiliée à la Fédération Française de la Retraite sportive
Adresse : 7 avenue de Neptune - Nogent-sur-Marne (94130)
Téléphone : 01 48 77 32 92
Représentée par : **Monsieur Alain Venot**

Ci-après désignée « **le partenaire** »

Objet du contrat :

La manifestation « La Fête des jardins » organisée par la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement (D.E.V.E) de Paris et à laquelle la Commune de Nogent-sur-Marne participe pour la 6ème édition, se déroulera le dimanche 27 septembre au parc Watteau de 10h à 18h.

Dans ce cadre, la Commune souhaite organiser une randonnée.

L'association «La retraite sportive nogentaise » accepte d'aider la Commune dans l'organisation de cette randonnée.

Conditions générales

Article 1 : Obligations du partenaire

L'Association trace le trajet du parcours de randonnée :

- Parcours de 6 kilomètres
- Départ au Parc Floral de Paris à 13h30 sachant que le parc floral est aussi partenaire de la Fête des jardins.
- Passage par le jardin tropical de Paris, également partenaire de la Fête des jardins.
- Arrivée au parc Watteau vers 15h30.

Dans le cadre de ce parcours, l'Association prend en charge l'accompagnement des randonneurs depuis le départ au parc floral jusqu'à l'arrivée au parc Watteau.

Article 2 : Obligations de l'organisateur

L'organisateur prévoit un ETAPS du service des sports de la Commune pour compléter l'accompagnement des randonneurs pendant tout le trajet jusqu'au parc Watteau.

A l'arrivée, l'organisateur assure l'accueil des randonneurs et des accompagnants au parc Watteau avec une petite collation.

Article 3 : Assurances

L'organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires, notamment en matière de responsabilité civile, et la couvrant pour les risques liés à l'organisation de la randonnée.

Article 4 : Communication évènementielle

Dans le cadre de la promotion de l'évènement « Fête des jardins », le partenaire autorise la Commune de Nogent-sur-Marne à utiliser des visuels dans sa communication locale.

Article 5 : Annulation et résiliation du contrat

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.

Le défaut ou le retrait des engagements aux dates d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution.

Article 6 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun, mais seulement après épuisement des voies de recours amiables.

Fait à Nogent-sur-Marne, le

L'organisateur,

Jacques J.P. MARTIN
Maire de Nogent-sur-Marne
Président de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne

Le partenaire,

Alain VENOT
Président de l'Association
« La retraite sportive nogentaise »

15/100

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE NOGENT-SUR-MARNE, LA FONDATION DES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES ET LA SOCIETE HALLUCINE DANS LE CADRE DU CINEMA EN PLEIN AIR DU 27 JUIN 2015

Dans le cadre de sa politique culturelle, la commune de Nogent-sur-Marne a décidé d'être partenaire de l'événement cinématographique « Cinéma en plein air » qui se tiendra le 27 juin 2015 dès 19 heures.

Cette projection, ouverte au public, se déroulera dans le parc de la Maison Nationale des Artistes.

La Commune mettra à disposition à titre gracieux 250 chaises et s'engage également à régler la prestation de la société HALLUCINÉ d'un montant de 2 760 € T.T.C.

La Société HALLUCINÉ assume la responsabilité de la projection. Elle fournit le personnel et le matériel nécessaire à la bonne exécution de la prestation.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/100
Approbation de la convention de partenariat entre la ville de Nogent-sur-Marne, la Fondation des Arts Graphiques et Plastiques et la société HALLUCINE dans le cadre du Cinéma en plein air du 27 juin 2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2121-29,

Considérant que la Commune de Nogent-sur-Marne a décidé dans le cadre de sa politique culturelle d'être partenaire de l'événement cinématographique « Cinéma en plein air » qui se tiendra le 27 juin 2015 dès 19 heures dans le parc de la Maison Nationale des Artistes.

Considérant que la Commune doit approuver la convention de partenariat avec la F.N.A.G.P. et la société HALLUCINE.

Après examen lors de la Commission permanente du 21 mai 2015,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er : Décide de s'associer à l'organisation de l'événement cinématographique « Cinéma en plein air » qui se déroulera le 27 juin 2015.

Article 2 : Approuve la convention de partenariat à passer entre la Commune de Nogent-sur-Marne, la Fondation National des Arts Graphiques et Plastiques, et la société HALUCINE pour l'organisation de l'événement cinématographique « Cinéma en plein air ».

Article 3 : Autorise le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention tripartite susvisée.

Article 4 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

CONVENTION
CINEMA EN PLEIN AIR 2015

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La Commune de Nogent-sur-Marne, représentée par **son Maire en exercice, Monsieur Jacques J.P. MARTIN**, domicilié en cette qualité en l'Hôtel de Ville, Place Roland NUNGESSER - 94130 Nogent-sur-Marne, dûment habilité par délibération n° 14/104 du 12 mai 2014

La Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques sise 11 rue Berryer 75008 Paris représentée par **Monsieur Gérard ALAUX, son Directeur**.

Et

La Société HALLUCINÉ représentée par **Monsieur Christophe LE BRAS, son directeur,** domiciliée 21 rue Nicolas Copernic à Chambly (60230).

Préambule

Pour répondre aux besoins de sa population, la Commune de Nogent-sur-Marne encourage le développement d'actions à caractère culturel et a choisi de s'associer à la Fondation Nationale des Arts Graphiques et à la société HALLUCINÉ pour l'organisation de la manifestation "Cinéma en plein Air".

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'organisation de la manifestation Cinéma en plein air et de fixer les obligations de chacune des parties. La soirée se déroulera dans le parc de la Maison d'Art Bernard Anthonioz, située 16 rue Charles VII à Nogent-sur-Marne et gérée par la Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques, et débutera à 19h00 par un pique-nique.
A partir de 22h30, le public pourra assister à la projection du film de Charles Laughton « La nuit du chasseur ».

Article 2 : Obligations des parties

La Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques s'engage à ouvrir au public le parc de la Maison d'Art Bernard Anthonioz (dont elle assure la gestion) située 16 rue Charles VII à Nogent-sur-Marne, le vendredi 27 juin 2015 dès 19h00 pour l'organisation d'un pique-nique suivi de la projection d'un film à partir de 22h30.

La Commune de Nogent-sur-Marne s'engage à mettre à disposition, à titre gratuit, 250 chaises qui seront installées par ses services. Ces derniers effectueront, en outre, le nettoyage des lieux à l'issue de la manifestation.

La Société HALLUCINÉ assure la projection du film de Charles Laughton «La nuit du chasseur» à partir de 22h30. Elle fournit le film, met à disposition deux techniciens et le matériel nécessaire à la projection (écran de 10 m de base). Elle procède à l'installation du matériel, aux réglages de l'éclairage et de la sonorisation.
En qualité d'employeur, elle veille au respect de la réglementation du travail et à la charge d'effectuer l'ensemble des formalités liées à l'embauche du personnel nécessaire à la prestation. Elle assure les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel.

Article 3 : Conditions financières

La Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques ouvre gracieusement le parc de la Maison d'Art Bernard Anthonioz et prend en charge les repas des deux techniciens de la société Halluciné.

La Commune met gracieusement à disposition 250 chaises et le personnel nécessaire pour leur installation et le nettoyage du parc à l'issue de la manifestation.

La Commune de Nogent-sur-Marne s'engage à verser à la Société HALLUCINÉ, en contrepartie de la projection du film, la somme de : 2 760 euros T.T.C., sous la forme d'un mandat administratif, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Elle prend également en charge les droits Sacem.

Article 4 : Assurances

La Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques et la Commune déclarent avoir souscrit, chacune en ce qui la concerne, les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'organisation de la manifestation dans les lieux indiqués ci-dessus.

La société Halluciné déclare également avoir souscrit les assurances nécessaires à l'exercice de son activité et être ainsi assurée pour cette prestation.

Article 5 : Annulation du contrat

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.
Le défaut ou le retrait des prestations aux dates d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution.
Toute annulation du fait de l'une des parties, entraînerait pour la partie défaillante, l'obligation de verser aux autres une indemnité égale aux frais effectivement engagés par chacune d'elle.

Article 6 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun, mais seulement après épuisement des voies de recours amiables (conciliation, arbitrage…).

Article 7: Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

- Pour la commune de Nogent-sur-Marne en l'Hôtel de Ville, place Roland Nungesser 94130 Nogent-sur-Marne,

- Pour la Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques, en son siège, 11 rue Berryer 75008 Paris

- Pour la société Halluciné en son siège social sis 21 rue Nicolas Copernic 60230 Chambly

Fait à Nogent-sur-Marne, le

La Commune de Nogent-sur-Marne

Jacques J.P. MARTIN
Maire de Nogent-sur-Marne
Président de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne

Fait à Paris, le

La F.N.A.G.P.

Gérard ALAUX
Directeur Fondation Nationale des Arts Graphiques

Fait à Chambly, le

La Société HALLUCINE

Christophe LE BRAS
Directeur

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

15/101

RAPPORT AUX MEMBRES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 1 JUIN 2015

OBJET : COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Par délibération n°14/104 du 12 mai 2014, le Conseil municipal a décidé de donner délégation au Maire pour la durée de son mandat pour prendre différentes décisions au nom de la commune en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L.2122-23 du CGCT, le Maire rend compte au Conseil Municipal des différentes décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Les membres du Conseil Municipal sont amenés à délibérer sur le projet.

LE RAPPORTEUR

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"

LE CONSEIL MUNICIPAL,

N°15/101
Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération n°14/39 du 6 avril 2014, décidant de donner délégation au Maire pour la durée de son mandat pour prendre différentes décisions au nom de la Commune en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°14/104 du 12 mai 2014, décidant de donner délégation au Maire pour la durée de son mandat pour prendre différentes décisions au nom de la Commune en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Rend compte des décisions prises en vertu des délégations qui lui sont données

N° 15-73 du mars 2015 : PASSATION d'une convention avec la société VPORGANISATION sise 13 rue des Gascoins à Richebourg (78550) pour l'organisation d'une animation « freestyle airbag BMX, VTT trial et kart » dans le cadre de la Fête des Sports Urbains, le 7 juin 2015, le montant de cette prestation étant de 3 000 € TTC.

N° 15-74 du 4 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec la société BOULEVARD URBAIN sise 63 rue Marie Roche à Lisses (91090), pour l'organisation d'une animation « BMX air bag et flat » dans le cadre de la Fête des Sports Urbains, le 7 juin 2015, le montant de cette prestation étant de 696 € TTC.

N° 15-75 du 5 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec M. Nicolas Roigt domicilié 291 rue du Faubourg Saint-Antoine à Paris (75011) pour la réalisation d'un graffiti sur toile, dans le cadre de la Fête des Sports Urbains, le 7 juin 2015, le montant de la prestation étant de 586,40 € TTC.

N° 15-76 du 5 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec le Comité Départemental de Roller domicilié 32 rue de Rottembourg à Paris (75012) pour l'organisation d'une initiation au skateboard dans le cadre de la Fête des Sports Urbains, le 7 juin 2015, le montant de la prestation étant de 610 € TTC.

N° 15-77 du 5 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec l'auto-entreprise Yes Will Quen domiciliée 13 avenue Théodore à Joinville-le-Pont (94340) pour une démonstration/ initiation de basket « freestyle » dans le cadre de la Fête des Sports Urbains, le 7 juin 2015, le montant de la prestation étant de 300 € TTC.

N° 15-78 du 5 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec M. Gaëtan Czaja domicilié 65 place du bois blond à Carlepont (60170) pour une démonstration/ initiation de « freestyle football », dans le cadre de la Fête des Sports Urbains, le 7 juin 2015, le montant de la prestation étant de 300 € TTC.

N° 15-79 du 6 mars 2015 : PROROGATION d'une durée d'un an de la convention passée le 24 mars 2011 pour l'occupation d'un logement d'urgence d'une superficie de 65 m², situé 41 rue des Héros Nogentais à Nogent-sur-Marne, le loyer révisé s'élevant à 230 € et la provision pour charges à 60 € / mois.

N° 15-80 du 6 mars 2015 : PROROGATION d'une durée d'un an de la convention passée le 17 mars 2010 pour l'occupation d'un logement d'urgence d'une superficie de 46 m², situé 2 rue Thiers à Nogent-sur-Marne, le loyer révisé s'élevant à 163 € et la provision pour charges à 50 € / mois.

N° 15-81 du 6 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec l'association Tennis Club de Nogent pour la mise à disposition pendant 5 ans de divers locaux situés 6 bis rue du Port à Nogent-sur-Marne, moyennant le paiement d'un loyer annuel de 9 160 €. L'association s'engage à rembourser à la Commune la moitié du montant des factures d'électricité et de gaz nécessaires au bon fonctionnement de la structure gonflable et la Ville s'acquittera des factures d'eau jusqu'à la pose d'un compteur individuel pour l'association.

N° 15-82 du 6 mars 2015 : MISE A DISPOSITION de l'espace sportif David Douillet au profit de l'association Judo Kano Club pour l'organisation d'un stage, le 15 mars 2015 au matin, moyennant le paiement d'une redevance de 32 €.

N° 15-83 du 9 mars 2015 : PASSATION d'un marché avec la société THALES sise rue de la Mare au Jonc à Bretigny-sur-Orge (91229) pour assurer l'entretien et la maintenance du matériel de péage installé dans les parkings municipaux. Le montant forfaitaire pour les prestations d'entretien est de 39 258 € TTC / an et le montant maximum annuel de commandes pour les prestations de maintenance est fixé à 48 000 € HT.

N° 15-84 du 9 mars 2015 : PASSATION d'un contrat avec la société EXAPROBE sise 1 voie Félix Eboué à Créteil (94000) relatif à la fourniture et la maintenance du logiciel UTM Bundle, destiné au service Informatique, moyennant le paiement d'un forfait annuel global de 2 763,20 € HT (3 315,84 € TTC).

N° 15-85 du 10 mars 2015 : MISE A DISPOSITION du Stade sous la Lune et de la salle polyvalente Marie Curie au profit du Comité départemental d'athlétisme du Val de Marne pour l'organisation d'une compétition, le 15 mars 2015 de 7h à 14h, moyennant le paiement d'une redevance de 236,67 €.

N° 15-86 du 13 mars 2015 : MISE EN DECHARGE à titre gratuit d'un télécopieur de marque HP et d'une imprimante de marque Canon affectés au service Communication, à l'Eco Point de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de la Marne.

N° 15-87 du 13 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec l'association Le Prix des Incorruptibles domiciliée 6 rue Henri Duchêne à Paris (75015) pour une lecture publique de l'ouvrage *« la fille du calligraphe »* par son auteur, Mme Caterina Zandonella, le 5 mai 2015, à la bibliothèque municipale, le prix de cette intervention étant de 261 € TTC.

N° 15-88 du 16 mars 2015 : PASSATION d'une convention avec la société GÎTE ET CHAMBRES D'HÔTES DES GALOPINS située 6 place Henri Chamvres à Merry-la-Vallée (89110) pour l'hébergement en cottage de 10 jeunes âgés de 15 à 17 ans et de leurs deux accompagnateurs les 25 et 26 avril 2015, le montant de la location étant de 250 € TTC.

N° 15-89 du 16 mars 2015 : PASSATION d'un contrat avec la société KOHA SOLUTIONS sise 144 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200) pour la location, pendant 9 mois, de 4 IPAD 2 Wifi et de bornes antivol destinés au musée, le prix étant fixé à 2 761,44 € TTC (caution de 3 900 € TTC).

N°15-90 du 16 mars 2015 : PASSATION d'un marché avec la société ADAV sise 10 bis rue du collège à Bergues (59380) pour l'organisation de séjours « été », selon les modalités suivantes :

- séjours pour les 6-11 ans (lot n°1) :
- 985 € TTC par enfant du 7 au 20 juillet et du 29 juillet au 11 août 2015
- 895 € TTC par enfant du 18 au 31 juillet et du 29 juillet au 11 août 2015

- séjours pour les 11-17 ans (lot n°2) :
- 1 045 € TTC par enfant du 18 au 31 juillet 2015
- 1 250 € pour un séjour solidaire du 18 au 31 juillet 2015
- 1 065 € TTC pour les périodes du 4 au 17 juillet 2015 et du 1er au 14 août 2015
- 1 230 € pour un séjour entre le 17 et le 30 juillet 2015
- 899 € TTC entre le 29 juillet et le 11 août 2015.

N°15-91 du 17 mars 2015 : PASSATION d'un marché avec la société BIOFROID sise 5 rue de la Gaité au Perreux-sur-Marne pour assurer la maintenance des équipements de cuisine et de buanderie, le montant annuel maximum de commandes étant fixé à 15 000 € HT.

N°15-92 du 18 mars 2015 : PASSATION d'un contrat avec la société SALVIA DEVELOPPEMENT sise 45 avenue Victor Hugo à Aubervilliers (93534), pour des prestations d'assistance et de maintenance des progiciels utilisés par le service Finances, selon les modalités suivantes :
Redevance annuelle Salvia Financements : 1 510 € HT (1 812 € TTC)
Redevance annuelle Salvia Patrimoine : 1 240 € HT (1 448 € TTC)

N°15-93 du 19 mars 2015 : PASSATION d'un marché avec la société HYGIENE CONTRÔLE sise parc Faraday 1 avenue Christian Doppler à Serris (77700) pour des prestations de dératisation et de désinsectisation des bâtiments et espaces publics. Le forfait annuel est fixé à 5 488 € HT (6 585,60 € TTC) et le montant maximum annuel des prestations supplémentaires à 4 000 € HT / an.

N°15-94 du 20 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la Scène Watteau pour la location les 4, 5 et 6 juin 2015 d'une salle destinée à la préparation et à la présentation d'un conte musical par les élèves de l'école Guy Moquet, le tarif de location étant de 2 076,91 €.

N°15-95 du 20 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la Scène Watteau pour la location les 22 et 23 juin 2015 d'une salle destinée à la préparation et à la présentation d'un spectacle (chorale) par les élèves de l'école élémentaire Leonard de Vinci, le tarif de location étant de 1 384,61 €.

N°15-96 du 20 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la Scène Watteau pour la location les 15,16 et 18 juin 2015 d'une salle destinée à la préparation et à la présentation d'un spectacle (chorale) par les élèves de l'école élémentaire Paul Bert, le tarif de location étant de 2 076,91 €.

N°15-97 du 20 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec l'association Le Panda Roux domiciliée 250 rue Etienne Marcel à Bagnolet (93170), pour l'organisation d'animations pédagogiques destinées aux élèves de l'école maternelle Leonard de Vinci, le prix de ces prestations étant de 630 € TTC (3 séances).

N°15-98 du 20 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec l'association La Cicadelle domiciliée 15 rue Paul Vaillant-Couturier à Bonneuil-sur-Marne (94380) pour l'organisation d'animations pédagogiques destinées aux élèves de l'école élémentaire Val de Beauté, le prix de ces prestations étant de 1 666 € TTC (3,50 € X 476 élèves).

N°15-99 du 20 mars 2015 : PASSATION d'un marché pour l'entretien et la maintenance des pompes de relevage EU et EP dans les bâtiments municipaux avec le groupement des sociétés SEGEX ENERGIES (mandataire) sise 4 boulevard Arago à Wissous (91320) et COMPAGNIE GENERALE D'ASSAINISSEMENT sise 8 rue des longues raies à Gargenville (78440), le montant maximum annuel de commandes étant fixé à 48 000 € HT.

N°15-100 du 20 mars 2015 : MISE À DISPOSITION du dojo David Douillet au profit de l'association Hau Quyen Club de Nogent-sur-Marne pour l'organisation d'un stage le 22 mars 2015, moyennant le paiement d'une redevance de 50,40 €.

N° 15-101 du 23 mars 2015 : RÉSILIATION de la convention et de l'avenant passés les 8 mars 2005 et 14 mai 2008 pour la mise à disposition d'une place de stationnement et d'un box dans l'ensemble immobilier situé 73 boulevard de Strasbourg à Nogent-sur-Marne.

N° 15-102 du 23 mars 2015 : PASSATION d'un contrat avec la société DI'X sise 7 rue du Portail Magnanen à Avignon (84094) pour des prestations d'assistance et de maintenance du progiciel de gestion des archives, Avenio V 10, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 800 € HT (960 € TTC).

N° 15-103 du 23 mars 2015 : PASSATION d'un contrat d'une durée d'un an renouvelable avec la société NEDAP FRANCE sise 8/10 chemin d'Andrésy à Eragny-sur-Oise (90050) pour des prestations de maintenance et de réparation des matériels RFID de la bibliothèque (permettant l'identification à distance des documents et une gestion rapide des opérations de prêt/retour, l'activation de l'information antivol des ouvrages..), arrêté selon les modalités suivantes :
- maintenance avec télémaintenance et garantie totale selon un forfait de 3 547,32 € TTC en 2015 et de 3 877,20 € TTC en 2016 (incluant l'acquisition d'un automate supplémentaire)
- services complémentaires curatifs : 72 € HT/heure pour une intervention sur site
135 € HT forfait déplacement

N° 15-104 du 23 mars 2015 : MISE À DISPOSITION à titre gratuit pour une durée de 3 ans d'un local de 121 m² situé 2 rue Guy Moquet, d'un local de 21 m² situé 41 rue des Héros Nogentais à Nogent-sur-Marne et de deux places de stationnement dans le parking du Centre, au profit de l'association Nogent Présence Aide au Domicile. L'association s'acquittera, à compter du 1er avril 2015, du paiement d'une provision pour charges d'un montant de 800 € / trimestre.

N° 15-105 du 24 mars 2015 : PASSATION d'un marché avec la société AIR FRANCE sise 30 avenue Léon Gaumont à Paris (75020) pour l'acquisition de titres de transport aérien destinés aux agents bénéficiant de congés bonifiés, le montant maximum annuel de commandes étant fixé à 25 000 € HT pour l'année 2015 et à 10 000 € HT pour les années 2016 et 2017.

N° 15-106 du 24 mars 2015 : MISE A DISPOSITION par le Syndicat Interdépartemental des parcs de sports de Bobigny-La Courneuve de 5 pas de tir pour les entraînements de la Police Municipale et d'une salle de cours, la redevance étant fixée à 1,10 € / heure pour un pas de tir et à 5 € pour la salle (1 séance / mois).

N° 15-107 du 25 mars 2015 : PASSATION d'un marché d'une durée d'un an renouvelable avec la société CMC sise 20 rue Delizy à Pantin (93500), pour la fourniture de récompenses sportives, le montant maximum annuel de commandes étant fixé à 4 800 € HT.

N° 15-108 du 26 mars 2015 : MISE À DISPOSITION du gymnase Watteau au profit de l'association Karaté Club de Nogent pour l'organisation d'un passage de grade, le 14 juin 2015, moyennant le paiement d'une redevance de 72 €.
N° 15-109 du 31 mars 2015 : MISE À DISPOSITION à titre gratuit d'un espace au Stade sous la Lune au profit de l'association Gourmandises Foraines, domiciliée 28 voie Fragonard à Vitry-sur-Seine (94400), pour la tenue d'un stand de friandises et boissons à l'occasion du Festival des Enfants.

N° 15-110 du 31 mars 2015 : PASSATION d'un contrat avec Madame Leïli Mohseni-Monnet domiciliée 6 avenue Gugnon à Nogent-sur-Marne pour la réalisation des prestations scénographiques de l'exposition *« vous connaissez la chanson ? »* organisée au musée, le prix de cette intervention étant de 6 500 €.

N° 15-111 du 31 mars 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la société ANIMATIONS LOISIRS FRANCE sise BP 96 Croissy-Beaubourg 77314 Marne la Vallée, pour la location de divers matériels (costumes, rodéo, skis…) dans le cadre de l'organisation du Festival des Enfants, au prix de 1 080 € TTC.

N° 15-112 du 2 avril 2015 : ANNULÉ

N° 15-113 du 2 avril 2015 : RENOUVELLEMENT de la convention passée avec l'association La Halte Fontenaysienne pour la mise à disposition à titre gratuit de divers locaux situés 7 rue de Châteaudun à Nogent-sur-Marne, l'association s'acquittant du paiement d'une provision pour charges de 300 € / trimestre. Le terme de la convention est fixé au 31 décembre 2016.

N° 15-114 du 2 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec l'Association des Musiques du Monde du XXème siècle domiciliée 72 avenue des Prés Vendôme à Villepreux (78450), pour l'organisation, dans le cadre du Festival de l'Oh !, d'une animation musicale par le quintet de jazz *« la Fanfare de l'Otarie Club »*, le prix de cette prestation étant de 3 600 € TTC.

N° 15-115 du 2 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec l'association Archisucre domiciliée 31 rue des Viselets à Nogent-sur-Marne (94130) pour l'animation d'ateliers de fabrication de maquettes sur le thème « écluse et maison d'éclusier », lors du Festival de l'Oh !, le prix de cette prestation étant de 500 € TTC.

N° 15-116 du 2 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec l'association Art Bulle domiciliée 19 rue des Saules à Toulouse (31400) pour quatre représentations du spectacle *« concert'eau en do nageur »,* dans le cadre du Festival de l'Oh !, le prix de cette prestation étant de 5 407,80 €.

N° 15-117 du 3 avril 2015 : PASSATION d'un marché avec la société CHAPSAL MOTO sise 38 rue Chapsal à Joinville-le-Pont (94340) pour la fourniture de pièces détachées/accessoires et la réparation des deux-roues motorisés de marque Yamaha, le seuil annuel de commandes étant fixé à 15 000 € HT et le forfait main d'œuvre réparation ou entretien à 54,16 € HT / heure (64,99 € TTC).

N° 15-118 du 7 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec la société L'ATELIER DU VINCENT sise 2 rue Cérès à Reims (51084), pour des séances de maquillage sur le thème « ambiance Marne », dans le cadre du Festival de l'Oh !, le prix de ces prestations étant de 1 275 € TTC.

N° 15-119 du 7 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec la sarl COULEUR PARIS sise 19 rue Cressent à Noisy-le-Grand (93160) pour l'organisation d'une guinguette éphémère le 30 mai 2015 dans le cadre du Festival de l'Oh !, le prix de cette prestation étant de 1 500 € TTC.

N° 15-120 du 7 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec Mme Dominique Lecerf, céramiste, pour l'animation d'ateliers « modelage » dans le cadre du Festival de l'Oh !, le prix de ces prestations étant de 1 400 € TTC.

N° 15-121 du 7 avril 2015 : MISE A DISPOSITION à titre gratuit d'un espace sur les bords de Marne au profit de l'Ecole des Bords de Marne domiciliée 11 avenue Diane à Joinville-le-Pont (94340), pour l'organisation d'une exposition des peintures des artistes de l'école, dans le cadre du Festival de l'Oh !

N° 15-122 du 7 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec M. Alain Fenet, sculpteur, pour l'animation d'ateliers de création de sculptures-suspensions sur le thème du poisson, dans le cadre du Festival de l'Oh !, le prix de ces prestations étant de 1 400 € TTC.

N° 15-123 du 7 avril 2015 : MISE À DISPOSITION à titre gratuit au profit de l'Office du Tourisme de la Vallée de la Marne d'un espace sur les bords de Marne, dans le cadre de sa participation au Festival de l'Oh !.

N° 15-124 du 8 avril 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec le Parc Interdépartemental du Tremblay pour l'organisation d'une animation « golf », destinée à 12 jeunes participant au stage multisports organisé par la Ville pendant les vacances de Pâques, le prix de cette prestation étant de 129 € TTC (mise à disposition du terrain, du matériel et d'un moniteur pendant une journée)

N° 15-125 du 9 avril 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la Scène Watteau-Pavillon Baltard pour la location, le 9 mai 2015, de la Grande salle destinée à accueillir la Soirée des Talents, le prix de cette location étant de 814,72 €.

N° 15-126 du 9 avril 2015 : PASSATION d'un accord-cadre multi-attributaires pour l'acquisition de mobiliers destinés aux services de la Ville avec les entreprises suivantes :

- lot n°1 : mobilier de bureaux pour les services administratifs
  - société BRUNEAU sise parc d'activités de Courtaboeuf, 9 avenue de la Baltique à Villebon-sur-Yvette
  - société QUERCY sise 121 avenue du Docteur Vaillant à Romainville (93230)
  - société ROMY sise 7 rue des entrepreneurs à Poitiers (96000)

-lot n°2 : mobilier de bureaux pour le service scolaire
  - société LAFA COLLECTIVITES sise 40 avenue Georges Pompidou à Aurillac (15000)
  - société SIMIRE sise 862 rue des Crais à Macon (71020)
  - société DELAGRAVE sise 8 rue Sainte Claire Deville à Marne la Vallée (77437)

- lot n°3 : mobilier pour le service petite enfance
  - société CREATIONS MATHOU sise rue de Cantaranne à Onet-Le-Château (12850)
  - société MENUISERIE BESSIERE sise 4 chemin Beauchet à Mere (78490)
  - société WESCO sise roiute de Cholet à Cerizay (79141)

-lot n°4 : mobilier pour la bibliothèque (sections adultes et enfants)
  - société BRM MOBILIER sise 81 bd de Thouars à Bressuire (79302)
  - société BORGEAUD BIBILOTHEQUES sise 26 rue Montevideo à Paris (75119)
  - société DPC sise 1 rue Pierre et Marie Curie à Bressuire (79300)
  - société DEMCO sise 13 avenue Neil Armstrong à Mérignac (33692)

N° 15-127 du 13 avril 2015 : PASSATION d'une convention avec M. Gaillourdet, vétérinaire, domicilié 1 route de Stalingrad à Nogent-sur-Marne, mettant à sa disposition un espace dans le cadre de sa participation à la manifestation Animaflore et actant de la réalisation, par ses soins, de l'inspection vétérinaire des animaux présents sur le site moyennant le paiement d'une indemnité de 50 €.

N° 15-128 du 13 avril 2015 : APPROBATION du contrat à passer avec l'association Clair de Lune domiciliée BP 149 à Champigny-sur-Marne (94501) pour la présentation du spectacle *« la chorale enchantée »* devant les enfants de la structure multi-accueil Arc en Ciel, le 19 juin 2015, le prix de cette prestation étant de 350 €.

N° 15-129 du 13 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec La Compagnie des Epices domiciliée 20 rue Edouard Pailleron à Paris (75019) pour trois représentations, à la bibliothèque municipale, du spectacle *« contes doudoux »* le 26 septembre 2015, le prix de ces prestations étant de 1 023 € TTC.

N° 15-130 du 14 avril 2015 : PASSATION d'un contrat avec la société FIVA PRODUCTION sise 75 avenue Parmentier à Paris (75544) pour une représentation, à la bibliothèque municipale, du spectacle *« il y a un monde ailleurs »* le 12 juin 2015, le prix de cette prestation étant de 1 297,65 € TTC.

N° 15-131 du 16 avril 2015 : PASSATION d'un marché avec la société AT FERMETURES sise 10 rue des Quilles à Chessy (77000) pour l'entretien et le contrôle des barrières levantes (lot n°2), le prix pour deux prestations d'entretien/an étant de 1 260 € TTC (autres prestations/pièces détachées selon bordereau des prix unitaires).

N° 15-132 du 16 avril 2015 : PASSATION de marchés subséquents avec la société DELTA SI sise lieudit Les Champs à Monnaie (37380), pour la réalisation des missions suivantes :
- assistance à maitrise d'ouvrage de la Commune dans sa démarche de modernisation des services, le montant maximum annuel de commandes étant fixé à 40 000 € HT
- conseil et assistance pour le projet Gestion de la Relation Citoyens, le montant global étant fixé à 38 850 € HT (46 620 € TTC).

N° 15-133 du 16 avril 2015 : ANNULÉ

N° 15-134 du 16 avril 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la Scène Watteau pour la location de la Grande Salle, le 11 juin 2015, aux fins d'organisation de la cérémonie de clôture de l'Opération prévention « drogue-tabac-alcool », le tarif de location s'élevant à 692,30 €.

N° 15-135 du 16 avril 2015 : APPROBATION de la convention à passer avec la Scène Watteau pour la location de la Grande Salle et de la mezzanine, le 2 juillet 2015, aux fins d'organisation de la Soirée des associations, le tarif de location s'élevant à 814,72 €.

N° 15-136 du 21 avril 2015 : AVENANT au contrat passé le 27 octobre 2011 pour la location d'une place de stationnement située 6 rue Hoche à Nogent, diminuant le montant du loyer dû par le preneur, ce dernier ayant accepté de partager son emplacement avec la Police Municipale qui y gare 2 scooters. Le loyer mensuel s'élève désormais à 17 €.

N° 15-137 du 21 avril 2015 : REMBOURSEMENT du dépôt de garantie d'un montant de 94,44 € à l'ex-locataire d'un logement situé 73 boulevard de Strasbourg à Nogent.

N° 15-138 du 22 avril 2015 : PASSATION d'un avenant n°1 au marché conclu avec la société SEJER NATHAN - pour la fourniture de jeux, jouets et mobiliers ludiques pour enfants de moins de 3 ans - actant de la réalisation de prestations supplémentaires (remplacement des coins-cuisines de la section enfant de la crèche Arc-en-Ciel) pour un montant de 450 € HT, portant ainsi le seuil maximum annuel de commandes de 3 000 à 3450 € HT .

N° 15-139 du 23 avril 2015 : PASSATION d'une convention avec la sarl Gîte du Bois Guillaume situé camping Le Bois Guillaume à Villeneuve-les-Genêts (89350) pour l'organisation d'un week-end destiné à 10 jeunes âgés de 15 à 17 ans et leurs deux accompagnateurs les 25 et 26 avril 2015, le prix de cette prestation étant de 264 € TTC.

N° 15-140 du 23 avril 2015 : RÉSILIATION de la convention signée le 30 mars 2015 avec la société Gite et Chambre d'Hôtes des Galopins pour l'hébergement d'un groupe de jeunes âgés de 15 à 17 ans, les 25 et 26 avril 2015, la Direction départementale de la Cohésion Sociale de l'Yonne ayant refusé l'agrément de cet établissement à l'accueil de mineurs.

N° 15-141 du 27 avril 2015 : PASSATION d'un avenant n°2 au marché conclu avec la société Partance - pour l'organisation d'un voyage en Grèce en 2014 destiné aux séniors nogentais - instaurant une nouvelle tranche de prix pour un groupe composé de 20 à 24 personnes. Le prix unitaire est fixé à 1 113,97 € HT (1 144 € TTC).

N° 15-142 du 29 avril 2015 : RÉSILIATION à la date du 6 mai 2015 de la convention passée le 24 décembre 2014 pour la mise à disposition à titre gratuit d'une place de stationnement dans le parking Paul Bert, à la demande du preneur.

N° 15-143 du 29 avril 2015 : PASSATION d'un contrat « Affranchigo Liberté » avec LA POSTE – Direction des ventes entreprises sise 3 place Salvador Allende à Créteil, pour des prestations d'affranchissement des plis de la Ville, en cas d'indisponibilité de la machine à affranchir, le montant maximum annuel de commandes étant fixé à 2 100 € HT.

N° 15-144 du 7 mai 2015 : MISE À DISPOSITION du Stade sous la Lune – Alain Mimoun, le 14 mai 2015, au profit de la SAS MDN domiciliée 42 rue de la Filature à Saint-André-lez-Lille (59350) pour des prises de vues dans le cadre de la réalisation d'un catalogue publicitaire, la société s'acquittant du paiement d'une indemnité d'occupation de 500 €.

Dernier article : Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

Et ont les membres présents signé après lecture,

Pour Copie Conforme,
Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Page ajoutée pour travail en "Recto/Verso"